

ΙΣΤΟΡΙΚΑ ΚΕΙΜΕΝΑ

# ΑΡΧΕΙΟΝ

ΙΩΑΝΝΟΥ  
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΑ

ΤΟΜΟΣ ΣΤ'

== ΚΕΡΚΥΡΑ 1984 ==







ΑΡΧΕΙΟΝ

ΙΩΑΝΝΟΥ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΑ







ΙΣΤΟΡΙΚΑ ΚΕΙΜΕΝΑ

---

# ΑΡΧΕΙΟΝ

ΙΩΑΝΝΟΥ  
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΑ

ΤΟΜΟΣ ΣΤ΄

ΚΕΡΚΥΡΑ 1985

---





**Ἑκδότης**

Ἑταιρεία Κερκυραϊκῶν Σπουδῶν - Κέρκυρα - Τηλ. (0661) 30.674

**Γενική ἐπιμέλεια ἐκδόσεως**

Κώστας Δαφνῆς

**Συναγωγή κειμένων - Μετάφραση - Εἰσαγωγή - Βιβλιογραφία**

Παῦλος Πετρίδης - Καθηγητῆς Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης

**Στοιχειοθεσία - Ἑκτύπωση**

«ΕΚΔΟΤΙΚΗ ΕΣΤΙΑ» - Σταδίου 48 - Αθήνα





## ΠΡΟΛΟΓΙΚΟ ΣΗΜΕΙΩΜΑ

Στον ΣΤ' Τόμο δημοσιεύονται τὰ κείμενα τοῦ Καποδίστρια πού ἀναφέρονται στὰ χρόνια 1819, 1820, 1821, 1822. Ὁ αὐξων ἀριθμὸς τῶν ἐγγράφων εἶναι ἐνιαῖος μέ ἐκεῖνο τῶν ἐγγράφων τοῦ Ε' τόμου, δεδομένου ὅτι ἀποτελοῦν μιά ἐνότητα. Ἀναφέρονται ὅλα - ὑπομνήματα, ἐκθέσεις, ἐγκύκλιοι, ἐπιστολές - στὴ διπλωματικὴ δραστηριότητα τοῦ Καποδίστρια ὡς ὑπουργοῦ Ἑξωτερικῶν τῆς Ρωσίας στὰ χρόνια 1815-1822.

Τὴν ὀλοκλήρωση τῆς δημοσίευσης τῶν κειμένων τῆς περιόδου αὐτῆς συνοδεύουν σύντομες σημειώσεις, πού διαγράφουν συνοπτικὰ τὸ πλαίσιο τῆς πολιτικῆς κατάστασης τῆς Εὐρώπης, μεταξὺ 1819 καὶ 1822, μέσα σὸ ὁποῖον κινήθηκε ὁ Καποδίστριας, πίνακας τῶν ἐγγράφων τῶν δύο τόμων μέ κατατοπιστικὲς περιλήψεις καὶ εὐρετήρια κυρίων ὀνομάτων, ὥστε ἡ ἐκδοσὴ νὰ εἶναι ἀπόλυτα χρηστικὴ. Ἐκτενὲς διεθνὲς βιβλιογραφία, ὅπου ἀναγράφονται ἐξαντλητικὰ πηγές καὶ δημοσιεύματα, παρέχουν τὴ δυνατότητα στοὺς ἐνδιαφερόμενους γιὰ μιά γενικότερη θεώρηση, μέ ἀφετηρία πάντα τὰ Καποδιστριακὰ κείμενα, τῆς εὐρωπαϊκῆς ἱστορίας σὲ μιά κρίσιμη φάση ἐθνικῶν, πολιτικῶν καὶ κοινωνικῶν μετασχηματισμῶν.

Σημειώνουμε ὅτι βασικὸ κείμενο γιὰ τὴν πιὸ ἄνετη προσπέλαση τῶν κειμένων τῆς δημόσιας δράσης τοῦ Καποδίστρια εἶναι ἡ «Αὐτοβιογραφία» του, ἡ ὁποία δημοσιεύθηκε στὸν Α' Τόμο τοῦ Ἀρχείου. Ἀνεξάρτητα ἀπὸ τίς ὁποιοσδήποτε σκοπιμότητες, πού δέσμευαν τὴν ἀπόλυτα ἐλεύθερη ἔκφραση τῶν ἀπόψεων καὶ σκέψεων τοῦ Καποδίστρια σχετικὰ μέ πρόσωπα καὶ γεγονότα, τὸ κείμενο αὐτὸ μᾶς δίνει τὴ γραμμὴ πλεύσης γιὰ τὴν ἀποκρυπτογράφηση τῶν ἐνεργειῶν καὶ κινήσεων τοῦ ὑπουργοῦ τῆς Ρωσίας κατὰ τὸ χειρισμὸ καίριων θεμάτων.





**KEIMENA**  
**1819**



## 108

Ἐγκύκλια ἐπιστολή μέ παρατηρήσεις πάνω στά «μέσα» βελτίωσης τῆς μοίρας τῶν  
Ἑλλήνων

(Κέρκυρα 6/18 Ἀπριλίου 1819)<sup>1</sup>

FILS de Notre Sainte Mère Eglise, nous sommes tous frères; liés par des malheurs qui nous sont communs, nous sommes tous portés à nous aider mutuellement; éclairés par l'expérience de nos erreurs, formés désormais à l'école des calamités, qui en sont résultées et qui nous accablent, nous sommes déjà parvenus à un certain degré de maturité parce que nous sommes tous également frappés d'une heureuse conviction, savoir, que nous devons nous aider mutuellement, mais en ne nous écartant point des principes consacrés par la morale de cette sainte religion, à la quelle seule nous devons de composer une nation, de souffrir à ce titre, d'avoir le sens profond de nos souffrances, et d'éprouver le besoin de nous en délivrer pour toujours. La marche que nous suivons depuis quelques années dans la vue d'atteindre à ce but, est, sans contredit, la véritable. Elle a pour guide les principes de l'Évangile; elle est dans la nature des choses humaines.

Faire du bien à nos compatriotes pour l'amour seul du bien, et sans autre intérêt quelconque; améliorer par là leur sort actuel et les préparer ainsi aux grands avantages d'une civilisation morale et chrétienne; ne nous mêler point de créer cette civilisation sur les bases d'un système arbitraire, ou des circonstances, mais abandonner ce grand oeuvre à la Providence; qui seule est l'arbitre des nations.

Telles sont en général les directions qui suivent les Grecs appelés par leur dévouement au service de notre patrie; les uns en travaillant eux-mêmes à la meilleure éducation de leurs enfants; les autres en favorisant par des nobles sacrifices les intentions littéraires parmi nous, et ne soutenant de leurs moyens les moins fortunées parmi les jeunes Grecs qui fréquentent les Académies Européennes.



L'éducation littéraire n'est cependant pas la seule dont nous avons besoin; la patrie en reclame un autre. C'est de la morale dont il est question.

L'éducation morale doit se proposer pour objet de mettre d'une part en évidence les hommes dignes du respect et de la confiance de la nation, et d'habituer de l'autre graduellement la nation à respecter, à écouter, à croire à ces hommes.

Si les époques où tout promettoit à notre patrie l'avenir le plus honorable et le plus heureux sont passées en emportant avec elles nos meilleures espérances, c'est que les hommes dont cette patrie, devait se composer, n' étaient pas encore faits ni pour écouter la voix auguste de la vérité ni pour être écoutés de la masse de nos concitoyens: peu de lumières, nulle expérience, point d'usage du monde et moins encore de mœurs, constituait toute notre patrimoine d' alors. On existe mal dans cette pauvreté de moyens lorsqu'on est au milieu d'un état de choses habituelles; comment donc prétendre d'en sortir, ou d'en créer un qui soit meilleur?

L'homme qui vient de secouer le joug, peut porter rapidement son esprit à des conceptions libérales, mais pour rendre ces idées pratiquées il faut plus, il faut que le coeur de cet homme soit doué d'une bienveillance éclairée, telle que cette que nous est enseignée par l' Evangile: hors de là point du bien réel.

Ou les conceptions libérales restent dans le monde des abstractions, et alors elles demeurent sans effet; ou bien elles deviennent l' instrument de l' ambition, et de l' intérêt personnel; alors elles perdent tous leurs attraits, au lieu de se faire chérir elles se font détester par le peuple; sa civilisation ne peut plus avancer; elle recule.

Rendons nous compte loyalement des évènements qui remplissent la moitié de notre siècle; descendons avec recueillement dans le fond de nos consciences; serutons celles de nos compatriotes qui se sont trouvés à même de nous rendre quelque service, et qui ont manqués les belles et grandes occasions de s'en acquitter, et nous serons profondément convaincus que, moins de l' ignorance d'un part et ce défaut de caractère morale de l'autre, les hommes les plus distingués parmi nos pères favorisés par les circonstances de leurs temps, nous auraient legués des destinées moins problématiques, et l'amélioration progressive de notre sort.

Cette amélioration néanmoins commence? son élément principal consiste dans le crédit qu'ont eu parmi nous, depuis quelques années, les vérités que nous venons de retracer. Il s' agit maintenant de cultiver avec suite et sagesse cette heureuse tendance de nos compatriotes, et de la porter graduellement à des résultats satisfaisants.

Un des moyens qui se présente pour ainsi dire spontanément à l'esprit, c'est celui d'associer à cette grande oeuvre les efforts des plus éclairés et des mieux

pensants parmi les Grecs. Cette association semble exister, elle est dans la lettre, comme dans l'esprit de la fraternité Chrétienne; quelque soit le caractère profane dont on peut vouloir la revêtir, il est à désirer que cette association ne s'écarte point du bût que nous avons signalé plus haut, et sur lequel il importe encore de fixer l'attention. Nous le répétons, c'est de l'éducation morale et littéraire de la Grèce que les Grecs doivent s'occuper uniquement et exclusivement; tout autre objet est vain, tout autre travail est dangereux.

Le point de départ, comme de centre de l'éducation morale, ne peut être que l'institution du clergé; le nôtre n'est point institué, faute de moyens; en les lui procurant on remplira une belle tâche. Nous réduisons ces moyens aux suivans:

1. A procurer aux diocèses principales, les Evêques et Métropolitains les plus instruits et les plus exemplaires par la pureté de leurs moeurs.

2. A engager ces prélats indirectement à favoriser dans le cercle de leur juridiction les progrès des écoles publiques; à titre d'aumône on pourrait leur en fournir les moyens pecuniaires.

3. A leur démontrer l'importance majeure du service qu'ils pouvaient rendre à la patrie, en administrant dans leurs juridictions respectives la justice avec une sévérité scrupuleuse et un désintéressement à toute épreuve.

L'autorité immense de l'Eglise renforcée de cette manière, deviendra la sauvegarde de la nation. Elle sera, seule elle peut-être, le berceau de son avenir. Si l'on voulait développer cette idée il serait facile de démontrer jusqu'à l'évidence, que c'est par la considération dont on environne le Clergé, et par l'influence salutaire qu'il exerce dans les rapports intérieurs de chaque diocèse, que l'on ondera sur les bases actuelles la régénération de la nation, et qu'on aura, pour ainsi dire, en main le fil auquel se ratâche ce grand événement.

Il est inutile d'observer ici, que dans l'état actuel des choses, c'est par ce moyen seul qu'on peut favoriser d'un part l'élevation des hommes qui doivent être écoutés; et entretenir de l'autre le respect et la confiance du peuple envers ces derniers.

Quelques soient les chances des évènements, soit que la situation actuelle de notre patrie ait à se maintenir inaltérable pour des longues années, soit que la Grèce ait à subir une crise, il est toujours d'un grand intérêt.

- 1e. Que la Nation soit entièrement dévoué à son Eglise et que par là, le peuple de chaque contrée soit porté naturellement à reconnaître et à chérir les chefs, qui se trouvent avoir le plus travaillé à son bonheur.

- 2e. Que les Pasteurs soient, autant que faire se pourra, les organes de ce grand résultat.

- 3e. Que l'instruction publique soit identifiée à celle du Clergé, que l'une ne puisse jamais se détacher de l'autre, moins encore être en divergence.

En favorisant l'instruction de la jeunesse, et en attirant soigneusement dans

le sein de leurs familles les hommes formés à l'école des Universités et du monde, il faut avoir grand soin de ne point leur permettre de se placer en opposition de l'Eglise.

C'est là une grande service, que les Grecs jouissants de quelque crédit peuvent et doivent rendre à leur patrie. Ils y parviendront en modérant par leur ascendant les prétensions des scavants et en neutralisant les préjugés dont l'ignorance aime à s'entourer.

Nous avons dit qu'il est d'une importance majeure de porter aux grandes diocèses des prélats éclairés et révérents par la pureté de leurs mœurs.

La seconde partie de l'éducation morale doit avoir pour objet la formation des hommes aux affaires de leurs pays. La meilleure école pour nous, est celle que nous offrent les peuples Chrétiens de notre religion, et les peuples libres. C'est en Russie où nous pouvons voir comment c'est de l'Eglise que dérive la prospérité nationale et le progrès de la civilisation.

C'est en Suisse, en Angleterre, et en Amérique, où nous pouvons apprendre par les attraits de l'exemple la science et l'art de la liberté.

La liberté est une science parcequ'elle se fonde sur des principes; elle est un art; parceque la doctrine la plus élevée ne vaut pas une bonne action et parcequ'en affaire tout est action. Il faut donc se trouver au milieu des hommes libres pour apprendre à être libre et par le principe et dans le fait. Il faut vivre quelque temps au milieu d'une nation éminemment chrétienne et religieuse et par là prospérante, pour apprendre à être religieux par sentiment autant que par discipline.

Les hommes influents de notre patrie devraient donc ne point perdre vue de ces observations, et en les adoptant faire en sorte que quelques jeunes gens parmi les nôtres reçoivent une bonne éducation en Russie, en Suisse, en Angleterre, et en Amérique.

Le commerce leur offre une occasion très propice: parmi ces jeunes gens on pourrait choisir ceux qui donnent les plus grandes espérances par leurs talens autant que par leurs mœurs, et les faire voyager quelque temps dans les pays que nous venons de mentionner. Un fois formés à ces grandes écoles il faudrait les faire revenir chez eux, et leur donner de l'ouvrage, soit en leur conférant des soins publics, soit en leur témoignant de la confiance.

La plus grande partie des Grecs qui se sont distingués dans l'étranger en regagnant leurs foyers se trouvent déplacés et hors d'oeuvre, frappés d'ennui et de déconsidération, ils s'impatientent, ils cherchent ailleurs l'existence qu'ils ne peuvent pas trouver dans leur pays; ils le quittent, ils sont perdus pour la patrie. Le grand point est de les conserver et de les faire travailler pour elle. Cette question en théorie semble d'une immense difficulté; l'homme n'existe que d'un intérêt; le grand art consiste à lui en faire retrouver un, et associer cet intérêt à l'

intérêt de tous.

Or, il n'y a pas de village que n'offre une masse d'intérêts surtout pour des hommes qui sont doués d'une grande sensibilité et de beaucoup d'imagination, et lorsque l'histoire nationale peut émouvoir l'une et nourrir l'autre.

En s'occupant d'une partie du service de notre patrie, les hommes à bonne volonté peuvent lui être d'une grande utilité, soit en favorisant l'éducation, pour ainsi dire, politique des jeunes gens à grandes espérances, soit en utilisant ceux qui les auront réalisées par leurs soucis durant leurs voyages dans l'étranger.

Ces deux branches du service national demandent un point de contact, un centre commun d'où elles partent. Ce sont les hommes éclairés à bonne volonté, et sincèrement chrétiens parmi nous, qui peuvent devenir le centre. En donnant constamment à tous nos efforts cette direction droite et morale nous ne manquons à aucun des devoirs, que chacun de nous a contractés envers l'ordre qui existe dans le pays, où se trouvent ses foyers, et le tombeau de ses pères; et nous remplissons en même temps loyalement et honorablement tous les devoirs que nous impose notre sainte religion. Elle nous commande l'amour de nos semblables, à plus forte raison celui de nos compatriotes.

Le jour où nous sortirons de cette ligne, lorsque nous embrasserons une doctrine différente, nos sacrifices ajouteront aux malheurs de notre patrie.

Il ne s'agira plus de bien public, c'est à l'ambition et à la vanité de quelques individus, qu'on fera encore servir les intérêts de notre terre natale.

Nous espérons d'être à l'abri de ce grand danger; les suites de nos erreurs présentent encore sur nos têtes.

---

«Τέκνα τῆς Ἀγίας Μητέρας μας Ἐκκλησίας, εἴμαστε ὅλοι ἀδελφοί· συνδεμένοι μέ τίς κοινές συμφορές, εἴμαστε ὅλοι διατεθειμένοι ν' ἀλληλοβοηθοῦμαστε· φωτισμένοι ἀπό τήν ἐμπειρία τῶν λαῶν μας, διαπλασμένοι ἔκτοτε στό σχολεῖο τῶν συμφορῶν πού ἦταν αὐτονόητες καί πού μᾶς καταπονοῦν, φτάσαμε ἤδη σέ κάποιο βαθμό ὠριμότητας, γιατί ὅλοι ἐξίσου διακατεχόμαστε ἀπό τήν εὐτυχῇ πεποίθηση, ὅτι ὀφείλουμε ν' ἀλληλοβοηθοῦμαστε, χωρίς ν' ἀποκοποῦμε ὅμως ἀπό τίς ἀρχές πού καθιέρωσε ἡ ἠθική τῆς ἱερῆς αὐτῆς θρησκείας, καί πού μόνο σ' αὐτή ὀφείλουμε τό ὅτι ὑπάρχουμε σάν ἔθνος, ὅτι ὑποφέρουμε σάν τέτοιο, ὅτι ἔχουμε βαθειά συναίσθηση τῶν συμφορῶν μας καί ὅτι συναισθανόμαστε τήν ἀνάγκη ν' ἀπελευθερωθοῦμε γιά πάντα ἀπό αὐτές. Ἡ πορεία πού ἀκολουθοῦμε, ἐδῶ καί μερικά χρόνια, προκειμένου νά πετύχουμε τό στόχο αὐτό, εἶναι ἀναντίρρητα ἡ πιό γνήσια. Ἐχει ὡς ὁδηγό τίς ἀρχές τοῦ Εὐαγγελίου· βρίσκεται μέσα στή φύση τῶν ἀνθρώπινων πραγμάτων.

»Νά κάνουμε καλό στούς συμπατριῶτες μας ἐμπορούμενοι μόνο ἀπό τήν



ἀγάπη τοῦ καλοῦ καί χωρίς ἄλλο ὅποιοδῆποτε συμφέρον· νά καλυτερεύουμε ἔτσι τήν τωρινή κατάσταση τους καί νά τοὺς προετοιμάζουμε μέ τόν τρόπο αὐτό γιά τά μεγάλα πλεονεκτήματα ἑνός ἠθικοῦ καί χριστιανικοῦ πολιτισμοῦ· νά ἀπέχουμε παντελῶς ἀπό τήν ἐνδεχόμενη διαμόρφωση τοῦ πολιτισμοῦ αὐτοῦ πάνω στίς βάσεις ἑνός αὐταρχικοῦ ἢ περιστασιακοῦ συστήματος, ἐμπιστευόμενοι τό μεγάλο αὐτό ἔργο στή θεία πρόνοια, πού μόνη αὕτη εἶναι ὁ ρυθμιστής τῶν ἐθνῶν.

»Αὐτές εἶναι σέ γενικές γραμμές οἱ κατευθύνσεις πού ἀκολουθοῦν οἱ Ἕλληνες, οἱ ὅποιοι, λόγῳ τῆς ἀφοσίωσής τους, ἔχουν κληθεῖ στήν ὑπηρεσία τῆς πατρίδας μας· οἱ μὲν ἐργαζόμενοι ἀπό μόνονι τους γιά τήν καλύτερη διαπαιδαγώγηση τῶν παιδιῶν τους· οἱ δέ εὐνοώντας μ' εὐγενικές θυσίες τίς μεταξύ μας φιλολογικές τάσεις καί βοηθώντας μέ τά χρήματα τους τοὺς λιγότερο πλούσιους ἀπό τοὺς νέους Ἕλληνες πού φοιτοῦν στίς εὐρωπαϊκές Ἀκαδημίες.

»Ἡ φιλολογική μόρφωση, παρ' ὅλα αὐτά, δέν εἶναι ἡ μόνη τήν ὁποία ἔχουμε ἀνάγκη· ἡ πατρίδα ἀναζητᾷ καί κάποια ἄλλη. Εἶναι ἡ ἠθική γιά τήν ὁποία τίθεται θέμα.

»Ἡ ἠθική μόρφωση πρέπει νά ἐπιδιώκεται ὥστε νά μπορεῖ νά ἀναδεικνύει τά ἀξία τοῦ σεβασμοῦ καί τῆς ἐμπιστοσύνης τοῦ ἔθνους ἄτομα καί ἀπό τήν ἄλλη νά συνηθίζει τό ἔθνος βαθμιαία νά σέβεται, νά ἀκούει, νά πιστεύει στά ἄτομα αὐτά.

»Ἄν οἱ καιροί, ὅταν ὅλα ὑπόσχονταν στήν πατρίδα μας τό πιό τιμητικό καί εὐτυχές μέλλον, παρῆλθαν παρασύροντας μαζί τους τίς καλύτερες ἐλπίδες μας, τοῦτο συνέβη ἐπειδὴ τά ἄτομα ἀπό τά ὅποια ἔπρεπε νά ἔχει συντεθεῖ ἡ πατρίδα, δέν ἦταν ἀκόμη ὥριμα οὔτε γιά νά ἀκούσουν τή σεβαστὴ φωνή τῆς ἀλήθειας, οὔτε γιά ν' ἀκούγονται ἀπό τή μάζα τῶν συμπατριωτῶν μας: Λίγα φῶτα, καμιὰ ἀπολύτως ἐμπειρία, καμιὰ ἐπικοινωνία μέ τόν κόσμον καί λιγότερο ἀκόμη μέ τά ἔθνη, συνέθεταν τήν ὅλη κληρονομιά τοῦ παρελθόντος. Ζεῖ κανένας δύσκολα μέσα στή φτώχεια αὕτη ὅταν βρίσκεται στό μέσο μιᾶς συνηθισμένης κατάστασης πραγμάτων· πῶς λοιπόν νά ἀπαιτηθεῖ νά ξεφύγει ἀπό αὕτη, ἢ νά δημιουργήσῃ μιὰ καλύτερη;

»Τό ἄτομο πού μόλις ἀποτίναξε τό ζυγὸ μπορεῖ νά ὀδηγήσῃ γρήγορα τό πνεῦμα του νά στραφεῖ σέ φιλελεύθερες ἀντιλήψεις, ἀλλὰ προκειμένου νά υλοποιήσῃ αὐτές τίς ἰδέες ἀπαιτοῦνται περισσότερα, θά πρέπει ἡ καρδιά αὐτοῦ τοῦ ἀτόμου νά εἶναι προικισμένη μέ μιὰ φωτισμένη ἀγαθότητα, ὅπως ἐκεῖνη πού μᾶς ἔχει διδάξει τό Εὐαγγέλιο: Χωρίς αὕτη δέν ὑπάρχει τίποτε τό πραγματικά καλό.

»Οἱ φιλελεύθερες ἰδέες εἴτε παραμένουν μέσα στόν κόσμον ὡς ἀφηρημένες ἔννοιες, χωρίς νά ἐπιφέρουν ἀποτέλεσμα· εἴτε ἀκόμη παραμένουν τό ὄργανο τῆς φιλοδοξίας καί τοῦ προσωπικοῦ συμφέροντος, ὅποτε χάνουν ὅλες τους τίς

χάρες κι αντί νά γίνουν ἀγαπητές καθίστανται μισητές στό λαό· ὁ πολιτισμός του δέν εἶναι πιά δυνατό νά προοδεύσει· ὀπισθοχωρεῖ.

» Ἄς προβοῦμε σέ ἔντιμο ἀπολογισμό τῶν γεγονότων πού σφράγισαν τό μισό τοῦ αἰῶνα μας· ἄς ἐμβαθύνουμε μέ περισυλλογή στό βάθος τῶν συνειδήσεων μας· ἄς προσπαθήσουμε νά διεισδύσουμε σ' ἐκεῖνες τῶν συμπατριωτῶν μας, οἱ ὁποῖοι βρέθηκαν σέ θέση νά μᾶς παράσχουν κάποια ὑπηρεσία καί πού ἄφησαν σπουδαῖες καί μεγάλες εὐκαιρίες γιά νά τήν ἐκπληρώσουν καί θά πείσθουμε βαθειά, πῶς ἂν ὑπῆρχε λιγότερη ἀμάθεια ἀπό τή μιά καί λιγότερη ἔλλειψη ἡθικοῦ χαρακτήρα ἀπό τήν ἄλλη, τά πιο διακεκριμένα ἄτομα ἀνάμεσα στούς πατέρες μας, ἔχοντας εὐνοηθεῖ ἀπό τίς περιστάσεις τοῦ καιροῦ μας, θά μᾶς εἶχαν κληροδοτήσει λιγότερο προβληματικό μέλλον καί τήν προοδευτική βελτίωση τῆς μοίρας μας.

» Ὡστόσο ἡ βελτίωση αὐτή ἔχει ξεκινήσει· τό κυρίαρχο στοιχεῖο τῆς συνίσταται στήν πίστη πού εἶχαν ἀνάμεσα μας, ἐδῶ καί μερικά χρόνια, οἱ ἀρχές πού μόλις χαράξαμε. Πρόκειται, νά καλλιεργήσουμε τώρα μέ συνέπεια καί σύνεση τήν πετυχημένη αὐτή τάση τῶν συμπατριωτῶν μας καί νά ἐπιφέρουμε βαθμιαία ικανοποιητικά ἀποτελέσματα.

» Ἐνα ἀπό τά μέσα πού παρουσιάζεται αὐθόρμητα στό μυαλό, γιά νά ἐκφραστοῦμε μ' αὐτό τόν τρόπο, εἶναι τό νά συνδέσουμε σέ τοῦτο τό μεγάλο ἔργο τίς προσπάθειες τῶν πῶ φωτισμένων καί λογικῶν μεταξύ τῶν Ἑλλήνων. Ὁ σύνδεσμος αὐτός φαίνεται νά ὑπάρχει, βρίσκεται στό γράμμα ὅπως καί στό πνεῦμα τῆς χριστιανικῆς ἀδελφοσύνης· ὅποιος κι ἂν εἶναι ὁ βέβηλος χαρακτήρας μέ τόν ὁποῖο εἶναι δυνατό νά θελήσουμε νά τήν περιβάλουμε, εἶναι εὐκατῶ ἡ ἀδελφοσύνη αὐτή νά μὴν ἀποκοπεῖ διόλου ἀπό τό στόχο πού ὑποδείξαμε παραπάνω καί στόν ὁποῖο ἐπίσης εἶναι ἀνάγκη νά προσηλωσουμε τήν προσοχή. Τό ἐπαναλαμβάνουμε, οἱ Ἕλληνες ὀφείλουν νά ἀσχολοῦνται ἀποκλειστικά μέ τήν ἡθική καί φιλολογική διαπαιδαγώγηση τῆς Ἑλλάδας· κάθε ἄλλο ἀντικείμενο εἶναι μάταιο, κάθε ἄλλη ἐργασία ἐπικίνδυνη.

» Τό σημεῖο ἑνός ξεκινήματος, ὡς ἐπίκεντρο τῆς ἡθικῆς διαπαιδαγώγησης, δέν μπορεῖ νά εἶναι παρά ἡ διδασκαλία τοῦ κλήρου· ὁ δικός μας, λόγω ἔλλειψης μέσων, δέν ἔχει δεχθεῖ κανενός εἶδους διδασκαλία· παρέχοντας τα σ' αὐτόν θά ἐπιτελέσουμε ἕνα σπουδαῖο ἔργο. Περιορίζουμε τά μέσα αὐτά στά παρακάτω:

1. Στό νά προμηθεύσουμε στίς κυριότερες ἐπισκοπές τούς Ἐπισκόπους καί Μητροπολίτες τούς περισσότερο μορφωμένους καί περισσότερο παραδειγματικούς ἐξαιτίας τῆς ἀγνότητος τῶν ἡθῶν τους.

2. Στό νά ὑποχρεώσουμε αὐτούς τούς ἀρχιερεῖς ἑμμεσά νά εὐνοήσουν, στά πλαίσια τῆς δικαιοδοσίας τους, τήν πρόοδο τῶν δημόσιων ἐκπαιδευτηρίων· ὡς βοήθεια θά μπορούσαμε νά τούς προμηθεύσουμε χρηματικούς πόρους.

3. Στό νά καταδείξουμε τήν ὕψιστη σημασία τῆς ὑπηρεσίας πού θά μπορούσαν νά προσφέρουν στήν πατρίδα, ἀπονέμοντας τή δικαιοσύνη στά

πλαίσια τῶν ἀντίστοιχων δικαιοδοσιῶν τους μέ εὐσυνείδητη αὐστηρότητα καί μέ ἀπαρέσκεια γιά κάθε εἶδους δοκιμασία.

Ἡ ἀπέραντη ἐξουσία τῆς Ἐκκλησίας, ἰσχυροποιούμενη μ' αὐτό τόν τρόπο, θά ἀποβεῖ ἡ σωτηρία τοῦ ἔθνους. Θά καταστεῖ μόνη αὐτή, πιθανά, τό λίκνο τοῦ μέλλοντός του. "Αν ἐπιθυμούσαμε ν' ἀναπτύξουμε αὐτή τήν ιδέα, θά ἦταν εὐκολο νά καταδείξουμε ὅτι μέ τήν ὑπόληψη πού περιβάλλουμε τόν κλῆρο καί μέ τή σωτήρια ἐπιρροή πού αὐτός ἀσκεῖ στίς ἐσωτερικές σχέσεις κάθε ἐπισκοπῆς, θά μπορούσαμε νά θέσουμε πάνω σέ σύγχρονες βάσεις τήν ἀναγέννηση τοῦ ἔθνους καί ὅτι θά ἔχουμε, γιά νά ἐκφραστοῦμε ἔτσι, στά χέρια τήν κλωστή μέ τήν ὁποία δένεται τό σπουδαῖο αὐτό γεγονός.

»Εἶναι ἀνώφελο νά παρατηρήσουμε, σέ τοῦτο τό σημεῖο, ὅτι στήν παρούσα κατάσταση πραγμάτων, μόνο μέ τό μέσο αὐτό μπορούμε νά εὐνοήσουμε τήν ἀνύψωση ἀπό τή μιά τῶν ἀτόμων πού πρέπει νά ἀκούγονται καί νά διατηρήσουμε ἀπό τήν ἄλλη τόν σεβασμό καί τήν ἐμπιστοσύνη τοῦ λαοῦ πρὸς αὐτά τά τελευταῖα.

»Ὅποιαδήποτε κι ἂν εἶναι ἡ ἔκβαση τῶν γεγονότων, εἴτε ἡ σημερινή κατάσταση τῆς πατρίδας μας πρόκειται νά διατηρηθεῖ ἀναλλοίωτη γιά πολλά χρόνια, εἴτε ἡ Ἑλλάδα πρόκειται νά ὑποστεῖ μιὰ κρίση, ὑπάρχει πάντοτε μεγάλο ἐνδιαφέρον:

1. Νά εἶναι τό ἔθνος ὁλοκληρωτικά ἀφοσιωμένο στήν Ἐκκλησία του καί ἐξ αὐτοῦ ὁ λαός κάθε περιοχῆς νά ἀναγνωρίσει αὐτόματα καί νά σεβαστεῖ τοὺς ἀρχηγούς πού ἐργάστηκαν περισσότερο γιά τήν εὐημερία του.

2. Νά ἀναδειχθοῦν οἱ ἱερεῖς, ὅσο αὐτό εἶναι δυνατό νά γίνει, τὰ ὄργανα τούτου τοῦ μεγάλου ἀποτελέσματος.

3. Νά ἐξομοιωθεῖ ἡ δημόσια ἐκπαίδευση μέ ἐκείνη τοῦ κλήρου, ἡ μιά νά μὴν μπορέσει ν' ἀποδεσμευθεῖ ποτέ ἀπὸ τήν ἄλλη, λιγότερο ἀκόμη νά βρεθοῦν σέ διαφωνία.

»Εὐνοώντας τήν ἐκπαίδευση τῆς νεολαίας καί προσελκύοντας μέ ἐπιμέλεια στήν ἀγκαλιά τῶν οἰκογενειῶν τους τὰ διαπλασμένα στά σχολεῖα τοῦ πανεπιστημίου καί τοῦ κόσμου ἄτομα, θά πρέπει νά φροντίζουμε πολὺ μὴ ἐπιτρέποντας σ' αὐτά νά παίρνουν ἀντίθετη ἀπέναντι στήν ἐκκλησία θέση.

»Αὐτό ἀποτελεῖ μιὰ μεγάλη ὑπηρεσία πού οἱ Ἕλληνες μέ κάποια ὑπόληψη μποροῦν καί ὀφείλουν νά προσφέρουν στήν πατρίδα τους. Θά τό ἐπιτύχουν μετριάζοντας μέ τήν ἐπιρροή τους τίς ἀπαιτήσεις τῶν σοφῶν καί ἐξουδετερώνοντας τίς προκαταλήψεις πού ἡ ἄγνοια ἀγαπᾷ νά περιβάλλεται.

»Εἴπαμε ὅτι εἶναι τεράστιας σημασίας τό νά ἐγκαθιστοῦμε στίς μεγάλες Ἐπισκοπές φωτισμένους καί σεβάσμιους, λόγω τῆς ἀγνότητος τῶν ἡθῶν τους, ἱερεῖς.

»Τό δεύτερο μέρος τῆς ἠθικῆς διαπαιδαγώγησης πρέπει νά ἔχει ὡς ἀντικείμενο τήν ἐκπαίδευση τῶν ἀτόμων στίς ὑποθέσεις τῆς χώρας τους (στίς

κρατικές τους υποθέσεις). Τό καλύτερο σχολείο γιά μᾶς εἶναι αὐτό πού μᾶς προσφέρουν οἱ χριστιανικοὶ λαοὶ τῆς θρησκείας μας καὶ οἱ ἐλεύθεροὶ λαοί. Στὴ Ρωσία μπορούμε νά διαπιστώσουμε πῶς ἡ ἐθνικὴ εὐημερία καὶ ἡ πρόοδος τοῦ πολιτισμοῦ πηγάζουν ἀπὸ τὴν Ἐκκλησία.

»Στὴν Ἑλβετία, τὴν Ἀγγλία καὶ τὴν Ἀμερικὴ μπορούμε, μέ τὰ θέλητρά τοῦ παραδείγματος, νά διδάχουμε τὴν ἐπιστὴμὴ καὶ τὴν τέχνη τῆς ἐλευθερίας.

»Ἡ ἐλευθερία εἶναι ἐπιστὴμη, γιὰτὶ ἐδράζεται μόνο πάνω σέ ἀρχές· εἶναι τέχνη· γιὰτὶ ἡ σπουδαιότερη θεωρία δέν ἀξίζει ὅσο μιά καλὴ ἐνέργεια καὶ γιὰτὶ στίς ὑποθέσεις κάθε τι εἶναι ἐνέργεια. Πρέπει λοιπόν νά βρεθοῦμε ἀνάμεσα σ' ἐλεύθερα ἄτομα γιά νά μάθουμε νά εἴμαστε ἐλεύθεροὶ καὶ μέ τίς ἀρχές καὶ στίς πράξεις. Πρέπει νά ζήσουμε λίγο χρόνο στό μέσο ἐνός ἐξαιρετικῶς χριστιανικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ ἔθνους πού εὐδοκίμεῖ ἐξαιτίας αὐτοῦ, γιά νά μάθουμε νά εἴμαστε θρησκοὶ ἀπὸ συναίσθημα κι ὄχι ἀπὸ πειθαρχία.

»Οἱ σημαίνοντες ἄντρες τῆς πατρίδας μας θά ὀφείλιν νά μὴ χάνουν ποτὲ ἀπὸ τὰ μάτια τους αὐτές τίς παρατηρήσεις καὶ υἱοθετώντας τες νά δράσουν ἔτσι ὥστε μερικοὶ νέοι μεταξὺ τῶν δικῶν μας νά τύχουν μιᾶς καλῆς διαπαιδαγώγησης στὴ Ρωσία, τὴν Ἑλβετία, τὴν Ἀγγλία καὶ τὴν Ἀμερικὴ.

»Τό ἐμπόριο τοῦς προσφέρει μιά πολὺ εὐνοϊκὴ εὐκαιρία: ἀνάμεσα στοὺς νέους αὐτοὺς θα μπορούσαμε νά διαλέξουμε ἐκείνους πού προσφέρουν τίς πιὸ μεγάλες ἐλπίδες μέ τὰ χαρίσματα τους καὶ μέ τὰ ἥθη τους καὶ νά τοὺς ὠθήσουμε νά ταξιδέψουν γιά μικρὸ χρονικὸ διάστημα στίς χώρες πού μόλις ἀναφέραμε. Ἀφοῦ διαπλαστοῦν σ' αὐτές τίς μεγάλες σχολές θά ἔπρεπε νά τοὺς πείσουμε νά ἐπανέλθουν στὴν πατρίδα τους καὶ νά τοὺς δώσουμε ἐργασία, εἴτε ἀπονέμοντας τους δημόσια λειτουργήματα εἴτε περιβάλλοντας τους μέ ἐμπιστοσύνη.

»Τό μεγαλύτερο μέρος τῶν ἐπιφανῶν Ἑλλήνων τοῦ ἐξωτερικοῦ; ξαναγυρίζοντας στά σπίτια τους, βρίσκονται ἔξω ἀπὸ κάθε θέση καὶ ὑπηρεσία, χτυπημένοι ἀπὸ ἀνία καὶ ἀνυποληψία, ἀνυπομονοῦν, ἀναζητοῦν ἄλλοῦ τὴ διαβίωση τους πού δέν μποροῦν νά ἐξασφαλίσουν στὴ χώρα τους· τὴν ἐγκαταλείπουν, χάνονται γιά τὴν πατρίδα. Τό κυριότερο εἶναι νά τοὺς διατηρήσουμε καὶ νά συντελέσουμε ὥστε νά ἐργαστοῦν γι' αὐτή. Τό ζήτημα αὐτό θεωρητικῶς μοιάζει νά ἔχει τεράστια δυσκολία· καθίσταται εὐκολο ἀπὸ τὴ στιγμή πού θά τό ἐξετάσει κανεὶς στὴν πράξη· τό ἄτομο δέν ζεῖ παρὰ γιά ἓνα συμφέρον· ἡ μεγάλη τέχνη συνίσταται στό νά βοηθηθεῖ νά τό ξαναβρεῖ καὶ νά ταυτίσει τό ἐνδιαφέρον του μέ τό γενικότερο.

»Ἐξάλλου, δέν ὑπάρχει περιοχὴ πού νά μὴν προσφέρει μιά μάζα ἐνδιαφερόντων κυρίως γιά ἄτομα προικισμένα μέ μεγάλη εὐαίσθησία καὶ πολλὴ φαντασία καὶ ὅταν ἡ ἐθνικὴ ἱστορία μπορεῖ νά συγκινεῖ τόν ἓνα καὶ νά θρέφει τόν ἄλλο.

» Απασχολούμενοι ουσιαστικά μέ την ύπηρεσία τῆς πατρίδας μας, οἱ ἄνθρωποι πού ἔχουν καλή θέληση μποροῦν ν' ἀποβοῦν πολύ χρήσιμοι γι' αὐτή, εἴτε εὐνοώντας τήν πολιτική διαπαιδαγώγηση, γιά νά ἐκφραστοῦμε ἔτσι, τῶν νέων ἀτόμων πού τρέφουν μεγάλες ἐλπίδες, εἴτε ἀξιοποιώντας ἐκείνους πού θά ἔχουν ἐπωφεληθεῖ, μέ δικές τους φροντίδες, κατά τή διάρκεια τῶν ταξιδιῶν τους στό ἐξωτερικό.

» Οἱ δύο αὐτοί κλάδοι τῆς ἐθνικῆς προσφορᾶς προϋποθέτουν ἕνα σημεῖο ἐπαφῆς, ἕνα κοινό κέντρο ἐκκίνησης. Οἱ μορφωμένοι ἄνθρωποι ἀνάμεσα μας πού ἔχουν καλή θέληση καί εἶναι εἰλικρινεῖς χριστιανοί μποροῦν νά ἀπαρτίσουν τό κέντρο. Παρέχοντας διαρκῶς, σέ τούτη τήν προσπάθεια, αὐτή τήν εὐθεία καί ἠθική κατεύθυνση, δέν παραμελοῦμε κανένα ἀπό τά καθήκοντα πού ὁ καθένας ἀπό μᾶς ἐπωμίστηκε ἀπέναντι στήν τάξη πού ὑπάρχει στή χώρα, ὅπου βρίσκεται τό σπίτι του καί ὁ τάφος τῶν πατέρων του· καί ἐκπληρώνουμε ταυτόχρονα μέ ἔντιμο τρόπο καί εἰλικρίνεια ὅλα τά καθήκοντα πού μᾶς ἐπιβάλλει ἡ ἄγια θρησκεία μας. Μᾶς προστάζει τήν ἀγάπη γιά τοὺς ὁμοίους μας, πολύ περισσότερο αὐτή γιά τοὺς συμπατριῶτες μας.

» Τή μέρα πού θά ἀποστοῦμε ἀπό τή γραμμή αὐτή, ἀσπαζόμενοι μιᾶ διαφορετικῆς θεωρίας, οἱ θυσιές μας θά προσθέσουν συμφορές στήν πατρίδα μας.

» Δέν θά πρόκειται πιά γιά τό γενικό καλό. Θά συντελέσουμε ἐπιπλέον ὥστε τά συμφέροντα τῆς γενέτειρας γῆς νά ἐξυπηρετήσουν τή φιλοδοξία καί τή ματαιοδοξία ὀρισμένων ἀτόμων.

» Ἐλπίζουμε νά παραμείνουμε προφυλαγμένοι ἀπό αὐτό τό μεγάλο κίνδυνο· τά ἐπακόλουθα τῶν σφαλμάτων μας βαραίνουν ἀκόμη πάνω στίς κεφαλές μας».

---

1. Βλ. *G. Waddington, A visit to Greece in 1823 and 1824 (London 1825) σ. XXXIV - XIV.* Γιά περισσότερα βλ. τή μελέτη τοῦ *Ἐλ. Πρεβελάκη, Ἡ ἐγκύκλια ἐπιστολή τοῦ Ἰωάννη Καποδίστρια τῆς 6/18 Ἀπριλίου 1819, στά Πρακτικά τοῦ τρίτου Πανιονίου συνεδρίου (1967) σ. 228-328.*

## 109

Ἐπιστολή πρὸς τόν Ἰωάννη Βλασσόπουλο  
(Κέρκυρα 6/18 Ἀπριλίου 1819)

Εὐγενέστατε.

Νομίζω πρέπον εἰς τήν Εὐγένειάν σας νά ἀναφέρητε εἰς τόν Ἀρχηγόν σας Κύριον Βαρόν Στρογανώφ τά ὅσα σᾶς ἐφανέρωσα μέ τά ἔσωθεν καί μέ τήν



γαλλικήν μου ἐπιστολήν περί τῆς θέσεως εἰς τήν ὁποίαν εὕρισκόμεθα τόσον διὰ τήν ἐκτέλεσιν τῶν χρεῶν τῆς δουλεύσεως ὅσον καί δι' ἐκείνων ὅπου ἔχομεν ὡς Γραικοί, καί πῶς πρέπει νά ἀποκριθῶμεν εἰς τήν πίστιν καί πεποιθήσιν ἣν οἱ ἡμέτεροι συμπατριῶται ἔχουσι πρὸς ἡμᾶς. Ἐγραψα πρὸς τόν ἄνωθεν ἐγὼ ὁ ἴδιος, ἀλλὰ ἔχετε χρέος νά τόν εἰδοποιήσητε κατ' εὐθείαν πέμπων εἰς αὐτόν τὰ ἀντίγραφα καί ζητῶν ἀπὸ τόν ἴδιον τὰς προσταγὰς ἃς θέλει κρίνει εὐλογον νά σᾶς δώσῃ, εἰς τὰς ὁποίας πρέπει νά θεμελιώνητε πάντοτε τήν ὁδηγίαν σας τόσον πρὸς τόν Βεζύρη τῶν Ἰωαννίνων ὅσον καί πρὸς τοὺς Γραικοὺς, οἵτινες προστρέχουσιν εἰς τὰς συμβουλὰς σας διὰ νά ὠφελησῶσι μέ τήν καλήν τους προαίρεσιν τήν κοινήν πατρίδα.

Θέλετε εὖρει ἔσωθεν μεταφρασμένον εἰς τήν γλῶσσάν μας τό ὑπόμνημα ὅπερ γαλλιστί συνέγραψα διὰ τὰς ἄνω εἰρημένους αἰτίας: καί ἐπειδὴ δέν ἔχω πλησίον μου τινά γραφέα θέλει πέμπῃτε εἰς τόν Κύριον Δεστούνη τό ἀντίγραφον τοῦ ἐνός καί τοῦ ἄλλου, δηλαδή τοῦ πρωτοτύπου καί τῆς μεταφράσεως. Στοχάζομαι νά ἐμάθῃτε ἤδη τήν ἰδιαιτέραν ἀνταπόκρισιν ἣν ἔλαβον μέ τόν Ἀλῆ Πασσιὰ διὰ τήν ἐλευθέρωσιν τῶν γυναικῶν τῶν κυρίων αὐταδελφῶν Μόστρα. Αὗται εὕρισκονται ἐδῶ ἀπὸ πολλὰς ἡμέρας, καί φαίνεται ὅτι ὁ Βεζύρης ἠθέλησε νά δεῖξῃ πρὸς ἐμέ κατὰ ταύτην τήν ὑπόθεσιν καί περιστάσιν μεγάλην προθυμίαν καί καλήν διάθεσιν. Δέν ἠμπορῶ νά σᾶς δώσω εἰδήσεις ἐξίσου καλὰς διὰ τοὺς δυστυχεῖς Παργινοὺς· ὁμοίως καί διὰ τήν παροῦσαν κατάστασιν τῶν Ἰονικῶν νησιῶν. Φαίνεται ὅτι ἡ Πάργα μέλλει νά παραδοθῇ εἰς τόν Βεζύρη καί οἱ δυστυχεῖς κάτοικοι αὐτῆς τῆς πόλεως διωγμένοι ἀπὸ τήν πατρίδα τους φθάνουσιν ἤδη ἐδῶ ὡς φυγάδες καί οὐδεὶς παρέχει εἰς αὐτοὺς οὔτε ὀβολόν τῆς οὐσίας των οὔτε ἄλλην τινα βοήθειαν· εἶχον ζητήσει νά τοὺς δοθῇ ἓν μικρόν καί ἀκατοίκητον μέρος ταύτης τῆς νήσου διὰ νά καταστήσωσιν μίαν νέαν ἀποικίαν, ἥτις θά ὀνομάζεται Πάργα. Ἀλλὰ τό ζήτημά των ἀπεβλήθη. Ἡμεῖς πρέπει μόνον νά δώσωμεν καθαρὰν καί ἐξακριβωμένην εἰδήσιν τούτου τοῦ τραγικοῦ συμβεβηκότος καί νά παρακαλῶμεν τόν Θεόν νά εὐσπλαγχνισθῇ εἰς τό ἀθῶον τοῦτο καί θυσιασμένο γένος.

Παρομοίας δεήσεις πρέπει νά κάμνωμεν διὰ τοὺς κατοίκους τῶν Ἰονικῶν νησιῶν. Τὰ παθήματά των ἐφθασαν εἰς τήν ἀκμὴν: καί ἐάν ἡ σύνεσις καί φωνή τινων σεβασμίων ἀνδρῶν δέν ἤρχετο εἰς παρηγορίαν τους, ἤθελε καί τοῦτοι βιασμένοι ἀπὸ τήν ταλαιπωρίαν (νά) ἀφήσωσι τήν πάτριον γῆν καί δύσκολον δέν ἦτον νά εἰδῇτε καταφεύγοντας ἐκεῖ εἰς Πάτραν καί ζητῶντας βοήθειαν ἀνθρώπους ἢ φαμελίας, ἃς ἐγνωρίσατε πρό ὀλίγου παρέχοντας εἰς ἄλλους βοήθειαν.

Κρίνω περιττόν νά ἐκταθῶ εἰς τήν λεπτομερῇ διήγησιν πολλῶν πραγμάτων, ἐπειδὴ ὑπάρχετε εἰς θέσιν ἀρμοδίαν διὰ νά γνωρίσητε τὰ περισσότερα, καί σᾶς προτρέπω πάλιν νά μὴ ὀκνήσητε νά ἀναφέρητε τὰ ὅσα σᾶς εἶναι γνωστὰ μέ ὅλην τήν ἀκρίβειαν εἰς τόν ἀρχηγόν σας, ὅστις θέλει πράξει καθὼς τοῦ φανῇ εὐλογώτερον.

Σᾶς ἐπιβεβαιώνω ὅσα σᾶς ἔγραψα μέ τήν γαλλικήν μου ἐπιστολήν περί τῆς ἐπιθυμίας ὁποῦ ἔχετε διά τούς υἱούς σας. Διευθύνετε τήν παρακάλεσίν σας πρὸς τόν Κύριον Βαρόν Στρογανώφ, τῆς συνδρομῆς τοῦ ὁποίου χρειάζομαι διά νά σᾶς εὐχαριστήσω: ὅταν αὐτός μοῦ συστήσει τό ζήτημά σας, θέλει ἐνεργήσω διά νά ἀπολαύσητε τήν χάριν νά θέσῃτε τούς δύο, εἰ καὶ τόν μεγαλύτερον τῶν υἱῶν σας, εἰς τό σπουδαστήριον τῆς Ὀδέσσας καί νά ἐπαριθμηθῇ εἰς τήν δούλευσιν.

Εἰμπορεῖτε νά πιστεύσητε, Κύριε Βλασσόπουλε, ὅτι ἐγὼ διαφυλάττω πάντοτε πρὸς τό ὑποκείμενόν σας τήν ἰδίαν πάντοτε φιλίαν καί ἀγάπην. Ἀκολουθήσατε νά ἐκτελῆτε τά χρέη τῆς δουλεύσεως μέ τιμὴν καί ἀλήθειαν καί μὴν ἀπομακρυνθῆτε ποτέ ἀπό τὰς ἐπιταγὰς τῆς ἐν Κωνσταντινουπόλει πρεσβείας καί ἐλπίσατε μέ βεβαιότητα καλὴν ἐπίδοσιν εἰς τήν ὁδόν σας.

Πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς μου θέλω ἔτι νά σᾶς γράψω μέ τόν κύριον Παπαρρηγόπουλον, ὅστις ἐτελείωσε τήν καραντίνα του. Ἡ ἀναχώρησίς μου δέν θέλει πολὺ βραδύνει καί ἐλπίζω νά εὐρεθῶ τόν ἐρχόμενον Ἰούλιον, ἐάν θελήσῃ ὁ Κύριος, εἰς τήν Πετρούπολιν. Σᾶς εὐχομαι ἐκ ψυχῆς πᾶν ἀγαθόν καί διαμαρτύρομαι.

---

1. Ἡ ἐπιστολὴ αὕτῃ πρὸς τόν γενικό πρόξενον τῆς Ρωσίας στήν Πάτρα βρέθηκε στό Καποδιστριακό Ἀρχεῖο Κερκύρας (φ.κ. 136, 3) καί δημοσιεύθηκε ἀπὸ τὴν Ἑλ. Κούγκου, Ἰωάννης Καποδίστριας, ὁ ἄνθρωπος - ὁ διπλωμάτης, 1800 - 1828 (1978) σ. 341-342.

## 110

Εἰσήγηση πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Παρίσι 15/27 Ἰουλίου 1819)<sup>1</sup>

Le roi a daigné m'honorer d'une longue audience et de me parler en grand détail de son système administratif et de sa politique extérieure.

M. le comte d'Artois dans une conversation particulière qu'il a bien voulu avoir avec moi, témoigna tous les regrets que lui faisait éprouver la situation actuelle de la France, et les espérances qu'il fondait encore sur le bon esprit des Français et sur l'union existante entre les grandes puissances de l'Europe.

Les ministres du roi sont venus me voir alternativement. Ils ont plaidé la cause de leur ministère, en s'efforçant de la faire envisager comme la cause de la France et de l'Europe.

Je vais résumer ici ces entretiens.

*Audience du roi*

En me comblant de bontés et après s' être informé de ma santé et des voyages que je venais de faire pour la rétablir, le roi me demanda: "Que pensez-vous de la France? Vous venez de parcourir quelques uns de ses départements, vous êtes à Paris. Dites-moi avec franchise, avons-nous fait des progrès depuis l' année 1815? Est-on content de nous, ou bien a-t-on droit de nourrir des inquiétudes à notre égard?"

"Puisque v.m. l' ordonne, je prendrai la liberté d' observer qu'en considérant la France sous les rapports de ses intérêts matériels, elle a fait sans contredit de grands progrès depuis l' année 1815. Mais pourrait - on en dire autant, en la considérant sous le point de vue de ses intérêts moraux et politiques?"

"Non, — reprit le roi avec vivacité. - Mais comment prétendre en si peu de temps à un si grand résultat?"

"Ce serait trop prétendre, Sire, si l'on s'attendait à voir déjà consommée l' oeuvre de la restauration morale du peuple français et de son gouvernement représentatif. Mais ce qu'on espérait, c'était de voir avancer cette oeuvre selon les principes immuables qui semblaient avoir servi de base à son commencement".

"Les principes sont les mêmes. Ils sont et doivent être, comme vous le dites, immuables".

Le roi parla alors longtemps des rapports intérieurs de la France, des peines qu'il se donnait pour le rallier au centre commun du gouvernement représentatif, des entraves opposées par les partis exagérés, de l' indocilité des uns et des autres, du système du fusion qu'il suit avec persévérance et dans ces derniers temps avec succès.

"Un étranger, Sire, ne peut point en juger. Moins encore oserait - il se permettre une opinion quelconque sur une question de cette nature, lorsque c'est v.m. qui la pose. Aux yeux cependant des cabinets européens le système administratif de la France n'est plus le même depuis le mois de janvier, quelque immuables que v.m. considère les principes sur lesquels il se fonde.

En affaires, tout est action et l' action d'un gouvernement n'est signalée que par les mesures qu'il prend. Or, la recomposition de votre ministère, Sire, à la clôture des conférences d' Aix-la-Chapelle est un fait qui annonce, ou paraît du moins vouloir annoncer, le renversement du système que le gouvernement français a suivi depuis l' année 1815, après avoir obtenu des succès que la postérité croira exagérés, pour ne pas dire fabuleux".

En récapitulant les faits qui viennent à l' appui de cette observation, il m'a été facile de passer en revue les grands services que le ministère de s.m. avait rendus à la France lors des négociations de Paris de l' année 1815, durant l'

occupation militaire et en tout dernier lieu aux conférences d' Aix-la-Chapelle.

Le changement de ce même ministère, les actes qui caractérisent l' administration de celui qui le remplace, la précipitation avec laquelle ces actes se suivent et dans une direction exclusivement favorable non seulement à la masse des intérêts, mais aux hommes les plus marquants de la révolution, - tels sont les faits qui semblent commander, si ce n'est la méfiance la plus juste, du moins l' attention la plus soutenue de la part des puissances à l' égard de la France.

Replacée deux fois sous le sceptre de ses rois, présentée à l' Europe comme l' alliée des grandes puissances et le garant solidaire de la tranquillité générale et de la paix, la France paraît dédaigner tous ces avantages et préférer l' attitude isolée que lui donne le protocole réservé des conférences d' Aix-la-Chapelle.

"Non, Monsieur, c'est bien le contraire qui fait l' objet de tous mes vœux et de tous mes efforts. Point d' isolement. Point d' alliances partielles. La France a contracté l' engagement de maintenir solidairement avec les autres puissances le système conservateur que les traités sanctionnent, et elle remplira cet engagement avec fidélité, je vous en réponds".

"Dans ce cas il reste toujours à désirer que l' opinion des autres cabinets à l' égard de la situation intérieure de la France devienne aussi rassurante pour le présent comme pour l' avenir, qu' elle semble l' être dès ce moment aux yeux de v.m.

Ne doutant nullement de vos intentions, Sire, vos alliés peuvent et doivent même douter des suites qui semblent se rattacher aux changements qui viennent d' être opérés dans la composition et dans la marche de ce gouvernement.

Dès lors le sort de la France et la tranquillité générale de l' Europe sont sonciderés à juste titre comme un grand problème que le temps seul peut résoudre, tandis que jusqu'au mois de janvier quelques données rendaient la décision de ce problème favorable aux grands intérêts de la France et de la famille européenne".

"Je vous entends. Je vois la chose comme vous. Aussi j' ai fait tout ce qui dépendait de moi pour faire aller mon ministère sans y apporter des changements. Vous n' ignorez pas toutes les peines que je me suis données pour y faire rester le duc de Richelieu. Il a voulu me quitter.

Je sens, mais avec infiniment de douleur, les méfiances que les derniers événements peuvent avoir excités. Mais c'est le temps qui ne rendra justice. Il prouvera à mes alliés que je ne dévierai nullement du système statué par les actes d' Aix-la-Chapelle et que j' en ferai autant quant à la France, en la gouvernant selon la charte et les principes de justice et de conciliation qui en font la base".

C'est ici où le roi crut devoir justifier la nomination des pairs, la loi sur la liberté de la presse, le rappel des proscrits et une foule d' autres délibérations qu' il pense être selon la lettre de la charte et plus encore dans l' esprit d' un gouvernement représentatif.

Voyant que dans cette longue narration le roi oubliait les mesures prises en dernier lieu relativement à l'armée, j'ai pris la liberté d'y ramener la conversation, en parlant, de l'opinion qu'on en avait dans l'étranger.

"La garde royale à la formation de laquelle v.m. a pris tant d'intérêt l'année 1815, paraît être considérée maintenant par le gouvernement comme un inconvénient dont il serait bien aise de se débarrasser.

L'armée par contre envisagée l'année 1815 comme le plus dangereux des héritages de la révolution, devient aujourd'hui l'objet de toutes les prédilections du ministère et semble se reconstruire plutôt comme un instrument de politique intérieure, que comme un moyen militaire d'ordre et de tranquillité".

J'ai développé ces deux observations, en citant les faits. Le roi après m'avoir écouté avec infiniment d'indulgence, reprit :

"Les règlements dont vous parlez quant à la garde, ont été adoptés sous la présidence de M. de Richelieu et du consentement du duc d'Angoulême.

On a exagéré les avantages qu'on a procurés à de vieux soldats, à des officiers distingués. D'ailleurs, ils m'ont donné et me donnent des preuves de dévouement. Je ne puis pas les abandonner au désespoir. Ce serait les forcer à devenir les ennemis du trône.

Vous restez quelques jours encore à Paris. Voyez par vous-même les choses. Parlez à mes ministres. Je ne doute point que vous n'emproprieiez l'idée la plus avantageuse de notre position. Il ne tient à cœur que l'empereur Alexandre en juge. Son suffrage est aussi important dans le monde que son estime et son amitié me sont chères.

Mais n'écoutez pas le général Pozzo. Il ne nous aime plus. Il n'est plus le même à l'égard de mes ministres".

"Le général Pozzo, Sire, doit avant tout remplir les ordres de l'empereur. Il doit donc s'abstenir de toute communication quelconque qui sort des formes strictement officiels. Et nulle affaire intérieure de la France ne peut désormais faire l'objet d'une sollicitude particulière de la part des puissances alliées. Leur attitude relativement à la France est définie par les actes d'Aix-la-Chapelle. Il en peut appartenir à aucune des puissances alliées d'en prendre une plus ou moins favorable à la marche intérieure du gouvernement français sans encourir une immense et redoutable responsabilité, sans porter atteinte à l'esprit et à la lettre des engagements renouvelés à Aix-la-Chapelle".

"Non, je ne vous demande pas que le général Pozzo fasse l'apologie de mes ministres. Mais je désire qu'il leur témoigne de la confiance".

En me parlant de ses ministres, le roi me fit sentir qu'il ne s'agissait que de M. Decazes.

Aussi c'est lui que s.m. m'a recommandé de voir le plus souvent et très particulièrement. "C'est lui qui est l'homme de toute ma confiance et que j'aime beaucoup".

En se levant de son fauteil, le roi m'engagea à me présenter chez lui encore une fois avant mon départ.

L'audience ayant duré presque une heure et le roi paraissant fatigué des longs discours qu'il avait faits, je n'ai pas osé reprendre la question de la garde et de l'armée, ni répondre plus en détail à ce qui concerne la considération européenne dont s.m. semblait désirer que son ministère actuel ou, pour mieux dire, M. Decazes, fût environné.

Je tâcherai de m'acquitter de ce double devoir dans mon audience de congé.

*Entretien avec s.a.r.  
M. le comte d'Artois*

S.a.r. déplore les mesures par lesquelles la force principale du gouvernement français se trouve placée entre les mains des ennemis du trône légitime.

En développant sa pensée, s.a.r. observe qu'il ne s'agit pas de la charte, mais des hommes qu'on choisit pour la mettre en oeuvre.

Elle convient que la France ne peut plus être gouvernée selon les anciennes institutions. Mais elle croit que celles dont elle jouit maintenant, pourraient être avec plus de justice et de sécurité confiées à des Français qui ont donnée des preuves de fidélité et dont le sort s'identifie, pour ainsi dire, à celui de la dynastie.

En s'abstenant de toute ingérence quelconque, s.a.r. doit s'occuper de l'avenir et s'en occupe. Elle fait des vœux sincères pour la conservation des jours du roi, son frère. Mais pour le cas où la couronne vint un jour à tomber sur sa tête, elle aime à faire connaître dès ce moment à l'empereur de Russie sous quel point de vue elle envisage la situation actuelle des choses, quelles sont les améliorations qu'elle croirait de son devoir et de sa conscience d'y apporter, comptant sur le bon esprit du peuple français, sur l'union et l'accord des grandes puissances alliées et en particulier sur l'amitié bienveillante de l'empereur Alexandre.

Situation actuelle. "Les hommes de la révolution occupent le terrain. Ce sont eux qui semblent nous tolérer et faire grâce aux Français qui ont partagé avec nous les malheurs du temps. Ces gens ne seront jamais les amis du gouvernement légitime".

Amélioration. "Les anciens serviteurs de la couronne, les grands propriétaires, les hommes ayant des principes moraux et de la religion, - telle est la classe dont il importe d'environner le trône. C'est alors au gouvernement à lui agréger graduellement et progressivement ceux des hommes de la révolution qui sont les plus modérés et qui peuvent le plus facilement s'unir à nous.

Si l'on avait suivi cette marche qui est la plus légale et la plus droite, il n'y aurait peut-être à cette heure plus de partis. La France serait redevenue une seule

et bonne famille”.

Bon esprit du peuple français. “Le peuple est étranger à toutes les questions qui agitent les salons de la capitale. Il veut la paix et un bon gouvernement. Dès que le gouvernement est bon, le peuple ne se mêle plus de savoir à qui il est confié ou si celui qui gouverne, appartient à l’ ancienne magistrature ou à la nouvelle”.

Accord et union des grandes puissances. “Le jour où l’ influence étrangère interviendra dans les affaires intérieures de la France, dans des vues intéressées, la France est perdue et la tranquillité générale sera troublée pour de longues années. Mais l’ influence collective des puissances alliées ne peut point être intéressée, surtout si leur union est cimentée par les principes que professe l’ empereur Alexandre.

C’est de son amitié que la France attend son salut à venir. Pour le présent même ses conseils pourraient opposer une digue au torrent révolutionnaire qui nous menace”.

En répondant à ces ouvertures, je n’ ai pas manqué de remonter à l’ époque où l’ exagération du parti le plus dévoué à la cause du trône avait provoqué les mesures que s. a. r. déplorait et qui donnaient en effet un ascendant outré aux hommes de la révolution.

Passant ensuite au plan d’ amélioration dont Monsieur venait de tracer les contours, j’ ai pris la liberté de lui observer que sa base quoique fondée en justice, ne paraissait pas assez étendue, eu égard à la grande masse d’ intérêts qu’ elle devait rassurer et garantir.

J’ ajoutai que le peuple français semblait en effet être très étranger à toutes les questions dont s’ occupaient les journaux, mais qu’ on pourrait également le croire étranger aux sentiments d’ amour et de dévouement envers son gouvernement; que pour s’ en convaincre, on n’ avait qu’ à examiner sa démoralisation, les principes desquels elle dérivait, et les circonstances qui avaient en quelque sorte sanctionné ces mêmes principes sous le régime de la légitimité.

Un pareil peuple peut être poussé très aisément aux délires révolutionnaires. Il se trouverait dans son élément. Par la même raison il semble difficile qu’ on puisse le porter à des sacrifices, si le maintien de la royauté légitime pouvait un jour lui en demander.

J’ ai terminé ma réponse en observant que l’ accord et l’ union intime qui existaient maintenant entre les grandes puissances, donnaient sans contredit la meilleure, si ce n’ est la seule garantie du repos général. La France est laissée à elle-même. Il dépend d’ elle de prendre part au système conservateur que les conférences d’ Aix-la-Chapelle viennent d’ affermir. Il lui est réservé d’ en jouir. Mais il ne lui sera jamais permis de le troubler. L’ alliance générale est là. Elle s’ y opposera de toutes ses forces.

Telle étant la nature des engagements que les puissances ont contractés, la



France n'a plus à craindre dans ses relations intérieures aucune influence étrangère soit intéressée, soit isolée.

Celle même qui serait collective, ne pourrait plus dans les circonstances actuelles devenir utile à la restauration qu'en s' élevant de la bonne foi du gouvernement.

Existe-t-elle, cette bonne foi? Peut-on y compter? Les événements qui ont eu lieu en France dernièrement et depuis l'année 1814, découragent le zèle le plus persévérant.

Néanmoins ce qui semble impossible et dangereux aujourd'hui, deviendra peut-être facile et salubre un jour. L'avenir n'est pas entre les mains des hommes. Ce qui est en leur pouvoir, ce sont des intentions pures. La France a éprouvé les avantages de ces dispositions à son égard. Elle les éprouvera toujours.

C'est ici où s.a.r. a parlé des sentiments qu'elle a voués à l' empereur.

Après quelques instants de silence elle a repris la parole pour détailler les fautes très graves des siens, c'est-à-dire des royalistes. "Je conçois très bien que tout ce qui s'est passé et se passe en France nous enlève la confiance des puissances européennes. Mais nous avons besoin de leur indulgence et surtout de leurs bons conseils. Je dis puissances parce que je sais que votre empereur ne veut jamais qu'on parle de lui seul. Mais c'est pourtant à lui seul que nous devons les espérances d'un meilleur avenir et c'est lui qui est appelé à contribuer à leur accomplissement.

En lui présentant mes hommages, rendez-lui compte des vœux que je forme".

### *Entretiens avec les ministres*

Les ministres sont venus me voir séparément. Notre conversation a commencé toujours par des lieux communs. Tout en tâchant d'écarter les questions du jour et celles de la France, il n'a été impossible de leur échapper sans affecter une retenue qui pouvait donner lieu à plusieurs fausses interprétations. Ces questions donc furent traitées.

J'ai plus écouté que parlé. Le peu d' observations que j'ai dû faire, semble avoir mérité quelque attention de la part des ministres. Ils y sont revenus.

Ce serait trop long que de rendre compte de ces entretiens en détail. Je les résumerai, en les rapportant aux objets auxquels chacun des ministres voulait évidemment les faire aboutir.

Le premier de ces objets. C'est la considération et la confiance des puissances européennes que les ministres ambitionnent ou semblent du moins ambitionner.

Le second - c'est de nous persuader que la France placée sous la puissance de ses institutions, est et demeurera pour de longues années un Etat éminemment et



nécessairement pacifique.

Le troisième — que le système actuel n'a pour objet que le maintien et l'affermissement de la légitimité du trône et de la dynastie régnante.

### *Ad primum*

Les ministres avouent sans hésitation que ce n'est que depuis le mois de janvier que le gouvernement français a pris loyalement et décidément le caractère qui seul peut l'affermir sur une grande base, sur celle des intérêts de la nation. Ils déclarent d'y avoir contribué et d'y travailler de tous leurs efforts. Ils prétendent que la tranquillité intérieure, que la stabilité du trône commandaient au gouvernement français de se livrer avec un entier abandon à la nation ou, en d'autres termes, aux hommes qui peuvent parler et agir en son nom et dans son esprit.

En partant de ce principe, ils justifient toutes les mesures prises par l'administration et par les chambres dans ces derniers temps, et ils s'en félicitent.

A la suite de ce tableau viennent les observations politiques; l'Europe, veut-elle une France heureuse, tranquille et forte de l'unanimité des opinions comme de la garantie de tous les intérêts? Ou bien, veut-elle voir le gouvernement entre les mains d'une minorité impuissante et nullement en état de lutter contre la grande majorité du peuple français?

Si les travaux du ministère et des chambres ont produit durant la session qui vient d'être terminée de bons résultats, des résultats auxquels on ne pouvait même s'attendre, pourquoi douter de l'avenir?

N'en doutant pas, pourquoi les puissances alliées refuseraient-elles leur confiance au ministère actuel?

Réponse. Si les puissances doivent former une opinion sur la situation intérieure de la France, elles ne peuvent la fonder que sur l'expérience du passé.

Or, supposons que la France fût placée l'année 1815, et durant l'occupation militaire dans l'attitude où elle se trouve depuis le mois de janvier, aurait-elle obtenu les grands avantages que lui procurèrent l'estime et la confiance qu'a su inspirer son gouvernement d'alors?

Si la confiance d'alors était véritable et réelle, le gouvernement français d'aujourd'hui ne peut plus y prétendre, à moins qu'une longue série de faits ne dépose pour l'impartialité de ses intentions, pour la justesse de ses combinaisons et pour la solidité de son système.

Jusque là, la question se présente en ces termes: dans l'hypothèse que le nouveau système adopté au mois de janvier élève de quelques degrés la puissance intérieure du gouvernement, il lui fait perdre dans une proportion parfaitement égale de l'influence extérieure qu'il avait acquise et dont il fit un honorable usage dans les conférences d'Aix-la-Chapelle.

J' ai démontré cette proposition, en présentant dans tout son jour l' action pernicieuse qu'exerce sur l'esprit des peuples la propagation des doctrines subversives, colportées, par les journaux livrés aux abus les plus scandaleux de la liberté de la presse. Je me suis d'abord arrêté à ce fait seul, n'ayant pas cru de ma compétence de discuter la question dans ses rapports intérieurs.

M. le marquis Dessolles dans un second entretien est revenu sur cette thèse et a beaucoup insisté afin de connaître mon opinion justement dans la partie que je lui avais déclaré être hors de ma compétence.

"Nous tâchons d' effacer les souvenirs du passé et de donner à la nation toutes les garanties qu'elle a le droit de nous demander à cet égard. Le gouvernement marche sans difficulté. Jamais la paix et la prospérité intérieure n'a été plus générale, ni plus complète. Vous avez eu lieu de vous en convaincre, en parcourant nos provinces. Que peut-on désirer de plus? Comment pourrions-nous mieux contribuer à l' affermissement du système européen?"

"Je vous le répète encore une fois, M. le marquis, il ne nous appartient point de révoquer en doute les faits dont vous ne faites l'honneur de me parler. Moins encore pouvons-nous en juger avant le temps.

Si en effet c'est à la nation et à sa partie saine et non à quelques intérêts du moment que le ministère a voué ses soins et les mesures qu'il a adoptées depuis le mois de janvier, nul doute que le monde entier y applaudira.

Mais il ne se prononcera à cet égard que lorsque le gouvernement à la tête de ses institutions aura pris une assiette forte non du nombre des intérêts personnels qu'il peut favoriser, mais des principes de morale, de justice et de prudence qu'il aura suivis dans son administration.

S'il s' agit de reconstruire et de consolider ensuite l' édifice social en France, peut-on espérer d'y parvenir, en changeant, si des intérêts du jour et des vues personnelles en constituaient les éléments exclusifs?

Or, pourquoi prétendre que les puissances étrangères jugent autrement des plans qu'elles ont vu se succéder dans l'oeuvre de la restauration?

Que l'on considère avec impartialité les événements miraculeux de l' année 1814, la catastrophe épouvantable de l'année 1815, les négociations et les résultats extraordinaires de cette époque mémorable, l' occupation militaire et les égards dont la France a été l' objet, les fruits qu'elle en a recueillis à Aix-la-Chapelle et finalement les changements de système qui viennent de s'opérer ici depuis le mois de janvier, et l'on conviendra que nul antécédent ne favorise la confiance que le gouvernement français semble vouloir inspirer.

Ainsi, s'il trouve à chaque occasion toutes les puissances de l' Europe réunies sous les enseignes du protocole réservé du mois de novembre, il n'a qu' à se dire: on a tout fait pour faire sortir la France de cet isolement dangereux et la France n'a rien fait pour s' associer à la grande alliance. Cette tâche glorieuse vous est réservée, M. le marquis; en la remplissant, vous rendrez un grand

service à votre partie”.

Le marquis en est convenu. “Et bien, nous allons y travailler et nous y parviendrons en peu le temps, du moins je l'espère”.

### *Ad secundum*

“Que la France sous le régime de ses institutions est nécessairement pacifique. Le serait - elle également, si le système d'une monarchie absolue pouvait s'y établir?”

Sans contester la doctrine, j'ai pu aisément faire comprendre qu'elle ne semblait guère applicable ni au temps actuel, ni aux circonstances, ni à la nature des relations qui constituent la grande alliance européenne.

Qu'au surplus, en parlant des institutions de la France, il faut du moins attendre que le temps et l'expérience leur donnent assez de consistance et un caractère positif. Celui qu'elles présentent, est bien loin d'offrir la garantie dont il s'agit.

Je suis entré à cet égard dans quelques détails surtout pour ne pas laisser ignorer aux ministres l'impression qu'avait produite dans l'étranger la précipitation avec laquelle on réorganisait l'armée, l'esprit dans lequel on la réorganisait, l'exaltation qu'on donnait à cet esprit par les égards et par la prédilection qu'on témoignait aux soldats et aux capitaines qui avaient servi avec zèle un gouvernement conquérant et envahisseur.

“On pense que vous remontez la machine militaire de Bonaparte. La France en a-t-elle besoin? Sa tranquillité intérieure, vous demande-t-elle ce moyen repressif? Donc votre système n'a pas le suffrage de la nation. Ou bien, en devant le temps et les événements vous jugez nécessaire de constituer de l'armée une puissance qui rend à volonté secondaire celle de la royauté.

Voulez-vous vous servir de l'armée dans l'extérieur et où est donc la garantie qu'offrent vos institutions? Comme doctrine elles constituent de la France un Etat éminemment pacifique. Mais dans le fait convenez qu'elles ont une apparence bien contraire”.

### *Ad tertium*

Cette discussion nous a amené plus d'une fois à celle qui regarde l'affermissement de la dynastie actuelle.

Les ministres se sont efforcés à me persuader que leur travail principal avait pour objet de préparer un règne facile au successeur de Louis XVIII.

M. Decazes s'est cru plus particulièrement appelé à soutenir cette thèse et à l'étayer d'arguments politiques.

Après l'avoir écouté, je lui ai demandé: “Etes-vous bien sûr de rester le maître des instruments que vous préparez dans cette intention? Lorsque vous

n'aurez plus rien à donner à l'armée, restera-t-elle à vos ordres? Les partis qui se forment par la facilité avec laquelle ils obtiennent du gouvernement tout ce qu'ils désirent, ceux que multiplient la liberté de la presse et la mobilité de vos institutions, suivront-ils la direction que vous vous proposez de leur donner?

Et si c'est un autre ministre ou tel membre des chambres qui s'empare de votre ouvrage, croyez-vous pouvoir répondre de l'emploi qu'il en fera? Sera-t-il, autant que vous l'êtes, dévoué à la cause du trône?"

M. Decazes a répondu à ces questions d'une manière assez vague et très peu satisfaisante. Il ne s'y attendait point.

"Que pouvons-nous donc faire?" - reprit-il après quelques instants de silence.

"C'est ce que personne au monde ne vous dira. Mais est-il nécessaire de tant faire, si votre nation est tranquille et contente et si elle fonde sa tranquillité dans le bonheur dont elle jouit? Vous supposez une réaction de la part du successeur au trône et vous tâchez de le mettre dans l'impossibilité de réagir: c'est ce que vous appelez un règne facile.

Mais par l'alarme que ces mesures précipitées mettent dans les esprits, accréдитеz-vous la royauté?"

M. Decazes se trouvant un peu embarrassé de ces dilemmes, passa à la grande politique. Et c'est par là que toutes nos conversations se sont terminées.

Toute cette grande politique ne se compose que des notions tirées de la perustration et des rapports des confidents dont M. Decazes paraît entretenir un nombre considérable.

M. le marquis Dessolles en traitant de la dynastie, a parlé avec l'accent de la bonne foi. Il a avoué que le peuple français verrait avec la plus grande indifférence toute autre dynastie sur le trône de France et que dans le fond la démoralisation à cet égard était générale.

"Notre peuple veut travailler, se bien nourrir, jouir. Faites le sortir de là. Tout le reste lui est complètement égal.

Il n'y a qu'un moyen de la mener. C'est celui de ne pas le contrarier dans ses opinions en fait de gouvernement et de liberté. A ces conditions il nous obéira.

Nos institutions monarchiques et représentatives sont nouvelles. La nation ne les connaît pas encore. Elle s'en défie. Elle craint de perdre les avantages que lui a procurés la révolution".

C'est sur ce ton que le premier ministre, ainsi que ses collègues, m'ont constamment entretenu de la France. Ils n'ont pas dissimulé les grandes difficultés dont ils étaient environnés. Ils se croient néanmoins assez forts pour les vaincre.

Je finirai ce rapport par quelques.

*Observations sur la situation  
actuelle de la France*

En voyant la France à Paris, dans les salons et dans les journaux, on en est effrayé, on la croit à la veille d'une immense catastrophe. En la considérant par contre dans les provinces et même dans la partie industrielle et manufacturière de la population de sa capitale, elle se présente comme une nation bien ordonnée, heureuse et prospère, qui jouit du présent et qui en jouit d'une manière si calme, qu'elle semble éprouver le sentiment de sa sécurité et de son repos intérieur pour un long avenir.

Aux yeux donc d'un observateur il y a deux Frances bien distinctes: l'une est la France de fait qu'il faut voir en elle-même, l'autre est la France qu'une poignée d'hommes renfermés dans la capitale prétend représenter.

La France de fait veut être gouvernée. Mais c'est par la force seule des intérêts matériels qu'on peut y réussir. Les liens moraux qui opèrent, pour ainsi dire, inopinément sur les classes des autres nations et qui deviennent ailleurs des instruments de gouvernement faciles et utiles n'existent plus en France. La révolution les a brisés. Bonaparte s'est bien gardé de les rétablir. Et le gouvernement actuel n'est pas à même d'y songer avec suite.

C'est de cette circonstance que dépend peut-être en grande partie le calme avec lequel le peuple considère l'agitation qui paraît posséder les ultras, les libéraux et les doctrinaires.

Comme être physique la nation jouit des avantages que lui a procurés la révolution, sans porter plus l'énorme fardeau d'un gouvernement conquérant à grande volonté et à grands moyens d'action.

Le peuple français conserve et utilise ce qu'il possède. Le gouvernement le flatte et n'ose pas même éveiller les consciences et leur faire sentir que sans religion et sans mœurs nulle institution sociale ne peut être de longue durée.

Le peuple est donc tranquille et tolère son gouvernement. Il le croit désormais identifié aux intérêts créés par la révolution.

Si le gouvernement avait su inspirer cette confiance dans la vue de ramener graduellement la nation à cet ordre qui se fonde sur le sentiment du devoir et sur les principes religieux et moraux qui se fonde sur le sentiment du devoir et sur les principes religieux et moraux qui le commandent, ce système aurait peut-être à cette heure considérablement avancé l'œuvre de la restauration en France et celle de la paix générale en Europe.

Mais il en est autrement. Le ministère actuel veut à tout prix de la popularité et ne sait, ni ne peut l'obtenir que par des concessions outrées, lesquelles dépassent souvent l'attente des libéraux, des doctrinaires et des hommes des cent jours. Mais ce ministère et les partis desquels il prétend s'étayer et qui finiront probablement par s'emparer à leur tour du gouvernement, trouvent-ils une sage

et forte résistance dans les royalistes? Il serait difficile de le croire. Les uns comme les autres ne visent qu'à leurs intérêts personnels, et ces derniers ont contre eux l'opinion, les intérêts et toute la force matérielle de la génération formée à l'école de la révolution et de Bonaparte.

L'anarchie de l'année 1814, les excès du royalisme durant la session des chambres des années 1815 et 1816, les réactions qu'ils ont provoquées, et les excès contraires qu'on déplore maintenant, sont autant de preuves irrécusables d'une vérité affligeante, savoir que depuis l'année 1814 la France n'a pas eu de gouvernement ayant des principes fermes et inébranlables et voulant la restauration par les seuls moyens par lesquels elle peut s'opérer. Les éléments de cette grande oeuvre sont là. Ils ont été méconnus durant l'année 1815 jusqu'à l'année 1819, assujettis maintenant à une fusion dangereuse, parce qu'elle excite une fermentation dont personne ne peut calculer les effets.

Ce n'est qu'un homme fort de l'étendue de ses talents et plus encore de la pureté et de la grande énergie de son caractère qui puisse faire résulter de ces éléments un gouvernement et les faire marcher sur une ligne droite au grand but de la restauration.

Cet homme ne s'est pas trouvé, et on le chercherait en vain parmi ceux qui se disputent alternativement le timon de l'Etat.

Que deviendra donc la France? Elle est au bord du précipice. Mais elle ne s'y jettera pas si aisément à moins qu'on ne la pousse.

Elle peut même se sauver. Une forte main, une main seule peut opérer son salut. Mais cette main ne peut être que celle de son gouvernement. Quel que soit le prince légitime qui occupera le trône, un homme de génie et à grand caractère à la tête du ministère et des institutions représentatives et la France rentrera dans l'ordre des grands Etats et des Etats utiles au maintien de la paix du monde.

Or, la France peut être poussée à une nouvelle catastrophe tant par une brusque réaction intérieure, que par une impulsion du dehors.

Le premier danger n'est pas aussi redoutable que le second. La France peut se préserver de l'une par la force de son bien-être actuel et par une tendance à la passivité, à l'égoïsme, à l'indolence qui semble être la sienne après les grandes crises qu'elle a éprouvées. Mais elle ne pourrait opposer une pareille résistance à l'influence étrangère, agissant par des voies détournées, - par celles de la corruption. En prêtant des forces supérieures à un des partis, l'influence du dehors pourrait porter les partis contraires à de grands excès.

Si la France pouvait être séparée du reste de l'Europe et n'avoir aucune communication avec aucun autre peuple, on pourrait hardiment soutenir qu'à la suite de longs conflits intérieurs elle finirait cependant par trouver sa ligne de direction pour se placer sur une grande base de prospérité et de puissance.

Le protocole réservé d'Aix-la-Chapelle pourrait en quelque sorte opérer

dans le sens moral le même effet qu'opérerait sur la France son isolement et sa séparation des nations européennes, si la démoralisation dont est frappé son peuple, n'avait pas gagné aussi les pays limitrophes et ceux que la guerre a fait sortir de leurs anciennes habitudes et de leurs mœurs.

Cette considération n'échappe point aux coryphées des différents partis. Les libéraux et les doctrinaires en profitent pour déprécier l'autorité des gouvernements dans l'opinion des peuples et pour étayer leur puissance de la puissance démagogique du dehors. Les ultras en profitent aussi pour appeler les gouvernements à une croisade contre les peuples.

Sous ce point de vue la question de la France se rattache en grande partie à celle dont s'occupent maintenant la Grande-Bretagne et les cabinets allemands, et à celles dont les gouvernements italiens et le roi des Pays-Bas devraient s'occuper avec moins de préjugé et, s'il est permis de le dire, avec plus de justice, de droiture et de courage.

C'est dans un second rapport que je prendrai la liberté de consigner quelques observations à ce sujet.

---

Ἡ εἰσήγηση αὐτή πού συντάχτηκε στό Παρίσι ἀφοροῦσε τή γενικότερη κατάσταση καί τίς κυβερνητικές ἐξελίξεις στή Γαλλία. Ὅπως σημείωσε στήν αὐτοβιογραφία του ὁ Καποδίστριας, ἡ ἀνοδος στήν ἐξουσία τοῦ νέου πρωθυπουργοῦ Δεκάξ εἶχε δυσारेστήσει τόν τσάρο, ὁ ὁποῖος ἐπιφόρτισε τόν ὑπουργό του νά προχωρήσει σέ διαβουλεύσεις μέ τό γαλλικό περιβάλλον. Πράγματι, ὁ Καποδίστριας ἐπισκέφτηκε τόν βασιλέα τῆς Γαλλίας, πού τοῦ συνέστησε ἐπίμονα νά ἐπισκεφτεῖ τόν Δεκάξ ἰδιαιτέρως. «Συνεμορφώθην μέ τήν διαταγήν ταύτην, ἡ δέ συνομιλία ἦν ὁ πρωθυπουργός (τῆς Γαλλίας) ἔσχε μετ' ἐμοῦ εἶχε τόν σκοπόν νά μοί γνωρίσῃ τάς ἀποκαλύψεις τῆς ὑψηλῆς του ἀστυνομίας.

«Αἱ ἀποκαλύψεις αὗται συνίσταντο εἰς ἀντίγραφα ἀρκούντως συχνῆς ἀλληλογραφίας μεταξύ τοῦ πρίγκιπος Μέττερνιχ καί μιᾶς κυρίας<sup>2</sup> ἧς ὁ σύζυγος κατεῖχε μεγάλην θέσιν εἰς τήν ὑπηρεσίαν τοῦ Αὐτοκράτορος τῆς Ρωσίας. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη ὠμίλει περί τῆς πολιτικῆς τῶν δύο κυβερνήσεων, περί τῶν ἐλπίδων ἅς οἱ πραγματικοί θεράποντες τῶν δύο Αὐτοκρατόρων ὡφείλον νά τρέφουν ὅπως ἡ ρωσική κυβέρνησις ἀπαλλαγῇ τῆς ἐπαναστατικῆς μου ἐπιρροῆς καί περί τῶν μέσων ἅτινα ὡφείλον νά τεθοῦν εἰς ἐνέργειαν ἵνα ἐπιτευχθῇ τοῦτο».

Τελικά, ὁ Καποδίστριας ἀντέκρουσε τίς μομφές πού τοῦ ἀποδίδονταν, ὅμως ἦταν φανερό ὅτι τόσο ὁ βασιλιάς Λουδοβίκος ΙΗ΄ ὅσο καί ὁ Δεκάξ διατηροῦσαν τίς ἀμφιβολίες τους<sup>3</sup>. Παράλληλα, φρόντισε, μέ τήν παραπάνω



είσήγηση του, νά ἐνημερώσει τόν προϊστάμενο του γιά τίς ἐπαφές του στό Παρίσι μέ κορυφαίους Γάλλους ἀξιωματούχους καί τον ἴδιο τόν βασιλιά Λουδοβίκο. Κυρίαρχο θέμα τῶν συζητήσεων ἡ πρόσφατη κυβερνητική μεταβολή «ἣν ὁ Αὐτοκράτωρ ἐθεώρει ἀντίθετον πρός τήν τήρησιν τῆς τάξεως καί τῆς ἡσυχίας ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ»<sup>4</sup>.

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 55-66.

2. Ἐπρόκειτο γιά τή σύζυγο τοῦ Ρώσου πρεσβευτῆ στό Λονδίνο Δωροθέα Λίεβεν, βλ. σχετικᾶ *J. Hanoteau*, *Lettres du prince de Metternich à la comtesse de Lieven* (1818-1819) Paris (1909) *passim*.

3. Ἐρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α', σ. 55.

4. Ἐρχεῖον, ὁ.π., σ. 54.

## 111

### Ἐπόμνημα πρός τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο (Λονδίνο 12/24 Αὐγούστου 1819)<sup>1</sup>

Le lendemain de mon arrivée à Londres de 4(16) août lord Castlereagh est entré en ville et me fit l'honneur de venir me voir.

Les politesses et les amitiés d'usage épuisées, il m'engagea à passer la journée du 5(17) courant chez lui à la campagne.

Ayant appris que j'allais de même passer une couple de jours chez M. le comte de Lieven dont la campagne est près de la sienne, lord Castlereagh me proposa d'utiliser ce temps comme tout mon séjour à Londres pour des entretiens où il avait l'intention de me faire connaître la pensée de son gouvernement sur toutes les questions d'un intérêt général et qui sont du ressort de nos cabinets respectifs. Il a fini par m'annoncer qu'il avait expédié un courrier au régent qui faisait une petite course maritime à l'effet de prévenir s.a.r. de mon arrivée et de prendre ses ordres pour ma présentation, le régent ayant témoigné le désir de m'accorder cet honneur.

J'ai remercié lord Castlereagh de toutes les marques de confiance dont il venait de m'honorer.

Le 6(18) je me suis rendu avec M. le comte de Lieven chez lord Castlereagh. Et ce premier entretien n'a eu pour objet que de prendre note des matières sur lesquelles il se proposait de m'entretenir. En voici la liste:



## France

Intérieur  
 Extérieur  
 Liquidations  
 Recès territorial  
 Bouillon

Allemagne  
 Espagne

Médiation  
 Ratification du traité des Florides  
 Expéditions  
 Colonies

Suède et Danemark  
 Barbaresques  
 Nègres  
 Perse

En nous donnant note de ces questions, lord Castlereagh les a abordées toutes légèrement et m'a engagé à faire lecture au préalable de la correspondance qui y avait trait. Il m'offrit alors de me faire part du mémoire autrichien sur la France qui n'était pas encore parvenu à la connaissance de M. le comte de Lieven.

## France

Lord Castlereagh commence par faire lecture des dépêches et lettres confidentielles qu'il a écrites et reçues à ce sujet depuis le mois de janvier.

Tout en reconnaissant et en déplorant les changements qui se sont opérés dans le système politique intérieur de la France, lord Castlereagh paraît peu disposé à adopter les mesures qui ont été proposées tant par le cabinet autrichien, que par celui de Russie.

Les arguments déployés à ce sujet, sont ceux qui avaient motivé toutes ses réticences lors de la réunion d' Aix-la-Chapelle.

"Le gouvernement anglais ne peut agir, ni provoquer aucunement la chance d'une action quelconque de sa part dans les affaires françaises que lorsque les événements seront présents et qu'ils seront de nature à procurer au ministère britannique la faveur et l'appui tout entier de l'opinion publique de sa nation".

Hors de ce cas l'attitude du gouvernement anglais ne peut être qu'expectante, passive et complètement inerte.

Mais il y a plus. Le ministère britannique ne peut et ne doit point se montrer extrêmement éloigné d'accorder un certain degré de confiance au gouvernement actuel de s.m. très chrétienne attendu que des méfiances avouées et surtout

patentes provoqueraient des effets contraires aux intentions des puissances alliées.

1. On ferait tort à la royauté, la nation française pouvant dès lors la croire liée au système politique des gouvernements contre les peuples.

2. On donnerait une grande popularité au ministère actuel et à son parti et dès lors on le porterait à des mesures de précaution qui dépouilleraient enfin la royauté de tous ses pouvoirs.

3. On exciterait les fureurs de la démocratie britannique, et le gouvernement se placerait dans une fausse position et vis-à-vis de sa nation et vis-à-vis de ses alliés.

Ces observations ont été accompagnées de plusieurs arguments, tendant à prouver la nécessité des ménagements qu'il faut avoir pour le ministère actuel de s.m. très chrétienne.

En partant de là, lord Castlereagh n'a pas eu de difficulté à combattre la proposition faite par la cour d'Autriche et de décliner toute autre qui aurait pour objet:

ou des démarches collectives auprès du gouvernement français, ou bien une attitude quelconque de la part des puissances qui énoncerait l'intention de donner suite au protocole réservé d'Aix-la-Chapelle.

Le cabinet britannique croit ne pouvoir regarder la France que sous les rapports établis par le protocole patent, et que c'est le cas seul foederis et belli prévu par l'acte réservé qui puisse l'autoriser à prendre part aux mesures de précaution et d'action que les circonstances réclameraient de la sollicitude des alliés.

En répondant à cette première partie du long discours de lord Castlereagh, j'ai tâché de soutenir l'importance majeure qu'il y a de procéder de manière à ce que le ministère français ne se fasse point illusion sur la position où il s'est placé, et sur celle où se trouvent à son égard les puissances alliées. Il serait assurément dans l'erreur du moment qu'il nous croirait à son égard là où nous étions à l'égard de la France lors des conférences d'Aix-la-Chapelle. C'est ici où j'ai répété au secrétaire d'Etat britannique tout ce que j'ai dit à s.m. très chrétienne et à ses ministres.

Si ces observations sont fondées sur la vérité des faits, pourquoi les puissances hésiteraient-elles à les faire connaître au gouvernement français?

Si on lui témoigne une confiance qu'il sait ne pouvoir point inspirer, il la croira une déviation de notre système ou du moins une tendance à des combinaisons isolées et partielles.

Si par contre on lui réserve la tâche honorable de mériter cette confiance par sa conduite, si on lui fait pressentir qu'on en attend les preuves, soit par la nature des élections qui vont avoir lieu, soit par la marche de la législature et du

gouvernement, on suit une ligne droite et pure à l'égard de la France, on est conséquent, on met le gouvernement français dans la nécessité de connaître la vérité et de ne pas se méprendre sur les dangers dont il s'environne. On rassure aussi le monde sur l'unanimité des conseils qui caractérisent la politique des cours alliées.

Toute la question alors se réduit à une question de fait. Si le gouvernement français par sa marche fait des progrès vers l'affermissement d'un ordre de choses monarchique, légal et constitutionnel, les puissances alliées lui tendront une main fraternelle, il conservera sa place dans la grande alliance, il contribuera au maintien de la paix et du repos général. Dans le cas contraire, il s'écartera de l'alliance, et l'alliance se trouvera de fait opposée ses écarts et prête à la ramener selon les occurrences ou par l'ascendant de sa force morale, ou par celui de ses forces militaires.

Les développements de cette idée ont semblé fixer l'attention de lord Castlereagh. Voyant cependant qu'il était indécis, s'il donnerait suite par une réponse écrite aux communications qui lui étaient adressées à ce sujet, j'ai pris la liberté de lui faire observer que son silence ne resterait pas inconnu au gouvernement français, qui semble régulièrement informé des relations les plus intimes des cours alliées et lui des lors serait porté à expliquer ce silence comme une divergence déjà établie entre l'opinion du cabinet britannique et celui des autres cours relativement à la situation intérieure de la France.

Lord Castlereagh a dû reconnaître l'urgence et l'importance de faire réponse à nos communications.

En résumant notre entretien, j'ai cru devoir considérer encore plus particulièrement les points qu'il serait à désirer de voir éclaircis par la réponse de lord Castlereagh.

1. L'état de la France depuis le mois de janvier, est-il ou non plus alarmant? En partageant à cet égard l'opinion déjà articulée, quoique confidentiellement, par les cours d'Autriche, de Berlin et de Russie, le ministère britannique donnerait un nouveau degré d'autorité et de consistance morale à l'alliance.

2. Dans cette hypothèse et en admettant que pour le moment on convienne de ne procéder à aucune démarche vis-à-vis de la France, ne serait-il pas utile de faire pressentir les clauses des actes d'Aix-la-Chapelle et surtout celle qui autorise la réunion des cabinets sur l'invitation qui en serait faite par l'une d'entre eux?

3. Ne serait-il pas également utile de fixer comme l'époque la plus propre à prendre en considération encore une fois la situation intérieure de la France, celle où ce gouvernement se trouvera à faire l'épreuve de son système, celle savoir où les chambres seront réunies?

Lord Castlereagh a semblé disposé à nous faire connaître positivement l'

opinion de son gouvernement sur ces points, comme sur la teneur toute entière de nos communications.

Il a paru cependant également incertain sur la réponse à donner aux indications prussiennes concernant la succession et les instructions éventuelles.

Nous avons discuté en détail cette question, et je doute que le cabinet britannique se prononce selon les vœux articulés par la Prusse.

Tout ce qu'on pourra recueillir de la réponse anglaise n'ajoutera rien à la décision des questions proposées.

Ce sera beaucoup si elle ne s'écarte de manière à faire illusion au ministère actuel de s.m. très chrétienne.

Ayant traité du même sujet avec le maréchal duc de Wellington, j'ai eu également lieu de me convaincre que son opinion ne différait en rien de celle prononcée par lord Castlereagh.

Pour clôturer l'article de la France j'ajouterai que le ministère britannique met un grand intérêt à faire participer le gouvernement de s.m. très chrétienne à l'accession du recès territorial de Francfort, qu'il insiste pour que dans, la question dernièrement élevée quant au paiement d'une petite fraction des liquidations, on offre quelques soulagements à la France, en lui procurant la liquidation de ses propres créances, et qu'enfin il demande que les cabinets donnent des ordres à l'effet de faire intervenir dans l'affaire contentieuse de Bouillon le ministre français résidant dans le Royaume des Pays-Bas.

Chacune de ces propositions étant assez fondée, je n'ai eu rien à opposer. J'ai observé seulement qu'un empressement trop prononcé de la part de l'une ou de l'autre des puissances alliées à l'égard de ces intérêts subalternes, serait sans doute interprété par le gouvernement français d'une manière peu utile à l'opinion qu'on voulait établir d'ailleurs relativement à l'unanimité et à l'uniformité de notre politique envers la France.

### Allemagne

Lord Castlereagh considère l'Allemagne en danger et trouve le principe de ce danger dans la divergence des directions que les gouvernements respectifs ont suivies dans la vue de donner des constitutions à leurs pays. Espérances sur le retour à l'unanimité de la part des puissances allemandes, espérances sur les conférences de Carlsbad, sur les suites qu'elles auront tant pour contenir et reprimer le mauvais esprit des Allemandes, que pour relever l'autorité de la diète germanique.

Ne partageant en tout ni ce point de vue, ni ces espérances, j'ai cru devoir lui communiquer avec un égal abandon mes observations toutes particulières à ce sujet. Je ne les répéterai pas ici, parce qu'elles ne portent que sur la manière de considérer le mal existant.

Les remèdes n'étant légalement que du ressort des puissances allemandes, je ne suis permis de reproduire ici les principes dont le cabinet de Russie fait une application constante et invariable depuis 1815 dans toutes les affaires germaniques.

Le seul bien que les Etats non allemands puissent faire dans les circonstances actuelles aux gouvernements de la Confédération et à la Confédération elle-même, ne saurait consister que dans la force de leur crédit. Or, ce crédit ne peut être une puissance salutaire qu'autant qu'il ne sera pas usé inutilement et dans des mesures partielles ou du moment.

Lord Castlereagh a semblé goûter cette opinion.

### Espagne et Portugal

Après avoir déploré l'anarchie qui tourmente l'Espagne et qui menace ce grand Etat d'une catastrophe redoutable, le premier secrétaire d'Etat s'est infiniment loué de la conduite conciliante de M. de Tatistcheff et a parlé des avantages qui en résulteraient pour l'Espagne et pour la cause générale, si le roi Ferdinand se décidait une fois à donner à son gouvernement une base solide et immuable.

Ne l'espérant point, lord Castlereagh me demanda ce que je présageais :

- 1) du traité concernant les Florides;
- 2) de la négociation avec le Portugal et de notre médiation;
- 3) de l'expédition qui se préparait à Cadix;
- 4) et de la pacification des colonies.

L'ayant prié de me faire connaître au préalable sa manière d'envisager ces questions, attendu qu'elles étaient plus à sa portée et que j'ignorais ce qui s'était passé depuis le mois de janvier, lord Castlereagh me donna, lecture de ses dépêches à M. le marquis de Wellesley et des réponses, ainsi que d'un extrait des instructions dont il munissait le commandant de l'escadre qui allait mettre à la voile pour le sud de l'Amérique.

De ces communications il résulte que l'Angleterre n'a épargné aucun soin afin de porter l'Espagne à sanctionner le traité des Florides; qu'elle s'est employée avec une grande activité et persévérance dans l'espoir d'accélérer la conclusion de l'affaire du Rio de la Plata; qu'elle ne se faisait point illusion sur l'inefficacité de ses efforts; qu'enfin pour le cas où l'expédition espagnole récupérerait Montevideo ou quelques-unes des provinces insurgées, le gouvernement britannique devant de son côté soutenir son système de neutralité entre la mère-patrie et les colonies et garantir les intérêts de son commerce, s'était vu dans la nécessité de préparer à son tour une grande force navale qui allait être chargée de cette double commission; que l'Espagne en a été informée et qu'elle n'a semblé nullement mécontente.

J'ai vivement remercié lord Castlereagh de ces explications. Dans mon particulier, n'ayant eu à ajouter aucune donnée ultérieure sur l'état de choses, ni sur les dispositions du cabinet de Madrid, je me suis borné à faire des vœux sincères pour que le Portugal et l'Espagne se décident une fois à reconnaître leurs véritables intérêts et à s'arranger.

Le comte Palmella étant sur son départ pour le Brésil et lord Castlereagh mettant un grand prix à faire sentir l'importance de pousser ce ministre à son poste, je n'ai pas manqué de profiter de cette ouverture pour relever combien le cabinet britannique pourrait de son côté faciliter la conclusion des différends existants.

Toutes les observations que j'ai faites à cet égard, ont été accueillies. Mais ce serait trop prétendre que de les croire adoptées.

### Danemark et Suède

L'entretien a commencé par la lecture des dépêches. L'arrangement paraît à la veille de sa conclusion. Il existe encore une seule difficulté. L'Angleterre comme médiatrice a proposé à la Suède le payement de sa dette en effets ou bons qui resteraient jusqu'à échéance en dépôt entre les mains du cabinet britannique.

Le roi de Suède s'y refuse. Il ne croit pouvoir donner d'autre garantie que celle des stipulations qui seront insérées dans sa convention avec le Danemark.

C'est à discuter ce point de controverse que lord Castlereagh a consacré une longue instruction dont il munit les ministres britanniques à Stockholm et à Copenhague.

### Barbaresques

Lecture de la correspondance ayant trait à la mission anglo-française.

Détails concernant la mission barbaresque arrivée et partie de Lordes.

Espérances d'un plein succès.

Félicitations de notre part, pourvu que le fait réponde aux vœux que nous formons.

### Nègres

Le roi du Brésil n'avait pas trop répondu à l'attente du cabinet britannique. Les démarches faites par les souverains lors de la réunion d'Aix-la-Chapelle, n'ont produit aucun résultat. Le comte Palmella met toujours en avant le traité de commerce. Pour céder sur le point de la traite, il demande que l'Angleterre modifie certaines clauses du traité.

Lord Castlereagh voudrait reprendre les conférences à ce sujet avec les

ministres des cours alliées.

Après avoir écouté tous les détails de cette longue question, j'ai pris la liberté d'observer à milord Castlereagh que le travail de la conférence n'avancerait point l'affaire, à moins qu'elle ne fût portée à un certain degré de maturité par ses négociations directes avec le Portugal. Je l'ai donc prié de s'en occuper avec le comte Palmella avant que ce ministre passe dans l'autre hémisphère.

Quant au droit de visite, il espère amener le gouvernement français à quelque concession. Il y travaille et dès qu'il pourra nous offrir le résultat de ses explications, il espère également dans la coopération du cabinet de Russie.

### Perse

L'ambassade actuelle de la part du schah motivera une autre ambassade extraordinaire de la part de l'Angleterre.

Aboul Hassan Khan demande la rétrocession territoriale de la part de la Russie promise par l'Angleterre, ou bien une indemnisation pécuniaire.

Ne pouvant lui obtenir l'une, il sera peut-être nécessaire de le satisfaire à l'égard de l'autre.

C'est à la compagnie des Indes que cette affaire a été déferée. Lord Castlereagh dit n'avoir eu que deux conférences avec l'ambassadeur persan et que jusqu'ici il n'y a pas eu de notes échangées.

Désir de témoigner à la Russie par ces communications déférence, amitié et confiance.

Ma réponse a été également puisée dans les témoignages d'une pareille nature que l'empereur s'était plu de donner au ministère britannique lors de l'ambassade du général Yermoloff.

---

Μέ εξουσιοδότηση τοῦ τσάρου Ἀλεξάνδρου ὁ Καποδίστριας ἐπισκέφτηκε καί τό Λονδίνο τόν Αὐγούστο τοῦ 1819. Βασική ἐπιδίωξη του, ἀνάμεσα σέ ἄλλα, κατά τήν ἐκεῖ παραμονή του, οἱ ἐμπιστευτικές συνομιλίες μέ Βρετανούς ἀξιωματούχους «περί τῶν χειρίστων συνεπειῶν τῆς πολιτικῆς ἣν ὁ στρατηγός Μαίτλανδ ἠκολούθει ἐν Ἑπτανήσῳ, παραβαίνων τούς ὅρους τῆς συνθήκης τῶν Παρισίων».<sup>2</sup>

Τήν ἐπομένη τῆς ἀφίξης του ἦρθε σ' ἐπαφή μέ τόν ὑπουργό Ἑξωτερικῶν Κάστελρου, ὁ ὁποῖος προθυμοποιήθηκε νά συζητήσῃ μαζί του τά ἀκόλουθα ζητήματα: τό Γαλλικό, τό Γερμανικό, τό Ἰσπανικό, θέματα πού ἀναφέρονταν

στή Δανία καί Σουηδία καθώς καί γενικότερα ζητήματα ὅπως τῶν Βερβερίων, τῶν Νέγρων καί τό Περσικό. Ὡς πρός τή Γαλλία, ἦταν φανερή ἡ διάσταση γύρω ἀπό τήν ὀπτική τῆς ἐκτίμησης τῆς κυβερνητικῆς μεταβολῆς, ἐνῶ γιά τά γεγονότα στή Γερμανία ὁ ὑπουργός τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ρωσίας ὑποστήριξε ὅτι «ἡ θεραπεία» ἀνῆκε νόμιμα μόνο «στή δικαιοδοσία τῶν γερμανικῶν δυνάμεων».

Συζητώντας γύρω ἀπό τό «καυτό» ζήτημα τῶν ἰσπανικῶν ἀποικιῶν, οἱ τελικές ἐκτιμήσεις ἦταν διαφορετικές. Ὁ Καποδίστριας τάχθηκε κατά τῆς βρετανικῆς παρέμβασης, ἐκφράζοντας τήν εὐχή γιά μιὰ τελική συνεννόηση ἀνάμεσα στήν Πορτογαλλία καί τήν Ἰσπανία. Κλείνοντας τίς συζητήσεις τους οἱ δύο ὑπουργοί δέν παρέλειψαν ν' ἀναφερθοῦν καί στά ὑπόλοιπα κρίσιμα ζητήματα (Δουλεμπόριο, πειρατείες Βερβερίων, Περσικό κλπ.) πού βρίσκονταν σέ κάποια ἐξέλιξη. «Ὡς πρός τά ζητήματα τῶν Ἰονίων Νήσων καί τῆς Ἀνατολῆς», σημείωνε στήν αὐτοβιογραφία του, «μέ παρεκάλεσε (ὁ Κάστελ-ρυ) νά συνεννοηθῶ μετά τοῦ λόρδου Μπάθουρστ», ὑπουργοῦ τῶν Ἀποικιῶν καί τῶν Στρατιωτικῶν»<sup>3</sup>.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 94-100.

2. Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 57.

3. Ἀρχεῖον, δ.π., σ. 56.

## 112

### Ἐμπιστευτικό ὑπόμνημα πρὸς τόν λόρδο Μπάθουρστ (Βαρσοβία 1/13 Ὀκτωβρίου 1819)<sup>1</sup>

#### *Du traité du 5 novembre 1815 et de la charte constitutionnelle du 2 mai 1817* *Traité du 5 novembre*

(Articles 1 et 2) - Les Isles Ionniennes forment un Etat libre et indépendant, sous la protection immédiate et exclusive de la Grande Bretagne. Les Puissances contractantes renoncent à tous leurs droits sur ces isles. Elles s'engagent à garantir toutes les dispositions du présent traité.

(Articles 3 et 4). - Les isles Ionniennes se donnent, avec l'approbation de la puissance protectrice, une nouvelle Constitution; mais tant qu'elle ne sera pas introduite, les Constitutions en vigueur jusqu'alors continueront de l'être, sauf les changements qui seront faits par le Roi en conseil.

La nouvelle charte sera faite par une Assemblée Constituante dont le



Commissaire de la Puissance protectrice réglera les formes de convocation et dirigera la marche.

(Articles 5 et 6) - Les troupes Anglaises occuperont les forteresses des isles. Une Convention particulière avec le gouvernement Ionmien réglera tout ce qui est relatif à l'entretien des forteresses et de leurs garnisons. Cette Convention fixera aussi les rapports qui doivent exister entre les troupes Anglaises et le gouvernement Ionmien. Les troupes du pays seront sous les ordres du commandant Anglais.

(Article 7). - Les ports des isles sont déclarés, quant aux droits honorifiques et militaires, sous la juridiction Britannique. Le pavillon Ionmien sera reconnu comme celui d'un état libre et indépendant. Les puissances étrangères pourront accréditer auprès du gouvernement Ionmien leurs Agens commerciaux et Consuls.

### OBSERVATIONS

Il résulte de ces stipulations:

1o Que l'indépendance des isles Ionniennes est conditionnelle. La Grande Bretagne les a prises sous sa protection. Ce devoir lui a acquis des droits qui sont définis d'une manière positive et explicite par le traité et se trouvent par là sous la garantie des puissances contractantes.

Ces droits sont:

Celui de mettre garnison dans les forteresses des isles en commun avec les troupes du pays et en vertu d'une Convention qui devra être stipulée avec leur gouvernement.

Celui de faire une attention particulière à l'organisation intérieure des isles, soit en réglant les formes d'après lesquelles doit être convoquée une Assemblée Constituante, soit en donnant son approbation à la Charte Constitutionnelle que cette assemblée aura statuée.

Tout pouvoir de la puissance protectrice sur le peuple protégé n'émane que de ces deux droits et ne peut que se borner à leur exercice.

2o Que le gouvernement civil doit rester in statu quo, jusqu' à la promulgation de la nouvelle Charte Constitutionnelle et que les constitutions en vigueur conserveront toute leur force et valeur.

Cette disposition indiquait au Lord Commissaire la manière dont il fallait convoquer l'Assemblée Constituante. Il ne pourrait diriger les nouvelles élections qu'en vertu des lois anciennes. Toutes les innovations faites dans l'ordre administratif et constitutionnel des isles par le général Campbell, avant le traité du 5 novembre, devaient être regardées comme non venues après la signature et la ratification de ce même traité.

En parlant en effet de constitutions en vigueur, les puissances contractantes

ne pouvaient point avoir en vue les actes arbitraires par lesquels le général Campbell exerçait de sa propre autorité, dans les isles, tous les pouvoirs de législateur ou d'administrateur suprême.

Les constitutions que le traité considère en vigueur sont celles que les isles s' étaient données en 1803; celles que les Français avaient eux-mêmes respectées; celles qui, lors de la négociation et de la signature du traité du 5 novembre 1815, se trouvaient en vigueur dans toutes les isles comme des chartes constituant les droits des citoyens et la nature des pouvoirs publics et qui à Corfou étaient encore en pleine activité.

### CHARTRE CONSTITUTIONNELLE DU 2 MAI 1817

Au lieu de fonder cette Charte sur les lois qui constituaient jadis les pouvoirs politiques et administratifs des isles, le Commissaire de la Puissance protectrice préfère de la baser sur des éléments de sa création: Conséquemment,

1o S'il considère comme Constitution en vigueur dans les isles, les pouvoirs militaires Britanniques qui s'y étaient établis durant la guerre;

2o Il procède de fait à la dissolution du Sénat Ionien, composé des représentans des Sept Isles et déclare, par une proclamation solennelle, comme ineptes et corrompus ceux des Sénateurs qui s' opposent à cette mesure illégale et arbitraire (Proclamation du général Maitland du 22 mai 1816 et les pièces y-jointes).

La proclamation du 29 mai de la même année annonce que Son Altesse Royale en conseil reconnaît comme constitution en vigueur les gouvernements qui existaient dans les isles, lors de la signature du traité; savoir les militaires Anglais que le général Campbell avait constitués, en temps de guerre, les arbitres des isles; mais nous avons vu que l'article 4 du traité porte que jusqu' à la sanction et à la mise en activité de la nouvelle Charte Constitutionnelle, les Constitutions actuelles resteront en vigueur.

Les délibérations du Conseil de Son Altesse Royale le prince Régent publiées dans les isles par la proclamation du 29 mai 1816, portent;

Que les Gouvernemens qui existaient dans les isles, lors de la signature du traité resteront en vigueur. Nous doutons qu' on puisse soutenir que Constitution actuelle veut dire Gouvernemens actuels; et d' ailleurs qui étaient-ils, ces gouvernemens actuels? Des militaires Anglais qui réunissaient dans leurs personnes tous les pouvoirs, y compris celui d' administrer la justice.

Mais admettons pour un moment cette manière de forcer le sens et la lettre du traité. Nous demanderons alors à quel titre et d' après quel principe on a pu reconnaître comme pouvoir constitutionnel ou comme constitution en vigueur ceux des membres de l' ancien Sénat qui ne se sont pas opposés au Lord Commissaire, si le Sénat Septinsulaire qui se trouvait en pleine activité, lors de l'

arrivée des troupes Britanniques à Corfou, était, selon l'opinion du Lord Commissaire, une institution abusive, comment conserver en activité quelques-uns des membres de ce corps, les gratifier du nom de Sénat de Corfou, institution qui n'a jamais existé, et se servir de ce nom pour donner une apparence de légalité à tous les actes dont on voulait étayer la sanction de la nouvelle Charte?

3o Ayant ainsi préparé les esprits, le commissaire britannique nomme et constitue, par sa proclamation du janvier 1817, un conseil primaire à l'effet de s'aider de ses lumières dans la confection d'un projet de Constitution.

C'est dans le discours adressé à ce Conseil que le Commissaire Britannique explique le sens du traité du 5 novembre et déclare en même temps à ses conseillers qu'il n'entend pas entrer en discussion avec ceux qui seraient d'un avis contraire au sien, sur la manière dont il faut envisager les stipulations de ce traité.

Sans répéter ici l'explication forcée qui fut donné un passage dans lequel on fait sentir que Sa Majesté Britannique a un pouvoir absolu dans les villes Ionniennes.

La teneur de ce discours annule donc toutes les clauses du traité qui sont à l'avantage des habitans des isles.

Mais le traité a-t-il besoin d'explication? Et dans ce cas, une seule des parties contractantes a-t-elle le droit de s'en charger à l'exception des autres?

4o Après avoir fixé dans la proclamation du 11 mai 1817 le nombre des représentants à 29 et déclaré par celle du 19 avril, que les membres du conseil primaire qui ont été de même nommés par le commissaire britannique faisaient partie des représentans et que le président et les secrétaires dudit conseil exerceraient les mêmes fonctions à l'Assemblée législative, le Lord Commissaire ordonne à son délégué M. Meyer, secrétaire du Gouvernement, de procéder à l'élection des représentans de l'isle de Corfou. Il joint à sa lettre une liste de candidats parmi lesquels seuls, et à l'exclusion de tout autre, les représentans peuvent être élus. La même opération a lieu dans les autres isles; et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que la plus grande partie des représentans choisis parmi les candidats proposés sont ceux qui n'ont réuni que la minorité des suffrages. Il sera très facile de vérifier ce fait en compulsant les registres des assemblées électtorales.

5o L'assemblée constituante ainsi composée signa la charte constitutionnelle qui lui fut présentée par le Lord haut Commissaire et par le Conseil nommé Suprême.

Cette charte est une nombreuse collection de sections, de chapitres et d'articles dont la substance peut se réduire aux termes suivans.

Le Lord Haut Commissaire gouverne les Etats Ionniens absolument et sans être responsable, ni à la puissance protectrice qu'il représente, ni au peuple

protégé du sort duquel il décide.

Son gouvernement est absolu, parce que nulle forme constitutionnelle hors de la dépendance du haut Lord Commissaire ne met de bornes à son autorité. Il n'est point responsable à la puissance protectrice, parce que tous les pouvoirs qu'il exerce lui sont déferés par la Charte Constitutionnelle. Il n'est pas non plus responsable au peuple protégé, parce que les fonctionnaires publics qui devaient être les dépositaires et les garans de ses intérêts et de ses droits sont des agens choisis, payés et révocables par le Lord haut Commissaire.

### OBSERVATIONS

Tout ce qui vient d'être exposé jusqu'ici démontre d'une manière aussi affligeante qu'incontestable que les clauses du traité du 5 novembre 1815 qui sont à l'avantage des isles ont été envisagées comme des inconvéniens à éviter et non comme des stipulations à être exécutées.

L'article 6 qui donne au gouvernement des isles le droit de convenir avec la Puissance protectrice de l'entretien des forteresses et du paiement des garnisons proportion gardée avec les finances du pays, a été ouvertement violé par la Charte Constitutionnelle qui lui fut présente par le Lord haut Commissaire et par le Conseil nommé Suprême. Nulle convention n'a été faite et les articles de la charte du chapitre 7, section 2, 3, accordent au Commandant en chef Britannique le droit d'augmenter le nombre des troupes et de régler les dépenses militaires extraordinaires.

Reste à savoir si la Puissance protectrice, en faisant administrer jusqu'ici sans contrôle et par ses agens, les finances du pays se croit payée pour les troupes qu'elle y tient. Reste à savoir si ces troupes sont en effet au nombre de 3000 hommes, si la rédaction équivoque de l'article 2 de la section 2 du chapitre 7 ne lui donne pas le droit de se faire payer le surplus de garnison qu'elle jugerait à propos d'y envoyer.

#### *4o Résultat du système établi dans les isles par la Charte, 2 mai 1817*

Les habitans des Sept Isles sont-ils contents de leur sort actuel? Pour en juger avec impartialité, qu'on se donne la peine de considérer le sort des Septinsulaires sous la République de Venise, celle qu'ils ont su obtenir au prix de longues négociations soutenues par leur propres ambassadeurs et ministres, lors du traité de Constantinople en 1800, et subséquemment à l'époque où la Russie déploya plus particulièrement sa protection sur les isles et celui auquel les condamnerait la Charte du 2 mai 1817, si la justice de la Puissance protectrice pouvait admettre cet acte comme légal et immuable.

Le mécontentement est général, et comment ne le serait-il pas?

Si l'on considère la classe des citoyens les plus aisés qui, de tous tems, ont géré les intérêts de leur pays respectifs, pourquoi se croiraient-ils déchus des droits dont ils ont joui et qu'un traité solennel leur assure, sous la garantie des premières Puissances de l' Europe? Et si c'est le peuple que l'on considère, comment peut-il être saitsfait d'une administration qui exige et perçoit de lui en contributions, au-delà du double de ce qu'il payait autrefois? Administration qui, au surplus, est confiée dans les plus hautes, comme dans les plus subalternes de ses branches à une bonne partie d' étrangers dont le poids est doublement senti, tant en raison des forts appointemens, que de leur inexpérience et dureté dans le maniement des affaires.

Nous nous bornerons maintenant à résumer les questions qui semblent mériter une prompte et sérieuse attention.

1o La Charte constitutionnelle du 2 mai 1817 étant une infraction complète du traité du 5 novembre 1815, les habitans des Sept-Isles ne seraient-ils pas autorisés à espérer que le gouvernement de Sa Majesté Britannique révoquera cette charte et la fera remplacer par une autre, confectionnée dans l' esprit et d' après la lettre dudit traité?

Dans le cas contraire, les Puissances signataires de cet acte, ne rentreraient-elles pas dans la plénitude de leurs droits et prétentions sur les isles; droits en prétentions auxquelles elles n'ont renoncé qu'en garantissant toutes les dispositions du traité du 5 novembre.

Or, garantir une disposition veut dire répondre qu'elle sera fidèlement exécutée.

2o La charte du 2 mai place les agens des pouvoirs créés par le gouvernement des isles, hors de toute responsabilité, en concertant tous les pouvoirs dans l' autorité du Lord haut Commissaire, autorité qui s'est constituée elle-même irresponsable et envers la Puissance protectrice et envers le Peuple protégé.

En portant cette charte à la connaissance du Parlement Britannique, en l' accompagnant des vœux et des plaintes respectueuses du peuple Ionien, ce peuple ne peut-il pas espérer d'y trouver un appui?

Pourquoi ne le ferait-il pas si le Ministère se refusait d'accueillir et de faire droit aux humbles instances qui lui sont adressées par la présente communication confidentielle?

3o Les Septinsulaires seraient portés à cette démarche par un sentiment dont tout peuple s'honore, le sentiment de sa propre existence.

Quelques conditionnelles que soient la liberté et l'indépendance que lui assure le traité du 5 novembre, elles lui promettent néanmoins la jouissance des droits civils et politiques qui sont inhérens à tout peuple qui n'a pas été conquis et qui jouissait d'un droit politique et civil national.

Les noms que lui laisse la charte du 2 mai ne répondent pas aux droits qui devraient lui appartenir et qui ne lui appartiennent plus, tant que la charte du 2

mai peut être considérée comme loi fondamentale de cet acte.

Si ces droits étaient annulés par le droit de conquête, les hommes vaincus trouveraient dans ce malheur tout leur justificatif. Mais ces droits étant confirmés par un traité solennel, et la puissance protectrice s'étant engagée à les respecter et à les faire respecter, comment les Ioniens verraient-ils avec indifférence et sans un profond ressentiment dans la charte du 2 mai, le tombeau de leur existence civile?

4o En disant existence civile, nous ne prétendons dire ni liberté, ni indépendance absolue, ni souveraineté. Le Peuple Ionien n'a jamais porté si haut ses vœux. Il a été protégé; et il a formé néanmoins un État libre et indépendant dans toutes ses relations intérieures (traité de 1800, constitution de 1803). Ce fait est incontestable, et ce n'est qu'en parlant de ce fait qu'on a pu conclure le traité du 5 novembre. Les clauses sont positives: elles ne laissent aucune question ouverte. Nous avons épuisé ce chapitre. Ajoutons seulement ici que l'article 3 dit: Sa Majesté Britannique fera une attention particulière à ce qui concerne la législation et l'administration des États Ioniens.

Or, faire attention ne veut pas dire disposer du plus précieux des droits du Peuple protégé, de celui de naturaliser des étrangers. Faire attention signifie moins encore nommer à tous les emplois, placer tous les pouvoirs en grande partie de sujets Britanniques, administrer les finances du pays sans contrôle, faire des innovations en matière judiciaire et de législation civile, sans avoir ni la connaissance locale des choses, ni celle des hommes, enlever enfin aux indigènes les emplois et les ressources les plus subalternes, pour les livrer au bénéfice d'étrangers qui trouvaient difficilement une existence dans leur pays natal. Peut-on croire qu'un pareil état de choses soit supportable et que ceux qui le supportent, le pourront longtemps encore?

5o Les îles payent en contributions ce qu'elles n'ont jamais payé, et leurs habitants ne jouissent des revenus, ni en proportion de leurs sacrifices, ni en raison des avantages que leur assure le traité du 5 novembre.

Les formes d'après lesquelles les finances des îles sont administrées, savoir le Trésorier britannique qui en est le dépositaire et l'administrateur général qui en est l'agent principal font croire de deux choses l'une; ou que la Puissance protectrice ne juge pas les magistrats Ioniens qu'elle choisit de fit dignes de sa confiance, ou bien qu'elle aime leur laisser ignorer la recette et la dépense de leur caisse publique.

Si on répondait à cette question, par la lettre du chapitre 6, section 3, article 1er jusqu'à 12 de la charte, nous observerions alors que les trésoriers locaux dépendent d'un trésorier général nommé par le Lord haut Commissaire et que le Sénat et le Parlement dépendent également du Lord haut Commissaire, nulle grantie n'est donnée au peuple de l'emploi légal de ses revenus. Il y a plus: l'administrateur Britannique des finances de Corfou, créé en dernier lieu, selon les

dispositions de l' article 9 de cette section et de ce chapitre, est une nouvelle preuve des abus auxquels donne lieu inmanquablement un ordre de choses aussi étrange.

Si la grande majorité des habitants des sept isles juge ainsi de son sort actuel, pourquoi les personnes que le lord commissaire a choisies comme représentants et administrateurs des isles ont-elles signé la charte du 2 mai? Pourquoi ont-elles sollicité sa ratification? Pourquoi se laissent-elles employer? Pourquoi enfin, indépendamment de ces Magistrats, nulle corporation, nul citoyen n'a adressé aucune réclamation à ce sujet? La charte ne leur en donne aucun droit. Les faits et les nombreuses adresses pleines de soumission et de dévouement que les représentants et administrateurs des isles envoient à chaque occasion au Haut Commissaire ne sont-ils pas des témoignages qui s' opposent aux griefs consignés dans le présent.

Dès lors, ces griefs n'exprimeraient-ils pas les vœux d'une poignée de citoyens ambitieux, inquiets et remuans, tandis que les hommes en place, composant à leur tout un parti plus calme et plus modéré, représentent la masse du peuple et sont forts de son suffrage.

Nous avons remontré que le peuple est opprimé. Les preuves que nous avons données sont sans réplique. Celles que le temps ajoutera, si de prompts remèdes ne sont pas adoptés, frapperont de cette pénible conviction les agens de la Puissance protectrice et ceux parmi les Septinsulaires dont elle se sert.

En partant de là et en admettant pour un moment que les Septinsulaires employés forment un parti et que ceux qui sont prêts à s' élever contre, en forment un autre, nous demanderons lequel des deux représente le plus légitimement le pays. Aussi les citoyens qui ont été éloignés, ceux qui se tiennent à l' écart des affaires publiques, jouissent d'une grande considération et les employés n'osent plus se montrer.

Mais ces derniers peuvent-ils être de quelque utilité à la Puissance protectrice, du moment qu'ils ont perdu toute leur popularité? Et comment peuvent-ils la conserver, si après avoir souscrit à toutes les volontés du Lord Haut Commissaire, ils se laissent payer par lui, aux dépens de leurs compatriotes, et dans des proportions très démesurées? Et si, par là, ils se placent dans l' impossibilité la plus absolue d'avoir une opinion libre et indépendante et de l' articuler. Nous nous dispensons de détailler ici les circonstances qui ont amené l' adhésion des personnes que le Lord Haut Commissaire a choisies pour faire signer la charte du 2 mai et pour la faire porter aux pieds du trône... Mais cette adhésion est-elle valable? Elle ne l'est point par une double raison. Elle est illégale par ses formes. Elle est nulle par le fait, parce qu'elle porte atteinte aux clauses du traité. Les citoyens qui ont signé la charte furent proposés par le Commissaire de la Puissance protectrice aux assemblées électorales comme les



représentans des pays respectifs, au lieu que ce sont les assemblées qui auraient dû élire librement leurs représentans, d'après la loi et constitution en vigueur.

Les représentans choisis par le Lord Haut Commissaire ont donc émis, au nom de leurs pays respectifs, un vote, qui est nul, attendu qu'ils ne pouvaient point exercer un pouvoir dont ils n'étaient pas chargés. Mais s'ils étaient même revêtus de ce pouvoir, pouvaient-ils l'exercer en contravention au traité du 5 novembre. Comment donc pouvaient-ils signer la réponse faite au discours du Lord Haut Commissaire et conséquemment la charte du 2 mai? S'ils pouvaient porter atteinte à une partie du traité, pourquoi n'auraient-ils pas eu le droit d'annuler complètement et formellement cette transaction, en signant un acte qui plaça les isles sous la pleine et entière souveraineté de la Puissance protectrice?

Mais un pareil acte serait-il accepté par elle, sans l'adhésion des Puissances qui ont signé le traité du 5 novembre si cette adhésion est nécessaire pour l'annulation entière et formelle du traité, pourquoi ne le serait-elle pas pour l'inexécution avouée de plusieurs de ces clauses? Nous disons avouée, parce que le discours du Lord Haut Commissaire du 3 février 1817 est une communication publique et officielle.

### MOYENS DE RAMENER LES CHOSES AUX TERMES DU TRAITÉ DU 5 NOVEMBRE 1815

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés qui s'opposent à ce que l'on déclare comme non avenu tout ce qui s'est passé dans les isles, depuis 1816, jusqu'à ce jour. Nous ne le demanderons pas non plus; mais si l'on reconnaît les faits qui sont énoncés dans cet écrit et dans les pièces qui l'accompagnent; si on est pénétré de la justice de la cause que nous plaçons, si enfin on aime à rendre justice à cette cause, par un mouvement spontané et sans attendre que la force des choses en impose la nécessité, il sera dès lors très aisé:

1o De soulager promptement les Septinsulaires de la majeure partie des maux qui les accablent.

2o Et d'ouvrir en même temps les voies par lesquelles on pourra mettre dans un accord parfait la situation intérieure de ce petit État avec les dispositions du traité du 5 novembre.

Ad primum.

Ce qui pèse le plus, c'est l'abus du pouvoir concentré tout entier et pour toutes les branches de l'administration dans la personne seule du Haut Lord Commissaire.

Ce pouvoir se concentre de même dans la personne de chaque fonctionnaire qui émane de lui, c'est-à-dire, de tous les employés publics à commencer du président du Sénat, jusqu'au dernier des huissiers des tribunaux de police correctionnelle.



Les Septinsulaires ne sont donc pas seulement sous la domination absolue d'un seul maître, mais elles gémissent sous celle de tous les employés qui commandent sous ses auspices. Supposer que ces agens du pouvoir ne sont que les organes fidèles des intentions du Lord Commissaire, c'est supposer l'impossibilité. Nul homme en effet ne saurait vaquer à la fois à tant d'affaires aussi compliquées que celle d'un petit Etat; mais encore le Lord Haut Commissaire actuel peut-il vouer son attention à tous les détails dont se compose la législation, l'administration et la justice des Sept Isles, étant chargé en même temps du commandement militaire, du gouvernement de Malte et de toutes les relations Britanniques dans la Méditerranée.

La mesure qui pourrait donc être la plus promptement salutaire, consisterait à dispenser le général Maitland des fonctions de Haut Commissaire dans les Isles et de les conférer à un personnage appartenant à la classe du Ministère ou de la diplomatie. C'est ce nouveau Commissaire qui pourrait faire jouir immédiatement ces pays d'une administration légale et régulière. La puissance exorbitante de sa place, telle qu'elle est définie par la charte du 2 mai 1817, lui en offre les moyens. En se dépouillant spontanément des attributions que le traité du 5 novembre n'autorise point, en déférant ces attributions aux corps constitués de l'Etat Septinsulaire, et en se réservant le droit de surveiller, de l'éminence de son poste, la marche, tant du Parlement que du Sénat; ce commissaire ferait disparaître de fait tous les griefs dont se plaignent les habitants des Sept Isles.

Ad secundum.

Mais pour les faire cesser sans retour, sous le rapport du droit, il ne s'agirait plus que de consulter légalement le vœu de la nation, sur les amendements à apporter à la charte du 2 mai 1817.

La Charte elle-même (article 5 de la section 7, chapitre 7) semble, en quelque sorte, donner lieu à cette réforme; mais elle ne saurait être légale, que de l'assentiment formel des Représentants de la nation librement élus par les assemblées électtorales revêtues par elles de ce pouvoir.

Rien n'est aussi facile que d'amener un résultat si désirable, sans revenir sur le passé avec éclat, sans compromettre aucun égard, et en le conciliant avec la pleine et entière exécution des clauses du traité du 5 novembre 1815.

Nous nous permettons d'en indiquer les moyens. Le nouveau commissaire de la Puissance protectrice adresserait aux régens des isles un message, par lequel il les inviterait à convoquer les assemblées électtorales.

Ces assemblées seraient appelées à élire dans des proportions données, les citoyens qu'elles jugeraient mériter la confiance de la Puissance protectrice et celle de leur pays.

Leur mandat porterait l'autorisation de statuer en leur qualité de représentants extraordinaires de l'isle de... relativement aux améliorations des institutions constitutionnelles.

En supposant que l'on jugeât convenable de restreindre le nombre de ces représentants extraordinaires à 7, ces proportions pourraient être les suivantes:

2 pour Corfou; 2 pour Céphalonie; 2 pour Zante; 1 pour Sainte-Maure.

Les assemblées électorales des isles de Cérigo, Ithaque et Paxo choisiraient respectivement parmi les sept représentants des isles majeures déjà élus, celui que chacune d'elles préférerait de constituer son mandataire et le munirait de ses commissions.

Les magistrats travailleraient sous les yeux du Lord Haut Commissaire aux amendemens de la loi ainsi réformée; elle serait portée alors à la ratification de la Puissance protectrice par ces mêmes représentants, ou par celui ou ceux d'entr'eux qu'ils auraient élus et chargés de cette honorable mission. Dans l'hypothèse que la Puissance protectrice jugera utile et convenable de prendre part aux choix de ces représentants extraordinaires, nous oserions observer qu'au lieu de nommer directement ou de proposer des listes aux assemblées électorales, comme on a procédé jusqu'à présent, il serait plus équitable de se réserver la latitude de choisir parmi les candidats qui auraient réuni en leur faveur la majorité des suffrages. En sorte que, comme nous venons de l'indiquer, chaque ile sera représentée, dans cette circonstance, par deux magistrats. L'Assemblée Electorale pourrait élire librement 4 ou 5 citoyens parmi lesquels le haut commissaire choisirait les 2 que ce choix constituait définitivement les représentants extraordinaires du pays.

Nous le répétons; cette restriction nous paraît pour le moins inutile, étant parfaitement convaincus que les assemblées électorales laissées à elles-mêmes justifieraient pleinement, par leur choix, l'attente de la Puissance protectrice.

Nous nous arrêtons ici, en espérant d'avoir répondu par la simplicité et la facilité des moyens que nous venons d'indiquer, à tout ce qu'on pourrait opposer, à l'effet de laisser subsister plus longtemps le système qui pèse énormément sur les Isles Ionniennes; nous nous flattons aussi d'avoir donné une nouvelle preuve des vœux sincères que nous formons, afin que l'existence civile, le bonheur et la prospérité de notre pays natal soit exclusivement abandonné à la haute sagesse et à la justice du ministère Britannique.

---

"Όπως είναι γνωστό, ό Καποδίστριας κατά τήν παραμονή του στό Λονδίνο, τόν Αύγουστο τοῦ 1819, συναντήθηκε μέ τόν Βρετανό ὑπουργό τῶν Ἀποικιῶν λόρδο Μπάθουρστ στόν ὁποῖο παραπονέθηκε γιά τόν τρόπο μεταχείρισης τῶν συμπατριωτῶν του: « Ἐπιθυμεῖτε... νά κάμετε τούς Ἕλληνας νά λησμονήσουν καί αὐτό τό ὄνομα τοῦ ἔθνους καί τῆς πατρίδος, καί τό σύστημα σας τούς ὀδηγεῖ εἰς ὄλως ἀντίθετον ἀποτέλεσμα... Ὁ στρατηγός Μαίτλανδ μεταχειρί-

ζεται τούς συμπατριώτας μου ως 'Ινδούς. 'Αλλ' οὔτοι θά ἀντιδράσουν καί θά ἔχετε λίαν σοβαράς δυσχερείας εἰς τήν στιγμήν δέν θά τό περιμένετε... Τό ἰδικόν σας σύστημα κυβερνήσεως θέτει τούς γειτονεύοντας 'Ελλήνας εἰς τό δίλημμα ἤ νά καταστραφῶν ἤ νά λάβουν τα ὅπλα...»<sup>2</sup>.

Μετά τίς προειδοποιήσεις αὐτές, ὁ Καποδίστριας, μέ μακροσκελέσταστο ὑπόμνημα του, ὑπέβαλε καί γραπτά πρὸς τόν Μπάθουρστ τίς παρατηρήσεις του πάνω στήν «κατάσταση τῶν 'Ιονίων Νήσων». 'Αφού μνημόνευε τά βασικά ἄρθρα τῆς συνθήκης τῶν Παρισίων, προέβαινε στίς ἀκόλουθες παρατηρήσεις: 1) ὅτι ἡ ἀνεξαρτησία τῆς 'Επτανήσου τελοῦσε ὑπό ὅρους καί 2) ὅτι ἡ πολιτική διακυβέρνηση ὀφείλε νά παραμείνει «ὡς εἶναι» μέχρι τήν ἐκδοσὴ τοῦ νέου συνταγματικοῦ χάρτη καί ὅτι τά «ἐν ἰσχύϊ» συντάγματα διατηροῦσαν αὐτονόμητα ὅλη τήν ἰσχύ καί δύναμη τους. Καί τά συντάγματα αὐτά δέν ἦταν ἄλλα ἀπὸ ἐκεῖνα πού εἶχαν θεσπιστεῖ τό 1803.

'Αναφερόμενος στό συνταγματικό χάρτη τῆς 2ας Μαΐου 1817, σημείωνε τά ἀκόλουθα: «'Αντί νά στηρίξη τόν ἐν λόγω χάρτη πάνω στοὺς νόμους, πού συνιστοῦσαν προηγούμενα τίς πολιτικές καί διοικητικές ἀρχές τῶν Νησιῶν, ὁ ἀρμοστής τῆς προστατίδας Δύναμης προτίμησε «νά τόν βιάσῃ ἐπὶ στοιχείων παρ' αὐτοῦ δημιουργηθέντων. 'Επομένως 1ον θεωρεῖ ὡς ἰσχύον Σύνταγμα εἰς τὰς νήσους τὰς βρετανικὰς στρατιωτικὰς ἀρχάς, αἵτινες κατὰ τήν διάρκειαν τοῦ πολέμου εἶχον συστηθῇ. 2ον 'Επιχειρεῖ πραγματικῶς τήν διάλυσιν τῆς 'Ιονικῆς Γερουσίας, συνισταμένης ἐκ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς 'Επτανήσου, καί διακηρύσσει δι' ἐπισήμου προκηρύξεως ὡς ἀνικάνους καί διεφθαρμένους ἐκείνους ἐκ τῶν Γερουσιαστῶν, οἵτινες ἀνθίσταντο εἰς τό ἄνομον καί αὐθαίρετον τοῦτο μέτρον... Οὕτω προπαρασκευάσας τὰ πνεύματα, ὁ Βρετανός 'Αρμοστής, διορίζει καί συνιστᾷ διὰ τῆς προκηρύξεως τῆς 7 'Ιανουαρίου 1817 προκαταρκτικόν συμβούλιον ἐπὶ σκοπῷ νά βοηθήσῃ αὐτόν μέ τά φῶτα του εἰς τήν σύνθεσιν σχεδίου Συντάγματος....

«4ον, Διορίσας ὁ ἀρμοστής... τόν ἀριθμόν τῶν ἀντιπροσώπων εἰς 29.. διακηρύξας ὅτι τά μέλη τοῦ προκαταρκτικοῦ συμβουλίου (ἅτινα ὡσαύτως διωρίσθησαν ὑπὸ τοῦ Βρετανοῦ ἀρμοστοῦ) ἀπετέλουν μέρος τῶν ἀντιπροσώπων καί ὅτι ὁ πρόεδρος καί οἱ γραμματεῖς τοῦ ρηθέντος συμβουλίου ᾗθελον ἐξασκεῖ τά αὐτά καθήκοντα εἰς τήν νομοθετικὴν Συνέλευσιν, διατάσσει εἰς τόν ἐπιτετραμμένον του κ. Μέϋερν, γραμματέα τῆς κυβερνήσεως, νά ἐνεργήσῃ τήν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς νήσου Κερκύρας καί ἐπισυνάπτει εἰς τήν ἐπιστολήν ταύτην ἑλεγχον ὑποψηφίων ἐκ τῶν ὁποίων καί μόνων, ἐξαιρουμένου παντός ἄλλου, ἡδύναντο νά ἐκλεχθῶσιν οἱ ἀντιπρόσωποι. 'Η αὐτὴ ἐργασία εἶχε χώραν καί εἰς τὰς ἄλλας νήσους, καί τό μάλιστα ἀξιοσημείωτον εἶναι, ὅτι τό πλεῖστον μέρος τῶν ἐκλεχθέντων ἀντιπροσώπων μεταξύ τῶν προβληθέντων ὑποψηφίων, εἶναι οἱ λαβόντες τήν μειοψηφίαν...

«5ον, 'Η οὕτω συγκροτηθεῖσα συντακτικὴ συνέλευσις ὑπέγραψε τόν

συνταγματικόν χάρτην, τόν ὅποιον παρουσίασεν εἰς αὐτήν ὁ ἀρμοστής καί τό λεγόμενον προκαταρκτικόν συμβούλιον. Ὁ χάρτης οὗτος εἶναι πολυάριθμος συλλογή τμημάτων, κεφαλαίων καί ἀρθρων, ὧν ἡ οὐσία δυνατόν ν' ἀναχθῇ εἰς τούς ἐφεξῆς ὅρους: Ὁ μέγας ἀρμοστής κυβερνᾷ τά ἡνωμένα κράτη τῶν Ἰονίων νήσων ἀπολύτως καί χωρίς εὐθύνας οὔτε πρός τήν παρ' αὐτοῦ ἀντιπροσωπευομένην προστάτιδα Δύναμιν, οὔτε πρός τόν προστατευόμενον λαόν, τοῦ ὁποίου ἀποφασίζει τήν τύχην. Ἡ κυβέρνησις αὐτοῦ εἶναι ἀπόλυτος, διότι οὐδεὶς συνταγματικός τύπος ἀνεξάρτητος τοῦ ἀρμοστοῦ περιορίζει τήν ἐξουσίαν του...».

Ἐξακολουθώντας τή βαθυστόχαστη ἀνάλυσιν του, ὁ Καποδίστριας προέβαινε στή συνέχεια στήν ἀπαρίθμηση τῶν μέσων γιά τήν «ἐπαναφορά τῶν πραγμάτων εἰς τούς ὅρους τῆς συνθήκης τῆς 5ης Νοεμβρίου 1815». Ἡ ἀγγλική κυβέρνηση ὀφείλει ἐπομένως: «1ον, Νά ἀνακουφίσῃ ὅσον τάχιον τούς Ἑπτανησίους ἐκ τῶν περισσοτέρων αὐτῶν δεινῶν τά ὅποια τούς καταθλίβουσι. 2ον, Καί νά ἀνοίξῃ ταῦτοχρόνως τās ὁδοὺς, δι' ὧν δύναται νά τεθῇ ἡ ἐσωτερική τοῦ κράτους τούτου κατάστασις εἰς πλήρη συμφωνίαν μέ τās διατάξεις τῆς συνθήκης τῆς 5 Νοεμβρίου».

Τό μόνο «σωτήριον μέτρο» πού ἀπέμενε, ἦταν ἡ ταχύτερη ἀπαλλαγὴ τοῦ Μαίτλανδ ἀπό τά καθήκοντα τοῦ ὑπατοῦ ἀρμοστή καί ἡ ἀνάθεση τους σέ μιᾷ ἄλλῃ προσωπικότητά, ἡ ὁποία θά ἐπαγρυπνοῦσε ἀπλά γιά τήν πορεία «τόσον τῆς Βουλῆς ὅσω καί τῆς Γερουσίας». Ὁ συνταγματικός χάρτης τῆς 2ας Μαΐου ἔπρεπε νά μεταρρυθμιστεῖ καί παράλληλα οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ ἔθνους νά ἐκλεγοῦν «ἐλευθέρως ὑπό τῶν ἐκλογικῶν Συνελεύσεων». Ἄν οἱ προτάσεις αὐτές ὑλοποιοῦνταν, τότε μόνο θά ἐξασφαλιζόταν ἡ πολιτική ὑπαρξή, ἡ εὐτυχία καί ἡ εὐημερία τῆς «γενέτειρας χώρας»<sup>3</sup>.

1. *E. Rodocanachi*, Bonaparte et les Iles Ioniennes (1899) σ. 279-292.

2. Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 57.

3. Προτιμήθηκε ἡ μετάφρασις τοῦ Π. Χιώτη, Ἱστορία τοῦ Ἰονίου Κράτους ἀπό συστάσεως αὐτοῦ μέχρις ἐνώσεως, τομ. Α' σ. 244 κ.ε.

## 113

Ἐμπιστευτικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τόν λόρδο Μπάθουρστ  
(Βαρσοβία 1/13 Ὀκτωβρίου 1819)<sup>1</sup>

En transmettant confidentiellement à V. E. les notes qu'elle a bien voulu me

demander sur la situation actuelle des Isles Ionniennes, je commencerai par lui adresser mes excuses du retard que j'ai mis à m'acquitter de cette dette.

Après avoir recueilli les explications qu'il vous a plu de me donner à ce sujet avec la noble franchise qui vous caractérise, il me tenait à coeur de répondre à la confiance dont vous m'avez honoré et de remplir en même temps les devoirs qui m'ont porté à plaider devant vous la cause de mon pays natal.

Le travail que j'ai entrepris dans l'espoir d'atteindre ce double but a exigé du temps. Achevé à peine, ce travail vient vous demander un accueil bienveillant. Vous y trouverez la vérité sans aucun déguisement; je vous rends compte des choses et fais abstraction des personnes. Les faits que je passe en revue sont attestés par des actes publics. Sans ce témoignage irrécusable, j'aurais offert ma propre responsabilité. Aussi, je n'ai rien avancé dont je ne m'engage à répondre par des documens authentiques.

Daignez accorder, Monsieur le Comte, une attention sérieuse aux intérêts des isles. Quelque secondaires qu'ils semblent, ils méritent, croyez-le, la protection éclairée de votre gouvernement.

Du moment que V.E. aura pris connaissance de l'état véritable des choses, elle y apportera un prompt remède. Je dis prompt, parce que tout remède tardif n'en sera plus un. Les mesures que je prends la liberté d'indiquer à cet effet, me semblent simples et faciles et j'ose même croire salutaires.

Tout pénible qu'il m'est d'importuner encore V.E. et ses collègues de cette affaire, je me félicite néanmoins des relations amicales et confidentielles qu'elle m'a procurées et que je serai très heureux de cultiver, surtout avec vous, Monsieur le Comte, à qui ma patrie devra, je l'espère, son retour à une heureuse et honorable existence.

Agréez, etc.

---

Είναι ἡ συνοδευτικὴ τοῦ ὑπομνήματος<sup>2</sup> πρὸς τὸν Μπάθουρστ ἐπιστολὴ μέντοι ἀντικείμενο τὴν κατάστασι στὰ Ἑπτάνησα. Ὅπως ἔγραφε χαρακτηριστικὰ ὁ Καποδίστριας, «Ἀπὸ τῆ στιγμῆ πού ἡ ὑμέτερη ἐξοχότητα θά ἔχει λάβει γνῶσι τῆς πραγματικῆς καταστάσεως τῶν πραγμάτων, θά ἐπιφέρει (ἐλπίζω) σ' αὐτά γρήγορη θεραπεία. Λέγω γρήγορη, ἐφόσον κάθε καθυστερημένη θεραπεία, θά ἔπαυε νά εἶναι τέτοια. Τά μέτρα, πού παίρνω τό θάρρος νά ὑποδείξω γι' αὐτό, μοῦ φαίνονται ἀπλά καί εὐκολα καί τολμῶ ἀκόμη νά πῶ σωτήρια».

---

1. E. Rodocanachi, Bonaparte et les Iles Ioniennes, δ.π., σ. 292-293.

2. Πρβλ. E. Rodocanachi, δ.π., σ. 279-292.

## 114

Ἐπιστολή πρὸς τὸν δούκα τοῦ Οὐέλλιγκτων  
(Βαρσοβία 13 Ὀκτωβρίου 1819)<sup>1</sup>

En profitant de la permission que V.E. a bien voulu me donner, je vais lui rendre compte sommairement de mes entretiens avec Lord Bathurst sur la malheureuse affaire de mon pays natal.

Dans notre première conversation, j'ai eu lieu de me convaincre qu'il en ignorait, pour le moins, les détails desquels cependant toute affaire se compose essentiellement. Après avoir parcouru les papiers que vous avez honorés de votre attention, le comte Bathurst n'a pu disconvenir que des abus s'étaient glissés; mais selon l'opinion franche et sincère de ce ministre, de grands obstacles s'opposent à un meilleur ordre de choses. Le premier est la transaction du 5 novembre, le deuxième, les mesures déjà arrêtées et exécutées dans les isles, depuis trois ans.

Quant à la transaction, le comte Bathurst la juge inexécutable. S.E. ne saurait concevoir ce que c'est que l'indépendance et la liberté d'un pays dont les forteresses sont occupées par une garnison étrangère et dont la constitution doit être approuvée par la Puissance protectrice, seul Etat avec lequel il est permis au peuple protégé d'avoir des relations politiques.

Il ne m'appartenait pas de combattre cette opinion, car en l'admettant comme thèse, je n'avais plus rien à dire, elle décidait la question selon les vœux des isles, en légitimant tous les griefs qu'elles articulent par mon organe.

Je me suis donc borné à discuter l'affaire, en partant du principe contraire; savoir la stricte exécution du traité. Désirant le bien pratique et non la théorie abstraite du bien, je me suis attaché à relever les fâcheuses conséquences du système actuel.

J'ai considéré ce système dans ses principes et il m'a été facile de signaler les violations qu'il apportait aux clauses du traité du 5 novembre.

J'ai examiné dans son application et j'ai démontré avec autant de peine que d'évidence combien ma patrie souffrait de l'administration qu'il établissait.

M. le Comte de Bathurst a écouté avec infiniment d'indulgence mes longues déductions et m'a promis de s'en occuper. Il témoigna aussi le désir de faire tirer copie ou des notes de papiers que j'eus l'honneur de lui présenter. Je me suis offert de me charger moi-même de ce travail. J'ai tardé à l'achever, et vous en verrez, monsieur le Duc, les motifs, dans la lettre que j'adreses à votre collègue, comme dans la volumineuse expédition dont je prends la liberté de vous adresser une copie.

Daignez parcourir encore une fois ce travail d'un bout à l'autre et considérer

les questions qui y sont discutées. Jugez-en vous-même avec la justice et la droiture qui vous caractérisent et prononcez en arbitre. J'y souscris d'avance, au nom de mes concitoyens, parce qu'ils placent toute leur confiance en moi. Je place aussi en vous toute la mienne. En disant que mes concitoyens m'honorent de leur confiance, je ne prétends pas la justifier, en me dépouillant de ma qualité d'Ionien, ou en confondant ce titre avec ceux que me procure le bonheur d'approcher l'Empereur de Russie.

Je plaide la cause de mon payus natal, comme citoyen de mon pays; et si l'Empereur Alexandre en a connaissance et s'il m'aide de sa bienveillante coopération, c'est que l'Empereur, avant tout, est homme, c'est qu'il est chrétien, et qu'en professant du fond de son cœur les préceptes de notre sainte religion, dans toute rencontre et dans toute affaire quelconque, S.M.I. ne dédaigne pas de protéger celle qui s'identifie au plus cher, comme au plus sacré de mes devoirs. Aussi je lui ai rendu compte très fidèlement de mes entretiens avec V.E. et avec ses collègues; et en lui présentant votre lettre, comme celle de Lord Castlereagh, je n'ai pas manqué de mettre sous ses yeux l'expédition du jour et les lettres qui l'accompagnent.

L'Empereur en approuvant pleinement la distinction que je viens de marquer ici et ne se considérant nullement comme Puissance contractante dans le traité du 5 novembre, vous fait néanmoins témoigner toute sa reconnaissance pour la part que vous prenez à cette négociation confidentielle.

S.M.I. éprouvera de même une véritable satisfaction, en apprenant, par votre entremise, l'heureuse issue qu'elle promet. Il s'agit de soulager promptement les habitants des Sept Isles d'une administration oppressive, arbitraire par le fait et vicieuse en principe; j'ose indiquer quelques moyens. Je les abandonne à votre équité; n'importe le mode; mais faites en sorte que les Septinsulaires bénissent enfin le nom de leurs protecteurs. Ils attendent ce bienfait avec impatience; mais ils l'attendent de la justice spontanée, seule et exclusive de votre Gouvernement. J'ai été sur les lieux et je connais mon pays; c'est à ce double titre que je vous supplie de ne pas permettre qu'on expose une population vive et sensible à une plus longue épreuve. Tout a ses bornes; le peu de crédit que mes anciens services me procurent auprès de mes concitoyens ne peut valoir que pour les faire attendre avec calme et résignation les résultats de mes démarches actuelles auprès du ministère. Britannique. Ils m'ont écouté depuis 1816; j'espère qu'il m'écouteront encore. Veuillez, Mylord, que ce ne soit pas en vain, je vous en conjure.

Pardon de cette longue lettre. Agréez, etc.



Ὁ Καποδίστριας ἔκρινε σκόπιμο νά ἐνημερώσει καί τόν Οὐέλλιγκτων σχετικά μέ τά πρὸς τόν Μπάθουρστ διαβήματα του γιά τό Ἑπτανησιακό Ζήτημα. Ἀναφερόταν καί πάλι στό συνταγματικό χάρτη τοῦ 1817 καί στά μέτρα πού εἶχαν ἀποφασιστεῖ καί ἐφαρμοστεῖ στά Νησιά τήν τελευταία τριετία. Τά διαβήματα του αὐτά ἀποσκοποῦσαν «στήν ταχεία ἀνακούφιση τῶν κατοίκων τῆς Ἑπτανήσου ἀπό μιᾶ διοίκηση καταπιεστική, αὐθαίρετη καί ἐμπαθή».

---

1. E. Rodocanachi: Bonaparte et les Iles Ioniennes, ὁ.π., σ. 293-294.

---

## 115

Ὁδηγίες πρὸς τόν ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στό Βερολίνο Ἀλόπεους  
(Βαρσοβία 6/18 Ὀκτωβρίου 1819)<sup>1</sup>

Monsieur. Les dépêches que v.ex. a expédiées de Dresde et en tout dernier lieu de Berlin, ont mérité le plein suffrage de l' empereur.

Celles dont le ministère autrichien vient de charger M. le baron de Lebzeltern, accompagnées d'une lettre de cabinet, n'ont rien ajouté à tout ce que vos rapports avaient déjà fait connaître à s.m.i. tant sur les conférences de Carlsbad que sur les délibérations subséquentes de la diète de Francfort.

L' empereur a examiné ces communications avec toute la maturité qu'exigent la nature et l' étendue des grands intérêts, qu'elles embrassent.

En se réservant de donner à ses ministres en Allemagne les directions qu'ils devront suivre dans les circonstances critiques et difficiles où ce pays va se trouver, s.m.i. désire leur faire connaître en attendant, pour leur information seule, la réponse qu'elle vient de faire à la lettre de son auguste allié.

Vous la trouverez ci-jointe en copie.

Pour le moment nous nous bornerons aux errements suivants:

1. S'abstenir de toute participation quelconque aux affaires intérieures de l' Allemagne.

2. Juger de celles qu'on espère régler par des mesures extraordinaires avec la bienveillance la plus sincère et la plus loyale, mais sans embrasser aucun système à moins qu'un ordre exprès de s.m.i. n'y autorise ses ministres.

3. Et quant à ces mesures extraordinaires elles-mêmes et aux questions qui en dépendent, ne donner aucune opinion que lorsqu'on y est requis, et dans ce cas donner invariablement l' opinion qui est la plus conforme aux principes de

droit, à la dignité des couronnes et au bien-être réel des peuples.

Nous n'admettons pas que ce bien-être puisse être réel qu'autant qu'il résulte exclusivement de la force morale des gouvernements respectifs.

Tout autre moyen semble d'une application difficile et dangereuse; il peut augmenter le mal et tarir la source des bons remèdes.

Au reste, et nous le répétons, il n'appartient aux ministres de l'empereur de professer cette doctrine que lorsque les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, ou que les personnes qui les honorent de leur confiance, voudront connaître le point de vue sous lequel le cabinet de Russie envisage les délibérations de la diète germanique.

La dépêche ci-jointe en copie que le ministère adresse aujourd'hui à M. le conseiller privé actuel comte de Golowkin, porte des indications que v.ex. pourra utiliser dans la sphère, de ses attributions.

Agrérez....

---

Τό καλοκαίρι τοῦ 1819, οἱ διασυμμαχικές συζητήσεις ἀνάμεσα στήν Αὐστρία, τήν Πρωσία καί τά γερμανικά κράτη, εἶχαν μεταφερθεῖ στό Κάρλσμπαντ<sup>2</sup>. Στό συνέδριο αὐτό ἐπρόκειτο νά συζητηθοῦν κυρίως θέματα πού ἀφοροῦσαν στίς γερμανοαυστριακές σχέσεις καθώς καί τά προβλήματα πού εἶχαν προκύψει ἀπό τήν ἀναπτυχθεῖσα στή Γερμανία φιλελεύθερη κίνηση<sup>3</sup>. Ὁ Καποδίστριας ἐπέστησε τότε τήν προσοχή τοῦ τσάρου ὡς πρὸς τόν ἐνδεχόμενο κίνδυνο τῆς περαιτέρω ἐδραίωσης τῆς αὐστριακῆς ἡγεμονίας στή Γερμανία.

Μέ διακοίνωση του τό ρωσικό ὑπουργεῖο καθιστοῦσε γνωστό ὅτι ἂν συζητοῦνταν στό Κάρλσμπαντ οἱ γερμανικές ὑποθέσεις ἀποκλειστικά, ἡ Ρωσία δέν θά συμμετεῖχε γιατί, ἐπεμβαίνοντας στά ἐσωτερικά τῆς Γερμανίας «θά ἐξέκλινε τῆς χαραχθείσης πορείας, θά ἠνάγκαζε τήν Ἀγγλίαν νά ἀπομονωθῇ καί θά ἔθετε ἐαυτήν εἰς ἀδυναμίαν νά φανῇ χρήσιμος εἰς τὴν περίπτωσιν τὰ ληφθέντα μέτρα ἀπεδεικνύοντο ἀνεπαρκῆ ἢ ἄστοχα»<sup>4</sup>. Μέ τίς παραπάνω ὁδηγίες του ὁ Καποδίστριας ὑποδείκνυε στὸν Ἀλόπεους τήν ἀποχή ἀπὸ ὁποιοαδήποτε ἀνάμιξη στίς γερμανικές ὑποθέσεις.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 136-137.

2. Βλ. ἐκτενέστερα, K. Glossy, Politik in Karlsbad (Österreichische Rundschau)-τομ. LX (1919), Pradt, Congrès de Karlsbad, τομ. Α' (1819) σ. 13 κ.έ., E. Eckardt, Friedrich von Gentz und die deutsche Freiheit (1921) σ. 49 κ.έ., F. Murhard, Nouveau Recueil général des traités, conventions et autres transactions remarquables (1846) τομ. Α' σ. 8-177, G. Pertz, Das Leben des

Ministers Freiherrn vom Stein, τομ. Ε' σ. 399 κ.ε.

3. Πρβλ. Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἰωάννου Καποδίστρια ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 99 ἐπ. Ἐπίσης γιὰ τὸ σημαντικὸ ὑπόμνημα τοῦ Στούρτζα "Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne", βλ. H. Kalckreuth, Allgemeine und vorläufige Widerlegung κλπ. (1819) passim.

4. Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 58.

## 116

**Ὁδηγίαι πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη βαρῶνο Στρώγγανωφ  
(2/14 Νοεμβρίου 1819)<sup>1</sup>**

Monsieur le baron. Je me félicite de renouer avec v.ex. mes relations accoutumées. Elles me présentent aujourd'hui l'occasion de vous entretenir d'affaires auxquelles j'attache un vif intérêt. C'est de mon pays natal que je vais vous parler dans cette lettre.

Ainsi que je l'avais annoncé à v.ex. sous la date du 11(23) avril dernier, je rendis compte à l'empereur de la situation des Iles des mon retour sur le continent.

S.m.i. voulut bien accueillir mes vœux avec bonté. Elle daigna appeler elle-même l'attention du gouvernement britannique sur les souffrances de ma patrie. Des lettres de cabinet qui recommandaient ses trop justes plaintes à la sollicitude du duc de Wellington et de lord Castlereagh, me furent expédiées à Londres et je trouvai sous ces auspices les moyens d'entamer des explications avec le ministère anglais.

C'est de Varsovie en dernier lieu que je lui ai adressé un mémoire confidentiel qui expose d'un côté les réclamations des Septinsulaires contre les nombreuses infractions faites au traité de Paris du 5 novembre 1815, et qui contient de l'autre l'indication de quelques remèdes dont la nature est révélée par la cause même du mal et l'urgence prouvée par l'effrayante rapidité de ses progrès.

Vous trouverez, M. le baron, une copie de ce mémoire dans la lettre cincluse à cachet volant que j'adresse à mes concitoyens. L'empereur m'autorise à leur écrire et s.m. vous recommande de leur faire parvenir cette expédition.

Mais plus il importe d'inspirer de la patience aux habitants des Iles et plus il est essentiel de le faire, sans allарmer les Anglais sur les relations directes que des Ioniens entretiendraient avec moi.

Pour atteindre ce double but, v.ex. voudra bien transmettre l'expédition dont il s'agit, au consul de Russie à Patras.

Il n'est pas nécessaire que cet agent prenne connaissance de ce qu'elle

renferme. Je vous prierais donc, M. le baron, de faire cacheter le paquet à l'adresse de MM. les comtes Sicuro et Flamburiari et de l'envoyer à M. Vlassopoulo qui recevrait l'ordre de le faire parvenir à Zante par une personne sûre. Celle-ci après avoir rempli les formalités de la quarantaine, le rementrerait en mains propres de l'un ou de l'autre des deux personnages auxquels il est destiné.

Cependant, pour que le consul Vlassopoulo ne se livre pas à de fausses conjectures et qu'il s'acquitte de cette commission avec exactitude, il conviendrait de lui indiquer en peu de mots l'objet de l'expédition qui lui sera confiée, mais sans entrer dans aucun détail.

V. ex. le préviendrait enfin que je désirerais vivement d'être informé par le même canal de la situation où se trouvent les Iles, après les explications que j'ai eues à Londres.

L'empereur me permet de suivre cette affaire avec persévérance et fermeté. Elle et du premier ordre pour moi. Mais abstraction faite de tout intérêt relatif, cette importance est intrinsèque et générale.

Une révolution dans Iles ne pourrait que réagir avec force sur le reste de la Grèce et par conséquent sur la Turquie européenne.

Or, cette révolution paraît immanquable, si un système, qui anéantit tous les droits, qui étouffe tout germe de prospérité, continue de peser sur les contrées déjà si malheureuses. A quelle extrémité leurs habitants ne seront-ils pas réduits, s'ils perdent jusqu'à l'espoir d'obtenir la puissante assistance à laquelle leur donnent tant de titres, et la justice de leur cause, et l'intérêt évident de la voir jugée dans des formes régulières et légales?

Ces considérations vous feront discerner sans peine, combien il importe que la correspondance dont je viens de vous entretenir, s'établisse avec promptitude et combien d'un autre côté le désir même du succès commande de précautions sous ce rapport.

En ce qui me concerne, je n'ai pas besoin, M. le baron, de vous assurer de ma gratitude. Je vous l'ai témoignée d'avance au commencement de cette lettre. Deux mots vous en présentent l'expression la plus sincère et la plus vive. Il s'agit du bonheur de ma patrie.

Recevez....

---

Μέ τό συγκλονιστικό αὐτό κείμενο ἐνημερωνόταν ὁ Στρόγγανωφ γιά τήν ὅλη πορεία τοῦ Ἑπτανησιακοῦ Ζητήματος. Ὁ Καποδίστριας, ζητώντας ἀνοιχτά τήν παρασκηνιακή συνδρομή του, τοῦ ἔγραφε, ἀνάμεσα σε ἄλλα, καί τά ἑξῆς: «Μιά ἐπανάσταση στά Νησιά δέν θά μπορούσε παρά νά ἐπιδράσει ἀποφασιστικά πάνω στήν ὑπόλοιπη Ἑλλάδα καί κατά συνέπεια πάνω στήν

ευρωπαϊκή Τουρκία. Καί ἡ ἐπανάσταση αὐτὴ φαίνεται ἀναπόφευκτη ἂν τὸ σύστημα ποῦ ἐξασθενίζει ὅλα τὰ δικαιώματα καί πνίγει κάθε σπέρμα εὐημερίας, ἐξακολουθήσει νὰ καταπιέζει τίς χῶρες ποῦ εἶναι ἤδη τόσο δυστυχισμένες».

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 143-144.

## 117

Ἑπόμνημα γιὰ τίς γερμανικές ὑποθέσεις

Ἁγία Πετρούπολη (21 Νοεμβρίου/3 Δεκεμβρίου 1819)<sup>1</sup>

Aperçu des idées de l' empereur sur les affaires de l' Allemagne

### § I. Décrets de Francfort du <sup>20</sup> septembre

L' aspect d'un danger, la crainte de l' anarchie, le souvenir de ses horreurs ont fait chercher aux Etats allemands le salut de la patrie commune dans la seule combinaison où il fut possible de le trouver - dans l'union la plus intime des gouvernements qui composent la Confédération germanique.

Cette intention si noble et si pure semble manquer son but. Il importe d'en approfondir les causes. C'est un devoir que l' amitié se plaît à remplir.

L'union de Carlsbad n'est plus seulement la pensée et le but des cabinets allemands; elle se présente aux regards impatients et attentifs du monde et apparaît sous des formes solennelles. Elle compose un système non achevé dans toutes ses parties, mais esquissé dans ses bases et dans ses contours.

La malveillance effrayée y découvre un nouveau système fédératif qu'on n'ose point produire tout entier, mais qu'on essaie d'introduire comme un système de mesures temporaires et transitoires.

Elle raisonne. Et ses raisonnements, quelque sinistres qu'en soient les motifs, fixent néanmoins l'attention de l' impartialité.

Elle observe que l' oeuvre de Carlsbad et les travaux de Vienne qui doivent la compléter, ne sont point et ne peuvent point être le développement du pacte, fédératif statué par le recès de l' année 1815. Deux systèmes contraires ne sauraient composer un tout, moins encore se développer l'un par l' autre.

Or, ces systèmes sont contraires, parce que celui qui aurait pour base les décrets de Francfort, se fonderait sur le principe de la souveraineté de la diète et

que le pacte fédératif déjà existant sous la sauvegarde de l' inviolabilité des traités se fonde sur la souveraineté absolue des gouvernements respectifs de l' Allemagne et sur l' égalité des droits inhérents à cette même souveraineté.

Voilà ce qui concerne la théorie. Quant au fait ou, pour ainsi dire, à l' action des décrets de Francfort, voici les armes dont le génie de la discorde semble se servir pour combattre avec quelque succès l' union de Carlsbad et celle qu' il est désirable d' ailleurs de voir enfin s' établir à Vienne entre les Etats allemands.

Comme pouvoir législatif la diète doit rendre, selon la lettre de la proposition présidiale, monarchiques les constitutions des Etats fédérés et modifier conformément à ce principe ou, pour mieux dire, à cette dénomination les chartes déjà publiées, assermentées et mises à exécution dans plusieurs Etats de l' Allemagne.

De deux choses l' une: ou les souverains donnent de plein gré leur assentiment à cette réforme, ou elle se fait sans leur assentiment, contre une protestation formelle de leur part et par la force des armes ou de l' autorité suprême de la diète.

Dans l' un de ces cas, comme dans l' autre, le souverain semble détrôné dans l' opinion de son peuple. Dans le premier, il aura manqué à sa parole, trahi ses serments; dès lors il ne gouvernera plus sans avoir constamment la diète pour auxiliaire. Dans le second, il est forcé de combattre et s' il succombe, ce serait presque à une pension que se réduirait sa souveraineté.

La diète se charge aussi de la haute administration. La commission d' enquêtes lui assure une influence prépondérante dans le domaine de la justice. Et les mesures coercitives qu' elle peut prendre pour faire respecter les règlements qui concernent la presse et la surveillance des universités, placent aussi sous sa juridiction plusieurs, pour ne pas, dire toutes, les branches de l' administration des Etats qui auraient le malheur de ne pouvoir point se conformer aux lois de Francfort.

Toutes provisoires qu' elles seblent, ces lois, dès qu' elles seraient exécutées par l' entremise de la diète, l' urgence et la nature des complications qu' elles produiraient, les rendraient nécessaires.

Dès lors l' autorité des souverains dont les pays auraient subi ces mêmes lois par la force ou par le pouvoir de la diète, serait anéantie ou au moins ébranlée dans toutes ses bases.

Tel est le point de vue sous lequel des esprits impatients et indociles considèrent les travaux de Carlsbad et ceux dont on va s' occuper à Vienne. Et telles semblent être les causes de la divergence déplorable qui se manifeste depuis le 20 septembre dans les opinions, ainsi que dans la conduite de plusieurs gouvernements d' Allemagne.

## §. II. *L'union allemande forte de ses principes*

L'expérience seule enseigne la vérité en affaires. Elle dit donc que l'union allemande aurait été forte à Francfort, plus forte encore à Vienne actuellement et toujours forte, si en adoptant des principes pour le salut de la patrie, au lieu de proclamer un système, elle eût dans le silence des cabinets fait de ces mêmes principes une règle de conduite immuable que les gouvernements respectifs se seraient engagés à suivre de bonne foi et dans des intentions pures et bienveillantes.

La spontanéité et la contrainte, la sincérité et la mauvaise foi ne marchent point ensemble. Puisque les gouvernements d'Allemagne ont reconnu unanimement dans la tendance et dans les menées révolutionnaires de quelques-uns de leurs sujets un ennemi commun, si c'est par leur union intime qu'ils jugent urgent et nécessaire de le combattre, seraient-ils plus forts, en étant unis de fit, sans menacer leur ennemi de cette union par la parole, ou en s'annonçant unis par la parole et sans l'être par le fait?

Si donc l'unanimité de Carlsbad était réelle, comme nous aimons à le penser et comme nous le pensons en effet, et si elle ne semble aujourd'hui qu'une illusion, c'est parce que le pouvoir de cette unanimité, ce pouvoir, indépendant et libre en lui-même, est devenu entre les mains de la diplomatie un instrument que la méfiance croit destiné au triomphe de quelques intérêts secondaires.

Si, d'une autre côté, l'unanimité de Carlsbad n'était ni spontanée, ni complète, si quelques-uns des gouvernements d'Allemagne, soit par un égarement funeste, soit par une nécessité malheureuse, se trouvaient dans l'impossibilité absolue de participer de bonne foi au système qu'on leur proposait, ce qu'ils ne pouvaient loyalement adopter en principe?

Dans des questions d'une aussi haute importance la seule force qui décide, est celle de la persuasion. Or, la persuasion ne se commande pas. Elle se laisse inspirer. Et ce sont encore la modération et la bienveillance qui l'inspirent.

Nous passons maintenant aux détails.

Les décrets de Carlsbad se divisent en deux parties distinctes:

1. La première embrasse des mesures de haute police.
2. La seconde - des mesures de haute législation.

Ad Primum. Si les Etats fédérés, après s'être concertés en silence à Carlsbad sur les principes, avaient donné plus tard et dans un délai convenable à leurs représentants à la diète des instructions unanimes quant au but général, mais diverses quant aux moyens d'atteindre ce but dans chaque Etat (selon les différences locales qui se rencontrent toujours), nul doute, qu'en proclamant les principes communs de son propre mouvement et non par une impulsion étrangère, la diète n'eût relevé sa puissance d'opinion aux yeux de la Confédération et de l'Europe.



Les principes une fois arrêtés, il resterait encore à pourvoir aux moyens d'en rendre l'application effective et utile.

Deux modes semblent se présenter à cet effet et il serait difficile d'en trouver un troisième.

Ces deux modes sont: ou celui qui est prévu et prescrit par la pacte fédératif, ou un mode extraordinaire, c'est-à-dire, non prévu et non statué par ce pacte.

Selon le pacte existant chaque Etat fédéré, en contractant l'obligation de donner suite au système général de haute police dont il aurait adopté le principe, se serait empressé de remplir cette obligation seul et par son propre pouvoir. Et pour le cas où son autorité ne lui eût pas suffi, il aurait demandé secours à la Confédération tout entière ou à celui de ses co-Etats qui se serait trouvé le plus à sa portée ou à sa convenance.

La Confédération Helvétique suit cette règle, et les effets en ont toujours été heureux et inmanquables. Elle est donc aussi juste en théorie qu'utile dans la pratique.

Par le second mode la diète aurait dû déclarer la patrie en danger, suspendre l'action des lois existantes, concentrer tous les pouvoirs comme toute l'autorité dans son sein, proclamer la dictature et exercer hautement cette même dictature, tant que l'application des mesures extraordinaires l'eût rendue indispensable et par conséquent tant que le péril eût existé.

Si l'on devait énoncer une opinion sur ces deux manières de procéder, on serait porté peut-être à préférer la première.

Nous nous dispensons d'en développer tous les motifs, et il suffira d'indiquer ceux qui nous semblent les plus dignes d'attention.

En ne s'écartant point des stipulations consacrées par le recès de Vienne, on donnait à l'union allemande une garantie de plus et nommément la garantie sur laquelle repose le système européen. On aurait en second lieu ménagé les intérêts particuliers de quelques Etats allemands. Leur position difficile se serait peut-être simplifiée par l'action lente, mais toujours utile des insinuations amicales et confidentielles. On aurait enfin marché vers le but sans bruit, mais aussi avec plus d'espoir de succès.

Quant au second mode, on ne peut se dissimuler toutes les chances périlleuses qu'il présente.

Et dans des moments de crise il semble qu'on ne saurait assez prendre de précautions pour prévenir de nouveaux dangers.

Ad secundum. La haute législation de l'Allemagne semble ne pouvoir être attribuée à la diète que par suite de l'autorité dictatoriale dont elle serait revêtue, ou par une nouvelle clause du pacte fédératif.

Dans l'une et l'autre de ces hypothèses on se demandera toujours, si c'est par le fait ou bien par une théorie abstraite qu'on espère concilier les grands intérêts qui se rattachent à l'article XIII du pacte déjà sanctionné.

Si c'est par une théorie, quelle que soit l'interprétation qu'on donnera à cet article, on ne pourra jamais éviter le grand danger de réprouver des constitutions publiées et exécutées de l'assentiment de la diète.

Une semblable mesure compromettrait peut-être la tranquillité intérieure des Etats fédérés qui se trouvent déjà sous le régime de leurs constitutions, et rendrait assurément plus difficiles à combiner les institutions dont les Etats non constitués occupent.

Si c'est par le fait, heureusement pour l'Allemagne ces derniers Etats sont les plus considérables, les plus puissants et l'emportent dans la balance des intérêts de la Confédération germanique. Ils peuvent donc désirer la question. Ils la décideront même et sans doute à l'approbation unanime de leurs co-Etats, dès que les faits auront parlé, dès que les institutions auxquelles ces cabinets, travaillent, auront par leur mise à exécution répondu à tous les vœux et à toutes les espérances légitimes.

Arrêtons-nous sur cette idée.

D'où vient que l'audace d'une poignée d'hommes ambitieux et malveillants frappe de terreur les gouvernements?

Il faut l'articuler. C'est que les gouvernements de nos jours ne sont plus forts d'aucun prestige et que toute leur force ne peut au contraire consister que dans celle des institutions libérales dont ils feront jouir leurs peuples.

En disant institutions libérales, nous n'avons en vue ni des pactes arrachés à la faiblesse, ni des contrats commandés par les meneurs du peuple aux souverains, ni enfin des constitutions données dans les circonstances difficiles comme un moyen de conjurer l'orage du moment.

Nous croyons que l'époque où nous vivons, veut et veut impérieusement que les gouvernements, et surtout ceux qui sortent des crises révolutionnaires, s'imposent de leur propre gré l'obligation d'administrer à des conditions clairement exprimées et sous des formes solidement établies. Elle veut que les mandataires de la nation attestent à la fois et garantissent l'inviolabilité des unes et des autres.

La liberté se laisse enfermer et doit être enfermée dans de justes limites, parce que tout dans le monde a les siennes.

Celles de la liberté ne sont autre chose que les principes de l'ordre. Ces principes à leur tour ne sont que la pratique de la morale chrétienne et la liberté devient alors un bienfait dont les gouvernements recueillent les premiers fruits.

Qu'on nous permette ces digressions. Nous pourrions les étendre davantage, en traçant ici le tableau des malheurs qu'enfante la liberté sans l'appui de la morale chrétienne. Privée de son guide naturel, elle s'associe la corruption et tous les maux se débordent... Le partiisme ne consiste plus que dans un langage, passionnée, l'honneur que dans la critique sans mesure du gouvernement, la popularité que dans l'anéantissement de tout pouvoir public, et le sort d'un

Etat peut dependre d'une seule élection.

C'est que la corruption n'est que l'absence de la bonne foi et que la bonne foi au contraire, compagne de la morale chrétienne, suffit seule pour assurer à jamais aux gouvernements une légitime prépondérance. Qu'ont -ils à craindre lorsque, toujours bienveillants et toujours fidèles à leurs promesses, ils peuvent invoquer sans appréhension la conscience même de ceux qui les attaqueraient? Leur autorité repose sur le sentiment du bonheur qu'on leur doit; la grande majorité des hommes qui savent apprécier le bonheur, devient celle qui les appuie par un mouvement involontaire, qui s'unit à leurs efforts, qui impose silence aux passions, et dès lors le système qu'ils suivent, est un système à la fois vicorieux, bienfaisant et national.

Ces considérations nous ramènent à la question dont il s'agit, en nous ouvrant une perspective consolante, car le jour où elles s'appliqueront aux Etats allemands encore non constitués, l'uniformité des principes d'administration deviendra en Allemagne l'effet nécessaire d'un heureux exemple, et l'on pourra dire avec joie de la Confédération germanique; vis unita fortiori, l'union fait la vraie force.

### § III. *L'union allemande forte de l'union européenne*

Les cours de Vienne et de Berlin ont témoigné le désir de voir les puissances non-allemandes s'unir à l'Allemagne dans le même respect à professer les principes, dans les mêmes mesures vigoureuses pour les défendre.

Si les principes que l'union allemande veut faire respecter, sont ceux que les transactions consacrent, si les mesures vigoureuses n'ont pour objet que l'accomplissement des devoirs imposés par les mêmes transactions, on ne saurait douter que toutes les puissances non-allemandes ne soient tenues et par la sainteté de leur parole, et par leurs intérêts les plus chers d'applaudir à ce que fait et fera l'Allemagne et de marcher dans le même sens.

C'est à imprimer ce caractère aux intentions des Etats allemands, c'est à les présenter comme l'expression et le gage d'une bonne foi et d'une droiture à toute épreuve que doivent tendre les efforts des amis du bien et du repos général.

Ce but paraît facile à atteindre. Nous osons nous flatter d'en avoir indiqué les moyens.

Nous avons démontré qu'en ne s'écartant point de la lettre du pacte fédératif, les gouvernements de la Confédération germanique pouvaient adopter des principes communs de haute police et en faire l'application rigoureuse dans leurs Etats respectifs soit par leur propre autorité, soit avec le secours de toute celle de la Confédération elle-même.

Nous avons démontré en second lieu que d'après les clauses du pacte actuel le pouvoir législatif continuant à former l'attribution exclusive de chacun des

membres du Corps germanique, on pouvait amener par degré l' accord qu'on s' efforce d' établir dans les conseils des Etats allemands, et l' amener non par des actes d' autorité, mais par l' influence d' un bon exemple et par l' ascendant inmanquable de la justice, de la bonne foi et de la vérité.

Dans cette hypothèse la solidarité de l' association européenne est strictement applicable au maintien de l' union germanique, et dès lors le langage des ministres des puissances non-allemandes en Allemagne consisterait non seulement à applaudir à ce qui aurait été fait, mais il annoncerait encor dans les termes les plus positifs, que tout autre système dicté par des passions révolutionnaires ou toléré par la faiblesse des gouvernements trouverait la plus constante opposition de la part des puissances alliées non allemandes.

Nous sommes loin de penser que nous ayons discuté cette question avec connaissance de cause. Elle nous est étrangère. Et des esprits plus éclairés et plus profonds peuvent sans doute la présenter sous un nouveau jour. Nous le désirons vivement.

On pourra peut-être nous prouver que les décrets de Francfort sont conformes au pacte fédératif de l' année 1815, que les divergences d' opinions qui se sont manifestées depuis le 20 septembre, loin de former une conséquence nécessaire de ces décrets, dérivent d' autres causes et que ces causes vont disparaître.

Nous ne demandons pas mieux que d' acquérir cette conviction, et dans ce cas, nous le répétons, l' union allemande placée sous la garantie des actes du 20 septembre, redeviendrait une réalité, et cette union serait encore forte de ses principes et de l' union européenne.

Les ministres des puissances alliées non-allemandes accrédités en Allemagne se dirigeraient alors dans le sens que nous avons signalé plus haut.

Il ne nous reste plus qu' une dernière supposition à examiner.

Si le salut de l' Allemagne réclamait un autre pacte fédératif, les Etats confédérés, n' auraient qu' à en sanctionner un nouveau, à concilier leurs intérêts, à faire le bonheur de leurs peuples, et toutes les puissances qu' une fraternité chrétienne associe aux Etats allemands, applaudiraient sincèrement aux succès d' une aussi grande et généreuse entreprise.

Si enfin aucune de ces espérances ne se réalisait, si de divergence en divergence et de complication en complication l' Allemagne s' exposait à des dangers plus réels et plus imminents, quelle serait la conduite des puissances non-Allemandes?

Elle est définie. Les traités la prescrivent.

Loin d' aggraver le mal, en embrassant une cause partielle quelconque, les puissances non-allemandes devraient s' efforcer de ramener les souverains d' Allemagne à l' union la plus intime et de raffermir entre les gouvernements et les gouvernés les liens d' un respect inaltérable et d' une mutuelle bienveillance.

Τό υπόμνημα συνόψιζε τίς σκέψεις τοῦ αὐτοκράτορα Ἀλέξανδρου γύρω ἀπό τό Γερμανικό Ζήτημα. Παρά τίς ἀρχικά φιλελεύθερες τοποθετήσεις του, ὁ τσάρος, ἐπηρεασμένος ἀπό τό ἐπαναστατικό κλίμα στήν Εὐρώπη, ἄρχισε «νά βλέπη εἰς ὅλα τά πράγματα τήν ἐνέργειαν ἐπαναστατικοῦ τινος διευθυντηρίου, τό ὁποῖον, ὡς ἐνομίζετο, ἐπεξέτεινεν ἐκ Παρισίων τήν ἐπιρροήν του ἐφ' ὁλοκλήρου τῆς Εὐρώπης μέ σκοπόν νά ἀνατρέψῃ καθεστῶτα καί κυβερνήσεις καί νά εἰσαγάγῃ ἐπαναστατικούς θεσμούς καί τυραννίαν»<sup>2</sup>.

Αὐτό προέκυπτε καί ἀπό τήν παράθεση τῶν σκέψεων του στό παραπάνω υπόμνημα. Παρά τίς πιέσεις τοῦ Καποδίστρια <sup>3</sup> γιά μια ριζοσπαστικότερη ἀντιμετώπιση τῶν ἐξελίξεων, ἡ κατάληξη τοῦ ὑπομνήματος ἦταν ἰδιαίτερα συμβιβαστική: «Οἱ μή γερμανικές δυνάμεις ὀφείλαν νά καταβάλουν προσπάθειες γιά νά ἐπαναφέρουν τοὺς Γερμανοὺς μονάρχες σέ μιά περισσότερο φιλική ἔνωση καί νά στερεώσουν, ἀνάμεσα στίς κυβερνήσεις καί στοὺς κυβερνώμενους, τοὺς δεσμούς ἐνός ἀναλλοίωτου σεβασμοῦ καί μιᾶς ἀμοιβαίας εὐνοίας».

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 153-158.

2. *Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια*, τομ. Α' σ. 59.

3. Βλ. Π. Πετρίδη, Ὁ Ἰωάννης Καποδίστριας καί ἡ Γερμανική Ὁμοσπονδία, Μελέτες, τομ. Α' σ. 62 ἐπ.

## 118

Ἐμπιστευτική ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Αὐστρίας στήν Ἀγία Πετρούπολη  
Λεμπτζέλτερν

(Ἀγία Πετρούπολη 30 Νοεμβρίου/12 Δεκεμβρίου 1819)<sup>1</sup>

J'ai reçu, mon cher baron, votre billet confidentiel du 17(29) et tout confidentiel qu'il était, je l'ai mis sous les yeux de l'empereur. La raison en est simple, vous y exprimez un vœu et il ne dépendait pas de moi de le réaliser; je me flatte donc d'avoir deviné vos intentions, en présentant votre mémoire à s.m.i.

Elle y a trouvé ce qu'elle trouve tous les jours dans la politique de son auguste allié l'empereur François - le désir généreux du bien. Mais elle y a observé aussi ce qu'elle apprend tous les jours avec une peine plus vive, c'est que l'unanimité indispensable pour que ce desir s'accomplisse est encore loin d'être un fait, comme le supposait le plan arrêté à Carlsbad.

Cependant, c'est sur l'hypothèse de cette unanimité que se sont toujours fondées les espérances de l'Autriche, de la Prusse et par conséquent celle de l'empereur.

Vous vous en convaincrez, M. le baron, par les communications que le ministère s'empresse de vous transmettre aujourd'hui d'ordre de s.m., et vous en serez satisfait, j'aime à le croire.

La question y est traitée avec le désir le plus sincère de témoigner une bonne volonté indubitable.

Si c'est aux puissances non allemandes que votre cour et celle de Berlin se sont adressées pour les engager à applaudir à ce qui vient d'être fait en Allemagne et à marcher dans le même sens, pourquoi voulez-vous que l'empereur se prononce le premier et seul sur un système qui n'est d'ailleurs ni développé dans toutes ses parties, ni fondé sur une base immuable?

C'était l'union la plus intime de tous les Etats intéressés qui devait constituer cette base; ce sont les conférences de Vienne qui doivent donner encore ces développements.

Or, l'union de Carlsbad est ébranlée; votre billet en contient l'affligeant aveu, et l'objet des conférences de Vienne nous est inconnu jusqu'à ce jour.

Les regrets dont j'ai eu l'honneur de vous faire part à Varsovie dès le premier moment où vous avez bien voulu m'entretenir de ces grands intérêts, n'étaient que l'expression pure et simple de ma façon de voir particulière et, je le dis avec peine, ils semblent ne s'être que trop réalisés.

La publicité donnée aux travaux de Carlsbad et aux décrets de Francfort, n'a fait qu'aggraver la maladie et paraît les remèdes plus difficiles:

Les Etats allemands se proposent de combattre les ennemis de l'ordre établi et le désordre règne en attendant dans leurs cabinets. Ils désapprouvent de fait le lendemain ce qu'ils avaient sanctionné la veille en principe.

Quelles peuvent être les causes de ces complications et les moyens d'y remédier?

Si elles proviennent des gouvernants, peut-on les faire disparaître par des décrets, ou bien, si ce sont les décrets déjà émanés qui les produisent, peut-on espérer que ces décrets soient mis à exécution?

Voilà, sans doute, de quoi écrire des volumes. Mais dès qu'on désire faire de bonnes affaires et il paraît qu'il en est temps, il ne reste qu'un vœu à former: de la bonne foi et de la persévérance dans l'accomplissement des transactions existantes et nul obstacle n'entravera l'achèvement de l'oeuvre dont on s'occupe.

Mais encore, pour prêcher cette bonne foi avec fruit et sans inspirer de méfiance, faut-il que les puissances non-allemandes établissent un parfait accord entre elles.

C'est à quoi l'empereur travaille avec le désir d'un succès qui justifie l'attente de votre cour.

Ce qui vient d'être dit concerne l'avenir et le présent. Quant au passé, c'est-à-dire aux résultats de votre mission à Varsovie, permettez-moi de vous

observer, M. le baron, que l'opinion de votre cour ne semble point s'accorder tout à fait avec la vôtre. M. le comte de Golowkin nous mande que M. le prince de Metternich a fait connaître à tout le corps diplomatique de Vienne l'entière satisfaction qu'avait éprouvée votre auguste souverain, en recevant la réponse de l'empereur. Elle doit donc avoir complètement répondu au vœu de votre cabinet et nous en trouvons une garantie plus positive encore dans les dépêches du prince de Metternich que vous venez de nous transmettre. Nous nous flattons que les nouvelles communications dont M. le comte Golowkin va s'acquitter, ne seront pas moins heureuses et c'est dans cet espoir que je trouve, en ce qui me concerne, un ample dédommagement de toutes les peines que nous donnent des affaires qui resteront étrangères au cabinet de Russie, tant qu'elles ne sortiront pas des limites posées par les traités.

Recevez...

---

Ὁ Καποδίστριας ἐνημέρωνε τόν Αὐστριακὸ πρεσβευτὴ γιὰ τὴν ἀμετακίνη-  
τη στάση τῆς Ρωσίας στό Γερμανικὸ Ζήτημα. Ὅπως εἶναι γνωστό, ἡ Ρωσία,  
εἶχε υἱοθετήσῃ πολιτικὴ μὴ ἐπέμβασης στίς γερμανικὲς ὑποθέσεις, ἐκφράζο-  
ντας παράλληλα τίς ἀνησυχίες της ὡς πρὸς τὸ ἐνδεχόμενο σοβαρῶν ἐπιπλοκῶν  
συνεπεία τῶν διαταγμάτων τῆς Φραγκφούρτης καί τῶν ἀντιδράσεων τοῦ  
γερμανικοῦ λαοῦ κατὰ τῆς αὐστριακῆς τυραννίας<sup>2</sup>.

---

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 188-189.

2. Πρβλ. Π. Πετρίδη, Ὁ Ἰωάννης Καποδίστριας καί ἡ Γερμανικὴ Ὁμοσπονδία, Μελέτες  
τομ. Α' σ. 63.





**KEIMENA**  
**1820**



## 119

Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη βαρῶνο  
Στρόγγανωφ  
(3/15 Ἰανουαρίου 1820)

Monsieur le baron. V. ex. trouvera dans les copies ci-jointes sub No 1, 2, 3, une réponse que j' adresse à Petro bey de Sparte, une lettre destinée au professeur Vardalacho et les directions que M. le consul général Pini reçoit plus particulièrement, afin de surveiller de près deux Grecs qui semblent mener une intrigue très dangereuse.

Je me dispense de vous entretenir, M. le baron, de ces communications. Elles sont assez détaillées et elles vous donnent la mesure des précautions que nous prenons à l' effet de prévenir les erreurs que la malveillance ou la mauvaise foi semblent vouloir accréditer dans l' esprit des malheureux Grecs.

Vous vous rappelez sans doute de tout ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire de Corfou au mois d'avril de l' année dernière. C'est dans le même sens que je parle maintenant de l' amélioration du sort des Grecs à Petro bey et que je ne cesserai d'en parler à tous ceux qui s' adressent à moi. Il est à espérer qu'au moyen d'une si forte persévérance je parviendrai peut-être à leur faire comprendre leurs véritables intérêts.

Le St Camarinos qui est ici, partira sous peu de jours. Mais la collecte qu'il se propose de faire au bénéfice de la nouvelle école de Sparte, retardera peut-être son arrivée à Constantinople.

Lorsqu'il y sera, il aura l'honneur de se présenter chez v.ex. et il vous appartient, M. le baron, de l'aider de vos bonnes directions, afin qu'il puisse remplir sur les lieux l'objet de son voyage.

Indépendamment de ce secours qu'il devra à la charité des chrétiens s.m.i. vous autorise à souscrire pour la somme de piastres trois mille qui seront contribués chaque année sur les fonds de vos dépenses extraordinaires. Il n'est pas nécessaire de signaler la source de ce bienfait. Il s'agit seulement de l'

accorder de manière à ce que son application soit strictement conforme à l'intention du donataire.

Ce sera donc par l'entremise de notre consul à Patras que v.ex. pourrait faire savoir à Petro bey que son école peut compter sur un secours annuel de piastres turcs trois mille, si toutefois elle sera instituée aux conditions suivantes:

1. Que cette école soit considérée comme une émanation de l'église et qu'elle soit conséquemment sous la dépendance du patriarche.

2. Qu'elle ait pour objet unique d'instituer des élèves dans leur religion, dans la langue nationale, dans les éléments des sciences exactes et dans l'histoire.

3. Qu'à l'avenir ce ne sera que sur le compte-rendu des progrès de cette école qu'elle obtiendra chaque année le secours qui lui est promis.

Il est entendu que ce secours sera considéré comme étant donné par des corréligionnaires qui n'aiment pas à être connus.

Agréez...

---

Ἡ ἐπιστολή ἐφιστοῦσε τὴν προσοχὴ τοῦ Στρόγγανωφ πάνω στίς κινήσεις ὀρισμένων ἀτόμων πού ἐμφανίζονταν νά μεριμνοῦν γιά τὴν ἐλληνικὴ ὑπόθεση. Ὁ Καποδίστριας, ἔχοντας ταχθεῖ κι ἐπίσημα ὑπὲρ τῆς ἡθικῆς καί πολιτιστικῆς ἀναγέννησης τῶν Ἑλλήνων, ἀντιμετώπιζε μέ ἰδιαίτερη καχυποψία ὅποιαδήποτε συνωμοτικὴ κίνηση «ἐν ὀνόματι τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ». Παράλληλα ἐνημέρωνε τὸν πρεσβευτὴ του γιά τὴν παρουσία στήν Πετρούπολη τοῦ Καμαρηνοῦ, ἐμπιστοῦ τοῦ Πετρόμπεη τῆς Μάνης, πρὸς τὸ σκοπὸ χρηματικῆς ἐνίσχυσης τοῦ τελευταίου γιά λόγους ἐκπαιδευτικούς<sup>2</sup>.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 221.

2. Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 60. Πρβλ. Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματικὴ δρᾶσις τοῦ Ἰ. Καποδίστρια ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 123.

## 120

Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν ἡγεμόνα τῆς Βλαχίας Α. Σοῦτσο  
(3/15 Ἰανουαρίου 1820)<sup>1</sup>

J'ai mis sous les yeux de l'empereur la lettre que v.a. lui a adressée, ainsi que celle qu'elle a bien voulu m'écrire en date du 23 octobre.

S.m.i. a éprouvé une véritable satisfaction à trouver dans ces communications l' expression des sentiments nobles qui vous animent. Elle se serait plue à vous la témoigner directement, si des motifs dictés par un intérêt bienveillant et qui n' échapperont pas à votre pénétration, ne l'en eussent empêchée.

Toutefois elle a daigné me charger d'en être l'organe auprès de vous, mon prince, et de vous donner l' assurance que l' exacte observation des traités sur lesquels 'reposent le bonheur et la tranquillité du peuple valaque, sera constamment l' objet de sa haute sollicitude et de sa vigilance.

L'empereur aime à croire que pénétré vous-même de la sainteté de vos devoirs, vous consacrerez vos soins et vos efforts à procurer à la province que votre souverain vous a confiée, tous les bienfaits qui résultent d'une bonne et sage administration.

C'est en respectant et en faisant respecter les privilèges qui appartiennent à chaque classe des habitants, c'est en entourant le clergé et les boyards de toute la considération qui leur est due, c'est en inspirant aux fonctionnaires publics des principes de justice, d' humanité et de désintéressement, c'est enfin en prêchant au peuple par l'autorité de l' exemple la pratique de la morale chrétienne, que vous parviendrez sans doute à relever la nation que vous êtes appelé à gouverner.

En suivant cette ligne de conduite que vous prescrite, mon prince, votre propre intérêt, inséparable de celui du peuple, vous serez sûr de remplir vos devoirs envers dieu, envers votre souverain et vous satisferez également par là aux obligations que vous devez à la puissance protectrice.

Tels sont les vœux de l' empereur et tels seront certainement les résultats que nous garantissent votre sagesse, vos lumières et votre philanthropie.

Agréé...

P.S. Je ne saurais terminer cette lettre sans exprimer à v.a. tous les remerciements que le ministère lui doit pour les communications intéressantes qu'elle veut bien nous donner par l' entremise de M. le consul général Pini.

Quant aux mesures de précaution dont vous signalez, mon prince, la nécessité, vous devez être parfaitement tranquille et je vous donne l' assurance la plus positive que jamais votre confiance ne pourra être compromise.

---

Ἡ ἐπιστολή περιλάμβανε ὁδηγίες πρὸς τὸν ὀσποδάρο τῆς Βλαχίας Σοῦτσο, ὁ ὁποῖος καλοῦνταν νὰ σεβαστεῖ τὰ προνόμια τῆς κάθε τάξης, νὰ ἐμπνεύσει στοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους ἀρχές δικαιοσύνης, ἀνθρωπιᾶς καὶ ἀφιλοκέρδειας καὶ νὰ διδάξει, τέλος, στό λαό τὴν «πρακτικὴ» τῆς χριστιανικῆς ἠθικῆς.

## 121

Ἐπιστολή πρὸς τὸν γενικό πρόξενο στὴν Πάτρα Λ. Μπενάκη  
(4/16 Ἰανουαρίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur. Les rapports que vous avez adressés au ministère, ont été portés à la connaissance de l'empereur.

S.m.i. vous fait témoigner sa satisfaction. Les détails affligeants qui regardent les malheurs dont a été frappée l'île de Ste Maure, nous sont aussi parvenus directement par l'entremise de M. l'envoyé baron de Stroganof.

L'exactitude de vos informations est toujours intéressante. Le ministère vous engage à les continuer.

Par votre position et par vos relations antérieures vous êtes peut-être à même, Monsieur, de calmer les inquiétudes des habitants des Sept îles. Ils fréquentent Naples et ils vous honorent de leur confiance. Tâchez donc de leur inspirer du calme et de la résignation et détournez-les de toute entreprise hasardée et irrégulière. Le temps viendra où ils obtiendront justice. Nous n'en doutons point. Mais pour cela ils ne doivent point nuire à leur propre cause par des voies de fait, elles conduisent à des catastrophes et les événements de Ste Maure ne le prouvent que trop.

L'empereur honore d'un intérêt bienveillant le sort des îles Ioniennes, et s.m.i. n'a pas manqué et ne manquera pas d'interposer ses bons offices à d'effet de procurer à ces contrées la jouissance entière des bienfaits que leur assure le traité de Paris du 5 novembre 1815.

Mais pour atteindre ce but il faut que les Septinsulaires à leur tour fassent preuve de sagesse, de modération et surtout de patience.

C'est dans ce sens que vous êtes autorisé à vous expliquer verbalement avec les personnes des Sept îles, qui peuvent se trouver à Naples et dont la prudence et la discrétion vous seront positivement connues.

Agréez...

---

<sup>1</sup> Ἡ ἐπιστολή εἶχε ὡς ἀντικείμενο τίς ταραχές πού εἶχαν ξεσπάσει στὴ Ζάκυνθο καὶ τὴν Ἀγία Μαῦρα<sup>2</sup>. Ὁ Καποδίστριας προέτρεπε τὸν Μπενάκη νά ἐμπνεύσει στοὺς Ἑπτανήσιους ἡρεμία καὶ ὑπακοή καὶ νά τοὺς ἀποτρέψει ἀπὸ «κάθε τυχαία καὶ ἄτακτη ἐπιχείρηση». Ὁ χρόνος τῆς δικαίωσης τοὺς δέν θ' ἀργήσει, ἔγραφε σχετικὰ. «Δέν ἀμφιβállουμε γι' αὐτό καθόλου. Ἀλλὰ στὸ μεταξύ δέν πρέπει νά βλάψουν διόλου τὴν προσωπική τους ὑπόθεση μέ



βιαιοπραγίες πού θά ὀδηγοῦσαν σέ καταστροφές. 'Ο αὐτοκράτορας τιμᾷ μέ εὐνοϊκό ἐνδιαφέρον τήν τύχη τῶν Ἰονίων Νήσων καί δέν θά παραλείψει νά προσφέρει τίς καλές ὑπηρεσίες του γιά τήν πλήρη ἀπολαυή τῶν εὐεργετημάτων τῆς συνθήκης τῶν Παρισίων».

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 228-229.

2. Βλ. Ἀρχεῖον Ἱ. Καποδίστρια, δ.π., σ. 60.

## 122

Ἐπιστολή πρὸς τόν Κ. Βαρδαλάχο

(Πετρούπολη 4/16 Ἰανουαρίου 1820)<sup>1</sup>

Projet de réponse à M. de Vardalacho de la part de M. le comte de Capodistrias.

Ce n'est que depuis avant-hier qûe j'ai pu trouver un instant pour lire les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m' écrire en date du 10 août, 20 septembre et 15 octobre 1819. Ce fait est toute ma justification; il vient vous expliquer le retard de la présente réponse. Vous ne sauriez douter de l' amitié que je vous porte. Elle est d' ancienne date et n'a jamais varié. Elle est d' ailleurs à l' épreuve du temps et de ses vicissitudes et, conséquemment, elle est véritable.

Connaissant votre caractère et vos talents littéraires et scientifiques, j'ai appris avec infiniment de satisfaction votre arrivée à Odessa. Je jouissais d' avance des beaux succès de l' école grecque, qui y est établie. Mais vous semblez maintenant disposé de passer en Valachie. Il ne m'appartient pas de vous donner des conseils. Faites ce que le bon dieu vous inspire. Ce qui est certain, c'est que partout où vous serez, vous ferez du bien: vous instruirez nos jeunes compatriotes dans les lettres et dans les sciences, et ce qui plus est, vous les instituerez par votre propre exemple dans les préceptes de la morale chrétienne. Que le bien se fasse, n' importe le lieu: la patrie commune vous en saura gré également.

J'ai lu le programme de l' ouvrage élémentaire dont les professeurs Lassanis et Genadios m'ont donné connaissance. Votre suffrage autorise le mien, et je vous prie de leur dire de ma part, que je ferai tout ce que dépendra de moi pour leur être utile; ce que je puis est, cependant, peu de chose. A cette occasion permettez-moi de recommander à votre sagesse et à votre patriotisme un intérêt majeur: en voici l' objet.

Vous n' ignorez pas que lors du Congrès j'ai mis a profit la libéralité de plusieurs personnages d'une grande distinction rassemblés alors à Vienne, pour faire une collecte d' argent au bénéfice des pauvres parmi nos compatriotes; et que cet argent fut destiné, en partie, au secours des écoles d' Athènes et du Mont Pélion, et en partie, à l' entretien de quelques jeunes Grecs placés dans les académies de l'Europe.

Les souscripteurs de cet acte de bienfaisance ont constitué la Société des Amis des Muses, cette société n' existe plus de fait, parce qu'il est impossible de réunir ses membres et de leur faire payer chaque année la somme pour laquelle ils avaient souscrit en 1815. Mais la société n'en existe pas moins de nom; et c'est sous ce nom, que j'ai reçu successivement de petites donations en argent, effertes par des compatriotes aisés. Ce fond me fournit maintenant les moyens d' entretenir à Goettingue, à Pise et à Padoue six à sept élèves, tirés de la classe des plus nécessiteux parmi nos compatriotes. Ce fait est connu de tout le monde et dans tout sa vérité. Mais j'ai de bonnes raisons pour croire, que quelques intrigants aiment à le méconnaître en donnant à la Société des Amis des Muses un motif tout différent et en lui supposant des vues bien plus élevées.

A une époque, où la manie des sectes et des associations secrètes égare tous les esprits et menace les contrées les plus civilisées de l' Europe de nouvelles catastrophes, vous pouvez juger s'il importe d' éclairer les hommes de bien sur la réalité des choses et s'il est essentiel de les préserver des séductions et des séducteurs. C'est dans cette intention que je m'adresse à vous, avec une entière confiance et que je vous prie de veiller attentivement à cet objet aussi délicat qu'important.

Par votre état vous êtes appelé à guider la jeunesse; et à ce titre vous avez des droits à l'estime et à la confiance des personnes âgées et de tous ceux qui jouissent de quelque crédit dans notre patrie.

C'est donc à garantir vos élèves de la contagion des sectes, à en détourner les hommes de lettres et à rectifier à ce sujet l'opinion des notables parmi les nôtres, que vous devez vous employer toutes les fois que vous le pouvez. Mais à tout événement, si l'on se permettrait de vous parler de moi comme d'une personne qui conseille ou qui encourage, qui dirige ou qui prend part à une association quelconque, dont de but et les moyens sont secrets, je vous autorise, je vous prie même, de désavouer hautement cette imposture en offrant s'il le fallait le témoignage de la présente lettre. J'ai eu en horreur, de tous temps et dès ma jeunesse, toute association secrète. Il m'a toujours paru que les devoirs que nous imposent les lois et ceux que nous prescrit le divin législateur, quoique positifs, sont déjà au - dessus de la faiblesse humaine; si donc nous ne pouvons remplir que très imparfaitement cette tâche pourquoi vouloir encore contracter de nouvelles obligations et des obligations dont le but est d'ailleurs inconnu ou de nature à n'être pas avoué publiquement.

Je m'abstiens de vous en dire davantage, étant intimement persuadé, que votre grande expérience des choses humaines vous donnera la mesure des services que vous êtes appelé à rendre. vous vous en acquitterez sans doute avec la sagesse et la prudence qui vous caractérisent et auxquelles je rendrai toujours un hommage aussi constant que sincère.

Agréez...

---

Ὁ Καποδίστριας εἶχε συχνή ἐπικοινωνία μέ τόν ἐπιφανέστατο διδάσκαλο τοῦ Γένους Βαρδαλάχο, ὁ ὁποῖος διατέλεσε σχολάρχης στό Βουκουρέστι καί τήν Ὁδησσό. Μέ τήν ἐπιστολή του αὐτή τόν προέτρεπε νά συνεχίσει νά προσφέρει τίς ὑπηρεσίες του στήν ἱερή ὑπόθεση τῆς πολιτιστικῆς, ἠθικῆς καί πνευματικῆς ἀναγέννησης τοῦ Ἑλληνισμοῦ.

---

1. Γκρ. Ἀρς, Ὁ Καποδίστριας καί τό ἐλληνικό ἀπελευθερωτικό κίνημα, 1809-1822 (στά ρωσικά) ἔκδ. ΝΑΟΥΚΑ, Μόσχα 1976, σ. 292-294.

---

## 123

Ἐπιστολή πρὸς τόν Ἀλέξανδρο Στούρτζα  
(Πετρούπολη 20 Ἰανουαρίου / 1 Φεβρουαρίου 1820)<sup>1</sup>

P.S. Voici un supplément. Vous voulez mon portrait. Il vient vous demander une place dans votre collection. Il a été fait à Venise. On avait le projet de la graver. Mais il n'a pas réussi. On me tourmente ici, mais je n'ai pas le temps de donner des séances. Néanmoins je tâcherai d'en accorder à votre protégé. En attendant il travaille pour mes messieurs. Hahn, Goulianoﬀ et Müller sont presque achevés. Il continuera la collection, et chacun d'eux lui payera son travail, ce qui lui donnera de quoi vivre pour quelque temps.

Si ces portraits méritent le suffrage des amateurs, son affaire est faite et il se mettra un peu à la mode. Condition sine qua non. Je m'en charge et soyez parfaitement tranquille.

Je vous ai promis par mes notes sur votre ouvrage les bulletins du parlement. Mais l'Empereur a gardé tous ces papiers chez lui et il m'est impossible de tenir parole.

Parlez du fait que je vous énonce. Il est positif. Je vous envoie la copie de la dépêche à M. d'Alopeus. L'Empereur l'a approuvée dans le travail d'aujourd'hui.

Notre Société des Amis des Muses reçoit tous les jours des secours et elle peut fournir par les intérêts de ses fonds à l'entretien des élèves, qui sont dans l'étranger. Je vais les faire rentrer en Russie à la belle saison. Telle est aussi l'opinion du professeur Vardalacho qui est à Odessa. Il m'en écrit au long.

Dobolis, qui est le dépositaire de tout l'argent et de tous les papiers, ne veut pas se charger de toute la responsabilité. Quant à moi, je n'ai pas le temps de partager avec lui les soins de la correspondance et de l'ordre, dans lequel il faut, cependant tenir cette administration, laquelle peut devenir considérable.

Je vous propose conséquemment une idée. Je voudrais instituer un comité, dont vous seriez le président à vie, avec la faculté de nommer votre successeur. Vos deux collègues seraient le prince Alexandre Ypsilanti et Dobolis. Chacun d'eux aurait un adjoint. L'adjoint du prince serait son beau-frère Negri. Celui de Dobolis serait Pistolis. Les adjoints assisteraient aux séances du comité et remplaceraient les membres en cas de maladie ou d'absence. Quant à moi, je serais votre adjoint aussi et je vous remplacerais en attendant votre rétablissement et votre retour à St. Pétersbourg. Il s'agit maintenant d'organiser ce comité. Je vous demande donc, mon cher ami, d'abord la permission de disposer de vous, et en second lieu, il me serait agréable et utile de recueillir vos idées sur la confection du petit règlement qui concerne cette institution. Il faudrait de tout nécessité parler dans le préambule de l'origine de cette société et de son état actuel. Notre comité sera strictement particulier. C'est-à-dire, inter nos. Mais l'empereur en aura connaissance, parce que je n'aime rien faire, pas même dans mon particulier, qui ne lui soit parfaitement connu.

Je vous enverrai par la première poste la copie de quelques pièces, qui viennent d'être approuvées par Sa Majesté Impériale. Elles serviront à vous donner quelques renseignements à ce sujet et vous diront, en outre, que nous venons de contribuer indirectement à l'établissement d'une école élémentaire, que Petro Bey, chef des Spartiates, va fonder dans son pays. Perevos que j'ai envoyé, lors de mon dernier voyage dans les Iles, dans ce dernier asile de la liberté grecque, sera un des maîtres de cette nouvelle école. Le patriarche de Constantinople la protège et c'est sous ses auspices que son organisation sera commencée et achevée. L'Empereur, en sa qualité de coreligionnaire, s'est engagé à faire payer 3000 piastres turques par an. La dotation pour cet établissement se fait par souscription. La société n'y contribuera, que par une centaine de ducats par an. J'espère que cette nouvelle entreprise répondra complètement à son but.

Je finirai ce long post scriptum, écrit à bâton rompu, par vous annoncer que la maison du Ministère des affaires étrangères va être démolie et rebâtie pour le décorum de la place et pour l'amélioration du service. L'architecte a l'ordre de

s' entendre avec moi pour la division et distribution intérieur de cet hôtel. Nous aurons d'abord une chapelle et le logement pour un prêtre, qui pourra, j'espère, célébrer en grec et russe.

En second lieu, j'ai l'idée de faire bâtir un beau local, pour y établir une bonne bibliothèque qui sera destinée à l'instruction des jeunes employés attachés à la chancellerie ministérielle. M. d'Italinski nous lèguera la sienne. Nous avons déjà un petit échantillon de bibliothèque composée de livres que le Ministère a achetés à M. Lebrun et de ceux que le Collège possède déjà. Mais il y a plus. Je me propose de demander au comte de Romanzoff la permission de nommer cette salle d'étude du Ministère: PYMRPHOBA

Il dépendra de lui de la doter, selon son bon plaisir. Il est possible que nous obtenons par cet hommage rendu à son patriotisme la plus grande et la plus belle patrie de sa bibliothèque.

Je sais qu'il a l'intention de la léguer à l'Empereur. Elle serait ensevelie dans la poussière, qui dévore les belles collections de livres qui existent déjà et dont personne ne fait usage. Chez nous, il est à espérer que quelques jeunes gens en profiteront.

Lorsque vous n'aurez plus rien à faire, composez-moi dans cette idée une belle lettre pour notre Chancelier. Ayer le mérite de contribuer aussi à cette bonne oeuvre.

Je m'arrête ici, en vous souhaitant le rétablissement de votre santé. Dites-moi, si vous persistez dans le désir de faire votre cure chez vous à la campagne, et s'il vous serait agréable d'avoir l'oculiste dont nous avons parlé. Dans ce cas, je vous mettrai en relation avec lui, afin qu'à temps nommé il se rende à Oustié.

Ma santé va comme à l'ordinaire. Elle n'est ni assez bonne, ni bien mauvaise. C'est un quid medium qui me laisse assez de force pour vaquer à mes devoirs; et je ne demande pas davantage à la clémence du Seigneur.

La journée a été bien laborieuse. C'est 10 heures du soir. Mais j'ai voulu absolument faire partir votre courrier. J'ai eu des conférences avec M<sup>rs</sup> de la Ferronnays et Bray. Un dîner chez l'Impératrice et votre travail le matin chez l'Empereur. A côté de tout ceci-tout le train ordinaire.

La lettre de mon père à l'Empereur ne se trouve pas. Je vous l'enverrai par la poste si l'on peut la trouver. Sans cela je vous en dirai le contenu.

Votre expédition vient de m'arriver. Mais je suis décidé de ne pas décacheter votre paquet que demain.

Je baise les mains à madame Stourdza. Je salue votre femme et les vôtres. Et je vous embrasse.

T(out) à v(ous)

Ὁ Καποδίστριας ἐνημέρωνε τὸν στενὸ συνεργάτη καὶ φίλο του Ἀλέξανδρο Στούρτζα γιὰ τὶς δραστηριότητες τῆς Ἑταιρείας τῶν Φιλομούσων καὶ γιὰ τὴ χρηματοδότηση μιᾶς «προκαταρκτικῆς» Σχολῆς στὴ Μάνη κατόπιν πρωτοβουλίας τοῦ Πετρόμπεη. Ἀναφερόταν ἐπίσης στίς προσπάθειες πού καταβάλλονταν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση τῶν Ἑλληνοπαίδων στὴν Εὐρώπη.

1. Γκρ. Ἄρς, Ὁ Ἰ. Καποδίστριας κλπ., δ.π., σ. 296-299.

## 124

Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη  
βαρῶνο Στρόγγανωφ  
(17/29 Φεβρουαρίου 1820)<sup>1</sup>

secret

Monsieur le baron. Durant le court séjour que j'ai fait à Corfou l'année dernière, j'ai entretenu v. ex. de l'état déplorable où sont réduits les Albanais qui ont servi jadis la Russie et puis la France et qui se trouvent maintenant hors de tout service quelconque et particulièrement persécutés par les employés britanniques dans les îles Ioniennes.

Ils viennent d'invoquer la généreuse commisération de l'empereur par l'organe de deux députés qui se trouvent ici depuis presque deux ans. Disposée à accorder à ces infortunés les secours et l'assistance nécessaires pour les tirer de la détresse et leur assurer une existence tranquille, s.m.i. a jugé qu'il n'y avait qu'un seul moyen de remplir ce double objet. C'était d'engager les chefs de cette malheureuse nation à s'adresser à la Porte pour en obtenir un firman d'amnistie avec la permission d'aller s'établir dans les îles de l'Archipel ou dans quelque partie de la Morée au gré du gouvernement ottoman. On pourrait espérer avec raison que l'amour-propre du sultan serait flatté de voir qu'une population devenue célèbre par la longue résistance qu'elle a opposée à la tyrannie d'Aly pacha, veuille aujourd'hui par un mouvement spontané abandonner l'asile que ne leur refusent pas les îles Ioniennes, pour aller en chercher un dans les Etats ottomans.

Pour réaliser ce projet, les deux députés se rendraient d'ici à Constantinople, en changeant de nom et d'habits; ils concerteraient avec v. ex. les démarches à faire auprès de la Porte, et la chose venant à réussir, ils iraient porter à leurs compatriotes avec les firmans obtenus une somme d'argent que v. ex. serait

autorisée à leur remettre et qui servirait à effectuer le transport de toutes ces familles.

Cette mesure exécutée avec prudence et circonspection ferait éviter de grands inconvénients, parce qu'en dérochant aux Anglais le connaissance d'une coopération quelconque de notre part en faveur des Soulliotes, nous écarterions les soupçons que leur inquiète jalousie n'est que trop portée à former à notre égard.

Cette idée a été suggérée ici aux députés Malamas et Karabiny, mais malheureusement ceux-ci ne croient pas pouvoir prendre sur eux d'y donner suite. Ils se sont décidés à aller rejoindre leurs compatriotes pour la leur communiquer. En attendant, l'empereur voulant accorder à cette malheureuse population un secours qui puisse soulager momentanément sa misère, a ordonné au ministère de vous fire connaître, M. le baron, ses intentions à cet égard.

Les deux députés Soulliotes se rendront d'ici à Odessa où ils s'embarqueront sous un strict incognito, pour passer à Constantinople. Ils seront porteurs d'une lettre qui leur servira d'introduction auprès de v. ex. Vous aurez soin, M. le baron, de leur procurer un passage sur un de nos bâtiments marchands, soit pour la Morée, soit pour Cerigo. Afin de faciliter leur abord dans les îles Ioniennes il sera peut-être nécessaire de les fire inscrire sur le rôle l'équipage comme matelots. L'empereur vous charge de leur remettre avant de les expédier la somme de vingt à vingt cinq mille piastres turques que vous passerez dans le compte des dépenses extraordinaires. Vous en instruirez notre consul à Corfou, en l'engageant à s'adresser à quelque ecclésiastique de confiance, pour qu'à l'arrivée des députés la somme soit répartie équitablement entre toutes les familles. Vous prévienerez ceux-ci de cette mesure.

Il serait à désirer qu'ils pussent faire considérer cet argent comme le produit d'une collecte faite parmi les coreligionnaires. V.ex. pourra peut-être leur procurer du patriarche un papier qui serve à cet objet. En général, vous sentirez vous-même, M. le baron, combien il est essentiel que l'on ignore, soit à Constantinople, soit dans les Iles, que Malamas et Karabiny viennent de chez nous et qu'ils en ont reçu des secours pour leurs compatriotes. Le secret à cet égard est surtout indispensable pour le cas où les Soulliotes se détermineraient à faire auprès de la Porte la démarche indiquée ci-dessus. S'ils s'y décident et que ces mêmes députés ou d'autres arrivent à Constantinople pour l'effectuer, v.ex. est invitée à leur prêter assistance et à les aider de ses conseils, sans toutefois laisser entrevoir aux Turcs le moindre indice d'une influence de notre part.

Agréez....

---

Ἡ ἐπιστολὴ ἀναφερόταν στὴν ἀξιοθρήνητη κατάσταση τῶν Ἀλβανῶν ποὺ ἄλλοτε εἶχαν ὑπηρετήσει τῇ Ρωσίᾳ καὶ τῇ Γαλλίᾳ καὶ βρίσκονταν τώρα ἔξω



ἀπό κάθε ὑπηρεσία «διωγμένοι ἀπό τοὺς Βρετανοὺς παράγοντες στὰ Ἑπτάνησα». Διὰ μέσου δύο Σουλιωτῶν<sup>2</sup> ἀπεσταλμένων ζητοῦνταν ἡ συμπαράσταση τοῦ αὐτοκράτορα Ἀλέξανδρου τὴν ὁποία πολὺ πρόθυμα ἡ ρωσικὴ πλευρά, μέ πρωτοβουλία τοῦ Καποδίστρια, φερόταν διατεθειμένη νὰ τοὺς παράσχει.

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 269-270.

2. *Ἀρχεῖον Ἱ. Καποδίστρια*, τομ. Α' σ. 60.

## 125

Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη  
βαρῶνο Στρόγγανωφ  
(17/29 Φεβρουαρίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur le baron. Pour tenir v.ex. au courant des explications confidentielles qui ont lieu entre le ministère britannique et le cabinet de l'empereur relativement à la situation actuelle des îles Ioniennes, j'ai l'ordre de vous transmettre copie de l'expédition ci-jointe qui vient d'être adressée dernièrement à M. le comte de Lieven.

Vous verrez, M. le baron, que lord Bathurst s'occupe du mémoire qui porte les griefs des Septinsulaires et que le général Maitland a été invité à donner des éclaircissements sur plusieurs points de nos réclamations.

Cet état de choses explique peut-être les mesures extraordinaires que ce général a fait décréter en date du 9 décembre et dont je fais mention dans ma lettre particulière à M. le comte de Lieven. Pour compléter ces informations, je m'empresse aussi de vous transmettre un exemplaire de ces actes.

Des lettres particulières de Smyrne et de Constantinople en date des premiers jours du mois de janvier notre style annoncent des troubles dans toutes les Îles. Mais les nouvelles directes que j'ai reçues de ma famille et qui vont jusqu'à la fin de décembre, ne portent rien d'alarmant. Il me paraît donc que tous les bruits sinistres qu'on fait circuler, sont l'oeuvre de la malveillance. Elle veut invalider la justice de la cause des Septinsulaires, en la faisant considérer dans le public comme la cause d'une parti ambitieux qui veut forcément ramener les Îles sous la protection de la Russie.

Il vous appartient, M. le baron, de combattre cette erreur toutes les fois que l'occasion s'en présente, par tous les moyens en votre pouvoir. Et c'est à cette fin principalement que l'empereur désire vous faire informer exactement de nos

pour parler à ce sujet avec le ministère britannique.

Dès que vous serez assuré de l'exécution ponctuelle et heureuse des ordres que vous avez donnés à notre consul en Morée, et que vous pourrez compter sur la sécurité de vos moyens de communication avec les magistrats des Iles auxquels était adressée la volumineuse expédition du 2(14) novembre, vous pourrez faire parvenir à leur connaissance la copie de la lettre que lord Bathurst m'a écrite, ainsi que celle de ma réponse.

Ces notions leur seraient d'un grand secours. Elles seules peuvent leur inspirer tout le calme et toute la patience dont ils doivent faire preuve, pour nous laisser le temps de travailler à l'amélioration de leur sort.

C'est en écrivant à nos consuls que v. ex. contribuerait peut-être en attendant à un résultat si désirable. Elle serait cencée informée des bruits qu'on répand sur les prétendus troubles éclatés à Céphalonie et à Zante.

En n'admettant pas la possibilité la plus lointaine de pareilles catastrophes, v.ex. pourrait cependant ordonner aux consuls de s'abstenir dorénavant, comme par le passé, de toute participation quelconque aux plaintes ou aux griefs que les différentes parties porteraient sur l'administration actuelle, - cette question n'étant que du ressort exclusif de la puissance protectrice.

En saisissant cette occasion, vous leur donnerez, M. le baron, des directions conçues dans la pensée de déjouer les menées par lesquelles on s'efforce d'accréditer l'opinion que la Russie favorise la formation d'un parti dans les Iles. Vous feriez plus. Vous mettriez nos consuls en mesure de parler un langage que les agents britanniques, seraient obligés de reconnaître comme l'expression la plus loyale et la plus franche de la foi des traités.

Comme il est à présumer que toute correspondance d'office entre vous, M. le baron, et nos consuls tombe d'abord sous les yeux des commandants anglais, vous aurez soint de rédiger les instructions dont il s'agit, de manière à ce qu'ils y voient la droiture de notre conduite et la confiance que nous plaçons dans la haute sagesse et dans la justice de leur gouvernement.

Agréé...

Ἡ ἐπιστολή ἀναφερόταν στὴ στάση τῆς ἀγγλικῆς κυβέρνησης μετὰ τὸ ξέσπασμα τῶν ταραχῶν στὰ Ἑπτάνησα καὶ στὰ μέτρα ποὺ ἀποφασίστηκαν ἀπὸ τὸν ἐκεῖ ὕπατο ἀρμοστή στρατηγὸ Μαίτλανδ. Ὁ Καποδίστριας, ἀμφισβητώντας τὴν ἔκταση τῶν ταραχῶν, διέψευδε κατηγορηματικὰ τὴ φήμη ποὺ ὑποβολιμαία οἱ Βρετανοὶ εἶχαν καλλιεργήσει, ὅτι ἐπρόκειτο γιὰ κινήσεις ποὺ δῆθεν ὑπέθαλπε ἡ Ρωσία ὥστε νὰ ἐπαναφέρει τὰ Νησιά ὑπὸ τὴν προστασία της.

## 126

Ὑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(30 Μαρτίου/11 Ἀπριλίου 1820)

*Agenda*

*Résumé de tous les rapports reçus  
de nos missions  
dans l'étranger depuis la fin  
de l'année dernière jusqu'à ce jour*

*Division:* 1. Faits. 2. Opinions. 3. Questions à résoudre.

*Ad primum.* Faits.

*A. Allemagne.* Projets subversifs des novateurs contre l'ordre existant dans les Etats respectifs des souverains d'Allemagne. Réunion de Carlsbad. Décrets de Francfort du 20 septembre. Conférences de Vienne. Actes qui nous sont communiqués confidentiellement.

*B. France.* Changement de ministère en 1818 et 1819 et ses conséquences. Lutte toujours inégale d'un gouvernement toujours faible de principes contre les royalistes exagérés et les hommes des Cent jours. Projets de lois répressives et réformes dans la loi des élections. Assassinat du duc de Berry. Composition d'un nouveau ministère. Ses efforts pour ramener l'administration sur la ligne de conduite qu'elle avait suivie avec succès depuis 1816 jusqu'à la clôture des conférences d'Aix-la-Chapelle.

*C. Royaume des Pays-bas.* Rejet unanime du budget décennal. Schisme entre les Belges et les Hollandais. Déconsidération du gouvernement. Mécontentement occasionné par les avantages qu'il accorde au commerce et à l'industrie britannique.

*D. Empire Britannique.* Radicaux et leur système de subversion. Troubles dans les provinces. Lois répressives. Avènement au trône de George IV. Question épineuse relativement à la reine. Conspiration contre la vie des ministres. Défaveur du ministère actuel. Propension du roi pour l'opposition.

*E. Espagne.* L'armée expéditionnaire en insurrection. Ses progrès. Appui qu'elle trouve dans les provinces et dans la capitale. Le roi est forcé à prêter serment à la constitution donnée par les cortès en 1812. Tous les efforts des cinq puissances pour aplanir sous leur médiation les différends relatifs au Rio de la Plata sont stériles depuis l'année 1818. Les cabinets de St. James et de Berlin témoignent le désir de faire cesser cette intervention commune. Les provinces insurgées du sud de l'Amérique avancent vers leur entier affranchissement. La révolution d'Espagne en favorise les progrès.

Au milieu de ces grandes crises la Suisse offre seule le tableau d'une

heureuse tranquillité. L'Italie est en souffrance, mais elle est comprimée. L'enord éprouve des secousses. Mais elles ne semblent pas ébranler les bases de l'édifice social.

*Ad secundum.* Opinions.

Presque tous les cabinets envisagent les catastrophes dont les deux hémisphères sont menacés, comme l'effet d'une conspiration que des hommes élevés à l'écloie de la révolution française organisent secrètement dans le vaste et criminel dessein: 1) de bouleverser les monarchies existantes et de faire succéder à l'autorité actuelle des souverains celle de rois magistrats; 2) de détruire par conséquent les vieilles institutions basées sur les principes de la morale et de la religion et de leur en substituer de nouvelles créées dans l'esprit de la démocratie ou du système des soi disant représentations nationales.

Les arguments dont on appuie cette manière de juger les événements qu'on déplore, sont: la simultanéité de ces événements, les découvertes faites en Allemagne, celles qu'on attend des enquêtes ordonnées par le ministère anglais.

En admettant cette hypothèse, on ne saurait cependant se dissimuler plusieurs autres considérations qui semblent pouvoir jeter un grand jour sur les questions graves que chaque gouvernement est appelé à résoudre.

Nous ne ferons ici que passer, pour ainsi dire, en revue ces considérations.

1. Les événements de nos jours sont sans contredit le résultat des événements qui les ont précédés. Donc, pour juger les uns, il faut de toute nécessité se rendre compte des autres.

2. En se rendant compte avec impartialité de la politique européenne durant les deux tiers au moins de notre siècle, on est porté à reconnaître que les gouvernements en général se sont dépréciés de leur propre gré aux yeux de peuples respectifs et que de cette déconsidération et des motifs qui l'ont produite, est résultée nécessairement la tendance des classes inférieures de la société à réclamer une part active dans la législation et dans l'administration publiques.

3. Cette tendance a eu des effets importants et décisifs, tels que l'affranchissement du nord de l'Amérique, l'abolition de l'esclavage des Nègres, la révolution française entourée du cortège immense de ses doctrines et de la masse incommensurable des nouveaux intérêts.

4. La guerre terminée militairement l'année 1815, ne pouvait donc faire cesser ni la révolution, ni les vœux des révolutionnaires. Cependant la plus grande partie des gouvernements s'est fait cette dangereuse illusion. Ils se sont plus à croire que puisque Bonaparte était enfermé à St. Hélène, la révolution devit y être prisonnière avec lui.

5. Cette fausse idée et toutes celles qui en sont le principe ou la conséquence, semblent assez expliquer toutes les fausses combinaisons par lesquelles plusieurs gouvernements cherchent leur salut sans vouloir, ni sans pouvoir remonter à la cause du mal.

6. Comme principe générateur, elle est toute entière dans la malheureuse déconsidération où sont tombés les gouvernements, dans l'absence de tout moyen efficace de relever promptement leur crédit, dans la nécessité d'attendre ce bienfait du concours simultané du temps, de la sagesse et de la modération.

*Temps.* A peine la réorganisation politique de l'Europe compte-t-elle 5 ans. Pourquoi être surpris de ce que la réaction imparfaite et faible de 5 années d'un ordre légal n'ait pu encore détruire l'action violente et bien réglée de 30 années de despotisme militaire?

*Sagesse.* Elle entre assurément dans les intentions des gouvernements. Mais est-elle la règle invariable de leur conduite?

On a promis, mais pour conjurer l'orage du moment ou pour sortir d'une difficulté.

On a accordé, mais les concessions ont-elles été complètes?

On s'efforce de créer un ascendant moral. Mais le créera-t-on, en suivant la maxime immorale: Divide et impera?

*Modération.* Partout on a conservé et l'on conserve intacte l'administration léguée par le système subversif du funeste représentant de la révolution. Et aucun pays ne jouit des avantages matériels dont la révolution lui ouvrait la perspective, aucun ne peut espérer comme alors un meilleur avenir.

Ainsi peut-on dire de bonne foi que les gouvernements soient sages et modérés?

*Ad tertium.* Questions à résoudre.

Ces gouvernements cependant sont associés par un pacte de fraternité chrétienne. Au centre de cette grande association se trouvent placées l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie. Tant que la France demeurera fidèle aux principes tutélaires consacrés par les traités, sa position sous ce rapport est la même que de ces quatre puissances.

L'union intime des souverains, fondateurs de l'alliance européenne, a délivré le monde du despotisme révolutionnaire. Elle a procuré aux nations la jouissance de la paix. Elle seule peut donc leur conserver ce bienfait, et les préservant des dangers qui les menacent. Il en est de cette vérité dans l'ordre politique, comme de la vertu dans l'ordre moral. On la sent. On l'avoue. Mais on ne la met en pratique que par l'effet d'une force coercitive.

Nous l'avons observé; la force qui cimentait l'union entre les quatre cabinets, était la crainte qu'inspirait la révolution personnifiée dans l'homme de St. Hélène.

Cet homme à peine terrassé, le traité du 3 janvier 1815 eut lieu. Plus tard la France sembla revivre à la politique générale et la France fut l'objet de toutes les jalousies. L'Espagne voulut prendre en 1815 sa place dans la famille européenne et elle en fut écartée.

C'est plus qu'il n'en faut pour se convaincre, que l'on craint dans le monde

politique la force coercitive qui résulterait de l'union intime des grandes puissances, parce que la Russie aurait dans cette hypothèse la prépondérance que lui assurent sa position et l'indépendance de ses conseils.

Ainsi l'union dont parlent toujours l'Autriche et l'Angleterre est une combinaison morte et passive et celle dont le salut du monde réclame le secours, doit être une combinaison vivante et active. Or, c'est à la combinaison vivante que se rapportent les observations développées dans les dernières dépêches du général Pozzo di Borgo.

Il s'agit de leur donner suite et d'engager les souverains alliés à ses rassembler pour imprimer à leur union cette vie, cette activité qui lui manque. La question est immense, soit que les souverains alliés consentent à cette nouvelle entrevue, soit qu'ils s'y refusent.

Dans le premier cas les antécédents et tout ce que nous venons de dire ne semblent pas nous offrir d'heureux présages. Les hommes ne changent point, et les difficultés s'aggraveraient et raison des efforts inutiles qu'on aurait fait pour les aplanir.

Ces difficultés au fond naissent toutes de l'état intérieur des divers pays de l'Europe. Or, si pour y ramener le calme, si pour établir de nouveaux rapports avec les gouvernés les gouvernants invoquent des conseils étrangers, cette conduite leur rendra-t-elle la considération qu'ils ont perdue, leur fera-t-elle acquérir une nouvelle puissance d'opinion?

Et si au contraire le fait seul d'avoir eu recours à une intervention étrangère augmente ce discrédit malheureusement trop général, s'il accroît la fermentation au lieu de la détruire, s'il porte du centre à la surface tous les levains de troubles et de discorde que recèle notre vieille Europe, de quel poids serait la responsabilité qui retomberait alors sur la réunion des cabinets et sur celui qui l'aurait proposée.

Passons à la seconde hypothèse. La proposition d'une entrevue des souverains n'est point acceptée. On allègue à l'appui de ce refus divers motifs. Ces motifs à leur tour provoquent des explications et la malveillance qui en perce le mystère, la malveillance qui prend les cours alliées, pour ainsi dire, sur le fait d'une divergence essentielle de principes et d'opinions, voit enfin s'évanouir jusqu'au prestige de cet imposant accord dont la crainte paralyse seule l'audace de ses coupables desseins.

Cependant quelque graves que soient les raisons qui militent ici en faveur du silence et de la réserve, elles ne paraissent pas de nature à nous dispenser de remplir dans des circonstances aussi critiques les devoirs que les traités nous imposent.

Ces devoirs sont positifs, mais on ne saurait en faire l'application expresse et littérale aux événements sur lesquels il conviendrait d'appeler l'attention et la prévoyance des cours alliées.

La déclaration du 3(15) novembre 1818 porte que les souverains *pourront se réunir*. Les actes réservés de la même date précisent le cas où *ils doivent* le faire. Mais ce cas ne regarde que la France. Or, c'est en Espagne qu'il vient de se réaliser.

La question donc que l'on proposerait aux cours alliées, pourrait être réduite aux termes suivants:

"La révolution dont on a voulu préserver le monde par les actes d' Aix-la-Chapelle, ayant choisi le terrain de l' Espagne pour y exercer ses ravages et menaçant l' Europe de nouvelles catastrophes, ne serait-il pas urgent que les cabinets alliés se rassemblissent pour délibérer sur les moyens d' arrêter les progrès du mal et de lui opposer l' influence conservatrice des principes de la grande alliance, mis en action? Une circonstance importante réclame d' ailleurs les délibérations communes des cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Elles sont médiatrices entre l' Espagne et le Portugal.

Le seront-elles encore, lorsque le gouvernement d' Espagne ne présentera plus qu'une anarchie révolutionnaire?

Cesseront-elles de l'être par ce seul motif?

Articuleront-elles cette résolution par un acte public?

Convient-il de faire dépendre des déterminations aussi graves d'une accord qu'il faudrait établir par les voies si lentes des correspondances ordinaires tandis que les événements se précipitent et s' accumulent en Espagne?"

Telle serait l'idée principale de la communitation à faire aux cours alliées. Cette idée se rattacherait à cette que nous avons développée dans la dépêche du 5 mars expédiée par le général Levaschoff.

En détournant ainsi l' attention des peuples, en la portant sur un objet autre que la situation intérieure des Etats de l' Europe, en choisissant pour but déterminé de la réunion la médiation interposée entre les cours de Madrid et de Rio Janeiro et considérée dans ses rapports avec les questions coloniales, ainsi qu'avec la question politique que l' Espagne présente en ce moment, la proposition pourrait être faite et l'on aurait l' espoir de la voir accueillie, ou bien si elle était soit rejetée, soit déclinée, au moins conserverait-on la certitude d'avoir prévenu les inconvénients dont les conséquences seraient le plus à craindre.

---

Τό βαρυσήμαντο αὐτό ὑπόμνημα περιλάμβανε τήν ἀνακεφαλαίωση ὅλων τῶν ἀναφορῶν πού εἶχαν δεχθεῖ οἱ ὑπηρεσίες τοῦ ρωσικοῦ ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν στήν Εὐρώπη τόν τελευταῖο χρόνο. Κυρίαρχα ζητήματα οἱ ἀνατρεπτικές κινήσεις στή Γερμανία<sup>2</sup>, οἱ κυβερνητικές ἐξελίξεις στή Γαλλία, τό σχίσμα ἀνάμεσα στούς Βέλγους καί τούς Ὁλλανδούς, οἱ γενικότερες



μεταβολές στη Μεγάλη Βρετανία καί, τέλος, οί ἐπαναστατικές κινήσεις στην Ἰσπανία, παράλληλα μέ τήν ἀπελευθέρωση τῶν ἐπαναστατημένων ἐπαρχιῶν τῆς νοτίου Ἀμερικῆς.

«Ὅλες οί κυβερνήσεις», ἔγραφε ὁ Καποδίστριας, «θεωροῦν τίς καταστροφές ἀπό τίς ὁποῖες ἀπειλοῦνται τά δύο ἡμισφαίρια ὡς προϊόν συνομωσίας ὀργανωμένης κι ἀναθρεμμένης στή σχολή τῆς γαλλικῆς ἐπανάστασης· τά ἄτομα αὐτά ἀποβλέπουν στόν ἐγκληματικό σκοπό: 1) Νά ἀνατρέψουν τίς ὑπάρχουσες μοναρχίες ἐγκαθιστώντας στήν τωρινή ἐξουσία τῶν μοναρχῶν κυρίαρχους ἄρχοντες, 2) Νά καταστρέψουν κατά συνέπεια τοὺς παλιούς θεσμούς, τοὺς βασισμένους στίς ἀρχές τῆς ἠθικῆς καί τῆς θρησκείας, ὑποκαθιστώντας τους μέ νέους διαποτισμένους ἀπό τό πνεῦμα τῆς δημοκρατίας ἢ τοῦ συστήματος τῶν καλουμένων ἐθνικῶν ἀντιπροσωπειῶν».

Πηγή καί ἀφετηρία ὅλων τῶν παραπάνω, κατά τόν Καποδίστρια, ἦταν ἡ ἀνεπάρκεια, ἡ ἀνικανότητα καί ἡ ἀνυποληψία τῶν (εὐρωπαϊκῶν) κυβερνήσεων καί γι' αὐτό ἡ τάση τῶν κατώτερων κοινωνικά τάξεων νά διεκδικήσουν τή συμμετοχή τους στή δημόσια διοίκηση καί στήν ὀργάνωση τῆς νομοθεσίας ὑπῆρξε εὐλογη. Θάπρεπε λοιπόν ἡ ἔνωση τῶν μελῶν τῆς Ἱερᾶς Συμμαχίας νά συνεχίσει τήν περιφρούρηση τῆς Εὐρώπης ἀπό τόν «ἐπαναστατικό δεσποτισμό». Θάπρεπε νά διαμορφωθοῦν νέες σχέσεις κυβερνῶντων καί κυβερνωμένων στά ἐσωτερικά τῶν κρατῶν. Θάπρεπε νά ξεπεραστοῦν ὅλες οἱ δυσχέρειες μέ πνεῦμα εἰλικρινοῦς συνεργασίας μεταξύ τῶν μελῶν τοῦ Διευθυντηρίου.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 337-340.

2. Βλ. γιά τίς σημαντικότερες συζητήσεις τοῦ Καποδίστρια μέ τόν Αὐστριακό πρεσβευτή στήν Πετροῦπολη Λέμπτζελτερν στά *Ἀρχεῖα Βιέννης*, Russland III, Berichte 1820, Fsz. 23, Fol. 35-43, ὅπου καί ἡ ἀποκαλυπτική ἔκθεση τοῦ τελευταίου πρὸς τόν Μέττερνιχ ὑπὸ τόν τίτλο «Entretien avec M. le comte Capo d'Istria sur les affaires de la Confédération». Πρβλ. ἀνάλυση τῶν θέσεων τοῦ Καποδίστρια στό Γερμανικό ζήτημα, Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἱ. Καποδίστρια ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 101 κ.έ., τοῦ Ἰδίου., Ὁ Ἰωάννης Καποδίστριας καί ἡ Γερμανική Ὀμοσπονδία, Μελέτες, τομ. Α' σ. 62 κ.έ.

## 127

Ἐπιστολή πρὸς τόν ἡγεμόνα τῆς Βλαχίας Α. Σοῦτσο  
(4/16 Ἰουλίου 1820)

La lettre que v. a. m'a fait l'honneur de m'écrire en dernier lieu, a excité l'attention de l'empereur. C'est par son ordre et en son nom que je vais y faire réponse.

S.m. a su justement apprécier les intentions pures qui vous ont dicté cette lettre. Elle applaudit à la sagesse des vues que vous y avez énoncées, et elle se félicite de vous voir, mon prince, revêtu de la confiance de votre gouvernement; c'est un titre de plus pour obtenir celle d' l' empereur. Aimant à faire toujours présider une complète franchise à toutes ses relations politiques, s.m. veut vous faire connaître sa pensée toute entière. Je m' estime heureux d'en être l' interprète.

V. a. est suffisamment instruite sans doute de la marche qu'ont suivie depuis quatre ans nos négociations avec le gouvernement ottoman. Sans entrer donc ici dans des détails inutiles, il importe toutefois de fixer votre attention sur la dernière démarche que le baron de Stroganoff a eu ordre de faire auprès du Divan. Il est essentiel que vous puissiez méditer profondément l' esprit et la lettre du mémoire rédigé sous les yeux de l' empereur et remis au reis-effendi dans la conférence du 19 février dernier. V. a. en trouvera ci-joint une copie. Mais afin de vous pénétrer plus intimement encore des véritables intentions qui ont guidé le cabinet impérial dans cette occasion, s.m. a voulu qu'il vous soit également donné communication d'une dépêche réservée que le ministère a écrite au baron de Stroganoff, en accompagnant le mémoire précité. Elle est ci-annexée en copie. Lisez et relisez ces pièces, mon prince, et vous y trouverez la solution de toutes les questions que vous m'avez adressées. Vous reconnaîtrez, j'en suis sûr, qu'il ne dépend aujourd'hui que de la Porte d' ouvrir les voies à un accommodement solide et équitable, en admettant franchement le principe de la discussion collective des griefs réciproques, parce que c'est en les examinant de bonne foi et dans un esprit de conciliation qu'on sera conduit à rechercher, de part et d'autre, les moyens d' effectuer un arrangement satisfaisant.

On ne peut s' expliquer l' extrême répugnance que la Porte a montrée jusqu'ici à admettre ce mode simple et naturel, qu'en lui supposant la crainte de se laisser entraîner par là dans une négociation dont le but serait d' apporter sous la forme d'une transaction supplémentaire des modifications décisives aux clauses du traité de Bucarest qui sont à l' avantage de la Porte. Si telle est la conséquence qu'elle redoute, nous ne demandons pas mieux que de disiper entièrement ses appréhensions, et nous croyons entrer plus particulièrement dans l' esprit de votre lettre, mon prince, en développant ici l' idée du cabinet de l' empereur. Il ne s'agit nullement d'obtenir de la Porte un acte par lequel elle admette le principe de la négociation collective; il ne s'agit pas de confectionner une nouvelle transaction pour assurer l' exécution des stipulations relatives aux deux principautés et à la Serbie. Le traité de Bucarest restera intact et dans toute sa force. Du moment que le Divan aura fait connaître, même dans une forme confidentielle, si tel peut être le bon plaisir du sultan, son adhésion au principe de la négociation collective, et qu'il se sera expliqué franchement tant sur le mode d' après lequel il se propose de faire droit à nos griefs, que sur celui qui

pourra rendre utile la discussion ayant trait au littoral, nous nous expliquerons de notre côté sans réserve. Voilà la discussion collective et, en vérité, mon prince, peut-on douter du résultat, si la Porte le désire aussi sincèrement que la cour impériale?

C'est au ministère ottoman que nous laissons volontiers le choix des formes diplomatiques dont cette oeuvre de conciliation serait revêtue. Il n'a qu'à nous proposer celle qui peut le plus lui convenir, et elle sera préférée par le cabinet de Russie dès qu'elle pourra constater l'arrangement complexif dont les bases seront déjà arrêtées.

Considérons maintenant quel peut être l'intérêt de la Russie à amener le résultat qu'elle poursuit avec une persévérante sollicitude? La partie du littoral sur laquelle porte la seule et unique réclamation des Turcs contre nous, se trouve en notre possession et cette possession est fondée sur un droit. Néanmoins, nous ne refusons pas de discuter ce droit à côté des griefs dont nous demandons le redressement à la Porte. Mais si, comme nous aimons à le croire, on parvenait enfin à s'entendre et à régler à l'amiable les points en discussion, un pareil arrangement, à l'avantage de qui tournera-t-il? Ce sont les principautés et les hospodars, c'est la Serbie, ce sont les Grecs établis en Orient qui en jouiront sous une double sauvegarde, celle des traités et celle plus essentielle encore de la fidélité avec laquelle les parties contractantes auront un intérêt légitime à vouloir leur stricte exécution.

Ne voulant ni la guerre, ni des conquêtes dans la vue d'étendre ses possessions ou son influence en Orient, la Russie ne cherche qu'à maintenir inaltérable ce qui est. Elle désire assurer par l'influence légale que lui accordent les traités, une existence honorable et tranquille aux chrétiens sujets ottomans qui ont des titres à sa protection. Elle ne prétend pas pour cela les soustraire au sceptre de leur souverain. Tout au contraire, elle aime à les savoir heureux sous l'empire de sa hauteesse.

Or, quels avantages la Porte ne devra-t-elle pas recueillir de ces dispositions de l'empereur? Certes, depuis longtemps l'horizon politique n'a montré une perspective plus rassurante pour elle. Lorsque les principautés régies par une administration fondée sur des principes de justice et de modération, jouiront de leur sort sous l'égide tutélaire des stipulations les plus solennelles, lorsque la Serbie, oubliant ses désastres, aura vu asseoir les bases et les garanties de son existence civile et aura pressenti sa tranquillité et son bonheur dans la stabilité de sa nouvelle situation, lorsqu'enfin les Grecs en général auront trouvé dans le raffermissement des liens entre les deux Etats un motif de sécurité et l'espoir d'un meilleur avenir, peut-on douter que l'Empire Ottoman, ébranlé jusqu'ici par de continuelles agitations, ne recouvre sa tranquillité à l'aide d'un concours de circonstances aussi heureuses?

C'est là le voeu que forme l'empereur, et ce voeu est sincère, car il est dicté

par les conceptions de la plus haute, mais aussi de la plus pure politique.

Ne voulant plus ni pour le présent, ni pour l'avenir des conquêtes nulle conserver ce qui est à la Russie, il faut aussi que les Etats qui l'entourent, se conservent tels qu'ils sont actuellement, mais par eux-mêmes et hors de toute dépendance étrangère.

Ce principe est général, mais il devient plus particulièrement applicable à la Turquie.

Vous voyez donc, mon prince, qu'il ne s'agit pas seulement d'une négociation secondaire ou de circonstance. C'est un grand système auquel il faut associer la Porte, parce que les intérêts les plus chers de l'Empire Ottoman s'y rattachent. V. a. saura sans doute les servir, en employant toute son influence auprès des conseils du sultan pour faire adopter le seul moyen qui puisse laisser une chance à ce si beaux et de si désirables résultats.

Cette tâche est honorable. Efforcez-vous, mon prince, de la remplir. Vous nous trouverez toujours prêts à vous seconder.

Agréez...

Ἡ ἐπιστολή εἶχε ὡς ἀντικείμενο τὴν πορεία τῶν ρωσοτουρκικῶν σχέσεων. Ὅπως ἔγραφε ὁ Καποδίστριας, κύριος ὑπεύθυνος τῆς μὴ βελτίωσης τῶν σχέσεων αὐτῶν ὑπῆρξε ἀποκλειστικά ἡ Τουρκία, ἀποφεύγοντας νά υἱοθετήσῃ τὴν ἀρχή τῆς συλλογικῆς συζήτησης τῶν ἀμοιβαίων διαφορῶν. Παρά τίς τουρκικῆς διεργασίες ὅμως ἡ συνθήκη τοῦ Βουκουρεστίου ὀφείλε νά παραμείνῃ «ἀνέπαφη καὶ σέ πλήρη ἰσχύ». Ἡ Ρωσία δὲν ἀποσκοποῦσε σέ τίποτε ἄλλο ἀπὸ τὴν ἐξασφάλιση μιᾶς ἐντιμῆς καὶ ἡσυχῆς διαβίωσης στοὺς χριστιανούς ὀθωμανούς ὑπηκόους πού δικαιουῦνταν τὴν προστασία της. Αὐτὴ ἦταν ἡ ἐπιθυμία τοῦ αὐτοκράτορα Ἀλεξάνδρου.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 416-418.

## 128

Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Λονδίνο κόμη Λίεβεν  
(14/26 Ἰουλίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur le comte. En prenant lecture de la réponse que lord Bathurst vient de faire à nos communications du 6(18) octobre 1819, l'empereur a été au regret

d' ignorer si le duc de Wellington avait eu quelque part au travail du ministre des colonies, s'il connaissait au moins se réplique et quel jugement il en avait porté.

Sans doute, les ministres anglais ne sont point au courant des affaires de détail en instance dans des départements de leurs collègues, mais nous avons sous les yeux les lettres que lord Castlereagh et le duc de Wellington ont écrites à l' empereur lui-même concernant le sort des Etats Ioniens, et ces lettres nous portent à croire que la réponse du comte de Bathurst a dû nécessairement être discutée en conseil.

Toutefois, si le maréchal de Wellington partageait entièrement l' opinion de lord Bathurst, pourquoi nous en aurait-il fait un mystère, et par quel motif se serait-il épargné la peine de m'adresser directement quelques lignes pour imprimer un caractère plus solennel à l' arrêt porté contre mes malheureux compatriotes? Il y a donc lieu de présumer que le maréchal n' approuve point dans son particulier la décision du comte de Bathurst.

C'est dans cette conviction qu'en adressant à ce dernier la lettre ci-jointe en copie et en original, j'en écris une autre au duc de Wellington lui-même dans laquelle j' aborde toutes des questions avec une entière franchise.

Vous trouverez également ici l' original et la copie de cette seconde lettre, et en la remettant au duc, veuillez, M. le comte, ne point lui laisser ingorer le contenu de la présente.

Engagez-le de la part de l' empereur à s'occuper des intérêts des îles Ioniennes. Ces intérêts sont secondaires, à la vérité, mais les habitants des Iles ont des droits imprescriptibles à la bienveillante sollicitude de s.m.i.

Nous sommes loin de désirer des mesures d' éclat. Tous nos vœux seront accomplis dès que nous saurons seulement que le ministère anglais est dans l' intention de faire droit à nos justes griefs. A lui seul appartiendra toujours le choix des formes, des moyens et du temps.

Il est inutile de vous répéter que toutes nos espérances se fondent sur la coopération du duc de Wellington, sur le désir qu'il manifestera de voir nos demandes favorablement accueillies.

En ce qui me concerne, je vous serai sincèrement obligé des soins que vous donnerez aux réclamations de mes concitoyens.

Veuillez, M. le comte, recevoir dès à présent l' expression de ma gratitude et agréer en même temps l' assurance...

---

Ἡ ἐπιστολὴ ἀναφερόταν στὴν ἀπάντηση τοῦ Βρετανοῦ ὑπουργοῦ τῶν ἀποικιῶν Μπάθουρστ «εἰς τὰς ἐμπιστευτικὰς βολιδοσκοπήσεις αἰτίνες ἀφεώρων εἰς τὰς Ἰονίους Νήσους»<sup>2</sup>. Τό ὁξύτατο ὕφος τῆς ἀπάντησης ἔκανε τόν

Καποδίστρια νά διερωτηθεῖ κατὰ πόσο ὁ Οὐέλλιγκτων γνῶριζε τὸ περιεχόμενον της. Κατὰ τὴ γνῶμην τοῦ ὁ στρατάρχης δὲν ἦταν διόλου ἐνήμερος καὶ ἡ ἀπάντησις τοῦ Μπάθουρστ θάπρεπε ν' ἀπασχολήσῃ τὸ βρετανικὸ ὑπουργικὸ συμβούλιον. Στὴ συνέχεια καλοῦσε τὸν Λίεβεν νά ἐκθέσῃ γιὰ μιὰ ἀκόμῃ φορὰ στὴ βρετανικὴ ἡγεσία τὰ δίκαια παράπονα τῶν συμπατριωτῶν του.

---

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 429-430.

2. *Ἀρχεῖον Ἱ. Καποδίστρια*, τομ. Α' σ. 60.

---

## 129

**Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Νέαπολιν κόμην Στάκελμπεργκ  
(Βαρσοβία 21 Αὐγούστου/2 Σεπτεμβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Monsieur le comte. L' empereur a voué une haute attention aux rapports par lesquels v. ex. lui a rendu compte des événements qui viennent de reproduire dans le Royaume des Deux-Siciles la catastrophe que l' Espagne a subie au mois de mars.

Nos communications en date du 20 avril aux cours alliées et les directions tracées aux ministres de s.m.i. dans le mémoire qui explique et développe la réponse adressée au chevalier de Zea Bermudez, ne nous laissent dans les circonstances présentes rien à ajouter pour déplorer cette calamité nouvelle ou pour faire pressentir les dangers qui environnent les peuples que plusieurs affinités pourraient associer à ceux de l' Espagne et des Deux-Siciles, ou enfin pour signaler le remède et les moyens de salut.

Néanmoins s.m.i. nous ordonne de consigner ici quelques instructions supplémentaires destinées à mettre dans tout leur jour l' évidence et la précision de celles du 20 avril. L' attitude que les ministres de Russie ont à garder soigneusement dans la crise actuelle près les cours respectives où ils sont accrédités, sera ainsi encore une fois définie d' une manière très positive.

Quelque variées que puissent sembler les causes qui ont amené à Madrid le 8 mars et à Naples le 2 juillet, les conséquences de ces événements importants s' offrent sous un aspect uniforme, soit qu' on les envisage dans leur nature propre, soit qu' on observe leur influence directe sur l' ordre moral et politique des nations. Cette identité de causes, cette dangereuse communauté d' effets qui paraît s' étendre dans les dimensions les plus vastes, à en juger par ses explosions répétées, trouveraient dans des oppositions exclusives ou des mesures isolées

plutôt des germes de vie que des actes de répression. Ici partiellement abattues, supposé même avec énergie, elles renaîtraient ailleurs d'autant plus redoutables. Dès lors les chances de l'avenir et la sanction journalière du temps s'associeraient aux entreprises de l'insurrection, et dans une voie d'où l'harmonie avec la sainte exécution des traités se seraient momentanément écartées, vainement dans l'intervalle chacune des puissances de l'Europe pourrait-elle espérer de prêter un secours efficace à la cause des gouvernements qui l'invoqueront, plus vainement encore se flatteraient-elles de pouvoir chacune se garantir elle-même des ravages universels de la contagion.

Indépendamment donc des considérations générales, celles qui se déduisent des principes positifs du droit, semblent à l'envi ramener, pour ainsi dire, les affaires d'Espagne et de Naples dans le domaine que les traités ont tracé à la juridiction de la grande alliance.

En effet, les puissances alliées ne peuvent connaître qu'une Europe, celle qui sous les auspices divins de la providence jouit de la pacifique situation que lui ont assurée les dernières transactions. Sans doute, cette situation ne pouvait exclure à jamais ni le réveil des passions haineuses de la discorde, ni les trames sourdes de l'ambition individuelle, ni les écarts de l'exaltation qui suit quelquefois le progrès des lumières. Cependant, en se constituant dans une unité non seulement politique, mais encore chrétienne et morale, l'Europe des traités fondait sur les bases régulières de l'ordre et de la vérité sa toute-puissance relativement à sa rivale, l'Europe de l'insurrection et de la révolte. Certes, le triomphe ne saurait être douteux, et le passé a légué au présent assez de garanties rassurantes pour l'avenir. C'est donc en nous appuyant sur les leçons vivantes de l'expérience, que nous retrouvons le remède intact et infaillible à côté des explosions du mal. Et d'autre part, dans des conjectures heureusement gratuites nous ne saurions jamais admettre qu'une seule crainte - celle de la rupture des liens de la grande union.

Sont-ils brisés un jour, y a-t-il séparation et dissidence? Alors seulement l'empire des insurrections vacillantes et éparses, inanimées encore aujourd'hui, se concentrera, dans la plus funeste cohésion et pourra se propager avec cette rapidité que les premiers succès extérieurs de la révolution de France ont appris à connaître et à redouter au détriment de l'indépendance commune des peuples et des Etats.

Tel a été sans variation le point de vue fixé tout ensemble par le devoir et la sollicitude qui a réglé les opinions de l'empereur et son langage aux cours alliées. Nulle exception non seulement quant au fond de ces principes, mais aussi quant aux formes des actions qui en dérivent, n'a eu jamais d'accès pour les uns, ni pour les autres.

Une nouvelle occasion s'est présentée de renouveler ces témoignages du respect inviolable des traités.



Elle a été saisie avec empressement.

Les pièces ci-jointes en copie (lit A, B, C, D) le prouvent. Elles vous portent, M. le comte, nos réponses aux cours de Vienne et de Paris motivées par leurs ouvertures sur les progrès menaçants du mal qui trouble la tranquillité de l'Italie, et la communication que nous en transmettons simultanément à nos missions à Londres et à Berlin.

L'ensemble de ces informations fondées sur un principe unique démontrera aux ministres de l'empereur qu'ils ne sauraient produire exclusivement aucune opinion officielle sur les événements de l'Espagne et de Deux-Siciles, préjugant de celle qui résultera, nous aimons à le croire, des délibérations unanimes des cabinets alliés. Réunis en vertu de leur propre respect pour les transactions existantes, ils sauraient aisément les faire respecter avec les droits qu'elles stipulent, mais aussi avec les obligations qu'elles commandent.

Cette conduite réservée est analogue parfaitement au contenu de notre réponse fondamentale au chevalier de Zea. Nous y disions en effet: "Plus les circonstances où se trouve l'Europe sont graves, plus elles peuvent être funestes à la tranquillité générale dont le monde goûte à peine les premiers fruits, et moins il appartient aux puissances garantes de ce bienfait universel de prononcer isolément avec précipitation ou dans des vues étroites en exclusives un jugement définitif sur les actes qui ont signalé les premiers jours de mars en Espagne".

Mais si dès cette époque même l'empereur, en espérant que l'Europe toute entière parlerait au gouvernement espagnol le langage unanime de la vérité, de l'amitié, de la bienveillance, ne s'en était pas interdit l'expression anticipée que le ministre de s.m. catholique invoquait de ses instances et de ses vœux confiants, c'est qu'aucune réticence ne doit jamais faire croire ou espérer que s.m.i. transigerait jamais volontairement avec le pouvoir révolutionnaire de l'insurrection.

Un cabinet, comme un individu privé, peut faire à des considérations d'intérêt majeur le sacrifice de la manifestation de ses opinions. Mais la conscience de l'une et de l'autre serait - elle empêchée d'avouer celle qui, déduite des principes les plus légitimes, remplit déjà leur sentiment intérieur et doit par conséquent diriger leurs actions?

Supposant donc que le ministère napolitain vous provoque, M. le comte, à l'effet d'obtenir des lumières sur l'opinion que l'empereur émettrait lors d'une réunion européenne motivée par l'événement du 2 juillet, et dans la seule hypothèse qu'un silence obstiné de notre part pourrait induire ledit gouvernement en erreur sur la pensée et les principes de s.m.i., v. ex. est autorisée à articuler verbalement:

1. La haute et ferme improbation de l'origine de la révolution de Naples et de ses moyens actifs.
2. Le désir de voir le gouvernement s'élever spontanément à cette force



réelle et supérieure qui le mettrait aussi à même d'improver l'insurrection, de la terminer, de se garantir du retour.

3. Cette propre force et ces moyens spontanés seront l'apanage inséparable du gouvernement dès l'instant où il sera redevenu la source de laquelle émaneront des institutions légalement adaptées aux besoins intimes de la nation et faites pour rallier en conséquence autour du trône tous les intérêts moraux, toutes les affections et tous les vœux.

Pour ce qui est de la mission du prince Cimitile, v. ex. trouvera dans la copie ci-jointe de la dépêche adressée aujourd'hui à M. le comte Golowkin, l'énoncé de la mesure que nous adoptons à son égard. M. le duc de Serra Capriola fils en attendant doit être déjà rendu à St. Pétersbourg.

Enfin, M. le comte, et pour clôturer cette dépêche conformément à toutes les intentions de l'empereur, nous devons vous inviter à continuer d'entretenir avec le roi et son auguste famille vos rapports habituels de dévouement et de respect, avec les amis de l'ordre ceux de la bienveillance et de l'intérêt, de préférer dans la noblesse qui vous caractérise, jusqu'envers les passions hostiles, l'indulgence à la sévérité, la générosité au mépris, mais sans pour cela laisser le moindre doute aux perturbateurs du repos public et aux agents du crime sur le sentiment de réprobation et d'horreur qu'ils doivent inspirer. De simples accusés de réception seront les seules réponses que v. ex. voudra bien adresser dans ses relations avec le ministère des Deux-Siciles.

J'ai l'honneur....

*Post-scriptum réservé au comte Stachelberg*

Sans nous livrer à des espérances sur un résultat heureux d'événements dont nous considérons la source comme impure, nous nous plaisons toutefois à admettre pour les affaires du Royaume des Deux-Siciles ces mêmes conjectures fondées sur le désir du bien, qui ont dicté dans le mémoire du 20 avril notre proposition relative au premier acte que nous désirions de la part des cortès d'Espagne. Il se peut, M. le comte, que la nouvelle administration napolitaine acquière de la consistance et de la vertu, qu'elle cherche de bonne foi à concilier les divergences, à faire triompher le droit et à fixer sur des institutions sages et régulières les destinées futures du souverain, de la nation et du pays. Témoin et juge de la sincérité de ces dispositions, vous serez sans doute le premier, M. le comte, à les apprécier et à leur rendre justice. Dès lors plus d'intimité dans vos rapports avec le ministère de s.m. sicilienne pouvant s'établir naturellement, v. ex. sera peut-être invitée à se prononcer sur la perspective d'une occupation du Royaume de Naples dont le soupçon serait motivé par les mouvements militaires des armées autrichiennes au nord de l'Italie. Soit qu'une pareille détermination résulte des désirs mêmes du gouvernement napolitain ou des combinaisons de la

politique générale, elle ne serait que l'effet d'un concert préalable entre les cours alliées ou de leur suffrage préliminaire. Et dans les vœux de toutes les puissances, analogues comme les nôtres au système conservateur de la paix de l'Europe, nul doute que le choix d'une influence modératrice et tutélaire ne soit préféré à toute oeuvre de sévérité coercitive. Eloignant donc de notre pensée un avenir de guerres et de désastres, nous le supposons également étranger aux vues des puissances, nos alliées, et aucune communication de leur part n'a jusqu'à présent autorisé l'hypothèse contraire.

Tel sera par conséquent le thème de l'explication qui vous serait demandée, M. le comte, et que vous jugeriez devoir accueillir dans votre sagacité la plus prudente, si la double condition signalée au début du présent post-scriptum se trouvait vérifiée et remplie entièrement.

*Post-scriptum aux dépêches du jour à MM.  
les ministres de s.m.i. près les cours alliées*

Au moment de l'expédition du présent courrier des dépêches de M. le comte de Golowkin avec des communications de la cour de Vienne nous apprennent l'assentiment empressé de s.m. l'empereur d'Autriche aux motifs qui ont dicté nos premières réponses sur l'entrevue proposée. Il semble en conséquence que cette réunion dans les formes les plus analogues aux vœux qu'autorisent les transactions existantes et qui par cela même garantissent le meilleur succès, aura lieu dans les premiers jours d'octobre v. st. à Troppau.

Nous nous bornons d'ailleurs à vous en donner, Monsieur, cet avis préalable qui sera accompagné plus tard de tous les renseignements nécessaires.

---

Ἡ ἐπιστολή ἀναφερόταν στὰ ἐπαναστατικά γεγονότα πού διαδραματίστηκαν στήν Ἰταλία καί τήν Ἰσπανία. Ἡ Ρωσία, ὡς μέλος τῆς εὐρωπαϊκῆς συμμαχίας, καταδίκασε ὅποιαδήποτε βίαιη ἐνέργεια καί καλοῦσε τοὺς ἐπαναστάτες νά ὑποχωρήσουν. Οἱ συμφωνίες τῆς Βιέννης καί τῶν Παρισίων ἔπρεπε, μέ κάθε θυσία, νά τηρηθοῦν. Μόνο μέσο ἀντιμετώπισης τῆς κατάστασης πού εἶχε διαμορφωθεῖ ἀπέμενε ἡ σύγκληση μιᾶς νέας εὐρωπαϊκῆς συνδιάσκεψης. Μέχρι τότε ἡ ρωσική κυβέρνηση ἦταν ὑποχρεωμένη νά ἀποδοκιμάσει τήν «καταγωγὴ τῆς ἐπανάστασης στή Νεάπολη καί τὰ δραστήρια μέσα της», ἀναμένοντας τή σύγκληση τοῦ συνεδρίου τῶν συμμάχων Δυνάμεων στό Τρόππαου.

## 130

Ὁδηγίες πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Ρώμη Α. Ἱταλίνσκυ  
(Βαρσοβία 21 Αὐγούστου/2 Σεπτεμβρίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur. L' interruption des négociations entamées avec le siège de Rome au sujet de l' église romaine en Russie, ayant été occasionnée par des incidents secondaires, plutôt que par des difficultés inhérentes à la nature des objets en discussion, et les communications réitérées du ministère des affaires du culte et de l' instruction publique servant à attester la nécessité d'une conclusion prompte et satisfaisante sur quelques points importants déjà consentis par le ministère pontifical, l' attention de l' empereur s'est fixée sur ces arrangements indispensables auxquels est attaché le repos des consciences de ses sujets du rit romain, et il a plu à s.m.i. d' enjoindre à son ministère de tracer à v.ex. les directions suivantes selon la teneur desquelles il vous est prescrit de renouer immédiatement une négociation trop longtemps suspendue.

La série entière de nos rapports avec la cour du Vatican a suffisamment prouvé qu'il ne s'agissait pas de concessions extraordinaires à obtenir, mais uniquement de certains arrangements de discipline qui, loin de porter atteinte à la conviction du pontif romain et sans léser le moindre de ses droits, ne tendent qu' à régulariser le service de l' église romaine en Russie et à concilier l' exercice des pouvoirs spirituels avec les localités et les distances qui interdisent le recours trop fréquent au siège revêtu de la suprême autorité.

En conséquence, s.m. déterminée à n' insister pour le moment que sur deux articles de discipline de nécessité urgente, il vous est enjoint, Monsieur, d' entrer sur-le-champ en pourparlers avec le cardinal secrétaire d' Etat à l' effet d' obtenir:

1) l' expédition immédiate des pouvoirs requis pour la sécularisation de douze prêtres réguliers à préposer aux paroisses vacantes par le ministère du métropolitain;

2) l' autorisation au même prélat d' accorder des dispenses matrimoniales pour les divers degrés d' affinité, sans insister toutefois sur le nombre de quarante dispenses qui avait été demandé pour le premier degré.

La manque de prêtres voués à l' exercice des fonctions sacerdotales, ainsi que la nécessité d' obvier à des maux plus graves pour le maintien des bonnes mœurs, sont les seuls motifs qui portent le gouvernement à revenir sur des concessions déjà accordées en principe et dont la mise en vigueur ne saurait être sujette à de nouvelles difficultés. V.ex. servira essentiellement les intentions paternelles de notre auguste maître, en amenant une prompte conclusion par

rapport aux deux articles précités.

Quant aux autres questions en litige, savoir:

- 1) celle du procès canonique qui précède l' institution des évêques;
- 2) l' érection d'une métropole en Russie avec investiture des pouvoirs accordés aux primats;
- 3) l' ordre à établir dans les rapports d' office entre l' église romaine de Russie et le siège pontifical;
- 4) les distinctions et pouvoirs réclamés pour la personne de Monseigneur Sestrinczewicz.

Tous ces objets de négociation qui ont mis au jour tant de divergences entre le ministère du Vatican et le nôtre, devront être omis pour le moment dans les communications que vous êtes chargé de faire au cardinal Consalvi. Les articuler en même temps, ce serait confondre des demandes commandées par une nécessité impérieuse avec des concessions dont les unes sont d'une nature délicate et les autres peuvent être envisagées comme surrogatoires, lorsqu'on les compare aux arrangements dont le sursis cause un mal réel aux sujets de notre auguste souverain. Les complications qui s' ensuivraient, nuiraient aux résultats positifs que nous sommes en droit d' attendre du zèle qui nous distingue, Monsieur, ainsi que de votre prudence consommée, et dès lors ce serait contravenir aux dispositions bienfaisantes qui portent s.m.i. à désirer la reprise de la négociation.

Cependant le ministère est loin de méconnaître la nécessité d'un arrangement complexif et durable avec le siège de Rome. En tant que le repos des consciences d'une partie considérable des sujets de l' emprereur est attaché à la stabilité d'un pareil arrangement, ce résultat définitif ne peut cesser de fixer la sollicitude particulière de notre auguste maître et à ce titre v. ex. ne tardera pas à recevoir des instructions ultérieures sur la totalité des objets en discussion. Mais jusque là c'est à vous, Monsieur, qu'il est réservé de préparer les voies à la clôture de la négociation dans son ensemble.

Vous vous occuperez donc dans l' intervalle à recueillir les notions les plus complètes sur les concordats récemment conclus par le siège de Rome, ainsi que sur la nature des obstacles qui ont entravé la marche des négociations encore non terminées avec diverses puissances catholiques. Vous voudrez bien faire de tous ces renseignements l' objet d'un travail exact et détaillé. Car il nous importe de posséder ces points de comparaison, à l' aide desquels il sera plus facile d' asseoir les bases de la négociation que vous êtes appelé à conduire.

Les notions supplémentaires que nous attendons de v.ex., nous semblent une condition essentielle de la précision des ordres qui doivent lui être transmis. Pour vous mettre à même d'en pressentir la teneur, nous sommes autorisés à vous annoncer, Monsieur, que les directions projetées reposeront toutes sur le principe suivant: "Si telles sont (explicitement) les concessions déjà faites par le

siège de Rome aux puissances dans le territoire desquelles l'Église romaine est dominante, le ministère de l'empereur paraît en droit d'insister, plus ou moins, sur une extension de ces mêmes, concessions et privilèges en faveur de la communion romaine en Russie, vu qu'une protection spéciale emporte avec elle l'idée d'une juste réciprocité de concessions, de ménagements et d'égards envers l'autorité spontanément et évidemment protectrice".

En négociant d'après ce principe régulateur, il sera aisé de marquer l'équitable gradation qu'il faudra suivre dans la marche des ouvertures successives, et en dernière analyse il sera rigoureusement juste d'envisager comme ultimatum la norme des concessions auxquelles se sont arrêtés les autres cabinets.

Ce qui d'ailleurs apportera, nous l'espérons, de nouvelles, facilités à la clôture de la négociation projetée, c'est la résolution d'omettre entièrement dans l'exposé futur de nos demandes toute insistance ultérieure par rapport aux distinctions personnelles qu'on avait désiré obtenir au métropolitain Sestrinczewicz. Ces distinctions purement honorifiques, les seules que de siège de Rome fut disposé à accorder, perdent de leur prix aux yeux même du prélat qui devait en être l'objet, dès que ces marques d'honneur ne peuvent plus influencer salutairement sur le bien de l'Église qui lui est confiée.

Ainsi, l'on est fondé à espérer que les pénibles discussions auxquelles cette demande a donné lieu, tomberont d'elles-mêmes.

Enfin, le gouvernement est également disposé à se désister de la stricte teneur de ses propositions quant au droit de présider le procès canonique des évêques. Pourvu que la cour du Vatican consente à n'accorder éventuellement ce droit qu'à des évêques sujets assermentés de l'Empire de Russie, il sera libre à ce siège de ne point en investir le métropolitain.

V. ex. est invitée à garder pour sa propre information toutes ces indications préalables. Elle est invitée en même temps à presser d'une part la concession des pouvoirs et des dispenses énumérées ci-dessus, et à soigner de l'autre la confection du mémoire comparatif que le ministère attend de son active coopération.

Pour ce qui a trait à l'arrangement préliminaire qui a motivé la présente dépêche, il vous est réservé de consulter, Monsieur, votre propre expérience pour vous déterminer à accompagner l'ouverture qui vous est prescrite, de quelques expressions rassurantes à l'égard de la future négociation ou bien à garder sur ce point un entier silence.

Dans tous les cas vous tâcherez de parler à la conscience éclairée du saint père quant aux arrangements préalables qu'on réclame de sa sagesse, et vous ne ferez pressentir à son ministère les vues conciliantes de l'empereur quant à l'ensemble de la négociation que dans vos entretiens confidentiels.

Recevez....

Οί ὁδηγίαι ἀφοροῦσαν στήν πορεία τῶν σχέσεων τῆς Ρωσίας μέ τήν αὐλή τοῦ Βατικανοῦ, σχέσεις πού εἶχαν διαταραχτεῖ λόγω τῆς περιπλοκῆς τοῦ θέματος τῆς ἰδρύσης ρωμαϊκῆς ἐκκλησίας στή Ρωσία. Ὡστόσο ἡ ρωσική κυβέρνησις φερόταν ἀποφασισμένη νά μήν παραγνώρισει «τήν ἀναγκαιότητα ἑνός πολυσύνθετου καί σέ διάρκεια συμβιβασμοῦ μέ τήν ἔδρα τῆς Ρώμης». Ἔτσι ὁ Καποδίστριας προέβαινε, μέ τό κείμενο του αὐτό, σέ ὀρισμένες ἐπισημάνσεις πού ἐξυπηρετοῦσαν αὐτό τό σκοπό.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 491-493.

## 131

Ἐμπιστευτική ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Παρίσι στρατηγὸ Πότσο  
ντι Μπόργκο

(Βαρσοβία 25 Αὐγούστου/6 Σεπτεμβρίου 1820)<sup>1</sup>

J'ai déjà tant écrit d' office pour l' expédition de nos courriers d' aujourd' -hui, que je n' ai plus le courage de vous adresser une dépêche à numéro. J' ai cependant encore un ordre de l' empereur à vous communiquer. Je sort de son cabinet et s.m. me charge de vous répéter que vous ne devez pas laisser ignorer au duc de Richelieu et à M. de Pasquier qu' il ne s' agit plus dans ces moments à la fois si critiques et si précieux de se livrer, ni même de croire aux combinaisons d' une politique surannée. Tous les Etats de l' Europe et surtout les principaux monarques sont appelés à trancher une question vitale; serait - ce donc le moment de craindre des extentions de frontière? D' appréhender des rêves d' ambition et d' agrandissement? De se laisser influencer par de semblables hypothèses? D' apporter des inquiétudes là où la confiance seule doit régner, où seule elle peut faire trouver des moyens de salut? Que la France ne se laisse donc guider aujourd' hui que par des vues grandes et élevées. Qu' aucun soupçon ne dénature les principes, n' altère la pureté de la politique du cabinet des Tuileries et que les ministres du roi bannissent loin d' eux tout sentiment de jalousie contre la cour de Vienne. Les desseins de cette puissance ne peuvent point, ne doivent point en exciter. Elle ne saurait nourrir de projets de conquête, elle ne saurait ni concevoir, ni exécuter l' idée de saisir les circonstances actuelles pour s' assurer une prétendue suprématie. L' empereur en répond.

Veuillez donc, cher général, calmer, s' il le fallait, le duc de Richelieu et le baron Pasquier et invitez-les à ne fixer leur attention que sur les périls et le salut

du monde.

Le courrier me presse. A peine ai-je le temps d'ajouter de ma main quelques mots d'amitié.

---

Ἡ ἐπιστολή περιλάμβανε συστάσεις πρὸς τὴ γαλλικὴ κυβέρνησις καὶ τὸν δούκα Ρισελιέ νὰ ἐγκαταλείψουν τίς τυχόν ἐπεκτατικὰς βλέψεις καὶ φιλοδοξίες ποὺ τοὺς εἶχε «ὕπαγορεύσει» ἡ τακτικὴ τῆς Αὐστρίας μετὰ τὸ ξέσπασμα τῶν ταραχῶν στὴν Ἰταλία καὶ Ἰσπανία<sup>2</sup>.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 496 ἐπ.

2. Πρβλ. Π. Πετρίδης, Ἡ διπλωματικὴ δράσις τοῦ Ἰ. Καποδίστρια ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 103.

---

## 132

**Προσωπικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο κόμη Λιεβεν  
(Βαρσοβία 6/18 Σεπτεμβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Après avoir examiné sous toutes les faces la question de la réunion des cabinets, après avoir prouvé d'un côté qu'elle était indispensable dans ces jours de crise et de péril, d'un autre, qu'elle était prévue par les transactions qui ont complété il y a deux ans le code du droit public européen, il me reste à vous faire connaître l'importance que l'empereur attache à voir son opinion adoptée par toutes les cours qui se trouvent appelées à prendre part aux délibérations de Troppau.

Il est surtout d'un haut intérêt que l'Angleterre partage sous ce rapport les vues de s.m.i. Quelles seraient en effet les conséquences d'un refus de la cour de Londres?

En restant étrangère à la réunion des autres cabinets, elle rendrait redoutable la classe des sectaires et des novateurs. Ces derniers se persuaderaient qu'un gouvernement légal et responsable ne se reconnaît point à lui-même et ne reconnaît pas non plus aux autres puissances le droit de prendre des mesures générales pour préserver le monde des bouleversements qu'entraîne la force subversive des insurrections.



Dès lors, les cabinets réunis et délibérant sans l' Angleterre, seraient représentés par les ennemis de l' ordre et de la paix, comme une ligue de gouvernements arbitraires qui se voient en danger et qui vont prendre d' énergiques précautions pour conserver un pouvoir sans bornes et sans garantie et pour priver les peuples des bienfaits d' une organisation sociale, analogue à leurs vœux et à leurs besoins.

Quelles que soient les résolutions de la Grande-Bretagne, les souverains parleront sans doute à l' Europe un langage qui déjouera tous les calculs et démentira toutes les prédictions de la malveillance. Mais ce langage unanime offrirait aux peuples un nouveau motif de confiance, si le vote de l' Angleterre y ajoutait tout le poids d' une autorité forte par les principes sur lesquels elle se fonde, plus forte encore par les formes qui environnent l' exercice de son pouvoir protecteur.

Nous vous communiquons, M. le comte, ces considérations pour vous mettre à même de juger du prix que l' empereur mettrait à apprendre qu' un plénipotentiaire britannique va être délégué aux conférences de Troppau.

Jamais v.ex. n' eut une plus glorieuse occasion de signaler les talents qui la distinguent, et jamais elle n' aura acquis un titre plus réel à la reconnaissance de s.m.i.

Votre tact et votre sagacité nous sont trop connus, pour que nous ayons besoin de vous prévenir que cette lettre est destinée à votre information particulière et que vous ne ferez usage des observations qu' elle renferme, que dans le cas où vous les croiriez propres à hâter l' accomplissement de nos désirs.

Recevez....

---

Ἡ ἐπιστολὴ ἀναφερόταν στὶς δραστηριότητες τοῦ Καποδίστρια ἐνὸς τῆς συνδιάσκεψης τῶν συμμάχων Δυνάμεων στό Τρόππαου. Ἐκφραζόταν ἡ ἐπιθυμία γιὰ τὴ συμμετοχὴ σ' αὐτό ὅλων τῶν κυβερνήσεων χωρὶς τὴν παραμικρὴ ἀπουσία. Ἀναμφίβολα ἡ βρετανικὴ παρουσία καὶ ἐκπροσώπηση κρινόταν παραπάνω ἀπὸ ἀναγκαία τόσο γιὰ τὴ συμμαχία ὅσο καὶ γιὰ τὴν Εὐρώπη γενικότερα.

Γιατί, ὅπως ὁ ἴδιος ὁ ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν ἔγραψε στὴν αὐτοβιογραφία του, «Ἐπρόκειτο ἀφ' ἑνὸς μὲν νὰ καθορίσωμεν τὴν φύσιν τῶν ἀνατροπῶν τούτων καὶ νὰ ἐξακριβώσωμεν τὰ αἷτια αὐτῶν<sup>2</sup>, ἀφ' ἑτέρου δὲ νὰ ἀναζητήσωμεν θεραπείαν εἰς τὰ δεινὰ ταῦτα καὶ νὰ τὴν ἐφαρμόσωμεν συμφώνως πάντοτε πρὸς τὸ πολιτικὸν σύστημα ὅπερ αἱ συνθήκαι τῆς Βιέννης, τῶν Παρισίων καὶ τοῦ Ἀαχεν εἶχον κατοχυρώσει... ἀγόμεθα κατ' ἀδήριτον ἀνάγκην νὰ ἀναγνωρίσωμεν ἐπίσης ὅτι πᾶσαι αἱ χώραι αἱ ὑποστᾶσαι

ἐπαναστατικὰς ἀνατροπὰς δὲν ἡδύναντο ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ προλάβουν τὴν ἐπανάληψιν τῶν ἀνατροπῶν τούτων κατ' ἄλλον τρόπον ἢ μόνον διὰ συνετῶν θεσμῶν ἱκανῶν νὰ συνδυάσουν τὰ συμφέροντα τῶν παλινорθωθέντων θρόνων καὶ τὰ παρόντα συμφέροντα τῶν λαῶν»<sup>3</sup>.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 504-505.

2. 'Αρχεῖον 'Ι. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 63.

3. 'Αρχεῖον, ὁ.π., σ. 64. Σ' αὐτό τό στόχο ἀποσκοποῦσε καὶ ἡ ἐπιστολὴ πού εἶχε ἀπευθίνει ὁ Καποδίστριας πρὸς τόν Μέττερνιχ στίς 31 Αὐγούστου / 12 Σεπτεμβρίου 1820, βλ. 'Αρχεῖα Βιέννης, Gesandtschaftsarchiv (St. Petersburg) Kongresse von Troppau und Laibach, K. 60, Fol. 12-16 καὶ Π. Πετρίδη, 'Η διπλωματικὴ δράσις τοῦ 'Ι. Καποδίστρια, ὁ.π., σ. 103 κ.ε.

## 133

**Ἐπιστολὴ πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη βαρῶνο  
Στρόγγανωφ  
(Βαρσοβία 20 Σεπτεμβρίου/2 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Monsieur le baron. Lorsque nous avons fait partir au commencement du mois d'août le S<sup>r</sup> Paparigopulos de St. Pétersbourg pour Constantinople, j'ai eu l'honneur de prévenir v. ex. que s.m. l'empereur s'occuperait de l'expédition que le consul Vlassopulos lui avait confiée.

Les événements nous dispensent de ce soin. Si en effet les pays envahis par les armes et l'administration d'Aly pacha se trouvent au pouvoir du sultan, nous n'avons plus de directions à donner sur les précautions et la réserve qui devraient guider pendant la guerre la conduite de nos agents en Epire et dans le Péloponèse, afin de ne point entretenir ou de dissiper les opinions erronnées sur nos prétendus rapports avec Aly et sa famille.

L'empereur désire cependant que v.ex. reitère au consul Vlassopulos et à tous ses collègues les ordres les plus positifs à cet égard, supposé que les conflits de juridiction entre la Porte et les pachas ne soient pas encore complètement terminés dans les pays de leur résidence.

Quant au S<sup>r</sup> Paparigopulos lui-même, il peut maintenant retourner à Patras, chargé des instructions dont vous jugerez utile, M. le baron, de munir notre consul.

Il nous a en outre témoigné le désir d'entrer à notre service et d'être activement employé dans la partie du dragomanat. Tout ce qui nous est revenu

sur son compte, dépose en sa faveur, mais pour cela nous ne le croyons pas appelé à servir avec utilité en Morée. Nous pensons en général que les influences locales et, pour ainsi dire, domestiques de ces agents subalternes ne manquent pas de susciter de grands inconvénients et l'exemple du S<sup>r</sup> Maracini n'a que trop malheureusement justifié cette opinion. Elle réglera vos choix, M. le baron, et vous voudrez bien l'étendre à l'examen des vœux de l'autre aspirant à la place de drogman en Morée dont nous vous entretenons dans l'une des dépêches de ce jour.

Si, d'ailleurs v. ex. juge que les services antérieurs du S<sup>r</sup> Paparigopoulos, vu les témoignages dont il a été muni par M. Vlassopoulos, méritent la récompense d'un grade, c'est sur vos propositions que l'empereur en décidera.

Il dépendra aussi de vous, M. le baron, d'admettre plus ou moins les prétentions de cet aspirant à une carrière active et c'est conformément aux considérations que nous venons de vous indiquer, que vous êtes autorisé à l'employer.

Recevez....

---

Ἡ ἐπιστολή ὑπογράμμισε τὴν οὐδέτερη στάση τῆς Ρωσίας μετὰ τὴ διένεξη τοῦ Ἀλῆ πασᾶ μέ τὴν Ὑψηλὴ Πύλη. Παράλληλα θιγόταν τὸ ζήτημα τῆς ἐνδεχόμενης ἀξιοποίησης στὴ διπλωματικὴ ὑπηρεσία τῆς Ρωσίας τοῦ Παπαρηγόπουλου, συνεργάτη τοῦ προξένου στὴν Πάτρα Βλασσόπουλου.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 524-525.

---

## 134

Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Ἀλέξανδρο Στούρτζα  
(Βαρσοβία 23 Σεπτεμβρίου/5 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur. Les cabinets alliés vont s' assembler à Troppau.

L' aperçu ci-joint vous donnera, Monsieur, l'idée la plus distincte des négociations préliminaires qui ont amené cette bienfaisante résolution. Il vous fera connaître aussi les grands intérêts qui en dépendent.

Les questions qu'on est à la veille de discuter, décideront peut-être du sort de l'univers et de la civilisation européenne. En les méditant au milieu des

agitations de la société, on ne saurait les approfondir suffisamment. C'est dans le silence et dans le recueillement de la retraite que l'esprit humain, libre des distractions journalières qui l'absorbent ou l'épuisent, et fort de la connaissance intime de toute sa faiblesse, peut oser s'élever à une aussi haute vocation.

A ce titre et dans les conjonctures réellement graves du moment personne plus que vous. Monsieur, n'est appelé à servir utilement s.m. l'empereur.

Vous êtes invité en conséquence à nous communiquer vos idées:

1) sur la nature des délibérations que les cabinets alliés pourraient vouer à l'examen des moyens d'étouffer la révolution là où elle domine et d'extirper ses germes dans les contrées qui en sont menacées;

2) sur les moyens de mettre ce système réparateur et conservateur en exécution du consentement unanime de la fédération européenne.

Nous allons ajouter ici sommairement quelques observations propres à vous présenter ces deux questions sous le point de vue, sous lequel le cabinet de l'empereur les envisage.

### *Ad primum*

Nous avons dit que les cours alliées sont obligées par les traités existants à délibérer en commun sur les révolutions d'Espagne et des Deux-Siciles et, comme de raison, sur celle qui bouleverse maintenant le Portugal.

Cette vérité étant une fois reconnue, il, semble impossible de chercher, hors des transactions de 1815 et des actes supplémentaires d'Aix-la-Chapelle, les principes de droit qui peuvent ou doivent régler désormais les jugements de la réunion européenne au milieu des crises déplorables auxquelles elle est appelée à porter un remède prompt et efficace.

Il ne s'agira donc pas aux prochaines conférences d'adopter de nouveaux principes, mais de faire une juste application de ceux dont on s'est déjà servi en 1815 pour restaurer sur ses bases la royauté légitime en France.

En fixant ainsi le point de départ de toute délibération, le problème à résoudre est le suivant: "Comment pacifier les royaumes d'Espagne, des Deux-Siciles et de Portugal avec eux-mêmes et avec l'ordre social et politique de l'Europe et garantir d'une manière stable l'intégrité territoriale et l'indépendance publique de ces Etats?"

En 1815 l'alliance européenne a décidé avec succès une question semblable. Et c'est, à ce qu'il semble, en examinant dans les mêmes vues celle que motive la critique situation des deux péninsules aujourd'hui, que les puissances alliées peuvent espérer également de réussir dans la présente entreprise.

### *Ad secundum*

Ces puissances doivent par conséquent désirer:

1) que les oeuvres criminelles du 8 mars, 2 juillet et 23 août soient anéanties pour toujours dans les deux péninsules du midi;

2) que dans chacun des pays envahis par la révolution la royauté légitime soit rétablie de manière à ce que la puissance des institutions dont elle sera environnée, suffise à maintenir l'ordre, l'intégrité, l'indépendance de l'Etat;

3) que de l'ensemble des mesures qui seront adoptées et mises en exécution il résulte pour l'association européenne une nouvelle garantie de sa cohésion intime, pour le monde - un nouveau gage de tranquillité et de paix.

Quelles seront ces mesures?

Faut-il isoler les contrées atteintes de la contagion révolutionnaire, du reste de l'alliance générale?

Une résolution pareille serait assurément la plus conforme aux principes de droit, si d'une autre part il n'était prouvé par une expérience mémorable que laisser à la révolution le bénéfice du temps, c'est la rendre plus redoutable en elle-même, c'est en outre lui abandonner l'espace et l'inviter à se déborder à l'entour.

Il paraît donc tout aussi juste et plus urgent d'attaquer la révolution jusque dans ses propres retranchements.

Est-ce uniquement par la force des armes qu'on peut espérer de la combattre et de la vaincre victorieusement?

Ou bien, ne vaudra-t-il pas mieux de préparer ce résultat au moyen de négociations sagement combinées avec les obligations et les égards que les souverains se doivent à eux-mêmes et mutuellement envers les princes dont la sécurité personnelle peut être compromise au moindre signal de réaction?

Nous nous expliquons. Et prenons pour exemple Naples.

Les puissances alliées décident d'une voix unanime que les actes insurrectionnels du 2 juillet doivent être de droit et de fait annulés. Elles expriment le désir que le gouvernement de s.m. sicilienne rétablisse l'administration sur ses bases et qu'ensuite il accorde aux peuples des Deux-Siciles des institutions propres à assurer leur bien-être intérieur et leur indépendance politique.

Les puissances alliées proposent en conséquence au gouvernement actuel des Deux-Siciles de se modifier soudain et d'effectuer la réforme indiquée. Ou bien elles lui déclarent que leurs armées fortes de... hommes vont entrer à Naples pour y prendre les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre.

C'est cette proposition à adresser au gouvernement napolitain que nous considérons comme le thème d'une négociation préalable.

Elle offrirait un double avantage. Celui de ne compromettre aucunement le roi et son auguste famille et de prévenir au cas de besoin en faveur des opérations de l'armée alliée, la confiance de tous les hommes bien-pensants du Royaume des Deux-Siciles.

En établissant une semblable négociation sur la justice évidente de son principe et en l' étayant du mouvement simultané d'une forte armée, il est à espérer que son succès sera complet.

Dans cette hypothèse l' ordre à Naples serait rétabli par la vue seule de la force militaire.

Dans le cas contraire cette force le rétablirait.

Lorsque cette première partie des mesures arrêtées par l' union européenne - aurait obtenu son plein accomplissement, une déclaration solennelle au nom des puissances alliées pourrait la suivre et rendre compte à l' univers de leurs opérations, des principes qui les avaient réglées, du résultat qu'elles ont obtenu.

Cet acte préparerait les mesures à prendre pour faire éprouver le même bienfait à l' Espagne et au Portugal.

En supposant maintenant que le plan de conduite que nous venons de tracer, soit adopté, la pièce la plus importante à rédiger serait cette note, que les cinq cabinets adresseraient au gouvernement napolitain.

Si vous partagez, Monsieur, cette note, que les cinq cabinets adresseraient au gouvernement napolitain.

Si vous partagez, Monsieur, cette opinion, vous pourriez vous charger de ce travail et vous y mettriez à profit sans doute vos propres idées que vous avez développées d'une manière si lumineuse dans votre dépêche sur les affaires d' Espagne.

Pour ne vous point laisser ignorer aucune des données qui sont à notre connaissance, nous vous dirons que la cour de St. James semble portée à se constituer médiatrice entre Naples et les puissances alliées. Nous croyons aussi que la France se chargerait volontiers de ce rôle.

Il vous appartient de méditer aussi la question sous cette face. Elle présente quelques chances heureuses, surtout si la médiation est réglée conformément aux principes de la grande alliance et si ses opérations sont concertées d'avance et décrétées d'un commun accord par les cinq cabinets réunis.

La médiation blesserait moins l' orgueil national des peuples qu'il s' agit de ramener à l' ordre.

Je finis, en vous laissant pleine et parfaite latitude de traiter les questions que je vous ai proposées, selon que vous jugerez le plus analogue aux principes de morale et de justice qui caractérisent la politique de notre auguste souverain.

Recevez...

---

Ὁ Καποδίστριας ζητοῦσε τὴ γνώμη τοῦ πιστοῦ συνεργάτη του Ἀλ. Στοούρτζα ἐνόψει τῆς σύγκλησης τοῦ συνεδρίου τοῦ Τρόππου. Κυρίαρχο

πρόβλημα οί επαναστάσεις πού είχαν ξεσπάσει στην 'Ιταλία καί 'Ισπανία. Πώς θά μπορούσε κανείς νά απόκαταστήσει τήν τάξη εκεί - ανθρωπιόταν ό ύπουργός τών 'Εξωτερικών τής Ρωσίας - περιφρουρώντας παράλληλα «μέ σταθερό τρόπο» τήν έδαφική τους άκεραιότητα καί τήν έθνική τους ανεξαρτησία. Μόνη λύση ή απόκατάσταση τών θεσμών καί τής ήρεμίας ώστε νά εξασφαλιστεί «ή έσωτερική εύημερία καί ή πολιτική ανεξαρτησία» στά «ταραγμένα» αυτά κράτη.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 527-530. Βλ. επίσης αξιοποίηση σημαντικών επιστολών του Καποδίστρια προς τον 'Αλ. Στούρτζα (Sturdza Papers) της *Patricia Kennedy Grimsted*, *The Foreign Ministers of Alexander I, Political Attitudes and the Conduct of Russian Diplomacy, 1801-1825* (1969) σ. 241 κ.έ.

---

## 135

**'Επιστολή προς τον προσωρινό προϊστάμενο του ύπουργείου 'Εξωτερικών Π. Ντιβώφ  
(Βαρσοβία 3/15 'Οκτωβρίου 1820)'**

Monsieur. Au moment de quitter St. Pétersbourg M. le comte de Nesselrode a dû déposer entre les mains de v.ex. la note original destinée à répondre de notre part à celles que M. le ministre d' Espagne nous a adressées le 1(13) et le 18(30) août.

Vous avez été informé en même temps, Monsieur, du motif qui engageait s.ex. à différer la remise de cette pièce jusqu' à la réception des ordres définitifs de l' empereur.

Je suis chargé en conséquence de vous inviter à ne plus consigner au ministre d' Espagne l' office susmentionné et à le considérer vous-même comme non avenu.

En vouant son attention à cet objet qui intéresse vos rapports avec le corps diplomatique à St. Pétersbourg, s.m.i. m'a ordonné de vous répéter ce qui aura été déjà suffisamment développé à v.ex. par M. le comte de Nesselrode, lorsqu'il lui a remis les affaires du département. C'est que la réserve scrupuleuse et le langage toujours dicté par l' empereur lui-même, que nous avons invariablement tenu au milieu de nos relations avec les ministres étrangers durant notre présence dans la capitale, vous imposent aujourd'hui, Monsieur, des devoirs d'autant plus difficiles à remplir que la distance qui nous sépare et les événements critiques dont l' Europe est le théâtre, vous feront sans cesse



éprouver le besoin d' instructions positives. Aussi l' empereur désire-t-il que vous vouliez bien y avoir recours et n' accueillir toutes les communications politiques qui peuvent vous être adressées, que pour réclamer à leur sujet par notre entremise les ordres de s.m.i., vous bornant à répondre à ces ouvertures que vous les avez reçues ad referendum.

Recevez...

---

Ἡ ἐπιστολή ἀναφερόταν στήν τακτική πού ὀφείλε ν' ἀκολουθήσει στό Ὑπουργεῖο τῶν Ἐξωτερικῶν ὁ προσωρινός προϊστάμενος - λόγω τῆς ἀπουσίας τοῦ Καποδίστρια - Ντιβῶφ, μιά τακτική πού θάπρεπε νά συμβαδίζει μέ τίς ἀρχές πού εἶχε υἱοθετήσει καί ἐφάρμοζε στή ρωσική ἐξωτερική πολιτική ὁ αὐτοκράτορας Ἀλέξανδρος.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 538.

---

## 136

**Ἐπιστολή πρὸς τόν γενικό πρόξενο τῆς Ρωσίας στήν Κρακοβία Σ. Ζαζέτσκι  
(Βαρσοβία 5/17 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Monsieur. Les rapports que vous avez adressés successivement au ministère impérial depuis l' arrivée de l' empereur à Varsovie, ont été mis sous les yeux de s.m.

Nous nous faisons un devoir de vous communiquer aujourd'hui ses ordres.

Votre rapport concernant les travaux de la commission rurale a excité l' attention de notre auguste souverain. Comme nous étions incompétents pour prononcer sur une pareille matière, votre dépêche a été portée à la connaissance de M. le comte Sobolewski, lequel a cru devoir consulter M. le ministre de la justice Badeni qui paraissait posséder toutes les connaissances locales, nécessaires pour apprécier d'aussi importantes réformes.

C'est donc d' après l' opinion de M. de Badeni que l' empereur vous autorise à témoigner sa haute satisfaction aux membres de la commission rurale.

Engagez-les, Monsieur, à redoubler de soins et d' efforts pour améliorer la condition des cultivateurs, pour leur assurer une existence aisée et indépendante, pour former leurs moeurs et les élever successivement à un plus haut degré de

lumières et de civilisation.

L' établissement d'une caisse de secours destinée à indemniser les nouveaux censitaires des pertes que pourront leur causer des accidents imprévus, a obtenu l' approbation de s.m.

Quant à la confirmation générale de tous les actes et règlements émanés de la commission rurale, confirmation que vous sollicitez, l' empereur attendra avant de la prononcer que les travaux de la commission soient achevés dans tous les domaines auxquels ils doivent s' étendre.

Vos dépêches relatives à la fixation de la dîme dans l' enceinte de la république de Cracovie et à la pétition présentée à l' empereur par les Juifs de cette ville ont été également transmises à M. le comte Sobolewski. Ce ministre après en avoir communiqué le contenu à l' administration polonaise, fera connaître son avis au ministère des affaires étrangères et se concertera avec nous sur la réponse qui doit vous être adressée.

L' empereur a daigné accueillir le voeu que le sénat de Cracovie a exprimé dans la note qu'il vous a présentée le 15 juillet dernier.

En conséquence dès que s.m. l' empereur d' Autriche et s.m. le roi de Prusse auront consenti à ce que leurs agents accordent une protection publique et avouée aux sujets de la ville libre de Cracovie dans les pays désignés par le sénat, s.m.i. s' empressera de suivre cet exemple.

Elle veut bien même interposer ses bons offices auprès des cours de Vienne et de Berlin pour les engager à se prêter aux désirs du gouvernement de Cracovie.

Il nous reste à vous prévenir que par une marque particulière de bienveillance l' empereur vient d'accorder sur votre rapport la croix de St. Vladimir de la 4<sup>ème</sup> classe à M. Ricard et le grade d'actuaire au collègue des affaires étrangères à votre neveu M. Antoine Zarzecki.

Recevez...

---

Ἡ ἐπιστολή περιεῖχε ὁδηγίες ὡς πρὸς τὸν τρόπο ἀντιμετώπισης τῆς ἀγροτικῆς ἐπιτροπῆς πού εἶχε συσταθεῖ καί λειτουργοῦσε στὴν Κρακοβία. Ὁ Καποδίστριας συνιστοῦσε τὴν τόνωση «τῆς διάθεσης» τῶν καλλιεργητῶν καί τὴν παράλληλη ἐξασφάλιση μιᾶς ἀνετης καί ἀνεξάρτητης διαβίωσης ὥστε «νὰ διαμορφώσουν (ἐλεύθερα) τὰ ἔθνη τους» καί νὰ ἀνυψωθοῦν «πολιτιστικά».

## 137

Ὑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Βαρσοβία 5/17 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>

*Esprit des communications échangées entre les cabinets alliés*

Les cours d' Autriche, de France, d' Angleterre, de Prusse et de Russie reconnaissent l' impérieuse nécessité de faire cause commune contre la révolution, cet ennemi de tous les peuples et de tous les gouvernements:

Mais deux systèmes partagent leurs opinions sur le plan de conduite à suivre pour réaliser un voeu unanime.

L'un est le système des convenances.

L'autre - le système du devoir.

Le système des convenances se fonde sur la supposition que les traités n' imposent pas aujourd'hui aux puissances alliées l' obligation de combattre la révolution, parce que la révolution n'a point choisi la France pour théâtre.

Le système du devoir n'a, au contraire, pour base que l' esprit des transactions existantes et notamment des traités de Paris de 1815 et des actes d' Aix-la-Chapelle de 1818. Selon ce système, quel que soit le pays où la révolution détruit l' ordre de choses établi par l'alliance générale, les cours alliées doivent s'armer contre la révolution et chercher à la vaincre.

En considérant la prochaine réunion des cabinets sous le point de vue des convenances, on a élevé des questions sur la forme d' après laquelle ils doivent se réunir et sur le caractère que porteront leurs délibérations.

En ne prenant pour règle que le devoir, aucune question, aucun doute ne peut subsister sous ces deux rapports, car toutes les questions sont jugées, tous les doutes résolus par une double autorité par celle des traités et par celle de l' expérience.

L' Angleterre professe hautement et uniquement le système des convenances. L' Autriche aimerait à l' adopter sans restriction, si elle pouvait faire partager ses vœux à la Russie. La Prusse ne se permet d'autre opinion que celle de l' Autriche. La France, quoiqu'animée du désir de ramener toutes les cours au système du devoir, n'ose cependant pas s'écarter du sentier des opinions britanniques.

*Observations*

Telles étant les vues des cabinets qui doivent se réunir à Troppau, il est difficile de concevoir, lorsqu'une fois leurs plénipotentiaires seront assemblés, ni une complète unité d' intention, quand on délibérera, ni une complète unité d'

action, quand il faudra prendre des mesures décisives.

Cet accord est néanmoins indispensable il convient donc de chercher les moyens de l' établir.

Ces moyens sont de deux espèces, et nous nous empresserons de les signaler avec franchise, car une divergence d'opinions entre les cabinets alliés assurerait à la révolution un immanquable triomphe et préparerait à l' Europe de longues années de deuil et de désastres.

### *Premiers moyens*

Ils consistent à démontrer aux cours alliées qu'en suivant le système des convenances, elles s' exposeront au reproche de manquer à la foi des traités et de leur donner dans chaque circonstance une interprétation arbitraire; qu'elles rendront ainsi plus grave la responsabilité qui pèse sur elles, plus difficile la mission qu'elles ont à remplir, plus incertaines les chances de succès, plus probables celles des revers.

On peut pousser jusqu' à l' évidence la démonstration de ces vérités, et il serait assurément fort à désirer qu'elles fussent unanimement avouées par les cinq cours.

Mais si l' Angleterre demeure inébranlable dans ses déterminations, il s' agira de porter au moins les quatre autres cabinets à se prononcer pour le système du devoir.

### *Seconds moyens*

Après avoir tenté toutes les voies pour faire prévaloir ce système tutélaire, on énoncerait une proposition qui placerait les cours alliées dans l' alternative ou de reconnaître dans toute leur étendue les engagements imposés par les transactions existantes, ou d'en stipuler de nouveaux, en concluant d' autres traités.

Cette proposition pourrait être conçue dans les termes suivants:

"Engageons-nous à ne pas nous écarter dans nos délibérations actuelles des principes consacrés et des règles établies par les transactions existantes".

Ou bien:

"Convenons de définir de la manière la plus positive les obligations nouvelles que nous allons contracter, pour nous liquer contre la révolution et pour détruire sa désastreuse influence. Signons par conséquent un traité qui nous soumettra à ces obligations précises".

A l' appui de cette seconde proposition on citerait l' exemple du traité du 25 mars 1815 par lequel les puissances alliées statuèrent un casus foederis et belli contre la France, envahie par la révolution personnifiée alors dans l'homme de l'île d' Elbe.

En établissant une comparaison fort juste à tous égards entre l'ennemi qu'il fallait combattre à cette époque, et celui qu'il s'agit de vaincre maintenant, on prouverait sans peine qu'aujourd'hui il est plus difficile, mais plus important encore d'adopter un système commun.

Le développement de ce parallèle ne laisserait aucune incertitude sur l'urgente nécessité de discuter et de décider avant toutes les autres les deux questions que nous venons de poser.

On est autorisé à croire que cette première partie des travaux de Troppau aurait forcément pour résultat :

- 1) un système de conduite général et fondé en droit;
- 2) la définition de ce système dans des termes clairs par les actes des conférences.

Mais quel sera le second objet des délibérations ou quel doit être le but de ce système?

Soit que les actes de 1815 et 1818 constituent la doctrine que professeront en commun les cours alliées, soit qu'elles arrêtent de nouvelles stipulations, ces puissances ne pourront se proposer que d'anéantir le pouvoir des insurrections dans les pays qui ont eu le malheur d'en éprouver les fatales conséquences, de rétablir dans ces contrées l'autorité légitime des souverains, d'asseoir sur des principes sages et réparateurs et d'assurer ainsi aux Etats, victimes des excès révolutionnaires, et à l'association européenne de double bienfait d'une heureuse tranquillité au-dedans et d'une complète indépendance au-dehors.

Ce grand problème a été résolu par les cours alliées en 1814 et 1815 lors de la restauration de la monarchie française.

Cependant il y a des hommes d'Etat qui n'approuvent point les déterminations qu'elles prirent dans ces graves conjonctures, et sous ce rapport les opinions sont partagées.

Les uns pensent et soutiennent que s'il existe des germes de révolution en Europe, que s'ils viennent de se développer avec une effrayante rapidité en Espagne, à Naples et au Portugal, c'est parce que la révolution n'a point été étouffée dans son berceau, parce que toutes ses suites n'ont point été annihilées en 1814 et 1815 et qu'au contraire elle a reçu une espèce de sanction par la charte constitutionnelle qui soumet à des restrictions le pouvoir souverain.

D'après ce jugement, si les puissances alliées ont une résolution à accomplir, pour sauver les peuples qu'opprime encore une fois le joug dont ils étaient à peine délivrés, c'est d'adopter une marche et des principes entièrement contraires à ceux qui ont été suivis en 1814 et 1815 à l'égard de la France.

D'autres considèrent l'état actuel de choses d'un point de vue différent.

En examinant la révolution française dans ses causes et dans ses effets comme toute autre révolution politique, ils invoquent le témoignage de l'expérience de tous les siècles et prétendent démontrer, l'histoire à la main, qu'il

n'y a pas de puissance humaine qui fasse rétrograder à volonté les révolutions, qui parvienne instantanément à les arrêter, qui les arrête même par la seule action de la force.

Selon cette opinion on pourrait dire que l'Espagne, que Naples, que le Portugal ont subi la révolution, parce que l'autorité publique dans ces Etats n'a pu lui résister, et qu'elle n'a pu lui résister, parce qu'elle était absolue sans avoir ni l'énergie, ni les moyens nécessaires pour l'être.

Suivant ce même avis, les cours alliées, en délibérant sur les mesures les plus propres à ramener le règne de l'ordre dans les deux péninsules, n'auraient qu'à faire une prudente application des principes qui ont rassis sur ses bases la France réconciliée avec l'Europe.

Ces doctrines paraissent exagérées. Professées l'une et l'autre par l'esprit de parti, elles touchent aux extrêmes, tandis que la vérité réside toujours dans un juste milieu; or, c'est la vérité qu'il faut avant tout et par-dessus tout chercher de bonne foi.

C'est donc à reconnaître ce qu'il y a de vrai dans ces deux manières d'envisager la situation de l'Europe et de ses deux presqu'îles que doivent s'appliquer les plénipotentiaires assemblés à Troppau, et c'est aussi uniquement sur des notions recueillies par une stricte impartialité que peut être résolue la question suivante:

"Quelles sont les mesures qui dans la position présente de tous les gouvernements européens peuvent assurer à l'autorité souveraine les moyens de délivrer le monde du fléau des révolutions?"

Une fois fixées en principe, ces mesures pourraient être facilement exécutées en Espagne, au Portugal et dans le Royaume des Deux-Siciles.

### *Observations*

Il est douteux que des combinaisons ordinaires puissent augmenter et relever de sitôt le pouvoir moral des gouvernements qui se sont vus réduits à la triste extrémité de signer des actes dictés par une insurrection triomphante.

Il en est des gouvernements dans leurs relations publiques, comme des individus dans leurs relations particulières. Une circonstance heureuse, comme un événement malheureux, un trait de courage, comme une marque de faiblesse, décident de leur considération et de leur sort.

De nos jours un gouvernement déconsidéré peut difficilement trouver son salut en lui-même et s'il demande un secours au-dehors, il risque de compromettre à la fois et ses propres intérêts et ceux de la puissance qui essaierait de lui prêter son appui.

Il est donc évident que des mesures extraordinaires et inattendues peuvent seules produire un aussi important résultat.

Un fait récent dépose en faveur de cette assertion. L'acte du 14(26) septembre 1815 était sans doute une combinaison inattendue. Il fut porté à la connaissance de toutes les cours de l'Europe et quelques différents qu'aient pu être les motifs de leur accession, cette accession devint universelle.

Pourquoi donc, en méditant les hautes vérités énoncées dans cet acte, ne pourrait-on se flatter de rencontrer la combinaison extraordinaire, objet de nos vœux et de nos recherches? Pourquoi les souverains refuseraient-ils de déclarer que leur autorité est inférieure à l'autorité de la loi divine, dès que cette loi deviendrait la première base de la législation politique, dès que les monarques seraient fermement résolus de remplir avec une religieuse exactitude les engagements contractés le 14(26) septembre?

Ce grand et généreux dessein ne pourrait se réaliser que par la confection d'un code qui fût une émanation pure des préceptes du législateur suprême de tous les peuples chrétiens.

Ce code consacrerait tous les droits, respecterait toutes les propriétés morales et matérielles, tracerait des règles d'administration, produirait nécessairement un système de lois extraordinaire, inattendu et rallierait peut-être à la cause de l'ordre et du pouvoir légitime une grande masse d'hommes, amis du bien et convaincus que la religion fait seule prospérer les Empires.

Mais ces lois bienfaisantes, comment les préserver d'une influence qui pourrait en paralyser les salutaires effets? Comment les garantir de la corruption des mœurs qui rend inutiles toutes les précautions de la sagesse, et comment épurer les mœurs de la génération actuelle, parvenue par tant d'années de crimes et d'immoralité?

Ce qui afflige le plus tout observateur bienveillant, c'est la persuasion que la jeunesse de notre siècle croît et se développe au milieu des plus dangereux exemples, car des mœurs impures sont tout ensemble l'effet et la cause des révolutions, et depuis près de trois siècles l'Europe ne voit que se succéder les révolutions religieuses et politiques.

L'on a souvent répété que l'éducation devait amener la réforme des mœurs. Cela est vrai, mais par une singulière et déplorable erreur on ne fait que multiplier les moyens d'instruction. C'est évidemment confondre deux choses bien différentes: l'instruction et l'éducation. Une bonne éducation présuppose de bonnes mœurs et le respect de la morale publique. Elle exige que la vertu forme la règle dans un pays et le vice - l'exception; or, partout où s'est consommée une révolution politique, les mœurs sont corrompues; donc, une bonne éducation est impossible, à moins que le temps n'ait sanctionné la révolution, en effaçant toutes ses traces.

L'examen de ce vaste sujet démontrerait que l'unique moyen d'arranger notre génération aux égarements les plus funestes serait de lui ouvrir de l'espace et de lui imprimer du mouvement.

Resserrée dans les limites trop étroites pour son activité, elle s'écarte, tous les jours plus vive et plus mobile, du chemin de la vertu et aucune loi ne semble pouvoir prévenir ce malheur.

Que l'on sépare la partie saine de la partie infectée par les erreurs du temps, la partie morale et tranquille - de la partie qui sent le besoin d'un mouvement excentrique; alors la législation reprendra son pouvoir conservateur et la société pourra se reconstituer utilement sur les principes de la religion chrétienne.

L' idée de cette séparation peut sembler un paradoxe; elle s'est cependant réalisée dans d'autres siècles.

Les colonisations ont sauvé la Grèce, et Rome, pour conserver ses lois, a fait la conquête du monde.

Μέ τό υπόμνημα του αὐτοῦ ὁ Καποδίστριας συνόψιζε τά ζητήματα πού ἐπρόκειτο νά ἀπασχολήσουν τοὺς συμμάχους στό Συνέδριο τοῦ Τρόππαου<sup>2</sup>. Παρά τίς ἀντιρρήσεις τῆς Αὐστρίας, πού προτιμοῦσε μονομερῆ τή συνάντηση, ἐπιτεύχθηκε τελικά ἡ σύμπραξη ὅλων τῶν μελῶν τοῦ Διευθυντηρίου «καί οἱ ὑπουργοί τῆς Πρωσίας, Γαλλίας καί Ἀγγλίας μετέσχον μετά τῶν κυβερνήσεων Αὐστρίας καί Ρωσίας εἰς τὰς διασκέψεις αἰτίνες ἤρχισαν κατὰ Νοέμβριον τοῦ 1820»<sup>3</sup>.

Κυρίαρχο ζήτημα, σύμφωνα πρὸς τή γραμμὴ πού ἐπέβαλε ὁ τσάρος Ἀλέξανδρος, ἡ ἐνότητα τῶν μεγάλων Δυνάμεων καί ἡ κατὰπνιξη τῶν ἐξεγέρσεων ἐναντίον τῆς νομιμότητος. Κύρια ἐπιδίωξη ὁ σεβασμός τῶν συνθηκῶν καί ἡ ἀπεμπόληση τῶν ἱμπεριαλιστικῶν ἐπιδιώξεων. Τέλος, ἡ ἐγκαθίδρυση ἑνὸς συστήματος «γενικῆς συμπεριφορᾶς θεμελιωμένης στό δίκαιο»<sup>4</sup>.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 540-544.

2. Πρβλ. γενικότερα, Ἀρχεῖα Βιέννης, St. K.Kongressakten Troppau 1820, Fsz. 37-39, Gesandtschaftsarchive, Kongresse von Troppau und Laibach K. 60, M. Bignon, Du Congrès de Troppau (1821) passim, A. Stern, Geschichte Europas, τομ. Β' (1924) σ. 129 κ.έ., Ch. Seignobos, Histoire politique de l' Europe contemporaine, τομ. Β' (1924), σ. 107 κ.έ., H. Schmalz, Versuche einer gesamteuropäischen Organisation, σ. 66 κ.έ. Γιά τήν ἀντιπαράθεση τοῦ Καποδίστρια μέ τόν Μέττερνιχ, βλ. Ch. Mazade, Un Chancelier d'ancien Régime (1889) σ. 249, H. Srbik, Metternich, der Staatsmann und der Mensch, τομ. Α' (1925) σ. 604, Ch. Webster, The Foreign Policy of Castlereagh (1934) σ. 285, M. Winkler, Zarenlegende Alexander (1948) σ. 119, M. Bourquin, Histoire de la Sainte Alliance (1954) σ. 277, P. Schroeder, Metternichs Diplomacy (1962) σ. 60 ἐπ.,



Ἐπίσης *R. Metternich - A. Klinkowstroem*, Aus Metternich's nachgelassenen Papieren τομ. Γ' (1881-83) σ. 353, *M. Boyce*, The Diplomatic Relations of England with the Quadruple Alliance, σ. 40.

3. Ἀρχεῖον Ἰ. Καποδίστρια, δ.π., σ. 64.

4. Βλ. τήν Réponse τοῦ Καποδίστρια «aux communications de l' Autriche et de la France, in date du mois d' Août 1820, à être adressée circulairement aux Cours de Vienne, du Paris, Londres et de Berlin», στὰ Ἀρχεῖα Βιέννης, St. K. Kongressakten, Troppau, Fsz. 38, Fol. 28-35 καί ἀξιοποίηση τῆς στοῦ Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἰ. Καποδίστρια, σ. 105 κ.έ.

## 138

Ὑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Τρόππαου 14/26 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>

*Premier entretien confidentiel  
avec M. le prince de Metternich*

Conformément aux ordres de v.m.i. nous venons d'annoncer à M. le prince de Metternich qu'elle a lu et médité le mémoire autrichien du 23 octobre que, d'ailleurs, avant de nous autoriser à discuter formellement et en conférence les grandes questions qu'il renferme, vous désiriez connaître, Sire, dans la plus intime confiance la pensée du cabinet de Vienne sur la nature du secours moral qu'il demande aux cours alliées pour la seconde période de son entreprise sur Naples.

Nous avons dit au ministre:

"La cour d'Autriche a conçu le plan d'opération au moyen duquel elle espère atteindre son but. Elle doit donc avoir en même temps tracé d'avance celui qu'elle verrait suivre avec le plus de satisfaction par ses alliés. Supposant que cette partie essentielle de son travail formerait l'objet du second mémoire que M. le prince de Metternich nous avait promis, nous le prions de nous en faire part sans délai, vu que si nous n'avons par sous les yeux l'ensemble de ses idées, il nous serait difficile d'articuler avec succès une opinion sur les propositions consignées dans le mémoire du 23 octobre".

Le ministre nous a répondu qu'il s'attendait à cette observation de notre part et qu'il était prêt en conséquence à nous communiquer sans restriction sa pensée tant sur la nature de la coopération morale qu'il réclamait des cours alliées, que relativement au second mémoire qu'il nous avait promis.

Nous l'avons prié alors de remettre à un seconde entretien qui pourrait avoir lieu le lendemain, les explications qu'il se proposait de nous donner, vu que M. le comte de Nesselrode n'avait pu encore prendre connaissance du mémoire

autrichien et de toutes des pièces relatives aux questions qu'il traite.

"J'y consens, - reprit le prince, - mais permettez - moi en attendant de vous développer mon point de vue. Vous aurez le temps d'y réfléchir et notre entretien en sera plus utile".

Il a parlé longtemps ensuite de la crise dont l'Europe est menacée, de la situation respective des divers gouvernements, de celle en particulier des cabinets réunis à Troppau.

Ces généralités l'ont ramené à son entreprise sur Naples. Il s'est efforcé de démontrer que quelque dangereuse qu'elle lui semble sous plusieurs rapports, il ne saurait cependant y renoncer sans voir la péninsule Italienne et le reste du continent européen devenir la proie des sectaires.

"Elle n'est pas dangereuse, - dit-il, - en elle-même, cette entreprise. Nous arriverons à Naples sans difficulté. Mais que ferons-nous, lorsque nous y serons rendus? C'est là que commencent les embarras véritables et les grands périls. Cependant il n'y a qu'un moyen de sortir de ces complications et ce moyen, nous le tenons. Dès que le roi sera délivré, que sa pensée lui appartiendra de nouveau, que son action pourra être légale, c'est lui qui voudra bien pourvoir à la sécurité de ses Etats, et ce sera aux cours alliées à l'aider dans la grande oeuvre de la restauration de la monarchie des Deux-Siciles".

M. le comte de Nesselrode l'a interpellé:

"Croyez-vous, mon prince, que le moyen dont vous parlez, en soit un?"

"Oui, sans doute, lisez les lettres que le roi nous a écrites. Il nous déclare qu'il est captif et qu'aucun des actes qu'il a sanctionnées depuis le mois de juillet, ne porte l'expression de sa volonté".

"Quelle que soit l'importance de ces déclarations, - a repris M. le comte de Nesselrode, - toujours sera-t-il vrai que le roi de Naples aux yeux de sa nation aura eu recours à une force étrangère pour gouverner ses Etats. S'il dépend aujourd'hui des sectaires, il dépendra alors de l'armée autrichienne. Une situation semblable n'est nullement propre à lui offrir les éléments nécessaires à la reconstruction de sa monarchie".

Le prince ayant désiré entendre l'opinion du comte de Capodistrias là dessus, ce dernier lui a observé qu'il était assurément à déplorer que les moyens mis par le roi à la disposition de l'Autriche paraissent peu efficaces.

"Les lettres de s.m. à l'empereur François, ses instructions au commandeur Ruffo sont en effet des instruments dont la cour de Vienne ne saurait faire usage durant la seconde période de son entreprise. Leur publicité exposerait à d'imminents dangers la vie du roi. De même, pour la troisième période il serait difficile de les employer comme termes de conciliation. Peut-on présenter ces pièces à la nation sicilienne, sans attester l'affligeante nullité morale du prince, qu'il s'agit de constituer l'arbitre de ses destinées? D'une part, il a prêté sermen solennel à des actes qui appellent autour du trône une masse considérable de ses

sujets. De l' autre, il cherche à punir cette même masse, en amenant au sein de son pays des troupes étrangères. Et pourquoi veut-il punir ses sujets?... Parce qu'ils ont, comme lui, prêté serment à ces acts sanctionnés, du moins suivant toutes les apparences, par sa propre autorité".

"Oui, j'en conviens, - a répliqué le prince, - l' alternative est malheureuse, déplorable. Mais que voulez-vous faire? Offrez-moi un autre mode d' étouffer la révolution d'Italie dans son foyer, et je ne demanderai pas mieux que de l' adopter. L'Autriche vous en saura gré. Croyez-vous donc que nous n'ayons pas mesuré l' étendue, l'immensité des dangers auxquels nous nous exposons? Et pourquoi n'avons-nous pas fait marcher jusqu'ici nos troupes sur Naples, pourquoi sommes-nous ici? Nous désirons avant et par-dessus tout discuter avec le cabinet de Russie la grande question. Nous vous faisons connaître nos idées, prenez-les en considération, donnez-nous les vôtres en retour. Peut-être parviendrons-nous enfin à résoudre le désespérant problème.

Voici en attendant la manière dont nous envisageons l'appui moral que nous vous demandons et sur laquelle nous vous prions de dire votre avis.

Avant d' entrer à Naples l' Autriche doit se faire précéder par un manifeste. Nous répondrons ainsi à la note du duc de Campochiaro en date du 5 octobre qui est elle-même une déclaration de guerre.

Le gouvernement napolitain a communiqué sa note aux autres cabinets. C'est par leur réponse qu'ils annonceront leur adhésion au manifeste autrichien.

Nous ne prétendons pas que tous les cabinets donnent des réponses également fortes. Chacun dira ce qu'il pourra. La France et l' Angleterre parleront leur langage constitutionnel. Les puissances qui ont la volonté aussi libre que la pensée, élèveront une voix et plus imposante et plus salutaire.

Les cours alliées n'ont pas reconnu le nouveau gouvernement napolitain. Le premier pas est fait. Le second est celui d'appuyer l' Autriche dans la tâche qu'elle s'impose de punir les conspirateurs. Le troisième sera celui de reconstruire sous les auspices de l' alliance européenne la monarchie des Deux-Siciles. Notre mémoire ne laisse rien à ajouter à ce sujet".

Reprenant ici la parole, nous avons fait sentir au prince que c'est dans l' entretien du lendemain que nous examinerons ensemble la thèse qu'il venait de proposer. Mais que nous le prions instamment de nous communiquer son second mémoire, attendu que, selon ce qu'il a observé lui-même, la question de Naples était secondaire et qu'il n' était guère possible de l' aborder utilement dans tous ses rapports, sans s'être expliqué au préalable sur le travail préliminaire qui doit coordonner les opinions des cabinets, afin de les présenter au monde sous l' aspect d'une unité morale et politique.

"C'est fort just. En lisant mon mémoire du 23 octobre, vous ne pouvez pas me comprendre, parce qu'il n'est qu'un chapitre de mon ouvrage. Je le comprends, moi, car j'en suis l' auteur. Vous, en lecteurs, vous avez raison de

désirer vivement de connaître le reste. Je vais l'achever. Le mémoire était fait. Il remplissait 24 feuilles. J'en ai retranché les deux tiers depuis que j'ai eu ma première conversation avec l'empereur Alexandre. Je vais le finir. Ce n'est pas une pièce faite, elle est à faire, et je désire que nous y travaillions en commun. Dans une matière si difficile on ne s'explique jamais aussi clairement que sur parler. Il faut du noir sur du blanc. Les principes sont connus, mais il faut les revêtir de formules, et ce qui n'est pas aisé, c'est de trouver des formules qui puissent réunir les suffrages des différents cabinets".

Cette explication, toute abstraite et peu intelligible qu'elle nous ait semblé, nous a donné lieu néanmoins à rendre M. le prince de Metternich attentif aux points suivants:

"I. Vous convenez, prince, que dans la situation actuelle des choses ce n'est plus de la diplomatie que nous devons et pouvons faire. Mais qu'une politique basée sur des principes d'équité et surtout de morale pure et consciencieuse, peut seule sauver le monde et nous-mêmes.

II. Il faut donc nous entendre de bonne foi et ne nous contenter d'aucun résultat qui fût produit par une demi-conviction, moins encore par une conviction forcée. Il est indispensable par conséquent que les délibérations de nos cabinets manifestent tout entière leur plus intime conviction.

III. Donc, l'accord qui doit résulter de nos présents travaux, ne saurait ressembler à celui qui a signalé précédemment nos relations réciproques et avec les autres puissances.

Soyons de bon compte, nous avons depuis 1815 répété incessamment que nous étions d'accord sur les grandes questions de l'Europe, tout en portant au fond de notre conscience la certitude que notre conviction intime ne sympathisait point pleinement. Ce qui était possible jusqu'ici, paraît ne pouvoir plus l'être. Si le système que nous adopterons, nous laisse quelque chose à désirer, si nous ne croyons pas que nos vœux mutuels soient accomplis, parce que nous fiant peu à nous-mêmes, nous n'avons pas une plus grande confiance l'un envers l'autre, pourrons-nous espérer de vaincre avec triomphe la crise qui nous environne?

IV. Nous devons convaincre l'Europe que nos deux cabinets n'en font qu'un. Mais pour obtenir ce résultat désirable, il importe que le monde puisse être persuadé qu'il est impossible à chacun de nous de dévier de la ligne de conduite que nous nous serons tracée.

V. Pour que chacun de nos cabinets-maintienne dans l'esprit des autres gouvernements et dans le domaine tous les jours plus vaste de l'opinion publique toute l'influence qui lui appartient, il faut qu'il apporte une extrême attention à être, à demeurer sévèrement conséquent.

Si l'empereur François changeait tout d'un coup dans ce moment sa manière de juger les questions relatives aux affaires intérieures des Etats, il

porterait sans doute une pernicieuse atteinte à sa considération politique. On le croirait vaincu par la crainte seule de la révolution d'Italie.

Si l'empereur Alexandre dans ce moment et subitement renonçait à sa manière d'envisager les mêmes questions, s'il vouait à l'oubli tout ce qu'il a témoigné depuis 1814 dans le totalité de ses rapports politiques concernant ses opinions à ce sujet, il porterait également atteinte à sa considération. Il ne serait utile à la cause commune que par la force de ses armes. Celle de l'opinion deviendrait nulle. Les hommes les plus paisibles et les mieux intentionnés se méfieront toujours d'un cabinet dont le sentiment et le langage varient au gré du jour, de l'heure, du moment.

VI. D'après cela, et ne nous dissimulant pas que les cours d'Autriche et de Russie ont professé depuis 1814 des principes divergents sur les questions importantes que présente de nos jours la politique intérieure des Etats, il semble que le problème à résoudre pour établir un accord de conviction réelle et permanente et salulaire entre les deux cabinets peut se réduire aux termes qui suivent:

quel est le milieu juste que nous avons à choisir, et la ligne droite sur laquelle nous pouvons marcher pour discuter et décider ces questions à la satisfaction mutuelle, sans qu'aucune de nos cours ait à désavouer tacitement ou explicitement la conduite qu'elle a tenue depuis 1814?

Nous espérons de trouver ce juste milieu et de remplir cette condition indispensable. Le salut du monde l'exige, nos souverains sont fermement résolus de l'opérer. C'est à v.a. à travailler la première. Nous nous empresserons de concourir à l'oeuvre et de partager le labeur, lorsque nous aurons été mis en possession du second mémoire".

Le prince nous a écoutés avec attention, et il a paru frappé de la franchise, nous osons le dire, de la vérité de nos observations.

"Je m'occuperai immédiatement de mon mémoire, je vous ai prévenus cependant que ce ne sera qu'un canevas. Vous en ferez une pièce. Mais il faut cependant qu'à mon tour je vous demande votre opinion particulière sur les axiomes que nous avons posés dans notre mémoire du 23 octobre.

Reconnaissez-vous le principe de droit que nous y établissons? Etes-vous d'accord que lorsque les rapports intérieurs d'un pays prennent un caractère offensif envers les Etats voisins, ceux-ci aient le droit de les improuver et d'agir efficacement, afin de se préserver de la contagion?"

"Nous avons clairement articulé, prince, l'opinion de l'empereur et les principes régulateurs de sa politique. Donnez-vous la peine de lire notre réponse au chevalier de Zea et le mémoire du 20 avril. Peut-on élever après cela des doutes sur le système du cabinet de Russie?"

"Nullement, aussi je profiterai de vos pièces du 20 avril. Vous verrez mon travail et vous serez contents".

L'entretien a été remis au lendemain.

Τό υπόμνημα συντάχθηκε μέ τή συνεργασία τοῦ δεύτερου τῇ τάξει ὑπουργοῦ κόμη Νέσσελροντ. Ἀντικείμενο του οἱ συζητήσεις τῶν δύο ὑπουργῶν τῆς Ρωσίας μέ τόν ἡγέτη τῆς αὐστριακῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς πρίγκιπα Μέττερνιχ<sup>2</sup>. Κύρια ἐπιδίωξη τῶν Αὐστριακῶν ἡ μεμονωμένη ἐπέμβαση τους στό ἐσωτερικά τῆς Ἰταλίας πρὸς τόν σκοπό τῆς κατάπνιξης τῆς ἐπανάστασης στή Νέαπολη. Ὅμως ἡ ἰδιοτελής αὐτή ἐπιδίωξη ἦταν μοιραῖο νά ἀναχαιτιστεῖ ἀπό τήν ἀκαμπτη στάση τῶν δύο ἐκπροσώπων τῆς ρωσικῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς καί κυρίως τοῦ Καποδίστρια πού ἐναντιώθηκε σφοδρότατα στήν τακτική τῶν ξένων παρεμβάσεων στίς ἐσωτερικές κρατικές ὑποθέσεις, καθὼς στήν Ἰταλία καί Ἰσπανία<sup>3</sup>.

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 555-559.

2. Γιά τίς ἀντικρουόμενες ἀπόψεις Μέττερνιχ - Καποδίστρια, βλ. ἀντί ἄλλων R. Metternich - A. Klinkowstroem, Aus Metternichs nachgelassenen Papieren, τομ. Γ' σ. 353 κ.έ., H. Kissinger, Grossmacht Diplomatie, σ. 296, E. Rohl, Metternich und England (1967) σ. 101, G. Lukacs, Im Kampfe für die Neugestaltung Europas (1938) σ. 4, K. Mendelssohn-Bartholdy, Briefe von Fr. von Gentz an Pilat, τόμ. Β' (1868) σ. 436.

3. Βλ. τήν ἀπάντηση τῆς ρωσικῆς κυβέρνησης στό «Mémoire présenté par le Cabinet d'Autriche dans la Conférence du 11/23 et aux communications faites par le Cabinet de Prusse dans la Conférence du 17/29 Octobre», στό Ἀρχεῖα Βιέννης, St. K., Kongressakten Troppau 1820, Fsz.38, Fol.32-48 καί ἀξιοποίηση της στοῦ Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις, ὁ.π., σ. 109 κ.έ.

## 139

Ὑπόμνημα πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Τρόππαου 15/27 Ὀκτωβρίου 1820)<sup>1</sup>

*Second entretien confidentiel  
avec M. le prince de Metternich*

Monsieur le prince de Metternich travaillait avec M. de Lebzeltern. Nous fûmes introduits. Après les politesses d'usage le prince nous dit: "Lebzeltern restera avec nous. Il fera la lecture pour moi. Je suis menacé d'une rhume de poitrine et je désire me ménager".

L'entretien commença en effet par la lecture des dépêches du prince Esterhasi arrivées de Londres le même jour. "Les principales sont encore chez l'empereur, - dit le prince, - je vais vous en donner connaissance par un extrait que j'ai fait faire à la hâte".

Le baron de Lebzeltern lut cet extrait, ainsi que trois autres dépêches en original.

L'extrait dont il s'agit, porte en substance les communications que nous avons reçues en dernier lieu par M. le comte de Lieven. Le prince Esterhasi rend compte de ses entretiens avec lord Castlereagh et annonce que le cabinet britannique fera assister lord Stewart aux conférences de Troppau à condition toutefois qu'il n'y prenne aucun engagement et ne livre aucune signature.

Les autres dépêches traitent du procès de la reine, des explications de M. de Decazes sur les instructions éventuelles que les cours alliées ont données à leurs ministres pour le cas de succession au trône de France, et de quelques objets secondaires.

M. le comte de Nesselrode fit ensuite la lecture des dépêches que nous venions de recevoir de Turin. On échangea quelques observations sur les nouvelles qu'elles renferment, et M. le comte de Nesselrode prit la parole.

"J'ai lu avec attention et infiniment d'intérêt, mon prince, votre mémoire du 23 octobre et toutes les pièces justificatives qui l'accompagnent. Je vous répéterai ce que je viens de dire à l'empereur. Votre premier travail fait désirer la seconde partie. Il nous serait difficile, pour ne pas dire impossible, de vous prêter un secours moral utile dans votre entreprise sur Naples, sans connaître au préalable vos idées relativement au système que les cours alliées auraient à suivre en général dans la crise actuelle, et sans savoir précisément en quoi consiste ce même secours moral que vous nous demandez".

"Comme j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer hier, Messieurs, je suis prêt à vous faire part de toutes mes pensées et, je vous le répète, c'est en comptant sur vous et sur les fruits de nos discussions confidentielles, que je m'anime et prends courage.

Pour procéder donc avec ordre et pour nous mieux comprendre mutuellement, distinguons les objets.

Quoique l'affaire de Naples ne soit qu'un épisode du drame général, nous ne perdons rien à la considérer séparément. Commençons par la question de l'appui moral que je vous demande.

Je vous ai dit hier ce que nous en pensons. Je n'ai aucune raison aujourd'hui de vous en dire moins ou davantage. Voyez un peu si la communication que le duc de Campochiaro vous a faite de sa note du 5 octobre, ne vous offre pas le moyen de vous expliquer envers le gouvernement napolitain de la manière la plus favorable au succès de nos opérations militaires. Nous les ferons précéder d'une déclaration. Votre réponse à Campochiaro et celles que les autres cours pourront



lui adresser en même temps, convaincront la nation napolitaine de l'unanimité des intentions et des volontés des cours alliées au sujet des plans conçus par l'Autriche pour délivrer le Royaume des Deux-Siciles des maïs des sectaires".

"Vous dites, prince, unanimité d'intention et de volonté des cours alliées. Il ne s'agit donc pas tant de répondre au duc de Campochiaro, pour soutenir moralement votre entreprise sur Naples, que de savoir surtout comment répondre de manière à satisfaire vos vœux, à recueillir la totalité des suffrages des cours alliées et à offrir ainsi à Naples et au monde entier un véritable gage de notre unanimité.

Nous ne pouvons nous faire illusion à cet égard. Il n'y a que les trois cours, d'Autriche, de Prusse et de Russie, qui soient libres de se prononcer sur la grande question. Mais en usant de cette faculté, en s'acquittant de ce devoir, ne sont-elles pas tenues de prendre en considération la situation respective de la Grande-Bretagne et de la France?

Aujourd'hui ces deux puissances desiront, autant que nous, le succès de votre entreprise, mais encore pour qu'elles puissent avouer hautement leurs vœux, faut-il environner cette entreprise de tout l'éclat de la légalité?

Mais si l'Empire Britannique vient à être gouverné par l'opposition et si le ministère actuel en France succombe dans la lutte des élections prochaines?

La question dans cette perspective devient encore plus difficile et va présenter deux faces.

Le changement de ministère à Londres peut nous donner une Angleterre neutre et bienveillante, comme il peut aussi nous affliger d'une Angleterre, amie et associée de la cause des révolutions.

Dans cette double hypothèse il est clair que le cabinet des Tuileries ne pourra suivre que le système anglais, sauf de plus les chances hostiles et les complications immédiates que la France est à même de susciter en raison de sa position, de sa puissance compacte, de ses rapports, de son influence active sur l'esprit révolutionnaire.

C'est dès lors en mesurant au juste ces situations et en calculant toutes, les probabilités, autant qu'il est donné à la prudence humaine de le faire, que l'on doit, ce semble, oser la solution du problème qui nous occupe. Nous le poserions dans ces termes: comment atteindre notre but, sans être surpris dans la route que nous choisirons pour y arriver, d'aucune des complications qui nous menacent du côté de la Grande-Bretagne et de la France?"

"Je ne disconviens pas, - reprit le prince, - que vous ne posiez bien la question. Veuillez-vous en occuper vous-mêmes et communiquez-moi ce que vous aurez résolu. Quant à moi, je ne vois pas que pour le moment nous puissions faire autre chose que de marcher, que d'opérer la délivrance du roi de Naples. Peut-être, les résultats surpasseront-ils notre attente. Cependant, j'aime à vous le redire: tracez-moi un autre système de conduite. Je ne demande pas mieux que de



le discuter avec vous et de l'adopter, si vous me prouvez qu'il soit préférable au mien. Tenez: si vous n'étiez pas les ministres de l'empereur de Russie, je ne vous aurais pas moins consultés en amis, en hommes d'affaires, en hommes de bien... Considérez donc la question sous toutes ces faces, tâchez de la résoudre par la réponse même que nous vous proposons de faire à Campochiaro. Je vais plus loin. Voyez s'il ne serait pas utile de préparer par cette réponse les voies aux opérations militaires, c'est-à-dire, s'il ne conviendrait pas de faire précéder la parole à l'action".

Le prince s'étant arrêté à ces mots, nous lui avons observé que cet appel nous déferait l'initiative dans la définition de l'appui moral.

"Oui, sans doute, mes idées vous sont déjà connues. Donnez-moi les vôtres. J'ai de bonnes raisons pour suivre cette marche dans nos discussions. Mon empereur connaît les propositions que je vous ai faites. Il ne me permettrait de les modifier qu'autant que je lui en aurais fourni les motifs. Veuillez donc me les procurer, ces motifs. Sur eux vous fondez vos contrepropositions, si vous croyez devoir me faire des contrepropositions. En un mot, c'est à vous à parler, car sur cette première partie je n'ai plus rien à dire".

En témoignant au prince les sentiments dans lesquels nous nous empressions d'accueillir de pareilles preuves de sa confiance, nous avons assuré s.a. que v.m.i. en serait fidèlement informée et que nous prendrions ses ordres sur le travail qu'il nous demandait.

Alors le prince passa à la seconde question et nous remit son deuxième mémoire.

Récapitulant les observations qui ont terminé notre entretien d'hier, il déclara qu'il admettait complètement notre point de vue. "Pour identifier la politique des deux cabinets, il est nécessaire, que l'une et l'autre soient et demeurent conséquents dans leurs système au milieu des questions qui se rapportent à la politique intérieure des Etats. Néanmoins nous reconnaissons unanimement qu'il faut opposer une digue au torrent des révolutions.

Il est urgent de la trouver, cette digue. Je ne prétends pas y avoir réussi. Je vous livre mon travail. Examinez-le avec sévérité. Je suis exempt d'amourpropre et prêt à considérer mon oeuvre comme non avenue. Je vous l'abandonne entièrement".

Le prince de Metternich développa après ce préambule quelques idées générales consignées dans son mémoire, et invita le baron de Lebzeltern à nous en faire lecture.

V.m. trouvera ci-joint l'original de cette pièce.

L'entretien s'étant prolongé au-delà de minuit, nous en avons remis la suite au lendemain soir.

Il a été convenu que la conférence aurait lieu le surlendemain et que ce soir nous établirions de commun accord ce que nous aurions à dire ensemble à nos

colègues sur l' état de la négociation.

On est aussi tombé d'accord sur notre proposition d' associer M. le comte de Bernstorff à nos présents pourparlers et d'en fixer le siège chez ce ministre, si sa santé ne lui permettait point de quitter sa chambre et son lit.

---

Καί τό σύντομο αὐτό ὑπόμνημα συντάχθηκε μέ τή συνεργασία τοῦ Νέσσελροντ. Ἀφοροῦσε τή δεύτερη συνάντηση τῶν ἐκπροσώπων τῆς ρωσικῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς μέ τόν πρίγκιπα Μέττερνιχ ἡ ὁποία, καθώς προκύπτει ἀπό τό περιεχόμενο τῆς ἐκθεσης, ὑπῆρξε περισσότερο μετριοπαθῆς καί ἐγκάρδια ἀπό τήν προηγούμενη χωρίς ὅμως νά ἔχει ἐπιτευχθεῖ ἡ γεφύρωση τῶν διαφωνιῶν ἀνάμεσα στήν Αὐστρία καί τή Ρωσία<sup>2</sup>.

---

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 562-564.

2. Βλ. ἀντί ἄλλων Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἰ. Καποδίστρια, σ. 113 ἐπ. Πρβλ. *Castlereagh*, Correspondence, τομ. ΙΒ' σ. 312 ἐπ., *Wellington*, Supplementary Despatches, τομ. Α' σ. 116 ἐπ., *M. Boyce*, The Diplomatic Relations of England, ὁ.π., σ. 41 καί Ἀρχεῖα Βιέννης, *Troppauer Kongressakten*, Fsz. 39, Fol. 33-59, St. K. England Weisungen, Fsz. 213, Frankreich Weisungen Fsz. 343.

---

## 140

### Ὑπόμνημα πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρό (Τρόππαου 24 Ὀκτωβρίου/5 Νοεμβρίου 1820)<sup>1</sup>

Le mémoire approuvé par s.m.i. le 21 octobre (2 novembre), fait dériver des transactions sur lesquelles se fonde l' alliance européenne, les engagements que les cours alliées ont à remplir aujourd'hui et dont l' exécution unanime doit avoir pour résultat nécessaire le maintien de la paix et la défaite de la révolution.

En appliquant aux événements du jour les principes de droit, nous avons esquissé le système que les puissances sont appelées à suivre pour atteindre le but qu'elles se proposent, et pour l' atteindre d'un commun accord, sans s' écarter des principes qu'elles ont proclamés à la face de l' Europe, et avec la coopération de tous les hommes qui désirant sincèrement le bonheur de leurs semblables, savent que l' ordre et les lois en seront toujours les premières bases.

Il s'agit à présent de mettre ce système en action.

Nous le croyons composé de deux parties distinctes.

Dans la première nous rangerons les obligations explicites que les puissances doivent contracter entre elles dans la vue de faire reprendre au Royaume des Deux-Siciles sa place dans l' alliance européenne, d' exercer une influence bienfaisante sur l' Espagne et sur le Portugal, d' adopter les mesures les plus propres à empêcher que l'Europe ne voie se renouveler des 8 mars et des 2 juillet.

La seconde partie embrasse l' application immédiate et particulière que les cours alliées feront de leur système au Royaume de Naples, et par conséquent toutes les transactions qu'elles seront dans la nécessité de conclure avec cet Etat.

### Première partie

Plus on considère l' importance et la multiplicité des intérêts que les cabinets réunis à Troppau doivent régler et concilier, et plus on est porté à reconnaître qu'ils ne peuvent ni s' occuper à la fois de tant de travaux si divers et si graves, ni les poursuivre et les achever avec précipitation.

Après avoir discuté et posé dès à présent principes, on ne peut arrêter de mesures d' exécution que pour les objets dont l' urgence est évidente, et il semble naturel de ne se livrer à d' autres entreprises qu' autant que les conjonctures le permettront ou que l' expérience en révélera l' opportunité.

On arrêterait donc:

1. Les mesures relatives au Royaume des Deux Siciles.
2. Des principes généraux à l' égard de l' Espagne, du Portugal et de tout pays qui éprouverait une commotion révolutionnaire.
3. Un projet de transaction semblable à celui que l' Autriche a proposé mais auquel devraient être associées les idées de M. de Stourdza et qui ne serait en tout état de cause qu' un développement et un corollaire de l' Acte fraternel du 14(26) septembre.

Pour délibérer sur cette transaction, les cours alliées se réuniraient encore dans le délai d' un an ou de dix-huit mois au plus tard.

Il est facile de prouver la nécessité de cette division de travail et de l' ajournement que nous proposons.

D' abord le projet de transaction dont il s' agit, doit être attentivement et mûrement médité par chaque cabinet. Aucun d' eux ne saurait se soumettre à des engagements aussi étendus par leurs conséquences, sans les avoir au préalable considérés dans tous leurs rapports et dans tous leurs effets, sans en avoir même constaté et reconnu les résultats pratiques.

Il serait d' ailleurs impossible d' imprimer aujourd' hui un caractère d' universalité à cette grande combinaison ou de l' environner des suffrages de tous les gouvernements placés au centre de l' alliance générale.

L' Angleterre et la France n' offrent pour le moment et n' offriront peut-être

de quelque temps encore aucune donnée positive sur la valeur réelle de leur concours et la vraie tendance de leur politique. Elle est vague, indéterminée, dépendante de leur situation intérieure, situation qui peut changer d'un moment à l'autre et changer de manière à donner une autre face au système européen.

Partir de la supposition que ce système ne peut plus compter sur l'appui de ces deux Etats et les isoler, ce serait dévancer la marche du temps, ne pas calculer un avenir qui reste possible, et se changer dans tous les cas d'une responsabilité immense.

Ce serait d'une autre part se faire illusion sur la vérité que d'espérer dès à présent la coopération active de l'Angleterre et de la France, or, une erreur volontaire ne peut toujours qu'être dangereuse.

Il faut donc de toute nécessité attendre que le gouvernement anglais sorte de ses embarras domestiques, que la France connaisse elle-même la mesure de sa force, qu'elle ait une volonté et le pouvoir de l'accomplir.

Cependant la bienveillance et la fermeté des cours alliées envers le Royaume des Deux-Siciles auront produit un effet salutaire. Peut-être même auront-elles pu réagir sur l'Espagne et sur le Portugal.

Les notions seront alors positives, les conséquences prévues, les remèdes ultérieurs suffisamment indiqués. Alors aussi les puissances pourront consommer par des mesures vastes et tutélaires l'oeuvre de la paix universelle et compléter un système d'union et de solidarité qui embrasserait tous les gouvernements et tous les peuples de l'Europe.

Quant à la partie essentielle des travaux de Troppau, elle pourrait avoir pour objet:

1. Un acte par lequel les puissances alliées fonderaient sur les transactions existantes, le droit et le dessein qu'elles ont de considérer comme exclu de l'alliance tout gouvernement qui subit et sanctionne une révolution; d'intervenir en commun dans les pays révolutionnés qui par leur exemple, leurs contacts et leur influence exercent des hostilités réelles contre tous les Etats, amis du repos, heureux de celui dont ils jouissent, et obéissants à des lois qui émanent d'une autorité légitime; de ramener ces mêmes pays au sein de l'alliance par des mesures, légales et bienfaisantes, par des insinuations amicales, par la force même, si l'emploi de la force devenait malheureusement nécessaire.

2. A la suite de ces déterminations les puissances conviendraient de faire une réponse commune à la note du duc de Campo-Chiaro et d'adresser au gouvernement napolitain les propositions énoncées dans le mémoire du cabinet de Russie. Elles suivraient en tout état de cause les règles de conduite signalées par ce même cabinet et donneraient pour base à la restauration de la monarchie des Deux-Siciles une organisation intérieure concertée avec le roi et qui établirait d'une part l'inviolabilité du pouvoir légitime, de l'autre - des institutions sages conformes aux vœux et aux besoins de la nation sicilienne.

3. Les puissances ne perdraient point de vue dans leur intervention, soit amicale, soit appuyée d'une force militaire, les principes suivis à l'égard de la France en 1815.

Le résultat de leurs négociations devant absolument obtenir une garantie de durée, et cette garantie ne pouvant se trouver que dans le secours que prêterait au roi la présence d'une armée étrangère, une armée autrichienne occuperait temporairement et sous le nom d'armée européenne le Royaume de Naples.

Une conférence des ministres plénipotentiaires des cours alliées recevrait l'ordre de négocier avec le gouvernement napolitain les actes par lesquels serait consommée la restauration de la monarchie sicilienne, et de veiller à l'accomplissement de ces actes.

4. Après avoir réglé tout ce qui concerne la révolution de Naples, les cours alliées prendraient par une conséquence du même principe une attitude commune envers l'Espagne et le Portugal.

5. Elles annonceraient enfin que dans l'espace d'une an ou de 18 mois elles se réuniront encore pour achever leur ouvrage et concluré un pacte de solidarité véritable entre tous les gouvernements de l'Europe, un pacte qui leur offrît à tous le double avantage d'une indépendance politique a jamais reconnue et d'une sécurité intérieure assurée par le bonheur de leurs peuples et par les institutions qu'il réclame.

A la transaction qui comprendrait les cinq articles fondamentaux ci-dessus rapportés, serait joint un article additionnel en vertu duquel l'Autriche, la Prusse et la Russie demanderaient l'accession des cours de la France et de la Grande-Bretagne, mais en déclarant que cette demande est subordonnée à toutes les conditions que des circonstances particulières pourraient prescrire au gouvernement français, ainsi qu'au gouvernement britannique.

Ils seraient libres, l'une et l'autre, de devenir parties contractantes, libres d'ajourner leur accession à un terme fixé, libres même de n'accéder que pour se rendre garants de l'exécution des engagements que les cours de Vienne, de Berlin et de St. Pétersbourg auraient contractés envers le roi de Naples, libres enfin de n'intervenir dans les négociations que comme puissances médiatrices.

## Seconde partie

La seconde partie des travaux de la réunion de Troppau consisterait dans un acte séparé, mais qui serait regardé comme appartenant à l'acte principal dont nous venons de parler, et dans les trois pièces suivantes:

A. Réponse à la note du duc de Campo-Chiaro.

B. Proclamation qui devancerait les premiers mouvements de l'armée européenne.

C. Instructions communes pour les commissaires des puissances alliées

auprès de ladite armée.

L'acte séparé serait un projet de traité entre s.m. sicilienne et les cours alliées.

On assurerait au roi par ce traité:

1. L'intégrité pleine et entière des ses possessions territoriales.
2. La réintégration dans son autorité souveraine.

On concerterait avec lui en troisième lieu un plan d'administration réparatrice qui préservât cette même autorité du retour de l'insurrection et de la violence.

Pour que ce plan s'exécutât dans toutes ses parties, on stipulerait que l'armée autrichienne, portant le titre d'armée européenne, resterait cantonnée dans le royaume pour un temps convenu.

Tous les règlements relatifs à cette occupation provisoire et à l'entretien de l'armée seraient l'objet d'une convention particulière.

La réponse au duc de Campo-Chiaro, ainsi que la proclamation et les instructions communes pour les commissaires des cours alliées auprès de l'armée autrichienne, seraient rédigées dans l'esprit et selon la teneur des observations que renferme la seconde partie de notre mémoire.

---

Τό υπόμνημα ἔθετε τίς ἀρχές πάνω στίς ὁποῖες οἱ μεγάλες Δυνάμεις ὀφείλαν νά στηρίξουν τήν πολιτική τους γιά τήν ἀντιμετώπιση τῶν ἐπαναστάσεων στό βασίλειο τῶν δύο Σικελιῶν καί στήν Ἰσπανία. Κυρίαρχη ἐπιδίωξη ἡ σύναψη μιᾶς νέας συνθήκης «εἰλικρινοῦς ἀλληλεγγύης» ἀνάμεσα σέ ὅλες τίς εὐρωπαϊκές κυβερνήσεις πού θά ἐξασφάλιζε αἰώνια τήν πολιτική ἀνεξαρτησία καί ἐσωτερική ἀσφάλεια ὅλων τῶν κρατῶν<sup>2</sup>.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 567-570.

2. Π. Πετρίδη, Ἡ εὐρωπαϊκή πολιτική τοῦ Ἰωάννη Καποδίστρια (1814-1821), Μελέτες τομ. Α' σ. 42 ἐπ., τοῦ ἴδιου, Τά πολιτικά σχέδια τοῦ Καποδίστρια γιά μιά νέα τάξη πραγμάτων στήν Εὐρώπη, ὁ.π., σ. 155 ἐπ.

## 141

‘Υπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας ‘Αλέξανδρο  
(Τρόππαου 24 ‘Οκτωβρίου/5 Νοεμβρίου 1820)¹

*Second agenda. De l' exécution  
du système arrêté par rapport  
à Naples*

Le système relativement à Naples étant arrêté par les actes dont nous venons de tracer le canevas, il resterait à savoir encore comment les cabinets réunis procéderaient à son exécution, après avoir acquis le certitude préalable, autant du moins qu'il est donné à la prudence humaine de l' obtenir:

1) que nulle précaution ne serait négligée, afin de préserver le roi et sa famille des dangers qui les menacent et qui doivent être nécessairement aggravés par les démarches que les cours alliées vont faire auprès du gouvernement napolitain;

2) que de même aucun moyen ne serait négligé pour écarter toute opinion erronée en Italie et dans le reste de l'Europe sur les intentions de cours alliées au moment où elles entreprendront la grande oeuvre de pacifier le Royaume des Deux-Siciles dans ses rapport intérieurs et de le réconcilier avec l' ordre social européen;

3) que nul effort enfin ne serait négligé à l'effet d' atteindre ce but éminent par la voie seule des négociations amicales et qu'on réserverait ainsi la puissance matérielle des armes, comme garantie d'une succès définitif immanquable, et en attendant de la durée des opérations à l' égard de Naples.

Considérant donc que ces trois grandes questions ne peuvent être efficacement résolues que par le mode même d' après lequel les puissances alliées se décideront à remplir les engagements qu'ils vont contracter, qu'il est dit déjà que *la parole* doit nécessairement précéder *l' action*, il s' agit en conséquence de parler au gouvernement napolitain, de répondre à sa note du 1<sup>er</sup> octobre.

Quels que soient les ménagements qu'on veuille employer, quelque bienveillant que soit le langage que l'on tiendra, il est impossible de ne pas articuler d'une manière claire, forte et positive les griefs des puissances alliées et les droits sur lesquels se fonde leur prétention de les voir redressés.

Dès lors il serait indispensable avant tout que cet appel formidable soit accueilli par une autorité susceptible de l' entendre et de le soutenir.

Or, connaissant l' asservissement sous lequel gémit à Naples le pouvoir royal et légitime, ce serait se faire une illusion que de s' attendre à ce qu'il brise d'une part ses liens et que de l' autre il se mette en état de répondre aux cours alliées selon les vœux qu'elles forment, pour que la restauration du Royaume des



Deux-Siciles soit l'oeuvre et le résultat d'une intervention régulière des cours alliées et de leur concert spontané avec le roi.

Répondre au duc de Campochiaro serait donc annoncer la guerre aux peuples des Deux-Siciles. Le manifeste suivrait, le mouvement des troupes accompagnerait comme cela la première démarche.

Dans cette hypothèse nous voyons :

- 1) les jours du roi et de sa famille compromis;
- 2) les rangs de l'ennemi renforcés et invités aux plus déplorables excès;
- 3) les hostilités rendues nécessaires, la guerre inévitable.

En voici les chances. Le sang est répandu. Les rebelles forcent le roi à se mettre à leur tête. La révolution de Naples prend sur-le-champ l'attitude la plus favorable pour elle, la plus maligne aux intérêts des alliés. La cause de la nation défendue par son roi est anoblie. Et l'humanité, et le repos du monde, et tous les devoirs ensemble, et tous les vœux exigent que cette cause soit flétrie dans son principe par la nation napolitaine la première!

Autre danger non moins imminent. C'est celui où les rebelles dans cette crise s'empareraient du roi et de ses enfants pour les garder comme otages au milieu de leur frénétique audace.

Plus cette audace sera menacée, plus elle se portera aux dernières extrémités, et plus nous entrevoyons de dangers pour la royale existence qu'il s'agit de garder saintement.

Les difficultés majeures que nous venons de signaler, imprimeraient aux mouvements de l'armée une hésitation qui pourrait mettre dans un faux jour tout le système, et ce spectacle ne resterait pas indifférent à la vue du Piémont, de la Lombardie et des ennemis de l'ordre en Europe.

Cependant ces considérations chanceuses ne peuvent pas et ne doivent point détourner les puissances alliées de leurs résolutions et de l'accomplissement de leurs devoirs. Seulement pour qu'ils soient mieux exécutés, il faut peut-être un mode plus prudent. Nous essayerons de l'indiquer.

Au lieu de répliquer à la note du duc de Campochiaro les cabinets alliés pourraient annoncer officiellement au ministère napolitain que pour répondre à cette communication, comme ils le doivent aux sentiments qui les animent pour la vraie prospérité des Deux-Siciles, ils invitent s.m. le roi à leur envoyer à Troppau un ou deux personnages revêtus de sa confiance et de celle de la nation et de les autoriser à procurer tous les éclaircissements que peuvent désirer les puissances, afin de connaître au juste l'événement du mois de juillet avec ses conséquences.

Cette note d'invitation serait rédigée de manière à inspirer au gouvernement de Naples tout l'empressement possible d'y répondre et de l'accueillir avec abandon et d'envoyer ensuite à Troppau les hommes qui se distinguent le plus à Naples maintenant.

Les ministres des cours alliées qui s'y trouvent accrédités, recevraient simultanément des instructions dirigées à obtenir plus facilement ce premier résultat.

Cette mission, dépositaire, comme nous l'espérons, des intérêts identifiés du roi et de la nation, une fois arrivée à Troppau, on traiterait avec elle des moyens d'amener le gouvernement napolitain à avoir recours spontanément à l'intervention et à l'appui des puissances alliées pour secouer le joug des sectaires et pour reconstruire la monarchie sur des bases légales.

Si ces négociations sont heureuses, l'armée arrivera à Naples du consentement et du gré des Napolitains. Alors les jours du roi et de la famille sont sauvés, assurés et tranquilles. Aucune complication latérale d'Italie ou d'Europe n'est à craindre et la révolution des Deux-Sicilies se termine sous les auspices de l'alliance générale par la puissance de la persuasion soutenue du simulacre de la force.

Dans le cas contraire au lieu de permettre à l'ambassade de retourner dans son pays, on l'associerait à la marche des troupes, et la présence au milieu des alliés leur assurerait les avantages suivants:

1) de laisser les sectaires sans chefs et de rompre, pour ainsi dire, le fil qui les unit. On les aurait compromis, les uns envers les autres, et sans aucune machination ou témoignages illicites, les mandataires de la nation sembleraient à ses yeux avoir attiré dans la patrie une armée étrangère;

2) on garderait en quelque sorte des otages qui répondraient de la sécurité du roi et de sa famille;

3) on conserverait entre les mains de puissants moyens d'influence et de négociation pour des contingents futures dont dieu seul est l'arbitre.

Quoiqu'il en soit de ces deux modes de procéder et dans chacun d'eux qu'il plaira aux puissances d'adopter, il est hors de doute que la présence collective des souverains est nécessaire jusqu'à ce du moins que l'on sache si c'est par les armes ou par la voie des négociations qu'on exécutera le système concerté.

Cependant ce second mode indiqué abrégerait peut-être la durée de leur réunion et épuiserait à Troppau leurs travaux. Le succès des discussions avec les mandataires napolitains terminerait l'une et couronnerait les autres.

Mais le premier mode laissant incertaines toutes les chances qui suivraient la démarche péremptoire et l'audace d'une réplique désespérée et la résistance d'un partiisme exalté, on ne saurait concevoir d'autre mesure plus opportune que celle de rapprocher la réunion du mouvement de l'armée et du théâtre des crises, afin de la mettre à même de commander aux événements ou de les comprendre.

Dans l'une et l'autre hypothèse il serait fort important que les cours respectives désignent dès à présent les ministres qui doivent composer la conférence chargée de négocier avec le gouvernement napolitain et de lui

déclarer la paix ou la guerre. Ce n'est qu'en suivant de près la marche des discussions actuelles qu'ils peuvent assister utilement aux opérations à venir.

“Όπως έγραψε στην αυτοβιογραφία του ο Καποδίστριας οι διασκέψεις στο Τρόππαου «υπήρξαν μακραί και άκανθώδεις. Η κυβέρνηση της Βιέννης δέν έτόλμα παρρησία νά καταπολεμήσει τάς άπόψεις του αυτοκράτορος (Άλέξανδρου)· ή αύτου αυτοκρατορική μεγαλειότης δέν ήθέλησε νά δεχθί, όπως αύται συζητηθούν επίσημως και όριστικώς. Η Αύστρία ήξίου νά καταλάβη στρατιωτικώς τό Βασίλειον της Νεαπόλεως και νά παλινορθώση εκεί τήν μοναρχίαν, στηριζομένην αποκλειστικώς εις τόν αύστριακόν στρατόν»<sup>2</sup>. Δυστυχώς παρά τή ρωσική αντίσταση<sup>3</sup>, «... πᾶσαι αἱ άποφάσεις έφερον τήν σφραγίδα τών αύστριακών άπόψεων. Τό συνέδριον δέν ήδύνατο παρά νά τάς έγκρίνη και πράγματι τάς ένέκρινε»<sup>4</sup>.

Κάτω από τίς συνθήκες αυτές, ο Καποδίστριας καταδίκασε μέ τό υπόμνημα του αύτό, τίς έξεγέρσεις στό βασίλειο τών δύο Σικελιών και πρότεινε, μέσα από τήν αποκατάσταση της νομιμότητας, τή συμφιλίωση της Ίταλίας μέ τήν «εύρωπαϊκή κοινωνική τάξη». Γι' αύτό άκριβώς τό βασίλειο τών δύο Σικελιών θά έπρεπε νά εκπροσωπηθεί στό Τρόππαου ώστε νά αποφευχθούν οι μεμονωμένες έπεμβάσεις στά έσωτερικά του. Η κρισιμότητα της κατάστασης θάπρεπε νά αντιμετωπιστεῖ μέ έγκάρδιες φιλικές διαπραγματεύσεις και όχι μέ τή βία.

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 572-594.

2. *Άρχεῖον 'Ι. Καποδίστρια*, τομ. Α' σ. 65.

3. Π. Πετρίδη, 'Η διπλωματική δράσις του 'Ιωάννου Καποδίστρια υπέρ των 'Ελλήνων, σ. 114, *W. Cresson*, *The Holy Alliance, the european Background of the Monroe Doktrin* (1922) σ. 135-137.

4. *Άρχεῖον, 'Ι. Καποδίστρια*, ό.π., σ. 65. Για τίς τελικές έργασίες του συνεδρίου βλ. *Άρχεῖα Βιέννης*, St. K. Troppauer Kongressakten, Fsz. 38, Fol. 32-48, 50-51, Frankreich Weisungen, Fsz. 343, Fsz. 39, Fol. 68—72, 73—74, 312—317 England Weisungen, Fsz. 213

## 142

**Προσωπική επιστολή προς τον άπεσταλμένο της Ρωσίας στο Τουρίνο Γ. Μοτσενίγο  
(Τρόππαου 11/23 Νοεμβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Votre dernière expédition, mon cher comte, comme toutes celles qui l'ont précédée, a mérité le plein suffrage de l'empereur. Je vous en félicite. Les instructions que vous recevez aujourd'hui, vous offriront encore des moyens de rendre des services importants à la grande cause que nous soutenons, et qu'il est par conséquent de notre devoir de garantir à tout événement contre les ennemis nombreux qu'elle rencontre et qu'elle doit ou ramener paisiblement dans son sein, ou combattre de toutes ses forces.

Ce ne sont pas seulement les sectaires et les factieux de tous les pays qui tâchent de dénaturer cette belle cause aux yeux du monde. La fausse politique de quelques pays et les pauvres jalousies quelle enfante, peuvent aussi lui faire un grande tort.

C'est pour vous mettre à même de ne laisser subsister aucun doute sur les principes du système que les cours alliées viennent d'arrêter, c'est pour faire apprécier sa justesse et sa modération que j'ai cru utile de ne pas soustraire à votre connaissance les premiers fruits des délibérations de Troppau. Vous trouvez donc ci-joint en copie l'acte préliminaire et son supplément.

Nous sommes convenus que ces pièces ne seraient communiquées textuellement qu'aux cours de Londres et de Paris, et nous avons tenu parole. Mais il s'agit du bien et de ses succès. Vous qui êtes appelé à y contribuer si efficacement dans votre sphère d'activité, vous devez aussi compter sur tous les moyens, sur tous les secours. En allant au-devant de vos vœux, mon amitié remplit à la fois un devoir qui n'est cher et qui peut favoriser la réussite des négociations dont vous êtes chargé.

Leur principal objet est de persuader la cour de Sardaigne que l'alliance européenne n'a point de projets exclusifs et que si sa puissance morale et matérielle franchit maintenant l'Apennin, c'est dans le seul but de pacifier Naples avec lui-même et de le réconcilier avec l'ordre social.

Les instructions supplémentaires qui accompagnent aujourd'hui celles dont la rédaction a été faite au sein de la conférence même, et les renseignements confidentiels que je m'empresse de vous donner, mon cher comte, serviront, je l'espère, à vous inspirer à vous-même cette salutaire conviction. Il ne saurions admettre que ce ministère puisse s'alarmer des bruits que la malveillance ou l'intrigue s'efforcent et s'efforceront de répandre, qu'il puisse croire que c'est de la question napolitaine, isolée de la question universelle des révolutions, que la réunion de Troppau se soit occupée, que c'est par la force d'une triple alliance

qu'elle ait voulu la décider, et qu'elle se soit enfin proposé de la terminer dans l'esprit et en faveur de l'exécution des clauses du traité conclu le 12 juin 1815.

Toutefois, si vous aviez lieu de soupçonner que de semblables appréhensions avaient accès dans la pensée du cabinet de Turin, vous êtes autorisé à les dissiper, en donnant lecture très confidentielle à M. le marquis de St. Marsan de vos instructions réservées et du rescrit de s.m. l'empereur à M. le comte de Stackelberg. Il serait pas convenable de pousser ces confidences plus loin, et vous aurez soin, mon chez comte, de ne pas laisser entrevoir que vous êtes informé de la teneur des actes préliminaires.

Ce qu'il y a de plus important, c'est de donner à ce ministre l'assurance la plus positive que le système projeté n'est qu'une déduction pure et simple des transactions générales des années 1814, 1815 et 1818, transactions auxquelles toutes les puissances ont accédé et qui renferment heureusement la garantie la plus solennelle des obligations et des droits sur lesquels se fonde l'alliance européenne.

Supposé que le cabinet de Turin puisse exercer directement ou indirectement quelque influence à Naples, il serait sans doute très désirable qu'il voulut bien la déployer pour aider au succès de la démarche que les cours alliées viennent de faire auprès de s.m. sicilienne. Nous manquons de données suffisantes pour savoir si cette supposition peut se réaliser ou non. Il vous est réservé de reconnaître ce qui en est et d'agir en conséquence. Vous nous avez donné tant de preuves de votre excellente conduite à l'égard des MM. vos collègues qu'il est inutile que nous vous engagions à conserver avec zèle vos rapports intimes avec eux. Ne leur inspirez jamais aucune espèce de jalousie. Marchez de concert dans les commissions que vous avez à remplir en commun, et ne renforcez en votre particulier les nuances de vos explications amicales avec M. de St. Marsan que pour lui démontrer encore davantage l'identité de principes et de vues, qui est l'âme de la politique des cabinets réunis à Troppau.

Agréez, mon chez comte, les amitiés sincères de votre ancien élève.

---

Ἡ προσωπική αὐτῆς ἐπιστολή περιεῖχε ὁδηγίες ὡς πρὸς τὸν ἐνδεδειγμένα τρόπο ἐνημέρωσης τῆς κυβέρνησης τοῦ Τουρίνου πάνω στίς ἀποφάσεις τῶν μελῶν τοῦ Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων στό Τρόππαου. Ὑπογραμμίζόταν γιά μιὰ ἀκόμη φορά ὅτι τό σύστημα πού εἶχε ἐγκαθιδρυθεῖ ἐδραζόταν στίς συνθήκες τοῦ 1814, 1815 καί 1818.

## 143

**Ἐπιστολή πρὸς τὸν ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στὸ Παρίσι Α. Σρέντερ  
(Τρόππαου 15/27 Δεκεμβρίου 1820)<sup>1</sup>**

Monsieur. Le ministère impérial s'est empressé de mettre sous les yeux de l'empereur vos rapports en date du 5 et du 12 décembre n.st.

S.m. les a lus avec intérêt et vous sait gré, Monsieur, du zèle que vous déployez dans l'exécution de ses ordres.

Les résolutions du ministère de s.m. très chrétienne relatives aux protocoles concertés à Troppau le 7(19) novembre, ne pouvaient que nous faire éprouver un vif sentiment de regret et de peine. Cependant comme nous avons tout lieu de croire que ces actes n'ont pas été tout à fait compris, nous espérons que des explications plus précises porteront le gouvernement français à modifier sa première détermination.

L'empereur m'a chargé d'en écrire au duc de Richelieu et la lettre ci incluse que je lui adresse, jointe aux observations qui servent de réponse à celles de M. Pasquier, achèveront, je le présume, de dissiper toutes les craintes et toutes les incertitudes des ministres du roi.

Ma lettre est à cachet volant, afin que vous puissiez, Monsieur, en prendre lecture, car le temps ne permet pas de vous en envoyer copie. Quand vous l'aurez lue, je vous prierais de fixer le cachet et de la remettre en mains propres à M. de Richelieu. Nous ne doutons pas que dans vos entretiens avec ce ministre, ainsi qu'avec M. de Pasquier, vous n'exposiez toutes les considérations qui pourront engager le cabinet des Tuileries à munir ses plénipotentiaires d'instructions conformes à nos vœux. Il serait au reste superflu de vous faire observer combien ce succès est désirable, et en vous invitant à nous rendre compte de l'impression que nos lettres auront produite, nous vous prions de nous informer sans délai du résultat de vos démarches.

Comme nous avons reçu l'heureuse nouvelle de l'arrivée du roi de Naples à Laybach, c'est dans cette dernière ville que vous voudrez bien, Monsieur, adresser jusqu'à nouvel ordre vos dépêches et vos courriers.

L'empereur quitte Troppau dans la matinée de demain. S.m. passera trois jours à Vienne et sera rendue le 7 janvier n. st. à Laybach.

Nous nous dispenserons de vous entretenir des détails relatifs aux discussions qui ont eu lieu dans le parlement de Naples à la suite de l'invitation faite au roi par les monarques alliés. Vous en êtes sans doute déjà instruit, mais ce qu'il vous importe de savoir, c'est que les cours de Rome, de Turin et de Florence ont été invitées à déléguer des plénipotentiaires à Laybach. Les intérêts du Royaume de Naples ne sauraient être étrangers au reste de l'Italie, et la

resolution prise de faire participer à la réunion toutes les puissances italiennes ne peut assurément que placer dans son vrai jour aux yeux de tous les gouvernements de l'Europe les vues sages, justes, pacifiques qui animent les cabinets alliés.

Recevez...

---

Ὁ Σρέντερ ἐπιφορτιζόταν νά ἐνημερώσει τή γαλλική κυβέρνηση καί προσωπικά τόν Ρισελιέ γύρω ἀπό τήν πορεία τῶν διασκέψεων στό συνέδριο τοῦ Τρόππαου οἱ ἐργασίες τοῦ ὁποίου εἶχαν μεταφερθεῖ ἤδη στό Λάυμπαχ.<sup>2</sup> Παράλληλα ἐκφραζόταν ἡ ἐλπίδα γιά τή στήριξη τῆς εὐρωπαϊκῆς συμμαχίας καί ἀπό τή γαλλική πλευρά.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 675-676.

2. Πρβλ. Π. Πετρίδη, Ἡ εὐρωπαϊκή πολιτική τοῦ Ἰ. Καποδίστρια (1814-1821), Μελέτες τομ. Α' σ. 43.

---

## 144

Ἐγκύκλια ἐπιστολή πρὸς τοὺς ἀπεσταλμένους στή Γερμανική Ὁμοσπονδία, τίς Κάτω Χῶρες, τήν Ἑλβετία, τή Δανία καί τό Βασίλειο Σουηδίας - Νορβηγίας (Τρόππαου 15/27 Δεκεμβρίου 1820)<sup>1</sup>

Monsieur.... Par nos dépêches en date du... nous avons fait connaître à v. ex. les premiers résultats des délibération de Troppau.

Nous vous mandions alors, M...., que pour ouvrir les voies de conciliation dans les affaires de Naples, les souverains présents à Troppau avaient engagé s.m. sicilienne à se réunir à eux dans la ville de Laybach.

Nous venons d' apprendre que cette invitation a été acceptée avec reconnaissance et que le roi va se rendre à Laybach pour y exercer le ministère auguste que lui avaient déferé les souverains alliés, celui de médiateur entre l' Europe et le Royaume des Deux-Siciles.

L'empereur va donc partir pour cette ville et c'est là, M...., que nous vous invitons à nous adresser vos dépêches jusqu' à nouvel ordre.

Dans l' intervalle qui s'est écoulé entre le moment où les lettres des souverains ont été expédiées à Naples et celui où la réponse du roi leur est



parvenue, les cabinets ont cru devoir prendre en considération une chance fâcheuse, mais qui heureusement ne s'est pas réalisée.

Il était à craindre que la faction dominante à Naples ne mît obstacle au départ du roi et ne privât ainsi les souverains alliés du seul intermédiaire par lequel ils pussent essayer eux-mêmes de ramener le Royaume des Deux-Siciles au sein de l' alliance.

Comme dans cette triste hypothèse ils n' auraient pu faire entendre aux Napolitains le langage de la raison et de la vérité ni par l' entremise d'un roi dont la volonté était évidemment captive, ni par celle d'un gouvernement qu'ils sont décidés à ne pas reconnaître, les cabinets alliés désirant néanmoins épuiser les mesures amicales, ont cherché pour ce cas un médiateur qui pût obtenir par son intervention les résultats que les souverains se proposaient d' atteindre, en négociant immédiatement avec le roi lui-même rendu à la liberté.

Ce médiateur se présentait naturellement dans la personne d'un souverain dont les Etats touchent à ceux de s.m. sicilienne et auquel ses vertus, le caractère pacifique de sa puissance et la religion dont il est le premier pontife, devaient assurer une bienfaisante influence dans le Royaume de Naples.

Les cabinets alliés ont donc exprimé au pape les vœux qu'ils formaient pour le cas où de déplorables circonstances empêcheraient le roi de Naples d' accepter leur invitation.

Sa sainteté a reçu de l' empereur, notre auguste maître, et de l' empereur d' Autriche des lettres de cabinet où ces deux monarques lui énonçaient les motifs de leur confiance et l' espoir qu'ils fondaient sur son intervention.

Les cours d' Autriche, de Prusse et de Russie avaient résolu en outre d' adresser au ministère pontifical une note collective pour lui signaler avec plus de précision le but de la médiation proposée.

Ce but était: ou de porter les Napolitains à rendre au roi la faculté de détruire le scandale du 2 juillet et de se concerter avec les cours alliées sur les moyens d' accorder à ses peuples un régime conforme aux vœux sages, aux besoins réels, mais qui ne pût compromettre par le mode de son établissement la tranquillité du reste de la péninsule Italienne, ou, si ce succès le plus désirable et le plus important de tous devenait impossible à remporter, d' engager la grande majorité des Napolitains qui ne peuvent que gémir de voir l' autorité légitime usurpée par les chefs criminels d'une secte subversive, à solliciter le secours dont ils auraient besoin pour opérer la délivrance commune du roi et de la nation.

Nous ne doutons pas que cette proposition éventuelle n'ait été éventuellement agréée par le pape. La cour d' Autriche avait même envoyé M. de Lebzeltern à Rome pour y déterminer et sa sainteté et son ministère.

Quoique la médiation du pape devienne superflue pour le moment, la démarche des cabinets alliés prouve avec quelle sollicitude ils s' efforcent de désabuser de ses erreurs la nation napolitaine, de l' éclairer sur ses véritables



intérêts et de ne point faire retomber sur elle les malheurs inséparables d'une guerre tant qu'ils peuvent présumer qu'en adoptant les conséquences du 2 juillet, elle a cru obéir à la volonté libre de son souverain.

Ce qui achèvera de placer dans son vrai jour la politique des cabinets alliés et la scrupuleuse exactitude qu'ils mettent à remplir leurs engagements, en professant un invariable respect pour les droits de tous les Etats de l' Europe, c'est la nouvelle proposition qu'ils ont résolu de faire aux cours d'Italie.

Comme les questions que l'on va discuter à Laybach, ne sauraient, vu leurs corrélations, être ni étrangères, ni indifférentes au reste de la péninsule Italienne, les cours de Turin, de Rome et de Florence ont été invitées à y déléguer des plénipotentiaires.

Ce sera avec la coopération de ces puissances et conformément aux vœux qu'elles énonceront pour la bonheur et le repos de l' Italie, que seront réglées les destinées de cette partie du continent européen où jadis la civilisation s'est élevée à son comble et où nous espérons qu'elle pourra désormais s'accroître et se développer sous les auspices de la religion, des lois et de la paix.

Il est probable que le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, M...., vous témoignera de désir d'être informé de ce que nous vous annonçons par la présente circulaire. Son contenu vous guidera alors dans les explications que vous lui donnerez.

Recevez....

---

Ἡ ἐγκύκλιος γνωστοποιοῦσε τὰ ἀποτελέσματα τῶν συνδιασκέψεων στό Τροππαῦ καί τήν πρόθεση τῶν συμμάχων νά ἐκπροσωπηθεῖ τό βασιλεῖο τῶν δύο Σικελιῶν στό συνέδριο τοῦ Λάϋμπαχ. Γιά τή δικαιοτέρα ἀντιμετώπιση τοῦ ἰταλικοῦ ζητήματος εἶχαν προσκληθεῖ παράλληλα πληρεξούσιοι ἀπό τίς αὐλές τοῦ Τορίνου, τῆς Ρώμης καί τῆς Φλωρεντίας. Μόνο ἔτσι, καθώς πίστευε ὁ Καποδίστριας, «ἡ παλινόρθωσις θά ἐστηρίζετο ἐπὶ ἐθνικῶν θεσμῶν· ἡ δέ στρατιωτική κατοχή θά ἐλάμβανε ὅλως διάφορον χαρακτήρα»<sup>2</sup>. Ὅμως οἱ αὐστριακές πρωτοβουλίες στήν Ἰταλία τόν διέψευσαν τελικά.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 677-678.

2. Ἀρχεῖον Ἰ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 65.

**KEIMENA**  
**1821**



## 145

Ἑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Λάϋμπαχ 30 Δεκεμβρίου 1820/11 Ἰανουαρίου 1821)<sup>1</sup>

En rentrant hier au soir de chez v.m., j'ai déjà trouvé chez moi M. le prince Ruffo et M. le général Pozzo di Borgo qui étaient à leurs postes et qui m'attendaient.

Après les compliments d'usage je me suis félicité de pouvoir lire au prince la dépêche que nous allions adresser à M. d' Oubril. Je l'ai tirée de mon portefeuille. Le prince en a pris connaissance et en a paru très satisfait.

Comme le cahier où se trouvait de projet de dépêche renfermait aussi la pièce qui concerne la marche à suivre dans les conférences qui vont s'ouvrir à Laybach, j'ai pensé que ce serait donner un véritable témoignage de confiance au prince Ruffo que de lui en faire la communication confidentielle. J'ai donc entamé cette matière, je lui ai dit: "Vous allez, mon prince, prendre part à nos conférences et vous y serez même l'acteur principal. Ainsi rien de plus naturel ni de plus juste que de vous instruire le premier de ce que nous pensons sur la grave question qui va nous occuper. Ce que je vais avoir l'honneur de vous dire, je vous le dirai de confiance, sauf à recueillir encore sur ce sujet dans le cercle de notre intimité habituelle l'opinion des cabinets de Vienne et de Berlin. En attendant, voici la nôtre."

Je lui ai lu alors la pièce que v.m. venait d'approuver, en fixant son attention sur les passages les plus essentiels et en les accompagnant d'explications qui en faisaient sentir toute l'importance. Le prince m'a beaucoup remercié, et je n'ai pu douter qu'il n'approuvât sincèrement notre manière d'envisager et de résoudre les questions relatives à la légalité et à la solennité des formes dont nous nous proposons de revêtir les délibérations. En développant ses idées à cet égard, le prince Ruffo m'a fait assez comprendre que tout autre mode de procéder lui semblait pour le moins peu favorable aux grands et réels intérêts de son souverain et de sa patrie.

"Permettez-moi, - ajoutai - je alors, - de vous communiquer un ordre que j'ai

reçu il y a quelques instants de l'empereur. S.m. croit aussi que la marche que nous proposons, concilie tous les égards, répond à tous les intérêts et diminue surtout de beaucoup le poids de toutes les responsabilités. Mais en nous ordonnant de discuter au préalable cette question avec les cabinets de Vienne et de Berlin, l'empereur nous a imposé une condition: c'est que cette discussion ne nous éloignât point du but vers lequel doivent tendre tous nos efforts. Ce but, a dit l'empereur, est d'arriver à Naples et d'y terminer la révolution. Abordez donc sans délai les questions dont la solution doit amener ce résultat, et ne négligez rien pour qu'en traitant des formes, on traite aussi des choses".

J'informai en conséquence le prince Ruffo que j'avais rendu compte à v.m. des entretiens que j'avais eus avec lui, et signalé à votre attention, Sire, les deux questions que nous avons résolu d'agiter ensemble. "Ces questions - continuai-je, - sont les seules sur lesquelles il faille s'entendre, mais de bonne foi. Elles nous attendent, mon prince, êtes-vous disposé à en parler ce soir?" "Si fort, - répondit-il, - que je suis ici ad hoc". "Et bien, - repris-je, - la première est celle de savoir ce que le roi fera pour reconstruire l'édifice social et politique de sa monarchie, pour y replacer la pourvoir légitime sur des bases fortes, assez fortes même pour que cette autorité tutélaire n'ait plus de révolution à craindre et puisse bientôt se passer de tout appui étranger. La seconde embrasse les moyens par lesquels le roi arrivera jusqu'à Naples pour y consommer cette oeuvre de paix, de conciliation et de salut".

Le prince est convenu comme il l'avait fait la veille que ces deux questions étaient en effet les seules qui fussent urgentes à décider et qui dussent par conséquent occuper immédiatement les cabinets réunis. Toutefois il a essayé de déduire dans un discours fort long et fort empressé les motifs qui l'avaient engagé à modifier son opinion d'hier et qui le portaient à croire que la seconde de ces questions devait obtenir la préférence, et être mise d'abord en délibération.

"Vous ne pensez donc plus comme l'autre jour, mon prince, vous étiez tombé d'accord avec moi que la seconde question était une conséquence de la première et qu'on s'entendait difficilement sur une conséquence, quand on ne savait pas si l'on était parti du même principe. Mais vous devez avoir de bonnes raisons pour intervertir l'ordre de la discussion et vu les sentiments qui vous animent pour votre roi et pour votre pays, vos raisons doivent être les miennes dans tout ce qui concerne le Royaume de Naples. Je consens donc sans peine à discuter d'abord la seconde question, nous réserverons la première pour un second entretien".

Le prince fut sensible à cette première facilité et s'écria alors: "Vous n'êtes donc pas aussi inflexible en effet qu'on le prétend. Parlons de la seconde question". "C'est à vous à en parler, mon prince, puisque vous devez l'avoir méditée plus que moi et que c'est d'ailleurs à vous de chercher la solution la plus conforme aux intérêts et de votre patrie et de votre souverain".

Pressé par des arguments qui étaient tous tirés de cette seule idée, le prince Ruffo finit par m'exposer son plan. Je vais le faire connaître en peu de mots à v.m.

Le roi dira à son peuple qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui, pour persuader aux puissances alliées de ne point faire la guerre à Naples. Que cette guerre étant cependant inévitable tant que l'ordre de choses actuel existe, il s'est interposé auprès des puissances, afin d'obtenir d'elles un délai qui lui permit d'engager ses peuples à renoncer à cet ordre de choses et à recevoir comme amie une armée autrichienne qui occuperait au nom de l'Europe le Royaume des Deux-Siciles. Que le roi arriverait à la suite de cette armée et qu'il ferait alors à ses peuples tout le bien qu'ils sont en droit d'attendre de lui. Cette déclaration donnée, l'armée marcherait et si elle trouvait de la résistance, tous ceux qui lui résisteraient, seraient traités et punis comme rebelles.

"Votre plan, mon prince, peut être bon et je le crois tel, puisqu'il est proposé par un Napolitain qui désire le bonheur de son pays, la gloire de son roi et la paix du monde, mais pour mettre ce plan à exécution, vous sollicitez le concours de l'opinion unanime, vous demandez le nom de toutes les puissances qui étaient assemblées à Troppau et qui ont arrêté les principes d'après lesquels elles jugent pouvoir intervenir dans les affaires d'un Etat révolutionné pour le ramener au sein de l'alliance. Si ces puissances doivent adopter sans restriction votre plan, il faut qu'elles passent l'éponge sur tout ce dont elles sont convenues à cet égard".

Pour confirmer cette observation, j'ai récapitulé au prince Ruffo les stipulations du protocole préliminaire, les motifs de la démarche faite auprès de s.m. sicilienne, ceux qui avaient fait songer d'avance à la médiation du pape.

"Tout ceci prouve, - ajoutai-je, - que les puissances alliées n'ont cru pouvoir porter dans le Royaume des Deux-Siciles une guerre d'invasion, sans s'être convaincues avant tout que cette guerre était le seul et unique moyen qui leur restât, de détruire l'ouvrage de la révolte du 2 juillet. Si vous avez cette conviction, mon prince, faites la donc partager à vos alliés, et ils consentiront aussitôt avec une conscience tranquille à l'adoption des mesures que vous suggérez. Mais si vous ne l'avez pas, pourquoi cherchiez-vous à l'acquiescer aux vus l'aviez, vous n'hésiteriez pas à le dire, vous n'auriez même pas hésité d'agir d'après votre plan dès le mois de septembre ou, tout au plus tard, des le mois d'octobre".

Le prince a été fort embarrassé de répondre à cet argument. Il a fini par dire: "Oui, mais comment fonder quelque espoir sur d'autres moyens de persuasion auprès des Napolitains? En voyez-vous...?" "Sans doute, et je vais en indiquer un, mon prince, sauf à vous en proposer d'autres, si celui-là ne vous convenait pas.

Je suppose une déclaration toute faite et bien faite de la part du roi dont le

but serait de détruire l' oeuvre monstrueuse du 2 juillet et de faire arriver pacifiquement une armée d' occupation dans le royaume. Aimez-vous mieux que cette volonté du roi s' accomplisse du gré de la nation napolitaine ou qu' elle soit imposée par la force coercitive des armes? Dans la première hypothèse, pourquoi votre plan ne renferme - t- il pas une seule ligne qui décèle cette pensée ou ce désir? Parce que, dites-vous, les Napolitains sont inaccessibles au langage de la raison? Le monde entier partagera-t-il cet avis? Les puissances le partageront-elles, parce que vous l' énoncer? Enfin, l' énoncerez - vous en toute lettre et publiquement?"

Le prince n' ayant répondu à aucune de ces questions, je lui dis en italien: "Se taire, c' est dire oui.... Donc vous reconnaissez, comme je le reconnais, le devoir d' assurer au roi l' obéissance spontanée de ses sujets, quelque soit le motif de cette spontanéité. Je vous propose donc de faire porter la déclaration du roi à Naples non par une armée rangée en bataille, mais par une mission composée d' agents étrangers.

Elle n' ira pas négocier, mais faire exécuter les ordres du roi par le gouvernement actuel et par la nation. On fixera à cette mission un terme péremptoire. Elle sauvera peut - être le régent et la famille royale et fera nécessairement de deux choses l' une: ou elle réussira complètement ou bien elle vous formera un parti, et en tout état de cause, si même ni l' une, ni l' autre des deux chances prévues ne se réalise, elle vous procurera la conviction qu' il n' y a que la force des armes qui puisse terminer la révolution de Naples".

Cette idée frappa le prince Ruffo. Après quelques instants de silence il me dit: "Oui, quant à moi, je ne saurais combattre votre proposition, Je la trouve fondée en justice, utile. Ne vous chargeriez-vous pas, M. le comte, de la discuter confidentiellement avec le prince de Metternich et avec vos autres collègues?" "Je ne demande pas mieux, - répliquai-je, - et si nous n' en avons pas parlé jusqu' à présent, c' est qu' il ne nous appartenait point de prendre l' initiative".

Le prince Ruffo ne proposa de me trouver alors aujourd' hui à une heure chez le prince de Metternich pour y revenir sur cette question. Je m' y rendrai. La conversation d' hier soir a duré jusqu' à une heure du matin. Je prends la liberté d' en rendre compte à v.m., parce que pouvant être dans le cas de voir le prince Ruffo, elle sera à même de juger de l' exactitude avec laquelle je m' efforce de remplir ses hautes intentions.

---

"Όπως είναι γνωστό, οί έργασίες τοῦ συνεδρίου τοῦ Τρόππου μεταφέρθηκαν στό Λάϋμπαχ στίς ἀρχές τοῦ 1821<sup>2</sup>. Κυρίαρχα ζητήματα πού θά ἀπασχολοῦσαν ἐκεῖ τά μέλη τῆς εὐρωπαϊκῆς συμμαχίας ἦταν: α) ἡ γενικότερη



έφαρμογή τῆς ἀρχῆς τῶν ἐπεμβάσεων, β) οἱ προϋποθέσεις γιὰ τὴν ἐφαρμογή τῆς ἀρχῆς αὐτῆς στὴν ἐπανάσταση τῆς Νέαςπολης, γ) ἡ προσπάθεια γιὰ τὴν ἱδρυση ἰταλικῆς ἐνώσης καὶ δ) ἡ ἀντιμετώπιση τῆς ἐπανάστασης τοῦ Πεδεμοντίου. Μὲ τὸ ὑπόμνημα τοῦ αὐτοῦ ὁ Καποδίστριας ἐνημέρωνε τὸν τσάρο γιὰ τίς ἐπαφές τοῦ μέ τούς ἐκπροσώπους τῆς ἰταλικῆς αὐλῆς καὶ γιὰ τίς πρωτοβουλίες τοῦ νά ἀντιμετωπιστεῖ μέ μετριοπάθεια ἡ μεγάλη κρίση πού εἶχε ξεσπάσει στὴν Ἰταλία.

1. *VPR*, τομ. ΙΑ' σ. 684-687.

2. Βλ., γενικότερα, *Ἀρχεῖα Βιέννης*, Laibach, Protokolle, Kongressakten, Fsz. 40, 41, Gesandtschaftsarchive, Kongresse von Troppau und Laibach (60), Gesandtschaftsarchive Griechische Revolution 1821 (61), St. K. Türkei (16) Orientalische Angelegenheiten 1810-1822, St. K. Griechenland varia 1821-33, Fsz. 2, *Diplomatisches Archiv für die Zeit und Staatengeschichte* (1821) τομ. Α' σ. 302-322 καὶ 360-386. Ἐξάλλου βλ. *O. Hegemann*, Aus den Tagen des Laibacher Kongresses (1914), *De Pradt*, Du système permanent de l'Europe à l'égard de la Russie et des Affaires de l'Orient (1828) σ. 82 κ.έ., *W.A. Phillips*, The Confederation of Europe (1914) σ. 227 κ.έ., *A. Springer*, Geschichte Österreichs τομ. Στ' (1863) σ. 293 κ.έ., *E. Driault*, La Question d'Orient (1917) σ. 108 κ.έ., *N. Jorga*, Histoire des États Balkaniques (1925) σ. 219 ἐπ., *J. Droz*, Histoire Diplomatique (1959) σ. 299 ἐπ., *P. Renouvin*, L'Europe du XIX et du XX siècle, τομ. Α' (1964) σ. 241.

## 146

Ὑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Λαύμπαχ 31 Δεκεμβρίου 1820/12 Ἰανουαρίου 1821)<sup>1</sup>

Promemoria de la conversation  
du 30 décembre (il janvier)  
au soir avec le prince Ruffo

"Je viens de chez le roi. Après une longue audience je n'ai pas de bonnes nouvelles à vous donner. Il répugne au roi de faire arriver de duc de Gallo à Laybach. Je me suis fait un devoir de rendre compte à s.m. de tout ce qui a été dit à ce sujet dans la conférence de ce matin. Et bien, mon maître n'entend pas de cette oreille".

"Et vous, mon prince, si vous étiez à sa place, auriez-vous entendu oui ou non? Qu'en pensez-vous en toute âme et conscience? Croyez-vous que la cause difficile que nous allons soutenir, gagne à cette première contradiction?

Si nous avons proposé à l'unanimité ce matin de faire venir le duc de Gallo à Laybach, c'est que nous avons reconnu d'un commun accord qu'avant de frapper, il fallait parler ou, pour mieux dire, qu'on ne saurait frapper, sans avoir au préalable parlé et acquis la conviction qu'on ne pouvait rien faire par la parole.

Si vous ne voulez pas du duc de Gallo, comme d'un moyen de communication et de contact avec une classe de Napolitains à laquelle cependant il faut parler, ne serait-il pas permis de croire que vous refusez le moyen, parce qu'en effet vous ne voulez pas arriver au but vers lequel il tend?

Une foule de faits et de circonstances accrédite cette opinion. Je ne répéterai pas tout ce que nous avons déjà dit sur ce chapitre, Je prendrai seulement la liberté de vous observer qu'ayant échoué dans la première démarche dont vous vous êtes chargé au nom de la conférence, je n'en tire pas un bon augure pour celles plus importantes encore que vous aurez à remplir par la suite auprès de votre souverain, et que les bras m'en tombent".

Le prince reprit la parole: "Sans doute, qu'il n'est pas consolant pour moi d'avoir manqué cette première affaire, mais aussi je me suis ménagé l'espoir d'une réponse plus favorable et le roi m'a promis d'y penser, de m'en parler encore demain matin".

"A la bonne heure. Considérez, je vous en prie, mon prince, qu'en affaire rien de bon ne se fait sans confiance et surtout dans des négociations aussi difficiles que les présentes. Quelle confiance voulez-vous m'inspirer, si après être tombé d'accord avec nous sur le principe de la démarche à faire auprès des Napolitains, après avoir reconnu en pleine conférence que pour être conséquent à ce principe, on ne saurait laisser le duc de Gallo à Gorice, mais bien qu'il faut le faire venir à Laybach, vous pourriez me dire: "Non, il me répugne de faire ce que j'ai jugé utile et juste de promettre". La répugnance n'est pas une raison. Si les affections, les sympathies ou les antipathies doivent avoir un poids dans la balance de nos délibérations, croyez, mon prince, qu'il nous sera impossible d'agir et de nous retrouver. Et pensez-y à deux fois. Seul, vous ne terminez pas votre affaire, et pour la conduire avec nous, il faut que vous et nous ne fassions qu'un, non en apparence, mais réellement".

"Je payerai tout au monde pour faire entendre ceci au roi, mais de votre bouche. Ne penseriez-vous pas qu'il convient mieux à nos souverains d'assister en personne aux grandes délibérations, à celles surtout où il s'agira du oui ou non décisif".

"Non seulement je le pense, mais j'en ai même une expérience heureuse. En 1815 l'empereur a daigné plus d'une fois nous admettre avec nos collègues. Il nous a écoutés alternativement et après avoir examiné nos opinions, il a énoncé la sienne. Elle a toujours produit une conviction unanime.

Ainsi, fort de cet antécédent, je ne demande pas mieux que de supplier l'empereur de nous prêter son appui toutes les fois que la conférence le jugera

convenable, et j'ose vous répondre d'avance de la bonté avec laquelle s.m. y consentira".

Cette partie de notre entretien finit ici. Le prince s'est engagé à nous faire connaître demain matin les ordres de son souverain sur le duc de Gallo.

La conversation devint ensuite plus vague et roula sur les différentes manières d'envisager la situation respective des pays bouleversés ou sourdement minés par les sectes.

Le prince parut reconnaître avec nous (je dis nous, parce que le général Pozzo di Borgo est arrivé peu de temps après que notre entretien eût commencé et y prit part), il reconnut donc que pour assurer la tranquillité intérieure de l'Europe, il fallait donner du travail de la distraction et ouvrir un grand avenir à la partie la plus active de ses habitants.

Cette idée nous transporta sur les côtes septentrionales de l'Afrique, et c'est en instituant des colonies militaires, que nous avons cru trouver le remède unique et véritable à tant de calamités qui agitent ou menacent l'Europe.

---

Τό υπόμνημα περιεῖχε καταγραφή τῶν συζητήσεων τοῦ Καποδίστρια μέ τόν πρίγκιπα Ροῦφφὸ γύρω ἀπὸ τὸ ἰταλικό ζήτημα. Θέματα τῆς ἄτυπης ἡμερήσιας διάταξης τὸ πρόβλημα τῆς ἰταλικῆς ἐκπροσώπησης στό Λάϋμπαχ, ἡ ἀποκατάσταση τῆς νομιμότητας στὴν Ἰταλία καὶ ἡ ἐξασφάλιση τῆς εὐρωπαϊκῆς εἰρήνης καὶ ἡσυχίας.

---

1. VPR, τομ. ΙΑ' σ. 689-691.

---

## 147

**Ἐπιστολή πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Λάϋμπαχ 2/14 Ἰανουαρίου 1821)<sup>1</sup>**

Permettez-moi Sire de mettre sous vos yeux la lettre ci-jointe 420.2 (enclosure) que le Courrier de Rome m'apporte de la part du Baron Stein. Ce bon Allemand, dont le caractère morale est connu, ce vieillard que nul intérêt ignoble n'attache à aucune opinion, à aucune parti, se trouve par miracle à Rome et nous parle de l'Italie, dans un moment où s'agitent les destinées de ce pays, et où l'opinion de V.M.I. va décider de son avenir.

Il vous dit, Sire, en d'autres termes, mais avec les mêmes sentiments de droiture et de vérité, ce que j'ai pris la liberté de vous dire depuis le mois de septembre de l'année dernière.

Monsieur d'Italinski, autre vieillard respectable, plein d'honneur et de zèle pour le service de V.M.I., d'amour pour tout ce qui est juste et vrai, ajoute par les faits dont il rend compte une nouvelle évidence aux faits affligeans qui nous démontrent ce que veut l'Autriche de V.M.I.... et ce que V.M.I. lui accorde, on faisant juger à l'Italie et au monde que vous adoptez, tout en entier, les principes et la politique de ce Cour.

Or en acquiesçant sans restriction à tout ce que l'Autriche nous propose, quant au mode d'arriver à Naples, en parlant son langage, en le faisant parler aux agens de V.M.I., pouvons nous dire en bonne confidence que nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour faire connaître à Naples, à l'Italie, à l'Europe, la vérité?

S'il est vrai que V.M.I. veut aujourd'hui à Naples ce que l'Autriche a voulu en 1815 et ce qu'elle veut évidemment en 1821 dans ce pays et en Italie... tout est dit - Mais s'il répugne à V.M.I. de vouloir l'impossible, ou bien ce qui n'est possible maintenant que par la force des armes, sommes-nous vrais en parlant le langage de l'Autriche, ou en faisant croire aux Italiens que nous le parlons?

Il faut détruire sans doute ce qui existe à Naples. Mais détruira-t-on cet edifice monstrueux sans courir des chances les plus périlleuses?

Pourquoi l'Autriche seule ne l'a-t-elle pas détruit?... parcequ'elle n'a pour elle que la force des armes, et vous verrez quelle force! et parce que celle de l'opinion est contre elle. Aura-t-elle la force de l'opinion, lorsque l'Italie croira que V.M.I. adopte en entier le système autrichien en fait de [? guerre] et de politique? Il serait une erreur que de le penser et cependant des faits visibles et matériels accrédièrent cette erreur.

Pourquoi donc l'accrédièrent? L'Autriche y perd beaucoup. Et V.M.I. en nuisant sans remède aux véritables et grands intérêts de cette Puissance, porte une première atteinte au Systeme que nous avons suivi avec persévérance et succès, depuis 1815.

On propagerait de deux manières l'erreur déplorable que je viens de signaler, en agissant avec l'Autriche sans parler ou en parlant par écrit avec elle - Elle ne permet jamais qu'on parle à Naples par écrit dans un sens que laisse entrevoir que c'est V.M.I. qui parle:

Il faut donc écrire sous la dictée d'Autriche, et faire lire à Naples ce qui est ainsi écrit par un employé qui puisse vous représenter et être digne de votre confiance.

[? Je suis sûr qu'] un mot suffira pour faire comprendre que V.M.I. veut autant que l'Autriche que l'oeuvre de crime et de la révolte soit détruit. Mais qu'elle le veut dans l'intérêt véritable de l'honneur et de l'indépendance de la

couronne et de la nation Napolitaine, et non dans celui de l' de l'un et de l' de l'autre.

C'est pour obtenir cet immense résultat que V.M.I. a donné au C. de Stackelberg le rescript du 10/22 nov.; **cette mesure a marqué son** [act...] C'est pour atteindre le même but que vous avez pris la liberté de vous proposer la mission de M. [A...]... Et c'est pour nous empêcher de l' atteindre que l'Autriche ne veut pas que M.[[A....]] aille à Naples.

C'est enfin pour persévérer dans notre marche que nous vous proposons de faire porter les ordres du Roi de Naples à son fils par cette mission, et c'est pour les mêmes motifs qu'on s'y oppose.

On ne veut donc pas que les Napolitains espèrent leur salut de l'équité et du désintéressement de V.M.I. On veut les compromettre - on veut leur faire perdre tout titre quelconque à votre intérêt. Et vous [? pensez], Sire, à les combattre, et à les [? mystifier]. Pardonnez, Sire! je vous écris cette lettre, parceque j'ai besoin de vous ouvrir encore une fois mon coeur.

Je vais m' occuper du travail que V.M.I. m'a[? ordonné] de faire. Elle verra que nul de ses serviteurs ne me surpasse en dévouement - je vous obéis, je vous obéirai toujours, quel que soit le système politique que vous suivrez. Mais en remplissant vos ordres, Sire, je me [? je n' abuserais] que de V.M.I. si je me permettais de vous laisser ignorer ce qui se passe dans le fond de mon coeur.

En vous écrivant cette lettre. j'outrepasse peut être la ligne que les rapports du service me tracent - mais dans cette circonstance, il y a quelque chose de plus dans mon coeur que le sentiment du devoir. Il y a un sentiment envers V.M.I. que je ne me [? permettrai] pas d' exprimer mais qu'une âme telle que la votre [? bien] sait sentir et apprécier.

---

'Ο Καποδίστριας ἀμφισβητοῦσε γιὰ μιὰ ἀκόμη φορά τίς ἀρχές πού διεῖπαν τήν αὐστριακή πολιτική στήν Ἰταλία<sup>2</sup>. Στό Τρόππαου ἤδη, ὁ Μέττερνιχ εἶχε ἐπιβάλλει τή δική του «σκληρή» γραμμή γιὰ μονομερή ἐπέμβαση στό βασιλείο τῶν δύο Σικελιῶν. Κι αὐτό ὑποδηλοῦσε τήν ἀρχή τοῦ τέλους τῆς «ἐπαναστατικῆς» ρωσικῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς<sup>3</sup>. Τώρα, ἐνόψη τῆς ἐναρξῆς τῶν συζητήσεων στό Λάϋμπαχ, ὁ ὑπουργός τῶν Ἑξωτερικῶν τῆς Ρωσίας κατέβαλε ὕστατες προσπάθειες νά πείσει τόν προϊστάμενο του τσάρο Ἀλέξανδρο νά ἀντιταχθεῖ σθεναρά στά ἱμπεριαλιστικά σχέδια τοῦ Αὐστριακοῦ κεγκελλαρίου<sup>4</sup>.

---

1. C.W. Crawley, John Capodistrias: Some Unpublished Documents (Inst. For Balkan Studies,

1970) σ. 49-51.

2. Ἀντί ἄλλων, *R. Metternich - A. Klinkowstroem*, Aus Metternich's nachgelassenen Papieren, τομ. Γ' σ. 424-429, *G. Isambert*, L' indépendance Grecque et l' Europe (1900) σ. 69, *H. Srbik*, Metternich, τομ. Α' σ. 612.

3. *W. Cresson*, The Holy Alliance, σ. 135 κ.έ.

4. Πρβλ. *K. Mendelssohn - Bartholdy*, Briefe von Fr. von Gentz, τομ. Β' (1868) σ. 28 κ. έ., *R. Metternich*, Aus Metternich's nachgelassenen Papieren, δ.π., σ. 430.

---

## 148

### Ἐπιστολή πρὸς τὸν βαρῶνο φόν Στάϊν (Λάϋμπαχ 19/30 Ἰανουαρίου 1821)<sup>1</sup>

Je n'ai pas d' expression pour vous remercier, Monsieur le Baron, de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m' écrire en date du 29 décembre. Je l'ai mise sous les yeux de l' Empereur et S.M.I. me charge aussi de vous dire mille et mille choses de sa part...

La question qui nous occupe va se décider - elle est désormais dans les mains des Napolitains eux-mêmes. S'ils écoutent la voix de leur roi et celle encore plus éloquente des puissances alliées, il se peut encore qu'au milieu des inéquités... qui menacent la civilisation européenne d'un naufrage épouvantable, on trouve encore quelque moyen de salut...

---

Μέ τήν ἐπιστολή του αὐτή, πρὸς τὸν στενὸ του συνεργάτη καί φίλο φόν Στάϊν, ὁ Καποδίστριας ἐνημέρωνε τὸν βαρῶνο γιὰ τήν πορεία τῶν ἐργασιῶν τοῦ συνεδρίου στό Λάϋμπαχ. Κυρίαρχο ζήτημα ἡ ἐπανάσταση στή Νεάπολη καί ἡ ἀναζήτηση «λογικῶν μέσων σωτηρίας».

---

1. *E. Botzenhart*, Freiherr vom Stein, Briefwechsel, Denkschriften und Aufzeichnungen, τομ. Στ' σ. 11.

## 149

Προσωπική επιστολή προς τόν επιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στό Τουρίνο Γ. Μοτσενίγο  
(Λάϋμπαχ 10/22 Μαρτίου 1821)<sup>1</sup>

Je ne sais pas laisser partir le baron de Moltke sans lui donner une petite lettre particulière pour vous, mon cher comte. La voici. Elle vous apporte avant tout les vœux sincères que je forme pour que vos efforts obtiennent le succès le plus complet. Il nous consolerait des peines perdues dans le temps à Naples pour préserver ce pays d'une pacification amenée par de fortes mesures coercitives.

J'ignore ce que le pouvoir de la raison et de la bienveillance pouvait ou devait produire à Naples. Ce que je sais positivement, c'est qu'il n'a rien produit. La nullité de la résistance de l'armée et de la secte parthénopéenne donne la juste mesure de la nullité des moyens de ces militaires et de ces sectaires et fait connaître par conséquent combien il eût été facile de ne pas leur laisser envahir les pouvoirs publics ou de les porter à les résigner spontanément.

Quoi qu'il en soit, voyons maintenant, si les Piémontais veulent ou savent mettre à profit la grande leçon de Naples et écouter les bonnes vérités que vous êtes chargé de leur annoncer.

Si la politique des puissances alliées en voulait à l'indépendance des Etats d'Italie, pourquoi offrirait-elle aujourd'hui aux Piémontais la chance favorable de se passer de toute intervention étrangère?

60.000 Autrichiens qui vont camper en Lombardie, et 100.000 Russes qui arriveront dans l'espace de deux mois, prouvent assez, ce semble, que s'il était question d'imposer des lois aux peuples de l'Italie, on ne dirait pas dès à présent à ceux du Piémont: "Obéissez à la voix paternelle de votre prince, rentrez dans l'ordre, et nous ne nous mêlerons pas de vos affaires, comme jamais nous n'y avons pris part".

Vous avez signalé avec infiniment de sagacité les moyens dont les sectaires se sont servis pour corrompre l'esprit de l'armée. Ils lui ont fait croire que le roi l'obligerait à marcher contre Naples ou que des garnisons autrichiennes occuperaient les forteresses du Piémont.

Qu'est-il résulté de ces perfidies et de ces mensonges? C'est que l'Etat se trouve placé dans la malheureuse alternative: ou de subir le joug de la révolution, ou d'attendre qu'une force étrangère vienne le délivrer.

Tous vos soins doivent tendre en conséquence à le sauver de cette situation. Vous y réussirez, sans doute, si vous parvenez à porter le prince de Carignan et les hommes les plus marquants de la noblesse, de l'armée et de la magistrature à seconder franchement le duc de Genevois dans la noble tâche qu'il se propose de

remplir. S.a. désire ramener le Piémont à l'ordre par l'action seule des Piémontais.

Les événements de Naples vous facilitent la négociation. Mais l'argument le plus décisif que vous aurez à employer, semble être celui que vous offre l'état de l'armée russe, qui vous est transmis tel qu'il a été communiqué au gouvernement autrichien pour les préparatifs nécessaires au passage de nos troupes par les Etats de s.m.i. et r. apostolique.

Vous nous avez souvent parlé des sentiments que le prince de Carignan se plaît à porter à s.m. l'empereur. C'est le moment de les mettre à l'épreuve. Si le prince tient à l'estime de notre auguste maître et à son amitié, il doit se montrer dans cette occasion le ferme soutien des bons principes, en se dévouant sans réserve à la cause de son pays, au service par conséquent du duc de Genevois. Toute hésitation ou délai trahiraient des intentions équivoques ou une faiblesse qui ne déposerait nullement à l'avantage de s.a.

Comme nous sommes dans le devoir d'agir, ce ne sont pas des promesses ou des paroles qui peuvent faire changer les dispositions que l'empereur a prises, afin d'aider le duc de Genevois à délivrer le Piémont du fléau de la révolution. Nous vous demandons des faits, et c'est de leurs témoignages que nous espérons vous voir chargé par le prince.

Il serait superflu de vous indiquer la nature des faits qui pourraient attester à nos yeux que la révolution est finie en Piémont. Je vous dirai en général qu'on ne saurait la considérer comme terminée qu'aux conditions suivantes:

1) que la partie saine de l'armée, en obéissant fidèlement aux ordres du duc de Genevois, s'empare des places fortes du Piémont et qu'elle mette les officiers rebelles hors d'état de faire la loi au pays;

2) que tous les actes dictés par la faction révolutionnaire soient considérés comme non-avenus;

3) que la tranquillité et l'ordre soient rétablis dans l'Etat et que l'autorité légitime puisse prendre les mesures nécessaires, afin de garantir à ce royaume un avenir calme et prospère, sans qu'aucune intervention étrangère ait part à un résultat aussi désirable.

Nous vous attendons, mon cher comte, avec impatience.

Ὁ Καποδίστριας ἐνημέρωνε τόν Μοτσενίγο γιά τίς ἀποφάσεις τῶν συμμάχων στό Λαῦμπαχ πάνω στό κρίσιμο ἰταλικό ζήτημα. Ὅπως προκύπτει κατέβαλε προσπάθεια νά νομιμοποιήσῃ τίς ξένες παρεμβάσεις χαρακτηρίζοντας τες ὡς ἐνέργειες περιφρούρησης τῆς νομιμότητας. Μιά θέση πού, καθὼς γνωρίζουμε<sup>2</sup>, τοῦ εἶχε ἐπιβληθεῖ ὕστερα ἀπό τήν συμπαράταξη τοῦ τσάρου



Ἀλέξανδρου μέ τόν Μέττερνιχ<sup>3</sup>.

1. VPR, τομ. IB' σ. 58-59.

2. Ἀρχεῖον Ἱ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 65.

3. Πρβλ. R. Metternich - A. Klinkowstroem, Aus Metternich's κλπ., δ.π., τομ. Γ' σ. 430 καί Ἀρχεῖα Βιέννης, St. K. Laibach, Protokolle Kongressakten (22) Fol. 166-168.

## 150

### Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τόν Ἀλέξανδρο Στούρτζα (Λάϊμπαχ 18/30 Μαρτίου 1821)<sup>1</sup>

Je ne m'attendais pas, mon cher Stourdza, à être condamné à vous donner les nouvelles que renferment les pièces ci-jointes. Lisez-les. Demeurez vous-mêmes. Et jugez des événements déplorables qu'elles viennent nous annoncer, en homme qui veut le bien, mais qui ne le veut que par les seuls moyens par lesquels le bien peut se faire.

L'empereur a improuvé hautement ceux que le prince Ypsilanti paraît vouloir employer pour délivrer la Grèce. Dans un moment où l'Europe est menacée de toute part d'explosions révolutionnaires, comment ne pas reconnaître dans celle qui a éclaté dans les deux principautés, l'effet identique des mêmes principes subversifs, des mêmes menées qui attirent sur l'une des péninsules les calamités de la guerre et d'une occupation militaire et dans l'autre - le fléau plus épouvantable encore du despotisme démagogique?

Si telle est l'origine et le caractère de l'insurrection que le prince Ypsilanti prétend diriger, tout est perdu pour les malheureux Grecs, à moins que la providence n'éclaire de ses conseils les hommes qui sont appelés à prendre des mesures pour arrêter dans sa source véritable ce déluge de calamités. Nous avons fait ce que le devoir et l'humanité nous imposaient. Nous avons offert au prince Ypsilanti et aux hommes égarés qui l'entourent, une planche de salut. Nous ne pouvions par faire davantage.

D'autre part, si le seigneur, qui seul est l'arbitre des destinées des peuples et des nations, a décidé dans ses impénétrables décrets que l'Europe se sauve dans ce moment de crise universelle par le sacrifice de notre malheureuse patrie ou par sa résurrection, la volonté du seigneur s'accomplira.

Ce sont les faits qui vont nous éclairer. Le prince Michel Soutzo et tous les Moldaves se sont prononcés pour l'insurrection. J'ignore ce qui arrivera en

Valachie. Mais les caïmacams du prince Callimachi, nouveau hospodar, semblent se prononcer aussi et l' on prétend que le prince Callimachi lui-même ne refusera pas sa coopération au prince Ypsilanti.

Nous n'en savons pas davantage jusqu'à ce moment. Et c'est avec une bien vive impatience que j' attends d'un instant à l' autre le courrier de Constantinople et les nouvelles de M. Pini.

Je vous tiendrai au courant. En attendant, pesez dans votre sagesse les grandes questions que peuvent présenter les suites probables des événements dont vous avez sous les yeux l' aspect fidèle. Et faits-moi connaître votre opinion.

Je répondrai par le premier courrier à votre dernière dépêche. En vous restituant la lettre qui y était annexée, je vous prévien que, quoique antérieure aux événements auxquels elle a trait, je n' ai pas cru utile de la faire sortir de mon tiroir.

Mes amitiés à tous les vôtres. Je baise les mains à Madame Stourdza et je vous embrasse d'âme et du coeur. Tout à vous.

---

Ἡ ἐπιστολή ἀναφερόταν στά γεγονότα πού εἶχαν ἐπακολουθήσει τό κίνημα τοῦ Ὑψηλάντη ἐνῶ ἀκόμη συνεχίζονταν οἱ συζητήσεις γιά τήν κατάπιξη τῆς ἐπανάστασης τοῦ Πεδεμοντίου<sup>2</sup>. Ὅπως ἔγραφε ὁ Καποδίστριας «ὁ αὐτοκράτορας ἀπεδοκίμασε δημόσια τά ἐπιχειρήματα πού ὁ πρίγκιπας Ὑψηλάντης φερόταν νά ἐπιθυμεῖ νά χρησιμοποιήσῃ γιά νά ἀπελευθερώσῃ τήν Ἑλλάδα. Τή στιγμή πού ἡ Εὐρώπη ἀπειλεῖται ἀπό παντοῦ μέ ἐπαναστατικές ἐκρήξεις πῶς νά μήν ἀναγνωρίσουμε καί σ' αὐτή πού ἐκδηλώθηκε ἤδη τό ἀντίστοιχο πρόϊόν τῶν ἰδίων αὐτῶν ἀνατρεπτικῶν ἀρχῶν, τῶν ἰδίων μηχανορραφιῶν;... Ἄν εἶναι πράγματι τέτοια ἡ καταγωγή καί ὁ χαρακτήρας τῆς ἐξέγερσης πού ὁ πρίγκηπας Ὑψηλάντης ἐπιδιώκει νά κατευθύνῃ, ὅλα εἶναι χαμένα γιά τούς δυστυχεῖς Ἕλληνες...».

Ὡστόσο, συμπλήρωνε ὅτι ἦταν θέλημα Θεοῦ ἡ θυσία ἢ ἡ μελλοντική ἀνάσταση τῆς δυστυχισμένης πατρίδας. Εὐχή πλήρως ἀντικρουόμενη μέ τή γραμμή τῆς ἀποδοκιμασίας τῆς ἐξέγερσης πού εἶχε υἱοθετηθεῖ στό Λάϋμπαχ καί στήν ὁποία εἶχε συμπράξει ἐπίσημα καί ἡ Ρωσία<sup>3</sup>. Μιά εὐχή πού ὁ Καποδίστριας, μέ ἰδιαίτερη διπλωματικότητα, εἶχε κατορθώσῃ νά περάσει στό ἐπίσημο ἔγγραφο τῆς ἀποδοκιμασίας τοῦ πρίγκιπα Ὑψηλάντη<sup>4</sup>.

---

1. VPR, τομ. IB' σ. 72-73.

2. Πρβλ. H. Kissinger, *Grossmacht Diplomatie*, σ. 332, C. Phiseldek - Schmidt, *Die Politik nach*

den Grundsätzen der Heiligen Allianz (1822) σ. 306, *De Pradt*, L' Europe par rapport à la Grèce (1826) σ. 54, *A. Prokesch - Osten*, Geschichte des Abfalls der Griechen, τομ. Α' σ. 61 κ.έ.

3. Πρβλ. *A. Papadopoulos - Vrétos*, Mémoires biographiques et historiques, τομ. Α' (1837) σ. 63 έπ., *J. Schnitzler*, Geheimgeschichte von Russland unter der Herrschaft von Kaiser Alexander, τομ. Α' (1847) σ. 127 έπ., *K. Stählin*, Beziehungen zwischen Griechenland und der Türkei (1932) σ. 2 έπ., *M. Anderson*, The Eastern Question (1966) σ. 53 έπ., *A. Despotopoulos*, La Revolution Grecque. A. Ypsilantis et la politique de la Russie (Balkan Studies, 1966), τομ. Ζ' σ. 395 κ.έ., *H. Seton-Watson*, The Russian Empire (1967) σ. 180, *A. Beer*, Die Orientalische Politik Österreichs (1883) σ. 286, *Audiffret Pasquier*, Mémoires du Chancelier Pasquier, τομ. Δ' (1894) σ. 190 έπ.

4. 'Αρχεία Βιέννης, St. K. Türkei (16) Orientalische Angelegenheiten 1810-1822, Fol. 32-42. Πρβλ. *A. Prokesch-Osten*, Geschichte des Abfalls der Griechen, έ.π., τομ. Α' σ. 30, *F. Nolte*, L' Europe militaire et diplomatique, τομ. Α' (1925) σ. 114, *M. Günther*, Das Verhalten Englands und Österreichs zum Griechischen Aufstand in den Jahren 1821-27 (1957) σ. 3, *A. Otetea*, La Sainte Alliance et l' insurrection Hetairiste de 1821 (Revue Roumaine d'Etudes Internationales 1967) σ. 163, *N. Mikhailovitch*, L' Empereur Alexandre Ier, τομ. Α' (1912) σ. 266, *V. Potiémkine*, Histoire de la Diplomatie, τομ. Α' (1946) σ. 382, *M. Paléologue*, Alexandre Ier (1937) σ. 259, *C. Wurm*, Diplomatische Geschichte der Orientalischen Frage (1858) σ. 196.

## 151

**Προσωπική έπιστολή πρός τόν έπιτετραμμένο τής Ρωσίας στό Λονδίνο Π. Νικολάϊ  
(22 'Ιουνίου/4 'Ιουλίου 1821)¹**

L'affaire dont vous parle, mon cher baron, la volumineuse expédition du jour, est immense. Vous avez une vaste tâche à remplir, mais j'ose espérer que vous la remplirez avec succès, parce que la cause que vous allez plaider, est juste et que vos juges sont éclairés.

Je vais vous dire en peu de mots, sur quoi se fonde notre conviction sous ce double rapport.

Vos juges sont éclairés; vous en doutez moins que personne, car vous connaissez le ministère anglais et, quelque inexplicable que soit la conduite de lord Stranfgord, l'opinion de l' empereur sur la politique du cabinet de Londres ne varie point.

En second lieu, la cause que vous allez plaider, est juste. Il vous sera facile de vous en persuader, en lisant avec attention et nos dépêches, et les notices historiques que nous y avons jointes. vous n' auriez dès lors aucune peine à démontrer au ministère britannique que non seulement nous n' avons point à nous reprocher la crise qui menace l' Orient, mais que nous avons, au contraire, fait tout ce qui dépendait de nous pour la prévenir et pour y apporter un prompt

remède. Frappé d'aveuglement et de délire, la Porte méconnaît ses véritables intérêts, la situation où elle se place, et ce qu'elle doit à la Russie. La Russie ne voulait que lui rendre le bien pour le mal, elle le veut encore à présent et elle pousse la patience jusqu'à ses dernières bornes. Mais il est un terme à toute chose. Que le gouvernement anglais se mette dans notre position et qu'il prononce. Souffrirait-il que des entraves inopinées et contraires aux plus formelles stipulations, amenassent la ruine de son commerce? Souffrirait-il que son pavillon fût insulté en pleine paix et qu'une injurieuse exception arrêât ses navires, tandis que ceux des autres puissances européennes jouiraient d'un libre passage? Permettrait-il que son ministre fût entouré de gardes, privé de toute communication avec sa cour et exposé à des offenses journalières pour prix des éminents services qu'il aurait rendus à la Porte depuis quatre mois? Nous en appelons avec confiance à l'opinion du cabinet de Londres, car nous ne la jugeons pas d'après la conduite de son ambassadeur.

Quant à cette conduite même, elle n'est que trop à regretter. C'est en effet lord Strangford qui le premier a élevé des objections contre la démarche proposée par le baron de Stroganoff après l'affreux supplice du patriarche de Constantinople; c'est lui qui par ce refus a fortifié dans le gouvernement turc la fause idée qu'aurait détruite, selon toute apparence, le caractère imposant d'une représentation collective et, il faut bien le dire, c'est encore à lui qu'on doit attribuer toutes les funestes conséquences de cette idée déplorable. Si les principaux ministres européens eussent averti la Porte d'un commun accord des dangers auxquels l'exposait le système qu'elle avait adopté, peut-être ce système n'affligerait-il plus l'Europe, peut-être sa réaction se serait-elle tempérée, peut-être enfin y aurait-il eu moyen de ramener en Turquie l'ordre et la paix et d'affirmer ainsi les relations politiques de la Porte avec les Etats de la chrétienté.

Il en a été autrement grâce à la vieille diplomatie dont lord Strangford a suivi les malheureuses traditions. Les Turcs ont pensé qu'ils pouvaient tout ce qu'ils voulaient, et qu'aucun gouvernement ne serait capable de s'opposer au cours de leurs cruautés et de leurs vengeances. D'une autre part, l'ambassadeur britannique perdant de vue les actes sur lesquels se fonde la paix de l'Europe et les liens qui unissent les puissances européennes, a probablement cru devoir prévenir l'influence qu'aurait donnée à la mission de Russie à Constantinople le succès des efforts du baron de Stroganoff. Mais lord Strangford a méconnu tout à la fois les époques, les hommes et les choses. Les époques, car aujourd'hui cette influence qu'il paraît avoir redoutée, aurait tourné tout entière à l'affermissement de la paix générale, en consolidant l'existence inoffensive du gouvernement turc. Les hommes, car il a oublié qu'il avait à faire à des fanatiques et qu'il les précipitait dans une voie où il serait bientôt impossible de les diriger, ni de les retenir. Les choses, car dès qu'il s'agissait d'une guerre contre la religion chrétienne et contre la foi que professe l'Empire russe, dès que les Turcs ne

devaient chercher que l'anéantissement de la nation grecque, en se plaisant à confondre les innocents avec les coupables, il aurait dû s'apercevoir que la cour de Constantinople sapait les bases des transactions les plus solennelles et se plaçait volontairement en état d'hostilité contre la Russie.

Cette explication de la conduite de lord Strasnford est la seule que nous croyons admissible. Dans toute autre hypothèse, on serait en droit de conclure qu'il a travaillé, de propos délibéré et avec connaissance de cause, à provoquer une guerre entre la Russie et la Porte - conséquence absurde que nous devons rejeter, convaincus comme nous le sommes, de la pureté des maximes que le cabinet de Londres fait présider à sa politique.

Sans doute tous les hommes d'Etat de l'Europe et, j'oserai le dire, l'Europe entière devaient être persuadés que l'empereur ne favoriserait jamais une insurrection. J'ajoute même avec confiance que cette persuasion existe et continuera d'exister. Les faits parlent et leur langage ne saurait être démenti. Le premier moteur des troubles et ses adhérents n'ont reçu que la haute improbation de s.m.i. Tous les Grecs qui se trouvent au service de l'empereur et qui voulaient prêter secours à leurs compatriotes, ont été retenus en Russie. En ce moment même l'empereur ne demande à la Porte que les moyens de légitimer sa neutralité et l'intérêt qu'il lui témoigne. Ces preuves seraient-elles encore insuffisantes? Exigerait-on encore de l'empereur qu'en désapprouvant l'insurrection, il approuvât des actes que condamnent la religion, la morale, l'humanité et qui tendent à détruire tout ce qu'il y a de juste et de sacré parmi les hommes? Faudrait-il que, pour démontrer qu'il n'encourage pas les troubles de la Grèce, il tolérât la violation des traités, l'oubli de tous les égards, l'infraction de toutes les règles du droit des gens et de continuel outrages à la dignité de la Russie?

Une pareille thèse ne se laisse pas soutenir. Tout au contraire, en réclamant pour les traités le respect qu'ils commandent, en annonçant que les principes et l'honneur de la religion chrétienne ne seront pas impunément attaqués, l'empereur, loin de soutenir la cause criminelle de l'insurrection, soutient la cause sainte de la paix et des maximes qui seules peuvent en conserver à l'Europe les précieux avantages.

Dès lors, pour revenir à la conclusion de nos dépêches, dès lors nous sommes en droit d'inviter nos alliés à appuyer nos démarches, dès lors aussi nous pouvons affirmer qu'il est de leur intérêt commun d'unir leurs efforts pour empêcher non seulement que la Porte ne rejette nos propositions, mais aussi que par une violence quelconque commise sur la personne du ministre de l'empereur, elle n'oblige la Russie, malgré elle, à ne plus prolonger l'immobilité de son attitude.

Je me résume: appui au baron de Stroganoff dans la dernière tentative qu'il fera pour éclairer le gouvernement turc, coopération franche et unanime, afin de

prévenir tout attentat contre la liberté du représentant de la Russie. Dans toutes les hypothèses, expression des vœux que l'on forme, des mesures que l'on prendra et de celles qu'on juge les plus propres à établir un prompt accord entre les cours alliées, - voilà ce que l'empereur vous charge d'obtenir du gouvernement britannique.

S.m.i. attache une extrême importance à recevoir vos réponses le plus tôt possible. Veuillez donc, mon cher baron, nous réexpédier notre courrier dès que le marquis de Londonderry vous aura fait connaître les déterminations de son cabinet.

Adieu, mes vœux vous accompagnent. Tout à vous.

P.S. La lettre confidentielle, mon cher Nicolay, est écrite sous les yeux de l'empereur. Et c'est dans l'intention de la faire lire au marquis de Londonderry, qu'elle a été écrite. S.m.i. attache infiniment de prix à savoir au juste à quoi s'en tenir. Elle parle donc clair et net et espère par un juste retour qu'on nous répondra avec la même franchise et avec la même précision. Toute réponse évasive ou vague de la part du ministère anglais n'amènerait à aucun résultat. Qu'on songe cependant que les événements marchent, qu'ils accumulent les résultats et que notre situation est donnée et que ce n'est pas d'aujourd'hui que nous nous la sommes donnée. Vale te me ama.

---

Ὁ Καποδίστριας καυτηρίαζε μέ ξεχωριστό θάρρος τήν παρελκυστική πολιτική τῆς Μεγάλης Βρετανίας στό Ἀνατολικό Ζήτημα. Τό ἐνδιαφέρον τῆς Ρωσίας γιά τήν ἀναχαίτιση τῶν τουρκικῶν ὀμότητων σέ βάρος τῶν Ἑλλήνων χριστιανῶν τῆς Κωνσταντινούπολης, εἶχε ἐνοχλήσει ἰδιαίτερα τόν ἐκεῖ βρετανό πρεσβευτή Στράτφορντ Κάννινγκ. Ἀλλά ὁ ὑπουργός τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ρωσίας δέν εἶχε τήν παραμικρή ἀναστολή νά καταγγεῖλει τήν ἔντονα φιλότουρκη στάση τοῦ καί τήν ἀντιπαράθεση τοῦ μέ τον Ρῶσο πρεσβευτή βαρῶνο Στρόγγανωφ, ἀπαιτώντας ταυτόχρονα τήν ἐπίσημη συμπαράσταση τῆς βρετανικῆς κυβέρνησης στίς φιλειρηνικές πρωτοβουλίες τοῦ τσάρου στήν Ἀνατολή.

## 152

**Νότα (κατόπιν οδηγιῶν τοῦ Καποδίστρια) πρὸς τὴν Ὑψηλὴ Πύλη  
(6/18 Ἰουλίου 1821)**

Le soussigné a rendu compte à sa cour des événements qui se sont succédés depuis trois mois à Constantinople et dans toute la partie européenne des Etats de sa hauteesse.

Il a fait parvenir en même temps à la connaissance de l' empereur, son maître, les protocoles des conférences qu'il a eues avec s. ex. M. le reis-effendi jusqu'au 25 avril, ainsi que toutes les pièces officielles échangées entre la mission de Russie et le ministère ottoman durant cette époque de crise et de malheurs.

Muni des ordres de s.m.i., le soussigné va les remplir, en résumant dans la présente note les faits sur lesquels ces conférences ont roulé. Il y joindra des observations où la Sublime Porte va trouver de nouvelles preuves de la franchise accoutumée du cabinet de Russie et qui ne pourront laisser à sa hauteesse aucun doute sur la manière dont l' empereur envisage et juge l' état actuel de choses dans l' Empire Ottoman, la position du gouvernement turc et l' attitude que toute puissance qui respecte ses devoirs, est dans la nécessité de prendre envers la Sublime Porte et les chrétiens soumis à sa domination.

A peine les premiers symptômes d'une révolution se furent-ils manifestés en Valachie et Moldavie, que la Russie s' empressa de proclamer hautement combien elle improuvait les hommes qui en étaient les moteurs et les chefs, et d' engager le Divan à prendre les mesures nécessaires pour étouffer dès sa naissance un mal dont le principe et les progrès paraissaient également redoutables. Des motifs que le ministère de sa hauteesse ne saurait méconnaître, portèrent la Russie à publier cette déclaration. Elle voyait dans la conservation du gouvernement turc un moyen de plus de maintenir et de consolider la paix de l' Europe. Elle devait par conséquent condamner toute entreprise qui pouvait porter atteinte à l' existence de ce gouvernement. Elle le devait encore comme puissance toujours loyale et toujours désintéressée dans ses relations avec un Etat qu'elle invitait depuis cinq ans à s' environner des garanties qu'assure l' accomplissement religieux des traités et l' absence de tout motif de discussion. La Russie fit plus. Elle offrit à la Sublime Porte une coopération franchement amicale dont l' efficacité n' était pas douteuse et dont l' objet devait être d' isoler le plus promptement possible la contagion révolutionnaire et d' épargner des calamités sans nombre au peuple valaque et moldave, à ce peuple qui n' avait cessé de donner au gouvernement turc des preuves de son innocence et de sa fidélité.

La force des armes devait agir, selon l' opinion de la Russie, pour délivrer les deux principautés des étrangers qui en avaient compromis la tranquillité



intérieure. Mais la force des armes sagement employée devait avoir un but salubre. Elle devait être mise en usage sous la protection d'un gouvernement réparateur et des lois, ainsi que des transactions qui constituent le droit public de la Valachie et de la Moldavie, jamais sous les bannières du fanatisme, jamais pour assouvir les passions qu'il enfante.

C'est avec le plus vif regret que la Russie a vu que ses propositions à cet égard n'avaient poine été appréciées par la Sublime Porte, que le gouvernement turc paraissait se méprendre sur l'importance d'apaiser les troubles avec la certitude d'en prévenir le retour et que par le système qu'il adoptait, il allait émouvoir en faveur des hommes qui avaient attaqué son autorité, les sentiments dont tous les peuples s'honorent, les sentiments de la religion, de l'humanité, de la patrie et de l'intérêt qu'inspire une nation réduite au désespoir.

Ce que l'empereur craignait le plus pour la Sublime Porte, c'est que les mesures décrétées par le ministère ottoman n'imprimassent à l'entreprise des auteurs de la révolution le caractère d'une défense légitime contre une destruction totale de la nation grecque et du culte qu'elle professe.

Ces craintes, il faut bien en convenir, ces craintes ne semblent s'être que trop réalisées.

Plus d'une fois les provinces où viennent d'avoir lieu les premières attaques contre la Puissance Ottomane, étaient devenues le théâtre des mêmes tentatives, et cependant jamais le gouvernement turc n'avait armé contre la population de ces pays la totalité de ses sujets musulmans au nom de leur religion en péril. Plus d'une fois des dangers non moins réels avaient menacé la Sublime Porte à des époques mêmes où des guerres extérieures aggravaient sa position, et cependant jamais en Turquie une proscription générale n'avait enveloppé une nation tout entière, ni livré la religion chrétienne aux plus sanglants outrages.

Il était heureusement sans exemple qu'un patriarche de l'Eglise d'Orient subit un affreux supplice aux lieux où il exerçait ses augustes fonctions, un jour que toute la chrétienté révere et lorsque ce vénérable pasteur venait de combler pour le gouvernement turc la mesure de la loyauté et de l'obéissance.

L'Europe n'avait point encore eu la douleur de voir tous les chefs spirituels et temporels d'un peuple chrétien, ceux même qui avaient rendu les plus éclatants services à la Sublime Porte, périr sous la main du boureau, leurs cabavres profanés, leurs familles contraintes de fuir une terre de malheur, leurs propriétés détruites par le fer et le feu.

Elle n'avait pas vu surtout depuis quatre siècles la guerre déclarée au culte du Christ par la mort de ses ministres, par la ruine de ses temples, par les insultes prodigués au symbole de sa foi divine.

La Sublime Porte s'expliquera facilement les conséquences qu'entraînerait un tel système, si elle devait le poursuivre ou si elle ne pouvait en réparer les désastreux effets. Elle se trouverait forcément et malgré les intentions les plus



bienveillantes qu'auraient eues pour elle toutes les puissances de l' Europe, placée en état d' hostilité contre le monde chrétien.

Cette vérité que l' empereur se hâte de faire signaler au ministère de sa hauteesse, est d'autant plus incontestable qu'elle a été implicitement reconnue par les prédécesseurs du souverain qui règne sur la Turquie. Il suffit d'ouvrir leur histoire pour s'en convaincre. Dès qu'ils acquièrent des possessions en Europe, leurs premières transactions avec les puissances chrétiennes vinrent prouver qu'ils sentaient assez, qu'afin que le gouvernement turc pût coexister avec elles, sa coexistence ne devait ni être un signal de guerre et d' outrages contre leur religion, ni présager l' anéantissement d'un peuple qui leur était unipar tous les liens qu'établissent le culte, les moeurs et les souvenirs.

Aujourd'hui il y a plus; pour être admise dans la situation présente de l'Europe, cette coexistence devait favoriser l' affermissement des relations de paix et d' amitié qui subsistent entre tous les gouvernements européens, et que tous s' appliquent d'un mutuel accord à rendre de plus en plus intimes et durables.

Or, en premier lieu, si les désordres dont le soussigné a été obligé de retracer l' affligeant tableau, devaient continuer ou ne comportaient plus de remède, la Russie, loin de trouver un gage de paix dans la durée de l' Empire Ottoman, se verrait au contraire forcée d' accomplir tôt ou tard ce que lui commanderait sa religion insultée, ses traités enfreints, ses coreligionnaires proscrits.

Au reste, le ministère ottoman doit avoir déjà jugé par l' unanimité des représentations qui lui ont été faites, que la cause que plaide la Russie, est une cause européenne.

Les deux autres conditions de coexistence indiquées plus haut sont en effet évidemment violées.

La foi que professent les monarques chrétiens, a reçu des outrages qu'ils ne peuvent oublier à moins d'une solennelle réparation, et des actes publics vouent aux supplices et à la mort un peuple qu'avaient protégé jusqu'à ce jour et des stipulations positives et un respect tacite, mais indispensable pour les autres peuples de l' Europe.

Il serait superflu de citer tous les décrets de sa hauteesse, qui attestent l' exactitude de cette assertion. Ce qu'il y a de trop certain, c'est que ce ne sont pas uniquement les auteurs des troubles et les hommes qui se rangent sous leurs drapeaux, mais la nation grecque prise en masse, mais les sources de son existence et de sa reproduction qu'atteignent les mesures arrêtées par la cour de Constantinople, et pour résumer en peu de mots les observations qui ont été développées ici: la Sublime Porte place la chrétienté dans l' alternative de se demander, si elle peut rester spectatrice immobile de l' extermination d'un peuple chrétien, si elle peut tolérer de continuelles insultes à sa religion, si elle peut admettre l' existence d'un Etat qui menace de troubler cette paix que l' Europe a

achetée au prix de tant de sacrifices.

Forte de la justice de ses réclamations, sûre d'avoir inspiré à tous ses alliés la conviction de la pureté de ses vues, la Russie, en prenant la défense d'un intérêt général, n'a pas cité jusqu'à présent les titres plus particuliers sur lesquels elle pourrait fonder sa démarche auprès du gouvernement turc. Il ne dépendrait que d'elle néanmoins d'invoquer les stipulations du traité de Kaynardji et le droit de protection que cet acte l'autorise à exercer en faveur de la religion grecque dans tous les Etats de sa hauteurs. Il lui serait cependant permis de relever une infraction évidente du traité de Bucarest, en citant les propositions que s.ex. M. le reis-effendi a consignées au protocole de la conférence du 25 avril, propositions qui tendent à rendre illusoirs tous les droits que ledit traité assure à la cour de St. Pétersbourg en Valachie et en Moldavie, et qui enlèvent même aux habitants de ces malheureuses contrées la perspective d'un terme à leurs souffrances. Il ne tiendrait enfin qu'au gouvernement russe de prouver qu'en vertu de ces mêmes traités, jamais il ne peut séparer l'intérêt qu'il témoignera au gouvernement turc, de l'intérêt qu'il doit porter aux chrétiens qui peuplent la Turquie européenne. Mais c'est sur des considérations d'un ordre supérieur, s'il est possible, sur des considérations qui se rattachent aux engagements contractés par toutes les puissances chrétiennes pour le maintien de leur union et de leur sécurité, que la Russie appelle aujourd'hui la plus sérieuse attention de la Sublime Porte: Peut-être plus heureux qu'il ne l'a été jusqu'à présent auprès de sa hauteurs, l'empereur aura-t-il la satisfaction d'apprendre que ses intentions amicales ont enfin été appréciées, et c'est dans cet espoir qu'il a donné au soussigné l'ordre d'offrir en son nom à la Sublime Porte le dernier service que lui doive la Russie.

La Russie veut encore à l'égard du gouvernement turc ce qu'elle a toujours voulu. Elle Veut, en lui faisant connaître avec franchise les dangers auxquels ils'expose, lui indiquer en même temps la voie de son salut et s'il persistait à s'en écarter, elle veut le prévenir d'avance de l'attitude qu'il l'obligerait à prendre.

Les mesures adoptées jusqu'à ce jour par la Sublime Porte ne peuvent être considérées que comme l'effet ou d'une volonté libre et d'un plan raisonné, ou d'un système que les circonstances et le fanatisme de quelques hommes égarés forcent le ministère ottoman à suivre malgré lui.

L'empereur se plaît à croire que cette dernière supposition est la seule qui puisse être juste, mais il demande à ce sujet une explication catégorique.

Si, comme il aime à le penser, c'est contre le gré de la Sublime Porte que s'exécutent en Turquie les mesures dont gémissent la religion et l'humanité, s.m.i. désire que sa hauteurs prouve qu'elle possède encore le pouvoir de changer un système qui, tel qu'il est, ne permettrait plus aux gouvernements chrétiens de traiter, ni de composer avec le gouvernement turc.

Qu'alors les églises détruites ou pillées soient immédiatement remises en

état de servir à leur sainte destination; que la Sublime Porte, en rendant à la religion chrétienne ses prérogatives, en lui accordant la même protection que par le passé, en lui garantissant son inviolabilité à l'avenir, s'efforce de consoler l'Europe du supplice du patriarche de Constantinople et des profanations qui ont suivi sa mort; qu'une sage et équitable distinction s'établisse entre les auteurs des troubles, les hommes qui y prennent part, et ceux que leur innocence doit mettre à l'abri de la sévérité du Divan; qu'à cet effet on ouvre un avenir de paix et de tranquillité aux Grecs qui seront restés soumis ou qui se soumettront dans un délai donné, et qu'en tout état de cause on se ménage les moyens de distinguer les innocents des coupables; que pour mieux constater cet indispensable changement, le gouvernement turc, en acceptant les propositions antérieures du soussigné, mette la Russie à même de contribuer dans l'esprit des traités à la pacification des principautés de Valachie et de Moldavie; qu'on cherche uniquement à y rasseoir l'ordre et la tranquillité publique sur des fondements durables; que, en un mot, l'exemple de ces provinces puisse être de nature à ramener à l'obéissance tous les Grecs qui aiment sincèrement leur patrie.

L'empereur écartera de sa pensée jusqu'au dernier moment l'hypothèse contraire à celle dont il vient d'être question.

Si cependant le gouvernement turc témoignait contre toute attente que c'est par suite d'un plan librement arrêté qu'il prend les mesures, touchant lesquelles le soussigné lui a déjà exposé l'opinion de son auguste maître, il ne resterait à l'empereur qu'à déclarer dès à présent à la Sublime Porte, ainsi qu'il le lui a fait pressentir, qu'elle se constitue en état d'hostilité ouverte contre le monde chrétien, qu'elle légitime la défense des Grecs qui dès lors combattraient uniquement pour se soustraire à une perte inévitable, et que, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obligation de leur offrir asile, parce qu'ils seraient persécutés, protection, parce qu'elle en aurait le droit, assistance conjointement avec toute la chrétienté, parce qu'elle ne pourrait livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme.

En faisant ces déclarations à la Sublime Porte, l'empereur croit avoir achevé de remplir jusqu'au scrupule tous ses devoirs envers elle.

Une politique moins loyale eût peut-être profité de l'entreprise des moteurs de la révolution.

L'empereur l'a hautement condamnée.

Avec des intentions moins franches on se serait contenté d'avoir tenu ce langage.

L'empereur, loin d'y borner sa droiture, a signalé aussitôt au gouvernement turc le moyen de prévenir les conséquences et les progrès des troubles.

Il lui a prouvé qu'observateur fidèle des traités, il souhaitait sincèrement sa conservation, puisqu'il lui a indiqué les mesures qui pouvaient le sauver, qu'il a même manifesté le désir de coopérer à son salut.

Il le lui prouve encore aujourd'hui, puisqu'il lui fait savoir les seules conditions auxquelles la Sublime Porte puisse éviter une entière ruine, et qu'il la prévient d'avance que si elle persistait dans la poursuite d'un plan destructeur, elle ne laisserait à la Russie que l'option de méconnaître ses obligations ou de les respecter, et que dans une semblable circonstance le choix de l'empereur ne saurait être douteux.

Il a été enjoint au soussigné de laisser à la Sublime-Porte un délai de huit jours pour répondre à la présente communication.

Au cas que le gouvernement turc exauce tous les vœux et réalise toutes les espérances de s.m.i., en adhérant à ces propositions, le soussigné est autorisé à convenir avec la Sublime Porte d'un nouveau délai qui lui garantira la faculté de démontrer à l'Europe par le témoignage des faits que non seulement elle accepte les conditions qui doivent constater de sa part un retour à des principes plus modérés et qui ont toutes été indiquées plus haut, mais encore qu'elle s'empresse de les remplir, et que non seulement elle ne veut pas le mal, mais encore qu'elle peut et qu'elle sait l'empêcher.

Dans toute autre alternative le soussigné a reçu l'ordre d'annoncer à la Sublime Porte qu'il quitterait immédiatement Constantinople avec tous les employés et individus appartenants à la légation de s.m. l'empereur de toutes les Russies.

Le soussigné saisit l'occasion...

---

Ἐπίσημος συντάκτης τοῦ παραπάνω κειμένου ὁ πρεσβευτὴς τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη βαρῶνος Στρόγγανωφ, ὁ ὁποῖος ἐπιφορτιζόταν νὰ διαβεβαιώσῃ τὴν ὀθωμανικὴ κυβέρνησις γιὰ τὴν ἀποδοκιμασίαν, ἀπὸ τῆς ρωσικῆς πλευρᾶς, τοῦ κινήματος τοῦ Ὑψηλάντη. Ἡ ἀποδοκιμασία ὁμῶς αὐτὴ δὲν σήμαινε διόλου πῶς ἡ τουρκικὴ κυβέρνησις κατεῖχε τὸ δικαίωμα νὰ καταστέλλῃ τίς ἐξεγέρσεις στὶς παραδουνάβιες ἡγεμονίες καὶ στὴ Βαλκανικὴ ποδοπατῶντας ὁποιοδήποτε θρησκευτικὸ, ἀνθρώπινο καὶ πατριωτικὸ αἶσθημα.

Ἔτσι, ἡ Ὑψηλὴ Πύλη καλοῦνταν ἐπιτακτικὰ νὰ ἐκπληρώσῃ ὀρισμένους ὁρους ἐντὸς τακτῆς προθεσμίας προχωρώντας στὴν ἐξασφάλισιν μέλλοντος εἰρηνικοῦ καὶ ἡσυχου στοὺς Ἕλληνας χριστιανούς ὑπήκοους καθὼς καὶ στὸν διαχωρισμὸ τῶν πραγματικὰ ὑπεύθυνων ἀπὸ τοὺς ἀνεύθυνους<sup>2</sup>. Ὡστόσο, καθὼς σημείωνε ὁ Καποδίστριας, κῆ Πύλη ἀπέρριψεν ἀγερῶχος πάσας τὰς προτάσεις τῆς Ρωσίας· ἐξηκολούθησε νὰ ἀφήνῃ τὴν Μολδαβίαν καὶ τὴν Βλαχίαν ὑπὸ τὰς φρικώδεις συνεπείας τῆς μουσουλμανικῆς εἰσβολῆς· παρεσκεύαζε τὴν αὐτὴν τύχην εἰς τὴν Ἑλλάδα προάγουσα δραστηρίως τὸν κατὰ τοῦ Ἀλῆ Πασσᾶ πόλεμον· συμπεριεφέρθη ἐχθρικῶς πρὸς τὴν πρεσβείαν τῆς Αὐτοῦ

αὐτοκρατορικῆς μεγαλειότητος, προσέβαλε τὴν ρωσικὴν σημαίαν καὶ παρέσχε πράγματα εἰς τὸ ρωσικὸν ἐμπόριον»<sup>3</sup>.

1. *A. Prokesch - Osten*, Geschichte des Abfalls der Griechen, τομ. Γ' σ. 95-101.

2. Πρβλ. *A. Springer*, Geschichte des Revolutions zeitalters (1849) σ. 455, *K. Mendelssohn - Bartholdy*, Die orientalische Politik des Fürsten Metternich (Historische Zeitschrift, XVIII, 1867) σ. 55 κ.ε., *P. Kennedy - Grimsted*, The Foreign Ministers of Alexander I, σ. 238, *C. Raffenet*, Histoire des événements de la Grèce, τομ. Α' (1822-25) σ. 283 ἐπ., *A. Ramband*, Geschichte Russlands (1891) σ. 676, *V. Gittermann*, Geschichte Russlands, τομ. Β' (1949) σ. 386, *C. Grünwald*, Alexandre Ier (1955) σ. 269.

3. Ἀρχεῖον Ἰ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 69.

## 153

### Ὑπόμνημα «περὶ τῆς τύχης τῆς Ἑλλάδος» (17 Ἰουλίου 1821)

«Ἡ θέσις τῆς Ρωσίας δέν εἶναι πλέον ἄγνωστος, οὔτε εἰς τὴν Πόρταν, οὔτε εἰς τὰς Εὐρωπαϊκὰς δυνάμεις. Ἡ οἱ Τοῦρκοι ἔχουν τὴν θέλησιν καὶ τὴν δύναμιν τοῦ νά παύσουν νά εἶναι Τοῦρκοι καὶ ἐπομένως θέλουν δεχθῇ καὶ βάλει εἰς πρᾶξιν εἰλικρινῶς τὰς προτάσεις μας, καὶ τότε αἱ μέ αὐτοὺς σχέσεις μας θέλουν εἶναι εὐσυμβίβαστοι μέ τὰ πρὸς τοὺς Χριστιανούς καθήκοντα χρῆμα μας, καὶ θέλουν δυνηθῇ νά στερεωθοῦν καλύτερα, παρά ὅτι ἐστερεώθησαν διὰ τῆς συνθήκης τοῦ Βουκουρεστίου, ἢ τὸ πρᾶγμα εἶναι διαφορετικόν καὶ τότε δέν ἡμποροῦμεν, ἀλλ' οὔτε χρεωστοῦμεν νά ἔχωμεν καμμίαν σχέσιν φιλίας μέ τὴν Πόρταν. Ἄν ὑποτεθῇ τὸ δεύτερον, αἱ συμμαχικαὶ δυνάμεις ἔχουν νά ἰδοῦν ἂν ταῖς συμφέρη ν' ἀφήσουν εἰς μόνην τὴν Ρωσίαν τὴν φροντίδα νά εἰρηνεύσῃ τὴν Ἀνατολήν, ἢ νά συναγωνισθοῦν μέ αὐτήν, διὰ νά ἐπιτύχουν τὸν αὐτὸν σκοπὸν καὶ νά ἐλευθερώσουν, ἴσως διὰ πάντα, τὴν Εὐρώπην ἀπὸ τὴν μουσουλμανικὴν θεοβλάβειαν καὶ βαρβαρότητα.

»Ταῦτα τὰ ἐμβριθῇ ζητήματα θέλουν ἀποφασισθῇ ἀπὸ τὰς ἀποκρίσεις τῶν Αὐλῶν, ὅπου προσμένομεν, καὶ εἰς τὴν λύσιν τῶν ἰδίων ζητημάτων θέλουν συνεισφέρει οὐσιωδῶς τὰ ἀποτελέσματα τοῦ Βαρώνου Στρογανῶφ.

»Εἶναι βέβαια δυσκολώτατον νά προβλέψωμεν ἕν μέλλον, τὸ ὅποιον φαίνεται νά κρίνεται ἀπὸ τόσα συμφέροντα, γνώμας καὶ περιστάσεις ποικίλας. Ἄν ὅμως τὰ προηγούμενα ἡμποροῦν νά δεικνύουν κάποιον συμπερασμὸν, ὅσα γνωρίζομεν μᾶς κάμνουν νά πιστεύωμεν, ὅτι ἡ Τουρκικὴ διοίκησις ποσῶς δέν

δύναται εἰς τό ἐξῆς νά ἐπιστρέψῃ οἰκειοθελῶς ἐκεῖ, ὅπου εὐρίσκετο πρό τῶν συμβεβηκότων τοῦ Μαρτίου, τόσον ὡς πρός τοὺς Ἕλληνας, ὅσον καί ὡς πρός τήν Ρωσίαν, δύναμιν, ἣτις χρεωστεῖ ἀναγκαιῶς νά θέλῃ τήν ἄσειστον διατήρησιν τῶν δικαιωμάτων καί προνομίων, τά ὅποια αἱ συνθήκαι ἐγγυῶνται εἰς τοὺς ὁμοθρήσκους τῆς ἐν Τουρκίᾳ.

» Ἀλλ' ἂν ἴσως πρέπει βιαίως νά ξαναγίνῃ Τουρκικὴ διοίκησις ὅ,τι ἦτον, ἀμφιβάλλω ἀκόμη, ὅτι ἠθικὴ δύναμις καί ἀκόμη ὀλιγώτερον ἠθικὴ δύναμις ξένη ἢμπορεῖ νά ἐνεργήσῃ τοιαύτην ἀσυνήθιστον μεταβολήν· μόνη ἡ ὕλική δύναμις ἢ ἡ δύναμις τῶν ὀπλῶν ἔχει ταύτην τὴν ἰσχύν. Τοιαύτη εἶναι ὁμως ἡ παροῦσα κατάστασις τῶν πραγμάτων ἐν Τουρκίᾳ, ὥστε μία παροῦσα δύναμις, ἀφοῦ ἅπαξ παρρησιασθῇ, δέν θέλει εἶναι δυνατόν νά σταθῇ, παρά ἐκεῖ ὅπου ἢμπορεῖ, καί ὅπου πρέπει νά σταθῇ, δηλ. ἐκεῖ, ὅπου δέν θέλει ἔχει πλέον ἐχθροὺς νά πολεμήσῃ.

» Ὅλα μέ φαίνεται νά συντρέχουν εἰς ταύτην τὴν μεγάλην λύσιν· καὶ αὐταὶ αἱ δυστυχίαι, τὰς ὁποίας οἱ Ἕλληνες ἔπαθαν εἰς τὰς Ἡγεμονίας θέλουν συνεισφέρει μεγάλως νά τυφλώσουν ἐπὶ μᾶλλον τοὺς Τούρκους περὶ τῆς θέσεώς των. Πιστεύουν πάντοτε ὅτι ἡ Ρωσία δέν δύναται τίποτε, ἐπειδὴ αἱ ἄλλαι δυνάμεις δέν θέλουν τὴν συγχωρήσει νά θελήσῃ μήτε νά δυνηθῇ, παρά κατὰ τὴν θέλησίν των· καὶ ἐντεῦθεν ὁρμώμενοι οἱ Τούρκοι θέλουν αὐξήσει τὰς ἐπιθυμίας καὶ τὴν αὐθάδειάν των, πέραν παντός ὅρου· ὁ Θεὸς θέλει κάμει τὰ ἐπίλοιπα.

» Ἐκεῖνο, ὅπου ἢμπορῶ νά σᾶς εἶπω ἐν τοσαύτῳ, Κύριέ μου, εἶναι, ὅτι ἡ Προυσσία, χωρὶς νά γνωρίζῃ τὰς συνομιλίας μας, ἐφάνέρωσε τὴν προθυμίαν τῆς, εἶναι διόλου τῆς γνώμης μας, καὶ τό περισσότερον, κηρύττει, ὅτι εἶναι ἐτοιμὴ νά συναγωνισθῇ μέ ἡμᾶς καὶ μέ τὰς ἄλλας συμμαχικὰς δυνάμεις.

Κάθε ἡμέρα ἢμπορεῖ νά μᾶς φέρῃ εἰδήσεις ἀποφασιστικὰς. Ἐκεῖναι τὰς ὁποίας ἐλάβαμεν ἀπὸ τὰς Ἡγεμονίας, ἀναγγέλλουν τὴν διάλυσιν τοῦ στρατεύματος τοῦ Πρίγκιπος Ὑψηλάντου.

Φρονῶ καθὼς καὶ σεῖς, Κύριέ μου, ἐκάμαμεν ὅ,τι ἢπορέσαμεν, διὰ νά ἀποτρέψωμεν ἀπὸ τὴν πατρίδα μας τὰς δυστυχίας, αἱ ὁποῖαι τὴν θλίβουν· οἱ ἀγῶνες μας ἐστάθησαν ἀνωφελεῖς. Ἡ Ἐπανάστασις ἄρχισε νά κάμνῃ ταχείας προόδους· μόνον κακοὶ ἢ ἀμαθεῖς ἢμποροῦν νά θεωρήσουν τὰ εἰς τὰς Ἡγεμονίας γινόμενα ὡς δεῖγμα τῶν γεννησομένων εἰς τὴν Ἑλλάδα, ἢ Ἀλβανίαν, ἢ εἰς τὰς Νήσους τοῦ Ἀρχιπελάγους. Οἱ Μολδαυοὶ καὶ Βλάχοι ἔμειναν δι' ὅλου ξένοι εἰς τὴν ἐπανάστασιν. Πλὴν τί κοινόν εἶναι μεταξύ τούτων καὶ τῆς καταστάσεως τῆς Πελοποννήσου, τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Ἀρχιπελάγους; Ὁ κάθε ἄνθρωπος, ὅστις ἐπῆρε τὰ ὄπλα εἰς τὴν Ἑλλάδα, ἔχει ἓνα τάφον, μίαν οἰκίαν, μίαν γενεάν νά ὑπερασπισθῇ· ὁ κάθε ναύτης, εἰς τὴν παροῦσαν τῶν πραγμάτων κατάστασιν, ἔχει ἢ νά νικήσῃ ἢ νά ἀποθάνῃ ἔξω ἂν οἱ ναῦταί μας διεφθάρησαν δι' ὅλου. Δέν βλέπω λοιπόν πιθανότητα διαλλαγῆς μεταξύ Ἑλλήνων καὶ Τούρκων· ἢ μόνη, ἢ ὁποία ἤθελε φανῇ ὀλίγον δυνατὴ, ἤθελεν εἶναι ἀποτέλεσμα ξένης μεσητείας, καὶ μάλιστα ἂν ἡ Ρωσία ἦτον ἢ



μεσιτεύουσα. "Εξω τούτου, πρέπει νά νικήσωμεν ἢ ν' ἀποθάνωμεν. Οἱ "Ελληνες λοιπόν ἔχουν σήμερον εἰσέριπτε χρεῖαν μιᾶς καλῆς καὶ σοφῆς ὁδηγίας, καὶ ποῦ θέλουν τὴν εὔρει οἱ δυστυχεῖς! Δέν ἀμφιβάλλω περὶ τῆς ὁδηγίας, τὴν ὁποίαν θέλετε τοὺς δώσει, Κύριέ μου, μέ τὰς συμβουλὰς σας. "Αν ἤμουν ἐλεύθερος, καὶ ἂν ἤμποροῦσα, καθὼς εὐρίσκομαι, νά μοιρασθῶ εἰς δύο, βέβαια δέν ἤθελα ἀποφύγει νά τοὺς εἶπω καθαρά, πῶς θεωρῶ τὰ χρέη, τὰ ὁποῖα ἔχουν νά ἐκπληρώσουν, καὶ τὰ ὁποῖα πρέπει νά ἐκπληρώσουν ἐπὶ ποινῇ θανάτου, καὶ το χειρότερον θανάτου ἀνηλεοῦς. Θέλομεν εἶσθαι καταδικασμένοι, Κύριέ μου, νά ἀκούσωμεν νὰ συγκριθοῦν οἱ συμπατριῶταί μας μέ τοὺς Νεαπολίτας καὶ Πιεμοντίτας. "Ηξεύρω, ὅτι οἱ ἐδικοί μας θέλουν μέ εἶπει: Διὰ τί λοιπόν δέν διαμοιράζεσαι; ἢ διὰ τί δέν διδесαι ὁλόκληρος εἰς τὴν πατρίδα σου; "Η ἀπόκρισίς μου εἶναι εὐκολος· (Αὐν) εἶμαι μικρός, διὰ νά μοιρασθῶ, καὶ μοιραζόμενος ἤθελα ἀξίζει ὀλιγώτερον τοῦ μηδενός ὑπὲρ τῶν "Ελλήνων, ἤθελα τοὺς βλάψει. (Βον) μένω εἰς τὸν τόπον μου καὶ θέλω μείνει ἐν ὧσιν θέλω ἐλπίζει νά τοὺς εἶμαι ὠφέλιμος. "Οποῖαν ἡμέραν ἴδω, ὅτι τὰ χρέη τοῦ ὑπουργήματός μου εἶναι ἀσυμβίβαστα μέ τὰ χρέη τὰ ὁποῖα μέ ἀπαιτεῖ ἡ πατρίς, πιστεύσατέ με, Κύριέ μου, ὅτι δέν θέλω ἀναβάλει οὐδεποσῶς ν' ἀκολουθήσω τὸν δρόμον, τὸν ὁποῖον πρέπει ν' ἀκολουθήσῃ πᾶς τίμιος ἄνθρωπος.

"Αφοῦ σᾶς ἔκαμα τὴν ἐξομολόγησίν μου, συγχωρήσατέ με νά σᾶς εἶπω τί στοχαζομαι περὶ ὑμῶν καὶ τῶν ἐκδουλεύσεων, τὰς ὁποίας ἠμπορεῖτε νά κάμετε πρὸς τοὺς συμπατριώτας μας, μένων ὅπου εἴσθε, ἕως ὅτου νά μάθωμεν, ποῦ καὶ πῶς ἡ Πρόνοια θέλει μᾶς ὁδηγήσει εἰς τὸν δρόμον τῶν χρεῶν μας.

Δέν ἄγνωῶ τὴν ἐξοδὸν τοῦ Π(ρίγκιπος) Μ(αυροκορδάτου), καὶ τὸν ἐπαινω· ὅτι παρόμοιον ἠμπορεῖ νά γίνη εἶναι τίμιον καὶ ὠφέλιμον· ἀλλὰ χρειάζομεθα περισσότερον· πρέπει νά διδάξωμεν τοὺς ἀνθρώπους, οὔτινες κυβερνοῦν τὰ πράγματα εἰς τὴν Πελοπόννησον καὶ "Ελλάδα, ὅτι πρῶτον χρέος των εἶναι νά στήσουν εἰς ἰσχυράν βάσιν τὴν ἀσφάλειαν τοῦ τόπου· ἀντὶ νά ἐκτείνουν τὴν ἐνέργειαν, πρέπει νά τὴν συγκεντρώσουν· ἀντὶ νά διασπείρουν τὰς δυνάμεις, πρέπει νά τὰς ἐνώσουν, νά τὰς κατασκευάσουν καὶ νά τὰς ὑποβάλουν εἰς ἰσχυράν παιδείαν. "Η πληθὺς τῶν ἀρχηγῶν γεννᾷ πληθὺν συμφερόντων καὶ ἐκεῖθεν προκύπτει ἡ διάστασις τῶν γνωμῶν καὶ ἡ ἐξασθένησις τῆς ἡθικῆς καὶ στρατιωτικῆς δυνάμεως· τότε αἱ ἀτυχίαι εἶναι ἀφευκτοί. "Ο τῶν "Ελλήνων πολέμιος εἶναι εἰς καὶ οἱ βοηθοὶ του τείνουν ἀκόμη νά ἐνδυναμώσουν τὴν φοβερὰν του ἐνότητα.

Εἶναι πληθὺς ἀρχηγῶν, ἐπειδὴ οἱ "Ελληνες ματαίως ζητοῦν ἀκόμη μεταξύ των τὸν ἄνθρωπον, ὅστις ἠμπορεῖ νά γίνη ὁ μόνος ἀρχηγός. Τό ὁμολογῶ· πλην χρειάζεται μέ κάθε τρόπον νά εὕρωμεν ἢ νά ζητήσωμεν αὐτόν τὸν ἄνθρωπον, αὐτόν τὸν μόνον ἀρχηγόν· χωρὶς τούτου δέν κατορθοῦται τίποτε· οἱ κίνδυνοι θέλουν πλησιάζει, καὶ δέν θέλει εἶσθαι πλέον καιρός νά συνδράμωμεν τὴν δυστυχῇ μας πατρίδα. "Εξετάσατε, Κύριέ μου, τό ἄπειρον τοῦτο ζήτημα καὶ μὴν ἀμελήτε κανέν ἀπὸ τὰ δυνατά σας μέσα διὰ νά τό λύσετε ὅσον ταχέως καὶ

ὡφελίμως ἤμπορεῖτε.

Πολλοὶ ἐλπίζουν, ὅτι τὰ φρονήματά μου περὶ τοῦ ἀπείρου τούτου ζητήματος εἶναι ὅμοια μέ τὰ τῆς διοικήσεως, τὴν ὁποίαν δουλεύω· ἢ ὅτι, ὅπως γυρίσουν τὰ πράγματα, ἡ διοίκησις αὕτη δέν θέλει τὰ ἀποδοκιμάσει ποτέ, ἐπειδὴ ἐγὼ τὰ ἔδωκα.

Ἄς ἐννοηθῶμεν μίαν φοράν διὰ πάντοτε περὶ τοῦ οὐσιώδους τούτου πράγματος. Ἡ Ρωσία ἀπεδοκίμασε τὴν ἐπανάστασιν καὶ ἡ ἐπανάστασις ἄρχισεν οὕτως, ὥστε ἡ Ρωσία δέν ἤμποροῦσε καὶ δέν ἔπρεπε μήτε νά σιωπήσῃ μήτε νά ἐπικυρώσῃ. Ἡμπορεῖ νά ἐνασχοληθῇ εἰς τὰς συνεπείας τῆς, μέ σκοπόν νά τὰς κάμῃ νά εὐτυχίσουν; δέν ἤμπορεῖ βέβαια, παρ' ὅταν βιασθῇ ἀπό κραταιάν ἀνάγκην· ἀπό ἀνάγκην ἀνυπόστατον. Αὕτῃ ἡ ἀνάγκη θέλει εἶσθαι κραταιά καὶ ἀνυπόστατος, ὅταν ἀποδειχθῇ, ὅτι δέν εἶναι πλέον δυνατόν νά ἐπανεέλθῃ εἰς τὴν Τουρκίαν, διὰ μέσου τῆς τουρκικῆς διοικήσεως, μία κατὰστασις εὐσυμβίβαστος μέ τὴν διατήρησιν τῆς εἰρήνης. Ἄν τεθῇ τοῦτο τό πρόβλημα, οἱ Τούρκοι δέν θέλουν πολεμηθῇ πλέον κατὰ χάριν τῆς ἐπαναστάσεως· θέλουν πολεμηθῇ διὰ νά παύσῃ ἡ ἀταξία, τὴν ὁποίαν ἡ Πόρτα προκαλεῖται, ἀκολουθοῦσα κατὰ τῶν Χριστιανῶν σύστημα ὀλέθριον καὶ αἵματος.

Εἰς τό ἰδιαιτέρόν μας καὶ ἀκούοντες μόνον τὰ αἰσθήματά μας, ἤμποροῦμεν νά εἴμεθα καταπεισμένοι, ὅτι ἡ ἀπόδειξις αὕτη ἐδόθη ἤδη εἰς τοὺς Τούρκους· καὶ ἔξω μόνον ἂν ἀλλάξουν φύσιν, ἢ ἂν αἱ Εὐρωπαϊκαὶ δυνάμεις γίνουν αὐταὶ Μουσουλμάναι, δέν θέλει εἶσθαι πλέον δυνατόν νά ἀνακληθῇ διὰ τῶν Τούρκων εἰς τὴν Τουρκίαν μία κατὰστασις εὐσυμβίβαστος μέ τὴν ὑπαρξιν τῶν ὑπ' αὐτὴν Χριστιανῶν· ἀλλ' ἤμποροῦμεν νά καταπεισθῶμεν, ὅτι ὅλαι αἱ ἄλλαι ὑπόκεινται εἰς τὴν αὐτὴν πεποιθήσιν; Ἐπειδὴ εἴμεθα πεπεισμένοι ἡμεῖς, χρειάζεται νά καταπεισθῶν καὶ αὐταί· καὶ εἰς τοῦτο καταγινόμεθα, ὥςως ἐπιτύχωμεν τόν σκοπόν μας. Ἄλλ' ἡ Πρόνοια θέλει ἀποφασίσῃ καὶ θέλομεν μάθει, ἂν τό ἀποφασίζῃ εὐθύς ἀφοῦ γνωρίσωμεν τὰς ἀποκρίσεις τῆς Πόρτας εἰς τὴν ἀναφοράν μας.

Ἔως τότε ἡ Αὐλή τῆς Ρωσίας δέν ἤμπορεῖ εἰμὴ νά οἰκτείρῃ τὴν ἐπανάστασιν, καὶ νά μείνῃ δι' ὅλου ξένη εἰς ὅλας τὰς συνεπείας.

Περὶ τῶν ἰδιαιτέρων μου φρονημάτων, τὰ συνάγω εἰς μίαν μόνην γνώμην· νά κάμωμεν ὅλα τὰ δυνατὰ νά φυλάξωμεν τὴν Πελοπόννησον καὶ τὰς νήσους τοῦ Ἀρχιπελάγους· νά συστήσωμεν μίαν ἰσχυράν καὶ καλὴν κυβέρνησιν· νά ἐμφανίσωμεν εἰς τόν πολιτικόν κόσμον τόν τόπον μας μέ τὴν ἐθνικὴν του στολὴν, καὶ χωρὶς νά δανεισθῶμεν κανέν σχῆμα τῶν νεωτέρων, ἀλλ' οὔτε τὴν γλῶσσαν των.

Νά διαφυλάξωμεν τόν τόπον, ὁ ὁποῖος ἡλευθερώθη ἤδη ἀπὸ τόν Ὀθωμανικόν ζυγόν. Δέν ἐπαναλαμβάνω ἐδῶ ὅ,τι εἶπον ἄνωτέρω.

Νά συστήσωμεν μίαν ἰσχυράν καὶ καλὴν κυβέρνησιν· καταγινόμενοι εἰς τό μέγα τοῦτο ἔργον, δέν πρέπει νά ἀποδεχθῶμεν μίαν ὑπόθεσιν, ἀλλὰ νά κινήσωμεν ἀπὸ ἓν πρᾶγμα. Ποῖον εἶναι τοῦτο; Ἡ Πελοπόννησος ἐπέστρεψε



πάλιν εἰς ἑαυτήν· τό πρῶτον συμφέρον καί πρῶτον χρέος τῆς εἶναι νά προφυλαχθῇ διά πάντα ἀπό τόν συντριβέντα ζυγόν.

Πολιτευομένη λοιπόν πρέπει νά σκοπῇ κυρίως τοῦτο τό τέλος. Κάθε ἄλλος σκοπός, πᾶσα ἄλλη θεωρία ἤθελεν εἶσθαι κατὰ τό παρόν ὑποθετική, καί πάντοτε θέλει ἔχει τόν δεύτερον λόγον.

Ἐν ὅσῳ ὁ ἐχθρός εἶναι εἰς τήν Εὐρώπην, πρέπει νά προφυλαττώμεθα, καί διά νά προφυλαχθῶμεν, πρέπει νά εἴμεθα δυνατοί. Ἀλλά δύναμις δέν γίνεται παρά συγκεντριζομένων ὄλων τῶν μέσων, καί ἐνεργουμένων μονοειδῶς. Τό ἐπαναλαμβάνω· αὐτή ἡ διεύθυνσις δέν ἤμπορεῖ νά ἔχῃ ἄλλον σκοπόν, παρά τήν φύλαξιν τοῦ ἀποκτηθέντος καλοῦ. Στοχάζομαι λοιπόν, ὅτι ἡ κατασκευή τῶν δημοσίων δυνάμεων εἰς τοὺς ἐλευθερωθέντας τόπους πρέπει νά εἶναι ἀπλουστάτη καί ὅσον τό δυνατόν παρομοία μέ τήν παλαιάν των κατασκευήν. Οἱ νεωτερισμοί θέλουν κάμει περισσότερον κακόν παρά καλόν. Ὁ τόπος πρέπει νά ἔχῃ μίαν διοίκησιν, τί μέλει ἂν αὐτή ἡ διοίκησις ἔχῃ τοιοῦτον ἢ ἄλλον σχῆμα; Ἀπαιτεῖται νά εἶναι καλή καί ἰσχυρά. Εἰς ὅλους τοὺς καιρούς ἡ τῆς Ἑλλάδος διοικήσις ἦτον πραγματικῶς ἐπιτροπική (représentative)· ὅσοι ἄνθρωποι εἶχον ὑπόληψιν ἀπό τοὺς συμπατριώτας των, ἐμβαίνουν εἰς τήν διοίκησιν τῶν πραγμάτων. Ἀλλοτε ἡ μόνη των φροντίς ἦτον, πῶς νά ὑπακούουν καί πῶς νά ὑποφέρουν τήν Ὀθωμανικὴν μάστιγα· σήμερον πρέπει νά ζητήσουν τοὺς τρόπους τοῦ νά ἔχουν τόν λαόν εὐπειθοῦντα, διά νά τόν φυλάξουν πάντοτε ἐλεύθερον ἀπό τόν συντετριμένον ζυγόν. Μέ φαίνεται, ὅτι τοῦτο εἶναι εὐκολώτατον, ἂν οἱ ἄρχοντες τῶν διαφόρων τόπων εἶναι νοήμονες, καί μάλιστα ἀφιλοκερεῖς. Ἀς ἀποφύγουν ὅσον τό δυνατόν πᾶσαν πομπώδη ὀνομασίαν καί ὅλους τοὺς μεγάλους λόγους, τῶν ὁποίων ἐσχάτως οἱ Ἴταλοὶ παρέστησαν τό γελοῖον δρᾶμα. Ἐχομεν χρεῖαν νά ἐνδυναμώσωμεν τόν ἐχθρόν; τόν ἐνδυναμώνομεν ὁσάκις μέ τήν πολιτείαν ἢ μέ τοὺς λόγους δικαιώνομεν τήν καθ' ἡμῶν συκοφαντίαν. Χαρακτηρίζουν τήν ἐπανάστασιν τῆς Ἑλλάδος ὡς ἔργον αὐτόχρημα τῶν Ἰταλικῶν, Γερμανικῶν καί Γαλλικῶν ἐταιρειῶν. Ἡ κατηγορία αὐτή εἶναι ψευδής· τοῦλάχιστον δέν τήν βοηθεῖ καμμία ἀπόδειξις· ἐν τοσοῦτῳ αὐτή πιέζει τό ἔθνος μας. Αἱ ἀνόητοι προκηρύξεις τοῦ Ὑψηλάντου ἐδικαίωσαν πολλά τοὺς ἐχθρούς μας (καί δέν εἶναι μόνον οἱ Τοῦρκοι ἐχθροὶ μας) νά σημειώσουν τήν ἐλληνικὴν ἐπανάστασιν ὡς περισπασμόν, τόν ὁποῖον οἱ Ἰακωβῖνοι τῆς Εὐρώπης ἐνήργησαν πρὸς βοήθειαν τῶν ὀλεθρίων σκοπῶν των κατὰ Ἱταλίας, Γερμανίας καί Γαλλίας. Συμφέρεῖ τὰ μέγιστα ν' ἀναιρεθῇ ἡ συκοφαντία καί οἱ εἰς τήν Ἑλλάδα προὔχοντες ἤμποροῦν εὐκόλως νά τό κατορθώσουν διά τῶν προφυλάξεων, τὰς ὁποίας σχεδιάζω ἀκολουθῶς.

Αὖν. Νά πολιτεύσουν τοὺς ἐλευθερωθέντας τόπους μέ μόνον σκοπόν μικρᾶς προφυλάξεως πάσης ἐπιδρομῆς, τόσον ἀπό μέρους τῶν Τούρκων, ὅσον ἀπό μέρους τῶν Αὐλῶν, αἱ ὁποῖαι προτιμοῦν τήν Μουσουλμανικὴν δύναμιν ἀπὸ πᾶσαν ἄλλην εἰς τήν Ἀνατολήν.

Οἱ Τοῦρκοι θέλουν ἐνεργῆσαι διά τῶν ὅπλων καί ἔτι πλέον διά τῆς

διαφθορᾶς· αἱ ἄλλαι δυνάμεις μὴ δυνάμεναι φανερά νά ἐνωθοῦν μέ τούς Τούρκους εἰς τά δυναστικά κινήματα, θέλουν συμπράξει μέ αὐτούς διά τό αὐτό τέλος, μεταχειριζόμεναι τήν διαφθοράν.

Βον. Διά νά συστηθῇ ἡ διοίκησις ὥστε νά προφυλαχθῇ ἀπό τόσους κινδύνους, πρέπει νά συγκεντρωθῇ ἡ πραγματική δύναμις εἰς ὀλίγας χεῖρας, ἄν ὄχι εἰς χεῖρας ἑνός. Ὁ λαός πρέπει νά μετέχῃ τῆς διοικήσεως διά τῆς συγκαταθέσεώς του· καί κατά τούς ἀνέκαθεν συνηθισμένους καί ἐθνικούς τρόπους.

Γον. Τά παλαιά σχήματα ἔπρεπε νά διαφυλαχθοῦν ἐπιμελῶς ἐπὶ τέλει ὠφελείας, καί νά μὴ δικαιώσωμεν, καθὼς εἶπα ἄνωτέρω, τὰς κατά τῶν Ἑλλήνων διεσπαρμένους φήμας ὡς τυφλῶν ὀργάνων τῶν Εὐρωπαϊῶν στασιαστών.

Δον. Ἄν αἱ περιστάσεις ἀπαιτοῦν, ὥστε καί αἱ νέαι διοικήσεις τῶν ἐλευθερωθέντων τόπων νά δώσουν δημόσια ψηφίσματα, ἄξια νά παρρησιασθοῦν εἰς τήν Εὐρώπην, ἐπιθυμητόν ἦτον νά παρρησιάσουν εἰς ἀπλήν καί ἐθνικήν γλῶσσαν· πρέπει νά λέγουν τά πράγματα χωρίς φράσεις καί μέ δύναμιν καί ἀξίωμα· Ὅσον ὀλίγα ὁμιλοῦμεν, τόσον περισσότερα πράττομεν· ἀλλά ἄν γράφωμεν πολλά καί πολλά ἄν διακροτῶμεν, ἀναγγέλλομεν ὅτι δέν ἡξεύρομεν καί ὅτι δέν ἤμποροῦμεν τίποτε νά πράξωμεν.

Εον. Ἡ τελευταία προφύλαξις εἶναι, νά μὴ κάμωμεν κατά τό παρόν προβλήματα εἰς καμμίαν ἀπό τὰς ξένας αὐλάς, ἔξω ἀπό τὰς Ἐνωμένας Ἐπαρχίας τῆς Ἀμερικῆς· λέγω κατά τό παρόν, ὅτι, ἄν τό ζήτημα, τό ὅποϊον ἐξετάζεται τώρα εἰς Κωνσταντινούπολιν, ἀποφασισθῇ, ἡ θέσις ἀλλάξῃ· ἔως τότε, ἄν αἱ προτάσεις τῶν Ἑλλήνων ἐγίνοντο δεκταί, ἤθελε μένει νά ἡξεύρωμεν ἄν μία ξένη Αὐλή ἤθελε μόνη ἐπιχειρησθῇ νά πραγματευθῇ μέ αὐτούς, ἔχουσα διάθεσιν καθαράν. Ὅμως ἄν μία ξένη Αὐλή ἔκαμνεν ἄφ' ἑαυτῆς προβλήματα, τότε ἤθελεν εἶσθαι ἀνοησία νά τ' ἀπορρίψουν. Ἀλλ' ἀκόμη δέν εἵμεθα εἰς τοιαύτην ὑψωσιν· θέλομεν τήν φθάσει, καί διά νά τήν φθάσωμεν, πρέπει νά ἀγωνιζώμεθα».

1. Ἐμμ. Πρωτοψάλτη, Ὑπομνήματα συναφῇ Ἰγνατίου Μητροπολίτου Οὐγγροβλαχίας καί Ἰω. Καποδιστρίου περί τῆς τύχης τῆς Ἑλλάδος (1821) (Ἀθηνᾶ, τομ. Ξ', 1956) σ. 162-168.

## 154

Ὑπόμνημα πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(29 Ἰουλίου/10 Αὐγούστου 1821)<sup>1</sup>

Je prends la liberté de mettre sous les yeux de v.m.i. le travail concernant les communications britanniques.

La lecture de la dépêche adressée à lord Strangford, me porte à croire que l'Angleterre tâche de se constituer de fait médiatrice entre la Porte et la Russie.

En lui demandant sa coopération à Constantinople pour faire réussir les démarches du baron Stroganoff et en l'invitant (pour le cas où ces démarches vinssent à échouer) à s'expliquer et à s'entendre avec nous et avec les autres puissances alliées pour délibérer d'un commun accord sur les mesures qui pourraient rétablir l'ordre et la tranquillité en Orient, nous n'avons jamais pensé de livrer nos griefs contre les Turcs à sa médiation, ni à celle des autres puissances.

C'est sur cette grave question que j'ai déjà préparé mon travail. M. le comte Nesselrode à qui je l'ai communiqué, m'a proposé d'en ajourner la confection finale jusqu'au moment où nous recevrons les réponses que nous attendons de la part du baron Stroganoff.

En déférant à l'opinion de M. de Nesselrode, je crois néanmoins de mon devoir d'en prévenir *à.m.i.* Elle jugera peut être convenable de reconnaître elle-même, par son entretien avec M. l'ambassadeur d'Angleterre, si sa cour se considère dans les questions relatives à la situation actuelle de la Turquie comme une puissance alliée de la Russie ou bien comme une puissance qui se réserve le rôle de médiatrice entre la Russie et la Porte.

Je suis....

#### Des communications britanniques du 16 juillet

Les communications que le chevalier de Bagot a faites verbalement au ministère impérial, consistent en une lettre du roi d'Angleterre à l'empereur et en deux dépêches du marquis de Londonderry adressées la première à lord Strangford à Constantinople, la seconde à lord Stewart à Vienne.

Ces communications ont pour objet de nous faire connaître l'opinion du ministère britannique sur les événements de la Turquie et de nous donner la mesure de l'importance majeure qu'il attache au maintien de la paix entre la Russie et la Porte ou, en d'autres termes, aux moyens d'empêcher que les circonstances actuelles n'occasionnent une rupture et par conséquent une guerre entre les deux États.

Nous n'avons fait que lire une seule fois la pièce principale, c'est-à-dire, la dépêche adressée à lord Strangford. Nous oserons néanmoins retracer ici la pensée dans laquelle cette pièce est conçue et signaler le but vers lequel tend le cabinet de Londres.

L'Angleterre déplore les excès auxquels se sont livrés les Turcs en sévissant contre les Grecs, blâme la conduite de la Porte envers le baron de Stroganoff et donne à l'ambassadeur britannique l'ordre de mettre tout en oeuvre pour

ramener le gouvernement turc à des principes plus modérés et à des mesures où l'empereur de la Russie puisse retrouver la preuve des égards dus à la personne de son représentant.

Dans le cas où la Porte pousse à l'aveuglement jusqu'à se permettre quelques actes de violence contre le baron de Stroganoff ou contre un de ses collègues, lord Strangford quittera aussitôt Constantinople et déclarera au gouvernement turc que le roi d'Angleterre ne saurait conserver une mission dans un pays où le droit des gens et le caractère d'un représentant public d'une puissance étrangère cesseraient d'être respectés.

Si le fanatisme et l'obstination des Turcs rendent inutiles tous les efforts de lord Strangford, l'Angleterre souhaite que la Russie persévère dans son système de longanimité, afin de produire aux Turcs le temps de se calmer et de revenir de leurs erreurs et de leurs méfiances. Il serait possible, à ce que pense le ministère anglais, de rétablir alors entre la Russie et la Porte des relations conformes aux égards dus à l'empereur et aux intérêts de ses peuples. L'Angleterre se flatte que la Russie persévéra dans son système de longanimité:

1) parce que les troubles de la Turquie ne portent aucune atteinte à la tranquillité intérieure de la Russie;

2) parce qu'une intervention armée en Turquie compromettrait l'existence de la paix entre la Russie et la Porte non seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir et amènerait peut-être de fâcheuses complications en Europe;

3) parce qu'un semblable événement serait le triomphe des ennemis de l'ordre, ces hommes coupables ayant été les moteurs de la révolution qui agite la Grèce, et ne l'ayant excitée que pour occuper la Russie et pour l'empêcher de suivre et de réprimer leurs funestes complots dans le reste des États européens.

Quelles que soient les bornes qu'il plaira à s.m.i. d'assigner à sa longanimité envers les Turcs, nous osons croire qu'il n'appartient à aucune puissance étrangère de les tracer et bien moins encore de motiver leur jugement sur les raisons qu'allègue le gouvernement anglais.

Il est facile en effet d'en démontrer l'insuffisance par les observations suivantes.

*Ad primum.* Si les troubles de la Turquie ne portent aucune atteinte à la tranquillité intérieure de la Russie, ils en portent en revanche une très grave aux intérêts les plus essentiels de ses provinces méridionales et détruisent la considération dont étaient environnés ses rapports avec le gouvernement turc.

Le commerce de la mer Noire est paralysé; notre marine marchande dans ces parages est sans protection, puisqu'elle n'ose plus arborer le pavillon russe. Que l'état actuel de choses se prolonge, et l'un et l'autre seront bientôt anéantis. Le commerce et cette marine sont l'ouvrage des cinquante dernières années. Les laisser détruire, c'est reculer d'un demi-siècle. D'une autre part, les principautés de Valachie et de Moldavie jouissent de la protection spéciale de la Russie en vertu

des traités par lesquels cette puissance les a replacées trois fois sous la domination ottomane. Les habitants de ces contrées sont demeurés étrangers à la révolution. Cependant les Turcs y portent le ravage et la mort malgré nos protestations les plus formelles. Si un pareil scandale doit être toléré, que deviendra la juste considération dont la Russie jouissait dans le Levant?

*Ad secundum.* Une intervention armée doit, dit-on, irriter les Turcs et perpétuer l'état d'hostilité entre les deux Empires, mais quels est le moyen que l'on propose pour calmer la Porte et pour rétablir entre elle et la Russie des relations amicales et confiantes? La modération d'une part, c'est-à-dire, l'impunité de l'autre. Toutefois, sans faire attention à cette dernière circonstance, quel a été depuis le mois de mars l'effet de notre modération?

L'Angleterre trouve que si les Turcs manquent aux égards qu'ils doivent aux représentants des puissances étrangères, lord Strangford doit quitter Constantinople. Cependant les Turcs ont réduit le baron de Stroganoff en état de véritable captivité. Ils n'ont fait aucun cas de ces remontrances. Ils l'ont accablé de procédés outrageants. Ils ont, en un mot, comme dit l'Angleterre, manqué aux égards qu'ils lui doivent, et le jour où ils y ont manqué, le baron de Stroganoff aurait, d'après les principes mêmes que pose le ministère britannique, dû quitter Constantinople. Comment avons-nous néanmoins répondu aux Turcs? Par la patience. Et comment ont-ils répondu à notre patience? Par la lettre du grand vizir à M. le comte de Nesselrode.

Supposer maintenant, après une si longue et si malheureuse expérience, que c'est encore par des temporisations et par la longanimité qu'on peut porter les Turcs à redresser nos trop légitimes griefs, c'est supposer l'impossible. Les Turcs ne font pas la guerre à la Russie. Mais ils détruisent ce que la Russie protège en Orient, ce qui constitue pour elle le fruit de trois guerres glorieuses et l'essence de ces plus honorables transactions. Tant que les Turcs peuvent croire que cette destruction restera impunie, pourquoi renonceraient-ils à de tels avantages?

Mais l'anéantissement de la population moldave, valaque, grecque, la profanation de l'église n'attaque aucun intérêt européen. Il y a plus; on pourrait dire que les puissances européennes y gagneraient, si elles faisaient abstraction des sentiments que l'humanité inspire, puisqu'elles acquerraient par la destruction des Grecs dans le Levant ce que la Russie y possède aujourd'hui par la protection qu'elle exerce.

Nous ne discuterons point au reste cette dernière question. Ce qui nous semble démontré par une autorité digne de foi, par l'autorité même la plus irréfragable de toutes, par l'expérience, c'est que les Turcs ne renonceront ni spontanément, ni par des insinuations amicales, ni par des menaces au système qu'ils poursuivent et dont parle la lettre du grand vizir.

L'Angleterre doit plus que toute autre puissance être convaincue de cette

vérité. En 1809 l' amiral Duckworth menaça de bombarder le sérail en Constantinople, si la Porte ne romprait son alliance avec Buonaparte. La Porte resta inébranlable et la démonstration de l' escadre anglaise ne produisit aucun effet.

Halib effendi expliqua ce fait lors des négociations de Bucarest à un des plénipotentiaires russes.

"La Porte savait bien, dit-il, que l' Angleterre ne voulait ni s' emparer de Constantinople, ni le livrer à la Russie. Elle savait donc que le sérail et la capitale ne couraient aucun risque".

Les Turcs jugeront de même de toutes les menaces de rupture que lui feront les autres puissances de l' Europe. Ils continueront à égorger et à détruire les chrétiens, sachant que s'ils font du tort à la Russie, ils n'en font aux autres Etats européens, et persuadés que les intérêts matériels l' emporteront sur les sentiments.

En parlant de ce fait et des inductions qu'il est facile d'en tirer, nous répondrons au troisième motif allégué par le ministère britannique.

*Ad tertium.* Si, d'un côté, il est impossible que les Turcs souscrivent de leur propre gré ou par suite d' insinuations amicales à un accommodement équitable, et si malgré cela on veut abandonner au temps seul et aux chances qu'il peut amener le sort présent et futur de l' Orient, on est autorisé à craindre qu'en dernier résultat les puissances alliées ne se trouvent seconder les desseins pervers des hommes qui ont provoqué les troubles de la Turquie.

Si la longanimité et l' inaction pouvaient terminer la révolution de la Grèce ou si l'on pouvait espérer de hâter et de faciliter par ce moyen un arrangement entre la Russie et la Porte, certes, ce serait déjouer les calculs des révolutionnaires que de ne point agir.

Mais tant que la Turquie sera le théâtre d'une guerre de religion et de peuple à peuple entre les musulmans et les Grecs. l' attention de la Russie et même une grande partie de ses forces seront nécessairement distraites par le vaste incendie qu'elle verra allumé sur ses frontières. Si cette guerre finit par la destruction des Grecs, les Turcs victorieux et qui auront impunément violé tous leurs traités avec la Russie, seront-ils pour cette puissance les voisins tranquilles et pacifiques qui conviennent le plus au système européen? Nous ne sommes point en droit de le croire. Si ce sont les Turcs qui succombent sous les efforts de l' insurrection grecque, la paix de l'Europe en sera-t-elle mieux assurée? Nous ne le croyons par non plus.

Ainsi, quand bien même on admettait pour un moment l' hypothèse sur laquelle raisonne le ministère britannique, encore serait-il vrai que le seul moyen de déjouer les calculs des artisans des troubles en Europe est de faire cesser le plus tôt possible la révolution de la Grèce et d'en prévenir les conséquences qu'elle entraînerait aujourd'hui, soit que les Turcs triomphent, soit qu'ils éprouvent des revers.

Or, la proposition du cabinet de Londres ne paraît pas de nature à nous faire atteindre promptement le but si désirable.

On pourrait d'ailleurs observer que l'Angleterre est en contradiction avec elle-même. Jusqu'à ce jour le gouvernement anglais a hautement improuvé l'intervention des puissances alliées dans les affaires intérieures des autres Etats. Maintenant il veut que la Russie garde en réserve toute sa puissance pour exercer le droit d'intervention et pour réprimer les tentatives des hommes qui veulent le renversement de l'ordre établi.

Cette contradiction est peut-être le seul motif pour lequel M. de Bagot a défense de donner copie de la dépêche du M. de Londonderry à lord Strangford.

En résumé, il nous semble que les déterminations de la Russie dans tout ce qui concerne les affaires de l'Orient et l'exécution de nos traités avec la Porte doivent conserver une entière indépendance, et qu'il n'appartient qu'à s.m.i. de poser des bornes à sa patience et à son inaction. Plus les puissances nous verront prêts à faire dépendre notre action des relations qu'il leur plaira l'adopter, plus elles se dispenseront d'agir, plus la présomption des Turcs s'augmentera, plus les malheurs de l'Orient s'aggraveront et plus nous seront éloignés de l'objet de nos vœux et de notre système.

«Παίρνω τό θάρρος νά ὑποβάλω στήν αὐτοκρατορική σας μεγαλειότητα τήν ἐργασία πού ἀφορᾷ τίς βρετανικές διακοινώσεις. Μελετώντας τό ἐγγραφο πού ἀπευθύνθηκε στόν λόρδο Στράντφορντ, τείνω νά πιστέψω πώς ἡ Ἀγγλία ἐπιθυμεῖ νά καταστεῖ ἐνεργή μεσολαβήτρια μεταξύ τῆς Πύλης καί τῆς Ρωσίας.

»Ἐπιζητώντας ἐμεῖς τή σύμπραξη τῆς στήν Κων/πολη προκειμένου νά βοηθήσουμε νά ἐπιτύχουν τά διαβήματα τοῦ βαρῶνου Στρόγγανωφ καί προσκαλώντας τήν (γιά τήν περίπτωση πού αὐτά τά διαβήματα θά ἀποτύχωναν) νά δώσει ἐξηγήσεις καί νά συμφωνήσει μ' ἐμᾶς καί μέ τίς ἄλλες συμμαχικές Δυνάμεις ὥστε νά ἀποφασίσουμε μέ κοινή συμφωνία τά μέτρα πού θά μπορούσαν νά ἐπαναφέρουν τήν τάξη καί τήν ἡσυχία στήν Ἀνατολή, δέν σκεφθήκαμε ποτέ νά ἐναποθέσουμε στή μεσολάβησή της οὔτε σ' αὐτή τῶν ἄλλων Δυνάμεων τίς κατηγορίες μας ἐναντίον τῶν Τούρκων.

Σχετικά μ' αὐτό τό σοβαρό θέμα ετοίμασα ἤδη τήν ἐργασία μου. Ὁ κύριος κόμης Νέσσελροντ στόν ὅποιο τήν ἀνακοίνωσα, μοῦ πρότεινε νά ἀναβάλλω τήν τελική σύνταξη τῆς μέχρις ὅτου θά δεχθοῦμε τίς ἀπαντήσεις πού περιμένουμε ἐκ μέρους τοῦ βαρῶνου Στρόγγανωφ.

»Προσχωρώντας στήν ἀπόψη του κ. Νέσσελροντ πιστεύω παρ' ὅλα αὐτά ὅτι εἶναι καθήκον μου νά εἰδοποιήσω γι' αὐτό τήν αὐτοκρατορική σας



μεγαλειότητα. Είναι πιθανό νά κρίνει ότι πρέπει νά εξακριβώσει αὐτή ἡ ἰδία ἀπό τήν συζήτηση τῆς μέ τόν κ. πρέσβυ τῆς Ἀγγλίας, ἂν ἡ αὐλή του θεωρεῖ τόν ἑαυτοῦ τῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὰ σχετικά μέ τήν παρούσα κατάστασι τῆς Τουρκίας θέματα, σάν μία συμμαχική δύναμις τῆς Ρωσίας ἢ μᾶλλον σάν μιὰ δύναμις πού ἐπιφυλάσσει γιά τήν ἰδία τὸ ρόλο τοῦ μεσολαβητῆ μεταξύ τῆς Ρωσίας καὶ τῆς Πύλης.

*Περὶ τῶν βρετανικῶν διακοινώσεων τῆς 16ης Ἰουλίου*

Οἱ διακοινώσεις πού ὁ ἱππότης τοῦ Βαγοὶ ἐπέδωσε προφορικά στήν αὐτοκρατορική κυβέρνησι, περιλαμβάνουν μιὰ ἐπιστολή τοῦ βασιλιᾶ τῆς Ἀγγλίας στὸν αὐτοκράτορα καὶ δύο ἐγγραφα τοῦ μαρκήσιου τοῦ Λονδόνδερυ, πού ἀπευθύνονται τὸ πρῶτο στὸν λόρδο Στράντφορντ καὶ τὸ δεύτερο στὸ λόρδο Στιούαρτ στὴ Βιέννη.

»Αὐτές οἱ διακοινώσεις ἔχουν σάν ἀντικείμενο νά μᾶς γνωστοποιήσουν τὴν ἄποψιν τῆς βρετανικῆς κυβέρνησις πάνω στὰ γεγονότα τῆς Τουρκίας καὶ νά μᾶς δείξουν πόσο τεράστια σημασία ἀποδίδει στὴ διατήρησι τῆς εἰρήνης μεταξύ τῆς Ρωσίας καὶ τῆς Πύλης, ἢ, μέ ἄλλα λόγια, στὸ νά ἐμποδιστεῖ νά δοθεῖ ἀφορμή, ἀπὸ τίς τωρινές περιστάσεις, γιά μιὰ ρήξιν καί, κατὰ συνέπειαν, γιά ἓνα πόλεμον μεταξύ τῶν δύο κρατῶν.

Δέν διαβάσαμε παρὰ μιὰ μόνο φορά τὸ κύριο ἐγγραφο, δηλαδή τὴ διακοινώσι πού ἀπευθύνθηκε στὸ λόρδο Στράντφορντ. Ἐν τούτοις ἔχουμε τὴν τόλμην νά χαράξουμε ἐκ νέου ἐδῶ τὴ σκέψιν μέ τὴν ὁποία αὐτὸ τὸ ἐγγραφο ἐπινοήθηκε καὶ νά ὑποδείξουμε τὸ σκοπὸ πρὸς τὸν ὁποῖο τείνει ἡ κυβέρνησι τοῦ Λονδίνου.

»Ἡ Ἀγγλία θλίβεται γιά τὰ ἔκτροπα στὰ ὁποία ἀποδύθηκαν οἱ Τοῦρκοι βαιοπραγώντας ἐναντίον τῶν Ἑλλήνων, καταδικάζει τὴν διαγωγὴ τῆς Πύλης ἀπέναντι στὸ βαρῶν Στρόγγανωφ καὶ διατάσσει τὸ βρετανὸ πρεσβευτὴ νά πάρει ὅλα τὰ μέτρα ὥστε νά ἐπαναφέρει τὴν τουρκικὴν κυβέρνησι σὲ πιὸ μετριοπαθεῖς ἀρχές καὶ σὲ μέτρα στὰ ὁποία ὁ αὐτοκράτορας τῆς Ρωσίας θὰ μπορέσει νά ξαναβρεῖ τὸ δείγμα τῶν τιμῶν πού ὀφείλονται στὸ πρόσωπον τοῦ ἀντιπροσώπου του.

Στὴν περίπτωσιν πού ἡ τύφλωσις τῆς Πύλης θὰ φθάσει μέχρι στὸ νά ἐπιτρέψει στὸν ἑαυτοῦ τῆς μερικὲς πράξεις βίας ἐναντίον τοῦ βαρῶνου Στρόγγανωφ, ἢ ἐναντίον ἑνὸς ἀπὸ τοὺς συναδέλφους του, ὁ λόρδος Στράντφορντ θὰ ἐγκαταλείψει ἀμέσως τὴν Κωνσταντινούπολιν καὶ θὰ διακηρύξει στὴν τουρκικὴν κυβέρνησι πὺς θὰ ἦταν ἀδύνατον νά διατηρήσει ὁ βασιλιάς τῆς Ἀγγλίας μιὰ ἀποστολὴν σὲ μιὰ χώρα ὅπου τὰ ἀνθρώπινα δικαιώματα καὶ τὸ ἀξίωμα τοῦ δημοσίου ἀντιπροσώπου μιᾶς ξένης Δύναμεις θὰ ἔπαυαν νά εἶναι σεβαστά.

»Ἄν ὁ φανατισμὸς καὶ ἡ ἰσχυρογνωμοσύνη τῶν Τούρκων καταστήσουν,



ἄχρηστες ὅλες τίς προσπάθειες τοῦ λόρδου Στράντφορντ ἡ Ἀγγλία εὐχεται νά ἐμμείνει ἡ Ρωσία στήν τακτική τῆς μακροθυμίας, προκειμένου νά προσφέρει στούς Τούρκους τόν χρόνο νά ἡρεμήσουν καί νά ἀποφύγουν τά σφάλματά τους καί τίς δυσπιστίες τους. Θά καθίστατο δυνατό, ὅπως σκέφτεται ἡ ἀγγλική κυβέρνηση, νά ἀποκατασταθοῦν τότε ἀνάμεσα στή Ρωσία καί στήν Πύλη σχέσεις ἀνάλογες μέ τίς τιμές πού ὀφείλονται στόν αὐτοκράτορα καί στά συμφέροντα τῶν λαῶν τους. Ἡ Ἀγγλία εὐελπιστεῖ ὅτι ἡ Ρωσία θά ἐμμείνει στό σύστημα τῆς μακροθυμίας:

1) γιατί οἱ ταραχές τῆς Τουρκίας δέν ἀπειλοῦν μέ κανένα τρόπο τήν ἐσωτερική ἡρεμία τῆς Ρωσίας·

2) γιατί μιᾶ ἔνοπλη ἐπέμβαση στήν Τουρκία θά ἀπειλοῦσε τήν διατήρηση τῆς εἰρήνης ἀνάμεσα στή Ρωσία καί στή Πύλη ὅχι μόνο ὡς πρός τό παρόν, ἀλλά ἀκόμη καί ὡς πρός τό μέλλον καί θά δημιουργοῦσε πιθανόν δυσάρεστες περιπλοκές γιά τήν Εὐρώπη·

3) γιατί ἕνα τέτοιο γεγονός θά ἔκανε νά θριαμβεύσουν οἱ ἐχθροί τῆς τάξης, αὐτά τά ἔνοχα ἄτομα πού ἦταν ἡ κινητήρια δύναμη τῆς ἐπανάστασης πού ταραῖζει τήν Ἑλλάδα, καί πού δέν τήν ὑποκίνησαν παρά γιά νά ἀπασχολήσουν τή Ρωσία καί γιά νά τήν ἐμποδίσουν νά καταδιώξει καί νά καταστείλει τίς ὀλέθριες τους συνωμοσίες στό ὑπόλοιπο τμήμα τῶν Εὐρωπαϊκῶν κρατῶν.

»Ὅποια καί ἂν εἶναι τά ὅρια πού ἀρέσκεται ἡ αὐτοκρατορική μεγαλειότητα του νά θέτει στή μεγαλοφυχία της, ἀπέναντι στούς Τούρκους, ἔχουμε τήν τόλμη νά πιστέψουμε πώς δέν δικαιούται καμιᾶ ξένη Δύναμη νά τά καθορίζει καί ἀκόμη λιγότερο νά δικαιολογεῖ τήν ἀπόφασή τους σέ συμφωνία μέ τούς λόγους πού προβάλλει ἡ ἀγγλική κυβέρνηση.

Εἶναι χρήσιμο πράγματι νά καταδείξουμε τήν ἀνεπάρκεια τους μέ τίς ἀκόλουθες παρατηρήσεις:

Ad primum. Ἄν οἱ ταραχές τῆς Τουρκίας δέν βλάπτουν καθόλου τήν ἐσωτερική ἡρεμία τῆς Ρωσίας, βλάπτουν ἀπεναντίας πολύ σοβαρά τά πιό οὐσιώδη συμφέροντα τῶν νοτιῶν της ἐπαρχιῶν καί φθείρουν τήν ὑπόληψη τήν ὁποία ἀπολάμβαναν οἱ σχέσεις της μέ τήν τουρκική κυβέρνηση.

»Τό ἐμπόριο τῆς Μαύρης θάλασσας παράλυσε· ὁ ἐμπορικός μας στόλος στά παράλια της βρίσκεται ἀπροστάτευτος ἐφόσον δέν τολμᾷ πιά νά ὑψώνει τήν ρωσική σημαία. Ἄν παραταθεῖ ἡ παρούσα κατάσταση πραγμάτων, καί ὁ ἕνας καί ὁ ἄλλος θά ἐξασθενήσουν μετὰ ἀπό λίγο. Τό ἐμπόριο καί αὐτός ὁ στόλος εἶναι τό ἔργο τῶν πενήντα τελευταίων ἐτῶν. Τό νά ἀφήσουμε νά καταστραφοῦν, εἶναι σάν νά ὀπισθοδρομοῦμε μισό αἰῶνα. Ἀπό τό ἄλλο μέρος οἱ ἡγεμονίες τῆς Βλαχίας καί τῆς Μολδαβίας, ἀπολαμβάνουν τήν εἰδική προστασία τῆς Ρωσίας κατά τίς συνθήκες σύμφωνα μέ τίς ὁποῖες αὕτη ἡ Δύναμη τίς ἔχει παραχωρήσει τρεῖς φορές στήν ὀθωμανική ἐξουσία. Οἱ κάτοικοι αὐτῶν τῶν τόπων παρέμειναν ξένοι στήν ἐπανάσταση. Παρ' ὅλα αὐτά οἱ Τοῦρκοι ἐπιφέρουν σ' αὐτούς τήν καταστροφή καί τόν θάνατο παρ'

ὅλες τίς ρητές διαμαρτυρίες μας.

Ἄν ἓνα παρόμοιο σκάνδαλο μέλλει νά γίνει ἀνεκτό τί θά ἀπογίνει ἡ δίκαιη ὑπόληψη πού ἡ Ρωσία ἔχαιρε στήν Ἀνατολή;

» Ad secundum. Μιά ἐνοπλη ἐπέμβαση μπορεῖ, λένε, νά ἐξοργίσει τοὺς Τούρκους καί νά διαιωνίσει τίς ἐχθροπραξίες μεταξύ τῶν δύο αὐτοκρατοριῶν, ἀλλά ποῖο εἶναι τό μέσο πού προτείνεται γιά νά ἡσυχάσει ἡ Πύλη καί νά ἀποκατασταθοῦν μεταξύ αὐτῆς καί τῆς Ρωσίας φιλικές καί ἐμπιστευτικές σχέσεις; Ἡ μετριοπάθεια ἀπό τή μία πλευρά, δηλαδή, ἡ ἀτιμωρησία ἀπό τήν ἄλλη. Παρ' ὅλα αὐτά, χωρίς νά δώσουμε σημασία σ' αὐτό τό τελευταῖο περιστατικό, ποῖο ἦταν μετά τόν μῆνα Μάρτιο τό ἐπακόλουθο τῆς μετριοπάθειάς μας;

Ἡ Ἀγγλία πιστεύει ὅτι ἂν οἱ Τοῦρκοι δέν ἀποδώσουν τίς τιμές πού ὀφείλουν στοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ξένων Δυνάμεων, ὁ λόρδος Στράντφορντ ὀφείλει νά ἐγκαταλείψει τήν Κωνσταντινούπολη. Παρ' ὅλα αὐτά οἱ Τοῦρκοι περιορίσαν τόν βαρῶν Στρόγγανωφ σέ κατὰσταση πραγματικῆς αἰχμαλωσίας. Δέν ἔδωσαν καμιὰ σημασία σ' αὐτές τίς παρατηρήσεις. Τόν ἐξύβρισαν μέ ἀτιμωτικό τρόπο. Δέν τοῦ ἔχουν ἀποδώσει, μέ μιὰ λέξη, ὅπως ἀναφέρει ἡ Ἀγγλία, τίς τιμές πού τοῦ ὀφείλουν καί τήν ἡμέρα πού δέν θά τοῦ τίς ἔχουν ἀποδώσει, ὁ βαρῶν Στρόγγανωφ θά ἔπρεπε, σύμφωνα καί μέ τίς ἀρχές τίς ἴδιες πού θέτει ἡ βρετανικὴ κυβέρνησις, νά ἐγκαταλείψει τήν Κωνσταντινούπολη. Πῶς ἔχουμε ἐντούτοις ἀπαντήσῃ στοὺς Τούρκους; Μέ τήν ὑπομονή, καί πῶς ἀπάντησαν στήν ὑπομονή μας; Μέ τό γράμμα τοῦ μεγάλου βεζύρη στόν κύριο κόμη τοῦ Νέσεελροντ.

» Τό νά θεωροῦμε τώρα, μετά ἀπό μιὰ τόσο μακροχρόνια καί τόσο ἀτυχὴ ἐμπειρία, ὅτι μπορεῖ ἀκόμη μέ χρονοτριβές καί μέ τήν μεγαλοφυχία νά κάνουμε τοὺς Τούρκους νά ἐπανορθώσουν στίς τόσο νόμιμες καταγγελίες μας, εἶναι σάν νά πιστεύουμε στό ἀδύνατο. Οἱ Τοῦρκοι δέν κάνουν πόλεμο μέ τή Ρωσία. Ἀλλά καταστρέφουν ὅ,τι ἡ Ρωσία προστατεύει στήν Ἀνατολή, ὅ,τι συνιστᾷ γι' αὐτή τόν καρπό τριῶν νικηφόρων πολέμων καί τήν γένεση τῶν πιό τιμητικῶν συνθηκῶν. Ἐφ' ὅσον οἱ Τοῦρκοι πιστεύουν ὅτι αὐτή ἡ κατὰστροφὴ θά μέινει ἀτιμώρητη, γιατί θά ἀπαρνηθοῦν τέτοια πλεονεκτήματα;

Ἀλλά ἡ ἐξολόθρευσις τοῦ μολδαβικοῦ, βλαχικοῦ, ἐλληνικοῦ λαοῦ, ἡ βεβήλωση τῆς ἐκκλησίας δέν βλάπτει κανένα εὐρωπαϊκὸ συμφέρον. Ὑπάρχει καί κάτι ἐπὶ πλέον: θά μπορούσαμε νά ποῦμε ὅτι οἱ εὐρωπαϊκὲς Δυνάμεις θά κέρδιζαν ἐάν ἀφαιροῦσαν τὰ συναισθήματα πού ἐμπνέει ἡ ἀνθρωπιά, ἐπεὶ δὲ θά ἀποκτοῦσαν μέ τήν καταστροφὴ τῶν Ἑλλήνων στήν Ἀνατολή, τὰ ὅσα ἡ Ρωσία κατέχει σήμερα ἐκεῖ μέ τήν προστασία πού ἀσχεῖ.

Δέν θά συζητήσουμε καθόλου στό ἐξῆς γι' αὐτό τό τελευταῖο θέμα. Αὐτό πού μᾶς φαίνεται ὅτι ἔχει καταδειχθεῖ ἀπό μιὰ ἀξιόπιστη Δύναμη, ἰδίως ἀπὸ τήν πιό ἀναμφισβήτητη Δύναμη ἀπὸ ὅλες, ἀπὸ τήν πείρα, εἶναι ὅτι οἱ Τοῦρκοι δέν θά ἀπαρνηθοῦν οὔτε αὐθόρμητα οὔτε μέ φιλικές παροτρύνσεις, οὔτε μέ

ἀπειλές τό σύστημα πού ἀκολουθοῦν καί γιά τό ὅποιο μιλάει τό γράμμα τοῦ μεγάλου βεζύρη.

Ἡ Ἀγγλία πρέπει περισσότερο ἀπό ὅλες τίς ἄλλες Δυνάμεις νά πεισθεῖ γι' αὐτήν τήν πραγματικότητα. Τό 1809 ὁ ναύαρχος Ντουκγούωρθ ἀπειλήσε νά βομβαρδίσει τό σεράϊ στήν Κωνσταντινούπολη, ἂν ἡ Πύλη δέν διασποῦσε τήν συμμαχία της μέ τόν Βοναπάρτη. Ἡ Πύλη παρέμεινε ἀκλόνητη καί ἡ ἐπίδειξη τοῦ Ἀγγλικοῦ στόλου δέν παρήγαγε κανένα ἀποτέλεσμα.

Ὁ Χαλήμ ἐφέντη ἐξήγησε αὐτό τό γεγονός κατὰ τίς διαπραγματεύσεις τοῦ Βουκουρεστίου σ' ἕναν ἀπό τούς Ρώσους ἀπεσταλμένους.

Ἡ Πύλη γνώριζε ἀσφαλῶς, εἶπε, ὅτι ἡ Ἀγγλία δέν ᾔθελε οὔτε νά καταλάβει τήν Κωνσταντινούπολη, οὔτε νά τήν παραδώσει στή Ρωσία, ἤξερε λοιπόν ὅτι τό σεράϊ καί ἡ πρωτεύουσα δέν διέτρεχαν κανένα κίνδυνο.

Οἱ Τοῦρκοι θά ἀποφασίσουν παρόμοια γιά ὅλες τίς ἀπειλές ρήξης πού θά ὑποστοῦν ἀπό τίς ἄλλες Δυνάμεις τῆς Εὐρώπης. Θά συνεχίσουν νά στραγγαλίζουν καί νά ἐξολοθρεύουν τούς Χριστιανούς, γνωρίζοντας ὅτι ἂν ἀδικοῦν τή Ρωσία, δέν κάνουν τό ἴδιο μέ τά ἄλλα εὐρωπαϊκά κράτη, καί ἔχοντας πεισθεῖ ὅτι τά ὑλικά συμφέροντα θά ὑπερνικήσουν τά συναισθήματα.

Παίρνοντας σάν ἀφετηρία αὐτό τό γεγονός καί ἀπό συμπεράσματα πού εἶναι εὐκόλο νά βγάλουμε, ἀπαντᾶμε στήν τρίτη δικαιολογία πού προβάλλει ἡ βρετανική κυβέρνησις.

» Ad tertium. Ἄν, ἀπό τήν μία πλευρά, εἶναι ἀδύνατο νά προσυπογράψουν οἱ Τοῦρκοι μέ τή θέλησή τους ἢ κατόπιν φιλικῶν παροτρύνσεων, ἕνα δίκαιο συμβιβασμό, καί ἂν παρόλα αὐτά θέλουμε νά ἐγκαταλείψουμε στό χρόνο μόνο καί στήν τύχη, πού μπορεῖ νά σφραγίσει τήν παρούσα καί τή μελλοντική μοῖρα τῆς Ἀνατολῆς, μᾶς ἐπιτρέπεται νά ἀνησυχοῦμε ὅτι στό τέλος οἱ συμμαχικές Δυνάμεις θά βρεθοῦν νά βοηθοῦν τά διεστραμμένα σχέδια τῶν ἀτόμων πού προκάλεσαν τίς ταραχές τῆς Τουρκίας.

Ἄν ἡ μακροθυμία καί ἡ ἀπραξία μποροῦσαν νά θέσουν τέρμα στήν ἐπανάστασι τῆς Τουρκίας ἢ ἂν ἦταν δυνατό νά ἐλπίζουμε στήν ἐπιτάχυνση καί τή διευκόλυνση μέ αὐτό τόν τρόπο ἑνός συμβιβασμοῦ ἀνάμεσα στή Ρωσία καί στήν Πύλη, ἀσφαλῶς, θά ματαιώναμε τούς ὑπολογισμούς τῶν ἐπαναστατῶν μὴ ἐνεργώντας καθόλου.

Ἀλλά ὅσο ἡ Τουρκία θά εἶναι τό θέατρο ἑνός θρησκευτικοῦ πολέμου, ἀνάμεσα σέ λαούς, ἀνάμεσα στοὺς μουσουλμάνους καί τούς Ἕλληνες, ἢ προσοχή τῆς Ρωσίας καί ἰδίως ἑνός μεγάλου τμήματος τῶν δυνάμεων της θά ἀποσπᾶται ἀναγκαίᾳ ἀπό τή μεγάλη πυρκαγιά πού θά βλέπει ἀναμμένη στά σύνορά της. Ἄν αὐτός ὁ πόλεμος τελειώσει μέ τήν καταστροφή τῶν Ἑλλήνων, οἱ Τοῦρκοι νικητές, ἔχοντας ἀτιμώρητα παραβιάσει ὅλες τίς συνθήκες τους μέ τήν Ρωσία; θά εἶναι γι' αὐτή τή Δύναμη οἱ ἥσυχτοι καί εἰρηνικοί γείτονες πού ταιριάζουν περισσότερο στό Εὐρωπαϊκὸν σύστημα; Δέν δικαιούμαστε καθόλου νά τό πιστεύουμε. Ἄν οἱ Τοῦρκοι ὑποκύψουν στίς

προσπάθειες τῆς Ἑλληνικῆς ἐξέγερσης, ἡ εἰρήνη τῆς Εὐρώπης θά ἔχει ἐξασφαλιστεῖ καλύτερα; Δέν τό πιστεύουμε οὔτε αὐτό.

» Ἐπομένως, καί ἂν παρόλα αὐτά δεχόμεστε γιά μια στιγμή τήν ὑπόθεση πάνω στήν ὁποία στηρίζεται ὁ συλλογισμός τῆς βρετανικῆς κυβέρνησης, θά ἀπέβαινε πραγματικότητα πώς ὁ ὁμόνος τρόπος νά ματαιώσουμε τοὺς ὑπολογισμούς τῶν ὑποκινήτων τῶν ταραχῶν στήν Ευρώπη θά ἦταν νά συντελέσουμε ὥστε νά σταματήσῃ τό συντομότερο δυνατό ἡ ἐπανάσταση τῆς Ἑλλάδας καί νά προλάβουμε τίς συνέπειες πού θά ἐπέφερε σήμερα, εἴτε οἱ Τοῦρκοι θριαμβεύσουν, εἴτε πέσουν σέ συμφορές.

Ὅμως, ἡ πρόταση τῆς κυβέρνησης τοῦ Λονδίνου, δέν φαίνεται τέτοια ὥστε νά μᾶς κάνει νά ἐπιτύχουμε γρήγορα τό σκοπό πού εἶναι τόσο ἐπιθυμητός.

Θά μπορούσαμε ἐξ ἄλλου νά παρατηρήσουμε ὅτι ἡ Ἀγγλία βρίσκεται σέ ἀντίφαση μέ τόν ἑαυτό της. Μέχρι αὐτήν τήν ἡμέρα ἡ βρετανική κυβέρνηση ἀποδοκίμασε τήν παρέμβαση τῶν συμμαχικῶν Δυνάμεων στίς ἐσωτερικές ὑποθέσεις τῶν ἄλλων κρατῶν. Τώρα θέλει νά κρατήσῃ ἡ Ρωσία σέ ἐφεδρεία ὅλη τήν δύναμή της γιά νά ἀσκῇ τό δικαίωμα ἐπέμβασης γιά νά καταστείλῃ τίς προσπάθειες τῶν ἀτόμων πού θέλουν τήν ἀνατροπή τῆς καθεστρυκίας τᾶξῃς.

Αὕτη ἡ ἀντίφαση εἶναι πιθανόν ὁ ὁμόνος λόγος γιά τόν ὁποῖο ἀπαγορεύεται στόν κ. Ντεμπαγκό νά δώσει ἀντίγραφο τοῦ ἐγγράφου (τῆς ἐπιστολῆς) τοῦ κ. Λονδόνδερν στόν λόρδο Στράντφορντ.

Γιά νά συνοψίσουμε, πιστεύουμε ὅτι οἱ ἀποφάσεις τῆς Ρωσίας σέ ὁτιδήποτε ἀφορᾷ τίς ὑποθέσεις τῆς Ἀνατολῆς καί ἡ ἐκτέλεση τῶν συνθηκῶν μας μέ τήν Πύλη ὀφείλουν νά παραμείνουν ἐντελῶς ἀνεξάρτητες καί ὅτι μόνο ἡ αὐτοκρατορική του μεγαλειότητα μπορεῖ νά θέσῃ ὅρια στήν ὑπομονή του καί στήν ἀδράνειά του. Ὅσο περισσότερο οἱ Δυνάμεις θά μᾶς βλέπουν ἔτοιμους νά ἐξαρτήσουμε τή δράση μας ἀπό τίς σχέσεις πού θά τοὺς γίνῃ ἀρεστό νά υἱοθετήσουν, τόσο περισσότερο θά ἀπέχουν ἀπό τή δράση, τόσο περισσότερο ἡ ἐπαρση τῶν Τοῦρκων θά αὐξηθεῖ, τόσο περισσότερο τά πάθη τῆς Ἀνατολῆς θά ἐπιδεινωθοῦν καί τόσο περισσότερο θά βρισκόμαστε μακριά ἀπό τό ἀντικείμενο τῶν ἐπιθυμιῶν μας καί τοῦ συστήματός μας».

## 155

Ἑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(9/21 Αὐγούστου 1821)<sup>1</sup>

## Second agenda sur les affaires d' Orient

Les réponses du Divan de Constantinople sont connues et nos appréhensions justifiées. Les Turcs persévèrent de fait dans leur système. Ils s'en attribuent même le droit, méconnaissent toutes les obligations que les traités leur imposent envers les peuples de la Valachie, de la Moldavie et de la Grèce, ne daignent pas s'expliquer sur les mesures qu'ils ont prises envers le commerce et les sujets russes en contravention à tous leurs traités avec la Russie; et continuent de protester de leurs intentions amicales à notre égard. En cet instant le baron de Stroganoff doit avoir quitté Constantinople, et la Russie n'a plus de relations diplomatiques avec la Porte.

La première question qui se présente dans cet état de choses, est assurément celle de savoir ce que la Russie doit faire pour rester invariablement fidèle au système qu'elle a adopté tant envers le gouvernement turc, qu'envers les puissances alliées.

C'est dans cette intention que nous allons d'abord rappeler le double but que la Russie avait assigné à ce système et qu'indiquent avec toute la clarté désirable et la note dont la minute a été transmise à M. de Stroganoff, et les communications adressées sous la même date aux cours de Vienne, de Paris, de Londres et de Berlin.

Nous disons que le but de notre système était double. En effet, par nos propositions à la Porte "nous voulions ce que nos traités nous imposaient l'obligation de vouloir, nous voulions la conservation du gouvernement turc aux conditions qui pouvaient s'accorder avec les devoirs religieux et politiques de s.m.i." ou, en d'autres termes, "nous voulions concilier l'intérêt que le gouvernement russe peut témoigner au gouvernement turc, avec l'intérêt qu'il doit porter aux chrétiens qui, peuplent la Turquie européenne".

Si nos propositions n'étaient point acceptées, nous regardions la Porte Ottomane "comme ayant violé les trois conditions essentielles de sa coexistence avec les autres puissances de l'Europe et comme placée ipso facto en état d'hostilité contre le monde chrétien".

Dans cette affligeante hypothèse le second but de notre système était d'obtenir la coopération, soit morale, soit matérielle, de nos alliés pour "rétablir l'ordre en Orient et pour porter aux pays dont se compose la Turquie européenne, le bienfait d'une existence politique heureuse et inoffensive".

En outre et dans la vue d'atteindre plus facilement et plus sûrement le premier objet que nous nous étions proposé, nous avons demandé aux cours alliées d'appuyer de leurs bons offices auprès du Divan les démarches de M. de Stroganoff.

Telles étaient nos intentions. Si maintenant nous ajoutons un aperçu rapide des faits, ainsi que des conséquences qui peuvent en résulter, nous osons croire que les mesures à prendre se présenteront, pour ainsi dire, d'elles-mêmes.

Les ministres des cours alliées ont prêté au baron de Stroganoff avec autant d'énergie que de franchise toute l'assistance qui pouvait contribuer au succès de sa négociation finale, mais ils ont échoué comme lui, et comme lui, ils ont vu les Turcs rejeter dans leur aveuglement les propositions les plus équitables.

Ce refus a non seulement dû rompre toute relation entre nous et le Divan, mais il nous a placés encore dans l'impossibilité de renouer avec lui des négociations nouvelles, à moins d'un changement dans les situations respectives, car notre note dit expressément que notre démarche auprès de la Porte Ottomane est le dernier service que la Russie puisse rendre aux Turcs, et notre dépêche principale au baron de Stroganoff répète en termes non moins précis et non moins positifs: "Nous devons avertir une dernière fois la Porte des dangers auxquels elle s'expose. Ce service est le seul qu'elle puisse recevoir aujourd'hui. Quand nous le lui aurions rendu, l'époque des conseils et des déclarations aura atteint son terme".

Comme, d'après ces principes et la réponse de la Porte, nous ne pouvons plus avoir d'explications ultérieure avec elle, il s'en suit que le premier but de notre système - la conservation du gouvernement turc à des conditions compatibles avec les devoirs religieux et politiques de la Russie - ne saurait désormais être atteint par la voie des négociations directes.

Il reste donc à examiner:

1. Si la Russie doit pour ce motif renoncer à ce premier but, c'est-à-dire, rejeter toute chance possible d'accommodement avec les Turcs, et ne poursuivre que le second, c'est-à-dire, attendre que les puissances alliées aient reconnu que le gouvernement ottoman ne peut plus coexister avec les autres Etats de l'Europe et que dans cette conviction elles nous prêtent leur coopération morale ou matérielle pour rétablir l'ordre et la paix en Orient?

2. Si la cour de Russie doit livrer toute chance d'accommodement avec les Turcs uniquement aux effets de l'influence que les autres cours alliées pourront exercer encore sur les déterminations de la Porte?

3. Supposé que ces deux questions soient résolues par la négative, quelles sont les mesures que la Russie doit prendre pour conserver sans tache et sans altération toute la pureté et toute la puissance morale du système qu'elle suit dans les affaires d'Orient tant à l'égard des Turcs, que des cours alliées auxquelles l'unit une alliance si noble dans son objet et si salutaire par ses résultats?



Ad primum. Nouys regardons comme inutile et prématuré de discuter si la connaissance que les cabinets alliés doivent déjà avoir des faits que nous déplorons, les a entièrement convaincus de l'impossibilité à laquelle se réduit le gouvernement turc de coexister plus longtemps avec le gouvernements chrétiens et de concourir d'une manière indirecte, comme il l'avait fait jusqu'à cette époque de malheur, au maintien de la paix générale. Il nous semble d'abord qu'on ne saurait affirmer que telle soit des à présent l'opinion de tous les cabinets alliés, et nous prendrons la liberté d'observer en second lieu que quand bien même quelques-uns d'entre eux seraient de cet avis, encore faudrait-il attendre que des preuves plus matérielles de l'impossibilité de cette coexistence de l'Empire Ottoman avec le reste de la chrétienté vinssent frapper l'Europe, et que la persuasion de la Russie à cet égard, loin de pouvoir jamais être considérée comme l'expression de ses vœux, fût toujours regardée comme celle d'une réalité incontestable, d'une irrésistible nécessité.

Pour que ces preuves matérielles dont nous parlons, s'établissent dans toute leur force, il faut de trois choses l'une: ou que les Turcs triomphent, en exterminant les chrétiens soumis à leur domination, ou que les chrétiens triomphent, en conquérant une existence indépendante, ou bien enfin que la lutte se prolonge indéfiniment entre les deux peuples.

Dans la première hypothèse, quand tout ce que la Russie doit protéger en vertu des traités serait détruit, l'anéantissement de la Puissance Ottomane serait-il possible ou, s'il l'était, procurerait-il quelque avantage à la Russie sous le rapport moral et politique?

Dans la seconde, la révolution qui aurait vaincu les Turcs, serait-elle admissible comme un élément d'ordre public en Europe? Et d'un autre côté, pourrait-on combattre avec justice et succès cette révolution, quand on lui aurait laissé le temps de s'ériger en puissance de fait?

Dans la troisième enfin, qui au reste se rapproche de la seconde sous la point de vue de ses conséquences, l'exaspération mutuelle des deux peuples ne serait elle pas devenue si forte, ne se seraient-ils pas l'une et l'autre tellement pervertis par leur fureur et l'esprit de guerre, que l'entreprise à laquelle se livreraient les puissances européennes, consisterait au fond en ce projet de si difficile exécution que le prince de Metternich signale dans une de ses dernières lettres, de dépayser et de changer une population tout entière?

Ces questions qui se rattachent à la première de celles dont l'examen nous occupe, semblent loin d'offrir des solutions satisfaisantes pour tous les cas où la Russie prolongerait son inaction dans la vue de fournir aux puissances alliées les preuves matérielles de l'impossibilité où se trouverait le gouvernement turc de coexister avec les gouvernements chrétiens. En posant d'ailleurs pour unique base de négociations avec les puissances alliées l'impossibilité de cette coexistence et conséquemment la nécessité d'une guerre générale, non seulement que la



Russie contracterait toute la responsabilité de la plus importante des déterminations que la politique aurait prise depuis un demi-siècle, mais elle renoncerait même dès ce jour aux avantages que lui assurent les traites de Kaynardji, de Yassy et de Bukhorest. La Russie en effet se trouverait alors au niveau des autres puissances qui n'ont néanmoins ni foi commune, ni coreligionnaires à protéger en Orient et qui n'ont pas non plus sur les bords de la mer Noire de possessions dont le commerce et la prospérité, après avoir pris un si heureux essor sous la protection de leurs prérogatives spéciales, s'anéantiraient bientôt, s'ils étaient privés des stipulations tutélaires auxquelles ils doivent et leur naissance subite et leur miraculeux accroissement.

Pesées avec toute l'attention qu'elles commandent, ces considérations si graves nous portent à croire qu'autant il convient de se placer dans une attitude qui permette à la marche des événements de diriger les déterminations des cours alliées selon les vues impénétrables de la divine providence, autant il semble utile et nécessaire que la Russie, sans s'écarter de la lettre des devoirs que ses traités lui prescrivent, continue pour le moment à poursuivre par des voies nouvelles le premier but qu'elle s'est proposé, - la conservation du gouvernement turc aux conditions compatibles avec ses obligations religieuses et politiques.

Ad secundum. Si telle est la résolution qu'elle prend, doit-elle abandonner exclusivement à l'influence que les cours alliées exerceront sur les gouvernements turcs, toutes les chances d'un accommodement avantageux et honorable?

Cette question, réduite à ses véritables termes, devient facile à résoudre, car au fond il s'agirait ici de confier nos intérêts à une médiation étrangère que se trouverait établie par la force des circonstances et dont la Russie, non-plus que la cause générale, ne pourraient retirer aucun fruit ni pour le présent, ni pour l'avenir.

Il serait superflu d'entrer dans de longues observations pour démontrer les nombreux inconvénients que la Russie aurait à craindre avec raison d'un accommodement régocié par d'autres puissances pour elle, mais sans elle.

Et d'abord, selon toute probabilité, cet accommodement, n'aurait pas pour base les dernières propositions que nous avons adressées à la Porte, car si une influence étrangère avait pu les faire accepter, certes nous n'eussions pas essuyé de refus aujourd'hui, et le baron de Stroganoff n'eût point été dans le cas de quitter Constantinople.

Comme nous ne pourrions néanmoins adopter d'autres bases de négociations, supposons pour un instant que la médiation des autres cours parvint à y faire adhérer le gouvernement turc. En résulterait-il que nous aurions conclu avec lui une paix avantageuse et durable? Peut-on raisonnablement admettre que les puissances étrangères amèneraient les Turcs à y souscrire, sans leur garantir une intervention permanente dans toutes leurs discussions avec la Russie sur l'exécution du traité de Bukhorest, sur l'administration de la Valachie et de la

Moldavie, sur la rétrocession d'une partie du littoral asiatique, sur les stipulations de commerce etc.?

Quelles seraient alors nos relations avec la Porte et n'est-on pas en droit de conclure que nulle transaction, nul arrangement n'est admissible pour nous, s'il doit être négocié sous une médiation étrangère?

Une autre conclusion qui se présente et qui ne semble ni moins juste, ni moins naturelle, c'est que tant que nous nous efforcerons d'attendre notre premier but, les cours alliées doivent se borner, ainsi que nous leur en avons fait la demande, à appuyer nos propositions et à prouver aux Turcs combien elles sont équitables, mais sans jamais se constituer médiatrices.

Lorsque le second but sera celui vers lequel tendront d'un commun accord les principales cours de l'Europe, leurs situations respectives seront bien différentes. La chute de l'Empire Ottoman aura été décidée en principe. Les Turcs n'existeront plus aux yeux des puissances intervenantes. Tous leurs traités avec la Turquie devront être considérés d'avance comme nuls. La Russie elle-même ne sera plus qu'une puissance limitrophe, protectrice née de ses coreligionnaires. Elle discutera une question nouvelle avec ses alliés, mais sans déroger à aucun de ses droits positifs, car tout droit positif et toute prérogative présuppose ici l'existence de la Porte et la valeur des traités conclus avec elle.

Au surplus, en raisonnant sur l'hypothèse d'une médiation ou d'une influence étrangère, on ne saurait ne pas s'apercevoir toujours davantage combien il est peu probable que cette influence détermine les Turcs à adhérer aux propositions de la Russie. Ils croient lui avoir répondu et tant qu'ils ignoreront quelle impression leur réponse aura produite sur l'esprit de s.m.i., il n'y a aucune raison pour qu'ils changent de système ou pour qu'ils nous manifestent des dispositions plus conciliantes.

Rien ne nous autorise par conséquent à espérer jusqu'à cette époque qu'une influence étrangère puisse modifier leur détermination: Ils répliqueront toujours aux ministres étrangers: voyons ce que la Russie fait et fera, et puis nous traiterons.

Cette considération nous amène à la troisième question.

Ad tertium. D'après ce que nous venons d'exposer, il paraît incontestable que par son attitude envers la Porte et les chrétiens de l'Orient, ainsi que par les communications qu'elle va faire aux cours alliées, la Russie doit prouver jusqu'à l'évidence que tous ses efforts tendent vers le premier but de son système, que c'est directement et par ses propres moyens qu'elle s'efforce d'y parvenir, et que si elle continue à demander la coopération morale de ses alliés, elle ne saurait admettre de médiation étrangère.

Mais quelle est donc cette attitude? Dans quelle pensée doivent être conçues ces communications?

Nous ne pouvons plus ouvrir de discussion directe avec la Porte. Notre

organe diplomatique a quitté Constantinople; nous n' avons plus de relations avec les Turcs. Nous ne saurions donc que leur parler maintenant le langage des faits ou que leur adresser la menace de le parler, s'ils ne changent de résolutions à notre égard.

### Des faits

Le seul qui nous paraisse renfermer en lui-même toutes les vérités que les Turcs s'obstinent à méconnaître et qu'il est cependant indispensable de leur faire apprécier, c'est celui qui les forcerait à délivrer les principautés de leur présence.

La déclaration qui précéderait ce fait essentiel, et la marche de l' armée du Pruth ne seraient point une déclaration de guerre et annonceraient seulement l' intention d' obtenir par l' occupation temporaire de la Valachie et de la Moldavie les seules conditions auxquelles la paix soit possible et offre des garanties de durée.

Nous prendrions à la face de l' Europe l' engagement de retirer nos troupes des deux principautés aussitôt que les Turcs auraient accordé à leurs habitants et à la majorité innocente de ceux de la Grèce la paisible jouissance des avantages que trois traités consécutifs ont stipulés en leur faveur.

Intéressées à voir cet arrangement conclu, fortes e la bienveillance qu'elles témoignent au gouvernement turc, plus fortes encore de la présente de nos troupes sur le Danube, les cours alliées pourront alors plus facilement engager les Turcs à admettre un système de paix et de conciliation.

En imprimant ainsi un-caracère conservateur à cette mesure, on porterait les Turcs a la modération leur est possible, et par une réaction nécessaire, on tempererait à la fois le désespoir et les espérances exagérées des Grecs. Ils seraient prêts à suivre les conseils des puisasnces alliées dès qu'ils les veraient prêtes elles-mêmes à manifester à ceux d' entre eux qui le méritent, cet intérêt bienveillant et sincère que la religion et l' humanité leur permettent d' attendre avec une légitime confiance.

Si telle était l' attitude prise par la Russie, notre déclaration envoyée au vizir servirait de réponse et de refutation à ses notes.

Envoyée aux puissances alliées, elle serait jointe à une invitation de redoubler d' efforts auprès du gouvernement turc pour le porter à s' entendre avec nous sur la base de nos propositions.

Ce serait ainsi que nous poursuivrions l' accomplissement de notre premier voeu, et assurément que l' Europe tout entière ne pourrait voir dans nos mesures qu' un moyen efficace de forcer les Turcs à vouloir leur propre salut. Mais quand bien même nous manquerions ce résultat, la question générale sur laquelle nous avons invité les puissances alliées à ouvrir un avis, resterait indécise avec l' immense avantage de pouvoir être discutée à loisir et résolue sans précipitation,

attendu que les ajournements et les délais ne porteraient plus d' atteinte grave à aucun intétêt moral ni matériel des puissances limitrophes de l' Empire Ottoman.

### Menace de parler au gouvernement turc le langage des faits

Au lieu de parler aux Turcs par l' action, on leur parlerait par la menace d'agir, si dans un terme donné, à compter du jour de la remise de la notification, leurs troupes n'avaient complètement évacué la Valachie et la Moldavie, si les hospodars n' étaient immédiatement nommés et une administration réparatrice établie aux termes des traités et avec le concours de la Russie, si enfin des faits notoires et irréfragables n' attestaient un changement absolu de système de la part du grand seigneur, ainsi que le dessein déjà mis à exécution de distinguer les coupables des innocents et de faire cesser la guerre d' extermination qu'il a vouée aux chrétiens qui habitent ses Etats.

Quant aux mesures coercitives qui seraient adoptées, si la sommation dont il s'agit, ne produisait pas l' effet désiré sur les Turcs, elles consisteraient dans l'occupation des principautés et dans un embargo à mettre sur tous les vaisseaux marchands dans les ports de la mer Noire.

L'occupation n'aurait lieu que dans les intentions qui ont été indiquées plus haut.

Notre sommation au gouvernement turc serait adressée au vizir en réponse à ses lettres, et nous inviterions le général en chef de l' armée du Pruth à l' envoyer au camp turc par un parlementaire. Cette même pièce serait communiquée aux ministres des puissances alliées accrédités à Constantinople avec invitation d' user de toute leur influence pour déterminer le gouvernement turc à exaucer nos vœux, en donnant suite à nos propositions.

Enfin, transmise aux cours alliées elles-mêmes, la pièce en question serait accompagnée d' une dépêche qui les engagerait d' une part à expédier dans le plus bref délai possible à leurs ministres et agents auprès de la Porte l' ordre d' appuyer notre démarche, de l' autre, à s' entendre promptement avec nous sur la coopération morale ou matérielle que nous leur demandions pour le cas où les Turcs, ne prenant conseil que de leur obstination, nous forceraient à poursuivre le second but de notre plan primitif.

La durée du terme péremptoire que nous fixerions au gouvernement turc pour l' évacuation des principautés et la mise à execution d' un changement absolu de système, paraîtrait devoir être calculée d' après la saison qui s' avance, la nécessité où les troupes seraient de marcher, si la générosité de s.m.i. était reconnue, et l' importance majeure qu' il y aurait de ne pas laisser aux Turcs le temps de détruire les principautés, et de mettre un désert entre notre armée et le Danube. Ce terme semblerait par conséquent ne pas devoir dépasser le 20 septembre. Il serait entendu que ce jour-là, même si toutes nos demandes

n'avaient pas été seulement accueillies, mais exécutées, l'armée de Pruth commencerait son mouvement.

Nous pourrions encore profiter du délai de la sommation pour faire savoir d'avance tant aux habitants de la Valachie et de la Moldavie, qu'aux Serviens et aux Grecs, que la Russie, en frappant de sa réprobation les coupables, n'a point été insensible aux malheurs des innocents, qu'elle exerce son droit de protection, mais que si elle est forcée de recourir à des mesures coercitives, ce ne sera que pour remplir ses devoirs, pour obtenir l'exécution de ses traités, et que prête à défendre l'infortune, à venger l'humanité et la religion, elle ne sera jamais l'auxiliaire des hommes qu'égèreraient ou l'esprit funeste qui caractérise les révolutions de nos jours, ou de folles espérances, ou une fatale communauté de desseins avec eux dont l'audace a déjà attiré tant de désastres sur leur partie.

Si s.m.i. daignait approuver le présent agenda, les pièces qui resteraient à lui soumettre, seraient:

soit une déclaration, précédant la marche des troupes, soit une sommation au gouvernement turc;

des communications analogues tant aux cours alliées, qu'à leurs ministres et agents à Constantinople;

des instructions éventuelles pour le général en chef de l'armée du Pruth.

«Οἱ ἀπαντήσεις τοῦ Διβανίου τῆς Κωνσταντινούπολης εἶναι γνωστές καί οἱ κακές προαισθήσεις μας δικαιολογημένες. Οἱ Τοῦρκοι ἐπιμένουν πράγματι στό σύστημά τους. Ἀποδίδουν στούς ἑαυτούς τους ἀκόμη τό δίκαιο, παραγνωρίζουν ὅλες τίς ὑποχρεώσεις πού οἱ συνθῆκες τοῦς ἐπιβάλλουν ἔναντι τῶν λαῶν τῆς Βλαχίας, τῆς Μολδαβίας καί τῆς Ἑλλάδας, δέν καταδέχονται νά δίνουν ἐξηγήσεις γιά τά μέτρα πού πῆραν γιά τό ἐμπόριο καί τοῦς Ρώσους ὑπηκόους - παραβιάζοντας ὅλες τίς συνθῆκες τοῦς μέ τή Ρωσία - καί συνεχίζουν νά διαμαρτύρονται γιά τίς φιλικές τοῦς προθέσεις ἀπέναντί μας. Αὕτῃ τῇ στιγμή ὁ βαρῶνος Στρόγγανωφ πρέπει νά ἔχει ἐγκαταλείψει τήν Κωνσταντινούπολη, καί ἡ Ρωσία δέν διατηρεῖ πιά διπλωματικές σχέσεις μέ τήν Πύλη.

Τό πρῶτο θέμα γιά συζήτηση πού παρουσιάζεται σχετικά μ' αὕτῃ τήν πολιτική κατάσταση, εἶναι ἀσφαλῶς τό νά πληροφορηθοῦμε τί ὀφείλει νά πράξει ἡ Ρωσία γιά νά παραμείνει σταθερά πιστή στό σύστημα πού υἱοθέτησε τόσο ἀπέναντι στήν τουρκική κυβέρνηση, ὅσο καί ἀπέναντι στίς συμμαχικές Δυνάμεις.

Ἐχόντας αὕτῃ τήν ἐπιδίωξη, θά ὑπενθυμίσουμε κατ' ἀρχήν τό διπλό σκοπό πού ἡ Ρωσία εἶχε ὀρίσει σ' αὐτό τό σύστημα καί πού ἀποδεικνύει μέ ὅλη

τήν ἐπιθυμητή σαφήνεια (τίς προθέσεις της) καί τό ὑπόμνημα πού τό πρωτότυπό του παραδόθηκε στόν κ. ντέ Στρόγγανωφ καθώς καί τίς διακοινώσεις πού μέ τήν ἴδια ἡμερομηνία ἀπευθύνθηκαν στίς αὐλές τῆς Βιέννης, τοῦ Παρισιοῦ, τοῦ Λονδίνου καί τοῦ Βερολίνου.

Λέμε ὅτι ὁ σκοπός τοῦ συστήματός μας ἦταν διπλός. Πράγματι, μέ τίς προτάσεις μας στήν Πύλη «θέλαμε αὐτό πού οἱ συνθήκες μᾶς ὑποχρέωναν νά θέλουμε, θέλαμε τή διατήρηση τῆς Τουρκικῆς κυβέρνησης μέ τούς ὅρους πού θά ταίριαζαν μέ τά θρησκευτικά καί πολιτικά καθήκοντα τῆς αὐτοκρατορικῆς του μεγαλειότητος», μ' ἄλλα λόγια «θέλαμε νά συμβιβάσουμε τό ἐνδιαφέρον πού ὀφείλει νά ἐκδηλώνει ἡ ρωσική κυβέρνηση στήν τουρκική κυβέρνηση, μέ τό ἐνδιαφέρον πού μπορεῖ νά δείχνει γιά τούς χριστιανούς πού κατοικοῦν στήν Εὐρωπαϊκή Τουρκία».

Ἐάν οἱ προτάσεις δέν εἶχαν γίνει ἀποδεκτές, θά θεωρούσαμε τήν Ὀθωμανική Πύλη «σάν νά ἔχει παραβιάσει τούς τρεῖς οὐσιώδεις ὅρους τῆς συνύπαρξής της μέ τίς ἄλλες Δυνάμεις τῆς Εὐρώπης καί σάν νά ἔχει τεθεῖ *ipso facto* σέ κατάσταση ἐχθροπραξίας ἐναντίον τοῦ χριστιανικοῦ κόσμου».

Σ' αὐτή τή λυπηρή περίπτωση, ὁ δεύτερος σκοπός τοῦ συστήματός μας ἦταν νά ἐπιτύχει τή σύμπραξη, εἴτε ἠθική εἴτε ὕλική, τῶν συμμάχων μας «γιά νά ἐπαναφέρουμε τήν τάξη στήν Ἀνατολή καί νά ὠφελήσουμε τίς χῶρες ἀπό τίς ὁποῖες συντίθεται ἡ Εὐρωπαϊκή Τουρκία, μέ μιά εὐτυχισμένη καί ἀβλαβή πολιτική ὑπαρξη».

Ἐξάλλου, μέ τήν προοπτική νά πετύχουμε πιό εὐκόλα καί πιό σίγουρα τόν πρῶτο στόχο πού προτείναμε στούς ἑαυτούς μας, πιέσαμε τίς συμμαχικές αὐλές νά ὑποστηρίξουν τά διαβήματα τοῦ κ. ντέ Στρόγγανωφ, παρέχοντας τίς καλές τους ὑπηρεσίες στό Διβάνι.

Τέτοιες ἦταν οἱ προθέσεις μας. Ἐάν τώρα προσθέσουμε μιά σύντομη ἀνακεφαλαίωση τῶν γεγονότων, ὅπως καί τῶν συνεπειῶν πού μποροῦν νά προκύψουν, ἔχουμε τήν τόλμη νά πιστεύουμε πώς τά μέτρα πού πρέπει νά ληφθοῦν, θά προκύψουν, γιά νά τό ποῦμε ἔτσι, ἀπό μόνα τους.

Οἱ ὑπουργοί τῶν συμμαχικῶν αὐλῶν παραχώρησαν στόν βαρῶνο Στρόγγανωφ, τόσο μέ ἀποτελεσματικότητα ὅσο καί μέ εὐθύτητα, ὅλη τή συμπαράταση πού μποροῦσε νά συνεισφέρει στήν ἐπιτυχία τῆς τελικῆς διαπραγματεύσεως, ἀλλά ἀπέτυχαν ὅπως αὐτός, καί, καθὼς ὁ ἴδιος, εἶδαν τούς Τούρκους νά ἀπορρίπτουν μέσα στήν τύφλωσή τους, τίς πιό δίκαιες προτάσεις.

Αὕτη ἡ ἄρνηση ἐμελλε ὄχι μόνο νά διακόψει κάθε σχέση ἀνάμεσα σέ μᾶς καί στό Διβάνι, ἀλλά ἐπὶ πλέον μᾶς ἔκανε νά ἀδυνατοῦμε νά ἐπαναλάβουμε καινούργιες διαπραγματεύσεις μαζί του, ἐκτός ἀπό τήν περίπτωση μιᾶς ἀλλαγῆς στίς ἀντίστοιχες θέσεις, γιὰτί τό ἔγγραφό μας ἀναφέρει ρητά ὅτι τό διάβημά μας στήν Ὀθωμανική Πύλη εἶναι ἡ τελευταία ὑπηρεσία πού ἡ Ρωσία θά μπορέσει νά προσφέρει στούς Τούρκους, καί τό κύριό μας ἔγγραφο στόν βαρῶνο Στρόγγανωφ ἐπαναλαμβάνει μέ λόγια ὄχι λιγότερο συγκεκριμένα καί



ὄχι λιγότερο θετικά: «Ὁφείλαμε νά εἰδοποιήσουμε μιά τελευταία φορά τήν Πύλη γιά τούς κινδύνους στούς ὁποίους ἐκτίθεται. Αὐτή ἡ ὑπηρεσία εἶναι ἡ μοναδική πού θά γίνει δυνατό νά δεχθεῖ σήμερα. Ὅταν θά τῆς τήν ἔχουμε παράσχει, ἡ ἐποχή τῶν συμβουλῶν καί τῶν διακηρύξεων θά ἔχει φθάσει στό τέλος τῆς».

Δεδωμένου ὅτι, σύμφωνα μ' αὐτές τίς ἀρχές καί τήν ἀπάντηση τῆς Πύλης, δέν μπορούμε πιά στό ἐξῆς νά δίνουμε ἀμοιβαῖες ἐξηγήσεις, ἔπεται ὅτι ὁ πρῶτος σκοπός τοῦ συστήματός μας — ἡ διατήρηση τῆς τουρκικῆς Κυβέρνησης μέ συνθήκες πού συμβιβάζονται μέ τά θρησκευτικά καί πολιτικά καθήκοντα τῆς Ρωσίας — δέν θά ἦταν τοῦ λοιποῦ δυνατόν νά ἐπιτευχθεῖ μέσω ἀμέσων διαπραγματεύσεων.

Μένει λοιπόν νά ἐξετάσουμε:

1. Ἄν ἡ Ρωσία πρέπει γι' αὐτόν τόν λόγο νά παραιτηθεῖ ἀπ' αὐτόν τόν πρῶτο στόχο, δηλαδή νά ἀπορρίψει κάθε δυνατή περίπτωση συμβιβασμοῦ μέ τούς Τούρκους καί νά μήν ἀκολουθήσει παρά τό δεύτερο, δηλαδή νά περιμένει νά ἀναγνωρίσουν οἱ συμμαχικές δυνάμεις ὅτι ἡ Ὁθωμανική κυβέρνηση δέν μπορεῖ νά συνυπάρξει πιά μέ τά ἄλλα κράτη τῆς Εὐρώπης καί ὅτι ἔχοντας αὐτή τήν πεποίθησι μᾶς παρέχουν τήν ἠθική ἢ ὑλική συμπαράστασή τους γιά νά ἐπαναφέρουμε τήν τάξη καί τήν εἰρήνη στήν Ἀνατολή.

2. Ἄν πρέπει νά ἐναποθέσει ἡ αὐλή τῆς Ρωσίας κάθε ἐνδεχόμενο συμβιβασμοῦ μέ τούς Τούρκους στά ἐπακόλουθα μόνο τῆς ἐπιρροῆς πού μπορούν νά ἀσκήσουν οἱ ἄλλες συμμαχικές αὐλές στίς ἀποφάσεις τῆς Πύλης.

3. Ἄν υποθέσουμε ὅτι αὐτά τά δύο θέματα θά ἐπιλυθοῦν ἀρνητικά, ποιά εἶναι τά μέτρα πού πρέπει νά πάρει ἡ Ρωσία γιά νά διατηρήσει ἀκηλίδωτη καί ἀναλλοίωτη ὅλη τήν ἀγνότητα καί ὅλη τήν ἠθική δύναμη τοῦ συστήματος πού ἀκολουθεῖ στίς ὑποθέσεις τῆς Ἀνατολῆς, τόσο ἐναντι τῶν Τούρκων, ὅσο καί τῶν συμμαχικῶν αὐλῶν, μέ τίς ὁποῖες τήν ἐνώνει μιά τόσο εὐγενική, ὅσον ἀφορᾷ τό ἀντικείμενό της, καί σωτήρια, ὅσον ἀφορᾷ τά ἀποτελέσματά της, συμμαχία;

»Ad primum, θεωροῦμε σάν ἀνώφελο καί πρῶμο τό νά συζητήσουμε ἐάν ἡ ἐπίγνωση πού πρέπει νά ἔχουν ἤδη οἱ συμμαχικές κυβερνήσεις γι' αὐτά τά λυπηρά γεγονότα, τίς ἔχει πείσει ὀλοκληρωτικά γιά τήν ἀδυναμία στήν ὁποία περιέρχεται ἡ τουρκική κυβέρνηση νά συνυπάρξει πλέον μέ τίς χριστιανικές κυβερνήσεις, καί νά συνδράμει μέ ἕναν ἔμμεσο τρόπο, ὅπως τό εἶχε κάνει μέχρι αὐτή τήν ἐποχή τῆς γενικῆς δυστυχίας, στή διατήρηση τῆς γενικῆς εἰρήνης. Μᾶς φαίνεται, πρῶτον, ὅτι δέν θά μπορούσαμε νά διαβεβαιώσουμε ὅτι τέτοια θά εἶναι ἀπό τώρα καί στό ἐξῆς ἡ ἀποψη ὅλων τῶν συμμαχικῶν κυβερνήσεων, καί παίρνουμε το θάρρος νά παρατηρήσουμε, δεύτερο, πῶς παρ' ὅλα αὐτά, μερικοί ἀνάμεσά τους θά εἶχαν ἀκόμη αὐτή τήν γνώμη, θά ἔπρεπε τέλος νά περιμένουμε ὅτι περισσότερο χειροπιαστές ἀποδείξεις γιά τήν ἀδυναμία τῆς



συνύπαρξης τῆς Ὀθωμανικῆς αὐτοκρατορίας μέ τό ὑπόλοιπο τῆς χριστιανουσύνης θά ἔρθουν νά χτυπήσουν τήν Εὐρώπη, καί ὅτι ἡ πίστη τῆς Ρωσίας σ' αὐτό, μή μπορώντας ποτέ νά θεωρηθεῖ σάν ἔκφραση αὐτῶν τῶν εὐχῶν, ἀντιμετωπίστηκε πάντα σάν μιᾶ ἀναμφισβήτητη πραγματικότητα, μιᾶ ἀκαταμάχητη ἀναγκαιότητα.

»Γιά νά στερεωθοῦν αὐτές οἱ χειροπιαστές ἀποδείξεις γιά τίς ὁποῖες μιλάμε, σ' ὅλη τους τήν ἰσχύ πρέπει νά συμβεῖ κάποιον ἀπό τά ἀκόλουθα τρία πράγματα: ἡ οἱ Τοῦρκοι νά θριαμβεύσουν, ἐξολοθρεύοντας τοὺς ὑποταγμένους στήν ἐξουσία τους χριστιανούς, ἡ οἱ χριστιανοί θά θριαμβεύσουν κατακτώντας μιάν ἀνεξάρτητη ὑπόσταση, ἡ ἀκόμη τέλος νά παραταθεῖ ἀπεριόριστα ἡ πάλη μεταξύ τῶν δύο λαῶν.

Στήν πρώτη ὑπόθεση, ὅταν θά εἶχαν καταστραφεῖ ὅλα ὅσα ἡ Ρωσία ὀφείλει νά προστατεύει, στηριζόμενη στίς συνθήκες, ἡ ἐξασθένηση τῆς Ὀθωμανικῆς δύναμης θά ἦταν δυνατή καί ἐάν ὄντως ἦταν θά προσέφερε κάποιον ἠθικό ἢ ὑλικό πλεονέκτημα στη Ρωσία;

Στή δεύτερη, ἡ ἐπανάσταση πού θά εἶχε νικήσει τοὺς Τούρκους, θά γινόταν ἀποδεκτή σάν ἓνα στοιχεῖο δημόσιας τάξης στήν Εὐρώπη; Καί ἀπό μιᾶ ἄλλη πλευρά, θα μπορούσαν νά μάχονται δίκαια καί ἐπιτυχῶς αὐτή τήν ἐπανάσταση, ὅταν θά τῆς εἶχαν ἀφήσει τόν χρόνο νά καθιερωθεῖ σάν ἐνεργή δύναμη;

Στήν τρίτη τέλος (ὑπόθεση), πού στό ἐξῆς προσεγγίζει τή δεύτερη ὡς πρὸς τίς συνέπειές της, ἡ ἀμοιβαία ἀπελπισία αὐτῶν τῶν δύο λαῶν δέν θά εἶχε γίνει τόσο δυνατή, δέν θά εἶχαν διαφθαρεῖ καί οἱ δύο ἀπό τή μανία τους καί τό πολεμικό πνεῦμα, παρ' ὅτι ἡ ἐπιχείρηση στήν ὁποία θά ἀποδύονταν οἱ εὐρωπαϊκές Δυνάμεις, θα συνίστατο κατά βάθος σ' αὐτό τό τόσο δύσκολο σέ ἐκτέλεση σχέδιο, πού ὁ πρίγκιπας τοῦ Μέντερνιχ ἐπιβεβαιώνει μέσα σέ ἓνα ἀπό τά τελευταῖα του γράμματα, νά ἐκπατρίζει καί ἀλλοιώνει ἓναν ὁλόκληρο πληθυσμό;

» Αὐτά τά θέματα πού ἀφοροῦν στήν πρώτη, μεταξύ ἐκείνων μέ τῶν ὁποίων τήν ἐξέταση ἀπασχολούμεστε, μοιάζουν νά βρίσκονται μακριά ἀπό τό νά προσφέρουν λύσεις ικανοποιητικές γιά ὅλους, σέ περίπτωση πού ἡ Ρωσία θά παρέτεινε τήν ἀπραξία της, μέ προοπτική νά παράσχει στίς συμμαχικές Δυνάμεις τίς χειροπιαστές ἀποδείξεις τῆς ἀδυναμίας συνύπαρξης τῆς τουρκικῆς κυβέρνησης μέ τίς χριστιανικές κυβερνήσεις. Θέτοντας ἐξ ἄλλου γιά μοναδική βάση διαπραγματεύσεων μέ τίς συμμαχικές Δυνάμεις τήν ἀδυναμία αὐτῆς τῆς συνύπαρξης καί, κατά συνέπεια, τήν ἀναγκαιότητα ἐνός γενικοῦ πολέμου, ὄχι μόνον ἡ Ρωσία θά ἦταν σύμφωνη γιά τήν ὑπευθυνότητα τῆς πύσπουδαίας ἀπόφασης πού θά εἶχε λάβει ἡ πολιτική ἐδῶ καί μισό αἰῶνα, ἀλλά ἀκόμη θά παραιτεῖτο μετὰ ἀπ' αὐτή τή μέρα ἀπό τά πλεονεκτήματα πού τῆς ἐξασφαλίζουν οἱ συνθήκες τοῦ Καϊναρτζῆ, τοῦ Ἰασίου καί τοῦ Βουκουρεστίου. Ἡ Ρωσία πράγματι θά βρισκόταν τότε στό ἐπίπεδο τῶν ἄλλων Δυνάμεων, πού δέν ἔχουν παρ' ὅλα αὐτά οὔτε κοινή πίστη, οὔτε ὁμόθησκους

νά προστατεύσουν στην 'Ανατολή καί πού δέν ἔχουν ἐπιπλέον στίς ὀχθες τῆς Μαύρης θάλασσας κτήσεις, τῶν ὁποίων τό ἐμπόριο καί ἡ εὐημερία, ἀφοῦ εἶχαν μιά τόσο ἐπιτυχημένη ἀνάπτυξη κάτω ἀπό τήν προστασία τῶν εἰδικῶν τους προνομίων, θά ἐξασθενίζαν σέ λίγο, ἂν στεροῦνταν συμφωνίες κηδεμονίας, στίς ὁποῖες ὀφείλαν καί τήν αἰφνίδια γέννησή τους καί τή θαυματουργή ἀνάπτυξή τους.

Ζυγισμένες μέ ὅλη τήν προσοχή πού ἀπαιτοῦν, αὐτές οἱ τόσο σοβαρές σκέψεις, μᾶς κάνουν νά πιστέψουμε πώς ὅσο ἐπιβάλλεται νά πάρουμε θέση πού ἐπιτρέπει στήν πορεία τῶν γεγονότων νά κατευθύνει τίς ἀποφάσεις τῶν συμμαχικῶν αὐλῶν κατά τίς ἀνεξιχνίαστες βουλές τῆς θείας Πρόνοιας, ἄλλο τόσο φαίνεται χρήσιμο καί ἀναγκαῖο ἡ Ρωσία, χωρίς νά ἀπομακρυνθεῖ ἀπό τό γράμμα τῶν καθηκόντων πού τῆς ὑπαγορεύουν αὐτές οἱ συνθήκες, νά ἐξακολουθήσει γιά τήν ὥρα νά ἀκολουθεῖ μέ καινούργιες μεθόδους τόν πρώτο σκοπό, πού εἶχε κατά νοῦ: τή διατήρηση τῆς τουρκικῆς κυβέρνησης (διακυβέρνησης) μέ ὁρους σύμφωνους πρός τίς θρησκευτικές καί πολιτικές της ὑποχρεώσεις.

» Ad secundum: 'Εάν τέτοια εἶναι ἡ ἀπόφαση πού παίρνει, ὀφείλει νά ἐμπιστεύεται ἀποκλειστικά στήν ἐπιρροή πού οἱ συμμαχικές αὐλές θά ἀσκήσουν πάνω στήν τουρκική κυβέρνηση, μέ ὅλα τά ἐνδεχόμενα ἐνός προνομιακοῦ καί τιμητικοῦ συμβιβασμοῦ;

Αὐτό τό θέμα, ἔχοντας περιορισθεῖ στά πραγματικά του ὅρια, καθίσταται εὐκόλο νά ἐπιλυθεῖ, γιατί κατά βάθος θά ἐμπιστευόμαστεν τά συμφέροντά μας σέ μιά ξένη μεσολάβηση, πού θά εἶχε προκύψει ἀπό τή δύναμη τῶν περιστάσεων, καί ἀπό τήν ὁποία ἡ Ρωσία, οὔτε ὅμως καί τά γενικά συμφέροντα, δέν θά εἶχαν κανένα ὄφελος οὔτε γιά τό παρόν οὔτε γιά τό μέλλον.

Θά ἦταν περιττό νά κάνουμε μακροχρόνιες παρατηρήσεις, προκειμένου νά ἀποδείξουμε τά πολυάριθμα ἄτοπα, πού ἡ Ρωσία θά φοβόταν δικαίως ἀπό ἕνα συμβιβασμό πού θά εἶχε συνομολογηθεῖ ἀπό ἄλλες Δυνάμεις, γιά λογαριασμό της, ἀλλά χωρίς τήν παρουσία της.

Καί κατ' ἀρχήν, κατά πᾶσα πιθανότητα, αὐτός ὁ συμβιβασμός δέν θά βασιζόταν στίς τελευταῖες προτάσεις πού ἀπευθίναμε στήν Πύλη, γιατί ἂν μιά ξένη ἐπιρροή θά εἶχε κατορθώσει νά τίς κάνει ἀποδεκτές, ἀσφαλῶς δέν θά εἶχαμε ἀντιμετωπίσει ἄρνηση σήμερα, καί ὁ βαρῶνος Στρόγγανωφ δέν θά εἶχε βρεθεῖ στήν ἀνάγκη νά ἐγκαταλείψει τήν Κωνσταντινούπολη.

'Επειδή δέ θά μπορούσαμε, ἐν τούτοις, νά υἱοθετήσουμε ἄλλες διαπραγματευτικές βάσεις, ἄς ὑποθέσουμε γιά μιά στιγμή ὅτι ἡ μεσολάβηση τῶν ἄλλων αὐλῶν ἐπιτυγχάνει τή συγκατάθεση τῆς τουρκικῆς κυβέρνησης: θά προέκυπτε ἀπ' αὐτό ὅτι θά εἶχαμε συνάψει μαζί της μιά προνομιακή καί διαρκῆ εἰρήνη; Μποροῦμε λογικά νά δεχθοῦμε ὅτι οἱ ξένες Δυνάμεις θά ἔκαναν τούς Τούρκους νά τήν προσυπογράψουν, χωρίς νά τούς ἐγγυηθοῦν μιά διαρκῆ

παρέμβαση σε όλες τις συζητήσεις τους με τή Ρωσία, πάνω στην εκτέλεση της συνθήκης του Βουκουρεστίου, πάνω στη διοίκηση της Βλαχίας και της Μολδαβίας, πάνω στην αντιπαραχώρηση ενός μέρους της ασιατικής παραλίας, πάνω στις εμπορικές συμφωνίες κλπ.;

Ποιές θά ήταν τότε οι σχέσεις μας με τήν Πύλη; ότι δέν έχουμε δικαίωμα νά αποφαινόμαστε ότι δέν αποδεχόμαστε καμμιά συνθήκη, κανένα συμβιβασμό, εάν πρόκειται νά συνομολογηθεῖ με ξένη μεσολάβηση;

"Ένα άλλο συμπέρασμα πού εξάγεται καί πού δέν φαίνεται οὔτε λιγότερο σωστό, οὔτε λιγότερο φυσικό, εἶναι ὅτι ὅσο προσπαθοῦμε νά ἐπιτύχουμε τόν πρῶτο μας σκοπό, οἱ συμμαχικές αὐλές ὀφείλουν νά περιορισθοῦν, ὅπως τούς τό ἔχουμε ζητήσει, στό νά ὑποστηρίξουν τίς προτάσεις μας καί νά ἀποδείξουν στούς Τούρκους πόσο εἶναι δίκαιες, ἀλλά χωρίς ποτέ νά γίνονται οἱ ἴδιες μεσολαβήτριες.

"Ὅταν ὁ δεύτερος σκοπός θά καταστεῖ αὐτός, στὸν ὁποῖο θά στοχεύουν με κοινή συμφωνία οἱ κυριώτερες αὐλές τῆς Εὐρώπης, οἱ ἀντίστοιχες τους θέσεις θά εἶναι πολὺ διαφορετικές. Ἡ πτώση τῆς Ὀθωμανικῆς αὐτοκρατορίας θά ἔχει ἀποφασισθεῖ κατ' ἀρχήν. Οἱ Τούρκοι δέν θά ὑπάρχουν πιά στα μάτια τῶν παρεμβαινουσῶν Δυνάμεων. Ὅλες οἱ συνθήκες τους με τήν Τουρκία θά πρέπει νά θεωρηθοῦν ἐκ τῶν προτέρων ἄκυρες. Καί ἡ ἴδια ἡ Ρωσία δέν θά εἶναι πιά παρά μιά γειτονική δύναμη, πού θά ἔχει γεννηθεῖ προστάτιδα γιά τούς ὁμοθρήσκους της. Θα συζητήσει ἕνα καινούργιο θέμα με τούς συμμαχικούς της, ἀλλά χωρίς νά παραβαίνει κανένα ἀπό τὰ θετικά δικαιώματά της, γιατί κάθε θετικό δικαίωμα καί κάθε προνόμιο προϋποθέτει ἐδῶ τήν ὑπαρξὴ τῆς Πύλης καί τῶν συνθηκῶν πού συνάφθηκαν μαζί της.

Ἐπὶ πλέον, μελετώντας τήν ὑπόθεση τῆς μεσολάβησης ἢ τῆς ξένης ἐπιρροῆς, δέν θά ήταν δυνατό νά μὴν ἀντιλαμβανόμαστε ὅλο καί περισσότερο, πόσο ἐλάχιστες εἶναι οἱ πιθανότητες, τοῦ νά πείσει αὐτὴ ἡ ἐπιρροή τούς Τούρκους νά συμφωνήσουν στίς προτάσεις τῆς Ρωσίας. Νομίζουν ὅτι τῆς ἔχουν δώσει ἀπάντηση, καθ' ὅσον ἀγνοοῦν ποιά ἐντύπωση θά ἔχει δημιουργήσει ἡ ἀπάντησή τους στὴν αὐτοκρατορική του Μεγαλειότητα. Δέν ὑπάρχει καμμιά δικαιολογία γιά νά ἀλλάξουν σύστημα ἢ γιά νά μᾶς ἐκδηλώσουν πιὸ συμβιβαστικές διαθέσεις.

Τίποτε δέν μᾶς ἐπιτρέπει συνεπῶς νά ἐλπίζουμε μέχρις αὐτὴ τὴν ὥρα, ὅτι μιά ξένη ἐπιρροή μπορεῖ νά τοὺς ἐπιβάλει ν' ἀλλάξουν τίς ἀποφάσεις τους. Θά ἐπαναλαμβάνουν πάντα στοὺς ξένους ὑπουργούς (πρέσβεις): "Ἄς δοῦμε αὐτό πού ἡ Ρωσία πράττει καί θά πράττει, καί ὕστερα θά συνθηκολογήσουμε.

Αὐτὴ ἡ σκέψη μᾶς ὁδηγεῖ σὲ ἕνα τρίτο θέμα:

» Ad tertium: Σύμφωνα με τὰ ὅσα ἤδη μόλις ἐκθέσαμε, φαίνεται ἀναμφισβήτητο ὅτι με τὴ στᾶση της πρὸς τήν Πύλη καί τοὺς χριστιανούς τῆς Ἀνατολῆς, ὅπως καί με τίς διακηρύξεις πού θά κάνει πρὸς τίς συμμαχικές αὐλές, ἡ Ρωσία

οφείλει νά αποδείξει (μέχρι νά καταδείξει ὅτι ὅλες οἱ προσπάθειές της τείνουν πρὸς τὸν πρῶτο σκοπὸ τοῦ συστήματός της) ὅτι προσπαθεῖ νά φθάσει σ' αὐτόν ἀπ' εὐθείας καὶ μέ τὰ δικά της μέσα, καὶ ὅτι, ἂν καὶ συνεχίζει νά ζητᾷ τὴν ἠθικὴ συμπαράσταση τῶν συμμάχων της, δέν θά μπορούσε νά δεχθεῖ ξένη μεσολάβηση.

Ἄλλὰ ποιά εἶναι λοιπὸν αὕτη ἡ θέση; Βάσει ποιᾶς σκέψης πρέπει νά διατυπωθοῦν αὐτές οἱ διακοινώσεις;

Δέν μπορούμε πιά νά ἀνοίξουμε ἄμεση συζήτηση μέ τὴν Πύλη. Τὸ διπλωματικὸ μας ὄργανο ἐγκατέλειψε τὴν Κωνσταντινούπολη: δέν ἔχουμε πιά σχέσεις μέ τοὺς Τούρκους. Δέν θά μπορούσαμε λοιπὸν νά τοὺς μιλάμε τώρα παρά τῇ γλώσσᾳ τῶν πράξεων ἢ νά τοὺς ἀπειλήσουμε ὅτι θά τῇ μιλήσουμε, ἂν δέν ἀλλάξουν ἀποφάσεις ἀπέναντί μας.

### Γεγονότα

» Τό μόνο μέσο πού φαίνεται νά περικλείει ὅλες τίς ἀλήθειες, τίς ὁποῖες οἱ Τοῦρκοι ἐπιμένουν πεισματικά νά παραγνωρίζουν καὶ πού εἶναι παρ' ὅλα αὐτὰ ἀπαραίτητο νά τοὺς κάνουμε νά ὑπολογίσουν, εἶναι ἐκεῖνο πού θά τοὺς πῆζε νά ἀπαλλάξουν τὰ πριγκηπάτα ἀπὸ τὴν παρουσία τους.

Ἡ διακήρυξη πού θά προηγεῖτο ἀπ' αὐτό τό σπουδαῖο γεγονὸς καὶ ἡ πορεία τῆς στρατιᾶς τοῦ Προῦθου δέν θά συνιστοῦσαν καθόλου μιὰ κήρυξη πολέμου καὶ θά ἀνήγγελλαν μόνο τὴν πρόθεση νά ἐπιτύχουμε μέσω τῆς προσωρινῆς κατάληψης τῆς Βλαχίας καὶ τῆς Μολδαβίας τοὺς μόνους ὁδούς, κάτω ἀπὸ τοὺς ὁποίους ἡ εἰρήνη εἶναι δυνατὴ καὶ προσφέρει ἐγγυήσεις διαρκείας.

Θὰ ἀναλαμβάνουμε ἀπέναντι στὴν Εὐρώπη τὴν ὑποχρέωση νά ἀποσύρουμε τίς δυνάμεις μας ἀπὸ τίς δύο ἡγεμονίες, μόλις θά παραχωρήσουν οἱ Τοῦρκοι στοὺς κατοίκους τους καὶ στὴν ἀθώα πλειονότητα τῆς Ἑλλάδας τὴν ἡσυχὴ ἀπόλαυση τῶν προνομίων, πού τρεῖς διαδοχικὲς συνθήκες συμφώνησαν ὑπὲρ αὐτῶν.

Ἐχοντας συμφέρον νά δοῦν τὴ σύναψη αὐτῆς τῆς συμφωνίας, ἀποβαίνοντας ἰσχυρές ἀπὸ τὴν εὐνοία πού δείχνουν στὴν τουρκικὴ κυβέρνησι, πιὸ ἰσχυρές ἀκόμη λόγω τῆς παρουσίας τῶν δυνάμεών μας πάνω στὸν Δούναβη, οἱ συμμαχικὲς αὐλές θά μπορέσουν τότε περισσότερο εὐκόλᾳ νά ἀναγκάσουν τοὺς Τούρκους νά δεχθοῦν ἓνα σύστημα εἰρήνης καὶ συμφιλίωσης.

Χαράσσοντας ἔτσι ἓνα συντηρητικὸ χαρακτήρα σ' αὐτὰ τὰ μέτρα, θὰ ὠθοῦσαμε τοὺς Τούρκους στὴ μετριοπάθεια, ἐάν ἡ μετριοπάθεια τοὺς εἶναι δυνατὴ, καὶ ἀπὸ μιὰ ἀναγκαία ἀντίδραση, θά καθυσύχαζαν ταυτόχρονα τὴν ἀπελπισία καὶ τίς ὑπερβολικὲς ἀπαιτήσεις τῶν Ἑλλήνων. Θὰ ἦταν ἔτοιμοι νά ἀκολουθήσουν τίς συμβουλές τῶν συμμαχικῶν Δυνάμεων, ἀπὸ τὴ στιγμή πού θά τίς ἔβλεπαν ἀπὸ μόνες τους ἔτοιμες νά ἐκδηλωθοῦν ὑπὲρ αὐτῶν ἀνάμεσά

τους, καί τό ἀξιῶν αὐτό τό εὐνοϊκό καί εἰλικρινές ἐνδιαφέρον, πού ἡ θρησκεία καί ἡ φιλανθρωπία τοὺς ἐπιτρέπουν νά περιμένουν μέ εὐλογη ἐμπιστοσύνη.

Ἐάν τέτοια ἦταν ἡ θέση πού θά ἔπαιρνε ἡ Ρωσία, ἡ διακήρυξή μας πού στάλθηκε στό Βεζύρη, θά χρησίμευε γιά ἀπάντηση καί γιά ἀνασκευή στίς διακοινώσεις του.

Ἀφοῦ θά εἶχε ἀποσταλεῖ στίς συμμαχικές Δυνάμεις, θά εἶχε ἐπισυναφθεῖ σέ μιά πρόσκληση γιά ἐπανάληψη τῶν προσπαθειῶν πρὸς τὴν Τουρκική κυβέρνησι, γιά νά την ὠθήσουν νά συμφωνήσῃ μαζί μας πάνω στή βάση των προτάσεών μας.

Μ' αὐτόν τόν τρόπο θά ἐπιδιώκαμε τὴν ἐκπλήρωση τῆς πρώτης μας ἐπιθυμίας καί ἀσφαλῶς ὁλόκληρη ἡ Εὐρώπη δέν θά μπορούσε νά διακρίνει στά μέτρα μας παρά ἓνα ἀποτελεσματικό μέσο γιά νά ἐξαναγκάσουμε τοὺς Τούρκους νά ἐπιθυμοῦν τὴν προσωπική τους σωτηρία. Ἀλλά, καί ἂν παρ' ὅλα αὐτά, θά ἀποτυγχάναμε, τό γενικό θέμα πάνω στό ὅποιο ἔχουμε προκαλέσει τίς συμμαχικές Δυνάμεις νά ἐκφέρουν τίς ἀπόψεις τους θά παρέμενε ἀνεπίλυτο μέ τό τεράστιο πλεονέκτημα νά μπορεῖ νά συζητηθεῖ μέ ἄνεση καί νά ἐπιλυθεῖ χωρὶς σπουδή, ἐπειδὴ οἱ ἀναβολές καί τὰ χρονικά περιθώρια δέν θά ἐβλαπταν στό ἐξῆς σοβαρά κανένα ἡθικό ἢ ὑλικό συμφέρον τῶν Δυνάμεων πού συνορεύουν μέ τὴν Ὀθωμανική Αὐτοκρατορία.

### *Ἀπειλὴ νά μιλήσουμε μέ «σκληρὴ γλῶσσα» στὴν Τουρκικὴ Αὐτοκρατορία*

Ἀντὶ νά συζητᾶμε μέ τοὺς Τούρκους στὴν πράξη, θά τοὺς μιλούσαμε ἀποτελεσματικότερα ἀπειλώντας τοὺς ὅτι θά δράσουμε, ἐφόσον σέ μιά καθορισμένη προθεσμία ἀπὸ τὴν ἡμέρα τῆς ἐπίδοσης τῆς κοινοποίησης, οἱ δυνάμεις τοὺς δέν θά εἶχαν ἐκκενῶσει τελείως τὴν Βλαχία καί τὴ Μολδαβία, ἐάν οἱ ὁσποδάροι τοὺς δέν θά εἶχαν ἀποκατασταθεῖ ἀμέσως καί ἂν μιά ἐπανορθωτικὴ διοίκηση δέν θά εἶχε συσταθεῖ σύμφωνα μέ τοὺς ὅρους τῶν συνθηκῶν καί μέ τὴν συνδρομὴ τῆς Ρωσίας, ἐάν τέλος φανερὲς καί ἀναμφισβήτητες πράξεις δέν θά πιστοποιοῦσαν μίαν ἀπόλυτὴ ἀλλαγὴ τοῦ συστήματος ἐκ μέρους τοῦ μεγάλου αὐθέντη, ὅπως καί τοῦ σχεδίου πού μπῆκε ἤδη σέ ἐκτέλεση, νά διαχωρίσει τοὺς ἐνόχους ἀπὸ τοὺς ἀθώους καί νά συντελέσῃ στό νά σταματήσῃ ὁ ἐξολοθρευτικὸς πόλεμος ἐναντίᾱ στοὺς χριστιανούς πού κατοικοῦν αὐτὰ τὰ Κράτη.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰ μέτρα ἐξαναγκασμοῦ πού θά υἱοθετοῦνταν, ἐάν ἡ πρόσκληση γιά τὴν ὁποία μιλάμε δέν θά ἔφερνε τό ἐπιθυμητό ἀποτέλεσμα πάνω στοὺς Τούρκους, θά συνιστοῦσαν τὴν κατάληψη τῶν ἡγεμονιῶν καί τὴν ἐπιβολὴ ἐνός ἐμπάργκο γιά ὅλα τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα στά λιμάνια τῆς Μαύρης θάλασσας.

Ἡ κατάληψη δέν θά λάμβανε χώρα, παρὰ ὑπὸ τίς προϋποθέσεις πού ἔχουν ἐπισημανθεῖ παραπάνω.

Ἡ πρόσκλησή μας στήν τουρκική κυβέρνηση θά ἀπεθυνόταν στόν Βεζύρη σέ ἀπάντηση τῶν ἐπιστολῶν του, καί θά καλοῦσαμε τόν ἀρχιστράτηγο τῆς στρατιάς τοῦ Προῦθου νά τήν στείλει στό τουρκικό στρατόπεδο μέ ἕναν ἀπεσταλμένο. Αὐτό τό ἴδιο ἔγγραφο θά κοινοποιοῦνταν στούς διαπιστευμένους στήν Κωνσταντινούπολη ὑπουργούς τῶν συμμαχικῶν Δυνάμεων, καλώντας τους νά ἀσκήσουν ὅλη τους τήν ἐπιρροή γιά νά πείσουν τήν τουρκική κυβέρνηση νά εἰσακούσει τίς εὐχές μας, δίδοντας συνέχεια στίς προτάσεις μας.

» Τέλος, κατά τήν κοινοποίησή του στίς ἴδιες τίς συμμαχικές αὐλές, τό ἔγγραφο αὐτό θά συνοδευόταν ἀπό ἕνα ἐπίσημο ἔγγραφο, πού θά τίς ἀνάγκαζε ἀπό τή μιᾶ νά ἀποστείλουν τό ταχύτερο δυνατό στούς ὑπουργούς τους καί τούς ἀπεσταλμένους στήν Πύλη τή διαταγή νά ὑποστηρίξουν τό διάβημά μας, καί ἀπό τήν ἄλλη νά συμφωνήσουν γρήγορα μαζί μας, ὅσον ἀφορᾷ τήν ἠθική καί ὑλική συνεργασία πού ζητᾶμε ἀπ' αὐτές, γιά τήν περίπτωση πού οἱ Τούρκοι, ὑπακούοντας μόνο στήν ἰσχυρογνωμοσύνη τους, θά μᾶς ἀνάγκαζαν νά ἀκολουθήσουμε τό δεύτερο στόχο τοῦ πρωταρχικοῦ μας σχεδίου.

Ἡ διάρκεια τῆς ἀμετάθετης προθεσμίας πού θά καθορίζαμε στήν τουρκική κυβέρνηση γιά τήν ἐκκένωση τῶν ἡγεμονιῶν καί τήν ἀπαρχή τῆς πραγματοποιήσεως μιᾶς ἀπόλυτης ἀλλαγῆς τοῦ συστήματος, θά φαινόταν ὅτι πρέπει νά ὑπολογισθεῖ ἀπό τήν περίοδο πού προηγεῖται, τήν ἀνάγκη στήν ὁποία θά βρισκόνταν οἱ Δυνάμεις νά προχωρήσουν, ἐάν παραγνωρίζονταν ἡ γενναιοδωρία τῆς Αὐτοκρατορικῆς του Μεγαλειότητος, ὅπως καί ἡ τεράστια σημασία πού ὑπῆρχε στό νά μήν δώσουμε στούς Τούρκους τόν χρόνο νά καταστρέφουν τά ἀδύναμα ὑπολείμματα ὑπαρξῆς καί πληθυσμοῦ πού ὑφίστανται ἀκόμη στά πριγκηπάτα δημιουργώντας ρήγμα ἀνάμεσα στή στρατιά μας καί στό Δούναβη.

Θά ἔμοιαζε κατά συνέπεια ὅτι αὕτη ἡ προθεσμία δέν πρέπει νά ξεπεράσει τίς 20 Σεπτεμβρίου. Θά ἦταν συμφωνημένο ὅτι ἐκείνη τή μέρα, ἀκόμη καί ἂν ὅλα τά αἰτήματά μας δέν θά εἶχαν γίνει ὄχι μόνο ἀποδεκτά, ἀλλά καί ἐκτελεστά, ἡ στρατιά τοῦ Προῦθου θά ἄρχιζε νά κινεῖται.

» Μποροῦμε ἀκόμη νά ἐπωφεληθοῦμε ἀπό τήν προθεσμία τῆς πρόσκλησης νά γνωστοποιήσουμε ἐκ τῶν προτέρων, τόσο στούς κατοίκους τῆς Βλαχίας καί τῆς Μολδαβίας, ὅσο καί στούς Σέρβους καί στούς Ἑλλήνες, ὅτι ἡ Ρωσία, πλήττοντας τούς ἐνόχους μέ τήν ἀποδοκιμασία της, δέν ἦταν καθόλου ἀναίσθητη στίς συμφορές τῶν ἀθῶων· ὅτι ἀσκεῖ τό δικαίωμα τῆς προστασίας, ἀλλά ὅτι ἂν ἐξαναγκασθεῖ νά προστρέξει σέ καταναγκαστικά μέτρα, δέν θά εἶναι παρά γιά νά ἐκπληρώσει τά καθήκοντά της, γιά νά ἐπιτύχει τήν ἐκτέλεση τῶν συνθηκῶν της, καί ὅτι εἶναι ἔτοιμη νά ὑπερασπισθεῖ τή συμφορά, τόν ἀνθρωπισμό καί τή θρησκεία, δέν θά γίνει ποτέ ὅμως ἐπίκουρος τῶν ἀνθρώπων πού παραπλανοῦσαν ἡ τοῦ ὀλέθριου πνεύματος πού χαρακτηρίζει τίς ἐπαναστάσεις στίς μέρες μας, ἡ τῶν τρελλῶν ἐλπίδων, ἡ μιᾶς μοιραίας κοινότητος



στόχων μέ εκείνους τῶν ὁποίων ἡ τόλμη ἤδη προξένησε τόσες καταστροφές στήν πατρίδα τους.

Ἐάν ἡ Αὐτοκρατορική του Μεγαλειότητα καταδεχόταν νά ἐγκρίνει τό παρόν ὑπόμνημα, τά ἔγγραφα πού ἀπόμενε νά τοῦ ὑποβάλουμε, θά ἦταν: ἡ μιά διακήρυξη πού θά προηγοῦνταν τῆς μετακίνησης τῶν στρατευμάτων, ἡ μιά πρόσκληση στήν Τουρκική κυβέρνηση,

- διακοινώσεις ἀνάλογες, τόσο στίς συμμαχικές αὐλές, ὅσο καί στούς ὑπουργούς καί διπλωμάτες τους στήν Κωνσταντινούπολη.

- ἐνδεχόμενες ὁδηγίες πρὸς τόν ἀρχιστράτηγο τῆς στρατιᾶς τοῦ Προύθου».

---

1. VPR, τομ. IB' σ. 256-261.

---

## 156

Σύντομο ὑπόμνημα πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(11/23 Ὀκτωβρίου 1821)<sup>1</sup>

### Pro memoria

Des hommes coupables ont compromis la nation grecque dans le double dessein d'exciter la vengeance sanguinaire des Turcs contre elle et de porter ainsi la Russie à la défendre et, par conséquence, à faire la guerre à la Porte.

La Russie a frappé et frapper toujours de son improbation ces hommes de malheur. Elle déplore les calamités qui pèsent sur ses coreligionnaires. Et si, sans agir en leur faveur, elle s'est bornée à suspendre ses relations avec la Porte, c'est que faire davantage, c'eût été faire la guerre. Et faire la guerre sans avoir reconnu d'avance que nul autre moyen ne peut ramener les Turcs à un système de modération, c'eût été seconder les vues des révolutionnaires.

Ce qui a valu donc aux Moldaves et aux Valaques la dévastation de leur patrie, ce qui a coûté et ce qui coûte tant de sang et de larmes à la Grèce, c'est en origine, l'oeuvre d'une poignée d'hommes sans avenir et de quelques jeunes gens qui, sans s'en douter peut-être, sont devenus les instruments des artisans de troubles qui sont répandus en Europe.

Au point où en sont les choses grâce surtout à l'aveugle barbarie du gouvernement turc, il ne s'agit de rien moins que de sauver la Moldavie, la Valachie, la Serbie et la Grèce d'un double fléau qui désole ces belles contrées, du fléau des Turcs et de celui, tout aussi redoutable, d'une révolution que la malveillance s'efforce d'assimiler aux révolutions qui règnent dans la péninsule



occidentale de l' Europe et qui ont été conquises en Italie.

C'est vers ce but que se dirigent les efforts de la cour de Russie, soit que la Porte ait la volonté et le pouvoir d' accueillir et de mettre à exécution les mesures préliminaires que la Russie lui a proposées, soit qu'il arrive le contraire.

Dans la première hypothèse, la Russie, demandera l' exécution des traités et conséquemment des garanties qui assureraient aux principautés, à la Serbie et en général à ses coreligionnaires du Levant une existence paisible et exempte de toute offense.

Dans la seconde, l' arbitre des destinées des peuples protégera celles des Moldaves, des Valaques, des Serbiens et des Grecs.

Mais dans l'une et dans l' autre hypothèse, la conduite que suivront les chefs qui dirigent ces peuples durant la crise actuelle, contribuera essentiellement aux résultats que la Russie s' efforcera d' obtenir.

Les Moldaves et les Valaques n'ont qu'à placer toute leur confiance dans leur protecteur et avoir patience.

Les Serbiens doivent continuer à être modérés et prudents, afin d' éviter les complications désastreuses. La plus grande de toutes serait l' occupation militaire de leur pays par les Turcs ou les voies de fait qu'ils opposeraient pour s'en préserver.

Les Grecs doivent enfin n' épargner aucun soin, afin de bien caractériser aux yeux du monde leur situation actuelle,

Elle est strictement et nécessairement défensive. Ils ont pris les armes, parce que la Porte leur a déclaré la guerre par ses hattî-chérifs, par la nature et le nombre des victimes immolées à Constantinople, par leur système de mort et de destruction suivi en Moldavie et en Valachie.

Les Grecs donc se défendent, et pour se mettre à l' abri des dangers dont ils sont menacés, ils tâchent de s' emparer des forteresses et d' ôter à leur ennemi les moyens d' accomplir à leur égard le plan de destruction qu'il s'est proposé.

En partant de là, les Grecs peuvent légitimer leurs armures maritimes et les efforts qu'ils font dans le but de préserver leur terre natale de l' invasion des musulmans.

Dans cette voie ils doivent combattre les Turcs partout où ils s' rassemblent dans le dessein d' effectuer cette invasion.

Pour remplir leur grande, tâche, que doivent donc faire les Grecs? Se réunir dans un corps indissoluble et se tenir constamment sous les auspices de leur église. Car c'est par elle qu'ils existent et c'est pour elle qu'ils combattent et c'est elle seule qui peut les sauver.

Ce ne sont pas des républiques, ni des gouvernements représentatifs que les Grecs veulent fonder. Aujourd'hui ils ne font que se défendre d'un ennemi qui a juré leur perte. Lorsqu'ils se sont préservés de ce danger par leurs propres

moyens, ils s'occuperont alors de leur sort à venir et ils le croiront assuré, lorsqu'il ne dépendra plus du bon plaisir des Turcs, mais qu'il sera placé sous la sauvegarde des puissances européennes et surtout de la Russie.

En agissant d'après ce système éminemment simple et vrai, en écartant soigneusement de leur conduite et de leur langage, tout ce que les révolutions modernes ont propagé de pennicieux dans le domaine des idées et des institutions sociales, les Grecs rempliront honorablement leur tâche et peuvent toujours espérer dans la bienveillance et dans la protection européenne.

Mais il ne faut pas qu'ils se contentent de bien parler. Il faut plus; il faut qu'ils gouvernent bien, et ils ne gouverneront bien qu'en mettant en pratique en tout et pour tout, constamment et indistinctement, les préceptes de la morale chrétienne.

---

Μέ τό υπόμνημα αὐτό ἐπιχειροῦνταν μιά ἀπογραφή τῶν ἐπιπτώσεων πού εἶχαν στή Μολδαβία, τή Βλαχία, τή Σερβία καί τήν Ἑλλάδα οἱ πρόσφατες ἐπαναστατικές ταραχές. Κυρίαρχο πρόβλημα ἡ τουρκική βαρβαρότητα ἐναντίον τῶν χριστιανῶν ὑπηκόων. Γιά πρώτη φορά ὁ Καποδίστριας ἐνέκρινε μέ ἐπίσημο ἔγγραφο τή νομιμότητα τῆς προστασίας τῶν Ἑλλήνων ἀπό τή μουσουλμανική εἰσβολή. Γιά νά πετύχουν τό μεγάλο αὐτό στόχο θάπρεπε νά συνενωθοῦν σέ ἓνα «συμπαγές σῶμα καί νά παραμείνουν σταθερά κάτω ἀπό τήν προστασία τῆς ἐκκλησίας τους». Οἱ Ἕλληνες «ὑπερασπίζονται τούς ἑαυτούς τους ἀπό ἓνα ἐχθρό πού ὀρκίστηκε τήν ἐξόντωσή τους. Ὅταν προφυλαχθοῦν ἀπό τόν κίνδυνο αὐτό μέ τά δικά τους μέσα τότε θά μπορέσουν νά φροντίσουν γιά τή μελλοντική τους τύχη πού θά τή νοιώσουν ἐξασφαλισμένη ὅταν δέν θά ὀρίζεται πιά ἀπό τίς ἐπιθυμίες τῶν Τούρκων ἀλλά θά ἔχει τεθεῖ κάτω ἀπό τή μέριμνα τῶν εὐρωπαϊκῶν Δυνάμεων καί κυρίως τῆς Ρωσίας»<sup>2</sup>.

---

1. *VPR*, τομ. IB' σ. 327-329.

2. Προβλ. Ἀρχεῖον Ἱ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 70 κ.έ., Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἱ. Καποδίστρια ὑπέρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 140 κ.έ.

## 157

**Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο κόμη Λίεβεν  
(27 Νοεμβρίου/9 Δεκεμβρίου 1821)<sup>1</sup>**

En prenant lecture de la lettre particulière que j'ai écrite au général Pozzo à la fin d' août avec l' approbation de l' empereur, vous avez bien voulu me témoigner, mon cher comte, que vous attacheriez du prix à en recevoir de semblables toutes les fois que vous auriez des intérêts majeurs à discuter.

Ceux dont il s' agit dans notre expédition de ce jour, sont l'une haute importance, et j'ose me flatter que vous verrez avec quelque plaisir nos dépêches accompagnées d'une longue lettre particulière.

La voici donc. Elle vient vous dire comment nous avons entendu le langage du marquis de Londonderry et comment nous désirons qu'il entende le nôtre.

Entre les cabinets et d' après les convenances diplomatiques, ce comment ne pouvait devenir l' objet d'une pièce officielle. Les hommes en général n' aiment point à se dire en public des choses peu agréables, et quand ils ont de bonnes vérités à se communiquer, ils s' expliquent en confiance dans un entretien particulier. Alors tous les égards sont observés, les devoirs de l' amitié remplis et le bien peut se faire.

Connaissant l' impression produite sur l' esprit du marquis de Londonderry par nos communications antérieures, il vous tarde sans doute de connaître celle que le nôtre aura reçue de la pièce britannique que nous avons sous les yeux. Je vais vous en rendre compte.

Votre expédition de Hanovre nous avait préparés à douter d'une fait que nous regardions comme indubitable, savoir que les opinions de l' empereur sur les deux alternatives qui se présentent dans nos négociations avec la Porte, avaient été clairement comprises par les cabinets alliés.

Les instructions du marquis de Londonderry ont confirmé les pressentiments que vos dépêches avaient fait naître en nous sous ce rapport, et plus on examine attentivement ces instructions, plus on a lieu de se convaincre que le ministère britannique s'est complètement mépris sur les sens littéral des termes dans lesquels étaient conçues nos ouvertures aux cours alliées, et qu'il nous prête des propositions que nous n' avons jamais articulées. C'est un fait malheureusement irréfutable et dont notre expédition de ce jour n' offre que trop de preuves.

Nous supposer en effet uniquement préoccupés du projet exclusif de renverser l' Empire Ottoman, de refouler en Asie trois millions de Turcs et de faire triompher en Grèce des principes et des hommes que l' empereur a toujours réprouvés, qu'il réprouvera toujours, c'était se mettre dans l' impossibilité d'

apprécier nos véritables propositions.

Celles qui se rapportent à la première alternative, ont dû être envisagées dès lors comme tendantes à rendre forcément nécessaire la réalisation de la seconde, et celles qui concernent cette dernière, comme donnant la mesure de l'immense étendue des plans que les malheurs de la Turquie avaient fait concevoir à l'empereur.

Dans le premier cas, nous n'aurions fait semblant d'offrir aux Turcs des moyens de conciliation et de paix que pour légitimer la guerre.

Dans le second, nous n'aurions proposé aux cours alliées de délibérer avec nous que pour les amener graduellement à seconder nos desseins.

Nous sommes d'autant plus autorisés à croire que c'est dans ce sens que les cabinets de Vienne et de Londres ont interprété nos ouvertures, que vous ne nous avez pas laissé ignorer l'effet salubre des entretiens confidentiels que vous avez eus avec le marquis de Londonderry et le prince de Metternich dès votre arrivée à Hanovre.

L'empereur vous sait gré de ces premiers succès et il désire que vous persistiez à combattre et à vaincre les méfiances par l'ascendant seul de la vérité et de la franchise.

Le travail joint à notre dépêche réservée, nous en offre les moyens. J'essayerai d'en multiplier le nombre, en poussant plus loin les explications.

La dépêche principale dont vous allez faire lecture au marquis de Londonderry, n'est en substance que la répétition de tout ce que nous avons dit depuis le mois de juin sur la question de la paix et de la guerre. Il est donc à craindre que les mêmes préventions n'enfantent les mêmes erreurs. Tâchons de nous former une idée distincte des unes; peut-être parviendrons-nous à dissiper les autres.

Parlons d'abord de la paix et des conditions auxquelles il nous est permis d'en admettre la possibilité et la réalité.

Nous avons articulé dans nos dépêches du 29 août et du 13 septembre celles de ces conditions que nous regardons comme préliminaires. Les demandes que renfermait la note remise au gouvernement turc par le baron de Stroganoff, ne l'étaient pas moins, et les conditions que nous avons en vue, le seront toujours, parce qu'en les acceptant et en les remplissant, la Porte ne nous donnera qu'une première preuve de ce qu'elle voudra et de ce qu'elle pourra faire pour adopter et suivre des principes d'humanité et de justice envers les chrétiens, ses sujets, dont les traités commettent la protection à la Russie, — principes qui, fidèlement observés, rendront possible le rétablissement des relations entre les deux Empires sur le pied où elles se trouvaient avant le mois de mars.

Tous nos griefs portent sur le système de vengeance, de destruction et de mort qui atteste jusqu'à présent de la manière la plus déplorable le fatal

aveuglement de la Porte et dont aujourd'hui même la Valachie, la Moldavie, Smyrne, l'île de Chypre et celle de Candie nous offrent la triste démonstration. C'est contre ce système que nous avons protesté, c'est à cause de ce système que nous avons rompu nos relations avec le Divan.

Toute la question est là, et pour ne la voir que là, transportez-vous, mon cher comte, à Constantinople, supposez-vous revêtu du caractère de représentant de l'empereur à la Porte Ottomane et soyez, si vous le prouvez, témoin impassible des mesures absurdes et cruelles que le gouvernement turc prend envers les chrétiens dont votre souverain a été déclaré le protecteur par les plus formelles transactions. Voyez ces peuples que la Russie protège, réduits à l'alternative de périr, de combattre ou d'embrasser l'islamisme.

Telle serait cependant la situation du baron de Stroganoff, s'il était resté à Constantinople. Telle serait même la situation où il se retrouverait encore, lui ou tout autre ministre de s.m.i., si nous avions déclaré que immédiatement après la mise à exécution des préliminaires, nous replacerions nos relations avec l'Empire Ottoman sur le pied où elles étaient au mois de mars.

Nous ne saurions le dissimuler, il y aura toujours une double gradation dans celles que nous renouerons avec la Porte.

D'abord pour que nous puissions entrer en négociation avec elle, il faut que la Porte nous prouve qu'elle veut une négociation fondée sur la base des traités existants, et pour qu'elle le prouve, il faut qu'elle adopte et qu'elle exécute les mesures préalables que nous lui demandons.

Ensuite, pour que cette négociation nous conduise au rétablissement de nos relations sur le pied où elles étaient avant le mois de mars, il faut que la Porte convienne avec nous des mesures ultérieures au moyen desquelles elle pourra remplir les obligations qu'elle a contractées à notre égard par ces mêmes traités en faveur de nos coreligionnaires.

Je dis qu'elle convienne avec nous de ces mesures, parce qu'elle ne saurait les prendre ni seule, ni à l'aide de l'intervention des autres puissances, tant que ses relations avec la Russie seront rompues.

Elle ne saurait en effet les prendre seule, car nous avons sous les yeux l'exemple des deux principautés et du sort qu'elle a fait subir à ces malheureux pays, quoique depuis le mois de juin nous nous efforcions avec une persévérance que rien ne décourage, de l'éclairer sur ses véritables intérêts.

Elle ne saurait non plus les prendre à l'aide de l'intervention des autres puissances chrétiennes et sans la participation active et directe de la Russie, parce que cette participation seule peut dissiper les illusions, rectifier les erreurs, modérer les espérances des Grecs. Vouloir que la Russie soit hors des négociations que l'on entamerait avec eux, ce serait enlever aux propositions qu'on leur ferait, toute probabilité de succès.

Mais à supposer même que par l'entremise et par l'autorité des autres puissances la Porte parvint à conclure un arrangement avec les Grecs qui alors se trouveraient nécessairement sous la protection des cours médiatrices du traité, nous le demandons: dans cette hypothèse la Russie, en rétablissant ses relations avec la Porte, les rétablirait-elle sur le pied où elles étaient avant le mois de mars? Il serait difficile de le prétendre, vu qu'aucune puissance n'a possédé jusqu'à ce jour, à l'égard des chrétiens de la communion grecque, les droits que possède la Russie en vertu des traités de Kaynardgi, de Iassy et de Bucarest.

Cette considération semble n'avoir point échappé aux cabinets alliés, et c'est là sans doute le motif qui les a portés à désapprouver le plan proposé par lord Strangford.

Après avoir démontré que c'est principalement par l'influence de la Russie que peuvent être pacifiées les provinces insurgées de la Turquie européenne, et que cette pacification est la condition essentielle du rétablissement de nos anciennes relations avec la Porte, il nous reste à parler d'une question qui nous paraît vivement intéresser les cours alliées. C'est celle de savoir quel sera le plan que nous proposerons à la Porte pour rendre la paix aux contrées où son autorité est méconnue, quand une fois elle aura mis à exécution nos préliminaires.

Il nous est impossible de rien ajouter à ce que nous disons sur cette question dans nos dépêches.

Nous ignorons complètement quel sera l'état des provinces insurgées, lorsque la Porte renouera des négociations directes avec nous.

Nous ignorons aussi dans quelle disposition elle les renouera.

Peut-on, sans posséder aucune donnée sur ces deux points essentiels, peut-on raisonnablement combiner d'avance un système et faire des propositions?

D'ailleurs, dans quel but les ferait-on aujourd'hui?

Ce ne serait pas pour exécuter le plan sur lequel elles seraient basées, car afin qu'un plan de cette nature soit exécutable, nous avons vu qu'il était nécessaire que la Russie pût concourir à son exécution, et elle ne pourra y concourir qu'autant qu'elle sera entrée en rapport avec le Divan.

Ce serait encore moins pour donner aux Turcs un gage de la modération de l'empereur. Peuvent-ils en demander une preuve plus éclatante que la longanimité avec laquelle s.m. tolère leur conduite depuis sept mois?

Il nous paraît étrange de supposer que pour former des prétentions exagérées, arbitraires ou contraires soit à la lettre, soit à l'esprit des traités, la Russie choisit le moment où, par l'adoption des mesures préalables que leur demande s.m.i., les Turcs auraient prouvé qu'ils ont l'intention de respecter ces mêmes traités et de remplir les engagements qui en dérivent.

Sous ce rapport il suffit d'observer que nos préliminaires sont fondés sur

nos droits les plus incontestables, pour avoir la garantie complète de nos déterminations futures, et c'est avec la conviction intime qu'on ne saurait révoquer en doute la pureté des vues de l'empereur, que je passe à la seconde alternative, à celle de la guerre.

Si la Russie avait eu le projet de rendre inévitable la chance d'une guerre, pourquoi, au lieu de répliquer à la Porte au mois de septembre et d'insister sur un accord préalable auprès des cours alliées depuis le mois de juin, n'aurait-elle pas fait marcher vers la Moldavie et la Valachie une armée dont la seule approche eût contraint les Turcs à se retirer?

La réponse de la Porte à notre note du 6(18) juillet et les excès que les troupes commettaient dans les principautés, auraient légitimé une semblable résolution.

Aucun motif ne nous empêchait de la prendre, ni la crainte des forces musulmanes, car leur infériorité contre des troupes européennes est connue, n' l'appréhension des secours que la Porte aurait reçus des autres puissances, car le cabinet de St. James lui-même s'attendait aux hostilités, et en reconnaissant la justice de nos griefs, comme les autres cabinets alliés, il n'aurait pu désapprouver l'emploi que nous aurions fait de la force des armes pour obtenir une satisfaction que la persuasion ne nous avait pas procurée.

Une fois parvenue jusqu'au Danube, une armée russe n'aurait-elle pas dicté les conditions de la paix? Si les Turcs eussent refusé d'y souscrire, la Russie ne pouvait-elle pas pousser plus loin ses opérations, et serions nous à discuter en ce moment la possibilité ou la probabilité de la guerre?

En cas que nous nous soyons mal exprimés sur les motifs qui ont fait adopter à l'empereur le système de conduite qu'il suit, et que nos dépêches aient laissé des impressions défavorables dans l'esprit du gouvernement britannique, au moins les faits auraient-ils dû le convaincre des intentions modérées et pures de s.m.i.

Je le répète, sil' on ne peut les mettre en doute, on insistera avec plus d'énergie auprès du gouvernement turc sur la nécessité d'accéder à nos propositions.

Si l'on est persuadé que, sans être en relations avec lui, nous ne saurions concevoir un plan de pacification pour les provinces insurgées, et que sans notre concours tout projet semblable serait impossible à exécuter, on ne nous demandera pas de faire connaître dès à présent nos idées à cet égard.

Si une expérience de près de huit mois a prouvé que l'empereur ne ferait la guerre que quand la guerre serait absolument inévitable, on ne se montrera plus alarmé des motifs qui le forceraient à prendre les armes.

Enfin, si une autre expérience, bien plus longue encore, a démontré que l'empereur ne perdait jamais de vue les intérêts du système européen, on cessera de nourrir des appréhensions sur les conséquences de cette guerre au cas qu'elle



dût avoir lieu.

Sans doute ses résultats peuvent réagir sur le reste de l'Europe, mais c'est précisément pour cela que nous avons engagé les cours alliées à deux reprises de délibérer en commun sur cette importante question.

Nous regrettons que le ministère anglais n'ait pas cru devoir l'envisager et la discuter dans ses principes.

L'empereur en avait néanmoins indiqué tous les points de vue dans sa lettre au marquis de Londonderry. Il avait surtout développé les rapports de cette question avec la situation politique du reste de l'Europe et prouvé qu'il serait également contraire, au bien générale que les Turcs parvissent à triompher des Grecs, en les détruisant, que l'insurrection remportât une victoire ou que l'état actuel de choses dût se prolonger indéfiniment.

Il lui avait paru que dans ces trois hypothèses, et nous croyons difficile d'en trouver une quatrième, la tranquillité de l'Europe et le caractère moral de l'alliance européenne pouvaient être compromis.

Lord Londonderry a aussi reconnu la possibilité de ce malheur dans ses instructions au chevalier Bagot, et cependant il n'en a pas voulu discuter d'avance le remède.

Il nous semble que sur ce point une explication franche serait toujours salutaire.

Au surplus, mon cher comte, les vérités dont il importe essentiellement de convaincre le cabinet de Londres, sont celles que je vais résumer ici en peu de mots:

1) l'empereur désire aujourd'hui la paix, comme il l'a désirée dès le moment où les premiers troubles ont éclaté en Valachie et en Moldavie;

2) c'est parce que ce désir est sincère, qu'il a préféré à toute autre la marche qu'il suit et qu'il continuera de suivre, en poussant, comme nous le disons dans nos dépêches, la patience et la modération jusqu' à leurs dernières bornes;

3) prévoyant le possibilité d'une guerre, il persiste à regarder comme éminemment utile la résolution de s'entendre sur les conséquences qu'elle peut entraîner;

4) enfin, les mesures qu'il prendre, même dans le cas malheureux où la guerre deviendrait inévitable et où il serait forcé de recourir aux armes, ne seraient point calculées dans les intérêts exclusifs de la Russie, et ceux de l'alliance générale feraient toujours l'objet de la plus vive sollicitude de s.m.i.

Je termine ma lettre, en vous disant comme Madame de Sévigné, que je n'ai pas eu le temps de la faire plus courte, et je m'estimerai heureux si, en vous donnant une idée précise des opinions de l'empereur, je puis préparer des succès à vos talents et seconder le zèle qui vous anime pour le service de notre auguste maître.

Agréez....

Ἡ ἐπιστολή κατήγγελε τήν καχυποψία τῆς βρετανικῆς κυβέρνησης ἀπέναντι στή στάση τῆς Ρωσίας στό Ἀνατολικό Ζήτημα. Παρά τίς ἐξηγήσεις πού εἶχαν δοθεῖ, οἱ φιλότουρκοι Βρετανοί ἀπέδιδαν ἐπεκτατικές προθέσεις στή Ρωσία σέ βάρος τῆς Τουρκίας. Ὁ Καποδίστριας διευκρίνιζε ὅτι ἡ διακοπή τῶν σχέσεων μέ τήν Πύλη ὀφειλόταν ἀποκλειστικά στό «σύστημα ἐκδίκησης, καταστροφῆς καί θανάτου» πού εἶχε υἱοθετήσει ἡ ὀθωμανική κυβέρνηση ἐναντίον τῶν χριστιανικῶν πληθυσμῶν τῆς Ἀνατολῆς. Ὁ αὐτοκράτορας Ἀλέξανδρος δέν ἀποσκοποῦσε παρά μόνο στήν ἐξασφάλιση τῆς ἡσυχίας καί στήν ἀποκατάσταση τῆς εἰρήνης...

1. VPR, τομ. IB' σ. 371-376.

## 158

Ἐπιστολή πρὸς τόν ὑπουργό κόμη Νέσσελροντ  
(29 Δεκεμβρίου 1821/10 Ἰανουαρίου 1822)

Le mémoire relatif à l'interprétation du premier Article du Traité de Gand est encore sur le métier. Et il y restera selon toute apparence jusqu'à demain au soir. Je désigne appuyer mon opinion à des autorités incontestables, et il faut les chercher dans des oeuvres classiques de grammaire et de droit public. Les citations que Matuscewitz a recueillies ne suffisent pas, parcequ'il s'agit de persuader des hommes à prévention.

J'ai passé plus d'une soirée avec les argumens de M. Midelton [Midleton] et de M. Bagot, et je compte néanmoins de ne pas quitter cette aimable combagnie que lorsqu'il n'y aura plus rien à dire ni à l'un ni à l'autre. Ce qui sera fait, j'espère, pour après-demain.

En attendant, pour me consoler de ce travail, on est venu me dire que l'Ambassadeur d'Angleterre et le Ministre d'Autriche ont expédié hier deux courriers - que ces courriers apportent aux Cabinets de Vienne et d'Angleterre de nouvelles explications de la part de S.M.I., sur les affaires de l'Orient - et qu'enfin c'est dans votre travail de lundi soir que l'Empereur vous a mis à même de faire connaître au chevalier Bagot et à M. de Lebzelter ses intentions.

Le départ des courriers et votre travail de lundi soir sont deux points incontestables. Or en algèbre deux quantités connues en donnent une inconnue - je ne sais pas s'il en est la même [chose] en politique.

Quoi qu'il en soit, j'aime à croire, mon cher Comte, que vous ne voudrez pas

me laisser long temps encore dans l' ignorance de ce que je dois penser de tout ceci, et surtout de ce que je dois en dire à ceux qui m'en parlent - Vous savez bien que je ne poursuis pas le Monde et que j'existe dans l' isolement le plus absolu. Mais il m'est impossible de défendre ma porte aux personnes que les relations de service mettent dans un contact nécessaire avec moi. Cette circonstance me force à rompre un long silence. Et croyez que je m'y decide en éprouvant une peine très profonde. Elle est profonde, cette peine, parce qu'elle n'est pas méritée - j'en appelle à votre souvenir, et à votre bon coeur. Pardon de la longueur de ce billet.

Ἡ ὅλη περιπλοκή στό Ἀνατολικό Ζήτημα καί ἡ ἀμφιταλαντευόμενη στάση τοῦ τσάρου Ἀλέξανδρου ἀνάμεσα στήν ἀποφασιστική δράση ἢ τήν ἀνοχή<sup>2</sup> συντελοῦσαν βαθμιαία στήν ἀποδυνάμωση τῆς ἰσχύος τοῦ Καποδίστρια καί στόν ὑπερκερασμό τῶν ἀπόψεων τοῦ ἀπό ἐκεῖνες τοῦ Νέσσελροντ<sup>3</sup>. Παρά τά διακριτικά παράπονα πού διατυπώνονταν στήν παραπάνω ἐπιστολή ὁ Νέσσελροντ φρόντιζε νά καλλιεργεῖ τή δική του ἄνοδο συμπλέοντας μέ τή ἀντιδραστική ἀνατολική πολιτική τοῦ πρίγκιπα Μέττερνιχ<sup>4</sup>.

1. C. W. Crawley, J. Capodistrias: Some Unpublished Documents, ὁ.π., σ. 53-54.

2. Πρβλ. P. Schroeder, Metternich's Diplomacy (1962) σ. 186, A. Prokesch-Osten, Geschichte des Abfalls der Griechen, τομ. Α' σ. 208, Cecil Algernon, Metternich, σ. 208.

3. R. Metternich - A. Klinkowsiroem, Aus Metternich's nachgelassenen Papieren, τομ. Γ' σ. 448, A. Nesselrode, Lettres et papiers, τομ. Στ' σ. 119, N. Mikhailovitch, Les Rapports diplomatiques de Lebzeltern, σ. 337, E. Levis - Mirepoix, Mémoires et papiers de Lebzeltern (1949) σ. 406.

4. Ἀντί ἄλλων, βλ. Π. Πετρίδη, Ἡ διπλωματική δράσις τοῦ Ἰ. Καποδίστρια ὑπέρ τῶν Ἑλλήνων, σ. 146 κ.ε., R. Metternich, Aus Metternich's, ὁ.π., τόμ. Γ' σ. 430: «Dass Nesselrode mich liebt, finde ich natürlich».

## 159

Ἐπιστολή πρὸς τόν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(31 Δεκεμβρίου 1821/12 Ἰανουαρίου 1822)<sup>1</sup>

L'état de ma santé, et plus encore la tristesse qui m' accable m'obligeant à garder la maison demain.

Permettez donc, Sire, que je vous adresse ces lignes. Elles viennent vous porter l' expression des vœux que je forme pour que la nouvelle année soit aussi heureuse que V.M.I. le désire.

Ignorant si celle qui vient de finir ne vous a pas laissé, Sire, une impression défavorable sur mon caractère et sur ma conduite, je croirais manquer au plus sacré de mes devoirs si je ne mattreiss pas sous les yeux de V.M.I. la situation où me place une semblable incertitude.

Lorsque j'interroge ma conscience sur mes sentimens, sur mes principes, et sur mes actions, elle me persuade que je n'ai pas mérité, que je ne mériterai jamais la bonne opinion et la confiance dont V.M.I. m'a honoré depuis l' année 1814 jusqu'à l' année 1819, et notablement à Fribourg, à Paris, à Vienne et en Russie.

Mais lorsque je ressents les peines qui empoisonnent tous les jours de ma vie depuis deux ans, et surtout depuis Troppau et Laybach, je dois me dire que le témoignage de ma concience me tient dans une illusion dont l' autorité de faits nombreux n'a encore détruit le charme.

Ce serait abuser de votre bonté, Sire, que de faire ici l' énumération de tous ces faits. Je me bornerai donc d'en citer un seule, celui qui m'a forcé à écrire avant hier à M. Nesselrode le billet ci-joint en copie et qui a motivé de sa part la réponse que je prends la liberté de joindre ici en original. Que V.M. daigne lire l'une et l'autre et qu'elle me permette d'y ajouter une seule observation.

En admettant l' assertion de M. le Comte de Nesselrode, il m'est difficile d' expliquer pourquoi c'est lui qui commente mon travail. Et comment il se fait qu'en donnant aux ministres étrangers des explications dont nous sommes convenus en commun, il m'en fait un double secret. Il ne m'en parle pas en particulière, et il en rend compte a V.M.I. tout seul. Mais il y a plus. Dans des questions aussi délicates et aussi clairement discutées dans nos dépêches et lettres particulières, pourquoi donner des commentaires de vive voix, et non par écrit: et s'ils sont donnés par écrit, pourquoi ne pas me les communiquer du moins pour en faire l' objet d'une instruction supplémentaire qui mettrait d' accord les ministres de V.M.I. à Vienne, à Berlin, à Londres et à Paris avec les représentans de ces Cours à St. Petersbourg?

Je n'ose pas croire que M. le C. Nesselrode eût adopté cette marche inusitée sans motif et sans autorisation.

Si ce motif existe, si une semblable autorisation a été donnée, descendez, Sire de la Hauteur où le Providence vous a placé, pensez à moi - et jugez de l' état ou me trouve la nouvelle année.

Elle me trouve profondément affligé, mais non indigne de votre bienveillance. Mon dévouement à votre Personne Auguste est un sentiment qui s'est désormais identifié avec celui de ma vie, et qui ne s' éteindra qu'avec elle. Comme il n'est pas en mon pouvoir de le subordonner à aucun raisonnement, ni à aucun

calcul, aussi m'est il impossible de le faire taire. Ce sentiment m'encourage, donc à vous demander, Sire, une double grâce.

Ne me juger pas sans m'entendre et quelles que soient vos décisions à mon égard, ne me refusez pas la consolation d'espérer que V.M.I. me conservera toujours ses bontés et ne me refusera pas un asyle dans ses états.

Je suis avec un profond respect.

---

Ο Καποδίστριας διαμαρτυρόταν, μιά ακόμη φορά, για τη βαθμιαία παράκαμψη του και τη μη ενημέρωση του στα βαλκανικά ζητήματα από τον Νέσσελροντ<sup>2</sup>. Παράλληλα εξέφραζε την απογοήτευση του απέναντι στην εξαλειφόμενη προς τό πρόσωπο του βαθμιαία αυτοκρατορική έμπιστοσύνη<sup>3</sup>.

---

1. C.W. Crawley, J. Capodistrias: Some Unpublished Documents, δ.π., σ. 52-53.

2. Πρβλ. N. Mikhailovitch, Les Rapports diplomatiques de Lebzeltern, σ. 363, R. Metternich, Aus Metternich's nachgelassenen papieren, τομ. Γ' σ. 507.

3. E. Levis - Mirepoix, Mémoires κλπ. σ. 422.



**KEIMENA**  
**1822**





## 160

Ἑπόμνημα πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(1/13 Μαΐου 1822)<sup>1</sup>

Je prends la liberté de mettre sous les yeux de v.m.i. le rapport concernant les communications autrichiennes que je viens de lire à M. de Nesselrode et à M. de Tatistcheff. Peut-être jugera-t-elle convenable d'en prendre connaissance avant le travail où elle daignera nous donner ses ordres sur la question qu'il examine.

Que v.m. me permette de joindre ici un résumé qui renferme dans des termes moins diplomatiques les mêmes observations qui sont consignées dans le rapport.

L'un est l'oeuvre du ministère, l'autre est l'expression pure et simple de l'opinion respectueuse autant que loyale de votre dévoué serviteur.

Cette opinion, Sire, est celle que j'ai osé vous soumettre l'année dernière. Si j'ai le courage de la reproduire encore aujourd'hui, c'est que les événements me semblent démontrer que plus v.m. tarde à prendre une forte position devant les ennemis qui conspirent la perte de l'alliance et celle du monde en Orient, plus ces ennemis triomphent et de la cause générale que v.m. défend, et des intérêts de la Russie qu'à la longue vous ne pouvez, Sire, abandonner ni à l'aveugle barbarie des Turcs, ni aux combinaisons de la vieille politique, ni au désespoir de nos coreligionnaires placés dans l'alternative ou de périr, ou d'apostasier.

Si v.m.i. lisait dans mon cœur comme dieu y lit, elle verrait que mes principes et mes opinions dans cette grande affaire, comme dans les autres, sont entièrement indépendants de toute vue particulière ou d'intérêts que je ne puisse avouer à v.m.i.

Je n'ai jamais eu, Sire, de ces intérêts ou de ces vues. Et c'est parce que je suis fort de ce sentiment que j'ose espérer que quelles que soient ses déterminations, v.m.i. me conservera toujours son auguste bienveillance.

Je suis avec respect....

En invitant v.m.i. à prononcer si c'est par la force des armes ou par le moyen d'une médiation européenne que la Russie peut replacer sur une base honorable ses relations avec la Porte, les puissances alliées vous proposent, Sire, une question qui se résout de deux manières.

La Russie restant telle qu'elle a toujours été, et ne changeant pas de système, ne saurait avoir plus de confiance cette année-ci dans le succès des négociations qu'elle n'en a eu l'année dernière.

L'année dernière elle a permis que des négociations s'ouvrirent, parce qu'elle a voulu laisser à ses alliés les moyens de se convaincre que la Porte n'avait ni l'intention, ni le pouvoir de remplir les obligations que les traités lui imposent à l'égard de la Russie, et que dès lors elle se mettait en état d'hostilité contre nous et contre tous les intérêts que nous protégeons dans le Levant.

La preuve de cette vérité est acquise. Elle frappe à la fois tous les yeux et tous les esprits et tant qu'elle existe, aucun cabinet, aucune combinaison politique n'auront la puissance de la faire révoquer en doute.

Ce fait admis, et certes il serait difficile de ne pas l'admettre, la première solution du problème se réduit aux termes suivants.

La Russie ne s'est point trompée et n'a point induit en erreur ses alliés sur le véritable situation de la Porte.

Contraints aujourd'hui de partager son opinion, ils lui reconnaissent le droit de recourir à la force des armes.

C'est donc par la force des armes que la Russie peut en ce moment ramener les Turcs à l'observation des traités et préserver l'Europe de toutes les calamités nouvelles dont la menacent des troubles qui semblent réclamer de plus en plus l'intervention d'un pouvoir éclairé et sagement modérateur.

Dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire, si l'on suppose que la Russie, comptant sur le succès des négociations, accepte une médiation étrangère dans ses différends avec la Porte, la Russie se serait placée en contradiction avec elle-même. Elle ne serait plus aux yeux des Turcs, ni de ses coreligionnaires la Russie de 1774, de 1792, de 1812 de 1821, car elle aura de fait retracté toutes ses déclarations et en adoptant le plan proposé par l'Autriche, elle ferait croire de deux choses l'une: ou que ses alliés l'ont forcée à se désister de ses prétentions, ou bien qu'elle n'a élevé ses anciens griefs que dans la vue de surprendre leur bonne foi.

Telle serait, Sire, la seconde solution du problème que v.m.i. médite encore dans sa haute sagesse. Mais si telle devait être la marche ultérieure, on ose l'affirmer avec certitude, la Russie se réduirait volontairement à l'alternative de perdre sans retour sa prépondérance dans le Levant, tous les droits qu'elle a conquis, tous les avantages qu'elle en retire, et de les abandonner tous à l'Angleterre, ou bien de voir la question se compliquer au point que si elle voulait un jour la décider d'après les traités, elle aurait à vaincre non seulement la

résistance ouverte des Turcs, mais celle de l' Angleterre et peut-être celle des autres puissances alliées.

Si, en effet, la Russie accepte aujourd'hui la proposition d'une négociation européenne ou, en d' autres termes, d'une médiation étrangère, les Turcs peuvent aisément profiter des lenteurs inséparables d'un pareil mode de négocier pour envahir la Morée et l' Archipel.

Sur quoi porteront alors les arrangements entre la Russie et l' Empire Ottoman? Sur des provinces que la Russie devait protéger et que, malgré les protestations de la Russie, les Turcs auront impunément dévastées. Pour peu qu'on réfléchisse à un semblable résultat, on ne peut s' empêcher de se demander avec douleur: que seront devenus pour un demi-siècle au moins tous les éléments de la prépondérance que d'honorables traités ont fait acquérir à la Russie, sa puissance morale, les vaisseaux qui se couvraient de son pavillon, les hommes qui se dévouaient à ses intérêts? Livrés à la merci des Turcs dans une conjoncture décisive, ceux même de ces hommes qui survivront à tant de malheurs, ne chercheront-ils pas une protection plus efficace? Ne la trouveront-ils pas auprès de l' Autriche et de l' Angleterre? Et le Divan pourra-t-il refuser ce droit aux cours de Vienne et de Londres pour prix des services qu'elles lui auront rendus? Où sera, il faut bien le répéter, où sera à cette époque la Russie de 1774, de 1792, de 1812, de 1821?

D'autres questions non moins importantes fixeront peut-être attention de v.m.i.

Si la Russie accepte une médiation européenne, comment fera-t-elle pour rejeter les conditions que les puissances médiatrices auront jugé convenable de lui présenter? Si elle les rejette, comment motivera-t-elle la résolution d'obtenir des Turcs de redressement de ses griefs? N'est-ce pas alors que l' alliance sera vraiment menacée de se dissoudre?

Supposé même qu'au moment dont on parle, la Russie eût de motifs fondés de déclarer la guerre à la Porte, et que les armées ottomanes n'eussent point rétabli la paix de désert en Grèce et dans les principautés, pourquoi les puissances alliées n' exigeraient-elles pas de la Russie qu'elle renonçât une seconde fois au dessein de faire la guerre, comme elle y renoncerait aujourd'hui, aujourd'hui que ses droits et ses titres sont encore tout entiers? Le sacrifice total de nos intérêts ou la rupture de l'alliance — voilà le choix que nous laisserait forcément la médiation proposée par la cour de Vienne.

De ces considérations il résulte:

1. Que la nécessité qui nous a fait adopter notre plan de conduite, nous commande de le poursuivre avec une persévérance inébranlable.

De n' admettre par conséquent aucune modification quant au fond de notre ultimatum.

D'exiger aux termes de cet ultimatum que la première démarche soit faite

par les Turcs et adressée directement à la Russie.

De poser en principe que dans les négociations la Russie sera toujours partie principale, que les puissances n'interviendront qu'à sa demande dans ce qui aura rapport à la pacification de la Grèce et de l' Archipel, que les négociations, n' ayant pour objet que des intérêts russes, ne peuvent avoir lieu que sur les frontières ou dans le voisinage de la Russie et que, vu leur importance, elles doivent être conduites sous les yeux de v.m.i.

De ces mêmes considérations il résulte encore:

2. Que si v.m.i. ne juge pas le moment actuel favorable à l' emploi de la force des armes, il est d' autant plus essentiel de relever une autre force dont elle est investie, - la force morale que donne une politique dont les déterminations ne changent pas.

3. Que ces déterminations changeraient si nous devons suivre les ouvertures de l' Autriche, et qu' en conséquence cette force morale serait perdue tant auprès des Turcs, qu' auprès de nos coreligionnaires.

4. Que dans toute combinaison du genre de celle qu' on vient de nous indiquer, ce ne serait plus la Russie qui, par la justice de sa cause, par la modération de ses principes et l' ascendant de sa puissance, ferait adopter son système aux cours alliées, mais les cours alliées qui lui imposeraient le leur - résultat dont l' apparence seule est inadmissible.

La rapport soumis aujourd' hui à v.m.i. par son ministère signale un milieu entre ces extrêmes et trace un nouveau plan de négociation avec la Porte.

Mais ce plan diffère sous plus d' un rapport de celui que nous a proposé la cour de Vienne.

L' un suppose que la Russie abandonne tous ses intérêts en Orient aux soins de ses alliés.

L' autre se fonde sur le principe que ce n' est que par la Russie seule que des intérêts russes doivent être protégés.

L' un n' énonce pas en termes précis le but que la négociation européenne doit atteindre.

L' autre détermine le but de toute négociation et fixe l' époque où les incertitudes doivent cesser.

L' une ne parle d' aucune mesure coercitive.

L' autre en indique une première pour prévenir, s' il est possible, la nécessité d' en employer de plus fortes.

La maison qu' on allègue en faveur de la médiation, c' est que notre système peut conduire à la guerre et qu' une guerre avec la Turquie doit compromettre la paix générale et le repos de l' Europe.

Mais d' abord, il a déjà été prouvé que si la médiation ne conduit pas à la guerre, elle conduit à coup sûr au sacrifice de nos intérêts. Et d' ailleurs ne conduira-t-elle pas également à la guerre, si les propositions des puissances

μέδιαιτρες sont rejetées d'abord par la Porte ou plus tard par les plénipotentiaires ottomans?

Enfin, est-il vrai qu'une guerre avec la Turquie doit forcément compromettre le repos de l'Europe?

Elle ne le compromettra point par le fait des gouvernements, car les gouvernements ont tous reconnu que la Russie est en droit de déclarer la guerre aux Turcs et qu'elle ne leur ôtera aucun des moyens qu'ils possèdent pour réprimer le mauvais esprit des peuples.

Elle ne le compromettra pas non plus par le fait de la Russie, car la Russie prendrait les armes, en déclarant à la face du monde qu'elle les prend dans la vue de faire respecter ses droits en non d'assurer la désastreuse triomphe d'une révolution qu'elle improuve, mais de la terminer. La Russie d'autre part est assez puissante pour prêter en même temps son assistance partout où elle pourrait être nécessaire.

Ce raisonnement semble de toute justesse aujourd'hui. Personne ne peut répondre qu'il le soit encore dans quelques mois.

On consent maintenant que si l'année dernière la Russie avait rejeté les Turcs au-delà du Danube, nul obstacle n'arrêterait à cette heure la conclusion prompte et satisfaisante des négociations.

Cet antécédant ne doit-il pas nous rendre attentifs sur l'avenir? Et si l'avenir devait être tel que la Russie fût obligée de déployer à la fois ses forces en Orient et en Occident, la Russie et les puissances alliées auraient-elles à se féliciter de leur conduite et de leurs délais?

Μετά τά γεγονότα στήν Κωνσταντινούπολη καί τήν απόρριψη τοῦ τελεσιγράφου ἀπό τήν ὑψηλή Πύλη, ὁ Καποδίστριας ἐνέτεινε τίς πιέσεις πρὸς τόν τσάρο Ἀλέξανδρο ὑποστηρίζοντας τήν τακτική τῆς διακοπῆς τῶν διαπραγματεύσεων καί τῆς ἀνάληψης «ἐνεργοῦ» δράσης<sup>2</sup>. "Ὅπως ἔγραφε ὁ ἴδιος «ἡ ἀναβολή τῆς δράσεως θά συνεπλήρωνε τήν δῆωσιν καί καταστροφήν τῶν παριστρίων ἡγεμονιῶν (ἐνῶ) οἱ Ἕλληνες θά ἔπαυον εὐρισκόμενοι ἐντός τῆς σφαίρας τῆς ρωσικῆς ἐπιρροῆς...»<sup>3</sup>. Ἡ ἀμφιταλαντευόμενη ὁμως στάση τοῦ τσάρου συντέλεσε στό νά περιέλθουν οἱ διαπραγματεύσεις, γύρω ἀπό τήν κρίση στήν Ἀνατολή, ὑπό τόν ἔλεγχο τοῦ Μέττερνιχ, ὁ ὁποῖος κωλύσιερῶντας ἀπέβλεπε «εἰς τό νά δώσῃ εἰς τοὺς Τούρκους τόν ἀπαιτούμενον καιρόν ὅπως θέσουν τέρμα εἰς τήν ἥν ἀποκαλεῖ ἀνταρσίαν τῶν Ἑλλήνων»<sup>4</sup>.

Ἡ ἐπιλογή τοῦ Τατίστσεφ, κατόπιν τῆς ὑπόδειξης τοῦ Νέσσελροντ, ὡς ἑκτακτοῦ πρεσβευτῆ στή Βιέννη γιά τή διεξαγωγή τῶν σχετικῶν διαπραγματεύσεων ὑποδηλοῦσε τήν παράκαμψη τοῦ Καποδίστρια ἀπό τή χάραξη τῆς

ρωσικής έξωτερικῆς πολιτικῆς. Καθὼς ἔγραψε ἀργότερα στὴν αὐτοβιογραφία του «...παρεκάλεσα (τόν κόμη Νέσσελροντ) νά μέ θεωρήσῃ τοῦ λοιποῦ ὡς μὴ ὑπάρχοντα δι' ὅλας τὰς σχετικές μέ τήν νέαν ἀποστολήν τοῦ κ. Τατίστσεφ καί μέ τὰς διασκέψεις αἵτινες θά συνεκροτοῦντο ἐν Βιέννῃ καί Βερώνῃ»<sup>5</sup>.

Μέ τό παραπάνω ὑπόμνημα του πρός τόν Ἀλέξανδρο ὁ Καποδίστριας ἐπισήμαινε στόν προϊστάμενο του γιά μιὰ ἀκόμη φορά ὅτι «καθυστεροῦσε ἐπικίνδυνα νά ἀναλάβει ἐνεργό θέσῃ στήν κρίση πού εἶχε ξεσπάσει στήν Ἀνατολή». Μόνο μέ τή δύναμη τῶν ὅπλων θά κατόρθωνε ἡ Ρωσία «νά ἐπαναφέρει τούς Τούρκους στήν τήρησιν τῶν συνθηκῶν καί νά προστατεύσει τήν Εὐρώπῃ ἀπό νέες θεομηνίες». Ἡ πολιτική τῶν διαπραγματεύσεων καί τῆς μετριοπάθειας θά ἀπέβαινε ὀλέθρια καί γιά τούς Ἕλληνας καί γιά τήν εὐρωπαϊκήν συμμαχία.

1. VPR, τομ. IB' σ. 500-503.

2. Ἀρχεῖον Ἰ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 73.

3. Ἀρχεῖον, δ.π., σ. 73.

4. Ἀρχεῖον, δ.π., σ. 75. Γιά τήν δξυνση τῶν σχέσεων Μέττερνιχ-Καποδίστρια, μετά τό ξέσπασμα τῆς ἐλληνικῆς ἐπανάστασης καί τήν φιλότουρκη πολιτική τοῦ Αὐστριακοῦ καγκελλαρίου, βλ. E. Levis - Mirepoix., Mémoires et papiers de Lebzeltern, σ. 406, De Pradt, De la Grèce dans ses rapports avec l'Europe, σ. 77, A. Prokesch - Osten, Geschichte des Abfalls der Griechen, τομ. Γ' σ. 156 κ.ε., W. Schwarz, Die Heilige Allianz, σ. 345, Ἀρχεῖα Βιέννης, St. K. Türkei (16) Orientalische Angelegenheiten, Fol. 114, Russland Berichte 1822, Fsz. 2, Fol. 163 κ.ε., 173 κ.ε., 93-95, R. Metternich - A. Klinkowstroem, Aus Metternich's nachgelassenen papieren, τομ. Γ' σ. 504, 507, N. Mikhailovitch, Les Rapports diplomatiques de Lebzeltern, σ. 360, 363.

5. Ἀρχεῖον Ἰ. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 78.

## 161

**Προσωπική ἐπιστολή πρός τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Λονδίνο κόμη Λίεβεν (17/29 Μαΐου 1822)**<sup>1</sup>

Je vous rends mille grâces, M. le comte, de votre bonne lettre du 19 avril (1 mai). Votre courrier est arrivé au moment où l'empereur prenait connaissance des résultats de la mission extraordinaire de M. de Tatistcheff. Il ne m'appartient pas de vous en parler. Les dépêches que vous recevez aujourd'hui, vous annoncent que tout ce que nous avons dit depuis un an sur les grands intérêts de l'Orient, est aujourd'hui considéré par le ministère impérial comme non avenu,



et qu'une nouvelle ère commence avec un nouveau système. Je ne puis être ni de l'une, ni de l'autre. Et l'empereur y consent. Je ne vous parlerai donc ni des ordres que l'on vous adresse, ni des suites que peuvent avoir les nouvelles démarches qu'on va faire.

Ce que je désire le plus à cette occasion, c'est d'être dans l'erreur. J'aime avant tout le bien du service et la gloire de l'empereur. Si c'est par le nouveau système qu'on vient d'adopter, que la Russie peut sauver ses intérêts en Orient et affermir sur une base solide la paix générale et l'alliance qui en est le garant, certes, j'en voudrais à ma mauvaise tête de n'avoir pu comprendre les combinaisons par lesquelles on va atteindre ce double but. Pour le moment je ne les comprends pas. Et toutes les fois que j'y pense, ce sont les résultats contraires que je redoute le plus. Le temps et les événements placeront dans un jour modifié la position des choses et le caractère des personnes.

Vous avez été témoin, M. le comte, l'année dernière de notre travail. Et vous avez pu vous convaincre de la fidélité religieuse avec laquelle les ordres de s.m.i. étaient remplis. Ce témoignage me répond d'avance de l'opinion que vous porterez sur la résolution que j'ai prise, de me considérer mort pour la partie du service qui est réglée dans un système contraire à celui d'après lequel nous avons marché jusqu'à présent.

J'ai cru vos devoir ce peu de mots sur mon compte, car je n'ignore pas que la diplomatie me fait l'honneur de s'occuper de moi. Elle a grand tort, car elle perd son temps. Un homme de plus ou de moins ne change rien à la nature et à la force des choses. Et c'est cette force qui s'emportera. N'en doutez pas.

Conservez-moi en attendant votre bonne amitié et croyez à la sincérité des souhaits que je vous ai voués.

---

Μέ τήν ἐπιστολή του αὐτή ὁ Καποδίστριας ἐκμυστηρευόταν στό στενό συνεργάτη του κόμη Λίεβεν τή μεγάλη του ἀπογοήτευση γιά τόν τρόπο ἀντιμετώπισης, ἀπό τήν πλευρά τοῦ αὐτοκράτορα, τῆς μεγάλης κρίσης στήν Ἀνατολή. Ὅπως ἔγραφε χαρακτηριστικά «ἄρχιζε μιά νέα ἐποχή ταυτισμένη μέ ἕνα καινούριο σύστημα» καί τό «σύστημα» αὐτό πού εἶχε υἱοθετηθεῖ, θά ὀδηγοῦσε σέ μεγαλύτερα ἀδιέξοδα.

## 162

Ἑπόμνημα πρὸς τοὺς Ἕλληνας

(Αὐγουστος - Σεπτέμβριος 1822)<sup>1</sup>

«Χρὴ δέ τοὺς μὲν εὖ πράττοντας εἰρήνης ἐπιθυμεῖν. Ἐν γάρ τῇ καταστάσει ταύτῃ πλείστον ἂν τις χρόνον τὰ παρόντα διαφυλάξειεν, τοὺς δὲ δυστυχοῦντας τῷ πολέμῳ προσέχειν τὸν νοῦν. Ἐκ γάρ τῆς ταραχῆς καὶ τῆς πανουργίας θᾶπτον ἂν μεταβολῆς τύχοιεν.

» Μετὰ ἐνός ὁλοκλήρου ἔτους ἀγῶνας καὶ πειράματα ἔπρεπεν ὅλοι οἱ λόγοι καὶ φρονιμώτεροι τῶν Ἑλλήνων νὰ ἔχουν ὀρθὰς ἰδέας περὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Πολιτικῆς, περὶ τῶν Ὀθωμανικῶν φρονημάτων, καὶ περὶ τῶν μέσων τὰ ὁποῖα μόνα ἡμποροῦν νὰ μᾶς ἐκβάλουν σώους ἀπὸ τὸν παρόντα Λαβύρινθον, καὶ νὰ κάμουν τούτας τὰς Ἰδέας τῶν δημῶδεις καὶ ἀγοραίας, ὥστε καὶ ὁ κοινότερος τῶν ὁμογενῶν νὰ κινῆται αὐτομάτως εἰς ἐκτέλεσιν τῶν πρεπόντων, καὶ νὰ τῷ φαίνεται ἡ παράβασις αὐτῶν ἐπίσης ἀναπόδεκτος ὡς τὸ πρόβλημα τοῦ νὰ ἀρνηθῇ τὸν κύριον ἡμῶν Ι. Χριστόν ἢ νὰ προτιμήσῃ τοὺς Ἑβραίους περισσότερον ἀπὸ τοὺς ὁμογενεῖς του. Ἀλλὰ καθ' ὅσον ἐξεύρομεν δέν ἀπέκτησαν ἀκόμη οἱ Ἕλληνες ὁμόφωνον καὶ ὀρθὴν γνώμην περὶ τῶν ἄνω σημειωθέντων πραγμάτων, ὅθεν κρίνομεν χρέος μας νὰ ἐκθέσωμεν τὰς περὶ αὐτῶν Ἰδέας μας, αἱ ὁποῖαι εἶναι σύμφωνοι μὲ ἐκείνας τῶν φρονιμωτέρων ἔξω τῆς Ἑλλάδος ὁμογενῶν, καὶ πολλωτάτων φιλελλήνων σοφῶν τῆς πολιτισμέ- νης Εὐρώπης.

» Ἡ εἰς πολλά ἀξιολύπητος καὶ θαυμάσιος τούτῃ χώρα ἥτις ὑπερβαίνει ὅλον τὸν ἄλλον κόσμον κατὰ τὴν σοφίαν, ἀνδρείαν, τὰς τέχνας, καὶ πολλώτατα ἄλλα ἔντιμα προτερήματα, δέν κατάρθωσεν ἀκόμη νὰ τελειοποιήσῃ τὴν πολιτικὴν τῆς, καὶ νὰ τὴν ἐποικοδομήσῃ εἰς βάσεις ὀρθὰς καὶ ἀκλονήτους, ὡς ἀπαιτεῖ τὸ συμφέρον, τὸ δίκαιον, καὶ ἡ σοφία τῆς Εὐρώπης· καὶ αἱ καλλίτερον συγκερασμέναι διοικήσεις τῆς δέν εἶναι ἀκόμη ἄξιοι τῆς παρουσίας τῶν Εὐρωπαϊκῶν σοφίας· ὅθεν πηγάζει ἡ σημερινὴ μεγάλη διχόνοια μεταξύ τῶν (Εὐρωπαϊκῶν) διοικούντων καὶ τῶν διοικουμένων· ἄλλ' οἱ πρῶτοι εἶναι ὀργανισμένοι, ἐνωμένοι, ἔχουν χρήματα καὶ στρατεύματα καὶ ἐσυνδέθησαν πρὸ ἐπτὰ ἢ ὀκτὼ ἐτῶν τόσον σφοδρά, ὥστε ἐπεδίωξαν κάθε μερικὴν πλεονεξίαν, καὶ καταγίνονται ὅλαις δυνάμεσι νὰ περιορίσουν τὸν φωτισμὸν τῶν ἀνθρώπων, καὶ νὰ ὀπισθοδρομήσουν τὴν Εὐρώπην εἰς τὴν πρὸ αἰῶνος ἀπεριέργειαν καὶ ἀταραξίαν τῆς, ὅτε αἱ δυνάμεις τῆς Εὐρώπης ἔκαμναν ὅ,τι ᾔθελαν, χωρὶς νὰ ἐγείρεται μηδὲ παραμικρὰ φωνὴ ἐναντίον των. Ἀλλ' ἐπειδὴ εἰς τοῦτον τὸν σκοπὸν συντρέχει μεγάλως ἡ Ρωμαϊκὴ Ἑκκλησία, καὶ τὰ παράξενα προνόμια τῶν Εὐγενῶν, κατήντησαν καὶ οἱ ἴδιοι Λουθηροκαλβίνοι Βασιλεῖς νὰ χαϊδεύουν τὸν Πάπαν, καὶ νὰ καταγίνονται εἰς τὸ νὰ περιορίσουν τὴν Ὀρθόδοξον ἀνεξαρτησίαν τῶν ὑπηκόων των(α). Παντοῦ δὲ συγκεντρώνεται ἡ ἐξουσία εἰς

τά χέρια ὀλίγων, καί τοῦτοι ἐκλέγονται μεταξύ τῶν παλαιῶν εὐγενῶν, οἱ ὅποιοι καθημερινῶς καταγίνονται νά ἐκτείνουν τά ἀντίχριστα προνόμιά των. Ἐάν δέ τις ἀμφιβάλλῃ ἀκόμη περὶ τούτου ἅς ἀναγνώσῃ τά κηρύγματα τῶν μεγάλων δυνάμεων εἰς τὴν Λουβιάναν, εἰς τά ὅποια ὁμολογοῦν ἀναισχύντως ὅτι, ἐπειδὴ πᾶσα δύναμις ἐκ Θεοῦ ἐστί, ἔπεται ἄρα ὅτι μόνοι των οἱ βασιλεῖς πρέπει νά κάμουν μεταβολάς καί διορθώσεις, καί ὅτι ἐνώπιον μόνοι τοῦ Θεοῦ χρεωστοῦν ἀπολογία διὰ τὰς πράξεις των, οἱ δέ λαοὶ καί ἄλλοι μερικοὶ ὅσοι ζητήσουν καμμίαν διόρθωσιν εἰς τά 'πολιτικά των συστήματα, εἶναι ὅλοι ἐπαναστάται καί ἄξιοι τρομερῶν ποινῶν.

» Μὲ αὐτάς τὰς ἀρχάς ἐμβῆκαν εἰς τὴν Νεάπολιν καί τό Τουρίνον καί ἔκαμαν τρομεράς ἐκδικήσεις κατὰ τῶν τολμησάντων νά διορθώσουν τά σκουριασμένα καί μωρά πολιτικά των συστήματα. Ἐάν δέ ἦτον εὐκολον ἤθελαν κινήσει ὁμοίως καί κατὰ τῆς Ἰσπανοπορτογαλλίας τά ἐκδικητικά των στρατεύματα· μ' ὅλον τοῦτο κινοῦν ἐναντίον τῶν δύο τοῦτων ἐθνῶν κάθε πλάγιον κτύπημα, διὰ νά ἐπιφέρουν καί αὖθις τὴν πρώτην κατάστασιν τῶν πραγμάτων, καθ' ἣν ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἰσπανίας ἐξώριζεν, ἐφυλάκονε, καί ἐφόνευεν ἀδιαφόρως τοὺς μεγαλυτέρους εὐεργέτας αὐτοῦ καί τοῦ ἔθνους του, οἱ ὅποιοι ἀντεστάθησαν κατὰ τοῦ Μπوناπάρτε, καί συνέτρεξαν μέγας εἰς τὴν πτῶσιν του. (β)

» Ὁ σύνδεσμος τοῦτος τῶν δυνάμεων ὠνομάσθη ἀντιφραστικῶς Ἱερὰ Συμμαχία, καί αἱ Καλιφικαὶ (γ) ἀρχαὶ τῆς Πολιτικῆς των λέγεται νομιμότης, κατὰ τὴν ὁποίαν θυσιάζεται ὁλόκληρον ἔθνος, διὰ νά φυλαχθῇ ἀκέραιος ἡ δεσποτικὴ καί ἀνυπεύθυνος ἐξουσία κάθε Βασιλικῆς φαμιλίας.

» Κατ' αὐτάς λοιπόν τὰς ἀρχάς ὁ Σουλτάνος εἶναι τό πρότυπον τῆς Νομιμότητος, καί ἡ παραμικρά μεταβολὴ εἰς τὴν ἑκτασιν τῆς ἐπικρατείας του ἢ τῆς ἐξουσίας του θεωρεῖται ὡς ἀμάρτημα καθοσιώσεως ὅθεν αἱ μεγάλαι δυνάμεις κατέκριναν ἐξ ἀρχῆς τὴν ἐπανάστασιν τοῦ Ὑψηλάντου, καί τὴν ἐθεώρησαν ὡς ἀποτέλεσμα τῶν Καρβονάριδων τῆς Ἰταλίας, μ' ὅλον ὅτι ὀλιγώτατοι ἐξ ἡμῶν ἤξευραν ὅτι εἶναι εἰς τόν κόσμον Καρβονάριδες· καί ἤθελαν κινήσει καί τά στρατεύματά των ἐναντίον μας, ἐάν ὁ Σουλτάνος ἐμμεῖτο τόν Βασιλέα τῆς Νεαπόλεως, καί ἐπήγγινεν εἰς τὴν Λουβιάναν, ἢ ἐάν καὶ δέν κατέσφαζεν ἀπείρους χριστιανούς, καί δέν διεσάλπιζε τόν σκοπὸν του νά μᾶς ἀπεράσῃ ὅλους ἀπὸ τό γαταγάνι του. Αἱ δύο τοῦται περιστάσεις, ἐνωμέναι μὲ τὰς ἄλλας ὅτι εἴμεθα χριστιανοὶ καί ὁ Σουλτάνος Μωαμεθανός, ὅτι μᾶς ἠνάγκασεν ἡ παραφροσύνη του νά καταφύγωμεν εἰς τά ὅπλα, καί ἡ γνωστὴ μας καταγωγὴ ἀπὸ τοὺς ἐνδόξους Ἑλληνας, ἡ ὁποία ἐκίνησεν ὑπὲρ ἡμῶν ὅλων τῶν λαῶν τὴν συμπάθειαν, αἱ περιστάσεις τοῦται ἔδωκαν τὰς χεῖρας τῶν δυνάμεων, καί περιωρίσθησαν εἰς ψευδῆ οὐδετερότητα, τὴν ὁποίαν οἱ Ἀγγλοὶ καί Αὐστριακοὶ ἤξεύρετε πῶς φυλάττουν· δίδοντες ὁδηγίας, ὅπλα, τροφάς καί καταφύγιον εἰς τόν ἐχθρόν μας, καί ἐμποδίζοντες ἡμᾶς ὡς καί ἀπὸ τό νά λάβωμεν συνδρομὴν ἀπὸ τοὺς ἰδίους ἐν τῇ Εὐρώπῃ ὁμογενεῖς μας. Ἐκτός

τούτων τῶν περιστάσεων ἐγενήθη καὶ ἄλλη ἀπροσδόκητος. Ὁ Αὐτοκράτωρ Ἀλέξανδρος εἶναι ὁ ἀρχηγὸς τῆς Ἱερᾶς Συμμαχίας, καὶ ἔδειξε ποικιλοτρόπως ὅτι ὄχι μόνον δὲν ἐνέκρινε τὸ ἐπιχειρήμα μας, ἀλλὰ καὶ συνέντρεξεν ἐμμέσως διὰ νὰ ἀποτύχη ὁ Ὑψηλάντης (δ) εἰς τὴν Βλαχίαν· ἀλλ' οἱ μωροὶ Τοῦρκοι ἀντὶ νὰ ὁμολογήσουν χάριτας εἰς τόσῃ θυσίᾳ τῆς Ρουσσίας, ἔδωσαν μυρίας αἰτίας εἰς αὐτὴν διὰ νὰ ἀποσύρῃ τὸν πρέσβυν τῆς ἀπὸ τὴν Σταμπόλιν, καὶ ἤλθεν ἐγγὺς νὰ ζητήσῃ δι' ὅπλων ἱκανοποιήσιν.

» Τοῦτο τὸ ἀπροσδόκητον σύγκρουσμα μεταξύ Ρουσσίας καὶ Τουρκίας περιώρισε περισσότερο τὰς δύο φιλοτουρκικὰς δυνάμεις (Αὐστρίαν, Ἀγγλίαν) καὶ τὰς ἠνάγκασε νὰ καταβοῦν εἰς τὸ οὐτιδανόν μέσον τοῦ νὰ συκοφαντοῦν τοὺς Ἕλληνας παριστάνοντάς τους ὡς ληστές, πειρατές, αἰμοβόρους, παραβάτας συνθηκῶν, ἀπίστους, ἀνάνδρους, προδότας, ἀσυμφώνους, δεισιδαίμονας, ἐχθροὺς τῆς ἀνθρωπότητος καὶ τοῦ πολιτισμοῦ, καὶ ὡς λαβόντας τὰ ὅπλα διὰ νὰ ξεγυμνώσουν τοὺς ἡσυχούς καὶ ἀκάκους Τοῦρκους. Αὐτὰ καὶ ἄλλα παρόμοια ἐπίθετα σκοπόν ἔχουν διὰ νὰ μᾶς κάμουν μισητοὺς ἐνώπιον τῆς Εὐρώπης καὶ νὰ κρυώσουν τὴν ἀγαθὴν τῶν λαῶν ὑπὲρ ἡμῶν ὑπόληψιν.

» Ἀπὸ τοῦτο τὸ πνεῦμα κινούμεναι δὲν ἀναφέρουν καμμίαν ἀπὸ τὰς θηριωδίας τῶν Τοῦρκων, καὶ κάμνουν τρύπαν εἰς τὸν οὐρανόν ἐὰν μάθουν καὶ τὸ παραμικρὸν τῶν ὁμογενῶν μας παρανόμημα

» Εἶναι τόσον παράδοξος αὕτῃ ἡ εἰκὼν τῶν ἐπικρατούντων Εὐρωπαίων, ὥστε πολλοὶ τῶν ὁμογενῶν μας δὲν ἐμποροῦν νὰ τὴν πιστεύσουν, καὶ θέλουν νομίσῃ ὅτι γράφω ἐπίτηδες διὰ νὰ σᾶς φοβίσω· καὶ ὅμως κατὰ δυστυχίαν εἶναι ἀληθεστάτη. Ἐρωτήσατε τοὺς διαπεράσαντας τὴν Αὐστρίαν ὁμογενεῖς καὶ τοὺς καταφυγόντας εἰς τὰ Ἴονικὰ νησιά, ἐξετάσατε τοὺς ἀναγινώσκοντας τὰς Γαζέτας τῆς Εὐρώπης, καὶ τοὺς γνωρίσαντας ὅσα ἐρρέθησαν εἰς τὰ Βουλευτικὰ σώματα τῆς Γαλλίας καὶ τῆς Ἀγγλίας, καὶ ὅσους ἔλαβαν σχέσεις μέ τοὺς διπλωματικούς τῆς Εὐρώπης, καὶ θέλετε βεβαιωθεῖ ὅτι δὲν εἴπαμεν μηδὲ τὸ δέκατον ἀφ' ὅσα ἐξεύρομε. Οἱ μεταγενέστεροι θὰ ἐκπλαγοῦν διὰ παρομοίαν πολιτικὴν, καὶ ὅμως οἱ δυνατοὶ σύγχρονοί μας ἀποβλέπουν εἰς τὰ νομιζόμενα σημερινὰ τῶν συμφέροντα, καὶ ἀδιαφοροῦν διὰ τὸν ἐξολοθρευμὸν πέντε καὶ ἑξ ἑξαμυριάδων χριστιανῶν. (ε)

» Τούτων λοιπὸν οὕτως ἔχοντων τί θὰ γίνωμε; Ἀπὸ τοὺς Φράγκους βέβαια μὴτε ἐλπίζομε, μὴτε συμφέρει νὰ ἐλπίζωμε βοήθειαν. Τώρα παρὰ κάθε ἄλλην φορὰν ἀληθεύει ἡ παροιμία « Ἀλλοὶ στὸν ἀπανδέχοντα τῆς γειτονίας τὸν δεῖπνον ». Τί πρέπει λοιπὸν νὰ κάμωμε; πρὶν ἀποκριθῶ εἰς τοῦτο τὸ πρόβλημα, πρέπει νὰ ἐξετάσω καὶ τὸ δεύτερον μέρος τοῦ θεματός μου· τί φρονοῦν οἱ Τοῦρκοι περὶ ἡμῶν, καὶ τί εἶναι ἱκανὸς ὁ Σουλτάνος νὰ πράξῃ, ἐάν, ὃ μὴ γένοιτο, ὑπερισχύσῃ.

» Αἰματοβορέστερον γένος ἀπὸ τοὺς Τοῦρκους δὲν ἐφάνη ἐπὶ γῆς ἄλλο· ἡ Ἱστορία τῶν ἀπὸ τὴν πρώτην τῶν καταβολῆν ἕως σήμερον εἶναι γεμάτη ἀπὸ

σφαγὰς καὶ αἵματα· τὰ αἱματώδη καθημερινὰ παραδείγματα, ἡ βρωμερὰ θρησκεία των, καὶ ἡ μωρὰ ἀνατροφή των τοὺς κάμνουν ἀδιαφόρους περὶ τοῦ μέλλοντος, καὶ καταγίνονται πῶς νὰ εὐχαριστήσουν τὴν εἰς τὰς σφαγὰς κλίσιν των· σήμερον μάλιστα ἔχουν καὶ ἀρχηγόν Σουλτάνον κατὰ τὴν καρδίαν των. Ἀδελφοί, τέκνα, φίλοι, εὐεργέται, πιστοὶ ὑπηρέται, ὅλοι θυσιάζονται ἀσυνειδήτως διὰ νὰ εὐχαριστήσουν τὴν πλεονεξίαν καὶ τὴν κακίαν τῆς ψυχῆς του. Ἀπὸ τὴν ὥραν ὅπου ἐβγῆκε ἀπὸ τό καφάσι δέν ἐπέρασε μία ἡμέρα χωρὶς νὰ χύσῃ αἷμα ἀνθρώπινον. Μαζί μὲ τὴν αἰμοβορίαν τούτην, ἡ ὁποία ἐγένεν εἰς αὐτόν ἕξις, ἐνώνει καὶ μεγίστην ἰσχυρογνωμίαν, θυσιάζει τό πᾶν διὰ νὰ ἐκτελέσῃ τὸν σκοπὸν του. Ποῖος δέ εἶναι τοῦτος ὡς πρὸς ἡμᾶς; Δέν ἔχετε χρεῖαν νὰ τὸν μάθητε ἀπὸ ἐμέ. Ὁ θάνατος τοῦ Ἱερομάρτυρος Πατριάρχου μας, ἐκεῖνος τῆς φαμιλίας τῶν Καλλιμάχων, καὶ πλήθους ἄλλου σημαντικῶν ὁμογενῶν, οἱ ὅποιοι ὄχι μόνον δέν ἐνείχοντο ποσῶς εἰς τὴν ἐπανάστασιν, ἀλλὰ συνέτρεξαν καὶ πάσαις δυνάμεσι διὰ νὰ τὴν καταπαύσουν, ἡ καταστροφή τῶν Κυδωνιῶν, ἡ ἐξολόθρευσις τῶν Κασσανδρινῶν, ὁ ἀποκεφαλισμὸς τῶν ὄσων παρεδόθησαν μὲ συνθήκας εἰς τὴν Βλαχοβογδανίαν, καὶ τὰ τελευταῖα τῶν Χίων δεινὰ, μ' ὅλον ὅτι οἱ σημαντικώτεροι τούτων ὑπέφεραν τὰ πάνδενα ἐν ἔτος δι' ἀγάπην τῶν Τούρκων καὶ μ' ὅλον ὅτι ἐναντιώθησαν εἰς τὴν ἐπανάστασιν, τοῦτα ὅλα εἶναι μαθήματα δι' ἡμᾶς, καὶ δέν μᾶς συγχωροῦν πλέον διὰ νὰ ἀμφιβάλωμεν περὶ τῆς μελλούσης τύχης μας, ἐάν γελασθέντες ρίψωμεν τὰ ὅπλα.

» Πρέπει νὰ σᾶς ἀναφέρω ἀκόμη ἓν παράδειγμα. Ὁ Καμινάρης Σάββας καὶ ἄλλοτε ἔκαμε πολλὰς ἐκδουλεύσεις εἰς τοὺς Τούρκους, καὶ πέρυσιν ἐπρόδωσε τὸν Ὑψηλάντην, ἐλπίζων ὁ ἀνότητος εἰς τὰς μεσιτείας τῶν Φράγκων, καὶ εἰς τὰς παλαιὰς του σχέσεις μὲ τοὺς Τούρκους. Ἐξεύρετε δέ τὴν τύχην του· τό μέγα του σφάλμα ἦτο ὅτι ἐφοροῦσεν ἄρματα καὶ εἶχεν ἀνδρείαν.(ζ)

» Ποία λοιπὸν θὰ εἶναι ἡ τύχη ὑμῶν, οἷτινες ἐβάψατε τὰς χεῖρας σας εἰς τὸ Τουρκικὸν αἷμα καὶ κατεφρονήσατε 15 μῆνας τὸν υπερήφανον Σουλτάνον; Ὅλοι οἱ ἀνδρεῖοι θὰ κυνηγηθοῦν ὡς θηρία, καὶ θέλουν ἐξολοθρευθεῖ, οἱ Ἱερωμένοι, οἱ Λόγιοι καὶ οἱ πλούσιοι θέλουν κατασφαγεῖ καὶ τό ὑπόλοιπον τοῦ γένους θέλει συρθεῖ εἰς αἰχμαλωσίαν, μυριάκις φοβερωτέραν ἀπὸ τὸν θάνατον. Τὰ προρρηθέντα περὶ Αὐστριακῶν καὶ Ἀγγλων δέν σᾶς συγχωροῦν νὰ ἐλπίσετε καταφύγιον εἰς κανέν μέρος, ἐάν ἐν ᾧ φοβερίζεται ὁ πόλεμος μεταξὺ Ρουσίας καὶ Τουρκίας, καὶ ἐν ᾧ ὑμεῖς ὄχι μόνον ἀντιστέκεσθε, ἀλλὰ καὶ προχωρεῖτε εἰς τὰ ἐμπρός καὶ ἐπομένως καὶ οἱ μεγαλύτεροι ἐχθροὶ μας δέν ἔμπορουν νὰ προφητεύσουν βεβαίως τὴν πτῶσιν μας· ἐν ᾧ λέγω κυριεύουν τόσαι ἀμφιβολαὶ διώχουν ἀπὸ τὰ Ἴονικὰ νησιά καὶ τὰς ἐγκαστρωμένας Ἑλληνίδας, καὶ δέν δέχονται εἰς τὴν Αὐστριακὴν ἐπικράτειαν (ἥτις τώρα ἐκτείνεται ἐπὶ τῆς Ἰταλίας ὅλης σχεδόν) μηδὲ τοὺς ἀπὸ τὴν καθ' αὐτό Τουρκίαν φυγάδας ὁμογενεῖς, τί δέν ἔχομεν νὰ φοβηθῶμεν ἐάν ὑπερισχύσουν οἱ

Τούρκοι;

» Ἐπί προφάσει ὅτι πολλοί ἐξ ὑμῶν ἠρπάσατε Τουρκικά χρήματα θέλουν παραδόσει καὶ ὑμᾶς καὶ τὰ χρήματά σας εἰς τοὺς Τούρκους, οἱ ὁποῖοι ἤξεύρετε πῶς ἔχουν νὰ σᾶς μεταχειρισθοῦν. Εἰς δύο ἀπαντήσεις τῆς διπλωματικᾶς ἀπεκρίθη ἡ Τουρκία, καὶ καμμία τῶν μεσαζουσῶν Δυνάμεων δέν ἔδειξεν ἀντίστασιν, ὅτι ὅλοι οἱ Γραικοὶ εἶναι ἐπαναστάται, καὶ ὁμοῦς ἡ Τουρκία περιωρίσθη νὰ φονεύσῃ μόνους τοὺς φανεροὺς ἐπαναστάτας, καὶ μόνους τούτους ἔχει σκοπὸν νὰ ἐξολοθρεύσῃ. Βλέπετε λοιπὸν ὅτι ἡ Πόρτα ἐκήρυξεν ἀνοικτὰ τὸν σκοπὸν τῆς καὶ αἱ Δυνάμεις τῆς Εὐρώπης δέν τῆς ἔκαμαν οὐδεμίαν παρατήρησιν. Ἐάν δέ ἡ Ρουσσία δέν ἐκήρυξε πόλεμον μετὰ τὸν ἐπώδυνον θάνατον τοῦ μακαρίτου Πατριάρχου μας, καὶ ἐάν ἡ λοιπὴ βασιλεύουσα Εὐρώπη εὗρῃκε τὸν τρόπον νὰ περιορίσῃ τὴν Ρουσσίαν, καὶ νὰ καταπραῖνῃ τὰ πνεύματα τῶν λαῶν τῆς Εὐρώπης εἰς τὰς πρώτας εἰδήσεις τῆς Μωαμεθανῆς ἀπανθρωπίας, στοχάζεσθε ὅτι θὰ ἀλλάξῃ γνώμην ὅταν ἀποσυρθοῦν τὰ ρουσσικά στρατεύματα ἀπὸ τὰ σύνορα τῆς Τουρκίας, καὶ ὅταν ῥίψετε ὑμεῖς τὰ ὅπλα; Δέν στοχάζομαι νὰ καταντήσετε εἰς τόσῃν ἀναισθησίαν.

» Ἀλλ' ἡ βασιλεύουσα Εὐρώπη ὅχι μόνον ἀδιαφορεῖ ὑπὲρ ἡμῶν, ἀλλὰ συντρέχει τὸ κατὰ δύναμιν διὰ νὰ ὑποπέσωμεν εἰς τὸν Τουρκικὸν ζυγὸν καὶ μ' ὅλον ὅτι ἐξεύρει ποία τύχη μᾶς ἀναμένει, φαίνεται μάλιστα ὅτι τὴν ἐπιθυμεῖ.

» Ἡ Ῥουσσία κᾶθεται περιωρισμένη ὁλόκληρον ἔτος καὶ ἐν ᾧ ἄλλοτε δι' ἓν δέκατον τῶν σημερινῶν παραπόνων τῆς ἤθελε κηρύξει ἀμέσως τὸν πόλεμον, τώρα ὑποφέρει ὅλα καὶ πιθανῶς θὰ εἰρηνεύσει ἐάν ἡ Τουρκία κενώσῃ τὴν Βλαχοβογδανίαν, καὶ ὑποσχεθῇ νὰ ἀνακτίσῃ τὰς κατεδαφισμένας ἐκκλησίας μας.

» Καὶ ἡ Τουρκία τέλος πάντων θὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἀμνηστίαν τῆς ὡς τὴν ἐκτέλεσεν εἰς τὴν Κασσάνδραν καὶ εἰς πολλὰ ἄλλα μέρη. Εἰς τοιαύτας περιστάσεις τί πρέπει νὰ κάμωμεν; τί μᾶς μένει καὶ τί ἐμποροῦμε νὰ κατορθώσωμεν;

» Ὅσον τὸ κατ' ἐμέ ὅχι μόνον δέν φοβοῦμαι τὴν ἐγκατάλειψιν τῆς Εὐρώπης, ἀλλὰ καὶ τὴν ἐπιθυμῶ. Ἐν μόνον φοβοῦμαι μήπως αἱ φιλότουρκοι Δυνάμεις δώσουν πραγματικὰς χεῖρας βοηθείας εἰς τοὺς ὀλοθρευτάς μας, ἀλλὰ καὶ τότε ἡ γνώμη μου δέν ἀλλάζει. Εἶναι συμφερότερον, εἶναι ἐνδοξώτερον νὰ ἀποθάνωμε μὲ τὰ ἄρματα εἰς τὰς χεῖρας, παρά νὰ ὑποπέσωμεν καὶ αὐθις ὑπὸ τὸ Ἰαταγάνι τῶν Τούρκων, ζῶν μυριάκις φοβερωτέρα ἀπὸ τὸν θάνατον. Ἐλπίζω ὁμοῦς ὅτι ἡ Ἱερὰ Συμμαχία δέν θέλει καταντήσῃ εἰς τοιαύτην αἰσχύρῃ, ὥστε νὰ συνδράμῃ τοὺς Τούρκους διὰ νὰ μᾶς ἐξολοθρεύσουν, καὶ αἱ ἐλπίδες μου θὰ αὐξήσουν περισσότερο, ἐάν κάμετε τὰ πρέποντα, περὶ τῶν ὁποίων θὰ ὁμιλήσω κατωτέρω.

» Δέν εἶναι σήμερον ἄφ' οὗ κατὰ πρῶτον ἐσυλλογίσθην πῶς ἤμποροῦσε νὰ ἐλευθερωθῇ ἡ Ἑλλάς, καὶ ἐφρόντισα νὰ ἀποκτήσω πρό καιροῦ τὰς ἀναγκαίας γνώσεις, ὥστε νὰ ἔχω εὐλογον καὶ ὀρθὴν γνώμην περὶ τῆς ἐλευθερίας μας. Δέν



εἶναι τοῦ παρόντος καιροῦ νά ὀμιλήσω περί τοῦ Ὑψηλάντη, περί τῆς Ἑταιρείας του, καί τοῦ τρόπου μέ τόν ὁποῖον ἤρχισεν ἡ ἐπανάστασις. Πρέπει μόνον νά σᾶς προσθέσω ὅτι ἐπρόβλεπα τά ἐκ τῆς ἰδίας ἐπαναστάσεως κακά, καί ἐπρόκρινα νά προσμείνωμε ἐξωτερικάς βοηθείας· ἀλλά τέλος πάντων αἱ μεγάλαι θυσαί ἐγιναν, καί χωρίς ὅπλα, χωρίς πολεμικάς ἐξεις, χωρίς ἐπιστήμονας στρατιωτικούς, χωρίς χρήματα, καί τό χειρότερον γέμοντες ἀπό τά ἐλαττώματα πολλῶν αἰώνων δουλείας, ἠναγκάσθημεν νά ἀρχίσωμεν τό μέγα καί γιγαντιαῖον τῆς ἐλευθερίας μας ἐπιχείρημα. Πέρυσι, σᾶς ὁμολογῶ, δέν ἤλπιζα μήτε ὅτι ἓνα μῆνα θά ἐβαστούσατε, ἀλλ' ἤδη ἐμβήκαμε εἰς τό δεύτερον ἔτος τῆς ἀνεξαρτησίας μας, ἐκυριεύσατε διάφορα φρούρια τῶν ἐχθρῶν, ἀπεκρούσατε πεντάκις τόν γιγαντιαῖον τοῦ ἐχθροῦ στόλον, ἐπιάσατε τάς καλυτέρας θέσεις τῆς Αἰτωλίας καί τῶν Θερμοπυλῶν, θά ὠχυρώσατε πιθανῶς τόν Ἰσθμόν τῆς Κορίνθου, ἔχετε δύο μέγιστα προπύργια τοὺς ἀπτοήτους Σουλιώτας εἰς τήν Ἡπειρον, καί τοὺς Περραιβοὺς εἰς τήν Θετταλομακεδονίαν, ἐσυνεΐθισεν ὁ Λαός μας εἰς τόν πόλεμον, ὠπλίσθητε οἱ περισσότεροι, καί τό μέγιστον κατεστήσατε ἐθνικήν ὑπερτάτην διοίκησιν, θεμελιωμένην εἰς τάς ἀληθεῖς βάσεις τῆς πολιτικῆς κοινωνίας, καί ἐνεργουμένην ἀπό ἀνδρας μεγαλοπράγμονας καί εἰδήμονας τῶν συμφερόντων καί τῶν πρεπόντων μας.

» Δέν σᾶς ὑβρίζω, ὥστε νά στοχασθῶ ὅτι εἶναι κανεῖς ἐξ ὑμῶν, ὅστις δέν αἰσθάνεται τά ἐκ τῆς διοικήσεως κάλλιστα ἀποτελέσματα, καί ὅτι εὐρίσκονται μεταξύ σας τόσον μωροί καί ἀπάνθρωποι, ὥστε νά μή προσφέρουν τό προσήκον σέβας εἰς τήν διοίκησιν, ἢ τό χειρότερον νά ἐναντιώνονται εἰς τάς προσταγὰς τῆς, ἐάν κατὰ δυστυχίαν ὅμως εἶναι καί τοιοῦτος ἄνθρωπος, τοῦτον πρέπει νά λιθοβολήσῃτε· εἰδέ καί εἴσθε περισσότεροι οἱ ἀποδοκιμάζοντες τήν διοίκησιν, τότε πρέπει νά ἀπελπισθῶμεν καί νά παύσωμεν ἀπό τό νά λεγώμεθα Ἑλληνας, ἢ νά λυπώμεθα διὰ τάς δυστυχίας μας.

» Καί ὁ πλέον ὑποπτος καί μελαγχολικός ὁμογενής πρέπει νά ὁμολογήσῃ ὅτι ἐφέτος εἴμεθα εἰς κατάστασιν δεκαπλασίως καλυτέραν ἀπό πέρυσι, καί ὅτι ἐάν πράξωμεν ὀλίγα τινά ἀκόμη, ὄχι μόνον ἡ ἐλευθερία τῆς κυρίας Ἑλλάδος ἀσφαλίζεται, ἀλλ' ἡμποροῦμεν νά μεταφέρωμεν τόν πόλεμον εἰς τήν πέραν τοῦ Ὀλύμπου Μακεδονίαν, καί νά προχωρήσωμε καί μακρύτερα. Τοῦτα δέ τά ὀλίγα εἶναι.

» Αὐν. Νά ὀργανίσετε στρατόν κατὰ τήν Εὐρωπαϊκὴν εὐταξίαν. Χωρίς τοῦτον ποτέ δέν ἡμπορεῖτε νά ὑπερισχύσετε· καί ἀπορῶ μεγάλως πῶς ἀμελήσατε τό οὐσιωδέστατον τοῦτο κατόρθωμα, διὰ μόνου τοῦ ὁποῖου καί οἱ Νέμτσοι καί οἱ Ροῦσσοι καί οἱ Γάλλοι ἐνίκησαν πενταπλασίας δυνάμεις, καί κατήντησαν τόν τύραννόν μας εἰς τήν παροῦσαν ἀδυναμίαν του. Πολλοί ἐξ ὑμῶν ἐγνωρίσατε τήν πολιτισμένην Εὐρώπην· ἄλλοι ἐδουλεύσατε εἰς τά Ἴονικὰ Νησιά, καί οἱ ὀνομαστότεροι τῶν σημερινῶν πολεμιστῶν μας ἐγνωρίσαν ἐκ πείρας τήν δύναμιν τῆς Εὐρωπαϊκῆς εὐταξίας. Ὄφείλετε λοιπόν ἅπαντες νά



κάμετε τούτην τήν ἀνάγκην γνωστήν καί εἰς τὰ μικρά παιδιά, καί νά φροντίσετε πάσαις δυνάμεσι νά εἰσάξετε τήν πολεμικήν τοῦλάχιστον εἰς τοὺς νεοσυλλέκτους στρατιώτας σας, οἱ δέ συνηθισμένοι εἰς τόν παλαιόν τρόπον τοῦ πολεμεῖν ἐμποροῦν νά φυλάττουν τὰ στενά, καί νά καταδιώκουν τόν ἐχθρόν εἰς τὰ ὀρεινά μέρη. Πολλοί φιλέλληνες πολεμισταί· ἔρχονται καθημερινῶς ἐν τῷ μέσῳ σας καί τοῦτοι ἐμποροῦν τὰ μέγιστα νά συνδράμουν εἰς τό νά καταστήσετε ἐν σώμα στρατιωτικόν ἀπό 15 ἕως 20.000 εὐρωπαϊκῶς ὀργανισμένον.

» Βον. Νά συντρέξετε μέ κάθε θυσίαν εἰς τό νά ἔχη ὁ στόλος μας ἄφθονα τὰ ἀναγκαῖα του, καί ἐπομένως νά θαλασσοπορῇ πάντοτε διά νά ἐμποδίξῃ τόν ἐχθρικόν ἀπό τό νά διδῇ βοήθειαν εἰς τοὺς πολιορκουμένους Τούρκους, νά μήν ἡμπορέσῃ νά κάμῃ καί εἰς ἄλλα Νησιά ὅ,τι ἔχαμεν εἰς τήν δυστυχῆ Χίον, καί νά συντρέξῃ εἰς τό νά ἀποκλεισθοῦν αὐστηρῶς τὰ Φρούρια τῶν ἐχθρῶν, καί οὕτω νά ἐπιταχυνθῇ ἡ παράδοσις αὐτῶν. Ἐάν τοῦτο ἐγίνετο ἀπό πέρυσι τὰ περισσότερα τῶν ἐχθρικῶν Φρουρίων ἤθελαν πέσῃ εἰς χεῖρας σας, καί ὅχι μόνον ἐσωτερικῶς αἱ δυνάμεις σας ἤθελαν αὐξήσῃ ἀλλά καί ἐξωτερικῶς ἡ ὑπόληψις μας ἤθελε γένῃ τοιαύτη, ὥστε καί αἱ Δυνάμεις νά μᾶς θεωροῦν μέ περισσότερον σέβας, καί οἱ μερικοὶ πλούσιοι νά μᾶς ἐμπιστευθοῦν δάνεια, χωρὶς τῶν ὁποίων δέν ἡμποροῦμεν νά προφθάσωμεν τῶν πρώτων χρόνων τὰ μεγάλα ἐξοδα. Ἐν ὅσῳ ἡ καρδιά τῆς Ἑλλάδος, (δηλονότι ἡ Πάτρα, ἡ Ναύπακτος καί τὰ δύο Καστέλια των) εἶναι εἰς χεῖρας τῶν ἐχθρῶν, ἐν ὅσῳ τοῦλάχιστον ἡ Πελοπόννησος δέν παστρευθῇ ἀπό τοὺς Τούρκους, καμμίαν ἐθνικὴν ὑπόληψιν δέν ἐμποροῦμεν νά ἀποκτήσωμεν, καί τοῦτο διά νά κατορθωθῇ χρειάζεται εὐρωπαϊκὴ πολεμική, καί ἡ ἀδιάκοπος παρουσία τῶν καραβίων μας.

» Γον. Νά βοηθηθοῦν ποικιλοτρόπως οἱ Σουλιῶται καί οἱ Ὀλύμπιοι διά νά ἐμποδίζουσιν οἱ πρῶτοι μέν τοὺς Ἀλβανούς καί οἱ δεῦτεροι τοὺς Ὀθωμανούς. Ὅταν ἀνθῆξουν οἱ κάτοικοι τῶν δύο τούτων βουνῶν (καί θέλουν ἀνθῆξει ἐάν τοὺς προφθάσετε μέ τὰ ἀναγκαῖα) ποτέ πολλοὶ ἐχθροὶ δέν ἐμποροῦν μῆτε εἰς τόν Μακρυνόρον μῆτε εἰς τὰς Θερμοπύλας νά παρρησιασθοῦν, καί οἱ ἐκεῖ φυλάττοντες ἄνδρεῖοι μας, ἐάν ὀχυρώσουν καί τὰ εὐκολώτερα περάσματα, ἡμποροῦν νά ἀποκρούσουν τόν ἐχθρόν, ἐάν καί εἶναι πενταπλάσιος. Ἀλλ' ἐγὼ φρονῶ ὅτι ποτέ ὁ ἐχθρὸς δέν ἐμπορεῖ νά κάμῃ σώματα ἀπὸ 20 καί 30.000, ὅχι διότι δέν ἔχει ἀνθρώπους, ἀλλὰ διότι δέν ἐμπορεῖ νά τοὺς θρέψῃ. Ἡ Μακεδονία καί ἡ Θετταλία κατοικεῖται ἀπὸ γεωργούς χριστιανούς καί οἱ ἀναίσθητοι Τούρκοι φονεύουσιν τοὺς περισσότερους καί καίουσιν τὰ σπῆτια των, ποῦ λοιπόν θά εὔρουν τροφάς; Πῶς ἐμποροῦν νά μετακομίσουν αὐτάς καί τὰς ἀποσκευάς των; Τοῦτο εἶναι τόσον βέβαιον, ὥστε εἰς ὀλόκληρον ἔτος δέν ἐσύναξεν ὁ τύραννος μῆτε εἰς τό Ζητούνι μῆτε εἰς τήν Ἄρταν ὑπὲρ τὰς 10.000 στρατιώτας, καί προτιμᾷ νά τοὺς πέμπῃ μᾶλλον διά θαλάσσης εἰς τήν Πάτραν, τήν ὁποίαν θεωρεῖ ὡς τήν μόνην γέφυραν, ἀπὸ τήν ὁποίαν ἐμπορεῖ νά διαβάσῃ Τούρκους εἰς τήν Πελοπόννησον. Βλέπετε ἄρα πόσον εἶναι ἀνάγκη νά προφθασθῇ ὁ στόλος μας ἀπὸ τὰ ἀναγκαῖα του, καί ὅτι εἰς τούτου μάλιστα τήν ὑπαρξίν χρεωστεῖται

ἡ σωτηρία μας.

»Δὸν καὶ τελευταῖον. Πρέπει νὰ ἀλλάξητε φέρσιμον πρὸς τοὺς Τούρκους καὶ Ἀλβανούς. Οἱ δεῦτεροι τοῦτοι καὶ κατὰ τὰ ἥθη καὶ κατὰ τὰς συνηθείας των πολλὰ ὅμοιοι μὲ τοὺς Ἕλληνας καὶ μισοῦν τοὺς Ὀθωμανούς ὡς ἡμεῖς οἱ Ἴδιοι· ὁ Μωαμεθανισμὸς των δὲν πρέπει νὰ σᾶς βάλῃ εἰς οὐδεμίαν ὑποψίαν· οἱ Ἀλβανοὶ πρὸ πάντων ἀγαποῦν τὴν ἐλευθερίαν των καὶ τὰ χρήματα καὶ διὰ νὰ φυλάξουν τὴν πρώτην ἢ νὰ ἀποκτήσουν τὰ δεύτερα ἐγίναν Μωαμεθανοί. Οἱ Τσιὰμῃδες καὶ οἱ λοιποὶ Ἀλβανοὶ τῆς Δυτικῆς Ἡπείρου ἕως εἰς τὸ Μπεράτι καὶ τὴν Αὐλῶνα γνωρίζουν οἱ περισσότεροι τὸν Μωαμεθανισμόν ὡς τὸν γνωρίζομε ἡμεῖς οἱ Ἴδιοι· ἐκτός τούτου οἱ Ἀλβανοὶ τοῦτοι ἔχουν ἐμφύλια πάθη, καὶ οἱ σημαντικώτεροι αὐτῶν φοβοῦνται τὴν μάχαιραν τοῦ Σουλτάνου. Πρέπει λοιπόν νὰ τοὺς χαϊδεύετε καὶ νὰ τοὺς θεωρεῖτε ὡς μέλλοντας συμμάχους μας. Ὅταν μάλιστα βεβαιωθοῦν ὅτι δὲν θέλετε νὰ ἐξαπλωθῇτε πέραν τῶν Ἰωαννίνων, καὶ ὅτι ὁ πόλεμός σας εἶναι πολιτικός καὶ ὄχι θρησκευτικός, θέλουν δώσει περισσότεραν ἀκρόασιν εἰς τὰ φιλικὰ σας προβλήματα καὶ θέλετε ἰδεῖ πολλοὺς ἐξ αὐτῶν, οἱ ὅποιοι νὰ συμμαχήσουν μὲ ἡμᾶς, καὶ νὰ πλουτίσουν ἀπὸ τὰ καλὰ τῶν Τούρκων λάφυρα, ἐπειδὴ μὴ γεωργοῦντες, μὴν ἐμπορευόμενοι, ἄλλως νὰ ζήσουν οἱ Ἀλβανοὶ δὲν ἐμποροῦν παρά πολεμοῦντες. Οἱ Σουλιώται ἐγνώρισαν καλύτερα τὸ πῶς πρέπει νὰ φέρονται μὲ τοὺς Ἀλβανούς, καὶ εἰς τῶν Σουλιωτῶν τὴν πολιτικὴν χρεωστοῦμεν τὴν σωτηρίαν τῶν δυτικῶν Ἡπειρωτικῶν χριστιανῶν. Διότι ἐάν οἱ Σουλιώται ἐξολόθρευαν τοὺς αἰχμαλώτους, καὶ ἐάν καθύβριζαν τὰ τσαμία τῶν Μωαμεθανῶν, ὄχι μόνον οἱ ἐν Ἡπείρῳ ἄοπλοι ἀδελφοὶ μας κατεστρέφοντο, ἀλλὰ ἤθελαν καταπεισθῇ καὶ οἱ Ἀλβανοὶ ὅτι εἰσθε ἀδυσώπητοι ἐχθροὶ των, καὶ ἤθελαν ἐπιπέσῃ ἐναντίον σας. Ἐξεύρετε διατὶ ἐπροδόθη ὁ Ἀλῆς; Ἐάν ὁ Ταῆρ Ἀμβάζης δὲν ἔβλεπε τὴν καταστροφὴν τῶν Τούρκων, εἰς τὸ Βραχῶρι, ποτὲ δὲν ἤθελε προδώσῃ τὸν ἀρχηγόν καὶ εὐεργέτην του Ἀλῆν. Παρόμοιον φέρσιμον δὲν ἡμπορεῖτε μήτε συμφέρεи νὰ φυλάξετε καὶ ὡς πρὸς τοὺς καθ' αὐτὸ Τούρκους. Τούτων οὐδεὶς δὲν πρέπει νὰ μείνῃ εἰς τὴν Κρήτην, Πελοπόννησον, τὴν Εὐβοίαν καὶ τὴν ἐντὸς τῶν Θερμοπυλῶν καὶ τοῦ ἄρτινοῦ κόλπου Ἑλλάδα. Δὲν ἐννοῶ ὅτι πρέπει νὰ τοὺς ἐξολοθρεύσετε· τοῦτο ὄχι μόνον εἶναι ἀπάνθρωπον, ἀλλὰ καὶ ἀσύμφορον. Ἡ Εὐρώπη θέλει μᾶς συγχαθῇ ὡς βλεδουροὺς φονιάδες, καὶ οἱ Τούρκοι θὰ ἐκδικηθοῦν μὲ διάφορον κατὰ τῶν ἀόπλων ἀδελφῶν μας. Συμφέρεи ὅμως νὰ τοὺς διώξετε ἀπὸ τὴν Ἑλλάδα, πέραν ὅμως τῶν Θερμοπυλῶν καὶ τοῦ Ζητουίνου πρέπει νὰ ἀλλάξετε φέρσιμον. Φονεύσατε ἀδιαφόρως ὅσοι ἐναντιωθοῦν μὲ τὰ ἄρματα, καὶ ἐπιμεληθῇτε φιλανθρώπως τοὺς παραδῶσαντας αὐτά· ὅσοι δὲ παραβοῦν τὸν ὄρκον των, καὶ πάλιν πιάσουν ὅπλα ἐναντίον σας, ἡμπορεῖτε δικαίως νὰ τοὺς τιμωρήσετε ὅταν ξαναπέσουν εἰς τὴν ἐξουσίαν σας. Τοῦτο τὸ φέρσιμον ὄχι μόνον θὰ σᾶς τιμῇσει ἐνώπιον τῆς Εὐρώπης, ἀλλὰ θέλει σᾶς εὐκολύνει τὴν κυρίευσιν τῆς Θετταλίας καὶ Μακεδονίας, δεῖχον ἐμπράκτως ὅτι ὁ πόλεμος εἶναι κατὰ τοῦ θηριώδους

Σουλτάνου, καί ὄχι κατὰ τῶν εἰρηνικῶν Μωαμεθανῶν, θέλει σώσει πολλοὺς ἀδελφούς μας ἀπὸ τὴν λύσσαν τῶν Τούρκων, καί ἐπειδὴ ὁ πόλεμος εἶναι μεταβλητὸς θέλει γλυτώσει τοὺς ξαναὑποταχθέντας Ἕλληνας.

» Ἀπὸ τὰ ἀνωτέρω βλέπετε ὅτι ἡ ἐλευθερία μας κρέμαται ἀπὸ ἡμᾶς τοὺς ἰδίους, καί ἐάν δέν τὴν ἀποκτήσωμεν μέλλομεν νὰ κατηγορηθῇ καί νὰ καταφρονηθῇ ἀπὸ ὅλον τὸν κόσμον· ἀλλ' ἴσως μοὶ εἰπῇ τις: ὅλα αὐτὰ τὰ ἡξεύρει καθένας, ἀλλ' ἡμεῖς εἴμεθα πτωχοί, καί ἠφανίσθημεν εἰς τὸ διάστημα τοῦ ἐπικρατοῦντος αἱματώδους τούτου καί ἐξολοθρευτικοῦ πολέμου, ὅθεν μᾶς εἶναι ἀδύνατον νὰ προφθάσωμεν τὰ ἀναγκαῖα τοῦ πολυέξοδου στόλου μας, νὰ θρέψωμεν μυριάδας πτωχῶν, καί νὰ ἀπαντήσωμε τὰ ἄλλα κατεπείγοντα ἀναγκαῖα τοῦ πολέμου. Καί ἐγὼ δέν ἀγνοῶ τὴν μεγάλην τούτην ἔλλειψιν μας, ἀλλ' ἰδοὺ τί ἀποκρίνομαι, καί νομίζω θὰ συμφωνήσῃ μέ ἐμέ κάθε φρόνιμος ὁμογενής. Ὁ πόλεμός μας δέν εἶναι πόλεμος πλεονεξίας, ἀλλὰ πόλεμος ἱερὸς ὑπὲρ τῆς ὑπάρξεως, σωτηρίας καί ἐλευθερίας μας· τὰ οὕτω πολεμήσαντα ἔθνη ἦταν ὅλα πτωχὰ καί ὅμως ἐνίκησαν τοὺς πλουσίους καί πολυαριθμοτέρους τυράννους των, ἀλλ' ἰδοὺ τί ἔκαμαν καί τί πρέπει καί ἡμεῖς νὰ κάμωμεν. Οἱ πολεμοῦντες διὰ ξηρᾶς καί θαλάσσης στρατιῶται, ἡ ἀρχηγοί, καί ὅλοι οἱ ἄρχοντες καί πολιτικοί, λαϊκοί (κληρικοί) καί κοσμικοὶ ὀφείλουν νὰ περιορισθοῦν εἰς τὸ ὀλίγον ἐκεῖνο ὅσον χρειάζεται νὰ ζήσουν καί αὐτοὶ καί αἱ φαμελῖαι των· τὸ κοινόν πρέπει νὰ φροντίσῃ διὰ τὰς χήρας καί τὰ ὀρφανὰ τῶν ὑπὲρ πίστεως καί πατρίδος ἀποθανόντων· τὸ δὲ ἐπιλοπόν τοῦ γένους νὰ καταγίνε-ται εἰς τὰ εἰρηνικά του ἔργα, καί βαστάζον ὅσον τῷ χρειάζεται διὰ νὰ ζήσῃ, τὸ περίσσευμα νὰ ἐμβαίῃ εἰς τὸ Δημόσιον θησαυροφυλάκιον διὰ νὰ τρέφονται οἱ πολεμοῦντες καί ἐργαζόμενοι τὰ κοινὰ, καί διὰ νὰ ἀγοράζωνται τὰ ἀναγκαῖα τοῦ πολέμου. Τούτου κατορθωθέντος τὰ ἔξοδά μας ὀλιγοστεύουν μεγάλως, καί προφθάνονται ταχέως αἱ ἀνάγκαι σας· τώρα δέν εἶναι καιρὸς πλούτου καί καλοπαθείας· εἶναι καιρὸς στενοχωριῶν καί κακοπαθείας. Ὅταν ὅμως ὁ Θεὸς εὐλογήσῃ τοὺς ἀγῶνας σας, τότε ἐμπορεῖτε καί νὰ καλοζήσετε καί νὰ πλουτίσετε, καί νὰ εἰσθε οἱ πλέον ἔντιμοι καί δοξασμένοι ἄνθρωποι. Τὰ δύο τρίτα τῆς Ἑλληνικῆς γῆς ἀρπάχθησαν ἀπὸ τὸν Σουλτάνον καί ἀπὸ τοὺς Τούρκους του. Ταῦτα εἶναι ἀρκετὰ ἔπειτα διὰ νὰ ἀνταμειφθοῦν οἱ μᾶλλον ἀγωνισθέντες ὑπὲρ τῆς Ἑλλάδος καί νὰ περισσεύσουν καὶ πολλὰ, ὥστε, μέ τὰ ἐτήσια προϊόντα των καί μέ μικρά ἄλλα δοσίματα καί τελωνικά νὰ προφθάνωνται αἱ μέλλουσαι χρεῖαι τῆς Ἑλλάδος. Τὰ ἴδια τοῦτα δημόσια κτήματα ἐμποροῦν νὰ χρησιμεύσουν ὡς ἐνέχυρον διὰ νὰ δανεισθῇ τὸ Ἔθνος καὶ ἐσωτερικῶς καὶ ἐξωτερικῶς. Ὅταν παστρευθῇ μόνῃ ἡ Πελοπόννησος ἀπὸ τὰ κάστρα τῶν Τούρκων εὐθὺς εὐρίσκομε 10.000.000 δάνεια ἀπὸ πλουσίους Εὐρωπαίους, διὰ τὰ ὅποια μόλις νὰ πληρώνωμε ἐτήσιον διάφορον ἕξ ἢ ἑπτὰ τὸ πολὺ ὀκτώ εἰς τὰ ἑκατόν. Ἐπειδὴ δὲ πᾶν ἐμπόριον ἔπαυσε, καί οἱ ἐντὸς τῆς Ἑλλάδος καί οἱ ἔξω αὐτῆς ὁμογενεῖς ἐμποροῦν νὰ γεννοῦν ἐτησίως τὴν ἰδίαν

ποσότητα τῆς ἀγορᾶς των καὶ ὅ,τι σήμερον δὲν κάμνει ὁ πατριωτισμός, αὐριον θέλει τὸ κατορθῶσθαι ἢ φιλαργυρία. Ἐκτός τούτων τῶν μέσων πρέπει νὰ δανεισθοῦν εἰς τὸ κοινόν ὧλων τῶν ἐκκλησιῶν καὶ τῶν μερικῶν τὰ ἀσημικά διὰ νὰ χαράξετε νομίσματα. Κανένας ἀνδρεῖος δὲν πρέπει νὰ στολίζεται μὲ ἄρματα ἄργυρᾶ καὶ χρυσᾶ· ἢ καλυτέρα του στολή πρέπει νὰ εἶναι τὸ κοφτερόν σπαθί του καὶ ἡ ἀνδρεία του, μ' ὅλην δὲ τὴν δυστυχίαν τῆς Ἑλλάδος καὶ τὰ παράπονά σας, θὰ εὐρίσκονται ἀκόμη μεταξύ σας καὶ μετρητὰ πολλὰ καὶ ἀσημικά περισσότερα. Ἐάν, ὁ Θεὸς φυλάξῃ, ἔμβουν οἱ Τοῦρκοι εἰς καμμίαν ἐπαρχίαν σας, τότε βλέπετε πόσα γρόσια εὐρίσκουν.

» Ἡ τιμὴ, λοιπόν, ἡ σωτηρία καὶ τὸ συμφέρον σας ἀπαιτοῦν νὰ δανείσετε ὅλα τὰ περιττά σας εἰς τὸ κοινόν, νὰ εὐχαριστηθῆτε κατὰ τὸ παρόν μὲ ὀλιγώτατα, καὶ νὰ πιστεύετε ὅτι χωρὶς τοιαύτας θυσίας, εἰσθε ὅλοι χαμένοι, καὶ τὸ χειρότερον θέλετε καταφρονεῖσθε καὶ περιπαῖξεσθε ἀπὸ ὅλον τὸν κόσμον. Βεβαιωθεῖτε ὅτι μῆτε νὰ φύγετε πουθενὰ ἐμπορεῖτε, μῆτε ἐάν καταφύγετε ἐμπορεῖτε νὰ γλυτώσετε καὶ ἐσᾶς καὶ τὸ βίός σας. Οἱ ἀνδρεῖοι, ὅσοι ἄλλοτε ἐξοῦσαν εἰς τὰ βουνὰ καὶ ἐσυνήθιζαν νὰ παραχώνουν εἰς τὴν γῆν τὰ χρήματά των, τώρα πρέπει νὰ ἀλλάξουν ζώην, διότι ἐάν ὑπερισχύσουν οἱ Τοῦρκοι θέλουν τοὺς ἐξολοθρεῦσαι, καὶ διότι εἶναι ἄτιμον καὶ βλαπτικόν νὰ παραχώνουν πλέον εἰς τὴν γῆν τὸ ἔχειν των· χρεωστοῦν δὲ νὰ τὸ δανείζουν εἰς τὸ κοινόν, καὶ νὰ πέρνουν τὸν δίκαιον ἐτήσιον τόκον των· τοῦτο εἶναι καὶ ἔντιμον καὶ ὠφελιμώτατον.

» Μένει τώρα νὰ ὁμιλήσω καὶ περὶ ὑποθέσεως, ἥτις, ὑποπτεύω, κυριεύει τοὺς περισσοτέρους, καὶ πρὸς τοὺς ὁποίους ἴσως οἱ λόγοι μου φανοῦν παράξενοι· ἀλλὰ παρακαλῶ τοὺς παραξενευθησομένους νὰ ἀναγνώσουν καλῶς τὰ ἄνωτέρω, καὶ νὰ σκεφθοῦν ὁμοίως τὰ κατωτέρω καὶ ἔπειτα νὰ μὲ νομίσουν παραδοξολόγον, ἐάν τοῖς τὸ συγχωρῇ ἡ συνείδησίς των.

» Ἡξεύρω ὅτι ὧλων σας οἱ ὀφθαλμοὶ εἶναι γυρισμένοι πρὸς τὸν Δούναβιν, καὶ προσμένετε ὥς οἱ Ἑβραῖοι τὸν Μεσσίαν τὴν ἐκραγὴν τοῦ μεταξύ Ρουσιᾶς καὶ Τουρκίας πολέμου· ἀλλ' ἡξεύρετε τὰ ἐκ τούτου ἀφευκτα κακά; Συγχωρήσατέ μοι νὰ σᾶς τὰ ἐκθέσω.

» Ἀν. "Ὅλοι οἱ πολυάριθμοι Χριστιανοί, ὅσοι εὐρίσκονται ἄοπλοι ὑπὸ τὴν ἐξολοθρευτικὴν μάχαιραν τῶν Τούρκων θέλουν καταστραφεῖ εἰς τὴν πρώτην εἰδησιν τοῦ πολέμου καὶ πρὶν φθάσουν οἱ Ροῦσσοι νὰ πατήσουν τὰ Τουρκικὰ χώματα.

» Βον. Ἐμβαίνοντες οἱ Ροῦσσοι εἰς τὴν Τουρκίαν καὶ φθάνοντες εἰς τὴν Κωνσταντινούπολιν, ἔν ἐκ τῶν δύο πρέπει νὰ ἀκολουθήσῃ ἡ γινόμεθα Ρουσσογαρικοί, καὶ τοῦτο δὲν διαφέρει πολὺ ἀπὸ τὸ νὰ ἐμέναμεν ὥς εἴμεθα πρότερον ὑπὸ τοὺς Τούρκους. Τὸ κεφάλαιον τοῦτο εἶναι πολὺ δεινόν. Ὅθεν δὲν ἐμπορῶ νὰ ἐξηγηθῶ ὥς θέλω. Σᾶς παρακινῶ μόνον νὰ ἐρωτήσετε τοὺς περιελθόντας τὴν Ρωσσίαν ὁμογενεῖς, διὰ νὰ μάθετε ποίαν κατάστασιν ἔχει ὁ

Ρουσσικός Λαός, εάν τόν πωλοῦν εἰς τὰ πανηγύρια ὡς ἡμεῖς τὰ ἄλογα, καὶ πῶς ἐνεργεῖται ἡ Ρουσσική δικαιοσύνη. Αἱ ἀποκρίσεις τῶν φιλαλήθων ὁμογενῶν θέλουν σὰς δείξει εάν εἶναι ἐπιθυμητή ἡ Ρουσσογραφικία· ἀλλ' ἄραγε εἶναι καὶ τούτῃ δυνατή; Αἱ ἄλλαι δυνάμεις τῆς Εὐρώπης θὰ στέρξουν νὰ χάψῃ ἡ Ρουσσία τὴν Εὐρωπαϊκὴν Τουρκίαν; Δέν θὰ πηγᾶσῃ ἐκ τούτου γενικός πόλεμος εἰς τὴν Εὐρώπην; Καὶ δέν θὰ ἀναγκασθοῦν αἱ Δυνάμεις τῆς Εὐρώπης νὰ μᾶς μερίσουν ὡς τὴν Πολωνίαν; Ὁ μερισμός τοῦτος εἶναι χειρότερος καὶ ἀπὸ τὴν ἰδίαν συσσωμάτωσίν μας μέ τὴν Ρουσσίαν.

»Συμπεράνετε λοιπόν ὅτι πρέπει νὰ φοβώμεθα τριπλῶς τόν ἐνεργεῖα πόλεμον τῆς Ρουσσίας. Ἐάν κατορθώσετε ὅσα ἀνωτέρω σας ἐπρόβαλα, καὶ εάν ἐννοήσετε τὴν ὑπεροχὴν τὴν ὁποῖαν σὰς δίδει ἡ θέσις σας, τό πνεῦμα σας καὶ διάφοροι ἄλλαι περιστάσεις, ἐγὼ τότε προτιμῶ καλῆτερα νὰ εἰρηνεύσῃ ἡ Ρουσσία μέ τὴν Τουρκίαν, παρά νὰ κάμῃ τόν πόλεμον, ὅστις ἀφεύκτως θὰ ἐπιφέρει τὰ τρία ἀνωτέρω σημειωθέντα κακὰ· ἐξολόθρευσιν τῶν ἀόπλων ἀδελφῶν μας, ρουσσισμόν τῆς Ἑλλάδος ἢ καὶ τό χειρότερον τόν διαμερισμόν μας.

»Ἀλλ' ἀφ' ὅσα ἤξεύρομεν καὶ ἀφ' ὅσον συμπεραίνομε, μήτε πόλεμος μήτε εἰρήνη δέν γίνεται ὀγλήγορα· ἡ φύσις τῶν πραγμάτων εἶναι τοιαύτη ὥστε ὁλος ὁ ἐφετεινός χρόνος θὰ περάσῃ ὡς τόν περυσινόν, καὶ τὰ ρουσσικά καὶ τὰ Τουρκικά στρατεύματα θὰ στέκωνται εἰς τὰ σύνορά των, καὶ θὰ ἐξακολουθοῦν αἱ πολυχρόνιαι διπλωματικαὶ συναποκρίσεις. Τούτῃ ἡ μέση κατάστασις τῶν πραγμάτων μᾶς ὠφελεῖ τὰ μέγιστα, σώζει πρῶτον τοὺς ἀόπλους χριστιανούς, ἐμποδίζει τοὺς Τούρκους ἀπὸ τό νὰ ἐπιπέσουν καθ' ἡμῶν μέ ὅλας τὰς δυνάμεις των, καὶ τό συμφερότερόν μᾶς δίδει καιρόν νὰ ὀργανισθῶμεν, νὰ κυριεύσωμεν τὰ ἐν τῇ μέσῃ τῆς Ἑλλάδος φρούρια, νὰ σχετισθῶμεν μέ τοὺς Ἀλβανούς καὶ ἄλλους δυσαρεστημένους Τούρκους, νὰ ἐτοιμάσωμε πολεμικά ἐφόδια, νὰ εἰσάξωμεν τὰς πολεμικὰς τέχνας τῆς Εὐρώπης, νὰ εὐρωμε δάνεια, νὰ συνάξωμε τὰς συνδρομάς τῶν ἀλλοφύλλων φιλελλήνων καὶ νὰ συνεθίσωμε εἰς τὰ πολεμικά καὶ ὑπὸ διοίκησιν ἐθνικὴν, φιλελεύθερον καὶ δικαίαν. Βλέπετε ἄρα ὅτι τὰ πάντα συντρέχουν πρὸς βοήθειάν μας, καὶ ἄλλο δέν μᾶς λείπει παρά νὰ θελήσωμεν νὰ ὠφεληθῶμεν ἀπὸ τὰς εὐτυχεῖς περιστάσεις καὶ νὰ πράξωμεν ὅλα τὰ πρέποντα.

»Φίλοι ὁμογενεῖς. Ἔως πέρυσιν ἀγνοοῦσεν ὁ κόσμος ὅτι ὑπῆρχον Ἕλληνες, καὶ οἱ πεπαιδευμένοι τῆς Εὐρώπης ἐθρηνοῦσαν τὴν πτῶσιν μας. Οἱ περισσότεροι τῶν ἀλλογενῶν περιηγητῶν ἦταν εἰς γνώμην, ὅτι μᾶς ἦτον ἀδύνατον ὄχι μόνον νὰ ἐλευθερωθῶμεν, ἀλλὰ μήτε νὰ συλλάβωμεν ἰδέαν ἐλευθερίας. «Ὁ Κληρὸς μας, ἔλεγαν, εἶναι διεφθαρμένος, ἀμαθής καὶ ἀνάξιος τοῦ ἐπαγγέλματός του, οἱ προεστώτες, καὶ προὔχοντές μας πλεονέχται, ἀσυνεῖδητοι, καὶ τύρανοι ὡς τοὺς Τούρκους, οἱ λόγιοί μας περιωρισμένοι καὶ ἀνάξιοι νὰ ἐννοήσουν τὰ συμφέροντα τοῦ ἔθνους· οἱ ἔμποροί μας αἰσχροκερ-



δεῖς καὶ ἄτιμοι καὶ ὁ λαὸς μας ὅλος ἀμαθής, ἐξουθενωμένος καὶ ἀνάνδρος· ὅθεν, ἔλεγαν, πῶς εἶναι δυνατόν νά ἀναγεννηθῇ τόσον δυστυχές γένος;»

» Ἀλλ' ἰδοὺ ἐδείξατε ὅτι εἰσθε καλῆτεροι, ἀφ' ὅτι ἐπιπολαίως σᾶς ἐγνώρισαν οἱ ἄλλογενεῖς. Χωρὶς ὄπλα, χωρὶς ἀρχηγούς, χωρὶς προετοιμασίαν, χωρὶς χρήματα, καὶ κατατρεχόμενοι ἀπὸ μύρια ἐσωτερικὰ καὶ ἐξωτερικὰ ἐμπόδια, κατορθώσατε νά κυριεύσετε σχεδόν ὅλην τὴν Ἑλλάδα, νά ἐκπολιορκήσετε διάφορα φρούρια, νά ἀπαντήσετε μέ βάρκας εἰς τὸν τρομερόν στόλον τῆς Τουρκίας καὶ τῆς βορείου Ἀφρικῆς, καὶ τό πάντων δυσκολώτρον ἤμπορέσατε νά συστήσετε ὑπερτάτην ἐθνικὴν διοίκησιν τῆς ὁποίας καὶ τό προσωρινόν πολίτευμα καὶ αἱ ἄλλαι πράξεις ἐχαροποίησαν τοὺς φίλους μας, καὶ ἐδείξαν εἰς ὅλον τὸν κόσμον ὅτι μετὰ δύο χιλιάδας χρόνια ἡ Ἑλλάς ἀνίσταται, καὶ οἱ Ἕλληνες εἶναι ἀξιοὶ τῶν ἀειμνήστων προγόνων των: Αἱ Γαζέται καὶ τῆς Εὐρώπης καὶ τῆς Ἀμερικῆς ἀντηχοῦν ἀπὸ τὰ κατορθώματά σας, καὶ τὰ ὀνόματα τῶν Ὑψηλάντων<sup>(1)</sup>, τοῦ Μαυροκορδάτου, τοῦ Νέγρη, τῶν Κουντουριωτῶν, τοῦ Μπότσαρη, τοῦ Κολοκοτρώνη, τοῦ Μαυρομιχάλη, τοῦ Ὀδυσσέως, τοῦ Κοντογιάννη καὶ πλῆθος ἄλλων πολεμικῶν, πολιτικῶν, ἱερωμένων εἶναι εἰς τὰ στόματα τῶν φωτισμένων ἀνθρώπων. Οἱ Σουλιῶται, Νυδριῶται Σπετσιῶται καὶ Ψαριανοὶ διεφημίσθησαν εἰς ὅλον τὸν κόσμον· το πολιτικόν σας σύστημα μετεφράσθη εἰς ὅλας τὰς γλώσσας τῆς Εὐρώπης καὶ οἱ ἴδιοι ἀδυσώπητοι ἐχθροὶ μας ἄρχισαν νά μᾶς θεωροῦν μέ ἄλλο μάτι καὶ νά αὐξάνουν τὴν καθ' ἡμῶν λύσσαν των.

» Κατωρθώσατε ἄρα τὰ δυσκολώτερα· δέν εἶναι λοιπόν ἐντροπή σας νά ὀπισθοδρομήσετε; δέν εἶναι καταισχύνη σας νά φανῇτε κατώτεροι ἑαυτῶν; δέν εἶναι ὄνειδος αἰώνιον νά μὴ γνωρίζετε μήτε πόσον δύνασθε, μήτε τί ἐμπορεῖτε εἰς τό μέλλον νά κατορθώσετε; Εἰς τὴν ἀνδρείαν ἐφθάσατε τοὺς ἀθανάτους προπατόράς μας, εἰς τὴν πολιτικὴν τοὺς ὑπερβαίνετε, διότι κατεφρονήσατε τὰ τοπικὰ πάθη, καὶ ἐνώθητε εἰς μίαν δύναμιν καὶ εἰς ἓν πολιτικόν σύστημα· μένει πλέον νά τοὺς μιμηθῇτε καὶ εἰς τὰς λοιπὰς ἀρετάς.

» Ὁ ἐπονομασθεὶς δίκαιος Ἀριστείδης ἐστάθη εἴκοσι πέντε ἔτη θησαυροφύλαξ τῆς Ἑλλάδος, καὶ ὅταν μετὰ τὸν θάνατόν του ἠθέλησαν οἱ Ἀθηναῖοι νά τῷ κάμουν λαμπρὰ ἐπιτάφια, ἠναγκάσθησαν νά ἐξοδεύσουν ἀπὸ τό κοινόν, ἐπειδὴ ὁ Ἀριστείδης ἀπέθανε πτωχός, καὶ δέν εἶχε μήτε παλάτια μήτε δούλους. Ὁ τελειότερος τῶν ἐλληνικῶν ἀνδρῶν Ἐπαμεινώνδας δέν ἐκβῆκε τοῦ οἴκου του μίαν ἡμέραν, ἐπειδὴ ἐπλυνεν ἐκείνην τὴν ἡμέραν ἡ μήτηρ του τό φόρεμά του, καὶ δέν εἶχεν ἄλλο διὰ νά φορέσῃ. Τούτων λοιπόν τὰς ἀρετὰς πρέπει νά μιμηθῇτε ἐάν θέλετε νά ἀποθανατισθῇτε ὡς ἐκεῖνοι, καὶ νά κάμετε ἐνδοξον καὶ εὐτυχῇ τὴν τοσοῦτους αἰῶνας δυστυχῆσασαν ταλαίπωρον Ἑλλάδα.

» Μὲ τοιαύτας λοιπόν ἀρετάς, μέ τοιαύτην ἀνδρείαν, μέ φρόνιμον διοίκησιν, μέ ὁμόνοιαν, πειθαρχίαν, δικαιοσύνην, καὶ μέ τὰ ἄλλα προτερήματα

τοῦ χριστιανοῦ, τοῦ "Ἑλληνας καὶ τοῦ καλοῦ πολίτου, καὶ μέ τήν εἰσαγωγὴν μάλιστα τῶν εὐρωπαϊκῶν πολεμικῶν μέσων, βεβαιωθῆτε ὅτι ὄχι μόνον δέν ἔχετε τί νά φοβηθῆτε, ἀλλὰ θέλετε ἐποικοδομήσει εἰς βάσεις ἀκραδάντους τήν ἐλευθερίαν μας καὶ τήν ἀνεξαρτησίαν μας, θέλετε γίνεи περίβλεπτοι καὶ ὀνομαστοί εἰς ὅλον τόν κόσμον καὶ θέλετε προετοιμάσει διὰ τὰ γράμματα καὶ τὰ τέκνα σας ζωὴν εὐδαίμονα καὶ μακαρίαν. "Ἐκαστος καὶ τῶν ὁμογενῶν καὶ τῶν ἀλλογενῶν θέλει σᾶς δεῖχναι μέ τό δάκτυλον, ἀναφέρων τό ὄνομά σας, καὶ θέλετε ἀφήσει αὐτό κληρονομίαν εἰς τὰ τέκνα σας πολύ μεγαλύτεραν καὶ ὠφελιμωτέραν ἀπό μιλλιούνια.

Ἡ ζωὴ μας εἶναι πρόσκαιρος, καὶ ὀγλήγορα ἢ ἀργά ἕκαστος ἡμῶν θέλομεν πληρώσει τό κοινόν εἰς ὅλους χρέος. Τίς λοιπόν νοῦν ἔχων ὁμογενὴς ἡμπορεῖ νά καταφρονήσῃ παρομοίαν ἀθανασίαν, καὶ νά προτιμήσῃ μωρῶς τῆς κενοδοξίας, πλεονεξίας καὶ καλοπαθείας τὰ ἀπατηλά καλὰ; Πλήρης ὑπολήψεως εἰς τὰ "Ἑλληνικά σας φρονήματα, καὶ ἐγκαρδιούμενος ἀπό τήν ὁμόφωνον γνώμην τῶν σοφωτέρων τῆς Εὐρώπης, τολμῶ νά σᾶς εὐαγγελίσω ὅτι κάμνοντες τὰ ἀνωτέρω δέν θέλει σᾶς λείπει τίποτε, καὶ θέλετε ἀναστήσει τήν πολυπαθὴ "Ελλάδα.

"Υγιαίνετε φίλοι ὁμογενεῖς, καὶ εἴθε νά πράξετε ὅ,τι τό συμφέρον, ἡ τιμὴ καὶ τό χρέος σας ἀπαιτοῦν».

1. Θ. Μακρῆ, "Ὁ Ἰωάννης Καποδίστριας καὶ ἡ προκυβερνητικὴ πατριωτικὴ του δράσις (1965) σ. 245-260.

(\*) "Ὅστις θέλει ἄς ἀναγνώσῃ τήν συμφωνίαν Concordato τοῦ Βασιλέως τῆς Προυσίας μέ τόν Πάπαν, τὰς φιλοφρονητικὰς σχέσεις τοῦ Βασιλέως τῆς Ἀγγλίας μέ τόν Ἰδιον Καλῖφον τῆς Δυτικῆς Ἐκκλησίας καὶ τέλος πάντων τὰ δοκίμια τῆς Προυσικῆς Αὐλῆς διὰ νά ὀργανώσῃ πειθαρχικῶς τήν Προτεσταντικὴν Ἐκκλησίαν της.

(β) Τὰ πραχθέντα εἰς Νέαπολιν καὶ τό Τουρίνον, τὰ γραφόμενα κατὰ τῶν Ἰσπανοπορτογάλων καὶ αἱ κατὰ τῶν δυστυχῶν Ἑλλήνων συκοφαντίαι καὶ ἀνεξάντλητοι ὕβρεις ἀποδείχνουν ἀναντιρρήτως τί σκοποῦν καὶ τί εἶναι ἱκαναί νά πράξουν αἱ μεγάλαι Δυνάμεις κατὰ τῶν τολμούντων νά προσφέρουν καὶ τήν λέξιν τῆς ἐλευθερίας.

(γ) Ἀνέφερα καὶ ἀνωτέρω τήν βάρβαρον λέξιν Καλῖφης. Τούτῃ σημαίνει τόν πληρεξούσιον τοποτηρητὴν τοῦ Μωάμεθ ἐπὶ τῆς γῆς, ὅστις γνωρίζει ἐκ πνεύματος ἁγίου τό δίκαιον καὶ τό ἄδικον, καὶ εἰς μόνον τόν ψευδοπροφήτην εἶναι ὑπεύθυνος.

(δ) Ποτέ δέν ἐνέκρινα τό ἐπιχείρημα τοῦ Ὑψηλάντη, ἀλλ' ἡ δικαιοσύνη μ' ἀναγκάζει νά εἰπῶ ὅτι ὕστερα ἀπό τήν ἀναρχίαν καὶ κακοήθειαν τῶν ὁπαδῶν του, συνέτρεξαν μεγάλως εἰς τήν καταστροφὴν του καὶ αἱ δύο γειτονικαὶ χριστιανικαὶ Βασιλεῖαι (Αὐστρία καὶ Ρωσσία). Ταῦτα τὰ περιστατικά πρέπει νά ἐκτεθοῦν εἰς πλάτος διὰ νά μὴ πέσουν εἰς τὰ ἴδια φθοροποιὰ ἁμαρτήματα καὶ οἱ καθ' αὐτό Ἕλληνες.



(ε) Ἡ τρομερή καταστροφή τῆς Χίου ἔπρεπε νά καταισχύνη κάθε φιλότουρκον εὐρωπαῖον· καί ὁμῶς εὐρέθησαν ἀναιδεῖς συκοφάνται, οἱ ὅποιοι ἔπλασαν ἀνύπαρκτα πράγματα διὰ νά ἀθωώσουν τοὺς φίλους των Μωαμεθανούς, καί νά ὑβρίζουν τό ὅλον τοῦ γένους. Βέβαια εἶναι ἀξιοκατάκριτος καί ὑπεύθυνος ὁ μωρός Λογοθέτης, ὅστις ἐπεχείρησε τό παράκαιρον καί ἀνοργάνιστον κατὰ τῆς ταλαιπώρου Χίου κίνημα, ἀλλά διὰ τοῦτο πρέπει νά ἀθωωθοῦν οἱ χασάπιδες Τοῦρκοι; Ἡ τόλμη τοῦ νά διαυθεντευθοῦν οἱ αἰμοβόροι Ὁθωμανοὶ δείχνει ποῖα εἶναι τὰ κρύφια φρονήματα τῶν μισθουσῶν τοιοῦτους ἐφημεριδογράφους Δυνάμεων.

(ζ) Πολλοὶ ἀνόητοι Νιαγουστινοί, ἐμπιστευθέντες εἰς τοὺς ἀμνηστείας λόγους τῶν Τούρκων, τοὺς ἐπροσκάλεσαν εἰς τὴν πόλιν των, καί αὐτοὶ οἱ προσκαλεσταὶ πρῶτοι ἐφονεύθησαν. Δέν πρέπει νά παρασιωπήσωμεν ὅτι ὁ Θανάσης Βάγιας παρεδόθη μέ συνθήκας, καί ὁ Ἀλβανὸς Βρυόνης εἶχε μέγα συμφέρον νά βαστάξῃ τοὺς ὄρκους του, καί ὁμῶς ἐστάλη ὁ Βάγιας εἰς τὴν Κωνσταντινούπολιν· τοῦτο θά εἴπῃ εἰς τό μακελεῖον.

(η) Ἄς μὴ παραξενευθῇ οὐδεὶς, διότι ἀντηχεῖ τό ὄνομα τῶν Ὑψηλάντων. Ὁ πρωτότοκος ἐφυλακώθη παρὰ νόμους καί ἡ δυστυχία του ἔκαμε νά τὸν λυπηθοῦν οἱ λαοί. Ὁ δευτερότοκος ἔκαμε πολλὰς θυσίας καί ᾔθελε κάμει τὴν μεγίστην, ἐάν ἐλησμονοῦσεν ὅτι εἶναι ἀδελφός τοῦ ἀρχεκάκου ἀδελφοῦ του, καί τό δεύτερον ὑποκείμενον τῆς μωρᾶς των ἐπιχειρήσεως.

## 163

Ἐπιστολή πρὸς τὸν τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
(Φραγκφούρτη 19/31 Ὀκτωβρίου 1822)¹

Sire!

Après avoir profité de vos bienfaits à Ems et dans le Rheingau, j'éprouve le besoin de mettre aux pieds de V.M.I. l'hommage de ma reconnaissance. Ce sentiment seul fait le bonheur de ma vie, et plus il est profondément gravé dans mon cœur et plus je sens le devoir de soigner le rétablissement de ma santé. Peut être, Sire, qu'il me sera donné un jour de vous servir encore.

Les eaux de Ems, et la cure de Raisins m'ont fait de bien. Le Docteur Gall cependant, que j'ai consulté, prétend que c'est le régime, la manière de vivre aux bains et dans le Rheingau et sur (tout) l'exercice en plein air qui m'ont fait éprouver quelque soulagement. Il me recommande de continuer mon voyage, mon régime et au cas de besoin les remèdes qu'il m'administrera avec utilité en 1819. Je vais me conformer aux ordonnances du Docteur Gall, et à cet effet je me propose de parcourir la Suisse à petites journées tantôt en voiture et le plus souvent que possible à pied. C'est à Genève, dans une Campagne solitaire aux bords du Lac ou je m'arrêterai lorsque la saison deviendra sévère.

Tel est, Sire, l'emploi que je vais faire du semestre que vous avez bien voulu m'accorder, à moins que V.M.I. n'en décide autrement.

Les ordres que Vous daignez, Sire, me faire donner à cet égard me prouveront que V.M.I. daignez, Sire, me faire donner à cet égard me rouveront que V.M.I. m'honore encore de ses bontés. J'ose espérer qu'Elle ne le refusera pas à un serviteur qui ne ser heureux que lorsqu'il pourra encore travailler sous ses yeux et mériter sa confiance.

Je suis avec respect.

Μετά τήν έντονη διαφωνία του μέ τόν τσάρο 'Αλέξανδρο, ώς πρός τόν «ένδεδειγμένο τρόπο δράσης στήν 'Ανατολή»<sup>2</sup>, ό Καποδίστριας έγκατέλειψε τό ρωσικό ύπουργείο στήν Πετρούπολη και έγκαταστάθηκε στά περίχωρα τής Γενεύης «εις μονήρη έξοχήν»<sup>3</sup>. Μέ τήν παραπάνω έπιστολή του ό τέως ύπουργός τών 'Εξωτερικών τής Ρωσίας εξέφραζε τήν έλπίδα, ότι σύντομα και πάλι θά ήταν σέ θέση νά προσφέρει τίς ύπηρεσίες του, εφόσον ό προϊστάμενος του εξακολουθοϋσε νά τόν συγκαταλέγει ανάμεσα στους πιστούς συνεργάτες του.

1. C.W. Crawley, John Capodistrias: Some Unpublished Documents (1970) σ. 56, όπου και άλλη ένημερωτική έπιστολή τοϋ Καποδίστρια, σ. 57.

2. 'Αρχείο 'Ι. Καποδίστρια, τομ. Α' σ. 79.

3. Πρβλ. K. Mendelssohn - Bartholdy, Der Graf Kapodistrias σ. 61, A. Cahuet, La Question d'Orient, σ. 52, W. Schwarz, Die Heilige Allianz, σ. 242 κ.έ., H. Srbik, Metternich, τομ. Α' σ. 613 κ.έ., H. Rieben, Prinzipiengrundlage und Diplomatie in Metternichs europapolitik, σ. 70, M. Fuye - E. Babeau, La Sainte Allinace, σ. 203, M. Capefigue, Diplomatie de la France et de l' Espagne, σ. 354, R. Metternich, Aus Metternich's nachgelassenen papieren, τομ. Γ' σ. 520.

# Σ Η Μ Ε Ι Ω Σ Ε Ι Σ

ΤΑ ΠΕΡΙΣΣΟΤΕΡΑ καποδιστριακά κείμενα του 1819 και μερικά του 1820 αναφέρονται στο 'Επτανησιακό και γενικότερα τό ανατολικό ζήτημα. Αυτό οφείλεται κυρίως στο γεγονός ότι ο Καπ. στις 10 Μαρτίου του 1819 επισκέφθηκε την Κέρκυρα, όπου έμεινε ως τις 18 Μαΐου. Κατά τό χρονικό αυτό διάστημα είχε τήν ευκαιρία νά διαπιστώσει τίς παραβιάσεις τής συνθήκης τών Παρισίων από τήν άγγλική διοίκηση και τίς αυθαιρεσίες του Μαίτλανδ, ό όποιος είχε καταργήσει κάθε είδους αυτοκυβέρνηση. 'Επίσης ήλθε σε επαφή, όπως γράφει στην Αυτοβιογραφία του, «μέ τούς έπισημότερους άνδρες τής Πελοποννήσου, τής 'Αχαρνανίας και του Αίγαίου». Οί περισσότεροι από αυτούς ήταν παλαιοί γνώριμοι του από τήν εποχή τής όργάνωσης τής άμυνας τής Λευκάδας τό 1807, όταν στάθηκαν στο πλευρό του ως "Έλληνες πολεμιστές και έδωσαν μάλιστα στον «Μαγεμένο» τον όρκο νά αγωνιστούν για τήν έλευθερία του Γένους. Πήγαν νά συναντήσουν στην Κέρκυρα τον Καπ. για δύο λόγους: Πρώτα για νά μάθουν τί έπρεπε νά κάνουν αν διαγραφόταν στον όρίζοντα ή προοπτική πολέμου μεταξύ Ρωσίας και Τουρκίας. Κι έπειτα για νά ζητήσουν οικονομική βοήθεια, έπειδή οί "Αγγλοι δέν τούς χρησιμοποιούσαν στα 'Επτάνησα, όπως παλαιότερα οί Ρώσοι.

Τό κοπιαστικό ταξίδι του Καπ. στην Κέρκυρα υπαγορεύτηκε βέβαια από τήν επιθυμία του νά δει τούς δικούς του. 'Αλλά και από έναν άλλο λόγο. Νά κατευνάσει, ως άπεσταλμένος του Τσάρου, τούς έτοιμους νά επαναστατήσουν Χριστιανούς. "Όταν ό 'Αλέξανδρος αποχαιρετούσε τον Καπ. του είπε ότι έπρεπε νά κάμει τούς 'Επτανήσιους και τούς λοιπούς "Έλληνες νά καταλάβουν ότι πρέπει νά είναι λογικοί, ότι ό κόσμος έχει ανάγκη από ήσυχία, πού θά τήν έβρισκε μονάχα αν οί μεγάλες δυνάμεις έμεναν ένωμένες. 'Η διατήρηση όμως τής ένωσης αυτής θά ήταν αδύνατη, αν συνέβαινε οτιδήποτε στην 'Ανατολή. 'Ως εκ τούτου δέν έπρεπε νά δοθεί καμιά ένθάρρυνση στους "Έλληνες. Πιστός εκτελεστής τής έντολής αυτής, ό Καπ. έζήγησε στους όπλαρχηγούς, πού είχαν συγκεντρωθεί στην Κέρκυρα, ότι ό Τσάρος δέν είχε καμιά διάθεση νά έμπλακει

σέ πόλεμο μέ τήν Ὀθωμανική Αὐτοκρατορία ἤ νά ἔλθει σέ προστριβές μέ τούς Ἀγγλους, ἐπειδὴ αὐτοὶ δέν τούς χρησιμοποιοῦσαν. Τούς ὑποσχέθηκε ὁμως κάθε ὕλική βοήθεια, τῆς ὁποίας δείγματα ἔδωσε ἀμέσως καί ἀπό τό προσωπικό του ταμεῖο, ἂν ἀπέφευγαν κάθε ἐκδήλωση πού θά μπορούσε νά προκαλέσει πόλεμο καί τούς συνέστησε, νά ὀπλισθοῦν «μέ ὑπομονήν καί καρτερίαν, προσπαθοῦντες νά ἀναθρέψουν καλῶς καί ἐθνικῶς τά τέκνα των, ἐπαφιέμενοι δέ ὡς πρός τά λοιπὰ εἰς τόν χρόνον καί τήν Θεῖαν Πρόνοιαν».

Γιά νά ἀποφευχθοῦν παρερμηνεῖς ὁ Καπ. συνέταξε ἐγκύκλιο ἐπιστολή στήν ὁποῖαν καθόριζε τά πλαίσια μέσα στά ὁποῖα θά ἔπρεπε νά κινηθεῖ κάθε προσπάθεια γιά τήν βελτίωση τῆς μοίρας των Ἑλλήνων. Καί γιά ὅ,τι συζήτησε καί εἶπε στούς ὀπλαρχηγούς ὑπέβαλε καί μνημόνιο στόν Τσάρο μέσω τοῦ Ρώσου πρεσβευτῆ στήν Κωνσταντινούπολη.

Ὅσον ἀφορᾷ ὁμως τό εἰδικότερο θέμα τῆς Ἑπτανήσου καί τίς παραβιάσεις τῆς συνθήκης τῶν Παρισίων, ὁ Καπ., κατόπιν ἀδείας τοῦ Τσάρου, ἐπισκέφθηκε τό Λονδίνο, ὅπου ἐξέθεσε τίς ἀπόψεις του στούς ἀρμόδιους ὑπουργούς τῆς ἀγγλικῆς κυβέρνησης. Τά ὑπομνήματά του πρός τόν Μπάθουρστ καί τόν Οὐέλλινγκτων μᾶς δίνουν τήν ἔκταση τοῦ ἐνδιαφέροντός του γιά τά πράγματα τῆς Ἑπτανήσου καί τήν ἐπιμονή του γιά τήν παραχώρηση στούς συμπατριῶτες του τῶν δικαιωμάτων πού τούς ἀναγνώριζε ἡ συνθήκη τῶν Πρισίων τῆς 5/17 Νοεμβρίου 1815.

Ἐν τῷ μεταξύ ὁμως οἱ σχέσεις μεταξύ τῶν συμμάχων περνοῦσαν κρίση. Οἱ Ἰσπανικές ἀποικίες τῆς Νοτίου Ἀμερικῆς εἶχαν ἀξιώσει τήν παραχώρηση φιλελεύθερου καθεστώτος, πού θά τούς ἐπέτρεπε νά βελτιώσουν τήν οἰκονομία τους. Ὁ βασιλεὺς τῆς Ἰσπανίας ἀρνήθηκε καί τό φιλελεύθερο κίνημα μετατράπηκε σέ καθολική ἐπανάσταση. Ὁ Φερδινάνδος ὁ 7ος νόμιζε ὅτι θά ἐξυπηρετοῦσε τά συμφέροντα τῆς Ἰσπανίας ἂν ζητοῦσε τή βοήθεια τοῦ Τσάρου γιά τήν καταστολή τῆς ἐπανάστασης βάσει τῶν ἀρχῶν τῆς Ἱερῆς Συμμαχίας. Ὁ Τσάρος συμφώνησε, ἀλλά ἀντιμετώπισε τήν ἀντίδραση τῆς Αὐστρίας καί τῆς Ἀγγλίας, ἡ ὁποία μάλιστα ἐνίσχυε τούς ἐπαναστάτες, γιατί ἡ ἐπανάσταση ἐξυπηρετοῦσε, παράλληλα πρός τά πολιτικά, καί τά ναυτιλιακά της συμφέροντα. Ἡ Γαλλία, ἡ ὁποία στήν ἀρχή φαινόταν διστακτική, στό τέλος ἐγκατέλειψε μόνη της τή Ρωσία. Ἦταν ἡ πρώτη ἡττα, πού ὑπέστη ὁ Ἀλέξανδρος τῆς Ρωσίας στήν ἐφαρμογή τῶν ἀρχῶν τῆς Ἱερῆς Συμμαχίας, σύμφωνα μέ τίς ἀπόψεις καί προτάσεις τῆς ρωσικῆς πολιτικῆς.

Ἀλλά τό φιλελεύθερο πνεῦμα ἄρχισε προοδευτικά νά ἀναδεύεται καί στήν εὐρωπαϊκή ἥπειρο. Οἱ ἡγεμόνες διαφόρων μικρῶν γερμανικῶν κρατῶν, συνεπεῖς πρός τίς ὑποσχέσεις πού εἶχαν δώσει στούς λαούς τους γιά νά τούς πείσουν νά ἀγωνιστοῦν ἐναντίον τοῦ Ναπολέοντα παραχώρησαν Συνταγματικά δικαιώματα. Σ' αὐτό, βέβαια, συνέβαλε καί ἡ πίεση τῶν λαϊκῶν στρωμάτων καί ὁ ἀναβρασμός στά πανεπιστήμια. Οἱ ἐκδηλώσεις αὐτές ἀνησύχησαν τόν Μέτερνιχ, ὁ ὁποῖος φοβήθηκε ἀνεξαρτοποίηση τῶν γερμανικῶν κρατῶν ἀπό τήν ἐπιρροή τῆς Βιέννης. Μέ κατάλληλους χειρισμούς ἐπέτυχε νά θέσει ὑπό τήν

προστασία τῆς Αὐστρίας τοὺς Γερμανοὺς πρίγκηπες. Καί μέ τήν σύμφωνη γνώμη τῆς Πρωσίας κάλεσε στό Κάρλσμπαχτ συνέλευση τῶν γερμανῶν ἡγεμόνων, ἡ ὁποία δέχθηκε, χωρίς ἀντίρρηση, τίς ὑποδείξεις τοῦ Μέττερνιχ γιά τήν καταστολή κάθε φιλελεύθερης ἐκδήλωσης. "Εἴτσι ἀποφασίστηκε ὅπως ἡ Δίαιτα ψηφίσει ὁμοσπονδιακό νόμο βάσει τοῦ ὁποίου θά καταστέλλεται κάθε λαϊκή κίνηση, θά παύονταν οἱ καθηγητές τῶν πανεπιστημίων, που δέν θά ὑπακούανε στίς διαταγές τῆς Βιέννης, θά περιοριζόταν ἡ δράση τῶν φοιτητῶν, θά ἐφαρμοζόταν προληπτική λογοκρισία καί θά ἰδρύετο στή Φραγκφούρτη 'Ανακριτική 'Επιτροπή, μέ εὐρύτατη ἐξουσία σέ ζητήματα διατήρησης τῆς τάξης καί τῆς νομιμότητας. "Όλα αὐτά πέρασαν ἀπό τίς νόμιμες διαδικασίες πού κατοχύρωναν τό νέο καθεστώς. Παρά ταῦτα ὁ Μέττερνιχ δέν πέτυχε τήν ἀνάκληση ὅλων τῶν φιλελεύθερων παραχωρήσεων.

Στίς ἀρχές τοῦ 1820 στρατιωτικό κίνημα, μέ λαϊκή συμπαράσταση, στήν 'Ισπανία ἐξαναγκάζει τόν Φερδινάνδο τόν 7ο νά παραχωρήσει φιλελεύθερο σύνταγμα. Τά στρατεύματα πού ἐπαναστάτησαν προορίζονταν γιά τήν καταστολή τῆς ἐξέγερσης τῶν ἰσπανικῶν ἀποικιῶν τῆς Νοτίου 'Αμερικῆς, ὅπου μόνον τό Περού εἶχε παραμείνει πιστό στή Μητρόπολη.

Καί νέα ὁμως ἐπανάσταση ἐκδηλώνεται στά μέσα τοῦ 1820 στό Βασίλειο τῆς Νεαπόλεως, ὅπου ὁ Φερδινάνδος ὁ 1ος ὑποχρεώνεται καί αὐτός νά παραχωρήσει φιλελεύθερο σύνταγμα, μολοντί ἡ συνθήκη πού τον συνέδεε μέ τήν Αὐστρία τόν ὑποχρέωνε νά μή προβεῖ σέ καμιά φιλελεύθερη παραχώρηση.

Ἡ ΝΕΑ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ πού δημιουργήθηκε ὁδηγεῖ τίς Δυνάμεις στή σύγκληση Συνεδρίου, τό ὁποῖον ἄρχισε τίς ἐργασίες του τίς 20 'Οκτωβρίου 1820 στό Τροπιάου. 'Από τίς πρῶτες συνεδριάσεις προκύπτει ριζική ἀντίθεση τῆς 'Αγγλίας μέ τίς ἄλλες δυνάμεις. 'Η 'Αγγλία ἀρνεῖται νά δεχθεῖ στρατιωτική ἐπέμβαση τῶν Μεγάλων Δυνάμεων γιά τήν καταστολή τῶν διαφόρων ἐπαναστάσεων. Εἶχε ἤδη ἐπιβληθεῖ ὡς θαλασσοκράτειρα καί τά συμφέροντα της δέν ἔφηναν περιθώρια ἀπασχόλησης μέ μικροζητήματα στήν Εὐρώπη. 'Εξ ἄλλου τό φιλελεύθερο κόμμα ἄρχιζε νά ἐπηρεάζει τήν ἀγγλική πολιτική. "Όταν δέ οἱ Δυνάμεις τῆς 'Ιερῆς Συμμαχίας μέ προκήρυξη τους κατέστησαν γνωστό ὅτι ἡ ἐπέμβαση ἦταν ὑποχρεωτική γιά τίς Μεγάλες Δυνάμεις καί ὅτι ἀποκλειόταν ἀπό τήν εὐρωπαϊκή συμμαχία κάθε κράτος πού θά ἐμπνεόταν ἀπό ἀντίθετες ἀρχές, ἡ ἀγγλική ἀντίθεση κορυφώθηκε. 'Η Γαλλία διστάζει νά ἐπέμβει στήν 'Ισπανία καί ὁ Τσάρος ἀποτυγχάνει, γιά μιᾶ ἀκόμη φορά, νά πάρει τήν ἐγκριση γιά τήν καταστολή τῆς ἐξέγερσης στίς ἰσπανικές ἀποικίες. Τό μόνο πού ἀποφασίζεται εἶναι νά ἐξουσιοδοτηθεῖ ἡ Αὐστρία γιά τήν ἀποκατάσταση τῆς τάξης στήν 'Ιταλία. 'Ο Μέττερνιχ εἶχε ἐπιτύχει μιᾶ ἀκόμη νίκη.

Τό συνέδριο τῶν Τροπιάου συνεχίστηκε στό Λάϋμπαχ, ὅπου ὁ Φερδινάνδος τῆς Νεαπόλεως δηλώνει ὅτι ἀνακαλεῖ τό φιλελεύθερο πολίτευμα πού εἶχε παραχωρήσει στούς ὑπηκόους του. Καί τίς 4 Φεβρουαρίου 1821 ἀποκαθίσταται στό θρόνο του μέ τή βοήθεια τοῦ αὐστριακοῦ στρατοῦ, ὁ ὁποῖος

ἐπιβάλλει τήν τάξιν.

Τό Μάρτιο τοῦ 1821 φιλελεύθερο κίνημα στό Πεδεμόντιο ἀνάγκασε τόν Βίκτωρα Ἐμμανουήλ τόν 1ο νά παραιτηθεῖ. Τόν διαδέχεται ὁ ἀδελφός του. Τό κίνημα ὅμως γρήγορα προσέλαβε καί ἔθνικο χαρακτήρα καί οἱ ἐπαναστάτες εἰσβάλλανε στή Λομβαρδία γιά νά ἀπελευθερώσουν τοὺς ὁμοεθνεῖς τους, πού στέναζαν ὑπὸ τὸ αὐστριακὸ πέλμα. Μπροστὰ στήν παραβίαση τῆς ἀκεραιότη-  
τας τῆς χώρας της, ἡ Βιέννη στέλνει ἰσχυρές στρατιωτικές δυνάμεις στό Πεδεμόντιο, πού καταστέλλουν τήν ἐπανάσταση καί ἀποκαθιστοῦν τήν τάξιν. Συγχρόνως μέ συνθήκη τῆς δίνεται τὸ δικαίωμα νά διατηρεῖ στό Τουρίνο στρατιωτικές δυνάμεις γιά τήρηση τῆς τάξης.

Τά μέσα τοῦ 1821 οἱ ἐπαναστάσεις στήν Εὐρώπῃ εἶχαν κατασταλεῖ καί ἡ αὐστριακὴ πολιτικὴ θριάμβευε. Οἱ ἡγεμόνες τῆς Ἱερῆς Συμμαχίας ἐγκαταλεί-  
ποντας τόν Μάιο τὸ Λάιμπach διακηρύξαν καί πάλι τὸ σεβασμὸ στήν ἀρχὴ τῆς νομιμότητος καί τὸ δικαίωμα τους νά ἐπεμβαίνουν στὶς ξένες χώρες.

Ἡ ἡμερία ὅμως, πού εἶχε ἐπιβάλλει ἡ δύναμις τῶν ὅπλων, δέν θά κρατήσῃ πολὺ. Στὴν Ἰσπανία στὶς ἀρχές τοῦ 1822 ἡ ἐπανάσταση παίρνει διαστάσεις καί τόν Αὐγούστο ὁ Φερδινάνδος συλλαμβάνεται αἰχμάλωτος τῶν Κορτές. Στὴ Νότια Ἀμερικὴ τὰ ἰσπανικὰ στρατεύματα βρίσκονται σέ ἀδυναμία νά ἐπιβάλουν τὴ θέληση τῆς Μητροπόλεως στὶς ἀποικίες, πού εἶχαν ἤδη κηρύξει τήν ἀνεξαρτησίαν τους. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἐπανάσταση, πού στήν ἀρχὴ εἶχε θεωρηθεῖ ἐπεισόδιο, χωρὶς ἰδιαίτερη σημασία, ἔχει πάρει ἀνησυχητικές διαστάσεις.

Ὑπὸ τὴν πίεση τῶν γεγονότων αὐτῶν συνήλθε τὰ τέλη τοῦ 1822 τὸ Συνέδριο τῆς Βερόνας, πού ἀσχολήθηκε μέ τὰ ζητήματα αὐτά καί στό ὁποῖον ἔλαβαν μέρος ὅλοι οἱ αὐτοκράτορες, οἱ βασιλεῖς καί οἱ περισσότεροι ἡγεμόνες τῆς ἐποχῆς. Ἡ πολιτικὴ τοῦ Μέττερνιχ ἐπιβάλλεται καί πάλι. Ἡ Γαλλία πῆρε ἐντολὴ, παρὰ τὴν ἀντίδραση τῆς Ἀγγλίας, νά καταστείλῃ μέ τὰ στρατεύματα της τὴν ἐπανάσταση στήν Ἰσπανία καί νά ἐπαναφέρει τὸ νόμιμο καθεστῶς. Τὸ ἑλληνικὸ θέμα ἐγκαταλείφθηκε ἀπὸ τόν Τσάρο καί τὸ Συνέδριο ἀρνήθηκε καί νά συζητήσῃ τίς ἑλληνικὰς διεκδικήσεις. Ἀρνήθηκε ἀκόμη καί νά δεχθεῖ τόν Ἑλληνα ἀντιπρόσωπο Ἀνδρέα Μεταξᾶ, τόν ὁποῖον, κατ' ἐντολὴ τῶν συνέδρων, ἐμπόδισε ὁ Πάπας νά συνεχίσει τὸ ταξίδι του πρὸς τὴ Βερόνα. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπέμβαση στήν Ἀμερικὴ, ἀπετράπη χάρις στήν ἐντονη στάση τῆς Ἀγγλίας καί στήν προκήρυξη τοῦ ἀμερικανοῦ Πρόεδρου Μονρόε, περισσότερο γνωστὴ ὡς Δόγμα Μονρόε, πού ἀπέκρουε ὁποιοδήποτε δικαίωμα τῶν Εὐρωπαϊκῶν Δυνάμεων, νά ἐπέμβουν στήν Ἀμερικανικὴ ἥπειρο.

Μέ τὸ Συνέδριο τῆς Βερόνας διασπάστηκε ὀριστικὰ ἡ συνεργασία τῶν Μεγάλων Δυνάμεων. Τὸ ἄστρο τοῦ Μέττερνιχ, ὁ ὁποῖος εἶχε συστηματικὰ ὑπονομεύσει τὴ θέση τοῦ Καποδίστρια στή διαχείριση τῆς ρωσικῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς, ἀρχίζει νά γέρνει πρὸς τὴ δύση του. Καί οἱ Δυνάμεις διαφοροποιού-  
νται ἀπὸ τότε σέ ἀπολυταρχικά καί φιλελεύθερα καθεστῶτα.

Ἐπιμέλεια Κ. ΔΑΦΝΗ

**ΠΙΝΑΚΕΣ ΚΕΙΜΕΝΩΝ**  
**1815 - 1822**



ΣΗΜ.

[Η παραπομπή γίνεται στον αύξοντα αριθμό τῶν κειμένων. Τά κείμενα 1 - 107 ἀντιστοιχοῦν στόν Ε΄ Τόμο καί τά κείμενα 108 - 163 στόν ΣΤ΄.]

## 1815

### 1. 'Υπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο τῆς Ρωσίας 'Αλέξανδρο I

Βιέννη 5 'Οκτωβρίου 1814

Τὸ ὑπόμνημα αὐτὸ ὑποβλήθηκε στὸν Τσάρο ἐν ὄψῃ τῆς συζήτησης τοῦ 'Επτανησιακοῦ ζητήματος στὸ Συνέδριο τῆς Βιέννης. 'Εξουσιοδοτημένος ἀπὸ τὴν 'Επτανησιακὴ Γερουσία νὰ χειριστεῖ ἐν λευκῷ τὸ ζήτημα κατὰ τὴ διεξαγωγὴ τῶν σχετικῶν διαπραγματεύσεων, ἐξετάζει στὸ ὑπόμνημα ὅλες τίς πιθανές λύσεις γιὰ νὰ καταλήξει καὶ νὰ προτείνει ὡς τὴν καλὺτερη τὴν ἀνασύσταση τῆς 'Επτανησιακῆς Πολιτείας ὑπὸ τὴν προστασία τῶν μεγάλων δυνάμεων.

### 2. 'Επισκόπηση τῶν «ὑποθέσεων» τῆς Γερμανικῆς Αὐτοκρατορίας

Βιέννη 28 'Ιανουαρ. / 9 Φεβρουαρίου 1815

Καὶ ἡ ἔκθεση αὐτὴ προοριζόταν γιὰ τὴν ἐνημέρωση τοῦ Τσάρου. 'Αναφέρεται λεπτομερειακὰ στίς τότε συνθήκες καὶ καταλήγει σὲ ὠρισμένες διαπιστώσεις καὶ παρατηρήσεις γιὰ τὸ τί πρέπει νὰ γίνῃ ὥστε τὸ γερμανικὸ ἔθνος νὰ ἀποκασταστήσῃ τὴν ἐνότητά του καὶ νὰ ἐξουδετερωθεῖ κάθε πιθανότητα συνεργασίας μὲ τὴ Γαλλία.

### 3. 'Επιστολὴ πρὸς τὸν μυλὸρδο Κλάνκαρτ

Βιέννη 28 Μαρτίου / 9 Ἀπριλίου 1815

Μετά τίς προκαταρκτικές συζητήσεις γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση τοῦ 'Επτανησιακοῦ ζητήματος ὁ Καπ. ἤλθε ἐπανειλημμένα σὲ ἐπαφή καὶ ἀνταλλαγὴ ἀπόψεων μὲ τὸ λὸρδο Κλάνκαρτ, πού ἐκπροσωποῦσε στὴ φάση αὐτὴ τὴν ἐξωτερικὴ πολιτικὴ τῆς 'Αγγλίας. 'Ο Καπ. στίς συζητήσεις αὐτές ἐξέφραζε τὴν 'Επτανησιακὴ Γερουσία, τῆς ὁποίας ἀντιπρόσωπος δὲν εἶχε κατορθώσει νὰ φθάσῃ στὴ Βιέννη λόγω ἀπαγόρευσης τοῦ "Αγγλοῦ Διοικητῆ τῶν νησιῶν Στρατηγοῦ Κάμπελ. 'Αντιτάσσεται στὴν «αὐστριακὴ» λύση καὶ ὑποστηρίζει

τή βρετανική προστασία, ή οποία «θά απέβαινε ιδιαίτερα έποικοδομητική».

**4. Έπιστολή προς τόν λόρδο Κλάνκαρτυ**

**Βιέννη 18 / 30 Μαΐου 1815**

Ό Καπ. διαβιβάζει στόν Άγγλο αντιπρόσωπο σχέδιο άρθρων γιά τά 'Ιόνια νησιά. Μέ τό πρώτο άρθρο τά νησιά αποκαθίσταντο σέ έλεύθερο, ανεξάρτητο καί ουδέτερο κράτος, υπό τήν έπωνυμία «Έπτανησιακή 'Ιόνια Δημοκρατία». Μέ τό δεύτερο άρθρο οί δυνάμεις έπιφυλάσσονταν νά λάβουν στό τέλος τοῦ πολέμου όλα εκείνα τά μέτρα πού θά εξασφάλιζαν τή γαλήνη, τήν έλευθερία καί τήν ανεξαρτησία τους.

**5. Έπιστολή προς τόν ναύαρχο Τσιτσαγκώφ**

**Βιέννη 21 Μαΐου / 2 'Ιουνίου 1815**

Ό Έλληνας διπλωμάτης προσπαθεῖ νά κερδίσει τό ναύαρχο υπέρ τῶν απόψεων του γύρω από τό Έπτανησιακό. Έκθέτει τίς εξελίξεις πού είχαν σημειωθεί καί υποστηρίζει ὡς μόνη λύση, σύμφωνη άλλωστε καί προς τίς έπιθυμίες τοῦ λαοῦ τῶν νησιῶν, έλεύθερο καί ανεξάρτητο κράτος υπό τήν προστασία τῆς 'Αγγλίας.

**6. Υπόμνημα προς τόν Καγκελάριο τῆς Πρωσίας Χάρντενμπεργκ**

**Βιέννη 21 Μαΐου / 2 'Ιουνίου 1815**

Ό Καπ. ενημερώνει τόν Πρῶσο Καγκελάριο γιά τήν πορεία τῶν συζητήσεων γύρω από τό Έπτανησιακό ζήτημα, πληροφορεῖ ὅτι ἡ Ρωσία θά αντιδράσει στά άγγλοαυστριακά σχέδια καί παρακαλεῖ τήν Πρωσία νά τῆς συμπαρασταθεῖ.

**7. Συνοπτική έκθεση προς τόν κόμη Λίβεν**

**Χαϊδελβέργη 8/20 'Ιουνίου 1815**

Άναφέρεται στίς διαπραγματεύσεις στή Βιέννη καί ενημερώνει τό στενό συνεργάτη του γιά τίς άγγλοαυστριακά μεθοδεύσεις γύρω από τό Έπτανησιακό ζήτημα.

**8. Υπόμνημα γύρω από τό «καθεστώς» τῶν διαπραγματεύσεων μεταξύ τῶν συμμάχων δυνάμεων καί τῆς Γαλλίας**

**Παρίσι 18/28 'Ιουλίου 1815**

Έκτίθεται άναλυτικά ἡ πορεία τῶν διαπραγματεύσεων καί οί στόχοι πού θά έπρεπε νά κατοχυρωθοῦν μέ τή Συνθήκη ειρήνης, ὥστε ἡ Γαλλία νά μή ξαναγίνει έπικίνδυνη γιά τήν εύρωπαϊκή ασφάλεια καί γαλήνη, εφόσον βέβαια εξασφαλιστεῖ ἡ εδαφική της άκεραιότητα.

**9. Ἐπιστολή πρὸς τὸν μυλὸρδο Κλάνκαρτυ****Παρίσι 2/14 Αὐγούστου 1815**

Ὁ Καπ. γνωστοποιεῖ στὸν Ἀγγλο ἀντιπρόσωπο στὸ συνέδριο τῆς Βιέννης τὶς προθέσεις τῆς Ρωσίας ν' ἀντίσταθεῖ σ' ὁποιαδήποτε μεθόδευσή πού θὰ ἀπόβαινε σέ βάρος τῶν πόθων τοῦ Ἑπτανησιακοῦ λαοῦ γιὰ ἓνα καλύτερο καὶ σταθερὸ μέλλον.

**10. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Βιέννη Στάκελμπεργκ****Παρίσι 4/16 Αὐγούστου 1815**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τὸν Στάκελμπεργκ σχετικὰ μέ τὶς «ἀρχές μετριοπάθειας καὶ δικαιοσύνης πού χαρακτηρίζαν τὴν πολιτικὴ διαγωγὴ τοῦ Αὐτοκράτορα τῆς Ρωσίας». Στὴ συνέχεια ὁ Καπ. ἀναφερόταν συνοπτικὰ σε κρίσιμα σημεῖα τοῦ ὑπομνήματος του γιὰ τὸ γαλλικὸ ζήτημα (Ἀριθ. 8).

**11. Ἐπιστολή πρὸς Στάκελμπεργκ****Παρίσι 26 Αὐγούστου / 7 Σεπτεμβρίου 1815**

Ἀναφέρεται στὶς διαφωνίες μεταξὺ τῶν τεσσάρων συμμάχων αὐλῶν σχετικὰ μέ τὸν τρόπο ἀντιμετώπισης τοῦ Γαλλικοῦ ζητήματος καὶ διαψεύδει τὴ φήμη ὅτι ἡ ἐπιδεικνυόμενη ἀπὸ τὴ Ρωσία μετριοπάθεια ὀφειλόταν σέ δῆθεν μυστικὲς συνενοήσεις τοῦ Τσάρου μέ τὸ Γάλλο βασιλεῖ.

**12. Ἐπιστολή πρὸς τὸ Δοῦκα τοῦ Οὐέλλιγκτων****Παρίσι 8 Σεπτεμβρίου 1815**

Στὴν ἐπιστολὴ του αὐτὴ πρὸς τὸν νικητὴ τοῦ Βατερλώ ὁ Καπ. ἐπανερχεταί στὶς θέσεις του γιὰ μιὰ δίκαιη καὶ ὀριστικὴ λύση τοῦ Ἑπτανησιακοῦ ζητήματος, μέ τὴν ὑπαγωγὴ τῶν νησιῶν ὑπὸ ἀγγλικὴ προστασία, καὶ ζητᾷ ἀπὸ τὸν Οὐέλλιγκτων νὰ βοηθήσει σ' αὐτὴ τὴ λύση.

**13. Προσωπικὴ ἐπιστολή πρὸς τὸν Κάστελρυ****Παρίσι 23 Σεπτεμβρίου 1815**

Διαβιβάζοντας στὸν Ἀγγλο ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν τὸ προσχέδιο τῆς συνθήκης γιὰ τὰ Ἑπτάνησα, ὁ Καπ. ἐξέφραζε τὴν ἐπιθυμία του — ἐν ὄψῃ τῆς βρετανικῆς προστασίας — ὅπως ἡ Προστάτιδα Δύναμις τηρήσει κατὰ τὴ διοίκηση τῶν νησιῶν «σταθερὴ καὶ ἀμετάβλητη πορεία ἐναντι τῆς βελτίωσης τῶν παραδοσιακῶν θεσμῶν».

**14. Ὑπηρεσιακὸ σημείωμα πρὸς τὸν Κάστελρυ****Παρίσι 23 Σεπτεμβρίου 1815**

Ἐκ τού περιεχόμενου προκύπτει ἡ κοινὴ πορεία Μεγάλης Βρετανίας καὶ Ρωσίας γιὰ μιὰ ὀριστικὴ ἐπίλυση τοῦ Ἑπτανησιακοῦ ζητήματος σύμφωνα μὲ τὴ «γραμμὴ» Καποδίστρια.

**15. Σημείωμα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο**

**Παρίσι 20 Σεπτεμβρίου / 2 Ὀκτωβρίου 1815**

Ἐνημερωτικὸ σημεῖωμα σχετικὸ μὲ τὰ προβλήματα τῶν στρατευμάτων κατοχῆς στὴ γαλλικὴ πρωτεύουσα.

**16. Ἀναφορὰ πρὸς τὸν πρίγκηπα Τσαρτορίσκου**

**Παρίσι 3/15 Ὀκτωβρίου 1815**

Ὁ Καπ. ἀρμόδιος κατὰ τὴ διάρκεια τῶν διαπραγματεύσεων τῆς Βιέννης καὶ γιὰ τὸ Πολωνικὸ ζήτημα, ἐνημερώνει τὸν συνεργάτη του Τσαρτορίσκου γιὰ τὶς οικονομικὰ διενέξεις ἀνάμεσα στὴν προσωρινὴ κυβέρνησις τοῦ βασιλείου τῆς Πολωνίας μὲ τὴν ἡττηθεῖσα Γαλλία καὶ τὴν ἐνδιαφερόμενη ἄμεσα Ρωσία.

**17. Σύντομο ὑπόμνημα πρὸς τὸν κόμη Νέσελροντ**

**Παρίσι 5/17 Ὀκτωβρίου 1815**

Τὸ ὑπόμνημα αὐτὸ πρὸς τὸν Νέσελροντ, συνταγμένο μὲ τὴ συνεργασία τοῦ Ραζουμόφσκου, ἀναφέρεται στὰ κρίσιμα ἐκκρεμῆ ζήτῃματα ποὺ σχετίζονται μὲ τὴν παρουσία τῶν στρατευμάτων τῶν νικητριῶν δυνάμεων στὸ Παρίσι καὶ στὴν παλινὸρθωση τῶν Βουρβόνων.

**18. Ὑπόμνημα γιὰ τὶς ὑποθέσεις τῆς Ἰσπανίας**

**Παρίσι 5/17 Ὀκτωβρίου 1815**

Ἀναφέρεται στὴν ἐσωτερικὴ πολιτικὴ κατάσταση τῆς Ἰσπανίας. Ὁ Καπ. προτείνοντας λύσεις γιὰ τὴν ὁμαλὴ διακυβέρνησις τῆς χώρας, δὲν παραλείπει νὰ καυτηριάσει τοὺς ὑπεύθυνους τῆς ἀποσύνθεσης.

**19. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο**

**Παρίσι 5/17 Ὀκτωβρίου 1815**

Ἀναφέρεται στὶς σχέσεις τῶν νικητριῶν δυνάμεων μὲ τὴν ἡττηθεῖσα Γαλλία. Ἐκ τού περιεχόμενου προκύπτει καθαρὰ ἡ γαλλόφιλη στάσις τοῦ Καπ. Στὸ τέλος τοῦ ὑπομνήματος ἐνημερώνει τὸν Ἀλέξανδρο γιὰ πρότασις τοῦ Κάστελρου νὰ συνεργαστεῖ μαζί του στὴν ἐπεξεργασία τοῦ ἐπτανησιακοῦ Συντάγματος.

**20. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν κόμη Νέσελροντ**

**Παρίσι 5/17 Ὀκτωβρίου 1815**

Ἐναφέρεται στό «καθεστώς» τῶν σχέσεων Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων μέ τήν ἡττηθεῖσα Γαλλία. Τό κύριο θέμα, πού ἀπασχολοῦσε τοὺς συμμάχους, ἦταν τό ὕψος τῶν οἰκονομικῶν «ἐπανορθώσεων» σέ βάρος τῆς Γαλλίας, πού ἡ ρωσική πλευρά ἀντιμετώπιζε μέ ἰδιαίτερη μετριοπάθεια.

**21. Σύντομο υπόμνημα πρὸς τοὺς πληρεξουσίους τῆς Αὐστρίας, τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Πρωσίας**

**Παρίσι 9/21 Ὀκτωβρίου 1815**

Θέμα του ἡ προετοιμαζόμενη ἀπὸ τό Διευθυντήριο τῶν Δυνάμεων συνθήκη, ἐν ὅπῃ τοῦ τερματισμοῦ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συνεδρίου τῶν Παρισίων. Ἐπισημαίνεται ἡ κατὰ πολὺ βελτίωση τῆς θέσης τῆς Γαλλίας ἀπὸ τήν ἐποχὴ τῆς συνθήκης τοῦ Σωμόν καὶ ὡς ἐκ τούτου θά ἔπρεπε ν' ἀντιμετωπισθεῖ ἡπίοτερα ὥστε νά ξαναβρεῖ τόν «ἐαυτό» της.

**22. Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν διοικητὴ τῶν στρατευμάτων κατοχῆς στή Γαλλία**

**Παρίσι 13/25 Ὀκτωβρίου 1815**

Ὁ Καπ. γνωστοποιοῦσε στό στρατηγὸ Βορονζώφ τὰ πρακτικὰ τῆς συνδιάσκεψης τῶν τεσσάρων μέ τὰ ὁποῖα εἶχε διευθετηθεῖ τό θέμα τῆς παραμονῆς μιᾶς συμμαχικῆς στρατιᾶς στή Γαλλία. Διοικητὴς τῆς Στρατιᾶς αὐτῆς ὀνομάστηκε ὁ Οὐέλλιγκτων, ὁ ὁποῖος πρότεινε ὅπως ἡ στρατιωτικὴ φρουρά τῶν Παρισίων συγκροτηθεῖ ἀπὸ ἴσα στρατιωτικὰ τμήματα.

**23. «Συμπλήρωμα» πρωτοκόλλου πρὸς τοὺς πληρεξουσίους Αὐστρίας, Μεγάλης Βρετανίας καὶ Πρωσίας**

**Παρίσι 15/27 Ὀκτωβρίου 1815**

Μέ τό πρωτόκολλο αὐτό ὁ Καπ. ἐξουσιοδοτημένος ἀπὸ τό Διευθυντήριο τῶν Δυνάμεων, παρουσιάζει τίς ἀπόψεις του ἐν ὅπῃ τῆς τελικῆς διατύπωσης τῆς δεύτερης συνθήκης εἰρήνης τῶν Παρισίων. Ἐναφέρεται στό ἐδαφικὸ ζήτημα τοῦ Βελγίου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, στό ἀμυντικὸ σύστημα τῆς Γερμανικῆς Συνομοσπονδίας καὶ σέ ἄλλα, προσδιορίζοντας παράλληλα τὰ δικαιώματα καὶ τίς ὑποχρεώσεις τῆς καθεμιᾶς ἀπὸ τίς νικητρίες Δυνάμεις γιὰ τήν ἐδραίωση τοῦ εὐρωπαϊκοῦ «πολιτικοῦ συστήματος» πού εἶχε ἐγκαθιδρυθεῖ στή Βιέννη.

**24. Ἐνημερωτικὸ σημείωμα πρὸς τὸν Μέττερνιχ**

**16/28 Ὀκτωβρίου 1815**

Ἐναφέρεται στό θέμα τῆς «τακτοποίησης» τοῦ πρίγκιπα Εὐγένιου. Ἡ Ρωσία φαίνεται πρόθυμη νά συνεργαστεῖ μέ τήν Αὐστρία στή διευθέτηση τοῦ θέματος, πού ἦταν συναρτημένο μέ ἐδαφικὲς παραχωρήσεις στή Βαυαρία καὶ τήν Ἰταλία.

**25. Ἐπιστολή πρὸς τὸν Νέσσελροντ****Παρίσι 16/28 Ὀκτωβρίου 1815**

Μέ τήν ἐπιστολή αὐτή διαβιβάζονται ὅλα τὰ σχετιζόμενα μέ τή σύναψη τῆς τελικῆς συνθήκης εἰρήνης ντοκουμέντα.

**26. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς Νέσσελροντ****Παρίσι 16/28 Ὀκτωβρίου 1815**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τὸν Νέσσελροντ στά περισσότερα φλέγοντα θέματα ἐν ὄψῃ τῆς τελικῆς συνθήκης. Ὡς πρὸς τὸ γάλλικὸ ζήτημα διατυπώνει τήν ἄποψιν ὅτι τὸ μέλλον τῆς Γαλλίας ἐξαρτιόταν ἄμεσα ἀπὸ τήν καλή θέληση τοῦ Οὐέλλιγκτων ἀπέναντι στοῦ βασιλεῖα καὶ τῆ δυναστεία.

**27. Ἐγκύκλιος πρὸς τὸν Στάκελμπεργκ στή Βιέννη καὶ τῇ ρωσικῇ διπλωματικῇ ἀποστολῇ στήν Ἰταλία****Παρίσι 20 Ὀκτωβρίου / 1 Νοεμβρίου 1815**

Ἐνημερωτικὸ κείμενο γιὰ τήν ἐξέλιξη τῶν διαπραγματεύσεων στοῦ Παρίσι. Οἱ συμφωνίες, που ἐπρόκειτο νά ὑπογραφοῦν, στηρίζονταν στίς ἀρχές τοῦ Αὐτοκράτορα γιὰ αὐτοπαγή τῶν ἐπὶ μέρους συμφερόντων στοῦ γενικό καὶ εὐρωπαϊκό συμφέρον.

**28. Σύντομο υπόμνημα πρὸς τὸν Μέττερνιχ****Παρίσι 31 Ὀκτωβρίου / 12 Νοεμβρίου 1815**

Στό κείμενο αὐτό ὁ Καπ. ὑπογραμμίζει τὰ κύρια σημεῖα τῆς συμφωνίας Αὐστρίας, Πρωσίας καὶ Ρωσίας, γιὰ τήν ἐπίλυση τῶν προβλημάτων πού σχετίζονται μέ τὸν πρίγκηπα Εὐγένιο Μποαρνέ.

**29. Ὑπόμνημα πρὸς τοὺς πληρεξουσίους τῆς Αὐστρίας, Μεγάλῃς Βρετανίας καὶ Πρωσίας****Παρίσι 6/18 Νοεμβρίου 1815**

Ὁ Καπ. παρέχει διευκρινήσεις γύρω ἀπὸ τὰ ἄρθρα πού ἀφοροῦσαν τήν τελικὴ συνθήκη εἰρήνης τῶν Παρισίων. Προτείνονταν τροποποιήσεις σέ θέματα ἀναφερόμενα στή τελικὴ διατύπωση ὠρισμένων ἀρθρῶν πού εἶχαν σχέση μέ τῇ Γαλλίᾳ καὶ τήν Πολωνία.

**30. Σύντομο υπόμνημα πρὸς τὸν πρωθυπουργό τῆς Γαλλίας Ρισελιέ****Παρίσι 7/19 Νοεμβρίου 1815**

Ἐνημέρωση τοῦ Γάλλου πρωθυπουργοῦ γιὰ τήν ὑπογραφή τῆς Ἱερᾶς Συμμαχίας, πού, κατὰ τή γνώμη τοῦ Αὐτοκράτορα, ἀποσκοποῦσε ἀποκλειστι-



κά στην εξυπηρέτηση τῆς διεθνoῦς εἰρήνης καὶ στην ἀδελφoσύνη μεταξύ τῶν λαῶν.

### 31. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τὸν Κάστελρυ

Παρίσι 22 Νοεμβρίου 1815

Ὁ Καπ. ἀναφέρεται στίς ἐρωτήσεις πού τοῦ εἶχαν ὑποβληθεῖ ἀπὸ τὴ βρετανική κυβέρνηση σχετικά μέ τὴ δικαστική διοίκηση (ἐξουσία) καὶ τὴ δημόσια ἐκπαίδευση στὴν Ἑπτάνησο.

### 32. Ἐπιστολή πρὸς τὴν Ἑπτανησιακὴ Γερουσία

Παρίσι 22 Νοεμβρίου 1815

Μέ τὴν ἐπιστολή αὐτὴ ὁ Καπ. συνῶδευε τὸ κείμενο τῆς Συνθήκης τῶν Παρισίων. Ἀπὸ τὸ περιεχόμενο της προκύπτουν τὰ πατριωτικὰ αἰσθήματα τοῦ Καπ. καὶ ἡ ἀγάπη του πρὸς τοὺς συμπατριῶτες του.

### 33. Ὑπόμνημα μέ παρατηρήσεις πάνω στὴν ἐσωτερικὴ κατάσταση τῶν Ἰονίων Νήσων

Παρίσι 10/22/9/1815

Τὸ βαρυσήμαντος αὐτὸ ὑπόμνημα ὁ Καπ. τὸ ἀπέστειλε πρὸς τὸν ὑπουργό τῆς Ἀγγλίας Κάστελρυ πρὸς ἐνημέρωση του καὶ δι' αὐτοῦ πρὸς ἐνημέρωση τοῦ Ἀρμοστή πού θὰ ἀνελάμβανε τὴ διοίκηση τῶν νησιῶν. Σκιαγραφώντας μέ μελανά χρώματα τὴν περίοδο τῆς βενετικῆς κατοχῆς, ὁ Καπ. προχωρεῖ σὲ διαπιστώσεις καὶ ὑποδείξεις σχετικά μέ τὰ μέτρα πού ἔπρεπε νὰ ληφθοῦν γιὰ τὴν ὀργάνωση τῆς διοίκησης καὶ τῆς ἐκπαίδευσης τοῦ λαοῦ τῆς Ἑπτανήσου.

### 34. Ἐπιστολή πρὸς τὸν Λ. Στάϊν

Βιέννη 15/28 Δεκεμβρίου 1815

Ἐνημερώνει τὸν Στάϊν, πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Λονδίνο καὶ φίλο του, γιὰ τίς τελευταῖες ἐνέργειες του ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων καὶ τῆς Ἑπτανήσου, πρὶν ἐπιστρέψει στὴν Πετροῦπολη. Πανηγυρίζοντας γιὰ τὴ διευθέτηση τοῦ Ἑπτανησιακοῦ ζητήματος, εὐχεται μέ διπλωματικότητα νὰ διασωθοῦν κάποτε καὶ οἱ Ἑλλήνες ἀποκτώντας μιὰ δικὴ τους πατρίδα.

## 1816

## 35. 'Επιστολή πρὸς τὸν Γεν. Πρόξενον τῆς Ρωσίας στὸ 'Ιάσιο

Πετρούπολη 1/13 Ἀπριλίου 1816

Στὸ πλαίσιο τῶν ἀρμοδιοτήτων του γιὰ τίς ὑποθέσεις τῆς Βεσσαραβίας ὁ Καπ. ἐνημερώνει τὸν Γεν. Πρόξενον στὸ 'Ιάσιο γιὰ τίς τουρκικὲς ἀπειλὲς πού ἀφοροῦσαν τοὺς πρίγκιπες τῆς Μολδαβίας καὶ τῆς Βλαχίας.

## 36. 'Οδηγίες στὸν ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη

Πετρούπολη 20 Μαΐου / 1 'Ιουνίου 1816

Ὁ Καπ. ὡς ἀρμόδιος ὑπουργὸς ἐνημερώνει τὸ νέο Ρῶσο πρεσβευτὴ στὴν Τουρκικὴ κυβέρνησις Στρόγγανωφ γιὰ τὴν ἀποστολὴν τοῦ πλησίον τῆς 'Υψηλῆς Πύλης. Βασικὸς στόχος τῆς ρωσικῆς πολιτικῆς ἦταν ἡ ἡρεμία καὶ ἡ εἰρήνη καὶ δὲν ἔπρεπε τὰ ἀγαθὰ αὐτὰ νὰ κινδυνεύουν ἀπὸ «ἓνα ἄδικο πόλεμον στὴν 'Ανατολὴν πού θὰ ἐνεργοποιοῦσε ξανά τὸ δίκαιον τοῦ ἰσχυροτέρου».

## 37. 'Υπόμνημα πρὸς τὸν πρεσβευτὴ Στάκελμπεργκ στὴ Βιέννη

Πετρούπολη 24 'Ιουνίου / 6 'Ιουλίου 1816

Στὸ ὑπόμνημα αὐτὸ ὁ Καπ. ἔκανε προτάσεις γιὰ τὴν ἄρση τῶν διαφωνιῶν γύρω ἀπὸ τὰ ἐκκρεμῆ ἑδαφικά καὶ οἰκονομικά ζητήματα τοῦ πρίγκηπα Εὐγένιου, τὴν ἀναγκαιότητα τῆς προσχώρησης τῆς 'Ισπανίας στὴν τελικὴ πράξι τοῦ Συνεδρίου τῆς Βιέννης καὶ στὴ λήψη μέτρων, ἐφόσον ἡ γαλλικὴ κυβέρνησις ἀνέστελλε τίς πληρωμές.

## 38. 'Υπηρεσιακὸ ἔγγραφο πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Παρίσι Πότσο ντί

Μπόργκο

Πετρούπολη 9/21 'Ιουλίου 1816

Γνωστοποιεῖ τίς προθέσεις τοῦ Αὐτοκράτορα ἀπέναντι στοὺς περιορισμούς πού εἶχαν ἀποφασιστεῖ γιὰ τὰ συμμαχικά στρατεύματα κατοχῆς στὴ Γαλλία, τὰ ὁποῖα θὰ περιορίζονταν στὸ ἓνα τρίτο. Παράλληλα ὑπογράμμιζε τοὺς κανόνες πού εἶχαν καθορίσει οἱ σύμμαχοι Δυνάμεις γιὰ τὴν εἰσπραξίαν τῶν εἰσφορῶν πού προορίζονταν γιὰ τὰ κράτη πού εἶχαν προσχωρήσει στὸ τελευταῖον σύμφωνον τῶν Παρισίων.

**39. 'Υπηρεσιακό έγγραφο προς τόν Πότσο ντί Μπόργκο****Πετρούπολη 9/21 'Ιουλίου 1816**

Μέ τό νέο αυτό έγγραφο ό Καπ. υπογράμμιζε στό Ρῶσο πρεσβευτή τήν ἀμετακίνητη θέση τῆς Ρωσίας νά δεῖ τή Γαλλία, ὅπως καί τά ὑπόλοιπα εὐρωπαϊκά κράτη, νά τίθενται «ὑπό τό σκῆπτρο τῶν παλιῶν τους ἡγεμόνων κι ἔτσι νά ξανακερδίζουν τή θέση πού τούς ἀρμόζει, γεγονός πού θά ἀποκαταστήσει τήν εὐρωπαϊκή ἰσορροπία καί θά ἀποβῇ ἡ μοναδική ἐγγυήτρια τῶν δικαιωμάτων ὅλων τῶν ἐθνῶν».

**40. Προσωπική ἐπιστολή προς τόν Πότσο ντί Μπόργκο****Πετρούπολη 9/21 'Ιουλίου 1816**

'Εκτός ἀπό τά ἐπίσημα ἔγγραφα ό Καπ. στέλνει καί προσωπική ἐπιστολή στό Ρῶσο πρεσβευτή στό Παρίσι, ἡ ὁποία καλύπτει κυρίως θέματα τακτικῆς καί δεοντολογίας σχετικά μέ τίς διαπραγματεύσεις γύρω ἀπό τίς γαλλικές ὑποθέσεις.

**41. Σύντομη ἔκθεση προς τόν Στάκελμπεργκ****Πετρούπολη 28 'Ιουλίου / 8 Αὐγούστου 1816**

'Η ἔκθεση αὐτή εἶχε γιά θέμα τίς οἰκονομικές ἐκκρεμότητες μεταξύ Αὐστρίας καί Ρωσίας ἀπό τήν ἐποχή τῶν «ἀπελευθερωτικῶν πολέμων» τοῦ 1813 καί 1814. 'Η Ρωσία ἐπιδίωκε ἀναστολή τῆς πληρωμῆς τῶν ὀφειλῶν της καί νέο διακανονισμό μέ ξεχωριστή σύμβαση.

**42. Συνοπτική ἔκθεση προς τόν πρεσβευτή τῆς Πορτογαλίας στήν Πετρούπολη****Πετρούπολη 10/22 Αὐγούστου 1816**

'Επιβεβαιώνει ό Καπ. τήν ἐμμονή τοῦ Αὐτοκράτορα στήν πιστή ἐκτέλεση τῶν συνθηκῶν τοῦ Παρισιοῦ, πού πρόβλεπαν, μεταξύ ἄλλων, τήν ὀριστική κατάργηση τοῦ ἐμπορίου τῶν νέγρων, ἀπόφαση πού ὀφείλαν νά σεβαστοῦν ὅλα τά πολιτισμένα ἔθνη.

**43. Συνοπτικό ὑπόμνημα προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στό Λονδίνο****Πετρούπολη 11/23 Αὐγούστου 1816**

'Ο Καπ. διαβίβαζε προς τόν Λίεβεν τή διαμαρτυρία του προς τή βρετανική κυβέρνηση γιά τήν παύση μελῶν τῆς 'Επτανησιακῆς Γερουσίας ἀπό τόν 'Αρμυστή Μαίτλανδ. 'Υπογράμμιζε ὅτι ό Μαίτλανδ δέν διέθετε τέτοια δικαιώματα, δεδομένου ὅτι, βάσει τῆς συνθήκης τῆς 5ης Νοεμβρίου 1815, οἱ Βρετανοί δέ μπορούσαν νά ἀσκήσουν κυβερνητικά καθήκοντα.

## 44. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο

Μόσχα 15/27 Αὐγούστου 1816

Ὁ Καπ. ζητοῦσε νὰ ἐνημερωθεῖ γύρω ἀπὸ τὴν ἀποστολὴ τοῦ Βρετανοῦ λόρδου Ἐξμουθ στὰ παράλια τῆς Ἀφρικῆς, στὰ πλαίσια τῆς βρετανικῆς «ἐκπολιτιστικῆς» πολιτικῆς. Παράλληλα ζητοῦσε ἐξηγήσεις γιὰ τὴ μὴ κοινοποίησιν τῶν βρετανικῶν σχεδίων στὴ Ρωσία καὶ ἂν ἡ ἴδια τακτικὴ εἶχε ἀκολουθηθεῖ ἀπέναντι σ' ὅλες τὶς Δυνάμεις.

## 45. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο

Μόσχα 31 Αὐγούστου / 12 Σεπτεμβρίου 1816

Ἡ συνθήκη τῆς 5ης Νοεμβρίου 1815 γιὰ τὰ Ἑπτάνησα δὲν εἶχε ἀναφερθεῖ σκόπιμα στὸ πρόβλημα τῆς Πάργας, ἀφήνοντας τὸ ἐκκρεμές παρὰ τὶς προσπάθειες τοῦ Καπ. νὰ ἐνσωματώσῃ τὴν περιοχὴ στὸ καινούριο ἑπτανησιακὸ κράτος. Μὲ τὴν ἐπιστολὴ του ὁ Καπ. προειδοποιοῦσε τὸν Λίβεν νὰ μὴν ἀποδεχτεῖ τὴν παραχώρησιν τῆς Πάργας στὴν Τουρκία.

## 46. Ὑπηρεσιακὸ σημείωμα πρὸς τὸν Νέσσελροντ

Βαρσοβία 29 Σεπτεμβρίου / 11 Ὀκτωβρίου 1816

Τὸ σημείωμα ἀναφέρεται στὸν ἐνδεδειγμένο τρόπο ἀντιμετώπισης ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τῆς Ρωσίας τοῦ ἀπεσταλμένου τῶν Ἰσπανικῶν ἀποικιῶν στὴν Ἀμερικὴ Χοσέ ντέ Τολέντο.

## 47. Ὁδηγίες πρὸς τὸν διπλωμάτη Π. Οὔμπρι

Βαρσοβία 29 Σεπτεμβρίου / 11 Ὀκτωβρίου 1816

Καί· τὸ σημείωμα αὐτὸ τοῦ Καπ. ἀναφερόταν στὴν ἀποστολὴ τοῦ ἐκπροσώπου τῶν ἰσπανικῶν ἀποικιῶν τῆς Ἀμερικῆς στὴ Ρωσία. Ὁ Οὔμπρι ἐνημερώνεται γιὰ τὴν πρόθεσιν τοῦ Αὐτοκράτορα νὰ μὴν ἀναγνωριστεῖ ὁ ντόν Χοσέ ντέ Τολέντο ὡς δημόσιος ἀπεσταλμένος καὶ νὰ μὴ τοῦ ἐπιτραπεῖ μακρόχρονη παραμονὴ στὴ Ρωσία. Ὁ Καπ. ζητᾷ παράλληλα νὰ συγκεντρωθοῦν ἀκριβεῖς πληροφορίες γιὰ τὶς ἀποικίες αὐτές, γιὰ τὴν κατάστασιν τοῦ λαοῦ στὶς ἐπαναστατημένους ἀποικίες καὶ γιὰ τὴν πολιτικὴ τῆς ἐπαναστατικῆς κυβερνήσεως πού ἀσκοῦσε τὸν ἔλεγχον τῆς ἐξουσίας μακριὰ ἀπὸ τὴν ἐπιτροπὴ τῆς μητροπόλεως.

## 48. Συνοπτικὸ ὑπόμνημα πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Αὐστρίας στὴν Πετρούπολη

Βαρσοβία 29 Σεπτεμβρίου / 11 Ὀκτωβρίου 1816

Ἀναφέρεται στὸ θέμα τῶν ναυτικῶν πού κατάγονταν ἀπὸ ἐπαρχίες πού πρόσφατα εἶχαν ἐνσωματωθεῖ στὴν Αὐστρία καὶ διεξήγαγαν ἐμπόριο μὲ ρωσικὰ διαβατήρια. Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τὸν Λέμπτζέλτερν γιὰ τὰ μέτρα πού εἶχε λάβει σχετικὰ ἡ Ρωσία.

**49. Προσωπική έπιστολή προς τόν Καγκελάριο τής Πρωσίας Χάρντενμπεργκ  
Βαρσοβία 1/13 'Οκτωβρίου 1816**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τόν Πρῶσο καγκελάριο γιά τίς ἐπαφές του μέ τούς πληρεξουσίους τής Πρωσίας γιά θέματα ἐμπορικά, ναυτιλιακά καί ἐκκαθάρισης ἐκκρεμῶν λογαριασμῶν, πού ἀφοροῦσαν τίς οἰκονομικές σχέσεις τῶν δύο συμμάχων χωρῶν.

**50. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τής Ρωσίας στή Βιέννη**

Ὑπογραμμίζεται στήν ἐπιστολή ἡ εὐθύτητα τοῦ Αὐτοκράτορα τής Ρωσίας στό χειρισμό τῶν κρίσιμων εὐρωπαϊκῶν ζητημάτων, εὐθύτητα πού κυριαρχεῖτο ἀπό τίς ἀρχές τοῦ σεβασμοῦ τῶν συνθηκῶν καί τῶν ἀναφαίρετων ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων. Ἡ εὐθύτητα αὕτη δέ φαινόταν νά εἶχε ἐκτιμηθεῖ ἀπό τήν Αὐστρία.

**51. Ὁδηγίες προς τούς ἀντιπροσώπους τής Ρωσίας γιά τίς ἐμπορικές σχέσεις μέ τήν Πολωνία  
Βαρσοβία 6/18 'Οκτωβρίου 1816**

Οἱ ὁδηγίες αὐτές ἀναφέρονταν σέ ἐμπορικά ζητήματα, κυρίως ναυσιπλοίας, πού ἔπρεπε νά ἀντιμετωπισθοῦν σύμφωνα μέ τίς νέες συνθήκες, πού εἶχαν ὑπογραφεῖ τό 1815 στή Βιέννη. Στό Πολωνικό εἶχαν διεισδύσει, παράλληλα πρός τή Ρωσία, ἡ Αὐστρία καί ἡ Πρωσία.

**52. Ὑπόμνημα προς τόν Αὐτοκράτορα τής Ρωσίας  
29 'Οκτωβρίου / 10 Νοεμβρίου 1816**

Μέ τό ὑπόμνημα αὐτό ὁ Καπ. ἐνημέρωνε τόν Ἀλέξανδρο γιά τά ἐξῆς, γενικότερου εὐρωπαϊκοῦ ἐνδιαφέροντος, ζητήματα: 1) Τόν ἀφοπλισμό 2) τήν πορεία τῶν διαπραγματεύσεων τῆς Φραγκφούρτης 3) Τήν ὑπόθεση τοῦ πρίγκηπα Εὐγένιου 4) Τίς ἰσπανικές ὑποθέσεις 5) Τή μείωση τῶν στρατευμάτων κατοχῆς στή Γαλλία καί 6) Τίς ἐξελίξεις τοῦ Ἑπτανησιακοῦ ζητήματος.

**53. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τής Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 5/17 Νοεμβρίου 1816**

Ὁ Καπ. μέ τήν ἐπιστολή αὕτη ἀσχεῖ ἕνα εἶδος κριτικῆς ὡς πρός τόν τρόπο χειρισμοῦ τῶν γαλλικῶν κυρίως ζητημάτων ἀπό τό Ρῶσο πρεσβευτή στό Παρίσι.

**54. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τής Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 5/17 Νοεμβρίου 1816**

Ὁ Καπ. καταγγέλει τίς ἀπροκάλυπτες προθέσεις τοῦ Ἀρμοστή Μαίτλανδ

ν' ἀναδειχθεῖ «νομοθέτης» τῆς Ἑπτανήσου. Ἐνημερώνει τόν Λίβεν ὅτι, μέ ἐξουσιοδότηση τοῦ Αὐτοκράτορα, εἶχε καλέσει τό Βρετανό πρεσβευτή στήν Πετρούπολη καί τοῦ ἐπέστησε τήν προσοχή στή σημασία πού ἔδινε ἡ Ρωσία στήν πιστή ἐφαρμογή τῆς συνθήκης τῆς 5ης Νοεμβρίου 1815 καί ἀπό τήν πλευρά τῆς Βρετανίας.

**55. Ὁδηγίες πρὸς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη  
Πετρούπολη 2/14 Δεκεμβρίου 1816**

Οἱ ὁδηγίες ἀναφέρονταν στούς ξένους πού εἶχαν πολιτογραφηθεῖ Ρῶσοι ὑπῆκοι. Ὁ Καπ. ἐξουσιοδοτοῦσε τόν Στρόγγανωφ νά χειρίζεται ὁμοίομορφα, βάσει ὁρισμένων ἀρχῶν τίς ὁποῖες καθόριζε, τό θέμα τῆς παραχώρησης τῆς ρωσικῆς ὑπηκοότητας διὰ μέσου ὄλων τῶν προξενείων τῆς Ρωσίας στήν Ἀνατολή.

**56. Συνοπτικό ὑπόμνημα πρὸς τόν Αὐτοκράτορα τῆς Ρωσίας  
Πετρούπολη 9/21 Δεκεμβρίου 1816**

Στό κείμενο αὐτό ἐξετάζονται κληρονομικά θέματα σχετιζόμενα μέ τή δυναστεία τοῦ Βοναπάρτη καί τήν τέως αὐτοκράτειρα τῆς Γαλλίας Μαρία Λουίζα, καθὼς καί οἱ δεσμεύσεις τοῦ Ρώσου Αὐτοκράτορα ἀπὸ τῆ συνθήκη τοῦ Φοντενεμπλώ.

**57. Ὑπόδειγμα ὑπομνήματος τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν  
Πετρούπολη 9/21 Δεκεμβρίου 1816**

Τό ὑπόμνημα ἀναφέρεται στά πρῶτα ἀποτελέσματα τῶν συνδιασκέψεων στό Λονδίνο πού εἶχαν ὡς ἀποτέλεσμα τήν κατάργηση τοῦ δουλεμπορίου καί τήν πάταξη τῆς πειρατείας τῶν Βερβερίων. Οἱ συνδιασκέψεις, μέ τή συμμετοχή τῆς Ἀγγλίας, τῆς Αὐστρίας, τῆς Γαλλίας καί τῆς Ρωσίας, εἶχαν ἀποφασιστεῖ στό Παρίσι τό Νοέμβριο τοῦ 1815.

**58. Ἐπιστολή πρὸς τόν ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Μεγ. Βρετανίας  
Μόσχα 18/30 Δεκεμβρίου 1816**

Σχολιάζονται οἱ ἀποφάσεις πού εἶχαν ληφθεῖ στίς συνδιασκέψεις τοῦ Λονδίνου γιά τήν κατάργηση τοῦ δουλεμπορίου καί τήν πάταξη τῆς πειρατείας τῶν Βερβερίων. Ἡ Ρωσία ἐνδιαφερόταν νά μὴ ληφθοῦν μέτρα ἐναντίον τῆς Ἰσπανίας καί τῆς Πορτογαλίας προτοῦ ἐξαντληθεῖ κάθε δυνατότητα τῶν διαπραγματεύσεων.

**59. Ἐπιστολή πρὸς τόν πρωθυπουργό τῆς Γαλλίας Ρισελιέ  
Μόσχα 18/30 Δεκεμβρίου 1816**

Ἵπέρμαχος τῆς μείωσης τῶν στρατευμάτων κατοχῆς στό Παρίσι καί τῶν οἰκονομικῶν διευκολύνσεων πρὸς τή νέα γαλλική κυβέρνησι, ὁ Καπ. ἐνεθάρρυνε τόν Γάλλο πρωθυπουργό καί ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν νά ἐκπληρώσει ἄφοβα τό τιμημένο καθῆκον πού τοῦ εἶχε ἀνατεθεῖ: νά ὑπηρετήσῃ τήν πατρίδα του καί τόν βασιλεῖα.

**60. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 18/30 Δεκεμβρίου 1816**

Ὁ Καπ. μεταφέρει μέ τήν ἐπιστολή του αὐτὴ τήν ἱκανοποίηση τοῦ Αὐτοκράτορα γιὰ τόν τρόπο χειρισμοῦ τῶν γαλλικῶν ὑποθέσεων ἀπὸ τό Ρῶσο πρεσβευτή. Συγχρόνως προβαίνει σέ ὀρισμένες διευκρινιστικὰς ἐπανορθώσεις ἀναφορικά μ' ἓνα κείμενο πού περιεῖχε νύξεις γιὰ τίς γενικότερες ἰδεαλιστικὰς τοποθετήσεις τοῦ τσάρου.



## 1817

61. 'Οδηγίες προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στην Κωνσταντινούπολη  
24 Δεκεμβρίου 1816/ 5 'Ιανουαρίου 1817

Οι οδηγίες αυτές αναφέρονται στις ρωσοτουρκικές διαπραγματεύσεις του 1812 και στά ὅσα εἶχαν συμφωνηθεῖ γιά τό καθεστώς τῶν ἀσιατικῶν παραλίῶν καί στίς ἐγκρεμότητες πού εἶχαν ἐν τῷ μεταξύ δημιουργηθεῖ. Στή συνέχεια ὁ Καπ. ἐπισημαίνει τίς ἐξελίξεις στίς παραδουνάβιες ἡγεμονίες, τή συνώμοσία τῶν Αὐστριακῶν ἐναντίον τοῦ ἡγεμόνα τῆς Βλαχίας Καρατζᾶ καί τίς προθέσεις τῶν Τούρκων νά τόν ἀντικαταστήσουν μέ τόν πρίγκηπα Μουρούζη. 'Ο Στρόγγαωφ ἐξουσιοδοτεῖτο νά ἔλθει στίς ἀπαραίτητες ἐπαφές καί νά εἰσηγηθεῖ τίς προσφορότερες λύσεις γιά τά ρωσικά συμφέροντα.

62. 'Υπόμνημα γιά τήν ἱδρυση γενικοῦ προξενείου στην Κωνσταντινούπολη  
24 Δεκεμβρίου 1816 / 5 'Ιανουαρίου 1817

Τό λιμάνι τῆς Κωνσταντινούπολης, μετά τήν ἀνάπτυξη τοῦ ἐμπορίου στή Μαύρη Θάλασσα, εἶχε προσλάβει ἰδιαίτερη οἰκονομική σημασία γιά τή ρωσική αὐτοκρατορία. Γι' αὐτό ὁ Καπ. προτείνει τήν ἱδρυση γενικοῦ προξενείου ἀρμόδιου γιά τά ἐμπορικά ζητήματα στήν Κωνσταντινούπολη.

63. Προσωπική ἐπιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στή Βιέννη  
31 'Ιανουαρίου / 12 Φεβρουαρίου 1817

'Ο Καποδίστριας διαβιβάζει στόν Στάκελμπεργκ τήν ἀπάντηση τοῦ Αὐτοκράτορα στίς προσωπικές ἐπιστολές πού τοῦ εἶχε ἀπευθίνει παλαιότερα ἀπό τή Βιέννη ὁ πρεσβευτής του. Καί διατυπώνει τίς ὑποψίες του ὅτι οἱ ἄλλες Δυνάμεις διαπραγματεύονταν μυστικά ἐναντίον τῆς Ρωσίας.

64. 'Οδηγίες προς τόν ἐπίτροπο της Ρωσίας στό κυβερνητικό συμβούλιο της Πολωνίας  
11/23 Φεβρουαρίου 1817

'Ο Καπ. ἐνημερώνει τόν ἐπίτροπο Νοβοσίλτσεφ γιά τά μέτρα πού πρότεινε τό 'Υπουργεῖο Οἰκονομικῶν καί ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου γιά τήν συμπλήρωση ὁρισμένων ρητρῶν τῆς συνθήκης τῆς 21 Μαΐου 1815.

**65. Έκτενης έπιστολή προς τόν Μ. Δούκα Κωνσταντίνο Παύλοβιτς  
21 Μαρτίου / 2 Ἀπριλίου 1816**

Ἀναφέρεται στίς ἀμετακίνητες θέσεις τοῦ Αὐτοκράτορα Ἀλέξανδρου ἀπέναντι σέ ὅποιοδήποτε σχέδιο σέ βάρος τῆς πολιτικῆς καί κοινωνικῆς τάξης πού εἶχε ἐγκαθιδρυθεῖ μέ τίς συνθήκες τῆς Βιέννης καί τῶν Παρισίων τοῦ 1815.

**66. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 25 Ἀπριλίου / 7 Μαΐου 1817**

Ἡ έπιστολή σχετίζεται μέ τήν προγραμματιζόμενη στό Αἰξ λα Σαπέλ συνδιάσκεψη τό φθινόπωρο τοῦ 1818. Καί ὅπως προκύπτει ἀπό τό περιεχόμενο τῆς ὁ Καπ. ἐπιθυμοῦσε ἐκτεταμένη γαλλική ἐκπροσώπηση.

**67. Έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 25 Ἀπριλίου / 7 Μαΐου 1817**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει, μέ τήν ἐντελῶς προσωπική έπιστολή του, τό φίλο του Πότσο ντί Μπόργκο γιά ἓνα ταξίδι ἀνάπαυσης καί ὑγείας πού προγραμματίζεται.

**68. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στό Παρίσι  
Μόσχα 17 Ὀκτωβρίου 1817**

Ἐπειτα ἀπό ἓνα ταξίδι τοῦ ἀναψυχῆς, πού εἶχε πραγματοποιήσει στή Βοημία, ὁ Καπ. ἐνημερώνει τόν Πότσο ντί Μπόργκο γιά τήν σκληρή ὑπηρεσιακή δουλειά πού τόν περίμενε στήν Πετρούπολη. Ἀναφέρεται ἐπίσης στίς προόδους τῶν «ρευστοποιήσεων» πού σχετίζονται μέ τήν ὅλη ἐξέλιξη τοῦ γαλλικοῦ ζητήματος.

**69. Προσωπική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στό Παρίσι  
Μόσχα 1 Νοεμβρίου 1817**

Ὁ Καπ. ἀποκάλυπτε στό φίλο του πρεσβευτή τήν πολιτική τῆς Ρωσίας ἀπέναντι στή Γαλλία μετά τήν «ἀπελευθέρωση» τῆς ἀπό τήν εὐρωπαϊκή κηδεμονία πού τῆς εἶχε ἐπιβληθεῖ τό 1815. «Πρέπει ἡ χώρα αὐτή νά ξαναπάρει τή θέση τῆς στήν εὐρωπαϊκή οἰκογένεια χωρίς καμιά προτεραιότητα ἢ ἰδιαίτερη εὐγνωμοσύνη πρὸς τή Ρωσία».

**70. Έμπιστευτική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ἰσπανίας στήν Πετρούπολη  
Μόσχα 10 / 22 Νοεμβρίου 1817**

Ἡ έπιστολή ἀναφέρεται στή διάσταση μεταξύ τῶν Αὐλῶν τῆς Ἰσπανίας καί τῆς Βραζιλίας μέ ἀφορμή τήν κατάληψη τῶν ἐπαρχιῶν τοῦ Ρίο δέ λα Πλάτα.

## 71. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Παρίσι

Μόσχα 28 Νοεμβρίου 1817

Ὁ Καπ. γινώριζε στὸν Πότσο ντὶ Μπόργκο τὴν ἀμετακίνητη θέση τῆς Ρωσίας σέ ὅ,τι ἀφοροῦσε τὰ συμφέροντα τῆς γαλλικῆς μοναρχίας στὸ θέμα τῶν οἰκονομικῶν ἐκκαθαρίσεων. Ἡ Ρωσία ἐξακολουθοῦσε νά συμπαρίσταται θερμά στή Γαλλία.

## 72. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στή Μαδρίτη

Μόσχα 28 Νοεμβρίου / 10 Δεκεμβρίου 1817

Ὁ Ρῶσος πρεσβευτὴς ἐξουσιοδοτεῖτο νά προωθήσει τὴν ἐνεργό συμμετοχὴ τῆς Ἰσπανίας στὸ εὐρωπαϊκὸ σύστημα, τὴ συνεννόηση μεταξύ Ἰσπανίας καὶ Βραζιλίας καὶ τὴν ἀποκατάσταση τῆς εἰρήνης στὶς ἰσπανικὲς ἀποικίες τῆς Ἀμερικῆς.

## 73. Ἐπιστολή πρὸς τὸν ὀσποδάρου τῆς Βλαχίας Καρατζᾶ

Μόσχα 5/17 Δεκεμβρίου 1817

Ἐκφράζοντας ἑμμεσά τίς ἀμφιβολίες του γιὰ τὴν πιστὴ ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων τοῦ πρίγκηπα Καρατζᾶ, ὁ Καπ. ἀπαντοῦσε διπλωματικά στὰ παράπονα τοῦ ὀσποδάρου γιὰ τὴ στάση τῶν διπλωματικῶν ἐκπροσώπων τῆς Ρωσίας ἀπέναντι του. Καὶ υπογράμμισε ὅτι ὁ Πίνι καὶ ὁ Στρόγγανωφ ἀπέβλεπαν μόνον στὴν ἐξύψωση τῆς εὐημερίας τῶν λαῶν τῆς Μολδαβίας καὶ τῆς Βλαχίας, προσθέτοντας ὅτι ὁ Αὐτοκράτορας δέν εἶχε κατασταλάξει ἀκόμα ἂν θά τὸν στήριζε ἢ ὄχι στὸ ἀξίωμά του.

## 1818

## 74. Ὁδηγίες πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Στοκχόλμη

Μόσχα 24 Δεκεμβρίου 1817 / 5 Ἰανουαρίου 1818

Ἀφοροῦσαν οὐσιαστικά ἐκκρεμῇ θέματα, μετὰ τὴν ἔνωση τῆς Νορβηγίας μέ τῇ Σουηδία, ὅπως τὸ ζήτημα τῆς ρευστοποίησης τοῦ νορβηγικοῦ χρέους. Ὁ Καπ. ἀναφερόταν ἐπίσης στὴν πορεία τῶν σχέσεων τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου μέ τῇ Ρωσία καὶ ὑποδείκνυε ὀρισμένες ἀναγκαῖες διευθετήσεις μεταξύ Σουηδίας καὶ Νορβηγίας.

## 75. Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν Γενικὸ Πρόξενο τῆς Ρωσίας στὴ Μπαρλέττα

Μόσχα 14 / 26 Ἰανουαρίου 1818

Ἡ ἐπιστολὴ ἀφοροῦσε τὸ θέμα τῆς ἀποκατάστασης τῶν Ἑλλήνων ὀπλαρχηγῶν τῆς Ρούμελης καὶ τῆς Ἡπείρου ποὺ εἶχαν ὑπηρετήσῃ παλαιότερα τῇ Ρωσία στὰ Ἐπτάνησα καὶ εἶχαν ἐπαφές μέ τὸν Καπ. στὴν Ἀγία Μαῦρα τὸ 1807. Στόχος ἐνεργειῶν καὶ τῆς ἐπιστολῆς τοῦ Καπ. ἦταν νὰ βροῦν ἐργασία οἱ παραπάνω ὀπλαρχηγοὶ στὶς στρατιωτικὲς μονάδες τοῦ βασιλεῖα τῆς Νεαπόλεως.

## 76. Ἐμπιστευτικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τοῦ βασιλείου τῶν δύο Σικελιῶν στὴν Πετροῦπολη

Μόσχα 3 / 15 Φεβρουαρίου 1818

Καὶ ἡ ἐπιστολὴ αὕτῃ ἀφοροῦσε τὴν ἀποκατάσταση τῶν Ἑλλήνων ὀπλαρχηγῶν. Ὁ Καπ. ἀναφερόταν στὴν προσφορά τῶν ἀγωνιστῶν αὐτῶν στὰ Ἐπτάνησα καὶ τῇ Ρωσία, στὴν ἀπελπιστικὴ τους θέσις λόγω ἄρνησης τῆς Ἀγγλίας νὰ χρησιμοποιοῦσῃ τίς ὑπηρεσίες τους καὶ συνηγοροῦσε γιὰ τὴν χρησιμοποίηση τους ἀπὸ τὴν Αὐλὴ τῆς Νεαπόλεως.

## 77. Ὁδηγίες πρὸς τὸν διπλωματικὸ σύμβουλο τῆς Αὐτοκρατορίας Ντ. Ν. Βλούντωφ

Μόσχα 18 Φεβρουαρίου / 2 Μαρτίου 1818

Ὁδηγίες πρὸς τὸν Βλούντωφ γιὰ τὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων του μετὰ τὸ διορισμό του ὡς συμβούλου τῆς ρωσικῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς στὴν Φραγκφούρτη. Ἀποστολὴ του ἡ παρακολούθηση τῶν δημοσιευμάτων τῶν ἐφημερίδων καὶ γενικὰ τοῦ τύπου τῆς Κεντρικῆς Εὐρώπης, καθὼς καὶ τῆς Βορείου καὶ Νοτίου Ἀμερικῆς.

**78. Προσωπική επιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στο Παρίσι  
Μόσχα 22 Φεβρουαρίου 1818**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στήν πορεία τῶν οἰκονομικῶν σχέσεων τῆς Ρωσίας μέ τήν Κωνσταντινούπολη, τήν Πρωσία καί τήν Πολωνία.

**79. Ἐπιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στο Λονδίνο  
23 Φεβρουαρίου / 7 Μαρτίου 1818**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στό ἐπιτυχημένο ἔργο τῆς ρωσικῆς πρεσβείας στήν Περσία, ἐνῶ παράλληλα καταδικάζονται οἱ προθέσεις καί ἀξιώσεις τοῦ βρετανικοῦ ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν γιά παρεμβάσεις στίς ρωσοπερσικές σχέσεις. Ὁ Λίεβεν ἐπιφορτιζόταν νά κάμει σχετικά διαβήματα προς τόν ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἀγγλίας.

**80. Ἐπιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στο Λονδίνο  
23 Φεβρουαρίου / 7 Μαρτίου 1818**

Ἐξ ἀφορμῆς ἄρθρου τῆς ἐφημερίδος «THE COURIER» πού ἦταν θετικό καί καλοπροαίρετο ἀπέναντι στήν πορεία τῆς «μεγάλης εὐρωπαϊκῆς συμμαχίας», ὁ Καπ. ἐξέφραζε τήν ἀπορία του γιά τή δυσαρέσκεια τῆς βρετανικῆς λογοκρισίας καί διατύπωνε παράπονα γιά τήν ἐχθρική στάση μερίδας τοῦ βρετανικοῦ τύπου ἀπέναντι στό ρωσικό ὑπουργικό συμβούλιο.

**81. Ἐγκύκλιος προς τοὺς διπλωματικούς ἐκπροσώπους της Ρωσίας στο ἐξωτερικό  
Βαρσοβία 17/29 Μαρτίου 1818**

Ἡ ἐγκύκλιος ἀναφέρεται στίς φιλελεύθερες καί ἠθικές ἀρχές τῆς πολιτικῆς τοῦ Αὐτοκράτορα στό πολωνικό ζήτημα. Ὁ Καπ. εἶχε διαφωνήσει μέ τόν Ἀλέξανδρο ὡς προς τό περιεχόμενο τοῦ λόγου πού εἶχε ἐκφωνήσει ὁ τελευταῖος στήν πρώτη πολωνική Δίαιτα. Μέ τήν ἐπιστολή - ἐγκύκλιο ὁ Καπ. νομιμοποιοῦσε τήν πολιτική πού εἶχε ἐξαγγεῖλει ὁ Αὐτοκράτορας στή Βαρσοβία.

**82. Ἐμπιστευτική ἐπιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ἰσπανίας στήν Πετρούπολη  
Βαρσοβία 18/30 Μαρτίου 1818**

Ὁ Καπ. ἀναφέρεται στίς ἐξεγέρσεις τῶν ἰσπανικῶν ἀποικιῶν τῆς Ἀμερικῆς, ὑπογραμμίζοντας ὅτι οἱ ἐξεγέρσεις στίς ἀποικίες ἦταν ἐξ ἴσου ἐνοχλητικές τόσο γιά τά συμφέροντα τοῦ Αὐτοκράτορα τῆς Ρωσίας ὅσο καί τοῦ βασιλεῖ τῆς Ἰσπανίας. Καί καλεῖ τήν αὐλή τῆς Ἰσπανίας νά διευθετησε φιλικά μέ τή Βραζιλία τό ζήτημα τῆς κατοχῆς τῶν ἐπαρχιῶν τοῦ Ρίο δε λα Πλάτα.

**83. 'Εμπιστευτική ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Πορτογαλίας στὴν Πετρούπολη  
Βαρσοβία 18/30 Μαρτίου 1818**

Κι αὐτὴ ἡ ἐπιστολή ἔχει ὡς ἀντικείμενο τὶς ἐξεγέρσεις στὶς ἰσπανικὲς ἀποικίες τῆς Ἀμερικῆς καὶ τὶς διενέξεις μεταξύ Πορτογαλίας καὶ Ἰσπανίας γιὰ τὸν τρόπο εἰρηνοποίησης τῶν ἐπαναστατημένων ἐπαρχιῶν.

**84. 'Επιστολή πρὸς τὸν ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στὴ Βιέννη Γκ. Γκολόβκιν  
Βαρσοβία 25 Μαρτίου / 6 Ἀπριλίου 1818**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στὴν ἀθέτηση ἀνειλημμένων ὑποχρεώσεων ἀπὸ τὴν Αὐστριακὴ κυβέρνησις στοῦ ζήτημα τοῦ δικαιώματος τῶν ὑπηκόων τοῦ βασιλείου τῆς Πολωνίας νὰ διακινήσουν ἐλεύθερα τὶς περιουσίες τους καὶ στὶς δύο προσαρτημένες περιοχές.

**85. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στοῦ Λονδίνου  
Βαρσοβία 27 Μαρτίου / 8 Ἀπριλίου 1818**

Ἀφορᾷ τὴ συνάντηση τῶν ἐκπροσώπων τῶν τεσσάρων μελῶν τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Διευθυντηρίου στὴ συνδιάσκεψη τῶν Παρισίων, πού θά προπαρασκεύαζε τὴ συνάντηση τῶν μοναρχῶν στοῦ Αἰξ λα Σαπέλ.

**86. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στοῦ Παρίσι  
Βαρσοβία 27 Μαρτίου 1818**

Ἀναφέρεται στὶς προπαρασκευαστικὲς ἐργασίες τῆς συνδιάσκεψης τῶν Παρισίων ἐν ὧσιν τοῦ συνεδρίου στοῦ Αἰξ λα Σαπέλ.

**87. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στοῦ Παρίσι  
Βαρσοβία 27 Μαρτίου 1818**

Ὁ Καπ. διαβιβάζει ὁδηγίες σχετικὰ μὲ τὴν πορεία τῶν προκαταρκτικῶν ἐργασιῶν μεταξύ τῶν Δυνάμεων ἐν ὧσιν τοῦ Συνεδρίου στοῦ Αἰξ λα Σαπέλ. Παράλληλα προβαίνει σὲ ὀρισμένες διευκρινήσεις γιὰ τὴ συνέντευξη πού θά προηγούνταν, ἐνῶ ἐξεδήλωνε τὴν ἀνησυχία του γιὰ τὴ στάση τῆς αὐστριακῆς κυβέρνησης.

**88. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στοῦ Παρίσι  
Βαρσοβία 27 Μαρτίου 1818**

Ἡ ἐπιστολή ἔχει ὡς ἀντικείμενο τὴν ὅλη πορεία τῶν γαλλικῶν ὑποθέσεων καὶ τὴν ἀνεξαρτοποίηση τῆς Γαλλίας ἀπὸ τὴν ἐποπτεία τοῦ Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων. Ἡ τριετία, πού προβλεπόταν γιὰ τὴν κατοχὴ τῆς ἀπὸ τὰ συμμαχικὰ στρατεύματα εἶχε περάσει. Ὁ Καπ. διαγράφει τὴν πολιτικὴ πού

ἔπρεπε νά ἐφαρμοστεῖ γιά τό καλό τῆς Γαλλίας: 1) Τά στρατεύματα κατοχῆς ὀφείλαν νά ἐγκαταλείψουν τήν γαλλική πρωτεύουσα 2) Τό δικαίωμα αὐτοκυβέρνησης τῆς Γαλλίας ἔπρεπε νά γίνῃ σεβαστό ἀπό ὅλους καί ἡ χώρα αὐτή νά ξαναποκτήσῃ τή θέση της μέσα στήν εὐρωπαϊκή συμμαχία 3) Ἡ Γαλλία καί ἡ Εὐρώπη θά ἔπρεπε νά προστατευθοῦν ἀποφασιστικά ἀπό τόν κίνδυνο τῶν ἐπαναστάσεων καί τῆς βίας.

**89. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στό Παρίσι**

**Βαρσοβία 27 Μαρτίου 1818**

Ὁ Καπ. πληροφοροῦσε τόν Πότσο ντὶ Μπόργκο γιά τήν κατά πλειοψηφία ἀπόφαση τῶν συμμάχων αὐλῶν ν' ἀσχοληθοῦν στό Αἰξ λα Σαπέλ πρωταρχικά μέ τό ζήτημα τῆς ἐκκένωσης τῆς Γαλλίας ἀπό τά στρατεύματα κατοχῆς. Συγχρόνως προέβαινε σέ ἐκτιμήσεις γύρω ἀπό τό ἐπίμαχο αὐτό ζήτημα.

**90. Ἐγκύκλιος πρὸς τοὺς διπλωματικούς ἀντιπροσώπους τῆς Ρωσίας στό ἐξωτερικὸ**

**Βαρσοβία 18/30 Ἀπριλίου 1818**

Ἡ ἐγκύκλιος ἀναφέρεται στὸν ἐναρκτήριο λόγο καί τήν ἐν γένει παρουσία τοῦ Ρώσου Αὐτοκράτορα κατὰ τήν πρώτη πολωνική συνταγματική δίαιτα. Ἡ παρουσία αὐτῆ εἶχε συντελέσει στό νά «παραχθοῦν» καινούργιοι νόμοι, νά «βασιλέψῃ» ἡ τάξη καί ἡ ἀνεξαρτησία καί νά ἐκφραστεῖ ἡ δημόσια γνώμη μέ ἀπόλυτη εὐλικρίνεια.

**91. Ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Μαδρίτη**

**Βαρσοβία 19 Ἀπριλίου / 1 Μαΐου 1818**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τόν Τσατίτσεφ γιά τήν ἀπόφαση τοῦ Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων νά μὴ συζητηθοῦν στό συνέδριο τοῦ Αἰξ λα Σαπέλ θέματα, ποὺ ἐνδιαφέρουν ἄμεσα τήν Ἰσπανία. Στὴ συνέχεια ὁ Καπ. καταδικάζει τὴ διπρόσωπη τακτική τῆς Ἰσπανίας, πού, παρά τὴν ἐκκλήση της γιά μεσολάβηση στό ζήτημα τῆς εἰρήνευσης τῶν ἀποικιῶν, εἶχε ἔλθει σέ ἄμεσες διαπραγματεύσεις μέ τὴ βρετανική κυβέρνηση, ἡ ὁποία, μέ τὴν ὑποστήριξη τῆς αὐστριακῆς, κατόρθωσε τελικά νά ματαιώσῃ τὴν ὑπόθεσιν.

**92. Ἐπιστολή πρὸς τόν ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Αὐστρίας**

**Βαρσοβία 19 Ἀπριλίου / 7 Μαΐου 1818**

Ὁ Καπ. ἐκφράζει τυπικά τὴν ἱκανοποίηση του γιά τό προπαρασκευαστικὸ ἔργο τῆς συνδιάσκεψης τῶν Παρισίων. Οἱ ἀρχές πού διεῖπαν τὴν πολιτικὴ τῶν τεσσάρων ἀνακτοβουλιῶν δέν θά ἔπρεπε νά παρεκλίνουν ἀπὸ τίς βάσεις τοῦ συστήματος πού προέβλεπε ἡ τετραπλὴ συμμαχία.



**93. 'Επιστολή προς τούς επιτετραμμένους τῆς Ρωσίας στή Βιέννη καί στό Βερολίνο  
Βαρσοβία 19 'Απριλίου / 1 Μαΐου 1818**

Ἡ ἐπιστολή ἔχει ὡς ἀντικείμενο τό πολωνικό ζήτημα καί τήν ἐξέλιξη του μετά τίς συνθήκες τῆς Βιέννης. Ἐπίσης τό πρόσθετο σύμφωνο γιά τήν ἀνακήρυξη τῆς Κρακοβίας ὡς «ἀνεξάρτητης περιοχῆς». Ὁ Καπ. διαβίβαζε στούς ἐκπροσώπους τῆς Ρωσίας συνοπτικό πῖνακα «τῆς ἐξέλιξης τοῦ συνταγματικοῦ καθεστώτος τῆς Δημοκρατίας τῆς Κρακοβίας», μή παραλείποντας ν' ἀναφερθεῖ καί σέ ὀρισμένες διαφωνίες μεταξύ τῶν μελῶν τῆς ἀρμόδιας ἐπιτροπῆς.

**94. 'Οδηγίες προς τόν επιτετραμμένο καί γενικό πρόξενο στήν Κρακοβία  
Βαρσοβία 19 'Απριλίου / 1 Μαΐου 1818**

Οἱ ὁδηγίες ἀφοροῦν τά καθήκοντα πού εἶχαν ἀνατεθεῖ στόν Ζαζέτσκι μετά τό διορισμό του ὡς ἐπιτετραμμένου τοποτηρητῆ τῆς Ρωσίας στή Σύγκλητο τῆς «Ἐλευθέρης» πολιτείας τῆς Κρακοβίας.

**95. 'Επιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη  
'Οδησός 6/18 Μαΐου 1818**

Ὁ Καπ. γνωστοποιεῖ στό Στρόγγανωφ ὅτι ἡ ἀποστολή του, καθῶς καί τοῦ ἀρχηγοῦ τῶν ρωσικῶν στρατευμάτων στόν Καύκασο στρατηγοῦ Γιερμολώφ, ἀποσκοποῦσαν, ὅπως καί στό παρελθόν, στή διατήρηση τῆς εἰρήνης μέ τήν Πύλη καί τήν Περσία. Παρά τή διαιώνιση τῶν διαφορῶν ἀνάμεσα στήν Τουρκία καί τή Ρωσία, ἡ τελευταία ἔτρεφε πάντα τήν ἐλπίδα σέ μιά φιλική διευθέτηση καί στή σύσφιγξη τῶν σχέσεων μέ τήν Πύλη.

**96. 'Επιστολή προς τόν πρεσβευτή τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη  
2/14 Ἰουνίου 1818**

Ὁ Καπ. ἐπισημαίνει τή δυσπιστία τῆς Πύλης ἀπέναντι στή Ρωσία ἐν ὄψῃ τοῦ συνεδρίου στό Αἰξλα Σαπέλ. Ὁ Στρόγγανωφ καλεῖται νά διασκεδάσει τή δυσπιστία αὕτη χωρίς νά προχωρήσει ὅμως σέ περαιτέρω ἐξηγήσεις πρὸς τήν Τουρκία ὡς πρὸς τό ἀντικείμενο τῶν διαπραγματεύσεων τῶν μελῶν τοῦ Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων.

**97. Ὑπόμνημα προς τόν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
24 Ἰουνίου / 6 Ἰουλίου 1818**

Τό ὑπόμνημα εἶχε ὡς ἀντικείμενο τή συνάντηση τῶν μοναρχῶν στό Αἰξλα Σαπέλ τό φθινόπωρο τοῦ 1818. Στήν ἀρχή ὁ Καπ. ἔθιγε τίς ἀρχές πάνω στίς ὁποῖες ἐδραζόταν τό εὐρωπαϊκό σύστημα καί ἀπέβλεπε στήν καλόπιστη καί εἰλικρινή τήρηση τῶν συνθηκῶν πού εἶχαν ὑπογραφεῖ τό 1815. Ἐπομένως

πρωταρχικά οι διαπραγματεύσεις στο Αϊξ λα Σαπέλ έπρεπε νά συντελέσουν στή σταθεροποίηση τής φιλικής καί αδελφικής ένωσης τών κρατών ώστε νά εξασφαλιστεί σ' όλόκληρο τόν κόσμο ή ειρήνη καί ή εύημερία. Στή συνέχεια εκθέτει τή στάση τής καθεμιᾶς τών Δυνάμεων στήν τήρηση τών συνθηκών καί στήν ένιαία αντιμετώπιση τών προβλημάτων πού είχαν προκύψει. Καταληκτικά ό Καπ. άμφισβητοῦσε έπίσημα τήν παγκόσμια κυριαρχία τών τεσσάρων μεγάλων Δυνάμεων, που άπέρρεε από τίς συνθήκες τοῦ 1815. Μόνο μία γενικότερη συμμαχία μέ τή συμμετοχή όλων τών κρατών θά μπορούσε νά συντελέσει στή σταθεροποίηση τής ειρήνης, σύμφωνα πρός τό πνεῦμα τής 'Ιερῆς Συμμαχίας. 'Η τετραπλή συμμαχία αντίθετα ήταν καταδικασμένη από τή φύση της νά σπείρει τή διχόνοια ανάμεσα στους λαούς.

**98. 'Ερμηνευτική έγκύκλιος πρός τούς διπλωματικούς εκπροσώπους τής Ρωσίας στό Λονδίνο, τό Παρίσι, τή Βιέννη, τό Βερολίνο καί τή Μαδρίτη  
10/12 'Ιουλίου 1818**

'Ο Καπ. ένήμερωνε τούς εκπροσώπους τής Ρωσίας γιά τίς συζητήσεις πού είχε στήν Πετρούπολη μέ τό Βρετανό πρεσβευτή Κάθκαρ πάνω σε ζητήματα γενικής πολιτικής, όπως ήταν ή ειρήνευση τών ισπανικών άποικιών καί οι εξελίξεις στή Γαλλία.

**99. 'Απόρρητη έπιστολή πρός τόν πρεσβευτή τής Ρωσίας στό Λονδίνο  
10/22 'Ιουλίου 1818**

'Η έπιστολή αναφέρεται στίς μομφές τοῦ Κάστελρυ έναντίον τοῦ πρεσβευτή τής Ρωσίας Πότσο ντί Μπόργκο στό Παρίσι λόγω τών φανατικά γαλλόφιλων τοποθετήσεων τοῦ τελευταίου. 'Ο Καπ. διευκρινίζει ότι ό πρεσβευτής ήταν πιστός εκτελεστής τών οδηγιῶν τοῦ ύπουργικοῦ συμβουλίου, τίς όποιες τηροῦσε μέ συνέπεια. 'Η Ρωσία δήλωνε ό Καπ. θ' άντιταχθεῖ σέ όποιαδήποτε παρέμβαση μεγάλης Δύναμης πού θά άντέβαινε στίς συνθήκες.

**100. Προσωπική έπιστολή πρός τόν πρεσβευτή τής Ρωσίας στό Παρίσι  
Πετρούπολη 12 'Ιουλίου 1818**

'Ο Καπ. γνωστοποιεῖ στόν Πότσο ντί Μπόργκο τίς θέσεις του γιά τήν αναγκαιότητα τής κατάλυσης τής τετραπλῆς συμμαχίας καί τής σύναψης μιᾶς νέας γενικής συμμαχίας. Τά προληπτικά μέτρα γιά τήν περιφρούρηση τής διεθνούς ειρήνης έπρεπε νά δεσμεύσουν όλες τίς συμβαλλόμενες Δυνάμεις, ένῳ ή Γαλλία θά άναγνωρίζονταν ως συμβαλλόμενη Δύναμη.

**101. 'Υπόμνημα πρός τόν Τσάρο 'Αλέξανδρο  
'Ααχεν 17/29 Σεπτεμβρίου 1818**

'Ο Καπ. αναφέρεται στήν «πολιορκία» του από ικανά αὐστριακά κυβερνη-

τικά στελέχη κατά τή διάρκεια τῶν διακοπῶν του στό Κάρλσμπαντ. Ὁ Μέττερνιχ καί ἡ «συντροφιά» του ἐπιδίωκαν τή σύναψη στενότερων σχέσεων μέ τό φιλελεύθερο ὑπουργό τῆς Ρωσίας ἐν ὄψῃ τῆς συνάντησης στό Αἰξ λα Σαπέλ. Ὁ Καπ. ἀπέφυγε ὅποιαδήποτε συζήτηση, δηλώνοντας στό Μέττερνιχ ὅτι ἦταν πρόθυμος νά συζητήσει ὅλα τά θέματα στό Αἰξ λα Σαπέλ, ὅχι ὁμως στό Κάρλσμπαντ.

**102. Ἐπιστολή πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στή Νεάπολη**

**Ἄσχεν 20 Ὀκτωβρίου 1818**

Ὁ Καπ. γνωστοποιεῖ τυπικά τήν ἀντικατάσταση τοῦ ὡς τότε πρεσβευτῆ τῆς Ρωσίας Μοτσενίγου ἀπὸ τόν Στάκελμπεργκ. Ὁ Μοτσενίγος μετετίθετο στήν πρεσβεΐα τοῦ Τουρίνου.

**103. Ὑπόμνημα πρὸς τόν Τσάρο Ἀλέξανδρο**

**Ἄσχεν 20 Ὀκτωβρίου / 1 Νοεμβρίου 1818**

Ὁ Καπ. ἐνημερώνει τόν προϊστάμενο του γιὰ τήν ἐξέλιξη τῶν συζητήσεων στο Αἰξ λα Σαπέλ, μέ κυρίαρχο θέμα τήν «ἀποκατάσταση τῆς εἰρήνης στίς ἰσπανικές ἀποικίες». Ἡ Βρετανία ἐπεδίωκε τήν ἀντιμετώπιση τοῦ ὅλου θέματος χωρίς τήν παρουσία τῆς Ἰσπανίας, ἐνῶ ἀντίθετα ἡ Ρωσία εἶχε ταχθεῖ ὑπέρ τῆς ἰσπανικῆς συμμετοχῆς στό Αἰξ λα Σαπέλ.

**104. Ὑπόμνημα πρὸς τό Τσάρο Ἀλέξανδρο**

**Ἄσχεν 20 Ὀκτωβρίου / 1 Νοεμβρίου 1818**

Ὁ Καπ. ἐνημέρωνε καί πάλι τόν προϊστάμενο του γιὰ τήν πορεία τῶν διαπραγματεύσεων στό Αἰξ λα Σαπέλ. Ὁ Κάστελρυ εἶχε ταχθεῖ ὑπέρ τῆς διατήρησης τῆς τετραπλῆς συμμαχίας ὡς μόνου μέσου γιὰ τήν προστασία τῆς Εὐρώπης ἀπὸ καινούργιες ἐπαναστατικές καταστροφές, ἐνῶ παράλληλα ὁ Μέττερνιχ ἐπεδίωξε καί τήν παράλληλη διατήρηση τῆς συνθήκης τοῦ Σωμόν. Ἀντίθετα ἡ Ρωσία δέν ἔβλεπε κανένα νόημα στή διαιώνιση τοῦ συστήματος ἐλέγχου πού εἶχε ἐγκαθιδρυθεῖ μέ τήν τετραπλή συμμαχία καί ἀπέκλειε τή Γαλλία ἀπὸ τό Διευθυντήριο. Ὁ Καπ. πρὸ τῆς διαπιστούμενης ἀντίθεσης, ἐξέφραζε ἀπορία γιὰ τήν τελικὴ ἔκβαση τῶν διαπραγματεύσεων.

**105. Ὁδηγίες πρὸς τόν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη**

**Βιέννη 12/24 Δεκεμβρίου 1818**

Μέ ἀφορμὴ τό ζήτημα τῆς «φύλαξης τοῦ Ἀγίου τάφου», πού εἶχε προκύψει στήν Ἀνατολή μεταξύ ὀρθοδόξων καί καθολικῶν, ὁ Καπ. διατρανώνει τά χριστιανικά αἰσθήματα τοῦ Αὐτοκράτορα Ἀλέξανδρου ἀπέναντι σ' ὅλα «τά μέλη τῆς χριστιανοσύνης» καί υπογραμμίζει τίς ἐνέργειες τῆς ρωσικῆς

πολιτικῆς πρὸς τὴ Γαλλία γιὰ τὴν ἐξεύρεση ἑνὸς τρόπου συνυπάρξεως.

**106. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Μαδρίτη  
Βιέννη 13/25 Δεκεμβρίου 1818**

Ἐπειδὴ τὸ ζήτημα τῆς εἰρήνευσης τῶν ἰσπανικῶν ἀποικιῶν δὲν ἐπιλύθηκε στὸ Αἰξ λα Σαπέλ λόγω διαφωνιῶν μεταξύ τῶν δυνάμεων καὶ εἶχε ἀπορριφθεῖ ἀγγλικό σχέδιο νὰ χρησιμοποιηθεῖ ὡς διαιτητὴς μεταξύ ἀποικιῶν καὶ μητροπόλεως ὁ Δούκας Οὐέλλινγκτων, βρέθηκε ὡς μέση λύση ἡ ἀποστολὴ πρὸς τὸν Ρῶσο πρεσβευτὴ Τατίτσεφ ἐπισήμου ἐγγράφου τῆς ρωσικῆς κυβέρνησης, πού ἄφηνε στὴ βασιλέα τῆς Ἰσπανίας νὰ δεχτεῖ ἢ νὰ ἀπορρίψει τὴν πρόταση τῶν Ἀγγλων. Εἶναι τὸ ὑπόμνημα πού δημοσιεύεται καὶ στὸ ὁποῖο διατυπώνονται οἱ ἀπόψεις τοῦ Τσάρου γιὰ «οὐσιαστικὴ συνεργασία» ὅλων τῶν δυνάμεων μέ τὴν ἰσπανικὴ μοναρχία. Ἀκόμῃ ὑποδεικνύεται ἡ «ἀληθινὴ συμφιλίωση» ἀνάμεσα στὶς Αὐλές τῆς Ἰσπανίας καὶ Βραζιλίας, καθὼς καὶ ἡ διακριτικὴ παρέμβαση τῶν Δυνάμεων στὸ θέμα τῶν ἀποικιῶν.

**107. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
Βιέννη 19/31 Δεκεμβρίου 1818**

Τὸ ὑπόμνημα ἀναφέρεται στὶς «προόδους» τοῦ εὐρωπαϊκοῦ συστήματος μετὰ τὴ λήξη τῶν ἐργασιῶν στὸ Αἰξ λα Σαπέλ. Βασικοὶ στόχοι τῶν Δυνάμεων παρέμεναν ἡ διατήρηση τῆς εἰρήνης καὶ ἡ στενότερη ἔνωση μεταξύ των. Στὴ συνέχεια ὁ Καπ., ἀφοῦ ἀπαριθμῆσει τὰ γενικότερα ὀφέλη ἀπὸ τὴν πιστὴ τήρηση τῶν συνθηκῶν, προβαίνει σὲ ἐπισκόπηση τῶν κρισιμωτέρων εὐρωπαϊκῶν ζητημάτων. Ἀρχίζει ἀπὸ τὴ Γαλλία, ἀναφέρει τίς ἀγγλοαυστριακές παρεμβάσεις στὴ γαλλικὴ πολιτικὴ ζωὴ καὶ τὴ μάταιη προσπάθεια τοῦ φιλοβασιλικοῦ κόμματος. Ἀναφερόμενος στὴν Ἰσπανία, καταγγέλει τίς προσπάθειες τῆς Βρετανίας νὰ ἐπεκτείνει καὶ στὴν Εὐρώπῃ τὴν ἐπικυριαρχία πού ἀσκοῦσε στὴν Πορτογαλία. Θίγονται ἀκόμῃ στὸ ὑπόμνημα τὰ θέματα τῶν Κάτω Χωρῶν καὶ τίς Ἰταλίας μέ ἐπισήμανση τῶν παρεμβάσεων στὶς πρῶτες τῆς Ἀγγλίας καὶ τῆς Αὐστρίας στὴν τελευταία.

## 1819

108. Ἐγκύκλια ἐπιστολή μέ παρατηρήσεις πάνω στά «μέσα» βελτίωσης τῆς μοίρας τῶν Ἑλλήνων

Κέρκυρα 6/18 Ἀπριλίου 1819

Πρόκειται γιά τήν ἐπιστολή πού ἔστειλε ἀπό τήν Κέρκυρα στό Γενικό Πρόξενο τῆς Ρωσίας στήν Πάτρα. Εἶναι ἓνα κείμενο πολυσήμαντο, πού μέσα ἀπό τίς γραμμές του καί τή συγκεκαλυμμένη ἔκφραση, αναπηδάει ἡ θρησκευτική καί ἐθνική πίστη τοῦ Καποδίστρια. Συμβουλευεῖ τήν πνευματική καί ἠθική ἀνύψωση τῶν ἀτόμων, ὑπογραμμίζει τό ρόλο τῆς παιδείας, ἐξαίρει τίς φιλελεύθερες ιδέες ὡς βάση διακυβέρνησης τῶν λαῶν, ἐπισημαίνει τή βαρύνουσα σημασία τῆς Ἐκκλησίας στή διαμόρφωση σωστῶν συνειδήσεων. Σημειώνει ὅτι «ἡ ἐλευθερία εἶναι ἐπιστήμη, γιατί ἐδράζεται μόνο πάνω σέ ἀρχές». Γι' αὐτό πρέπει νά τή σπουδάσει κανεῖς. Καί συνιστᾷ ὅπως μερικοί νέοι τύχουν μιᾶς καλῆς διαπαιδαγώγησης στήν Ἑλβετία, τήν Ἀγγλία, τήν Ἀμερική ὥστε ἀνάμεσα σ' ἐλεύθερα ἄτομα νά μάθουν νά εἶναι ἐλεύθεροι στίς ἀρχές καί στίς πράξεις. Ἡ ἔκταση τῶν παραινέσεων τοῦ Καπ. καί τό ὑψηλό ἦθος καί ὁ πατριωτισμός, πού τίς διαπνέει, φανερώνουν τόν ἄσβεστο πόθο τοῦ Καπ. νά δεῖ τό ἔθνος τῶν Ἑλλήνων νά μορφώνεται, νά διαπαιδαγωγεῖται μέ ὑψηλές ἀρχές ὥστε ὥριμο νά κατακτήσει τήν ἐλευθερία του.

109. Ἐπιστολή πρὸς τόν Ἰωάννη Βλαχόπουλο

Κέρκυρα 6/18 Ἀπριλίου 1819

Ἡ συνοδευτική ἐπιστολή τῆς προηγούμενης ἐγκύκλιας ἐπιστολῆς. Εἶναι γραμμένη στά ἑλληνικά. Ἀπό τό περιεχόμενο της προκύπτει ὅτι ὁ Καπ. ἔστειλε στόν Βλαχόπουλο καί ἄλλα γράμματα.

110. Εἰσήγηση πρὸς τόν Τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο

Παρίσι 15/27 Ἰουλίου 1819

Ἡ εἰσήγηση αὕτη συντάχθηκε στό Παρίσι καί ἀφοροῦσε τή γενικότερη κατάσταση καί τίς κυβερνητικές ἐξελίξεις στή Γαλλία, ὅπου ὁ Δεκάς εἶχε διαδεχθεῖ τόν Ρισελιέ στήν πρωθυπουργία. Ὁ Καπ. στήν Αὐτοβιογραφία του ἀναφέρεται καί στήν προσωπική του περίπτωση, τή μομφή δηλ. πού τοῦ

ἀπέδιδε ὁ Μέττερνιχ σέ γράμματα του πρὸς τὴν πριγκίπισσα Λίεβεν, καὶ τὴν ἐλπίδα «ὅπως ἡ ρωσικὴ κυβέρνησις ἀπαλλαγῇ τῆς ἐπαναστατικῆς ἐπιρροῆς του».

**111. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο τῆς Ρωσίας Ἀλέξανδρο  
Λονδῖνο 12/24 Αὐγούστου 1819**

Μέ ἐξουσιοδότηση τοῦ Τσάρου ὁ Καπ. ἐπισκέφθηκε καὶ τὸ Λονδῖνο τὸν Αὐγούστο τοῦ 1819. Κατὰ τὴ διαμονή του στὴν ἀγγλικὴ πρωτεύουσα ὁ Καπ. συναντήθηκε μετὰ τὸν ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν Κάστελνυ μετὰ τὸν ὁποῖον συζήτησε τὸ Γαλλικόν, τὸ Γερμανικόν, τὸ Ἰσπανικόν, θέματα ποὺ ἀναφέρονταν στὴν Δανία καὶ τὴ Σουηδία, καθὼς καὶ γενικότερα ζητήματα, ὅπως τῶν Βερβερίων, τῶν Νέγρων καὶ τὸ Περσικόν. Ἐπίσης συναντήθηκε μετὰ τὸν ὑπουργό τῶν Ἀποικιῶν λόρδο Μπάθουρστ, μετὰ τὸν ὁποῖον συζήτησε γιὰ τὴν αὐταρχικὴ πολιτικὴ τοῦ Μαίτλανδ στὰ Ἑπτάνησα, ποὺ δὲν ἀνταποκρινόταν στοὺς ὅρους τῆς Συνθήκης τῶν Παρισίων.

**112. Ἐμπιστευτικὸν ὑπόμνημα πρὸς τὸν Λόρδο Μπάθουρστ  
Βαρσοβία 1/13 Ὀκτωβρίου 1819**

Σέ συνέχεια τῶν προφορικῶν παρατηρήσεων του πρὸς τὸν Ἀγγλὸ ὑπουργό τῶν ἀποικιῶν ὁ Καπ. ὑπέβαλε καὶ γραπτὰ τίς ἀπόψεις του γιὰ τὴν κατάστασις στὰ Ἰόνια Νησιά, ὅπως διαμορφωνόταν μετὰ τὴ διοίκησις τοῦ Μαίτλανδ. Πρόκειται γιὰ πλήρη ἀνάλυσις τῶν παραβιάσεων τῆς συνθήκης τῆς 5/17 Νοεμβρίου 1815 ἀπὸ τὸν Ἀγγλὸ Ἀρμοστή, ποὺ ἀποδεικνύει βαθεῖα γνώσις τοῦ θέματος. Ὁ Καπ. αἰτεῖται τὴν ἀπομάκρυνσις τοῦ Μαίτλανδ, τὴ μεταρρύθμισις τοῦ Συντάγματος τοῦ 1817 καὶ τὴν ἐπάνοδο τῆς ἐσωτερικῆς κατάστασις τῆς Ἑπτανήσου στὶς διατάξεις τῆς Συνθήκης τῶν Παρισίων.

**113. Ἐμπιστευτικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν Μπάθουρστ  
Βαρσοβία 1/13 Ὀκτωβρίου 1819**

Εἶναι ἡ συνοδευτικὴ τοῦ ὑπομνήματος γιὰ τὰ Ἰόνια νησιά ἐπιστολὴ. Ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι ὁ Μπάθουρστ, ἀφοῦ λάβει γνῶσις τῆς πραγματικῆς κατάστασις, θὰ προχωροῦσε στὴ γρήγορη θεραπεία τους.

**114. Ἐπιστολὴ πρὸς τὸν δούκα τοῦ Οὐέλλιγκτων  
Βαρσοβία 1/13 Ὀκτωβρίου 1819**

Ὁ Καπ. ἔκρινε σκόπιμον νὰ ἐνημερώσει καὶ τὸν Οὐέλλιγκτων σχετικὰ μετὰ τὰ διαβήματα του πρὸς τὸν Μπάθουρστ γιὰ τὸ Ἑπτανησιακὸ ζήτημα.

**115. 'Οδηγίες προς τόν επιτετραμμένο της Ρωσίας στο Βερολίνο 'Αλόπεους  
Βαρσοβία 6/18 'Οκτωβρίου 1819**

Μέ τις οδηγίες του ό Καπ. ύποδείκνυε στόν 'Αλόπεους νά απέχει από οποιαδήποτε ανάμιξη στίς γερμανικές ύποθέσεις, γιατί οποιαδήποτε επέμβαση στά έσωτερικά της Γερμανίας θά εξέκλινε της χαραχθείσης πορείας, θά ηνάγκαζε τήν 'Αγγλίαν νά απομονωθῇ καί θά έθετε έαυτήν (τήν Ρωσίαν) εις άδυναμίαν νά φανῇ χρήσιμη». Ήταν ή έποχή πού στό Κάρλσμπαντ ή Αύστρία, ή Πρωσία, καί τά γερμανικά κράτη συζητοῦσαν θέματα αναφερόμενα στίς γερμανοαυστριακές σχέσεις, καθώς καί τα προβλήματα πού είχαν προκύψει από τήν άναπτυχθεΐσα στή Γερμανία φιλελεύθερη κίνηση.

**116. 'Οδηγίες προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη βαρώνο  
Στρόγγανωφ  
2/14 Νοεμβρίου 1819**

Μέ τό συγκλονιστικό αυτό κείμενο ένημερωνόταν ό Στρόγγανωφ γιά τήν όλη πορεία τοῦ 'Επτανησιακοῦ ζητήματος. 'Ο Καπ. ζητώντας άνοικτά τήν παρασκηνιακή συνδρομή του, τοῦ έγραφε: «Μιά έπανάσταση στά Νησιά δέν θά μπορούσε παρά νά επιδράσει άποφασιστικά πάνω στήν ύπόλοιπη 'Ελλάδα καί κατά συνέπεια πάνω στήν εύρωπαϊκή Τουρκία. Καί ή έπανάσταση αυτή φαίνεται άναπόφευκτη άν τό σύστημα πού έξασθενίζει όλα τά δικαιώματα καί πνίγει κάθε σπέρμα εύμερίας, έξακολουθήσει νά καταπιέζει τίς χῶρες πού είναι τόσο δυστυχημένες».

**117. 'Υπόμνημα γιά τίς γερμανικές ύποθέσεις  
Πετρούπολη 21 Νοεμβρίου / 3 Δεκεμβρίου 1819**

Τό υπόμνημα συνόψιζε τίς σκέψεις τοῦ Αὐτοκράτορα της Ρωσίας γύρω από τό Γερμανικό ζήτημα. Παρά τίς άρχικά φιλελεύθερες τοποθετήσεις του, ό Τσάρος, έπηρεασμένος από τό έπαναστατικό κλίμα στήν Εύρώπη, άρχισε νά βλέπει πίσω από οποιαδήποτε εκδήλωση τήν ένέργεια έπαναστατικοῦ διευθυντηρίου, πού είχε τήν έδρα του στό Παρίσι. 'Ο Καπ. προσπάθησε νά πείσει τόν Αὐτοκράτορα γιά μια ριζοσπαστικότερη αντιμετώπιση τῶν έξελίξεων, αλλά απέτυχε.

**118. 'Εμπιστευτική έπιστολή προς τόν πρεσβευτή της Αύστρίας στήν Πετρούπολη  
Λεμπτζέρλτερν  
Πετρούπολη 30 Νοεμβρίου / 12 Δεκεμβρίου 1819**

'Ο Καπ. ενημερώνει τόν Αὐστριακό πρεσβευτή γιά τήν άμετακίνητη στάση της Ρωσίας στό Γερμανικό ζήτημα, πού συνίστατο στή «μη επέμβαση».



## 1820

**119. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴν Κωνσταντινούπολη Στρόγγανωφ  
3/15 'Ιανουαρίου 1820**

'Ο Καπ. ἐφιστοῦσε τὴν προσοχὴ τοῦ Στρόγγανωφ σχετικὰ μέ τίς κινήσεις ὀρισμένων ἀτόμων ποὺ ἐμφανίζονταν νά μεριμνοῦν γιὰ τὴν ἐλληνικὴ ὑπόθεση. Παράλληλα ἐνημέρωνε τὸν πρεσβευτὴ γιὰ τὴν παρουσία στὴν Πετρούπολη τοῦ Καμαρηνοῦ, ἔμπιστου τοῦ Πετρόμπεη τῆς Μάνης, πρὸς τὸν σκοπὸ χρηματικῆς ἐνίσχυσης τοῦ τελευταίου γιὰ λόγους ἐκπαιδευτικούς.

**120. 'Επιστολή πρὸς τὸν ἡγεμόνα τῆς Βλαχίας Α. Σουτσο  
3/15 'Ιανουαρίου 1820**

'Ο Κ. ἔδινε ὁδηγίες γιὰ τὸν σεβασμὸ τῶν προνομίων τῆς κάθε τάξης, γιὰ τὴ μετάδοση στοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους ἀρχῶν δικαιοσύνης, ἀνθρωπιᾶς καὶ ἀφιλοκέρδειας, γιὰ τὴ διδασκαλίαν στὸ λαὸ τῆς «πρακτικῆς» τῆς Χριστιανικῆς ἠθικῆς.

**121. 'Επιστολή πρὸς τὸν γενικὸ πρόξενο τῆς Ρωσίας στὴν Πάτρα Β.Μπενάκη  
4/16 'Ιανουαρίου 1820**

'Η ἐπιστολὴ ἀναφέρεται στίς ταραχές ποὺ εἶχαν ξεσπάσει στὴ Ζάκυνθο καὶ τὴν 'Αγία Μαύρα. 'Ο Καπ. προτρέπει τὸν Μπενάκη νά ἐμπνεύσει στοὺς 'Επτανησίους ἡρεμία καὶ ὑπακοή καὶ νά τοὺς ἀποτρέψει ἀπὸ «κάθε τυχαία καὶ ἄτακτη ἐπιχείρηση». 'Ο χρόνος τῆς δικαίωσης τους δεν θ' ἀργήσει.

**122. 'Επιστολή πρὸς τὸν Κ. Βαρδαλάχο  
Πετρούπολη 4/16 'Ιανουαρίου 1820**

'Ο Καπ. προτρέπει τὸ διδάσκαλο τοῦ Γένους Βαρδαλάχο, ποὺ εἶχε διατελέσει σχολάρχης στὸ Βουκουρέστι καὶ στὴν 'Οδησσό, νά συνεχίσει νά προσφέρει τίς ὑπηρεσίες του στὴν ἱερὴ ὑπόθεση τῆς πολιτιστικῆς, ἠθικῆς καὶ πνευματικῆς ἀναγέννησης τοῦ 'Ελληνισμοῦ.

**123. 'Επιστολή πρὸς τὸν 'Αλέξανδρο Στούρτζα  
Πετρούπολη 20 'Ιανουαρίου / 1 Φεβρουαρίου 1820**

'Ο Καπ. ἐνημερώνει τὸν Στούρτζα γιὰ τίς δραστηριότητες τῆς 'Εταιρείας

τῶν Φιλομούσων καί γιά τή χρηματοδότηση ἑνός «προκαταρτικοῦ» σχολείου στή Μάνη. Ἐπίσης τόν πληροφορεῖ γιά τίς προσπάθειες πού καταβάλλονταν γιά τήν ἐκπαίδευση τῶν Ἑλληνοπαίδων στήν Εὐρώπη.

**124. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη Στρόγγανωφ  
17/29 Φεβρουαρίου 1820**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στήν ἀξιοθρήνητη κατάσταση τῶν Ἀλβανῶν, πού εἶχαν ἄλλοτε ὑπηρετῆσει τή Ρωσία καί τή Γαλλία καί πού τώρα βρίσκονταν ἔξω ἀπὸ κάθε ὑπηρεσία «διωγμένοι ἀπὸ τοὺς Βρετανούς παράγοντες στὰ Ἐπτάνησα». Μὲ δύο Σουλιῶτες ἀπεσταλμένους ζητοῦσαν τήν συμπαράσταση τοῦ Τσάρου, τήν ὁποῖαν ἦταν διατεθειμένος νά τοὺς παράσχει, κατόπιν εἰσηγήσεως τοῦ Καποδίστρια.

**125. Ἐπιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στήν Κωνσταντινούπολη Στρόγγανωφ  
17/29 Φεβρουαρίου 1820**

Ὁ Καπ. ἀναφέρεται στή στάση τῆς ἀγγλικῆς κυβέρνησης μετὰ τίς ταραχές στὰ Ἐπτάνησα καί τὰ μέτρα πού εἶχε λάβει ὁ Μαῖτλανδ. Ἀμφισβητεῖ τήν ἔκταση τῶν ταραχῶν καί διαψεύδει κατηγορηματικά τή φήμη, πού εἶχαν καλλιεργήσει οἱ Βρετανοί, ὅτι τίς κινήσεις αὐτές τίς ὑπέθαλπε ἡ Ρωσία γιά νά ἐπαναφέρει τήν προστασία της στὰ νησιά.

**126. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο τῆς Ρωσίας  
30 Μαρτίου / 11 Ἀπριλίου 1820**

Τὸ ὑπόμνημα περιλαμβάνει τήν ἀνακεφαλαίωση τῶν ἀναφορῶν, πού εἶχαν δεχθεῖ οἱ ὑπηρεσίες τοῦ ρωσικοῦ ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν ἀπὸ τήν Εὐρώπῃ τὸν τελευταῖο χρόνο. Κύρια ζητήματα οἱ ἀνατρεπτικές κινήσεις στή Γερμανία, οἱ κυβερνητικές ἐξελίξεις στή Γαλλία, τὸ σχίσμα ἀνάμεσα στοὺς Βέλγους καί τοὺς Ὁλλανδούς, οἱ γενικότερες μεταβολές στή Μεγάλη Βρετανία καί οἱ ἐπαναστατικές κινήσεις στήν Ἰσπανία, παράλληλα μὲ τήν ἀπελευθέρωση τῶν ἐπαναστατημένων ἐπαρχιῶν τῆς νοτίου Ἀμερικῆς.

**127. Ἐπιστολή πρὸς τὸν ἡγεμόνα τῆς Βλαχίας Α. Σοῦτσο  
4/16 Ἰουλίου 1820**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στήν πορεία τῶν ρωσοτουρκικῶν σχέσεων. Ὁ Καπ. ἀποδίδει τή μὴ βελτίωση τῶν σχέσεων αὐτῶν ἀποκλειστικά στήν Τουρκία, ἡ ὁποία ἀποφεύγει νά υἱοθετήσει τήν ἀρχή τῆς συλλογικῆς συζήτησης τῶν ἀμοιβαίων διαφορῶν. Παρὰ τίς τουρκικὲς διεργασίες ὅμως ἡ συνθήκη τοῦ Βουκουρεστίου ἐπεβάλετο νά παραμείνει «ἀνέπαφη καί σε πλήρη ἰσχὺ».

**128. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο Λίεβεν****14/26 'Ιουλίου 1820**

Σχολιάζει τὸ ὀξύτατο ὕφος τῆς ἀπάντησης τοῦ λόρδου Μπάθουρστ στὸ ὑπόμνημα τοῦ Καπ. γιὰ τὰ θέματα τῶν 'Ιονίων Νήσων καὶ διερωτᾶται κατὰ πόσον ὁ Οὐέλλιγκτων γνώριζε τὸ περιεχόμενο της. 'Εφόσον τὸ τελευταῖο αὐτὸ συνέβαινε, θὰ ἔπρεπε μὲ τὴν ἀπάντηση νὰ ἀσχοληθεῖ τὸ βρετανικὸ ὑπουργικὸ συμβούλιο. Τέλος ὁ Καπ. καλεῖ τὸ Λίεβεν νὰ διερμηνεύσει στὴ βρετανικὴ ἡγεσία, γιὰ μιὰ ἀκόμη φορά, τὰ δίκαια παράπονα τῶν συμπατριωτῶν του.

**129. 'Επιστολή πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Νεάπολη Στάκελμπεργκ****Βαρσοβία 21 Αὐγούστου / 2 Σεπτεμβρίου 1820**

'Η ἐπιστολὴ ἀναφέρεται στὰ ἐπαναστατικὰ γεγονότα, πού διαδραματίστηκαν στὴν 'Ιταλία καὶ τὴν 'Ισπανία. 'Η Ρωσία καταδίκασε ὁποιαδήποτε ἐνέργεια καὶ καλοῦσε τοὺς ἐπαναστάτες νὰ ὑποχωρήσουν. Οἱ συμφωνίες μεταξὺ τῶν Συμμάχων ἔπρεπε μὲ κάθε θυσία νὰ τηρηθοῦν καὶ τὴν ἀντιμετώπιση τῆς κατάστασης, πού εἶχε διαμορφωθεῖ, θὰ διευκόλυνε ἡ σύγκληση μιᾶς νέας εὐρωπαϊκῆς συνδιάσκεψης.

**130. 'Οδηγίες πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὴ Ρώμη Α. 'Ιταλίνσκυ****Βαρσοβία 21 Αὐγούστου / 2 Σεπτεμβρίου 1820**

Οἱ ὁδηγίες ἀφοροῦν τὴν πορεία τῶν σχέσεων τῆς Ρωσίας μὲ τὸ Βατικανό, πού εἶχαν διαταραχθεῖ λόγω τῆς περιπλοκῆς τοῦ θέματος τῆς ἰδρύσεως ρωμαϊκῆς ἐκκλησίας στὴ Ρωσία. Παρὰ ταῦτα ἡ ρωσικὴ κυβέρνησις ἀπέβλεπε στὴν ἀναγκαιότητα ἐνὸς πολυσύνθετου καὶ διαρκοῦς συμβιβασμοῦ μὲ τὸ Βατικανό.

**131. 'Εμπιστευτικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Παρίσι****Βαρσοβία 25 Αὐγούστου / 6 Σεπτεμβρίου 1820**

'Η ἐπιστολὴ περιλάμβανε συστάσεις πρὸς τὴ γαλλικὴ κυβέρνησις καὶ τὸ Δοῦκα Ρισελιέ νὰ ἐγκαταλείψουν τίς τυχόν ἐπεκτατικὰς βλέψεις καὶ φιλοδοξίες πού τοὺς εἶχε «ὑπαγορεύσει» ἡ τακτικὴ τῆς Αὐστρίας μετὰ τὴν ἐκδήλωση τῶν ταραχῶν στὴν 'Ιταλία καὶ 'Ισπανία.

**132. Προσωπικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο****Βαρσοβία 6/18 Σεπτεμβρίου 1820**

'Αναφέρεται στίς δραστηριότητες τοῦ Καπ. ἐν ὄψῃ τῆς συνδιάσκεψης τῶν συμμάχων Δυνάμεων στὸ Τρόππαου. 'Εκφράζεται ἡ ἐπιθυμία γιὰ τὴ συμμετοχὴ σ' αὐτὸ ὅλων τῶν κυβερνήσεων. Καὶ ἡ βρετανικὴ παρουσία καὶ ἐκπροσώπηση κρινόταν ὅπωςδήποτε ἀναγκαῖα τόσο γιὰ τὴ συμμαχία ὅσο καὶ

για την Εύρωπη γενικότερα.

**133. 'Επιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στην Κωνσταντινούπολη Στρογγανωφ Βαρσοβία 20 Σεπτεμβρίου / 2 'Οκτωβρίου 1820**

Ἡ ἐπιστολή ὑπογραμμίζει τὴν οὐδέτερη στάση τῆς Ρωσίας μετὰ τὴ διένεξη τοῦ Ἀλή Πασᾶ μετὰ τὴν Ὑψηλὴ Πύλη. Παράλληλα θίγεται τὸ θέμα τῆς ἐνδεχόμενης ἀξιοποίησης στὴ διπλωματικὴ ὑπηρεσίας τῆς Ρωσίας τοῦ Παπαρηγόπουλου, συνεργάτη τοῦ προξένου στὴν Πάτρα Βλασσόπουλου.

**134. Ὑπόμνημα πρὸς τόν Ἀλέξανδρο Στούρτζα Βαρσοβία 23 Σεπτεμβρίου / 5 'Οκτωβρίου 1820**

Ὁ Καπ. ζητοῦσε τὴ γνώμη τοῦ πιστοῦ συνεργάτη του ἐν ὄψῃ τοῦ Συνεδρίου τοῦ Τρόππαου. Κύριο πρόβλημα οἱ ἐπαναστάσεις στὴν Ἰταλία καὶ τὴν Ἰσπανία. Πῶς θὰ μποροῦσε κανεὶς νὰ ἀποκαταστήσει τὴν τάξη ἐκεῖ, περιφρουρώντας παράλληλα μὲ σταθερό τρόπο τὴν ἐδαφικὴ τους ἀκεραιότητα καὶ τὴν ἐθνικὴ τους ἀνεξαρτησία; Μόνη λύση ἡ ἀποκατάσταση τῶν θεσμῶν καὶ τῆς ἡρεμίας.

**135. 'Επιστολή πρὸς τόν προσωρινό προϊστάμενο τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν Π. Ντιβῶφ Βαρσοβία 3/15 'Οκτωβρίου 1820**

Ἡ ἐπιστολή ἀναφέρεται στὴν τακτικὴ πού ὀφείλε ν' ἀκολουθήσει στὸ Ὑπουργεῖο τῶν Ἐξωτερικῶν ὁ προσωρινὸς προϊστάμενος - λόγω ἀπουσίας τοῦ Καποδίστρια - Ντιβῶφ, μὴ τακτικὴ πού θὰ ἔπρεπε νὰ συμβαδίζει μὲ τίς ἀρχές πού εἶχε υἱοθετήσει καὶ ἐφάρμοζε στὴ ρωσικὴ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ ὁ Αὐτοκράτορας.

**136. 'Επιστολή πρὸς τόν Γενικὸ πρόξενο τῆς Ρωσίας στὴν Κρακοβία Σ. Ζαζέτσκι Βαρσοβία 5/17 'Οκτωβρίου 1820**

Περιεῖχε ὁδηγίες γιὰ τόν τρόπο ἀντιμετώπισης τῆς ἐπιτροπῆς, πού εἶχε συσταθεῖ καὶ λειτουργοῦσε στὴν Κρακοβία. Ὁ Καπ. συνιστοῦσε τὴν τόνωση τῆς «διάθεσης» τῶν καλλιεργητῶν καὶ τὴν παράλληλῃ ἐξασφάλιση μιᾶς ἀνετῆς καὶ ἀνεξάρτητης διαβίωσης, ὥστε νὰ διαμορφώσουν (ἐλεύθερα) τὰ ἦθῃ τους» καὶ νὰ ἀνυψωθοῦν «πολιτιστικά».

**137. Ὑπόμνημα πρὸς τόν Τσάρο Ἀλέξανδρο Βαρσοβία 5/17 'Οκτωβρίου 1820**

Στὸ ὑπόμνημα αὐτὸ ὁ Καπ. συνόψιζε τὰ ζητήματα πού ἐπρόκειτο νὰ ἀπασχολήσουν τοὺς Συμμάχους στὸ Συνέδριο τοῦ Τρόππαου.

**138. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο****Τροππάου 14/26 Ὀκτωβρίου 1820**

Ἡ σύνταξη τοῦ ὑπομνήματος ὀφείλεται σέ συνεργασία Καπ. καὶ Νέσσελ-ροντ. Ἀντικείμενό του οἱ συζητήσεις τῶν δύο Ρώσων ὑπουργῶν μέ τόν ὑπουργό τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Αὐστρίας Μέττερνιχ. Ἐπιδίωξη τῶν Αὐστριακῶν ἡ μεμονωμένη ἐπέμβαση τους στήν Ἰταλία γιά τήν κατάπνιξη τῆς ἐπανάστασης στή Νεάπολη, ἐπιδίωξη πού ἀναχαιτίστηκε, κυρίως ἀπό τόν Καπ., ὁ ὁποῖος ἦταν ἐναντίον τῶν ξένων παρεμβάσεων στίς ἐσωτερικές ὑποθέσεις τῶν ξένων κρατῶν, ὅπως στήν Ἰταλία καί τήν Ἰσπανία.

**139. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο****Τροππάου 15/27 Ὀκτωβρίου 1820**

Ἀφοροῦσε τή δεύτερη συνάντηση τῶν ἐκπροσώπων τῆς ρωσικῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς μέ τόν Μέττερνιχ, ἡ ὁποία ὑπῆρξε περισσότερο μετριοπαθές, χωρίς νά ἐπιτευχθεῖ γεφύρωση τῶν διαφορῶν.

**140. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο****Τροππάου 24 Ὀκτωβρίου / 5 Νοεμβρίου 1820**

Τό ὑπόμνημα ἔθετε τίς ἀρχές πάνω στίς ὁποῖες οἱ Μεγάλες Δυνάμεις ὀφείλαν νά στηρίζουν τήν πολιτική τους γιά τήν ἀντιμετώπιση τῶν ἐπαναστάσεων στό Βασίλειο τῶν δύο Σικελιῶν καί στήν Ἰσπανία. Κύρια ἐπιδίωξη ἡ σύνταξη μιᾶς νέας συνθήκης «ἐιλικρινοῦς ἀλληλεγγύης».

**141. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο****Τροππάου 24 Ὀκτωβρίου / 5 Νοεμβρίου 1820**

Ὁ Καπ. καταδικάζει τίς ἐξεγέρσεις στό Βασίλειο τῶν Δύο Σικελιῶν καί προτείνει, διά μέσου τῆς ἀποκατάστασης τῆς νομιμότητος, τή συμφιλίωση τῆς Ἰταλίας μέ τήν «εὐρωπαϊκή κοινωνική τάξη». Γι' αὐτό τό λόγο τό Βασίλειο τῶν Δύο Σικελιῶν θά ἔπρεπε νά ἐκπροσωπηθεῖ στό Τροππάου ὥστε νά ἀποφευχθοῦν οἱ μεμονωμένες ἐπεμβάσεις στά ἐσωτερικά του. Ἡ κρισιμότητα τῆς κατάστασης θά ἔπρεπε νά ἀντιμετωπισθεῖ μέ ἐγκάρδιες φιλικές διαπραγματεύσεις καί ὄχι μέ τή βία.

**142. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τόν ἀπεσταλμένο τῆς Ρωσίας στό Τουρίνο Γ. Μοτσενίγο****Τροππάου 11/23 Νοεμβρίου 1820**

Περιέχει ὁδηγίες ὡς πρὸς τόν ἐνδεδειγμένο τρόπο ἐνημέρωσης τῆς κυβέρνησης τοῦ Τουρίνου ὅσον ἀφορᾷ τίς ἀποφάσεις τῶν μελῶν τοῦ Διευθυντηρίου τῶν Δυνάμεων στό Τροππάου. Ὑπογραμμίζεται γιά μιᾶ ἀκόμη φορά ὅτι τό σύστημα πού εἶχε ἐγκαθιδρυθεῖ ἐδραζόταν στίς συνθήκες τοῦ 1814, 1815 καί 1818.

**143. Ἐπιστολή πρὸς τὸν ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στὸ Παρίσι Α. Σρέντερ  
Τροππάου 15/27 Δεκεμβρίου 1820**

Ὁ Σρέντερ ἐπιφορτιζόταν νὰ ἐνημερώσει τὴ γαλλικὴ κυβέρνησι καὶ προσωπικά τὸν Ρισελιέ γιὰ τὴν πορεία τῶν διασκέψεων στὸ συνέδριο τοῦ Τροππάου, οἱ ἐργασίες τοῦ ὁποίου εἶχαν μεταφερθεῖ ἤδη στὸ Λαύμπαχ. Ἐκφραζόταν παράλληλα ἡ ἐλπίδα ὅτι καὶ ἡ γαλλικὴ πλευρὰ θὰ στήριζε τὴν εὐρωπαϊκὴ συμμαχία.

**144. Ἐγκύκλια ἐπιστολή πρὸς τοὺς ἀπεσταλμένους στὴ Γερμανικὴ Ὁμοσπονδία,  
τὶς Κάτω Χῶρες, τὴν Ἑλβετία, τὴ Δανία, καὶ τὸ Βασίλειο Σουηδίας-Νορβηγίας  
Τροππάου 15/27 Δεκεμβρίου 1820**

Γνωστοποιοῦσε τὰ ἀποτελέσματα τῶν συνδιασκέψεων τοῦ Τροππάου καὶ τὴν πρόθεσι τῶν Συμμάχων νὰ ἐκπροσωπηθεῖ στὸ συνέδριο τοῦ Λαύμπαχ τὸ Βασίλειο τῶν Δύο Σικελιῶν. Γιὰ τὴ δικαιότερη ἀντιμετώπισι τοῦ Ἰταλικοῦ ζητήματος εἶχαν προσκληθεῖ παράλληλα πληρεξούσιοι ἀπὸ τίς αὐλές τοῦ Τουρίνου, τῆς Ρώμης καὶ τῆς Φλωρεντίας. Μόνον ἔτσι, πίστευε ὁ Κ., ἡ παλινόρθωσι θὰ στηριζόταν ἐπὶ ἐθνικῶν θεσμῶν.

## 1821

## 145. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο

Λάϋμπαχ 30 Δεκεμβρίου / 11 Ἰανουαρίου 1821

Μετά τό Τροππάου οἱ ἐργασίες τοῦ συνεδρίου συνεχίστηκαν, ἀπό τίς ἀρχές τοῦ 1821, στό Λάϋμπαχ. Τά θέματα πού ἀπασχολοῦσαν κυρίως τά μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμμαχίας ἦταν: α) ἡ γενικότερη ἐφαρμογή τῆς ἀρχῆς τῶν ἐπεμβάσεων β) Οἱ προϋποθέσεις γιά τήν ἐφαρμογή τῆς ἀρχῆς αὐτῆς γ) ἡ προσπάθεια γιά τήν ἱδρυση ἰταλικῆς ἑνώσης καί δ) ἡ ἀντιμετώπιση τῆς ἐπανάστασης τοῦ Πεδεμοντιῦ. Ὁ Καπ. ἐνημέρωνε τόν Τσάρο γιά τίς ἐπαφές του μέ τοὺς ἐκπροσώπους τῆς ἰταλικῆς αὐλῆς καί γιά τίς πρωτοβουλίες του νά ἀντιμετωπιστεῖ μέ μετριοπάθεια ἡ μεγάλη κρίση πού εἶχε ξεσπάσει στήν Ἰταλία.

## 146. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο

Λάϋμπαχ 31 Δεκεμβρίου 1820 / 12 Ἰανουαρίου 1821

Τό ὑπόμνημα ἀναφέρεται στίς συζητήσεις τοῦ Καπ. μέ τόν πρίγκηπα Ροῦφφο γύρω ἀπό τό ἰταλικό ζήτημα. Θέματα τῶν συζητήσεων τό πρόβλημα τῆς ἰταλικῆς ἐκπροσώπησης στό Λάϋμπαχ, ἡ ἀποκατάσταση τῆς νομιμότητος στήν Ἰταλία καί ἡ ἐξασφάλιση τῆς εὐρωπαϊκῆς εἰρήνης καί ἡσυχίας.

## 147. Ἐπιστολή πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο

Λάϋμπαχ 2/14 Ἰανουαρίου 1821

Ὁ Καπ. ἀμφισβητεῖ γιά μιά ἀκόμη φορά τίς ἀρχές πού διεῖπαν τήν αὐστριακὴ πολιτικὴ στήν Ἰταλία. Στό Τροππάου ὁ Μέττερνιχ εἶχε ἐπιτύχει νά ἐπιβάλλει τὴ δική του γραμμὴ γιά μονομερὴ ἐπέμβαση στό βασιλείο τῶν Δύο Σικελιῶν. Ἐν ὅψῃ ἐναρξῆς τῶν συζητήσεων στό Λάϋμπαχ ὁ Καπ. κατέβαλε ὑστατες προσπάθειες νά πείσει τόν Τσάρο νά ἀντιταχθεῖ σθεναρά στὰ ἱμπεριαλιστικὰ σχέδια τοῦ Αὐστριακοῦ καγκελάρου.

## 148. Ἐπιστολή πρὸς τὸν βαρῶνο φὸμ Σταϊν

Λάϋμπαχ 19/30 Ἰανουαρίου 1821

Ἐνημερώνει τόν φίλο καί συνεργάτη του γιά τήν πορεία τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συνεδρίου τοῦ Λάϋμπαχ. Κύριο θέμα ἡ ἐπανάσταση στὴ Νεάπολη καί ἡ



ἀναζήτηση λογικῶν μέσων σωτηρίας.

**149. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τὸν ἀπεσταλμένο τῆς Ρωσίας στὸ Τουρίνο**  
**Λαῦμπαχ 10/22 Μαρτίου 1821**

Ὁ Καπ. ἐνημέρωνε τὸν Μοτσενίγο γιὰ τὶς ἀποφάσεις τῶν Συμμάχων στὸ Λαῦμπαχ γιὰ τὸ κρίσιμο ἰταλικό θέμα. Κατέβαλε προσπάθεια νὰ νομιμοποιήσει τὶς ξένες παρεμβάσεις, πού τὶς χαρακτήριζε ἐνέργειες περιφρούρησης τῆς νομιμότητας. Θέση πού τοῦ εἶχε ἐπιβληθεῖ ἔπειτα ἀπὸ τὴ συμπαράταξη τοῦ Τσάρου μέ τὸν Μέττερνιχ.

**150. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τὸν Ἀλ. Στούρτζα**  
**Λαῦμπαχ 18/30 Μαρτίου 1821**

Ἀναφέρεται στὰ γεγονότα πού ἀκολούθησαν τὸ κίνημα τοῦ Ὑψηλάντη, ἐνῶ ἀκόμη συνεχιζόταν οἱ συζητήσεις γιὰ τὴν κατάπνιξη τῆς ἐπανάστασης τοῦ Πεδεμοντιῦ. Ἐνῶ ὅμως ἡ ἐξέγερση εἶχε ἀποδοκιμαστεῖ ἐπίσημα καὶ στὴν ἀποδοκιμασία εἶχε συμπράξει καὶ ἡ Ρωσία, ὁ Καπ. γράφει ὅτι ἦταν θέλημα Θεοῦ ἡ θυσία ἢ ἡ μελλοντική ἀνάστασις τῆς δυστυχισμένης πατρίδας. Σὲ ἐπίσημο ἔγγραφο δὲν παραλείπει νὰ ἐκφράσει τὰ προσωπικά του αἰσθήματα μέ σπάνια διπλωματικότητα.

**151. Προσωπική ἐπιστολή πρὸς τὸν Ἐπιτετραμμένο τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο Π. Νικολαί**  
**22 Ἰουνίου / 4 Ἰουλίου 1821**

Ὁ Καπ. καυτηριάζει τὴν παρελκυστική πολιτική τῆς Μεγάλης Βρετανίας στὸ Ἀνατολικό Ζήτημα. Καταγγέλει τὴν ἔντονα φιλοτουρκική στάση τοῦ Βρετανοῦ πρεσβευτῆ Στράτφορντ Κάννιγκ στὴν Κωνσταντινούπολη καὶ τὴν ἀντιπαράθεση του μέ τὸν Ρῶσο πρεσβευτῆ. Ἀπαιτεῖ τὴν ἐπίσημη συμπαράσταση τῆς βρετανικῆς κυβέρνησης στίς φιλειρηνικές πρωτοβουλίες τοῦ Τσάρου στὴν Ἀνατολή.

**152. Νότα (κατόπιν ὁδηγιῶν τοῦ Καποδίστρια) πρὸς τὴν Ὑψηλὴ Πύλη**  
**6/18 Ἰουλίου 1821**

Ἐπίσημος συντάκτης ὁ βαρῶνος Στρόγγανωφ, ὁ ὁποῖος διαβεβαίωνε τὴν Ὁθωμανικὴ Κυβέρνηση γιὰ τὴν ἀποδοκιμασία τῆς Ρωσίας τοῦ κινήματος τοῦ Ὑψηλάντη. Ἡ ἀποδοκιμασία ὅμως αὐτὴ δὲν σήμαινε ὅτι ἡ τουρκικὴ κυβέρνηση εἶχε τὸ δικαίωμα νὰ καταπατεῖ ὁποιοδήποτε θρησκευτικό, ἀνθρώπινο καὶ πατριωτικό αἶσθημα στὴν προσπάθεια καταστολῆς τῶν ἐξεγέρσεων στίς παραδουνάβιες ἡγεμονίες καὶ τὴ Βαλκανική. Κατόπιν αὐτοῦ ἡ Ὑψηλὴ Πύλη ἐκαλεῖτο ἐπιτακτικά νὰ ἐκπληρώσει ὀρισμένους ὅρους καὶ νὰ προχωρήσει στὴν

έξασφάλιση ειρηνικοῦ καί ἡσυχου μέλλοντος στους "Ελληνες Χριστιανούς ὑπηκόους.

**153. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
Λαῦμπαχ 30 Δεκεμβρίου / 11 Ἰανουαρίου 1821**

Τό κείμενο ἐπιχειρεῖ ἐκτιμήσεις τῆς καταστάσεως πού εἶχε διαμορφωθεῖ στίς παραδουνάβιες ἡγεμονίες καί στήν ἐπαναστατημένη Ἑλλάδα καί ἀναζητεῖ τρόπους πού θά παγιώσουν ἓνα καθεστῶς διοικήσεως στίς ἀπελευθερωμένες περιοχές, καθεστῶς τό ὅποιο θά στηρίζεται στό παραδοσιακό ἀντιπροσωπευτικό σύστημα. Στό τέλος τοῦ ὑπομνήματος διατυπώνονται οἱ ἀρχές καί τό πλαίσιο μέσα στό ὁποῖο θά ἔπρεπε νά κινηθεῖ ἡ νέα διοίκηση.

**154. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
29 Ἰουλίου / 10 Αὐγούστου 1821**

Ἀνατρέπει μέ οὐσιαστικά ἐπιχειρήματα τό περιεχόμενο τῶν βρετανικῶν διακοινώσεων γιά τή στάση τῆς Ἀγγλίας στό θέμα τῶν ἀπηνῶν διώξεων τοῦ ἐλληνικοῦ Χριστιανικοῦ στοιχείου στήν ὀθωμανική αὐτοκρατορία μετά τίς ἐπαναστατικές ἐκδηλώσεις στίς παραδουνάβιες ἡγεμονίες καί τήν Πελοπόννησο.

**155. Ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
9/21 Αὐγούστου 1821**

Ἀναφέρεται στίς ἐξελίξεις τῶν σχέσεων μεταξύ Ρωσίας καί Τουρκίας μετά τίς διώξεις τῶν Χριστιανικῶν πληθυσμῶν καί τίς συνεχεῖς παραβιάσεις τῶν συνθηκῶν ἐκ μέρους τῆς Ὑψηλῆς Πύλης. Προσδιορίζει τά μέτρα καί τίς κινήσεις τῆς Ρωσικῆς πολιτικῆς πού θά ὑποχρέωναν τήν Πύλη νά σεβαστεῖ τίς συνθήκες καί τά ἀνθρώπινα δικαιώματα. Ὑποδεικνύει τή συνεργασία μέ τίς ἄλλες δυνάμεις τῆς Συμμαχίας, ὥστε νά ἀσκηθεῖ πολλαπλῇ πίεση στήν Τουρκία.

**156. Σύντομο ὑπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο Ἀλέξανδρο  
11/23 Ὀκτωβρίου 1821**

Ὁ Καπ. ἐπιχειρεῖ ἀπογραφή τῶν ἐπιπτώσεων πού εἶχαν στή Μολδαβία, τή Βλαχία, τή Σερβία καί τήν Ἑλλάδα οἱ πρόσφατες ἐπαναστατικές ταραχές. Κύριο πρόβλημα ἡ Τουρκική βαρβαρότητα ἐναντίον τῶν Χριστιανῶν ὑπηκόων. Γιά πρώτη φορά ὁ Καπ. ἐνέκρινε τή νομιμότητα τῆς προστασίας τῶν Ἑλλήνων ἀπό τή μουσουλμανική εἰσβολή. Γιά νά ἐπιτύχουν τό μεγάλο αὐτό στόχο οἱ "Ελληνες ἔπρεπε νά συνενωθοῦν σέ ἓνα «συμπαγές σῶμα καί νά παραμείνουν σταθερά κάτω ἀπό τήν προστασία τῆς ἐκκλησίας τους».

**157. Προσωπική επιστολή προς τόν πρεσβευτή της Ρωσίας στο Λονδίνο  
27 Νοεμβρίου / 9 Δεκεμβρίου 1821**

Στήν επιστολή καταγγέλεται ή καχυποψία της βρετανικής κυβέρνησης απέναντι στή στάση της Ρωσίας στο 'Ανατολικό ζήτημα. Παρά τίς εξηγήσεις πού είχαν δοθεῖ, οἱ φιλότουρκοι βρετανοί απέδιδαν έπεκτατικές προθέσεις στή Ρωσία σέ βάρος της Τουρκίας. 'Ο Καπ. διευκρίνιζε ὅτι ή διακοπή τῶν σχέσεων μέ τήν Πύλη ὀφειλόταν αποκλειστικά στο «σύστημα ἐκδίωξης, καταστροφῆς καί θανάτου» πού εἶχε υἱοθετήσει ή ὀθωμανική κυβέρνηση ἐναντίον τῶν Χριστιανικῶν πληθυσμῶν της 'Ανατολῆς.

**158. 'Επιστολή προς τόν 'Υπουργό Νέσσελροντ  
29 Δεκεμβρίου 1821 / 10 'Ιανουαρίου 1822**

'Η ὅλη περιπλοκή στο 'Ανατολικό ζήτημα καί ή ἀμφιταλαντευόμενη στάση τοῦ Τσάρου 'Αλέξανδρου ἀνάμεσα στήν ἀποφασιστική δράση ή τήν ἀνοχή συντελοῦσαν βαθμιαία στήν ἀποδυνάμωση της ἰσχύος τοῦ Καπ. καί στόν ὑπερκερασμό τῶν ἀπόψεων του ἀπό ἐκεῖνες τοῦ Νέσσελροντ, ὁ ὁποῖος συνέπλεε μέ τήν ἀντιδραστική ἀνατολική πολιτική τοῦ Μέττερνιχ.

**159. 'Επιστολή προς τόν Τσάρο 'Αλέξανδρο  
31 Δεκεμβρίου 1821 / 12 'Ιανουαρίου 1822**

'Ο Καπ. διαμαρτύρεται γιά τόν παραμερισμό του καί τή μή ἐνημέρωση του στά βαλκανικά ζητήματα ἀπό τόν Νέσσελροντ. Παράλληλα ἐξέφραζε τήν ἀπογοήτευση του γιά τή βαθμιαία μείωση της ἐμπιστοσύνης τοῦ Αὐτοκράτορα πρὸς τό πρόσωπό του.

## 1822

## 160. 'Υπόμνημα πρὸς τὸν Τσάρο 'Αλέξανδρο

1/13 Μαΐου 1822

Μετά τὰ γεγονότα στήν Κωνσταντινούπολη καί τήν ἀπόρριψη τοῦ ρωσικοῦ τελεσιγράφου ἀπό τήν Ὑψηλὴ Πύλη, ὁ Καπ. ἐνέτεινε τίς πιέσεις του πρὸς τὸν Τσάρο 'Αλέξανδρο, ὑποστηρίζοντας τὴ διακοπὴ τῶν διαπραγματεύσεων καί τήν ἀνάληψη «ἐνεργοῦ δράσης». Στό ὑπόμνημα ἐπισημαίνει στὸν Τσάρο ὅτι «καθυστεροῦσε ἐπικίνδυνα νὰ ἀναλάβει ἐνεργὸ θέση στήν κρίση πού εἶχε ξεσπάσει στήν 'Ανατολή». Μόνο μέ τὴ δύναμη τῶν ὅπλων θά κατόρθωνε ἡ Ρωσία «νὰ ἐπαναφέρει τοὺς Τούρκους στήν τήρηση τῶν συνθηκῶν καί νὰ προστατεύσει τήν Εὐρώπη ἀπὸ νέες θεομηνίες». Ἡ πολιτικὴ τῶν διαπραγματεύσεων καί τῆς μετριοπάθειας θά ἀπέβαινε ὀλέθρια καί γιὰ τοὺς Ἕλληνες καί γιὰ τήν εὐρωπαϊκὴ συμμαχία.

## 161. Προσωπικὴ ἐπιστολὴ πρὸς τὸν πρεσβευτὴ τῆς Ρωσίας στὸ Λονδίνο Λίεβεν

17/29 Μαΐου 1822

Ὁ Καπ. ἐκμυστηρεῦται στό στενὸ του φίλου καί συνεργάτη τὴ μεγάλη του ἀπογοήτευση γιὰ τὸν τρόπο πού ὁ Αὐτοκράτορας ἀντιμετώπιζε τὴ μεγάλη κρίση στήν 'Ανατολή. «'Αρχίζει, γράφει, μιὰ νέα ἐποχὴ ταυτισμένη μ' ἓνα καινούργιο σύστημα» καί τὸ «σύστημα» αὐτό, πού εἶχε υἱοθετηθεῖ, θά ὀδηγοῦσε σέ μεγαλύτερα ἀδιέξοδα.

## 162. 'Υπόμνημα πρὸς τοὺς Ἕλληνες

Αὐγούστος / Σεπτέμβριος 1822

Τὸ ὑπόμνημα αὐτὸ βρέθηκε στ' ἀρχεῖο τοῦ Ι.Β. Θεοτόκη. Ἀποδίδεται στὸν Καπ. μέ τὴ διευκρίνηση ὅτι στάλθηκε, κατὰ πᾶσα πιθανότητα, στὸν ἀδελφὸ του Βιάρο στήν Κέρκυρα, ὁ ὁποῖος ἦταν Ἐφορὸς τῆς Φιλικῆς Ἑταιρείας καί συνέπραττε μέ τίς κυβερνήσεις τῆς ἐπαναστατημένης Ἑλλάδας. Ἡ μετάφραση ἀπὸ τὸ πρωτότυπο φαίνεται ὅτι ἐγίνε ἀπὸ τὸν ἴδιο τὸ Βιάρο. Ἄν κοινοποιήθηκε εὐρύτατα, δέν εἶναι γνωστὸ.

Στό πρῶτο μέρος τοῦ ὑπομνήματος τοῦ ὁ Καπ. προσπαθεῖ νὰ κατατοπίσει τοὺς Ἕλληνες σχετικὰ μέ τήν Εὐρωπαϊκὴ πολιτικὴ. Στὴ συνέχεια ἐνισχύει τοὺς Ἐπαναστάτες στὴ σταθερότητα τοῦ αγῶνα, ὑπενθυμίζοντας τίς θηρω-

δίες τῶν Τούρκων ἐναντίον ἐκείνων πού θά ἄφηναν τά ὅπλα. Ὑποδεικνύει τά μέτρα, πού πρέπει νά ληφθοῦν καί ὑπογραμμίζει ὅτι ὁ ἀγώνας ἔχει ἀνάγκη ἀπό θυσίες στίς ὁποῖες πρέπει νά προβοῦν οἱ ἔχοντες. Καταλήγει παραβάλλοντας τήν πρό τῆς Ἐπαναστάσεως κατάσταση, ὅταν οἱ Εὐρωπαῖοι θεωροῦσαν νεκρή τήν Ἑλλάδα, μέ τή σημερινή, πού ἡ Εὐρώπη ἐξαίρει τά μεγάλα κατορθώματα, πού πραγματοποιοῦν τήν ἀναγέννηση τῆς ἀρχαίας δόξας καί ἀπευθύνει παρένεση γιά θαρραλέα συνέχιση τοῦ ἀγώνα πού θά ὀδηγήσει σέ ὀριστική καί ἔνδοξη ἐπιτυχία.

**163. Ἐπιστολή πρὸς τόν Τσάρο Ἀλέξανδρο**

**Φραγκοῦρτη 19 / 31 Ὀκτωβρίου 1822**

Μετά τή διαφωνία του μέ τόν Τσάρο σέ ὅ,τι ἀφοροῦσε τόν «ἐνδεδειγμένο τρόπο δράσης στήν Ἀνατολή» ὁ Καπ. ἐγκατέλειψε τό ρωσικό ὑπουργεῖο στήν Πετρούπολη καί ἐγκαταστάθηκε στά περίχωρα τῆς Γενεύης «εἰς μονήρη ἐξοχήν». Μέ τήν ἐπιστολή του ἐξέφραζε τήν ἐλπίδα ὅτι σύντομα θά ἦταν σέ θέση νά προσφέρει τίς ὑπηρεσίες του, ἐφόσον βέβαια ὁ Αὐτοκράτορας ἐξακολουθοῦσε νά τόν συγκαταλέγει ἀνάμεσα στούς πιστούς συνεργάτες του.



# Β Ι Β Λ Ι Ο Γ Ρ Α Φ Ι Α

## Α' ΠΗΓΕΣ

### 1. 'Αδημοσίευτες

Arhiv Vnesnei Politiki Rossii

Arhiv Vnesnei Politiki Rossii f. Glavnyj Arhiv

Central 'nyj Gosudarstvennyj Arhiv Drevnih Aktov

Central 'nyj Gosudarstvennyj Istorieestkij Arhiv SSSR

(Haushof und Staatsarchiv Wien)

England, Berichte 1815, Fsz. 201.

England, Varia 1815, Fsz. 209.

Griechenland, Varia 1815-1832, Fsz. 1.

Laibach, Protokolle, Kongressakten 1821 (22) Fsz. 40-41.

Russland, Berichte 1815 (13-14) Fsz. 15.

Russland Weisungen 1813-16 (21-22) Fsz. 9.

Russland III, Berichte 1820 aus St. Petersburg (29) Fsz. 23.

Russland III, Berichte 1821 (31) Fsz. 25.

Russland III, Berichte 1822 (56) Fsz. 2.

(Gesandtschaftsarchive St. Petersburg) Kongresse von Troppau und Laibach 1820-21 (60).

Griechische Revolution 1821 (61).

(Staatskanzlei) Aachen Kongressakten (17-18) Fsz. 29-32.

Griechenland, Varia 1821-33, Fsz. 2 par le Baron de Vrints, précis historique (des Grecs) des Transactions diplomatiques relatives à l'insurrection des Grecs depuis leur soulèvement en 1821 jusqu'à la reconnaissance de la Porte de l'Indépendance politique complète de la Grèce le 24 Avril 1830.

Russland Berichte 1820, Fsz. 23.

Russland Weisungen 1820, Fsz. 12.



- Russland Varia. 1817-22, Fsz. 2.  
 Troppau Kongressakten (21) Fsz. 37-39.  
 Türkei, Orientalische Angelegenheiten 1810-22 (16).  
 Türkei, Orientalische Angelegenheiten 1822-41 (17).  
 Verträge betreffende Akten 1807-15 (5).  
 Wiener Kongressakten 1814/15 (13-16) Fsz. 1-28.

## 2. Δημοσιευμένες

Albin, R.: Les grands traités politiques, recueil des principaux textes diplomatiques depuis 1815 jusqu'à nos jours avec des notices historiques et des notes, Paris 1912.

Angeberg Comte de: Le Congrès de Vienne et les Traités de 1815, Paris 1863, τ. 1-2.

Ἀνωνύμου: Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, Vienne.

Archives des Affaires étrangères, Correspondance relative aux Iles Ioniennes, vol 22, 1814 à 1823 dans E. Rodocanachi, Bonaparte et les Iles Ioniennes (1797-1816), Paris 1899.

Archives Diplomatiques pour l'Histoire du temps et des Etats, Stuttgart, 1823, τ. 3.

Archiv Diplomatisches für Europa Leipzig 1822/23, τ. 2, 3.

Archiv Diplomatisches für die Zeit und Staatengeschichte, Stuttgart 1821/27.

Ἀρχεῖον Ἰωάννου Καποδίστρια, τομ. Α' (ἔκδ. Ἑταιρείας Κερκυραϊκῶν Σπουδῶν), Κέρκυρα 1976.

Brugière, J.: Déclaration de l'Empereur de Russie aux Souverains réunis au Congrès de Vienne du 1er - 15 Mai, sur les Affaires politiques amenées en France par le Retour de Napoléon Bonaparte, Paris 1815.

Convention, zwischen den Höfen von Wien, St. Petersburg, London und Berlin, in Bezug auf die sieben Ionischen Inseln unterzeichnet zu Paris am 5, November 1815, Wien.

Kertesz, G.: Documents in the political history of the European Continent (1815-1939), Oxford 1968.

Klüber, J.: Acten des Wiener Kongresses in den Jahren 1814 und 1815, 1835, τ. 1-9.

Martens, F.: Recueil des traités et Conventions conclus par la Russie avec les Puissances étrangères, St. Petersburg 1874, τ. 4.

Mürhard, F.: Nouveau Recueil des traités, conventions et autres transactions remarquables, Gottingue 1846, τ. 4.

Neumann, L.: Recueil des traités et conventions conclus par l'Autriche, 1856; τ. 2.

Renault, L.- Descamps, Recueil international des traités du XIX siècle (1801-25), τ. 1.

Samwer, C.: Nouveau Recueil général de traités conventions et autres transactions remarquables, Gottingue 1857, τ. 15.

Stourdza, A.: Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne (Nach dem zu Aachen im Monate November 1818 erchiene) Frankfurt 1818.

Treaties and other Documents relating to the Black Sea, the Dardanelles and the Bosphorus (1535-1877), London 1878.

Vnesnjaja Politika Rossii, XIX i nacala XX veka. Dokumenty Rossii jskogo Ministerstva Inostrannyh Del, serija pervaja, Moskva.

## Β' ΒΟΗΘΗΜΑΤΑ

### 1. Ξενόγλωσσα

Audiffret-Pasquier, Mémoires du Chancelier Pasquier, Paris 1893-94 τ. 4, 5, 6.

Almendingen, E.: The Emperor Alexandre I, London 1964.

Ancel, J.: Manuel historique de la Question d' Orient, Paris 1926.

Anderson, M.: The Eastern Question, New York 1966.

Anonyme, Lettres sur le Congrès d' Aix la Chapelle, Paris 1818.

Anonyme, Etudes diplomatiques sur la Question d'Orient, Stuttgart 1870, τ. 1-2.

Anonyme, Von den Aristokratien und der Ministerverantwortlichkeit in reinen Monarchien, Leipzig 1834.

Anonyme, Nachrichten über den Congress zu Verona, 1822.

Arliotti, D.: La vita di G.A. Capodistria, Corfu 1859.

Ars. G.L., "Zapiska o nynesnem sostojanii Grekov (1811 g.) I. Kapodistrii", Slavjano-Balkaniskie issledovanija (1972) σ. 359-386. 'Ελληνική μετάφραση υπό Γ. 'Ιωαννίδου-Μπιτσιάδου στη BB τ. I (1973) συμπλήρωμα σ. 281-310 (βλ. σχετικά στην πρώτη παράγραφο του πρώτου μέρους).

Ars. G.L., "Publikacija neizvestnyh pisem I. Kapodistrii", Istorija SSSR I (1975).

Ars. G.L., I. Kapodistrija i Grečeskoe Nacional'no-osvoboditel'noe dviženie 1809-1822, Moskva 1976.

Ars. G.L., "I. Kapodistria i Grečeskoe nacional'noe dviženie 1809-1822 gg.", Central'naja i Jugo-vostocnaja Evropa v Novoe Vremja [έκδ. ANSSSR Institut Slavjanovedenija i Balkanistiki - Nauka] (1974) 59-61· έλληνική μτφρ. υπό Κ. Παπουλίδη στη BB τ. III (1974) παράρτημα (1976) [έκδ. I.M.X.A.], σ. 147-151.

Ars. G.L., "Balkansskie gorizonty i proekty I Kapodistrii nakanune revoljucii 1821 g.", III Mezhdunarodnyj sjezd poi zuceniju stran Jugo-Vostocnoj Evropy (1974), [έκδ. Nacional'nyj Komitet Istorikov Sovetskogo Sojuza κλπ., 1974], σ. 14 κε.

Ars. G.L., "Ioanis Kapodistrija i nacalotona Crackata Revoljucija", Sto i petdeset godini ot Crackoto Vastanie 1821-28 [έκδ. BAN Institut za balkanistika, 1973] σ. 31-41.

- Ars. G. L., "Balkanskije proekty I. Kapodistrii nakanune Greceskoj Revoljucii 1821 g.", *Balkanskije Issledovanija* κλπ. (1976) [έκδ. Akademija Nauk SSSR], σ. 51 κε.
- Ars. G. L., "Ioani Kapodistrija i Greceskaja Nacional'no-Osvoboditel'naja Revoljucija 1821 g." *Novaja i Novejsaja Istorija* (1976) No 3.
- Ars. G. L., "Ioani Kapodistrija v Rossii", *Vospopy Istorii* 5 (1976) 49-65· ελληνική μτφρ. υπό Γ. Ίωαννίδου - Μπιτσιάδου στή ΒΒ τ. IV (1975) παράρτημα (1977) [έκδ. I.M.X.A.] σ. 291-322.
- Beer, A.: *Die Orientalische Politik Osterreich seit 1774*, Leipzig 1883.
- Bernhardi, T.: *Geschichte Rusalands und der Europaischen Politik in den Jahren 1814-1831*, Leipzig, 1863/77, τ. 1, 2.
- Bibl, V.: *Österreich 1806-1938*, Wien 1939.
- Bibl, V.: *Metternich in neuer Beleuchtung und sein geheimer Briefwechsel mit dem Bayerischen Staatsminister Wrede*, Wien 1928.
- Bibl, V.: *Metternich der Dämon Österreichs*, Leipzig 1936.
- Bibl, V.: *Der Zerfall Österreichs*, Wien 1922, τ. 1.
- Bignon, M.: *Les Cabinets et les peuples, depuis 1815 jusqu'à ce jour*, Paris 1823.
- Bignon, M.: *Du Congrès de Troppau*, Paris 1821.
- Binder, W.: *Fürst Cl. Metternich und sein Zeitalter*, Schaffhausen 1845.
- Blaquieres, E.: *Histoire de la Révolution actuelle de la Grèce*, Paris 1825.
- Bonjour, E.: *Geschichte der Schweizerischen Neutralität*, Basel 1965, τ. 1..
- Bonjour, E. - Feller, R. - Muralt, L. - Nabholz, H.: *Geschichte der Schweiz*, Zürich, 1938, τ. 1.
- Bölte, A.: *Jul. von Krüdener und Kaiser Alexander*, Berlin 1861.
- Bosset, C.: *Parga and the Ionian Islands*, London 1821.
- Botzaris, N.: *Visions Balkaniques dans la préparation de la Révolution Grecque 1789-1821* Genève 1962.
- Botzenhart, E.: *Freiherr vom Stein, Briefwechsel, Denkschriften und Aufzeichnungen*, Berlin, τ. 4, 5, 6.
- Boyce, M.: *The Diplomatic Relations of England with the Quadruple Alliance*, Iowa 1918.
- Bourgeois, E.: *Manuel historique de politique étrangère*, Paris 1901, τ. 1.
- Bourgeois, E.: *Histoire diplomatique 1815-70* (Institut des hautes études internationales), Paris 1932.
- Bourgoing, J.: *Vom Wiener Kongress*, Wien 1964,
- Bourquin, M.: *Histoire de la Sainte Alliance*, Genève 1954.
- Bouvet, F.: *La Turquie et les Cabinets de l' Europe depuis de XV siècle ou la Question d' Orient*, Paris 1853.
- Brogie, *Mémoires du Prince de Talleyrand*, Paris 1891, τ. 4.
- Buddeus: *Die Ministerverantwortlichkeit in constitutionellen Monarchien*, Leipzig 1833.

- Bulgari, N.: Les sept Iles Ioniennes et les traités qui les concernent, Leipzig 1859.
- \* Bulgari, S.: Notice sur Capodistrias, Paris 1832.
- Cahuet, A.: La Question d' Orient dans l'histoire contemporaine, Paris 1905.
- Cambon, J.: Le Diplomate, Paris 1926.
- Capectigue, M.: Der Wiener Kongress und das heutige Europa, Grimma 1847.
- Capectigue, M.: Diplomatie de la France et de l'Espagne, Bruxelles 1847.
- Capectigue, M.: Les Diplomates Européens, Paris 1843/47, τ. 1.
- Camariano, N.: Trois lettres de J. Capodistrias, envers Manouk Bey, (1816-17), *Balkan Studies*, XI, 1970.
- Cecil, A.: Metternich (1773-1819), A study of his Period and Personality, London 1947.
- Chateaubriand: Congrès de Verone, Paris 1838, τ. 1-2.
- Choisy, F.: Suisse et Grèce, Athenes 1907.
- Cisternes, R.: Le Duc de Richelieu, son action aux Conférences d' Aix la Chapelle, Paris 1898.
- Cochrane, G.: Wanderrings in Greece, London 1837, τ. 1-2.
- (Commonwealth New), Alexander I and the Holy Alliance, V, 1937.
- Coudray, H.: Metternich, London 1935.
- Condington, E.: Memoirs of the life of admiral sir E. Condington, London 1873 τ. 1, 2.
- Crawley, C.: The Question of Greek independence, Cambridge 1930.
- Crawley, C.: J. Capodistrias and the Greeks before 1821, *Cambridge Historical Journal*, XIII 1957.
- Crawley, C.: The new Cambridge modern history, Cambridge, IX, 1965.
- Crawley, C.: J. Capodistrias. Some unpublished Documents, *Institute for Balkan Studies*, Thessaloniki 1970.
- Cresson, W.: The Holy Alliance, the European Background of the Monroe Doktrin, New York 1922.
- Crousaz-Crétet, L.: Le Duc de Richelieu en Russie et en France, Paris 1897.
- Czartoryski, A.: Essai sur la Diplomatie, Paris 1864.
- Czartoryski, A.: Mémoires et correspondance avec Alexandre Ier, Paris, 1887.
- Davy, J.: Notes and Observations on the Ionian Islands and Malta, London, τ. 2.
- Dakin, D.: British and American Philhellenes during the War of Greek independence, I.X.M.A., Thessaloniki 1955.
- Dakin, D.: The Greek struggle for Independence, 1821-1833, London 1973.
- Debidour, A.: Histoire diplomatique de l'Europe (1814-78), Paris 1925, τ. 1.
- De Lagarde-Chambonas: Fêtes et souvenirs du Congrès de Vienne, Paris 1901, τ. 1, 2.
- Demelitsch, F.: Metternich und seine auswärtige Politik, Stuttgart 1898, τ. 1.
- Despotopoulos, A.: La Révolution Grecque. Al. Ypsilantis et la politique de la Russie, *Balkan Studies*, VII, Thessaloniki 1966.

- Djordjevic, D.: Révolutions nationales des peuples Balkaniques (1800-1914), Beograd 1965.
- Döckert, W.: Die englische Politik auf dem Wiener Kongress, Leipzig 1911.
- Dollet, L.: Histoire diplomatique, Paris 1961.
- Dontas, D.: J. Capodistrias and the Greek Historians, A Selective Bibliographical Review, Balkan, Studies, VII, Thessaloniki 1966.
- Driault, E.: La Question d' Orient depuis ses origines jusqu'à la grande guerre, Paris 1917.
- Driault, E. - Lhéritier, M.: Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours, Paris 1925, τ. 1, 2.
- Droz, J.: Histoire diplomatique de 1648 à 1919, Paris 1959.
- Droz, J. - Genet, L. - Vidalenc, J.: Restaurations et Révolutions, Paris 1963.
- Duern, C.: Mestternich - Consalvi Correspondance, Louvain 1899.
- Dupuis, C.: La Sainte Alliance et la Directoire Européen de 1815 à 1818, Revue d'histoire diplomatique, Paris 1934.
- Duroselle, J.: L' Europe de 1815 à nos jours, Vie politique et Relations internationales, Paris 1964.
- Edling (Strourdza): Mémoires, Moscou 1888.
- Egelhaf, G.: Geschichte des 19en Jahrhunderts vom Wiener Kongress bis zum Frankfurter Frieden, Stuttgart 1925, τ. 1.
- Egloffstein, H.: Carl Bertuchs Tagebuch vom Wiener Kongress, Belrin 1916.
- Elbe, J.: Die Wiederherstellung der Gleichgewichtsordnung in Europa durch den Wiener Kongress, Zeitschrift f. ausl. öffentl. Recht und Völkerrecht, IV, 1934.
- Eynard, J.: Der tanzende Kongress (μετ. K. Soll), Berlin, 1923.
- Eynard, C.: Vie de madame de Krudener, Paris, 1949, τ. 2.
- Eynard-Lulin, A.: L' Epoque des Congrès et des Révolutions, Lausanne, 1955.
- Flassan, R.: Histoire du Congrès de Vienne, Paris, 1829, τ. 1-3.
- Forcade, E.: L' Autriche et la politique du Cabinet de Vienne dans la Question d'Orient, Revue des deux mondes, VI, Paris, 1854.
- Forster, E.: A short history of modern Greece (1821-1956), London, 1961.
- Fournier, A.: Der Congress von Châtillion, Wien, 1900.
- Fournier, A.: Die Geheimpolizei auf dem Wiener Kongress, Wien, 1913.
- Fuye, M. - Babeau, E.: La Sainte Alliance, 1815-48, Paris, 1948.
- Gagern, H.: Mein Antheil an der Politik, Der zweite Pariser Frieden, Leipzig, 1845, τ. 5.
- Gagnebin, D.: J.G. Eynard, citoyen de Genève, et l' indépendance Hellénique, Mélanges offerts à Polys Modinos, Paris, 1968.
- Gillespie, J.: Europe in perspective, New York, 1942.
- Gittermann, V.: Geschichte der Schweiz, Thayngen, 1949.
- Gittermann V.: Geschichte Russlands, Hamburg, 1949, τ. 2.
- Gordon, T.: History of the Greek Revolution, Edinburgh, 1832, τ. 2.

- Görres, Die Heilige Allianz und die Völker auf dem Kongresse von Verona, Stuttgart, 1822.
- Gleich, F.: Der Kampf der Griechen um Freiheit, Leipzig, 1823 τ. 1.
- Glossy, K.: Politik in Karlsbad, Österreichische Rundschau, LX, 1919.
- Grand, A. - Temperley, H.: Europe in the nineteenth century (1789-1914) London, 1927.
- Grassi, M.: La Sainte Alliance, les Anglais et les Jésuites, leur système politique à l'égard de la Grèce, des Gouvernements constitutionnels et des événements actuels, Paris, 1827.
- Griewank, K.: Die Europäische Neuordnung 1814/15, Historische Zeitschrift, τ. 168, München, 1943.
- Griewank, K.: Der Wiener Kongress und die Europäische Restauration, 1814/15, Leipzig, 1954.
- Grimsted, P.: Capodistrias and a New Order for Restoration Europe: The "Liberal Ideas" of a Russian Foreign Minister, Journal of Modern History, 1968.
- Grimsted, P.: The Foreign Ministers of Alexander, I, Political Attitudes and the Conduct of Russian Diplomacy, 1801-25, California Press, 1969.
- Grobauer, F.: Metternich der Kutscher Europas, Wien, 1959.
- Grünwald, C.: Trois Siècles de diplomatie Russe, Paris, 1945.
- Grünwald, C.: La Vie de Metternich, Paris, 1938.
- Grünwald, C.: Alexandre I, le Tsar mystique, Paris, 1955.
- Guizot: Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, Paris, 1858, t. 1.
- Günther, M.: Das Verhalten Englands und Österreichs zum Griechischen Aufstand in den Jahren 1821-27, Wien, 1957.
- Guyot, R.: Histoire diplomatique (1815-70), Institut des Hautes études internationales, Paris, 1930.
- Haas, A.: Metternich Reorganization and Nationality, Wiesbaden, 1963.
- Hagen, F.: Geschichte der Orientalischen Frage von ihrer Entstehung, dem Frieden von Kutschuk Kainardschi 1774 bis zur Kriegserklärung Russlands an die Pforte 24, April 1877, Frankfurt, 1877.
- Hanoteau, J.: Lettres du Prince de Metternich à la Comtesse de Lieven, (1818-19), Paris, 1909.
- Hassel, U.: Im Wandel der Aussenpolitik von der Französischen Revolution bis zum Weltkrieg, München, 1939.
- Hausheer, P.: Der Einfluss der hundert Tage auf die politische Willensbildung und die Beschlüsse der europäischen Mächte, Bern, 1950.
- Haussonville, O.: Deux épisodes diplomatiques, Congrès de Vienne, (Revue des deux mondes, Mai, 1862), Paris.
- Hegemann, O.: Aus den Tagen des Laibacher Kongresses, Laibach, 1914.
- Hertzberg, G.: Geschichte Griechenlands seit dem Absterben des antiken Lebens bis zur Gegenwart, Gotha, 1878, τ. 3.

- Hill, D.: A history of Diplomacy in the International Development of Europe, New York, 1914, τ. 3.
- Hoetzsch, D.: Peter von Meyendorff, politischer und privater Briefwechsel, Berlin, 1923, τ. 1.
- Huillier, F.: De la Sainte Allinace au Pacte Atlantique, Neuchatel, 1954, τ. 1.
- Isambert, G.: L' indépendance Grecque et l' Europe, Paris, 1900.
- Jacob, P.: Madame de Krudener, ses lettres et ses ouvrages inédits, Paris, 1880.
- Kambouroglous, O.: Mémoires du Prince Nicolas Ypsilanti, Paris.
- Kissinger, H.: Grossmacht - Diplomatie (μετ. H. Jordan), Düsseldorf, 1962.
- Klarwill, E.: Die Erinnerungen der Baronin du Montet (1795-1858), Zürich, 1925.
- Klüber, J.: Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Wiener Kongresses überhaupt, Frankfurt, 1816, τ. 2.
- Klüber, J.: Pragmatische Geschichte der nationalen und politischen Wiedergeburt Griechenlands, Frankfurt, 1835.
- Kölle, F.: Betrachtungen über Diplomatie, Stuttgart, 1838.
- Königer, J.: Der Krieg von 1815 und die Verträge von Wien und Paris, Leipzig, 1865.
- Krammer, H.: Die Grossmächte und die Weltpolitik (1789-1945), Innsburck, 1952.
- Kröger, A.: Napoleon kam bis Waterloo, München, 1968.
- Krug, W.: La Sainte Alliance, Leipzig, 1816.
- Krauter, J.: Freiherr von Ottenfels, Beiträge zur Politik Metternichs im Griechischen Freiheitskampfe 1822-32, Salzburg, 1914.
- Kühlmann, R.: Die Diplomaten, Berlin, 1939.
- Kurilo-Sementowsky, N.: Alexander, I, von Russland, Frankfurt, 1967.
- Lascaris, S.: Capodistrias avant la Révolution Grecque, sa carrière politique jusq'en 1822, Lausanne, 1918.
- Lauber, E.: Metternichs Kampf um die europäische Mitte, Struktur seiner Politik von 1809 bis 1815, Wien, 1939.
- Lahovary, C.: Mémoires de l' Amiral Paul Tchitchagof en 1812, Paris, 1909.
- Lang, H.: Politische Geschichtsbilder zu Anfang des 19en Jahrhunderts, Aarau, 1944.
- Leffmann, B.: Gegntz und Nesselrode, Bonn, 1911.
- Lehmann, M.: Tagebuch des Freiherrn vom Stein während des Wiener Kongresses (Historische Zeitschrift, 60), München, 1888.
- Lenormant, F.: La Question ionienne devant l'Europe 1859.
- Levis-Mirepois, Mémoires et papiers de Lebzeltern, Paris, 1949.
- Lévy, G.: De la Condition Internationale des Iles Ioniennes depuis de Congrès de Vienne jusqu'à nos jours, Paris, 1901.
- Lewit, R.: Die Reaktion zur Zeit Alexanders I. und die Entwicklung der liberalfreiheitlichen Ideen in der russischen Gesellschaft, Wien 1925.
- Lloyd, E.: Alexander der erste, Kaiser von Russland, Stuttgart, 1826.
- Londonderry, C.: Correspondence, despatches and other papers of Viscount



- Castlereagh, London 1853, τ. 10, 11, 12.
- Lorenz, L.: *Denkwürdigkeiten und Briefe des Freiherrn vom Stein*, Berlin.
- Lukacs, G.: *Im Kampfe für die Neugestaltung Europas*, Innsbruck, 1938.
- Martens, C.: *Le Guide diplomatique*, Leipzig, 1966, τ. 2.
- Marriott, J.: *The Eastern Question*, Oxford.
- Mayr, J.: *Aufbau und Arbeitsweise des Wiener Kongresses in Archivalische Zeitschrift* 1939.
- Mazade, C.: *Un Chancelier d'ancien Régime, de Règne diplomatique de Metternich*, Paris, 1889.
- Medlicott, W.: *From Metternich to Hitler, Aspects, of British and Foreign History (1814-1939)*, London, 1963.
- Meisel, H.: *Cours de style diplomatique*, Dresden, 1823-24, τ. 2.
- Mendelssohn-Bartholdy, K.: *Die Hetäre* (*Historische Zeitschrift*, XVI), München, 1866.
- Mendelssohn-Bartholdy, K.: *Graf Johann Kapodistrias*, Berlin, 1864.
- Mendelssohn-Bartholdy, K.: *Die Orientalische Politik des Fürsten Metternich* (*Historische Zeitschrift*, XVIII), München, 1867.
- Mendelssohn-Bartholdy, K.: *Geschichte Griechenlands, von der Eroberung Konstantinopels durch die Türken im Jahre 1453 bis auf unsere Tage*, Leipzig, 1879 - 74, τ. 2.
- Mendelssohn-Bartholdy, K.: *Briefe von Fr. Gentz an Pilat*, Leipzig, 1868, τ. 1, 2.
- Menzel, K.: *Die Jahre 1815-1828*, Berlin, 1829.
- Metternich, *Mémoires*, Paris, 1959, τ. 1-3.
- Metternich, R. - Klinkowstroem, A.: *Oesterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen (1813-15) nach Aufzeichnungen von Fr. Gentz*, Wien, 1887.
- Metternich, R. - Klinkowstroem, A.: *Aus Metternichs nachgelassenen Papieren*, Wien, 1881-83, τ. 3.
- Meyer, O.: *Fürst Metternich*, Berlin, 1924.
- Meyer - Lindenberg, H.: *Neue Forschungen zur Heiligen Allianz (Friedenswarte, XXXV)*, 1935.
- Mikhailovitch, N.: *L'Empereur Alexandre Ier, essai d'étude historique*, St. Petersburg, 1912, τ. 1, 2.
- Mikhailovitch, N.: *Les Rapports diplomatiques de Lebzelter, Ministre d'Autriche à la Cour de Russie (1816-26)*, St. Petersburg, 1913.
- Michailowsky-Danilewsky, A.: *Erinnerungen aus den Jahren 1814/15*, (μ.ε.τ. K. Goldhammer), Dorpat, 1838.
- Milioukov, P.: *Histoire de Russie*, Paris, 1932, τ. 3.
- Missofle, M.: *Metternich (1773-1859)*, Paris, 1959.
- Molden, E.: *Die Orientpolitik des Fürsten Metternich*, Wien, 1913.
- Molden, E.: *Zur Geschichte des österreichisch-russischen Gegensatzes, die Politik der*

- europäischen Grossmächte und die Aachener Konferenzen, Wien, 1916.
- Monicault, G.: *La Question d' Orient*, Paris, 1898.
- Mowat, R.: *A history of European Diplomacy (1815-1914)*, London, 1933.
- Muhlenbeck, E.: *Etude sur les origines de la Sainte Alliance*, Paris, 1887.
- Näf, W.: *Die Epochen der neueren Geschichte*, Aarau, 1970, τ. 1.
- Näf, W.: *Europapolitik zu Beginn des 19en. Jahrhunderts*, Bern, 1944.
- Näf, W.: *Zur Geschichte der Heiligen Allianz*, Bern, 1928.
- Negreponte, *Le Tsar Alexandre Ier et les Grecs 1893*.
- Nesslrode, A.: *Lettres et papiers du Chancelier Comte de Nesselrode (1760-1850)*, Paris 1904, τ. 2, 6.
- Nicolson, H.: *Der Wiener Kongress* (μετ. H. Kahn), Zürich, 1946.
- Nicolson, H.: *Diplomatie* (μετ. A. Bloch), Bern, 1947.
- Nikolaïdis, K.: *Die Politik des Fürsten Metternich gegenüber der Griechischen Revolution*, Österr, Rundschau XVIII, 1922.
- Nicolson, H.: *Kleine Geschichte der Diplomatie* (μετ. A. Seiffhart), Frankfurt, 1955.
- Nolte, F.: *L' Europe militaire et diplomatique aux 19ème siècle*, Paris, 1884, τ. 1-2.
- Norregard, G. - Rosenkrantz, N.: *Journal du Congrès de Vienne 1814/15* Copenhagen, 1953.
- Nys, E.: *Deux tentatives d'organisation internationale: La Sainte Alliance, la Pentarchie* (Revue de L'Université de Bruxelles), 1951-52.
- Oechsli, W.: *Die Verbündeten und die Schweizerische Neutralität im Jahre 1813*, Zürich, 1898.
- Oechsli, W.: *Lebzeltern und Capodistria in Zürich, 21 Nov. - 20 Dez. 1813* (Festgaben zu Ehren Max Büdingers), Innsbruck, 1898.
- Oeconomos, L.: *Essai sur la vie du Comte Capodistrias depuis son départ de Russie en août 1822 jusqu'à son arrivée en Grèce en Janvier 1828*, Paris, 1926.
- Otetea, A.: *La Sainte Alliance et l'insurrection Hétairiste de 1821*, (Revue Roumaine d'études internationales), Bucarest, 1967.
- Padovani, G.: *Panegirico Funebre storico del Conte G. Capodistria, Governatore della Grecia, Corfou, 1832*.
- Pächter, H.: *Weltmacht Russland, aussenpolitische Strategie in drei Jahrhunderten*, Oldenburg, 1968.
- Paléologue, M.: *Drei Diplomaten: Talleyrand, Metternich, Chateaubriand* (μετ. M. Flersheim), Berlin, 1929.
- Paléologue M.: *Alexandre Ier un Tsar énigmatique*, Paris, 1937.
- Pantshoff, M.: *Kaiser Alexander I. und der Aufstand Ypsilantis 1821*, Leipzig, 1891.
- Pappermann, K.: *Diplomatische Geschichte der Jahre 1813-15*, Leipzig, 1863, τ. 1, 2.
- Papadopoulos - Vretos, A.: *Mémoires biographiques - historiques sur le Président de la Grèce, le Comte J. Capodistrias*, Paris, 1837, τ. 1, 2.

- Pertz, G.: Das Leben des Ministers Freiherrn vom Stein, Berlin 1850-55, τ. 4-5.
- Petri, H.: Alexander und Ruxandra Stourdza: Zwei Randfiguren europäischer Geschichte (Südostforschungen, XXII), München, 1963.
- Petrondas, G.: Capodistrias et Eynard-leur oeuvre éducative pour la régénération de la Grèce, Geneve, 1930.
- Petrie, C.: Diplomatie und Macht, ein Geschichte der Internationalen Beziehungen (1717 - 1933), Zürich, 1950.
- Phillips, A.: The Condeferation of Europe. A study of the European Alliance 1813-1823, as an experiment in the international organization of Peace, London, 1914.
- Phillips, A.: The war of Greek Independence.
- Pirènné, L.: Die grossen Strömungen in der Weltgeschichte, Bern, 1949, τ. 1.
- Pirènné, J.: La Sainte Alliance, Organisation Européen de la Paix mondiale, Neuchatel, 1949, τ. 1, 2.
- Pirènné, J.: Le Congrès d' Aix la Chapelle et l' apogée de l' influence russe après Napoléon (Revue de l' Université de Bruxelles, 1953).
- Pokrowski, M.: Russische Geschichte von den ältesten Zeiten bis zum Jahre 1917, (μετ. Α. Maslow), Berlin, 1930.
- Potiemkine, V.: Histoire de la Diplomatie (μετ. X. Pamphilowa - M. Eristov), Paris, 1946, τ. 1, 2.
- Pozzo di Borgo, C.: Correspondance diplomatique du Comte Pozzo di Borgo et du Comte de Nesselrode (1814-18), Paris, 1890-97, τ. 1, 2.
- Pradier - Fodéré: Cours de droit diplomatique, Paris, 1899, τ. 1.
- Pradt, D.: Du Congrès de Vienne, Paris, 1815, τ. 1, 2.
- Pradt, D.: L' Europe après le Congrès d'Aix la Chapelle faisant suite au Congrès de Vienne, Paris, 1819.
- Pradt, D.: Congrès de Carlsbad, Paris, 1819, τ. 1, 2.
- Pradt, D.: Vrai système de l' Europe relativement à l'Amérique et à la Grèce, Paris, 1825.
- Pradt, D.: L'Europe par rapport à la Grèce et à la Réformation de la Turquie, Paris, 1826.
- Pradt, D.: De l'Intervention pour la pacification de la Grèce, Paris, 1828.
- Prittwitz und Gaffron: Ausnspolitik und Diplomatie, München, 1951.
- Prokesch - Osten, A.: Geschichte des Abfalls der Griechen vom Türkischen Reiche im Jahre 1821 und der Gründung des Hellenischen Königreiches aus diplomatischem Standpunkte, Wien, 1867, τ. 1, 6.
- Prokesch - Osten (fils): Dépêches inédites du Gentz aux hospodars de Valachie (1813-28), Paris 1876, τ. 1-3.
- Prokesch-Osten (fils), Briefwechsel mit Herrn von Gentz und Fürsten Metternich, Wien, 1881, τ. 1.
- Pütz, W.: Die Geschichte der letzten 50 Jahre (1816-66), Köln, 1867 τ. 4.

- Quadflieg, F.: Russische Expansionspolitik von 1774 bis 1914, Belrin, 1914.
- Rabbe, A.: Histoire d' Alexandre Ier, Paris, 1826, τ. 2.
- Rain, P.: Un Tsar idéologue, Alexandre Ier, Paris, 1913.
- Rabbe, A.: Résumé de l'histoire de Russie, Bruxelles, 1825, τ. 2.
- Rambaud, A.: Geschichte Russlands von den ältesten Zeiten bis zum Jahre 1884, Berlin, 1891.
- Renouvin, P.: Histoire diplomatique (1815-1914), Paris, 1930.
- Renouvin, P. - Beloff, M. Schnabel, F. - Valecchi, F.: L' Europe du XIX et du XX siècle, Milan, 1964, τ. 1, 2.
- Ricaldone, A.: I Conti Capodistria, 1968.
- Rie, R.: Der Wiener Kongress und das Völkerrecht, Bonn, 1957.
- Rieben, H.: Prinzipiengrundlage und Diplomatie in Metternichs Europapolitik, 1815-48, Aarau, 1942.
- Rizo-Neroulos, J.: Geschichte des neuern Griechenlands (μετ. H. Eisenbach), Leipzig, 1830.
- Robech: Un collaborateur de Metternich, Mémoires et papiers de Lezeltern, 1849.
- Roepell, R.: Die Orientalische Frage in ihrer geschichtlichen Entwicklung (1774-1830), Breslau, 1854.
- Rohden, P.: Die klassische Diplomatie von Kaunitz bis Metternich, Leipzig, 1939.
- Rohl, E.: Metternich und England, Wien, 1967.
- Rosenstock, E.: Die Europäischen Revolutionen. Jena, 1931.
- Salaberry: Souvenirs politiques sur la Restauration (1821-30), Paris, 1900, τ. 1, 2.
- Satow, E.: A Guide to Diplomatic Practice, London, 1957.
- Sax, C.: Geschichte des Machtverfalls der Türkei bis Ende des 19en Jahrhunderts und die Phasen der Orientalischen Frage bis auf die Gegenwart, Wien, 1908.
- Schaeder, H.: Die dritte Koalition und die Heilige Allianz nach neuen Quellen, Königsberg, 1934.
- Schiemann, T.: Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I., Berlin, 1908, τ. 1, 2.
- Schirren, K.: Frau von Krüdener, Riga, 1908.
- Schlesier, G.: Ungedruckte Denkschriften, Tagebücher und Briefe von Fr. von Gentz, Mannheim, 1840.
- Schmalz, H.: Versuche einer gesamteuropäischen Organisation (1815-20), Aarau, 1940.
- Schmid, C.: Was ist Aussempolitik? (Geschichte und Politik, Heft 18), Laupheim, 1955.
- Schmidt - Phiseldek, C.: Die Politik nach den Grundsätzen der Heiligen Allianz, Kopenhagen, 1822.
- Schroeder, P.: Metternich's diplomacy at its zenith (1820 - 23), Texas, 1962.
- Schwarz, W.: Die Heilige Allianz, tragik eines europäischen Friedensbundes,

Stuttgart, 1935.

Schnitzler, J.: Geheimgeschichte von Russland unter der Herrschaft der Kaiser Alexander und Nikolaus (μετ. R. Binder), Leipzig, 1874, τ. 1, 3.

Seeley, J.: Stein sein Leben und seine Zeit (μετ. E. Lehmann), Gotha, 1887, τ. 1, 2.

Seignobos, C.: Du Congrès de Vienne à la guerre de 1914, Paris, 1915.

Seignobos, C.: Histoire politique de l'Europe contemporaine (1814-1914), Paris, 1924, τ. 1, 2.

Seton - Watson, H.: The Russian Empire (1801-1917), Oxford, 1967.

Sorel, A.: Le traité de Paris du 20 Novembre 1815, Paris, 1872.

Sorel, A.: Essais d'histoire et de critique, Paris, 1894.

Spiel, H.: Der Wiener Kongress in Augenzeugen - Berichten, Düsseldorf, 1965.

Springer, A.: Geschichte Österreichs seit dem Wiener Frieden 1809, Leipzig, 1863 (Staatsgeschichte d. neuesten Zeit, VI).

Springer, A.: Geschichte des Revolutionszeitalters (1789-1848), Prag, 1849.

Srbik, H.: Metternichs Plan der Neuordnung Europas 1814/15 (Mitteilungen des österreichischen Instituts für Geschichtsforschung, XL) Wien 1925.

Stadtmüller, G.: Geschichte Südosteuropas, München, 1950.

Stählin, K.: Geschichte Russlands von den Anfängen bis zur Gegenwart, Königsberg, 1923-39 τ. 1.

Stählin, K.: Ideal und Wirklichkeit im letzten Jahrzehnt Alexanders I. (Historische Zeitschrift, 145), München, 1932.

Steckhann, G.: Preussen und die Neuorientierung der europäischen Staatengesellschaft auf dem Aachener Kongress, Berlin, 1934.

Stein, C.: Die letzten fünfzig Jahre (1789-1839), Berlin, 1839.

Stern, A.: Geschichte Europas, Stuttgart, 1913 τ. 2.

Stourdzia, A.: Oeuvres posthumes religieuses, historiques, philosophiques et littéraires, Paris, 1859.

Strupp, K.: Die Beziehungen zwischen Griechenland und der Türkei von 1820-1930, Breslau, 1932.

Sutzo, A.: Geschichte der Griechischen Revolution (μετ. anonyme), Berlin, 1830.

Thürheim, L.: Mein Leben, München, 1913, τ. 2.

Trapp, R.: Kriegführung und Diplomatie der Verbündeten von 1. Februar bis zum 25. März 1814, Göttingen, 1898.

Traz, R.: De l' Alliance des Rois à la ligue des peuples. Sainte Alliance et S.D.N. Paris, 1936.

Treitschke, H.: Der Wiener Kongress, Leipzig.

Tritsch, W.: Metternich, Berlin, 1934.

Uebersberger, H.: Russlands Orientpolitik in den letzten zwei Jahrhunderten, Stuttgart, 1913, τ. 1.

Valloton, H.: Le Tsar Alexandre Ier, Paris, 1966.

Valloton, H.: Metternich (μετ. U. Leippe), Hamburg, 1966.

Vatikiotou, A.: Das völkerrechtliche Protektorat, demonstriert am Beispiel der Ionischen Inseln, Wien, 1968.

Viel - Castel: Lord Castlereagh et la politique extérieure de l' Angleterre de 1812 à 1822:

a) La Coalition Européenne de 1813 et 1814.

b) La Diplomatie, les Généraux de l' Alliance et la seconde Restauration:

c) La conférence de Paris et le Congrès d' Aix la Chapelle, (Revue des deux mondes, VI), Paris, 1854.

Viel - Castel, Histoire de la Restauration, Paris, 1867, τ. 10.

Vietsch, E.: Das Europäische Gleichgewicht, Leipzig, 1942.

Vietsch, E.: Die Tradition der Grossen Mächte, Stuttgart, 1950.

Villemarest, C.: L' Observateur au Congrès, ou Relation historique et anecdotique du Congrès d' Aix la Chapelle, Paris, 1818.

Vernardsky, G.: Political and diplomatic history of Russia, London, 1937.

Waddington, G.: A Visit to Greece in 1823 and 1824, London, 1825.

Walker, M.: Metternich's Europe, London, 1968.

Wallthor, A.: Freiberr vom Stein, Briefe und sämtliche Schriften, Stuttgart, 1969.

Webster, C.: British Diplomacy, London, 1921.

Webster, C.: The Congress of Vienna (1814/15), London, 1934.

Webster, C.: The foreign Policy of Castlereagh (1815-22), London, 1934.

Weil, M.: Les Dessoûs du Congrès de Vienne, Paris, 1917, τ. 1, 2.

Weill, G.: L' Eveil des Nationalités et le mouvement libéral (1815-48), Paris, 1930.

Wellington, G.: Supplementaty Despatches, correspondence and Memoranda of Duke of Wellington (1858-1872), London, τ. 4, 8, 11.

Wenzel, J.: Veränderungen der Karte Europas seit 1815, Prag, 1878.

Wildner, H.: Die Technik der Diplomatie, Wien, 1959.

Wilkinson, W.: Tableau historique géographique et politique de la Moldavie et de la Valachie, Paris, 1821.

Windelband, W.: Gestalten und Probleme der Aussenpolitik, Berlin, 1937.

Windelband, W.: Die auswärtige Politik der Grossmächte in der Neuzeit von 1494 bis zur Gegenwart, Essen, 1935.

Winkler, M.: Zarenlegende, Alexander I. von Russland, München, 1948.

Witting, R.: Auswärtige Politik und Diplomatenkunst, Berlin, 1917.

Wood, A.: Europe 1815-1945, London, 1964.

Woodhouse, C.: The Greek war of independence, London, 1952.

Woodhouse, C.: Capodistria, the founder of Greek Independence, London, 1973.

Wurm, C.: Diplomatische Geschichte der Orientalischen Frage, Leipzig, 1858.

Xenos, S.: East and West, a diplomatic history of the annexation of the Ionian Islands to the Kingdom of Greece, London, 1865.

Ypsilanti, H.: Metternich's Stellung zum Griechischen Freiheitskampf, Wien, 1927.

## 2. 'Ελληνόγλωσσα (έπιλογή)

Δαφνής, Γ., 'Ιωάννης Α. Καποδίστριας, ή γένεση τοῦ ἑλληνικοῦ κράτους, Αθήνα 1976.

Κούκκου, 'Ε., 'Ο Καποδίστριας καί ή παιδεία. Α'. 'Η Φιλόμουσος 'Εταιρεία τῆς Βιέννης, 'Αθήναι 1958.

Κούκκου, 'Ε., 'Ιωάννης Καποδίστριας, ὁ ἄνθρωπος - ὁ διπλωμάτης (1800-28), 'Αθήναι 1978.

Μακρής, Θ., 'Ο 'Ιωάννης Καποδίστριας καί ή προκυβερνητική πατριωτική του δράσις, Κέρκυρα 1965.

Πετρίδης, Π., 'Η διπλωματική δράσις τοῦ 'Ιωάννου Καποδίστρια ὑπέρ τῶν 'Ελλήνων, Θεσσαλονίκη 1974.

Πετρίδης, Π., Μελέτες νεώτερης εὐρωπαϊκῆς πολιτικῆς ιστορίας τομ. Α' (δπου μελέτες μου γιά τήν εὐρωπαϊκή πολιτική τοῦ 'Ι. Καποδίστρια) Θεσσαλονίκη 1981.

Πετρίδης, Π., Βιβλιογραφία 'Ι. Καποδίστρια, 1776-1831, Θεσσαλονίκη 1981.

Πρεβελάκης, Ε., 'Η ἐγκύκλια ἐπιστολή τοῦ 'Ιωάννου Καποδίστρια τῆς 6/18 'Απριλίου 1819, Πρακτικά Παν.Συνεδρίου Α' (1967) σ. 298-328.

Πρωτοψάλτης, Ε., 'Υπομνήματα συναφῇ 'Ιγνατίου Μητροπολίτου Οὐγγροβλαχίας καί 'Ιωάννου Καποδίστρια περί τῆς τύχης τῆς 'Ελλάδος, «'Αθηνᾶ», 60 (1956) σ. 145-182.

Τσιρπανλῆς, Ζ., 'Υπομνήματα καί ἐκθέσεις τοῦ 'Ιωάννη Καποδίστρια (1809 - 1822) προβλήματα καί ἔρευνα, 'Επιστ. 'Επετ. Φιλοσ. Σχ. Παν/μίου 'Ιωαννίνων τομ. Στ' (1977) σ. 99-133.

Χιδῶτης, Π., 'Ιστορία τοῦ 'Ιονίου κράτους ἀπό συστάσεως αὐτοῦ μέχρι ἐνώσεως, τομ. Α-Β, Ζάκυνθος 1874.





## Π Ι Ν Α Κ Α Σ Κ Υ Ρ Ι Ω Ν Ο Ν Ο Μ Α Τ Ω Ν

## Ε' Τόμου

Ἀλέξανδρος Ι	σ. 3, 7, 24, 26, 30, 47, 49, 55, 59, 66, 68, 87, 114, 130, 137, 154, 157, 162, 170, 187, 200, 207, 217, 225, 246, 261, 262, 263, 271, 277, 284, 315, 321, 327, 335, 342.
Ἀλῆ πασᾶς	σ. 143, 144, 159.
Ἀλοπέους	σ. 152, 156, 202, 254, 268, 278.
Ἀναγνώστης	σ. 232, 234.
Ἀσιγιόν	σ. 288, 289, 290, 293, 295, 297, 298, 299, 300.
Ἀστεττ	σ. 108, 123.
Βέσσημπεργκ	σ. 84, 85.
Βιέλ Κάστελ	σ. 205, 207.
Βίνσεντ	σ. 267.
Βιτγκενστάϊν	σ. 184.
Βλούντωφ	σ. 236, 237.
Βολτσόγκεν	σ. 318, 319.
Βορονζώφ	σ. 76, 77.
Βύρστ	σ. 201.
Γιερμολώφ	σ. 240, 278, 279, 282, 312.
Γκαλίτσιν	σ. 335.
Γκέντζ	σ. 71, 315, 316, 317, 320, 329, 331.
Γκίχας	σ. 224.
Γκολόβκιν	σ. 239, 241, 251, 252, 256, 261, 267.
Γκόρντον	σ. 315, 317.
Δολγορούκη	σ. 185.
Ἐξμουθ	σ. 141, 142, 173, 176, 179, 184.

Ἑστερχάζυ	σ. 316.
Εὐγένιος Μποαρνέ	σ. 68, 72, 80, 81, 82, 85, 87, 88, 89, 123, 124, 127, 158, 159, 162.
Ζαρζέτσκυ	σ. 270, 271, 272, 277.
Ζέα Βερμούδεθ	σ. 212, 247, 264, 265.
Ζορντάν	σ. 151, 156.
Ἰγνάτιος	σ. 191.
Ἰταλίνσκη	σ. 114, 120, 143, 144, 192.
Κάζα Φλόρες	σ. 247, 250, 265.
Κάθκαρ	σ. 157, 158, 160, 161, 162, 166, 239, 240, 304, 306, 307, 308, 309, 311.
Καλλιμάχης	σ. 113, 192, 193.
Κάμπελλ	σ. 3, 17, 18, 20, 161, 163.
Καρατζᾶς	σ. 192, 193, 222, 224.
Κάστελρυ	σ. 48, 51, 52, 53, 54, 55, 59, 60, 67, 68, 71, 72, 83, 84, 85, 93, 138, 141, 143, 158, 159, 160, 164, 166, 183, 239, 240, 241, 267, 310, 311, 312, 313, 322, 323, 324, 326, 327, 329, 351.
Κλάνκαρτυ	σ. 17, 20, 21, 23, 25, 26, 27, 45, 46, 50, 51, 53.
Κουράκιν	σ. 134.
Κουτούζωφ	σ. 191.
Λέμπενστερν	σ. 155.
Λέμπτζελτερν	σ. 149, 150, 158, 270.
Λίεβεν	σ. 29, 30, 31, 45, 137, 140, 141, 142, 145, 166, 167, 183, 239, 241, 252, 254, 310, 329.
Λουδοβίκος XVIII	σ. 31, 37, 293.
Μαίτλανδ	σ. 139, 140, 144, 160, 161, 162, 166, 167.
Μανούκ μπέης	σ. 113, 114, 191.
Μαρία Λουίζα	σ. 159, 170, 171.
Μαυροκορδάτος Αλ.	σ. 224.
Μέττερνιχ	σ. 24, 26, 68, 72, 80, 81, 82, 84, 85, 87, 88, 89, 122, 135, 153, 154, 158, 200, 207, 241, 254, 258, 267, 301, 315, 316, 317, 319, 320, 329.
Μιαζίνσκυ	σ. 269, 270, 273.
Μοτσενίγος	σ. 9, 320, 321.
Μουρούζης	σ. 192, 193.

Μπάαντερ	σ. 108.
Μπάθουρστ	σ. 51, 137.
Μπάϊκωφ	σ. 155, 201, 203.
Μπάρκλαϋ ντε Τόλλυ	σ. 135.
Μπενάκης Α.	σ. 231, 233.
Μπουτιάγκιν	σ. 23, 25.
Μπύρστ	σ. 155.
Μυρά	σ. 25, 81, 236.
Ναπολέον Βοναπάρτης	σ. 18, 19, 31, 33, 34, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 48, 50, 60, 73, 74, 75, 159, 198, 243, 295, 330, 331, 351.
Νέσσελροντ	σ. 31, 59, 68, 69, 82, 83, 84, 85, 86, 89, 145, 146, 160, 171, 322.
Νοάϊγ	σ. 164.
Νοβοσίλτσεφ	σ. 201, 203.
Όσβαλντ	σ. 19.
Όζαρόφσκυ	σ. 268.
Ουέλλιχτων	σ. 21, 48, 50, 56, 60, 67, 71, 76, 77, 84, 85, 126, 129, 132, 160, 164, 242, 286, 328, 331, 339, 340, 341.
Οϋμπρι	σ. 146, 215.
Παλμέλλα	σ. 212, 213, 214, 247, 250, 310.
Πάλφυ	σ. 315, 317, 318.
Παύλοβιτς Κ.	σ. 204.
Περραιβός	σ. 232.
Πίνι	σ. 113, 114, 167, 222, 223, 225.
Πλέσσεν	σ. 319.
Πολέτικα	σ. 265, 329.
Πότσο ντι Μπόργκο	σ. 30, 31, 49, 66, 85, 126, 127, 130, 131, 132, 133, 164, 165, 187, 207, 208, 209, 210, 211, 216, 238, 247, 250, 252, 253, 255, 258, 261, 264, 267, 310, 312, 313, 314, 315, 332.
Ραζουμόφσκυ	σ. 60, 73, 75, 83, 89, 91, 92.
Ρέχμπεργκ	σ. 318, 319.
Ριβιέρ	σ. 333.
Ρισελιέ	σ. 55, 66, 70, 71, 83, 91, 92, 128, 129, 130, 132, 159, 164, 185, 186, 208, 308, 309, 314, 322, 324, 326, 332.
Σαλντάνιε ντα Γκάμα	σ. 136, 249, 265.
Σερρακαπριόλε	σ. 232, 233, 235.

Σομπολέφσκυ	σ. 252, 269, 270, 272, 277.
Σούχτελεν	σ. 229.
Στάϊν φόμ	σ. 31, 107, 109.
Στάκελμπεργκ	σ. 46, 47, 49, 86, 87, 121, 127, 134, 150, 152, 154, 158, 167, 197, 200, 252, 253, 320, 321.
Στίουαρτ	σ. 48, 316, 317.
Στάϊγκεντες	σ. 134, 135.
Στρόγγανωφ	σ. 114, 120, 121, 167, 191, 193, 223, 225, 278, 282, 283, 332, 350.
Ταλλεϋράνδος	σ. 25.
Τατίστσεφ	σ. 217, 221, 264, 266, 311, 335, 341.
Τέτενμπορν	σ. 318, 319.
Τσαρτορίσκυ	σ. 56, 59.
Τσιτσαγκώφ	σ. 23, 26.
Ύψηλάντης 'Αλ.	σ. 115, 224.
Φάμπερ	σ. 236.
Φέλλενμπεργκ	σ. 108.
Χάρντενμπεργκ	σ. 27, 28, 59, 72, 84, 85, 89, 151, 202, 290.
Χοσέ ντε Τολέντο	σ. 145, 146, 147, 148, 149.
Χοϋμπολτ	σ. 71, 84, 85, 165, 211.
Χρυσοσπάθης	σ. 232, 234.

**ΠΙΝΑΚΑΣ ΚΥΡΙΩΝ ΟΝΟΜΑΤΩΝ**  
**ΣΤ' Τόμου**

Ἀλέξανδρος Ι.	σ. 26, 36, 43, 71, 90, 98, 117, 119, 134, 139, 151, 155, 157, 159, 163, 180, 191, 207, 217, 223, 227, 228, 232, 243, 244.
Ἀλῆ πασᾶς	σ. 21, 112, 174.
Ἀλοπέους	σ. 60, 61.
Ἀριστείδης	σ. 241.
Βάγιας Θ.	σ. 243.
Βαρδαλάχος Κ.	σ. 81, 83.
Βλασόπουλος Ι.	σ. 20, 22, 112.
Βρυόνης	σ. 243.
Γκάλλ	σ. 243.
Δεκάζ	σ. 35.
Ἐπαμεινώνδας	σ. 241.
Ζαρζέτσκυ	σ. 117.
Ἰταλίνσκη Α.	σ. 101.
Καμαρηνός Σ.	σ. 78
Καμινάρης Σ.	σ. 233.
Καποδίστριας Ι.	σ. 35, 43, 44, 55, 56, 57, 61, 63, 71, 73, 78, 83, 89, 95, 98, 108, 115, 118, 130, 142, 148, 155, 157, 159, 162, 164, 169, 174, 209, 216, 217, 219, 227, 228, 229, 244.
Κάστελρυ	σ. 43, 44.

Κολοκοτρώνης	σ. 241.
Κοντογιάννης	σ. 241.
	Κουντουριώται σ. 241.
Λέμπτζελτερν	σ. 71, 216.
Λίεβεν	σ. 98, 100, 109, 210, 228.
Λονδόνδερν	σ. 190, 210, 218.
Λουδοβίκος ΙΗ΄	σ. 35, 36.
Μέττερνιχ	σ. 35, 130, 134, 159, 163, 211, 217, 227.
Μέυερν	σ. 55.
Μόστρα Ἀδελφοί	σ. 21.
Μοτσενίγος Γ.	σ. 143.
Μπάθουρστ	σ. 44, 54, 55, 56, 57, 60, 99, 100.
Μπενάκης	σ. 80.
Μπαγκότ	σ. 186, 210.
Μποναπάρτε	σ. 231.
Μποτσαραιίοι	σ. 241.
Νέγρης	σ. 241.
Νέσσελροντ	σ. 130, 134, 185, 188, 216, 218, 223, 228.
Νικολάϊ	σ. 165.
Ντεμπαγκό	σ. 190.
Ντιβώφ	σ. 116, 117.
Ὅδυσσεύς	σ. 241.
Οὐέλλιγκτων	σ. 58, 60, 100.
Παπαρηγόπουλος	σ. 112.
Πετρόμπεης	σ. 78, 86.
Πότσο ντι Μπόργκο.	σ. 108.
Ρισελιέ	σ. 109, 146.
Ρούφο	σ. 157.
Σούτσος Α.	σ. 78, 79, 95.
Σρέντερ Α.	σ. 145, 146.
Στάϊν	σ. 160, 161, 162.
Στάκελμπεργκ	σ. 100.
Στιούαρτ	σ. 186.
Στούρτζας Α.	σ. 83, 86, 112, 115, 163.
Στράντφορντ Κάννιγκ	σ. 168, 186, 188, 190, 213.



---

Στρογγανωφ	σ. 20, 22, 62, 63, 77, 78, 86, 88, 133, 138, 168, 174, 175, 185, 186, 188, 191, 192, 194, 198, 199, 202, 212.
Ταήρ Ἀμβάζης	σ. 237.
Τασίστσεφ	σ. 223, 227, 228.
Ὑψηλάνται	σ. 241.
Ὑψηλάντης	σ. 164, 174, 176, 232, 233.
Χαλήμ ἐφέντης	σ. 189.



# Π Ε Ρ Ι Ε Χ Ο Μ Ε Ν Α

	Σελ.
Κ. ΔΑΦΝΗ: Προλογικό Σημείωμα .....	7
ΚΕΙΜΕΝΑ: Έτους 1919 .....	9
Έτους 1820 .....	75
Έτους 1821 .....	149
Έτους 1822 .....	221
ΣΗΜΕΙΩΣΕΙΣ .....	245
ΠΙΝΑΚΕΣ ΚΕΙΜΕΝΩΝ 1815 - 1822 .....	249
ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ .....	291
ΠΙΝΑΚΕΣ ΚΥΡΙΩΝ ΟΝΟΜΑΤΩΝ Ε' Τόμου .....	307
ΠΙΝΑΚΕΣ ΚΥΡΙΩΝ ΟΝΟΜΑΤΩΝ Στ' Τόμου .....	311











